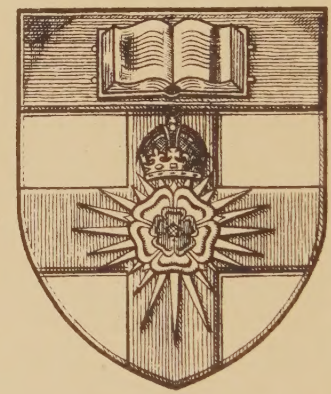


UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

QUATRIÈME ANNÉE

N° 13

JANVIER 1954

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

1954

ARTICLES ET PRINCIPAUX COMPTES RENDUS

publiés en 1953

N° 9. — JANVIER 1953

Louis MARIN : **Gouvernement et commandement en juin 1940.**

Gal BOURCART : **La guerre en Finlande.**

G. BOURGIN : **Historiographie et propagande politique (en Italie).**

REPACI : **Le procès Graziani.**

R. Palmer, Bell, Wiley et Keast : *The army ground Forces (The procurement and Training of Ground Combat Troops).* — O. N. Bradley : *A. Soldier's story.* — Gal H. H. Arnold : *Global mission.* — J. Thorwald : *Das Ende an des Elbe.* — A. Valori : *La campagna di Russia (1941-1943).* — Lord Mountbatten : *Report to the combined Chiefs of Staff.* — *De l'Université aux camps de concentration. Témoignages strasbourgeois.* — F. Mac Lean : *Diplomate et franc-tireur.*

Nos 10-11. — JUIN 1953

LA CAMPAGNE DE FRANCE (mai-juin 1940)

Numéro spécial double

Lt-Col LUGAND : **Les forces en présence au 10 mai 1940.**

A. REUSSNER : **La réorganisation du Haut-Commandement au mois de mai 1940.**

Col VILLATE : **L'entrée des Français en Belgique et en Hollande.**

Col FOX-Cat D'ORNANO : **La percée des Ardennes.**

Cr. SAUNDERS : **L'évacuation par Dunkerque.**

Lt-Col LE GOASTER : **L'action des forces aériennes.**

Cat WAUQUIER : **L'action des forces cuirassées.**

CRITIQUE DES SOURCES :

P. DHERS : **Le comité de guerre du 25 mai 1940.**

Gal LESTIEN : **La campagne de France devant la Commission d'Enquête parlementaire.**

J. WILLEQUET : **Le rôle de l'armée belge en 1940.**

C. T. DE JONG : **La campagne de mai 1940 dans l'historiographie hollandaise.**

DOCUMENTS :

Le journal du général Halder (extraits par G. CASTELLAN).

COMPTES RENDUS :

G. LAFFARGUE : *Justice pour ceux de juin 1941.* — Liddell Hart : *Défense de l'Europe.* — Gal d'Astier de La Vigerie : *Le ciel n'était pas vide.* — Rossi : *Mussolini e lo Stato Maggiore.*

N° 12. — OCTOBRE 1953

R. MOSSE : **La mobilisation économique aux U. S. A. pendant la 2e Guerre mondiale.**

H. CALVET : **Aux origines de Munich : le rôle du « Times ».**

J. WANVELKENHUYSEN : **L'alerte du 10 janvier 1940.**

Ministero degli affari esteri. I documenti diplomatici italiani. — *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice.* — B. Rauch : *Roosevelt from Munich to Pearl Harbor. A study in the creation of Foreign Policy.* — V. Rohden : *Die Luftwaffe ringt um Stalingrad.* — F. Hossbach : *Infanterie im Ostfeldzug 1941-1942.* — Marquis d'Argenson : *Pétain et le pétinisme.*

TOUS DROITS RÉSERVÉS

DE MUNICH A PRAGUE[1]

La politique britannique pendant la crise sudète de l'été 1938 se fondait sur deux données auxquelles on doit attribuer une importance égale si l'on veut regarder le pacte de Munich par les yeux de M. Chamberlain et de Lord Halifax. La première de ces données était d'ordre militaire. Le Cabinet britannique avait été averti par ses conseillers que le réarmement britannique (et aussi le réarmement français) n'auraient pas atteint avant le printemps 1939 au plus tôt une ampleur qui permit d'envisager une guerre avec l'Allemagne ; que nul effort militaire de la part des armées française et britannique ne pouvaient sauver la Tchécoslovaquie de la destruction en 1938 et que, Hitler eût-il même renoncé à attaquer la Tchécoslovaquie par les armes, il pouvait l'anéantir par des mesures de pression économique. La seconde donnée était d'ordre idéologique : Chamberlain croyait fermement que, en dépit de ce qu'il y avait de répréhensible dans les méthodes employées par Hitler vis-à-vis des petites nations, l'Allemagne avait raison dans l'ensemble de la question Sudète et que le Gouvernement britannique et le Gouvernement français voyaient juste quand ils essayaient d'amener les Tchèques à céder aux exigences allemandes si du moins celles-ci étaient imposées par des moyens pacifiques. De ces deux données et du fait que le Gouvernement britannique n'était pas obligé par traité de défendre la Tchécoslovaquie si elle était attaquée, procédèrent les deux principes suivis tout au cours des six mois de crise : 1) Médiation, car Chamberlain pensait que son Gouvernement pouvait combiner deux attitudes : garder sa liberté par rapport aux obligations formelles et se préoccuper du règlement pacifique des intérêts des deux parties ; 2) Aide militaire à la France dans le cas où la crise aboutirait à une guerre générale et dans ce cas seulement.

Les deux volumes de documents du *Foreign Office* qui traitent des suites de Munich jusqu'à l'occupation allemande de Prague montrent que

(1) *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, publiés par E. L. Woodward et Rohan Butler, t. III et IV, 677 et 647 pages, 3e série, His Majesty's Stationery Office London, 1950, 1951.

l'optimisme ne régnait guère à Downing Street pendant l'hiver 1938-39. Toute la confiance que Chamberlain avait pu avoir au début dans le succès de la politique « d'apaisement » avait été ébranlée par la violence des agissements d'Hitler en septembre. L'apaisement avait été avant tout pour Chamberlain la fin de toutes les rancunes datant du traité de Versailles, ce qui donnait, s'il en était besoin, au régime nazi un prestige suffisant pour lui permettre de renoncer aux excès révolutionnaires ; une révolution qui a réussi sur un programme nationaliste pourrait en venir à la paix et à la dignité une fois satisfaites les exigences nationalistes. La détermination manifestée par Hitler de prendre par la force et avec ostentation ce qu'il eût pu obtenir par des moyens bien moins bruyants et bien moins provocants sembla indiquer pendant quelques jours sa résolution de combattre à tout prix, et, pendant quelque temps après la conférence de Godesberg, Chamberlain fut prêt à la guerre. La bonne volonté montrée alors par Hitler pour signer le pacte de Munich prouvait qu'il avait renoncé à faire la guerre, tout au moins pour le présent. Mais cette résolution était-elle définitive ? Les Sudètes constituaient-ils la dernière de ses exigences territoriales en Europe ? Bismarck avait donné des assurances du même genre en 1871 et, contre toute probabilité, il avait tenu sa parole ; en octobre 1938 on espérait que Hitler tiendrait sa parole mais beaucoup de signes donnaient à penser qu'il ne le ferait pas. S'il trahissait sa parole, s'il s'engageait dans ce qui ne pouvait ensuite qu'être la voie de l'agression, alors l'Angleterre posséderait bientôt à la fois les moyens matériels (car son réarmement progressait) et la justification morale de sa résistance.

C'est donc l'esprit en proie au doute bien plus que plongé dans un optimisme sans fondements qu'il faut se représenter le Gouvernement britannique alors qu'il observait le déroulement des événements au cours de ces mois. Très vite les Allemands dans les Assemblées de la Commission internationale pour la délimitation des nouvelles frontières germano-tchèques, montrèrent nettement qu'ils étaient incapables d'une conduite généreuse ou même tout simplement honnête. Les chapitres du volume III (documents 79 à 278, du 30 septembre au 25 novembre) racontent la triste histoire de ces négociations, principalement sous forme de rapports adressés à Londres par sir Nevile Henderson, ambassadeur d'Angleterre à Berlin. Lors de la première Assemblée de la Commission le 30 septembre, trois Sous-Commissions furent constituées, la troisième Sous-Commission C étant la plus importante d'entre elles. C'est elle qui devait fixer la zone à occuper par les troupes allemandes entre le 7 et le 10 octobre, délimiter une frontière ethnographique, déterminer des régions de plébiscite et arrêter les conditions dans lesquelles les plébiscites devaient avoir lieu. Les Allemands obtinrent la présidence de la Commission (Baron von Weizsäcker, le secrétaire d'Etat) et des trois sous-commissions.

A la Sous-Commission C non seulement les Allemands formulèrent des exigences maxima, mais ils se comportèrent de la manière la plus arrogante. Henderson dit que le président, von Richtoven, était « tout à fait

incapable de maintenir l'ordre ; à l'une des réunions n'assistaient pas moins de 17 délégués allemands, et il était assez fréquent de voir 4 ou 5 Allemands, des Sudètes et les délégués tchèques en train de crier tous en même temps. A deux moments critiques de la discussion, le major von Lotschberg intervint et, se tenant au garde à vous, il donna sèchement des ordres qui firent immédiatement taire les autres délégués allemands ». Il fut bientôt évident que les Allemands avaient l'intention d'interpréter chaque point de l'accord dans le sens le plus avantageux pour eux. Ils exigèrent que la ligne Godesberg fût prise comme base de discussion ; les délégués anglais, français et italiens s'y opposèrent. Ils firent ressortir que l'accord de Munich constituait la base des discussions et que cet accord s'inspirait de considérations plus ethnographiques que géographiques. Les trois délégués, soutenus par le délégué tchèque, proposèrent aussi que les « territoires de caractère germanique prépondérant » qui devaient être occupés par les troupes allemandes entre le 7 et le 10 octobre fussent des régions comportant 75 % d'Allemands. Les Allemands proposèrent 51 %. Ni la Sous-Commission ni la Commission internationale ne purent se mettre d'accord. C'est alors que, le 5 octobre au matin, Henderson apprit qu'Hitler accusait les délégués anglais et français de revenir sur l'accord de Munich ; il ordonnerait à l'armée d'occuper la ligne Godesberg si le Gouvernement tchèque ne donnait pas avant midi son accord et sur les statistiques de 1910 et sur la majorité de 51 %. Une fois de plus la patience du Führer était à bout. Henderson écrit : « A ce que me dirent le ministre des Affaires étrangères aussi bien que l'ambassadeur d'Italie, Hitler est rentré des régions sudètes dans un état de rage indescriptible après avoir vu les souffrances des Allemands, des Sudètes telles que les intéressés les lui firent constater. Je déclarai nettement à von Ribbentrop qu'elles avaient été exagérément grossies, mais celui-ci, bien entendu, nia que ce fut le cas » (III, n° 127). Daladier déclara à l'ambassadeur de France à Berlin que, d'après ses souvenirs, l'accord de Munich supposait une majorité de 51 % et les chiffres résultant de recensement de 1918. Les souvenirs de Chamberlain concordaient avec ceux de Daladier et Henderson en fut informé. Toutefois les ambassadeurs de France, d'Angleterre et d'Italie étaient déjà tombés d'accord l'après-midi du 5 sur 51 % et les chiffres de 1910 ; ils considéraient que « les Tchèques n'auraient jamais accepté si ce n'est sous la pression de la *force majeure* » et qu'un refus « aurait simplement signifié l'occupation sans prendre en considération l'avis de la Commission internationale, ce qui aurait probablement eu pour résultat notre retrait de cette Commission ».

Le 7 octobre, on savait que les Gouvernements allemand et tchèque s'opposaient tous deux, bien que pour des raisons bien différentes, à ce que des plébiscites eussent lieu dans les régions de population mixte ; ce qui revenait en somme à la reconnaissance par les Tchèques de l'occupation de fait comme terme de la discussion, après réajustement sur des points d'importance secondaire. Mais, le 10, Henderson découvrait, après avoir

prêté l'oreille à certains commentaires prudents de Weizsäcker, que Ribbentrop inclinait en définitive à réclamer des plébiscites ; il ne le faisait évidemment que dans l'idée de s'assurer des avantages supplémentaires en annexant des régions telles que celles d'Olmütz-Brünn et de Mährisch-Ostrau qui comportaient des poches de population germanique. Ce que voyant, Henderson parla à Weizsäcker en termes catégoriques :

« Le Gouvernement allemand avait mis en avant la carte de 1910 comme représentative des conditions raciales avant 1918 et il n'était pas justifié à vouloir aller plus loin, uniquement parce qu'il avait envie de mettre la main sur de nouveaux nœuds ferroviaires. Il ne pouvait pas avoir deux avantages contradictoires. Les Tchèques étaient écrasés, l'Allemagne avait atteint tous ses buts et si elle ne savait pas montrer un peu d'esprit de justice, toute négociation deviendrait inutile. Après avoir souscrit à la transaction majeure, je ne m'imaginais pas que nous en viendrions à faire la guerre pour Brünn et Olmütz, mais du moins je ne participerai pas à d'autres spoliations de rapaces. »

Mais que pouvait-on faire ? Weizsäcker « très ému » dit qu'il espérait bien que les paroles d'Henderson n'étaient pas officielles car un tel langage « produirait sur le Chancelier l'effet contraire à celui que l'on recherchait » (III, n° 179). Halifax partageait le point de vue d'Henderson et approuvait ce que celui-ci avait dit, mais il lui donna l'ordre de ne se retirer de la Commission sous aucun prétexte sans instructions formelles de Londres. En fin de compte, les Allemands n'exigèrent pas des plébiscites, sachant bien qu'ils pouvaient s'en passer pour obtenir ce qu'ils désiraient, et les Tchèques durent s'accommoder au mieux avec leurs spoliateurs allemands et aussi avec les Polonais et les Hongrois.

L'attitude britannique se résuma en une série de tentatives assez désespérées pour persuader les Tchèques de s'abstenir d'élever des contestations à propos de causes perdues. Henderson écrit : « Il serait plus sage de leur part de voir les choses telles qu'elles sont et de tirer le meilleur parti possible de circonstances extrêmement défavorables. Ce serait leur nuire que leur donner tout autre conseil » (III, n° 180).

Les documents britanniques n'éclairent pas sensiblement l'attitude générale du Cabinet britannique à l'égard des Allemands au courant du mois d'octobre. Les documents allemands correspondants sont plus révélateurs à cet égard. L'ambassadeur d'Allemagne, le Dr Herbert von Dirksen eut, le 7 octobre, avec Lord Halifax, un entretien qui est relaté dans le rapport n° 1661 (III, n° 164) de ce dernier ; la version de Dirksen se trouve dans le volume allemand (1). Le rapport allemand dit qu'Halifax avait parlé de la reconnaissance que le public britannique avait manifestée au Führer pour son attitude tandis que le rapport Halifax disait que Dirksen avait parlé de la reconnaissance de ses compatriotes pour

(1) *Documents sur la politique étrangère allemande (1918-1945)*, série D, vol. IV, H. M. S. O., 1951, n° 249.

Chamberlain. Selon Dirksen, les conversations avaient ensuite porté sur trois points dont le second seulement est mentionné par Halifax. Le premier se rapportait aux mauvais traitements supposés auxquels avaient été soumis les Allemands des Sudètes qui n'appartenaient pas au « parti des Allemands des Sudètes » ; les remontrances d'Halifax sur ce point furent la cause de cette remarque d'Hitler dans son discours de Sarrebruck du 9 octobre, déclaration qui fit tant de bruit : « Les questions de Parlementaires anglais concernant le sort d'Allemands vivant à l'intérieur des frontières du Reich — ou de tous autres sujets du Reich — sont déplacées. » Le second de ces points était celui de la participation soviétique à la garantie donnée à la Tchécoslovaquie, mesure à laquelle le Gouvernement britannique n'envisageait pas de s'opposer. Halifax rapporte qu'il déclara que le fait d'établir de si fructueux rapports avec le Gouvernement allemand ne signifiait pas pour le Gouvernement de sa Majesté qu'il fût nécessaire de renoncer à ses relations avec le Gouvernement soviétique. Dirksen va un peu plus loin et dit qu'Halifax avait déclaré que le Gouvernement britannique serait heureux de la garantie soviétique car il ne souhaitait pas exclure l'Union Soviétique de la vie politique européenne. Le troisième point était le retrait des volontaires ayant combattu en Espagne. D'autres rapports de Dirksen montrent qu'il reçut des ministres anglais de nombreuses assurances de leur désir de paix et de leur espoir de voir les accords de Munich garantir pour longtemps l'amitié anglo-germanique et qu'il condamnait l'hostilité du ton adopté par la propagande allemande à l'égard de la politique britannique. Cependant Weizsäcker l'avertit le 17 octobre que la campagne d'attaques contre le programme de réarmement britannique dans la presse allemande était menée conformément aux ordres directs de Ribbentrop, qui tentait par là de diviser l'opinion publique en Angleterre ; cette campagne ne devait pas toucher à la France, bien qu'on eût toutes les raisons du monde d'en vouloir à une partie de la presse française pour son attitude anti-allemande. A la fin d'octobre Dirksen était toujours convaincu que Chamberlain avait « toute confiance dans le Führer » et qu'il envisageait de nouvelles mesures pour amener un accord avec l'Allemagne (1).

Il n'y a, dans les documents britanniques, que bien peu de chose à l'appui de l'interprétation que Dirksen donnait de la politique britannique ; ce sont les dépêches et les télégrammes de Halifax à Henderson qui pourraient nous renseigner mais ils ne présentent que peu d'informations utiles. Dirksen a probablement raison lorsqu'il dit que les ministres anglais n'avaient pas toute confiance en Henderson, en ce qui concernait la transmission des messages (2). Mais, en somme, tout ceci ne fait que traduire le désir de Chamberlain de faciliter à Hitler par tous les moyens l'accomplissement de ses promesses ; tant qu'il y aurait le plus léger espoir

(1) *Ibid.*, nos 250-260.
(2) *Ibid.*, no 251.

de le voir y travailler, les ministres anglais devaient proclamer leur confiance dans ses bonnes intentions. Ceci ne signifie pas nécessairement que cette confiance fût bien solide. L'extension du programme de réarmement britannique montre qu'on voyait bien la nécessité de donner à la sécurité des assises concrètes. Au cours du mois de novembre les pogroms en Allemagne et l'hostilité obstinée de la presse allemande et de certains discours prononcés en Allemagne firent voir très clairement qu'on ne pouvait pas espérer pour le moment le moindre relâchement de la tension causée par un Gouvernement allemand repu.

***

Halifax semble avoir expliqué ses vues plus volontiers à sir Eric Phipps (ambassadeur à Paris) qu'a Henderson et ceci nous fournit quelques commentaires révélateurs sur la situation. Il ne croyait pas que le ton nettement amical adopté par le Gouvernement allemand vis-à-vis de la France pût en aucune manière venir troubler les relations entre la France et l'Angleterre, mais la lenteur du réarmement français l'inquiétait et il traduisait le désir du Cabinet britannique de voir aussitôt que possible les deux pays en situation de mettre leur force dans la balance des négociations. Phipps lui dit que Weygand pressait le Gouvernement anglais de peser sans cesse sur le Gouvernement français afin que l'appareil défensif français fût mis en état de marche et le Pr Rist ainsi que d'autres personnalités avaient prié instamment l'Angleterre d'user de son influence sur Daladier pour le pousser à mettre de l'ordre dans les finances de la France. Le passage suivant, extrait d'une lettre adressée à Phipps le 1er novembre (III, nº 285), vaut la peine d'être cité, car c'est peut-être la meilleure définition que nous possédions des vues générales d'Halifax sur la situation européenne à ce moment.

« L'une des principales difficultés créées par la situation passée est la position déraisonnable que la France occupait en Europe centrale et orientale. Elle prétendait jouir d'une grande influence dans les pays de l'Europe centrale en vertu de son système d'alliances, mais, en raison de l'accroissement de la puissance allemande et de la façon dont elle négligeait son système de défense, elle ne pouvait plus compter être en mesure de soutenir ses prétentions. Dans le même temps, le fait même que la France les formulât irritait sans cesse l'Allemagne. Après la conclusion du pacte de Munich et le changement complet dans la politique centrale-européenne de la France que signifiait ce pacte, les relations franco-germaniques devraient s'engager sur des chemins nouveaux.

« Nous devons désormais compter avec l'hégémonie allemande en Europe centrale. D'ailleurs j'ai toujours pensé que cette hégémonie deviendrait inévitable pour des raisons géographiques et économiques évidentes, dès que l'Allemagne aurait recouvré sa puissance normale.

« Dans ces conditions, il me semble que l'Angleterre et la France doivent soutenir leur position prédominante en Europe occidentale en maintenant une force armée telle qu'elle rendrait hasardeuse toute attaque contre ces deux pays. Il faut aussi qu'elles gardent sans faiblesse la haute main en Méditerranée et dans le Proche-Orient. Elles doivent également avoir leurs Empires coloniaux bien en main et conserver les liens les plus étroits possible avec les États-Unis d'Amérique... »

« La plus importante conclusion que nous devons tirer de cette crise », ajoutait-il « est qu'il n'est pas sage de fonder sa politique étrangère sur une force armée insuffisante ». Sous les conversations qui eurent lieu à Paris le 24 novembre entre les ministres anglais et français on peut discerner l'importance primordiale accordée à la nécessité d'une position défensive imprenable dans l'ouest de l'Europe, bien que la conférence eût à faire un tour d'horizon complet des relations diplomatiques entre les deux pays.

Les conversations en question ne semblent pas indiquer que ces deux puissances aient cru un seul instant que la bonne volonté d'Hitler pourrait se perpétuer bien qu'on ne s'attendit pas à une agression immédiate. Les accords franco-allemands venaient de se conclure et Daladier déclarait avec une sombre détermination que pour donner à ces accords leur pleine valeur il fallait que la France ne ralentît pas son effort en matière de défense. Les détracteurs de Chamberlain devaient dire par la suite qu'il était resté dans un état de confiance naïve quant aux intentions pacifiques d'Hitler jusqu'à l'occupation de Prague. Mais plusieurs remarques faites au cours de ces conversations prouvent à l'évidence qu'il n'en fut rien. C'est ainsi que, lors de la discussion de la garantie britannique pour la France, Chamberlain dit qu'il devait examiner toutes les conjectures possibles : « L'attitude actuelle de l'Allemagne avait fait envisager au Gouvernement de Sa Majesté un conflit entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne plutôt qu'entre la France et l'Allemagne. C'est pourquoi le premier coup pourrait bien être porté contre la Grande-Bretagne plutôt que contre la France. »

Daladier réitéra la promesse faite auparavant par Delbos : en pareil cas, la France se porterait au secours de la Grande-Bretagne. Les deux parties tombèrent d'accord pour faire de cette hypothèse le sujet de futures conversations d'état-major entre les deux pays. On discuta en détail l'état actuel de l'armement des deux pays et Chamberlain examina de près l'assurance donnée par Daladier qu'au printemps 1939 la France produirait 400 avions modernes par mois. En fait toute cette partie de la discussion est extrêmement révélatrice. Chamberlain avait comme tout le monde une opinion exagérée de la puissance destructrice des bombardements aériens. Londres pourrait être en ruines ainsi que la plupart des centres industriels importants de la Grande-Bretagne. Dans la suite de ces conversations il montra néanmoins plus d'optimisme à ce point de vue ; il remarqua que la brume, la mauvaise visibilité et une chasse bri-

tannique de valeur pouvaient rendre très difficile aux bombardiers ennemis toute action concluante sur l'Angleterre. Lorsque Daladier objecta que le Gouvernement britannique se reposait trop sur la défense antiaérienne et que mieux vaudrait avoir pour défendre Londres une aviation de bombardement qui pût bombarder les villes en Allemagne, Chamberlain révéla le fait que, depuis Munich, le Gouvernement britannique avait pris des mesures pour développer son aviation de bombardement en proportion de l'augmentation des forces armées mais qu'il n'avait pas fait de déclaration sur ce point pour ne pas donner à Hitler prétexte à doubler les armements allemands. Les deux groupes de ministres ne purent pas résoudre de façon satisfaisante le problème posé par l'hostilité de l'Italie et Daladier était évidemment soucieux de ce qu'il pourrait advenir de la garantie accordée aux frontières tchèques bien, qu'il ne semble pas avoir différé d'opinion avec Halifax qui ne voyait pas bien comment l'Angleterre et la France pouvaient à ce moment faire jouer cette garantie. On peut avoir un aperçu de l'opinion que Chamberlain avait de la Russie lorsqu'il dit : « Il serait malheureux que la France se trouvât un jour en difficulté par suite de ses relations avec la Russie. » Il faisait allusion au danger de voir une crise naître de manœuvres allemandes pour provoquer un mouvement séparatiste en Ukraine. Bonnet expliqua que les obligations de la France vis-à-vis de la Russie ne jouaient que dans le cas d'une attaque allemande contre le territoire russe et Chamberlain estima cette réponse « entièrement satisfaisante ».

***

La conclusion que l'on doit tirer de ces conversations est que les deux Gouvernements étaient convaincus que l'on devait s'attendre à quelque autre agression allemande. A partir de ce moment, et jusqu'en mars 1939, toute une série de rumeurs et de signes prémonitoires empêcha le *Foreign Office* de perdre cette hypothèse de vue, en dépit des déclarations publiques des ministres anglais qui persistaient à affirmer leur foi dans le maintien de la paix. Il est facile de porter sur cette tactique un jugement sévère. Elle créait une impression de timidité et de naïveté qui faisait naître dans l'opinion publique une exaspération croissante et une incompréhension permanente de la politique réelle poursuivie par le Cabinet britannique. Cependant, les critiques émises sur ces points précis sont, en fait, sans valeur.

Les exemples suivants suffisent à démontrer que le Gouvernement ne nourrit jamais aucune illusion en ce qui concernait les intentions allemandes. A la fin d'octobre 1938, le *Foreign Office* eut vent de la possibilité d'un accord germano-polonais sur Dantzig. Dans un commentaire sur la question, sir G. Ogilvie-Forbes, chargé d'affaires à Berlin pendant un congé d'Henderson, écrivait, le 9 novembre, que certains signes donnaient à penser qu'Hitler au moment de prendre position sur le tremplin que lui

offrait l'affaire ruthène, songeait parfois à associer la Pologne à un conflit avec la Russie dans un moment où l'Union Soviétique serait affaiblie (III, nº 298). Après l'assassinat de M. vom Rath, à Paris, le sentiment anti-anglais s'accentua en Allemagne ; la presse allemande associa tout de suite au meurtre certains hommes politiques anglais. Le 10 novembre, M. Strang écrivit à sir H. Kennard, à Varsovie, pour lui dire que, suivant des informations dignes de foi, Hitler avait le dessein d'en finir avec la Pologne en encourageant les différentes minorités nationales qui y vivaient à lutter pour leur indépendance (III, nº 301). Le 18 novembre, Ogilvie-Forbes rapporte une déclaration faite récemment par Hitler à un groupe de journalistes allemands, où il disait ne plus attacher aucun prix à l'amitié britannique. Le 7 décembre, le ministre de Lithuanie à Londres avertit le *Foreign Office* que Ribbentrop avait un plan suivant lequel les habitants de Memel proclameraient *l'Anschluss* avec l'Allemagne tout de suite après les élections du 11 décembre. Des représentations en faveur du *statu quo* furent faites le 12 décembre au Gouvernement allemand par les représentants anglais et français à Berlin, sur l'initiative de Lord Halifax (IV, p. 645). Le 10 décembre, le Gouvernement allemand annonça son intention, en raison du « développement de la situation dans les derniers mois écoulés », d'exercer, conformément au pacte naval de 1935, son droit de construire des sous-marins jusqu'à concurrence de 100 % du tonnage anglais. Le 12 janvier 1939, Chamberlain dit à Mussolini qu'Hitler était généralement soupçonné d'avoir l'intention d'agir à nouveau très prochainement et de façon à bouleverser une grande partie de l'Europe ; certains pensaient que ce serait en direction de l'Ukraine ; d'autres que, même si c'était là le but réel d'Hitler, une telle action serait précédée d'une attaque brusquée à l'ouest (III, p. 525). Le dernier groupe de documents contenus dans le volume III (chap. IX) présente une série de rumeurs et de suppositions de sources nombreuses datant de décembre 1938 et de janvier 1939, concernant la possibilité de diverses actions allemandes, dirigées contre la Pologne au sujet de Dantzig.

Avec la nouvelle année, apparut une telle quantité de signes révélateurs des préparatifs auxquels les Allemands se livraient en vue d'une nouvelle agression que la majeure partie du volume IV de ces documents en est remplie. Le 24 janvier 1939, le colonel Mason-Macfarlane, attaché militaire à Berlin, rapporte qu'aucun indice ne permettait de conclure à un ralentissement quelconque dans l'exécution du programme d'armement allemand et que tout portait à croire qu'on faisait des préparatifs pour une campagne dans le Sud-Est européen, bien plus que contre la Pologne ou l'Ukraine russe (IV, nº 23). Lors de la première entrevue que le nouvel ambassadeur d'Angleterre à Moscou, sir William Seeds, eut avec Litvinov, le 25 janvier, ce dernier fit profession de son optimisme habituel « en ce qui concernait toute aventure que Herr Hitler pourrait envisager en Ukraine », mais « il pensait que la Pologne aurait à passer un mauvais quart d'heure ». Seeds communiqua le 29 janvier une infor-

mation « strictement confidentielle et émanant d'un informateur absolument sûr qui avait récemment séjourné à Memel » : on s'attendait à voir l'*Anschluss* se faire vers le 15 mars. Toutefois c'était plutôt la possibilité d'une attaque allemande en Europe occidentale qui préoccupait le Gouvernement anglais et le Gouvernement français en janvier et février.

Sur ce point, les deux Gouvernements étaient sûrs l'un de l'autre ; ils se rapprochèrent encore pendant les mois de janvier et de février. Le 28 janvier dans un long télégramme adressé à Phipps — l'un des documents les plus importants de ce volume — Halifax donnait une définition complète et motivée de la ligne probable que la politique allemande suivrait dans un proche avenir. Cette note vaut qu'on en cite des passages assez longs, ne serait-ce que parce qu'elle a définitivement raison de la thèse selon laquelle le Gouvernement anglais regardait la conduite d'Hitler avec approbation et complaisance. Halifax dit que, dès le mois de novembre précédant, on pouvait comprendre à certains indices qui s'affirmèrent par la suite, qu'Hitler projetait une autre aventure étrangère pour le printemps 1939. Il sembla d'abord — et ceci fut confirmé par des membres de l'entourage d'Hitler — qu'il pensait à une expansion vers l'est. En décembre on parlait d'une Ukraine indépendante sous la tutelle allemande. Puis tout porta à croire qu'Hitler, encouragé par Ribbentrop, Himmler et les autres, envisageait une attaque contre les puissances occidentales comme préliminaire à une action subséquente à l'Est. Certains de ces rapports émanent de personnalités allemandes haut placées, d'une sincérité indubitable, et qui voudraient empêcher ce crime ; d'autres viennent d'étrangers jusqu'ici germanophiles qui sont en relations étroites avec des personnalités allemandes de premier plan. Ces rapports donnaient à penser qu'Hitler hésitait entre plusieurs plans : 1) Pousser l'Italie à l'action, se donnant ainsi un prétexte à entrer en guerre ; 2) Attaquer la Hollande et s'emparer de la côte hollandaise pour se mettre en posture d'imposer ses conditions à l'Angleterre et à la France ; 3) Émettre des exigences coloniales impossibles sous forme d'ultimatum (c'était là l'hypothèse qui était considérée comme la moins probable) ; 4) Se livrer sur l'Angleterre à une attaque brusquée suivie d'opérations terrestres et navales contre les puissances occidentales. Halifax déclare avoir reçu « des renseignements très nets d'un Allemand haut placé qui prouvaient que les préparatifs d'un coup de ce genre sont en train ». Il existait aussi des plans qui impliquaient la collaboration du Japon et la phase dangereuse devait, de l'avis général, commencer vers la fin du mois de février. Les renseignements contenus dans ce télégramme furent envoyés au Gouvernement belge et au Gouvernement français, accompagnés d'une déclaration disant que le Gouvernement britannique pensait ne pouvoir regarder une invasion allemande en Hollande autrement que comme un *casus belli*, si du moins la Hollande s'opposait à l'invasion. On faisait aussi allusion à la possibilité d'une attaque allemande en Suisse.

Ce message, ainsi que la moisson de rumeurs diverses qui naquirent de

toutes parts et si rapidement au cours de ces semaines, eurent pour résultat un échange d'assurances entre les Gouvernements français et anglais au sujet de leur coopération future, et un échange d'informations avec le Gouvernement des États-Unis qui fut ainsi tenu parfaitement au fait des projets anglo-français. La position des deux pays est définie une fois pour toutes dans le télégramme adressé par Halifax à Phipps le 10 février. Le Gouvernement anglais se verrait obligé de traiter une invasion allemande en Hollande comme un *casus belli* et la France ferait de même bien qu'une invasion de cette nature n'intéressât directement en aucune manière la responsabilité contractuelle de la France. De la même façon, si l'Allemagne envahissait la Suisse et que la France, en conséquence, déclarât la guerre à l'Allemagne, la Grande-Bretagne viendrait à l'aide de la France. Le Gouvernement anglais acceptait et faisait sienne le principe de la communauté d'action posé par le Gouvernement français au § 4 d'une note du 1er février. En voici le texte :

« Le Gouvernement français estime que le risque auquel sont exposées de ce fait les puissances occidentales est égal pour toutes ces puissances et doit être envisagé comme indivisible. Il considère que leur sécurité se trouverait directement menacée, quelle que fût la direction initiale de l'attaque allemande ou italienne contre l'une d'entre elles, et il lui paraît impossible de concevoir une localisation du conflit qui intéresserait nécessairement tout l'ensemble de leurs possessions. Cette situation crée donc en fait une communauté de risque qui doit logiquement entraîner une solidarité de fait en présence de toute attaque non provoquée de l'Allemagne ou de l'Italie (1). »

Halifax avait déjà proposé au Gouvernement français le 3 février que les conversations entre les états-majors généraux des deux Gouvernements pussent embrasser des questions plus nombreuses et prévoir une guerre contre l'Allemagne et l'Italie conjuguées ; ces conversations devraient porter sur tous les théâtres d'opérations possibles et en particulier la Méditerranée et l'Asie mineure.

A ces faits pourraient s'en ajouter maints autres qui traduisent le malaise général et la conviction plus ou moins établie des puissances occidentales qu'une nouvelle offensive allemande se préparait. Le 20 février par exemple, M. Sumner Welles dit à l'ambassadeur d'Angleterre à Washington que la crise se déclarerait à mi-mars (bien qu'il estimât que l'Italie prendrait l'initiative des opérations). C'est pourquoi on peut tirer de ces événements certaines conclusions évidentes.

*
* *

La première est que les deux puissances occidentales ne se faisaient pas d'illusions quant aux intentions d'Hitler, que non seulement elles

(1) N° 77 : en français dans le texte.

avaient prévu une attaque proche mais encore avaient fait des préparatifs — militaires, politiques, psychologiques — pour répondre à cette attaque. Pour le Gouvernement anglais, le printemps 1939 était la date fixée par les experts militaires, comme étant la première à laquelle l'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne pouvait être acceptée sans risques. Ils ne voulaient pas dire par là qu'ils prévoyaient une victoire immédiate sur l'Allemagne, mais plutôt qu'ils pensaient que l'armement anglo-français deviendrait à cette date juste suffisant pour tenir une position défensive pendant que le réarmement continuerait et que les atouts qu'on croyait alors devoir jouer en faveur des puissances occidentales au cours d'une guerre prolongée — le blocus économique, par exemple — commenceraient à opérer. Dans ce domaine, il est intéressant de noter l'optimisme des ministres britanniques au cours d'une conférence avec les ministres français le 22 mars. Les difficultés qui freinaient la production des avions en Grande-Bretagne avaient été surmontées et la production s'élevait maintenant à près de 600 avions par mois. Au mois de septembre précédent, ce chiffre n'était que de 250. (Malheureusement Bonnet dut avouer que la production française n'avait pas atteint le chiffre des 400 avions par mois promis par Daladier en novembre 1938.) En conséquence on peut dire que ces documents réfutent toute insinuation tendant à faire penser que les deux Gouvernements ont été pris par surprise en mars 1939 ; et il est vraiment très intéressant de voir avec quelle rapidité et quelle sûreté ils ont, au début de février, élaboré les principes sur lesquels devait reposer leur coopération, pris des mesures en prévision d'une attaque allemande indirecte (par la Hollande ou la Suisse) et résolu des problèmes posés par la coopération et qui devaient constituer des difficultés si insurmontables pour la conférence anglo-franco-soviétique l'été suivant.

La seconde conclusion que l'on en doit tirer est que ces préparatifs ont été essentiellement négatifs ou défensifs. Nous savons bien que l'occupation de Prague par l'Allemagne et les menaces subséquentes à l'égard de la Pologne et de la Roumanie déclenchèrent immédiatement une offre de garantie à ces deux pays et on pourrait aisément supposer que les opérations prévues dans ce cas avaient été préparées pendant l'hiver en prenant comme terme de comparaison les négociations qui eurent lieu dans le cas de la Hollande et de la Suisse. Mais, en fait, il ne semble pas qu'il en ait été ainsi. C'est en vain qu'on tourne les pages de ces documents pour y chercher la preuve de négociations avec l'un ou l'autre de ces pays, ou, plus important encore, avec l'Union Soviétique, en vue de faire face à une telle éventualité. Nous ne pouvons pas, dans cet article, traiter d'autre chose que des négociations qui précédèrent la crise de Prague, mais il serait bon de jeter un coup d'œil sur les relations anglo-soviétiques pendant l'hiver 1938-39.

Au cours de la crise des Sudètes en 1938 le Gouvernement anglais n'avait pas semblé croire que la Russie pût ou voulût venir à l'aide de la Tchécoslovaquie en cas de guerre. Le vicomte Chilston, ambassadeur d'An-

gleterre à Moscou, écrivait le 18 octobre 1938 qu'on pouvait comprendre à des signes certains que le Gouvernement des Soviets, tout en niant avec indignation qu'il eut la moindre responsabilité dans les négociations et les accords de Munich, ne souhaiterait pas se voir davantage exclu des Conseils de l'Europe ; il était probable qu'il attendait avec anxiété de connaître le sens exact des récentes déclarations de la Grande-Bretagne qui disait n'avoir en rien l'intention de tenir la Russie à l'écart des futurs règlements européens (III, nº 217). A l'automne Halifax avait défendu le droit des Tchèques d'accepter, et celui de la Russie d'offrir la participation soviétique à la garantie des nouvelles frontières. Mais ces paroles ne s'assortirent pas d'une tentative quelconque pour établir des relations plus étroites avec le Gouvernement des Soviets. Rien dans ces documents ne suggère de l'hostilité de la part du Gouvernement anglais à l'égard de l'Union Soviétique ni même de la politique soviétique. Mais on n'y trouve pas non plus de preuve de l'existence de quelque projet ou discussion de projet pour préparer la coopération anglo-franco-soviétique contre une future agression allemande. Le 17 novembre 1938, Litvinov, au cours d'un déjeuner d'adieu offert à Chilston, déclara qu'on pouvait s'attendre à une attaque italo-germano-japonaise et que celle-ci mettrait probablement le Japon à même de réduire à néant tous les intérêts étrangers en Chine « si l'Italie nous retenait en Méditerranée » (III, nº 318). Litvinov et Maisky, l'ambassadeur à Londres, dirent ensuite avec une franchise plus ou moins brutale que la politique de l'Angleterre et de la France avait été celle de la capitulation en face des dictateurs et qu'ils craignaient que l'Axe ne remportât encore d'autres victoires sans effusion de sang ; la réponse anglaise fut que les choses n'en étaient pas là et que tout se passerait différemment la prochaine fois. Le nouvel ambassadeur d'Angleterre, sir William Seeds, qui savait le russe, assura Litvinov, le 25 janvier 1939, que Lord Halifax désirait vivement connaître les vues du Gouvernement Soviétique sur les problèmes internationaux et qu'il les examinerait avec une attention amicale. Mais ces expressions officielles d'amitié ne furent suivies d'aucune déclaration et d'aucune mesure pour créer des liens étroits entre les deux Gouvernements. Dans des remarques de Maisky ou de Litvinov, on peut souvent discerner l'intention du Gouvernement russe de s'en tenir à une politique isolationniste.

On ne peut douter que c'est le fait de n'avoir pas posé les assises d'un front commun contre le nazisme pendant l'hiver 1938-39 qui constitue la grande faute de la politique anglo-française d'avant-guerre. En février 1939 la réaffirmation immédiate d'une politique commune anglo-française et du principe d'aide mutuelle face à une attaque allemande à l'Ouest, montre que les deux pays avaient pleinement conscience de la possibilité d'une agression allemande et qu'ils étaient très capables de prendre des mesures pour y répondre. La garantie accordée à la Pologne et à la Roumanie après Prague montre qu'ils ne se proposaient pas de borner leur politique à une action purement défensive en Europe occidentale.

S'ils ont pu prévoir dans un cas, pourquoi pas dans l'autre ? Si l'attitude passive qu'ils montrèrent vis-à-vis de la Russie avant le mois de mars était due à l'inimitié ou à la méfiance, pourquoi, après Prague, cherchèrent-ils par tous les moyens à s'assurer son aide ? De quelque façon qu'on examine la question ceci ne s'explique que par le fait qu'on suivait une politique à courte vue, à la petite semaine, et non une politique née de la timidité ou de l'ignorance. Quoi qu'il en fût, le moment de négocier un accord avec le Gouvernement soviétique était évidemment venu au cours du mois écoulé *avant* l'agression allemande, qui devait suivre, alors que les Anglais et les Français auraient été en bonne position pour marchander à leur avantage. Ils auraient pu offrir de garantir les frontières de la Russie contre une agression directe ou indirecte (comme d'ailleurs ils le dirent plus tard) sans s'engager à agir si les Russes n'offraient pas une garantie réciproque complète. Si la Russie n'avait pas voulu conclure un accord, ils auraient à tout le moins eu de quoi répondre aux constantes accusations d'hostilité que leur firent les Soviets. Il n'est pas douteux que la méfiance à l'égard de la Russie constitue une explication partielle de cette attitude. Ils ont pu craindre de lui voir brouiller les cartes et ils ont sans doute pensé qu'il était plus sûr d'éviter de s'engager avec elle aussi longtemps que possible. Mais tout ceci n'est que conjectures. Rien de ce qui a été jusqu'ici publié dans ces volumes n'offre une explication satisfaisante de cette attitude curieusement passive.

W. N. Medlicott,
Université de Londres.

LA SUÈDE PENDANT LA GUERRE

LES LIVRES BLANCS SUÉDOIS

Le ministère suédois des Affaires étrangères a fait publier sous le titre général de *Documents concernant la politique de la Suède pendant la seconde guerre mondiale* (1) une série de *Livres blancs* dont la matière est tirée, pour l'essentiel, des archives du ministère. Il s'agit de 4 volumes consacrés chacun à une question particulière : *Le prélude à l'agression allemande contre le Danemark et la Norvège le 9 avril 1940* (2), *Questions du transit et problèmes liés à ces questions (avril-juin 1940)* (3), *La question du transit (juin-décembre 1940)* (4), *Questions en rapport avec le séjour hors de Norvège du gouvernement norvégien (1940-1943)* (5). La documentation postérieure à 1940 y tient une place limitée ; les étapes qu'elle marque dans l'évolution des rapports suédo-norvégiens ne s'éclaireraient pleinement qu'en fonction de la situation diplomatique globale de la Suède entre les belligérants. Cette partie de la publication présente donc un intérêt très local, tout comme la publication norvégienne consacrée aux rapports avec la Suède pendant toute la guerre (6). Pour l'année 1940, bien des aspects de la politique suédoise restent dans l'ombre : c'est ainsi que les questions relatives au conflit russo-finlandais apparaissent seulement du point de vue des efforts alliés pour tenter d'aider la Finlande. Ces remarques faites — nécessaires pour marquer les limites de l'information à attendre des *Livres blancs* — il faut souligner l'importance de la contribution apportée à notre connaissance du jeu diplomatique dans le Nord avant le 9 avril, et d'un aspect essentiel des relations germano-suédoises du 9 avril à la fin de l'année 1940.

(1) *Handlingar rörande Sveriges politik under andra världskriget.*

(2) *Förspelet till det tyska angreppet på Danmark och Norge den 9 april 1940*, XXX, 395 p., 1947.

(3) *Transiteringsfrågor och därmed sammanhängande spörsmål april-juni 1940*, VIII, 392 p., 1947.

(4) *Transiteringsfrågan juni-décember 1940*, XVII (203 p., 1947).

(5) *Frågor i samband med norska regeringens vistelse utanför Norge 1940-1943*, XXVI, 160 p., 1948.

(6) *Norges forhold til Sverige under krigen 1940-1945*, 3 vol., Oslo, 1947-1950. On trouvera plus loin quelques indications concernant ce recueil.

LE PRÉLUDE

Parmi les documents du premier volume, qui s'échelonnent du 14 décembre 1939 au 9 mai 1940, se trouvent plusieurs textes déjà publiés, des discours, des communiqués et un certain nombre d'analyses de presse envoyées par les diplomates suédois à Berlin, Londres et Paris. Nous nous bornerons le plus possible à l'analyse de ce qui est réellement nouveau. Entre les deux camps, la diplomatie suédoise surveillait avec attention les initiatives, venues d'un côté ou de l'autre, susceptibles d'étendre la guerre à la Scandinavie. Le fait que celles des Alliés tiennent ici beaucoup plus de place que les projets allemands s'explique aisément par le secret bien gardé des plans allemands, tandis que l'activité des Alliés se traduisait par de nombreuses démarches diplomatiques. Compte tenu de cette différence de tactique, les éditeurs ont rappelé dans leur introduction les étapes des préparatifs de l'agression allemande, citant en annexes *(Bilagor A-E)* quelques documents allemands mis à jour depuis la fin de la guerre.

Au début de l'année 1940, l'Allemagne semblait plutôt avoir intérêt au *statu quo* dans le Nord, dans la mesure où son *Erzbasis* n'était pas menacée ; les Alliés, eux, cherchaient à faire quelque chose, pour venir en aide à la Finlande, et pour colmater les brèches du blocus. Ces deux problèmes majeurs dominent chacun leur période, avant et après le traité russo-finlandais du 12 mars. Mais, dès le début de janvier, le gouvernement anglais se préoccupe de l'utilisation par les Allemands des eaux territoriales norvégiennes, notamment pour les transports de minerai. Un mémorandum anglais du 6 janvier laisse entrevoir la nécessité pour la *Navy* d'étendre ses opérations à ces eaux. Sur quoi Stockholm exprime dès le 7 son inquiétude : de telles mesures entraîneraient des représailles allemandes, et compromettraient, non seulement la neutralité scandinave, mais aussi les liaisons commerciales de la Scandinavie avec l'ouest. Au cours d'un entretien avec le ministre de Suède le 19 janvier, lord Halifax revient oralement sur ce sujet, en termes moins précis. Quelles mesures pratiques sont intervenues pour limiter l'exportation de minerai vers l'Allemagne, comme il en avait été question lors de la conclusion de l'accord commercial de guerre anglo-suédois ? Le ministre anglais suggère que l'aide alliée à la Suède, acquise dans l'éventualité d'exigences allemandes inacceptables, serait beaucoup plus efficace si des consultations préalables s'engageaient, avec évidemment tout le secret désirable. Dans cette suggestion, rapprochée d'un discours de M. Churchill, le gouvernement suédois flaire une tentative de l'entraîner dans la guerre. Sur le problème du fer, son point de vue constant est résumé dans un texte rédigé le 25 janvier et communiqué à lord Halifax le 11 février : les Alliés exagèrent l'importance du fer suédois pour l'économie de guerre allemande, et méconnaissent le caractère secondaire de la route de Narvik.

Aussi bien le gouvernement suédois ne peut-il régler ses échanges internationaux que sur le principe du commerce « normal » sur la base des chiffres de 1938 (1) Stockholm semble craindre à ce moment une dénonciation de l'accord commercial anglo-suédois, et s'applique à faire ressortir les avantages que cet accord apporte à la Grande-Bretagne.

La suggestion de consultations préalables avait déjà été formulée le 27 décembre 1939, à l'adresse de la Norvège comme de la Suède, en liaison avec le problème de l'aide à la Finlande. Décidés à donner à ce pays « une assistance indirecte » (matériel et techniciens) les Alliés anticipent en quelque sorte sur la décision des deux gouvernements scandinaves, et promettent leur aide « contre les conséquences qu'entraînerait éventuellement pour elles l'assistance directe ou indirecte de ces deux pays à la Finlande ». Réponse négative de Stockholm le 5 janvier : transit de matériel, à condition qu'il s'agisse d'achats finlandais ; transit de techniciens, volontaires et voyageant à titre privé ; mais pas de participation suédoise à une action internationale. En même temps Stockholm, pour rassurer Berlin, nie l'existence de toute pression alliée. Le 17 janvier, le premier ministre P. A. Hansson déclare au parlement qu'il n'y a eu ni pressions alliées ni avertissements allemands. Les Allemands, en effet, au mois de janvier, se disent inquiets des menées alliées et s'appuient sur les campagnes menées dans la presse française surtout, au sujet du problème finlandais (2). L'impression suédoise est que le danger d'une inopportune intervention en Finlande vient surtout de la France ; dans un télégramme du ministre suédois à Londres, en date du 5 janvier, ce diplomate rapporte que lord Halifax lui a confié avoir dissuadé la France d'une intervention officielle, et a convenu que cette idée d'intervention « n'est pas sans rapport avec la politique intérieure française ». Les rapports de Paris insistent sur l'intérêt porté personnellement à cette question par le président Daladier. Quand les bruits semblent se préciser, deux communiqués officiels publiés le 16 février, une déclaration royale le 19, rappellent que le caractère et les limites de l'aide suédoise à la Finlande ne sauraient subir de modifications. Pour Stockholm, cette position est conforme à l'intérêt de la Finlande aussi bien que de la Suède. C'est donc un avertissement aux Occidentaux de ne pas compter sur la possibilité de transit pour des formations organisées. Cette attitude suscite de vives critiques dans la presse française, qui n'est pas tendre non plus pour la Norvège à propos de l'incident de *l'Altmark* (18 février).

Le 2 mars, la situation de la Finlande apparaissant désespérée, les Alliés font une nouvelle démarche commune à Stockholm et à Oslo. Ils se déclarent prêts à envoyer à bref délai, si Helsinki le demande, des troupes qui

(1) Soit 10 millions de tonnes de minerai vers l'Allemagne, 2 millions vers l'Angleterre. Le mémorandum suédois affirme que du côté anglais on n'avait manifesté avant la guerre aucun intérêt pour les offres de plus grandes quantités de fer.

(2) C'est le 27 janvier, on le sait, que Keitel exécute l'ordre d'Hitler de constituer un état-major spécial pour préparer l'*opération Weserübung*.

devront traverser la péninsule scandinave. Ils formuleront en temps utile une demande à ce sujet, mais promettent déjà une aide étendue contre toute réaction allemande et suggèrent des contacts d'état-major au plus tôt. La note à la Norvège ajoute que la Grande-Bretagne est disposée à envoyer, dans les quatre jours suivant le consentement norvégien, des forces *to secure* Trondheim, Bergen et Stavanger ; les troupes pour la Finlande et la Suède pourraient arriver dans les ports norvégiens le 20 mars. Une autre démarche française s'y ajoute. Le 2 mars, le consul général de Suède à Paris, Nordling, communique oralement au roi Gustave V un message personnel du président Daladier : la France peut envoyer en premier lieu 50.000 hommes à la Finlande, par Narvik ; l'expédition entre dans un plan général d'attaque contre l'U. R. S. S., l'action devant commencer contre Bakou le 15 mars, et en Finlande avant même cette date (1). En refusant immédiatement, Stockholm avise ses représentants à Paris et à Londres qu'ils peuvent faire état des pourparlers de paix, déjà assez avancés, engagés *via* Stockholm. La réponse norvégienne, également négative n'est rendue qu'après consultation de la Commission des Affaires étrangères du *Storting*. On remarquera à ce propos une indication sur la différence des réactions des deux capitales : Gunther note le 3 mars après une conversation avec le diplomate norvégien Bull qu'on est persuadé en Norvège de l'impossibilité d'une guerre contre l'Angleterre ; si les Alliés débarquaient en Norvège, on protesterait, on opposerait peut-être une « résistance passive ». Du côté suédois, les démarches du 2 mars semblent avoir renforcé les méfiances, le sentiment que l'état-major français cherche un champ de bataille dans le Nord et que les gouvernements alliés veulent, devant leurs opinions publiques, rejeter sur d'autres la responsabilité de l'isolement dans lequel va succomber la Finlande. Quand le ton de la presse française monte contre la Suède, à cause du rôle attribué à ce pays dans les négociations russo-finlandaises, Stockholm multiplie les démentis : pas de contacts germano-suédois dans cette affaire, pas de pression sur la Finlande. Ces démentis s'opposent indirectement à certaines affirmations de M. Daladier à la Chambre le 12 mars (2). Ce même jour où la paix est signée à Moscou, Londres a tenté une ultime démarche et sollicité le droit de passage, à la suite d'une demande orale présentée par la Finlande, et rejetée le 11.

La fin de la guerre de Finlande ne mettait pas fin aux inquiétudes scandinaves. Le trafic allemand dans les eaux norvégiennes attire à nouveau l'activité des Alliés, bruyamment orchestrée par la presse. Les rapports envoyés de Berlin à Stockholm en mars insistent sur les craintes

(1) Ce message oral, dont on mesure la différence avec le texte des notes, est mentionné dans les notes prises par le ministre des affaires étrangères suédois Günther, qui assistait à l'entretien. Sur le fond, tous les documents suédois donnent l'impression que Londres était beaucoup plus prudent que Paris à l'égard de l'Union Soviétique.

(2) Selon le ministre de Suède à Paris, certains passages de ce discours ont été supprimés à l'*Officiel*.

qu'affichent alors les milieux officiels allemands. Sur les préparatifs allemands — Hitler a donné le 7 mars la directive définitive — les premiers renseignements, provenant du pasteur suédois de Stettin, qui a observé dans ce port des concentrations de troupes et de navires, sont télégraphiés le 31 mars. Stockholm réagit immédiatement dans sa ligne habituelle : une note verbale remise le 2 avril à Weizsäcker déclare qu'on ne voit pas de raison de craindre une violation de la neutralité scandinave par les Anglais ; au demeurant la Suède veut, et peut, se défendre contre toute agression. Les informations d'Allemagne se font plus nombreuses, mais le 5 avril, le ministre à Berlin se demande encore s'il ne s'agit pas de précautions en vue de riposter à une initiative alliée. Dans le même temps, les dépêches de Londres et de Paris essaient de percer le secret des décisions prises par le conseil suprême allié du 28 mars. On sait qu'une version de ces décisions a été publiée en 1946, sans provoquer de démenti (1) ; ce texte concorde à très peu de choses près avec le fac-similé publié dès 1941 par la *Wilhelmstrasse*. Ces *résolutions* (texte anglais ; *projet de résolution* dans le *fac-similé* comportent : envoi d'une note à Oslo et à Stockholm le 1er avril, note qu'on retrouvera plus loin ; décision de mouiller le 5 des mines dans les eaux norvégiennes ; étude des plans pour couper la route du fer dans la Baltique et pour diminuer les approvisionnements allemands en pétrole roumain et russe (avec étude de projet de bombardement du Causase). Le 31 mars, les ministres suédois et norvégien à Londres sont convoqués pour le lendemain au *Foreign Office* en vue d'une communication importante. Mais le 1er avril on les décommande. Le 4, aux Communes, Chamberlain ne dit rien sur les décisions du 28 mars. Un rapport du représentant de la Suède à Londres donne à cet égard une explication intéressante, recoupée par le texte des *résolutions* (2) : ce sont les Français, dit-il, qui ont insisté à Londres pour que le trafic allemand soit arrêté dans les eaux norvégiennes ; les Anglais faisaient valoir par contre que les livraisons de minerai allaient reprendre par la Baltique (3) et que les concentrations de forces dans les ports de l'Allemagne du Nord montraient le danger de réactions allemandes. Il fallait, en outre, du point de vue britannique, accompagner l'action norvégienne de bombardements aériens contre ces ports allemands, à la fois pour gêner la réaction allemande et pour montrer à l'opinion neutre qu'il s'agissait d'une offensive d'ensemble. Mais ce dernier point aurait suscité à Paris des craintes de représailles aériennes, d'où un ajournement de quelques jours. Or, le point 3 des résolutions porte : « Subject to the approval of the *French War Committee* the *operation* « *Royal Marine* »

(1) Par la revue norvégienne publiée à Londres *The Norseman*, livraison de mars-avril 1946. Le texte est reproduit en appendice dans le *Livre Blanc* (bilaga F).

(2) De même que l'entrevue décommandée du 1er avril confirme, s'il en est besoin, l'authenticité du texte des résolutions du 28 mars.

(3) Le dégel se produisit en effet au début d'avril ; les premiers bateaux de commerce allemands touchèrent les ports baltiques suédois le 12.

will commence on april 4th, and aerial action on april 15th » ; cette opération aérienne, dont il n'est question nulle part ailleurs dans le texte, ne peut que désigner les attaques contre les ports allemands dont parle le rapport suédois.

Le 5 avril, les représentants anglais et français remettent à Stockholm et à Oslo des notes semblables, où l'on retrouve le point I des résolutions du 28 mars, exécuté donc avec quatre jours de retard : même référence à une nouvelle attaque éventuelle contre la Finlande, à un éventuel accord exclusif de la Suède avec l'Allemagne, à une éventuelle tentative russe d'obtenir des bases en Norvège ; les Alliés se déclarent forcés de conclure des événements antérieurs que les gouvernements suédois et norvégien « ne jouissent pas actuellement de leur entière liberté d'action », et se réservent le droit de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'Allemagne de tirer de la péninsule des ressources et des facilités au désavantage de ses adversaires. On se demande à Stockholm si ce langage quelque peu énigmatique recouvre des projets concrets à brève échéance. Günther ne le croit pas, d'après une circulaire qu'il adresse le 6 à tous ses chefs de mission à l'étranger. Au ministre d'Allemagne il assure qu'il n'y a rien de précis. Le 5, le président Reynaud a déclaré au ministre de Norvège à Paris que les Alliés respecteront les eaux norvégiennes jusqu'à nouvel ordre, sans engagement pour l'avenir. La réponse suédoise, en date du 7, repousse fermement les points de vue alliés, en réaffirmant une politique de stricte neutralité. Dans ces jours ultimes, les avertissements venus d'Allemagne se font de plus en plus nets ; c'est le 6 que, devant l'imminence de l'attaque prévue contre le Danemark et la Norvège, le gouvernement suédois prend des précautions militaires, en adoptant seulement le terme le plus faible de l'alternative proposée par le commandant en chef dès le 4 (1). L'agression allemande est donc attendue (2) tandis que la démarche alliée du 8 avril semble constituer une surprise. On sait qu'elle notifiait à la Norvège le mouillage de mines dans ses eaux territoriales. Il est intéressant à ce propos de confronter les explications recueillies par les diplomates suédois à Londres et à Paris. De la capitale anglaise, le secrétaire du cabinet suédois Boheman télégraphie le 8, après avoir vu Cadogan, Butler et Cross, qu'on lui a présenté sinsi la chose : « Il fallait faire quelque chose pour des raisons psychologiques pour satisfaire les Français et sauver le gouvernement Reynaud. » Le 9, le ministre de Suède à Paris donne la version suivante, d'après Léger : le

(1) Des mesures complémentaires sont prises le 8 avril. Le *Livre Blanc* contient en annexe *(bilagor Q-R)* deux rapports de l'état-major et du ministère de la guerre, rédigés en 1946-1947 sur les mesures de défense prises dans les premiers mois de 1940.

(2) Signalons la série de déclarations et de mises au point, datant de 1946-1947, reproduites en annexe *(bilagor H-P)* qui concernent la communication des informations entre les trois capitales scandinaves sur le danger d'agression allemande, dans les jours précédant le 9 avril. Ces textes entrent dans une polémique ouverte par les enquêtes effectuées après guerre. On en retiendra des indications sur l'état d'impréparation du Danemark.

mouillage des mines, décidé le 28 mars, avait été abandonné pour l'envoi d'une note (celle du 5 avril). C'est Churchill, au cours d'une visite secrète à Paris, qui a insisté pour une action immédiate, parce que des transports allemands étaient déjà en route vers les ports norvégiens. On a donc l'impression qu'en face des Scandinaves les deux alliés cherchent à rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de l'initiative prise. Aussi bien, l'action alliée était-elle déjà dépassée par la vigueur de l'agression allemande.

LA SITUATION DE LA SUÈDE APRÈS LE 9 AVRIL ET LE PROBLÈME DU TRANSIT JUSQU'A LA FIN DES HOSTILITÉS EN NORVÈGE

Le 9, en notifiant l'attaque allemande au ministère des Affaires étrangères suédois, le représentant du Reich lui remet une note réclamant de la Suède la plus stricte neutralité : pas de mobilisation ni de concentrations de troupes, maintien des liaisons télégraphiques et téléphoniques reliant la Norvège au continent par la Suède, maintien de la flotte suédoise dans ses eaux territoriales dans les détroits et le long de la côte sud jusqu'à clarification de la situation, continuation des livraisons de fer. La réponse remise le jour même est positive sur tous les points, tout en soulignant que le gouvernement suédois se réserve toute liberté de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder sa neutralité. La garantie immédiatement donnée à la Suède par les Alliés ne semble pas avoir beaucoup d'influence sur une politique qui va correspondre assez bien au conseil formulé le 9 par le ministre à Berlin : « Adaptation souple aux exigences de la nouvelle situation », sans abandon de la neutralité. Aux Alliés, Stockholm se contente d'indiquer que celle-ci reste inchangée, mais refuse, le 11, de leur adresser, comme le suggérait la légation à Londres, une déclaration formelle de son intention de s'opposer par les armes à des exigences qui entraîneraient un protectorat allemand. Étant donné cette volonté de ne pas donner le moindre prétexte à l'Allemagne, la mission à Stockholm de l'ambassadeur Coulondre, accompagné du général Mittelhauser et de l'amiral britannique Evans (12-14 avril) tombe à plat. Les Allemands se plaignent de l'attitude de la presse et de la radio suédoises ; ils obtiennent l'interdiction d'un discours que devait prononcer à la radio suédoise le président du *Storting* norvégien Hambro. Lorsque le roi Haakon fuyant les bombes allemandes arrive à la frontière suédoise le 12, on se déclare prêt à l'accueillir, mais sans pouvoir donner de garantie qu'il ne sera pas interné ; le gouvernement norvégien ne saurait exercer ses fonctions s'il se trouve en territoire suédois. Le ministre des Affaires étrangères norvégien Koht ayant accordé le 13 une interview à un journal sur le sol suédois, est prié de s'abstenir de déclarations publiques.

La volonté absolue de neutralité suédoise étant hors de question, sur quelle appréciation de la situation se fondait le gouvernement pour croire à la possibilité d'échapper au conflit ? La présente documentation ne peut apporter à cette question que des éléments partiels de réponse.

On relève en premier lieu des considérations d'ordre général sur les buts poursuivis par Hitler dans le Nord, sur l'intérêt pour l'Allemagne de ne pas interrompre, au moins provisoirement, par une agression, les livraisons de fer, sur le fait enfin que la Suède se trouvait dès lors quasi enfermée dans la Baltique. La légation de Suède à Berlin attache beaucoup d'importance aussi à l'action personnelle de Gœring, et se félicite de le savoir promu au titre de *Schwedenreferent*. Mais on craint les réactions personnelles de Hitler. Quant à l'attitude russe, le recueil ne contient qu'un document. Le 17, le ministre soviétique à Stockholm donne connaissance au gouvernement suédois de la démarche faite le 13 par Molotov auprès de Schulenburg, pour lui marquer l'intérêt que porte Moscou au respect de la neutralité suédoise. Cette démarche constitue, si on se réfère à la dépêche de Schulenburg publiée dans les documents norvégiens, un avertissement discret mais fort net.

Le 15 avril, sur invitation transmise par Dahlerus, une délégation suédoise conduite par le vice-amiral Tamm, chef de la Marine et comprenant, avec deux diplomates, Dahlerus lui-même et un autre homme d'affaires, Rolf von Heidenstamm, s'entretient à Berlin avec Gœring. Tamm est reçu par Hitler le 16. Avec l'orchestration habituelle aux chefs nazis, Gœring s'enquiert des intentions suédoises pour le cas où les Anglais attaqueraient la région des mines de fer. Il se montre satisfait d'entendre que la Suède veut et peut se défendre contre toute attaque. La conversation porte aussi sur les griefs allemands (1) : presse et radio suédoises, problème des volontaires pour la Norvège, sous-marins norvégiens qui auraient utilisé les eaux suédoises, etc. Gœring expose enfin la nécessité pour la Suède de réorienter son commerce extérieur (2). Hitler, comme Gœring l'avait annoncé, se montre d'abord mal disposé, et ne se radoucit qu'après s'être fait répéter que la Suède est disposée à se défendre, même contre les Anglais. Pour confirmer cette assurance, le gouvernement suédois, qui craint toujours un coup de tête du Führer, a recours à une lettre personnelle du roi, en date du 19, à laquelle Hitler répond le 24 en promettant à nouveau de respecter la neutralité suédoise.

Dès le 9 avril, et plus encore avec le début des combats autour de Narvik, la diplomatie suédoise prévoyait des demandes allemandes visant le transport de troupes et de matériel de guerre. La question a été soulevée par Gœring le 16. Le point de vue suédois formulé à cette occasion est le suivant : pas d'obstacle au transit « normal », c'est-à-dire commercial, entre firmes privées, à l'exclusion de tout transport de troupes et de

(1) Les documents concernant ces griefs ou d'autres du même genre (notamment à propos des contrôles suédois sur les bateaux de commerce allemands) n'ont pas été retenus pour la publication ; de même pour les plaintes suédoises au sujet des violations de l'espace aérien par des avions allemands. Ces incidents alarmèrent Stockholm à plusieurs reprises.

(2) Les négociations commerciales ouvertes le 23 avril à Stockholm ne sont pas évoquées dans le recueil.

matériel. A titre exceptionnel cependant, Stockholm accède à deux demandes adressées à la délégation extraordinaire présente à Berlin le 16 : un envoi direct aux troupes allemandes de Narvik de vivres, vêtements et matériel sanitaire — le tout qualifié ensuite train sanitaire se révélera, à l'examen par la douane à Trelleborg le 20, contenir 90 % de ravitaillement — et une autorisation de transit pour 40 membres du personnel de la Croix-Rouge allemande. Ensuite viennent des demandes diverses : le 18 avril, il s'agit de 600 marins, donnés comme appartenant à des bateaux de commerce allemands immobilisés à Narvik (1). Résumons d'un mot les nombreuses affaires diverses, dont le détail serait bien inutile ici : les Allemands essaient d'élargir les facilités concédées en principe, tandis que le gouvernement norvégien dénonce les cas où il croit discerner des abus. Au total, les concessions suédoises, en dehors du transit commercial (2) restent très limitées : passage d'un médecin et de 20 sanitaires fin avril par exemple, sans parler des problèmes pratiques nés des opérations près de la frontière (3). La pression allemande se marque cependant dans l'arrêt des livraisons de matériel de guerre acheté en Allemagne par la Suède. Berlin ne renonce pas à l'idée d'un transit de matériel. Le 22, le général Bodenschatz suggère un échange d'artillerie entre la Suède et l'Allemagne : le matériel suédois serait livré à la frontière prés de Narvik. Les Allemands pensent aussi — aspect qui n'est pas éclairé dans le *Livre blanc* – à « coupler » le problème du transit avec les négociations commerciales ; ils lancent l'idée de wagons plombés.

Les difficultés allemandes à Narvik, au début de mai, renforcent la pression allemande. Convoqué par Gœring le 4 mai, Dahlerus le trouve, le 6, très menaçant et rapporte à Stockholm, messager officieux, une proposition alternative : échange d'artillerie ou envoi d'artillerie en wagons plombés, sous la Croix-Rouge. Mais, quand Dahlerus revient à Berlin le 11, avec Tamm, Gœring paraît moins brutal. La Suède restant ferme dans son opposition au transit de matériel, les Allemands tentent d'en camoufler sous la Croix-Rouge, dans leurs expéditions commerciales : les wagons sont renvoyés. De nouvelles autorisations de passage sont accordées par contre à des sanitaires allemands (231 en 5 groupes du début de mai à la fin des opérations en Norvège). Le 16 mai, à Godesberg, Ribbentrop présente au ministre de Suède une demande officielle de transit pour trois trains de matériel ; le 17, à Stockholm, le Conseil des Ministres tenu en présence de ce diplomate refuse. Dans cette situation critique, Günther offre de rencontrer Ribbentrop. Il envisage même, en cas de défaite allemande à Narvik, la possibilité de laisser rapatrier les

(1) 514 sont rapatriés ; d'après un document allemand du recueil norvégien, il y avait parmi eux des membres des équipages de deux sous-marins.

(2) Le *Livre Blanc* mentionne 30 wagons en avril, 64 dans la première quinzaine de mai (dont 34 pour Trondheim), plus un wagon d'essence, une locomotive.

(3) Par exemple évacuation de blessés, fourniture de courant suédois pour la ligne de chemin de fer de Narvik (en mai).

troupes de Dietl par la Suède. Dans la crainte de la réaction allemande, qui ne se manifeste pas, la diplomatie suédoise s'attache alors à une idée lancée par Dahlerus le 6 mai dans son entretien avec Gœring : neutraliser le nord de la Norvège, avec éventuellement occupation de Narvik par des troupes suédoises. Restée en l'air, l'idée avait été reprise par l'ancien ministre norvégien Mowinckel. Le 24, le ministre de Suède à Londres est chargé de sonder les dispositions britanniques ; le ministre à Berlin aborde la question le 29 avec Weizsäcker. Mais l'affaire n'avance guère, alors que la légation à Berlin annonce le 30 que les Allemands ne peuvent tenir plus de huit jours à Narvik. Le 1er juin, cependant, Londres se déclare favorable, et le gouvernement norvégien, hostile au début, a changé d'idée. C'est qu'en effet, les Alliés ont décidé d'évacuer la Norvège de toute façon ; Koht en avise le 1er juin le diplomate suédois qui a suivi le gouvernement norvégien dans ses tribulations. Une entrevue a lieu entre les deux ministres des Affaires étrangères, suédois et norvégien, le 3 à Luleå. Mais le projet d'accord de Koht est dépassé par les événements : Berlin, qui n'avait pas d'ailleurs donné d'encouragement, ne répond pas. Le gouvernement norvégien qui, pour cette négociation, a fait retarder le plus possible l'évacuation des troupes alliées, quitte le pays le 7, Koht lui-même restant, vainement, un jour de plus. Du côté suédois on éprouve un réel soulagement de voir la question de Narvik « disparaître de l'ordre du jour ».

LA QUESTION DU TRANSIT DE JUIN A DÉCEMBRE 1940

C'est le 15 juin que Ribbentrop, en Belgique, présente au ministre suédois à Berlin une demande portant sur le transit sans restriction de toutes les marchandises, y compris le matériel de guerre, entre l'Allemagne et le Norvège, ainsi que le transit de personnel militaire, spécialement de permissionnaires. Le gouvernement suédois décide, le 18, d'accepter en principe ; le *Livre blanc* n'apporte pas de renseignements sur ses délibérations, mais la situation était assez claire : les rapports venus de Berlin avertissaient gravement des dangers que pouvait comporter un refus. Un problème se pose toutefois au sujet d'un télégramme du ministre de Suède à Londres reçu à Stockholm le 18 à 1 heure du matin, et dont le gouvernement anglais n'a pas autorisé la publication (1). En quoi cette dépêche importante, par les indications qu'elle contient vraisemblablement sur la position anglaise, a-t-elle pu influencer la réponse suédoise ?

Dans les négociations sur les modalités de l'accord, le gouvernement suédois s'efforce de fixer au trafic autorisé des limites précises. Il réussit à faire apporter quelques modifications au projet allemand soumis le

(1) Le fait que les éditeurs signalent ceci dans leur avant-propos, en indiquant que l'impossibilité de publier le document a provoqué un remaniement de l'introduction, suffit à souligner l'importance de ce télégramme.

26 juin. Sur le premier point, transit des marchandises, la formule « dans la mesure des possibilités techniques du trafic » est substituée à « sans restriction » ; mais les Allemands obtiennent alors que les envois puissent être accompagnés de *commandos de transport*. Le second point, adopté sans changement, stipule que les marchandises ayant besoin d'après la loi suédoise d'une autorisation de transit (le matériel de guerre) seront annoncées à l'avance. En troisième lieu — transit de personnel en uniforme — les Suédois font ajouter « en particulier des permissionnaires » et sans armes autres qu'individuelles ; les Allemands demandent des voyages individuels aussi bien que des transports en groupes, il est précisé que ceux-ci seront annoncés. La mise au point est achevée le 23 juin, sous la forme d'un échange de notes qui aura lieu seulement le 8 juillet, une fois terminés les entretiens techniques sur les itinéraires et le volume du trafic. On propose le 29 juin du côté suédois : environ 150 hommes par semaine dans chaque sens de Narvik à Trelleborg, deux trains par semaine dans chaque sens entre Oslo et Trelleborg. Le volume retenu dans la note complémentaire échangée en même temps que la principale le 8 juillet est plus élevé : un train de 500 hommes par jour entre Oslo et Trelleborg, un train par semaine sur la ligne de Narvik. En outre, et sans accord écrit, le gouvernement suédois a autorisé le transit entre la Norvège du Sud et Narvik : la légation allemande fournit le 3 juillet un état des transports prévus pour ce « trafic en fer à cheval » sans qu'il soit convenu de le considérer comme une limite ; le désir de précisions formelles des Suédois, en ce qui concerne le transit des permissionnaires, n'apparaît pas à propos du transit Trondheim-Narvik. Tout au contraire, on préfère à Stockholm laisser cette question dans le vague, dans l'idée sans doute que ce transit deviendrait fort délicat dans une autre situation, en cas de conflit germano-russe. Avant que les accords définitifs soient arrêtés, les transports commencent. Un communiqué publié le 5 juillet fait connaître très sommairement les décisions intervenues.

La documentation publiée éclaire assez peu tout ce qui entoure la négociation. On aperçoit seulement que du côté suédois on a soulevé, en liaison avec les concessions sur le transit, deux problèmes : les livraisons d'armes allemandes à la Suède, et la possibilité d'un certain trafic maritime entre la Suède et les États-Unis par les ports norvégiens et par Goteborg. On saisit mieux par contre les précautions prises par le gouvernement suédois, pour ménager son opinion publique et les gouvernements anglo-saxons. La légation anglaise a été avertie dès le 20 juin de la concession concernant le transit de matériel de guerre (1) et au plus tard le 4 juillet pour le passage de permissionnaires : comme argument justificatif, est invoqué le fait que les opérations ont cessé en Norvège, et que le trafic ne servira pas à renforcer les effectifs allemands dans le pays. Les

(1) Lord Halifax fait savoir le 26 que son gouvernement ne pourra dans ces conditions autoriser le transport en Suède d'avions commandés aux États-Unis. Ceux-ci seront réquisitionnés le 18 octobre par le gouvernement américain.

réactions assez vives de l'opinion anglo-saxonne, si elles préoccupent le gouvernement de Stockholm, n'entraînent pas de graves conséquences. A Londres comme à Washington, les milieux responsables font vite la part de la nécessité. C'est le 19 juillet seulement que le ministre britannique élève une protestation formelle, suivant celle que le gouvernement norvégien a formulée le 15. Le 29, la réponse suédoise affirme que la Suède se considère toujours comme « strictement neutre et pleinement indépendante ».

Sur le déroulement même des transports jusqu'à la fin de 1940, le *Livre blanc* apporte une masse de documents de détail, et contient en outre des tableaux statistiques établis pour chaque ligne. On n'en retiendra ici que quelques données importantes. Les effectifs transportés du début de juillet à la fin de décembre 1940 s'équilibrent sensiblement aux environs de 130.000 hommes dans chaque sens. Dès la fin d'août, de nouvelles demandes allemandes sont présentées et acceptées ; le 14 septembre, un nouvel échange de notes double le volume du trafic des permissionnaires prévu le 8 juillet. Quelques transports non prévus dans l'accord ont lieu également : en particulier par Elseneur-Hälsingborg au début de septembre et un transport d'un millier d'hommes de Luléå, où ils étaient arrivés en bateau, à Narvik, au début d'octobre. Le *trafic en fer à cheval* se poursuit également, toujours sur accord verbal. Jusqu'à septembre, les effectifs globaux transportés sont plus nombreux dans la direction de l'Allemagne qu'en sens contraire, mais le rapport se renverse alors et, à côté des permissionnaires, passent de véritables renforts. En même temps à partir du 7 septembre, les Allemands usent du droit, jusque-là non utilisé, de faire passer du matériel en Norvège par la Suède : plus de 450 wagons jusqu'à la fin de l'année. A l'extension du trafic, le gouvernement suédois oppose quelques résistances ; il refuse le 19 octobre le passage de 15.000 hommes en formation constituée avec leur matériel - passage demandé en même temps que le principe du transit libre pour les non-permissionnaires. D'un nouveau projet allemand d'accord, soumis le 26 novembre, il repousse le point concernant le passage de militaires allemands isolés de Norvège en Finlande. Les autres points par contre sont acceptés ; un accord complémentaire le 5 décembre sanctionne l'augmentation du trafic déjà effective depuis deux mois sur la ligne de Narvik (trois trains par semaine) et prévoit la possibilité d'utiliser la ligne Elseneur-Hälsingborg. Mais en fait le trafic avec la Norvège du Sud n'augmente pas en décembre. Ainsi se trouvaient élargies progressivement les facilités accordées le 8 juillet, sans que l'on enregistre de nouvelles réactions étrangères. La diplomatie suédoise s'emploie certes à Londres et à Washington à combattre les bruits exagérés et y réussit. Le sous-secrétaire d'État anglais Butler déclare le 26 novembre au représentant de la Suède que le gouvernement anglais, beaucoup mieux que la presse, comprend les difficultés suédoises. Tout autre est la réaction de la population norvégienne occupée : plusieurs rapports d'Oslo

s'inquiètent, pour l'avenir, de la violente hostilité contre la Suède suscitée par cette affaire du transit.

L'histoire du transit à partir de 1941, faute de documentation suédoise publiée, n'est éclairée qu'extérieurement par la publication norvégienne (vol. I, pp. 80-184) à côté naturellement des documents allemands. Nul doute que la publication suédoise, si elle est poursuivie, aurait beaucoup à nous apprendre sur la tension du printemps 1941, sur l'importante décision de juin 1941 pour le transit d'une division entière de Norvège en Finlande, et sur les préparatifs de la dénonciation de l'accord de transit, le 29 juillet 1943.

***

On ne s'attardera pas sur le dernier volume de la série suédoise, de caractère assez composite. Les quelques documents concernant le passage du roi et du gouvernement norvégien en Suède au début des hostilités ont été signalés plus haut. Un second groupe se rapporte à la situation politique en Norvège après la fin des combats. On sait en effet, qu'avant la création par Terboven le 25 septembre 1940 d'un *Reichsrat* plusieurs tentatives allemandes furent effectuées afin d'établir en Norvège des autorités qui puissent donner le change par quelque apparence de légalité. Ces efforts visant à faire déposer le roi et le gouvernement émigré par le *Storting*, le roi Gustave V adressa le 16 juin un message personnel — resté sans réponse — à Hitler pour lui demander d'user à l'égard du roi et du peuple norvégiens « de toute la modération possible ». Par ailleurs, le rôle du gouvernement suédois se borna à celui d'intermédiaire purement matériel entre le gouvernement norvégien de Londres et les divers notables (président de la Cour suprême, évêques) qui en Norvège participèrent à des négociations avec les autorités d'occupation. A cette question se rattache un petit problème d'ordre dynastique. L'épouse du prince héritier de Norvège et son fils étaient restés en Suède depuis l'invasion ; dans les milieux norvégiens qui négociaient avec les Allemands l'idée fut agitée de faire accéder au trône ce jeune prince, moyen extrême de sauver la dynastie. D'où la décision du roi Haakon de faire partir sa belle-fille et son petit-fils aux États-Unis, ce qui eut lieu en effet malgré l'avis contraire de Gustave V communiqué le 24 juillet au roi de Norvège. Cette démarche, des bruits sans fondement (1), dans la situation de la Suède contrainte à des concessions en faveur de l'Allemagne, suscitèrent quelque méfiance anglo-norvégienne. Les deux gouvernements protestèrent le 26 septembre, à l'avance, contre une reconnaissance éventuelle par la Suède des autorités établies en Norvège comme gouvernement de ce pays. Mais la question ne devait pas se poser.

Le troisième groupe de documents concerne la question des repré-

(1) Ainsi sur une démarche qu'aurait faite Gustave V auprès de George V pour faire conseiller à Haakon d'abdiquer ; les publications norvégienne et suédoise sont d'accord pour signaler qu'aucun document ne fait mention d'une telle démarche.

sentations diplomatiques entre la Norvège et la Suède de 1940 à 1943. Le ministre de Suède resté à Oslo le 9 avril, tandis qu'un conseiller suivait autant que possible le gouvernement norvégien dans ses déplacements, dut être retiré comme tous les diplomates étrangers le 15 juillet 1940. En septembre 1941, les consulats à leur tour furent fermés en Norvège, mais le gouvernement suédois put conserver un consul général à Oslo. Celui-ci subsista jusqu'à la fin de la guerre, bien que les Allemands en eussent demandé le retrait en janvier 1942 (1). La difficulté à maintenir ce poste d'observation en Norvège fut un des arguments suédois pour ne pas envoyer de diplomate auprès du gouvernement norvégien à Londres jusqu'à la fin de mai 1943. Aussi bien, la légation suédoise à Londres assurait-elle pratiquement le contact. Subtilités très diplomatiques, on le voit, dont l'intérêt ne dépasse guère celui d'indices. Dans l'autre sens, le ministre norvégien à Stockholm étant mort le 26 octobre 1940, le gouvernement suédois ne voulut pas donner son agrément à la nomination d'un nouveau ministre avant le 17 décembre 1943 (2) : les Allemands, en effet, témoignaient une énergique hostilité à un tel agrément. L'existence de la légation, gérée par un chargé d'affaires, fut du reste la source de nombreux petits problèmes, relatifs au statut et au nombre même d'un personnel que les Suédois s'efforçaient de réduire.

Sans doute une histoire complète des rapports suédo-norvégiens pendant la guerre aurait-elle à tenir compte de tous ces détails, de même que des nombreuses autres questions traitées dans la publication norvégienne : problèmes des internés, des réfugiés politiques norvégiens, des navires norvégiens en Suède, attitude de la presse suédoise, etc. Une telle histoire devrait s'attacher à tout ce qui a déterminé les réactions psychologiques des deux peuples frères, en particulier à la sensibilité nationale norvégienne. Mais, le problème majeur étant à Stockholm le maintien de la neutralité, il faut encore attendre l'ouverture des archives suédoises pour la période postérieure à 1940, si l'on tient à placer les choses dans leur juste perspective.

Ajoutons qu'avant même les *Livres blancs* le ministère suédois avait publié une brochure concernant *Les liaisons entre le chef de la section de commandement de l'armée et l'attaché militaire allemand à Stockholm (1939-1945)* (3). Un hebdomadaire anglais avait affirmé le 19 mai 1946 que des documents allemands établissaient l'existence de relations étroites entre l'état-major allemand et un officier supérieur suédois, qui lui aurait fourni des renseignements importants sur la défense nationale suédoise. L'officier en question, le colonel, devenu général pendant la guerre,

(1) Le *Livre Blanc* apporte à ce propos des renseignements sur le problème d'ensemble des représentations consulaires dans les pays occupés.

(2) Ici, de même, est éclairé tout le problème de la représentation diplomatique à Stockholm des gouvernements en exil.

(3) *Förbindelserna mellan chefen for lantförsvarets kommandoexpedition och tyske militar attachen i Stockholm 1939-1945*, 51 p., 1946.

Kellgren, fut alors invité à faire une mise au point officielle. Il y résume à grands traits la manière dont il accomplit sa mission de contact avec les divers attachés militaires étrangers : avec impartialité dit-il, et conformément aux instructions. Celles-ci tendaient, fait-il ressortir à propos de ses rapports avec l'attaché allemand, à donner des renseignements exacts dans les grandes lignes sur les préparatifs suédois, plutôt qu'à chercher à tromper les Allemands, par ailleurs fort bien informés. Il s'agissait d'entretenir le plus possible une atmosphère de confiance : ainsi au printemps 1941, tenir l'Allemand « de bonne humeur ». On relève avec intérêt dans ce compte rendu que l'état-major suédois était d'accord avec le gouvernement sur l'objectif — maintien de la neutralité — mais appréciait parfois différemment les moyens. Désireux de gagner du temps pour se renforcer, en particulier grâce à des livraisons d'armes allemandes, les militaires suédois étaient disposés à des concessions plus grandes à l'Allemagne (1). Par exemple, dans le premier hiver de guerre en Russie, ils avaient trouvé avantageux d'échanger des équipements d'hiver suédois contre du matériel allemand, ce que le gouvernement refusa. On se bornera à ces observations pour souligner l'intérêt du document, source de questions plutôt que de réponses par sa nature personnelle et justificative.

En 1941, les Suédois réussirent à déchiffrer les télégrammes échangés entre la légation allemande et Berlin ; on s'aperçut alors que ceux de l'attaché militaire attribuaient au colonel Kellgren des propos pouvant passer pour des indiscrétions, ou l'expression de sympathies pour la cause allemande. Le colonel demanda à être déchargé des rapports avec cet attaché, mais le ministre des affaires étrangères le pria au contraire de continuer ; des déformations du même genre étaient relevées dans les télégrammes politiques. Tendance bien connue des diplomates nazis à envoyer des rapports agréables à Berlin. Certains de ces télégrammes de l'attaché allemand interceptés ont été reproduits dans la brochure, avec des commentaires du général Kellgren. A titre d'exemple : une dépêche du 27 juin 1941 rapporte que Kellgren a déclaré à l'attaché allemand tenir de l'attaché anglais que l'aviation britannique n'attaquera pas les transports de troupes allemandes en Suède (il s'agit du transport de la division Engelbrecht de Norvège en Finlande). Kellgren explique que, le transit étant accordé, la question du danger aérien devenait d'intérêt commun germano-suédois. La brochure est complétée par des témoignages de satisfaction décernés au général Kellgren par les attachés anglo-saxons à Stockholm ; des déclarations des ministres des affaires étrangères et de la défense, du commandant en chef et de deux hauts diplomates confirment certains points du compte rendu ou affirment la loyauté parfaite du général.

Pierre JEANNIN,
Agrégé.

(1) Confirmé par la déclaration du chef de l'armée suédoise, le général Thörnell, reproduite dans la brochure.

L'HISTORIEN ET LES ARCHIVES DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

L'historien qui entreprend des recherches dans un pays étranger se trouve toujours dans un état d'infériorité : il lui faut accomplir d'innombrables et d'interminables formalités, il lui faut se mettre au courant, et surtout, il lui faut découvrir, à grand'peine, quels sont les matériaux disponibles, où ils se trouvent, et comment il peut y avoir accès. Si ce travail d'orientation est difficile pour tout étranger, s'intéressant à n'importe quelle période, il est cependant plus aisé pour l'historien des périodes précédant 1900 que pour celui qui étudie l'époque contemporaine. Un historien français arrivant à Washington pour y poursuivre des recherches sur la seconde guerre mondiale, se sentirait certainement tout désemparé en découvrant le maquis des archives gouvernementales des États-Unis : non seulement trouverait-il des documents disséminés partout et inaccessibles, mais encore rencontrerait-il peu de personnes qui, toute question de bonne volonté mise à part, fussent à même de lui prêter une aide efficace. Si cette courte étude ne prétend pas être un parfait *guide bleu* des archives américaines, elle essaye au moins de donner une idée de la situation qui se présente à l'historien de l'époque contemporaine, qu'il soit Français ou Américain.

Plus que jamais le Gouvernement des États-Unis a compris, pendant la seconde guerre mondiale, la valeur et l'importance des historiens. Non seulement chaque office, direction, bureau ainsi que les services des armées, emploient effectivement des historiens, mais de grandes quantités de matériaux de documentation ont été conservées et classées alphabétiquement par des historiens, ce qui offre la possibilité d'une étude de la dernière guerre plus complète et plus exacte que de n'importe quel conflit précédent. Cependant, écrire une histoire de la guerre d'après des archives américaines n'est pas sans difficultés ; n'importe quel chercheur indépendant le sait bien qui, privé de contacts officiels, a essayé de voir, en historien, l'immense et complexe panorama. Parfois, il est accablé simplement par la masse des documents ; d'autres fois, il lui est impossible

d'obtenir l'accès d'archives ou de découvrir certaines explications qui, il le sent, doivent exister, mais sur lesquelles les documents écrits restent silencieux.

Aussi bien, avant de commencer de véritables recherches est-il nécessaire de s'assurer de l'emplacement approximatif des archives des milliers d'offices américaines qui, pendant la guerre, détinrent des dossiers. Il existe probablement plus de deux milliards de documents aux États-Unis, ayant un rapport quelconque avec la guerre. On a estimé que les dossiers contenant les seuls documents militaires couvriraient, mis bout à bout, 300 kilomètres environ. La première condition est donc de savoir quels genres de matériaux existent, et où ils se trouvent.

Un premier pas dans ce sens a été fait par un guide en deux volumes composé sous la direction générale du directeur des *National Archives*, Wayne C. Grover, et sous la responsabilité personnelle du Dr Philip Hamer. Ces volumes qui s'intitulent *Federal Records of World War II* (1), comprennent un répertoire des offices civils et militaires (2). Le rédacteur fait remarquer que beaucoup de documents ayant trait à la seconde guerre mondiale, ont déjà été déposés aux *National Archives*, où elles ont fait l'objet d'un classement méthodique (3). Chaque volume des *Federal Records* est divisé en sections consacrées aux services spéciaux, bureaux, agences, groupes militaires, etc., intéressés à la conduite de quelque phase particulière de la guerre. Le volume sur les offices civils par exemple comprend des chapitres consacrés à la traditionnelle division tripartite du Gouvernement américain : législatif, judiciaire, exécutif — mais en plus contient (c'est la plus grande partie) des références aux matériaux réunis par plus de cinquante offices créées spécialement pour la guerre.

L'examen d'une pièce particulière peut servir à montrer comment le rédacteur présente ses matériaux : la pièce nº 1010 (vol. I, p. 636) traite de la *Foreign Economic Administration (F. E. A.)* (4), office créé en 1943 et responsable pendant la guerre du contrôle des exportations, des acquisitions à l'étranger, du prêt-bail et de ses réciproques, des secours et de la réorganisation de l'étranger, et de la guerre économique y compris les renseignements économiques sur les autres nations. Cette section com-

(1) Archives fédérales de la deuxième guerre mondiale.

(2) *Federal Records of World War II* : Publication des *National Archives*, nos 51-7 et 51-8, vol. I, *Civilian Agencies* (administrations civiles) 1950, 1.073 p. ; vol. II, *Military Agencies* (administrations militaires) 1951, 1.061 p., United States Government Printing Office, Washington.

(3) *Federal Records*, I, xi. Les documents gouvernementaux de la seconde guerre mondiale qui furent transférés aux *National Archives* avant le 1-7-47 sont brièvement décrits dans le *Guide to the Records of the National Archives*, Washington, 1948, 648 p. Les archives déposées depuis cette date sont consignées dans les publications trimestrielles des *National Archives Accessions*. Il existe aussi un opuscule de renseignements et de références des *National Archives* intitulé : *Materials in the National Archives Relating to World War II*, 1949, 31 p.

(4) Administration économique pour l'étranger.

prend une brève description de l'office, suivie d'une étude critique de ses archives. A titre d'exemple, on peut affirmer que les archives de l'office, d'un volume à la fin de la guerre de quelque 3.000 m³, avaient été réparties, en au moins 30 dépôts, au service des différents services intéressés. Depuis lors — le *F. E. A.* fut supprimé en 1945 — ses archives ont été partagées entre divers ministères tels que le Commerce, le *State Department*, l'Agriculture, et les *National Archives*. Sont alors examinés en détail, chacun des quelque 30 bureaux, qui opéraient dans le cadre du *F. E. A.* Il peut être intéressant pour des chercheurs français d'apprendre par exemple, à la rubrique du *Bureau of Areas, European Branch* (1), (pièce nº 1035, p. 650) que des mémorandums, procès-verbaux, lettres, déclarations politiques et autres documents concernant la section française se trouvent aux *National Archives*, parmi des documents rassemblés par la section analytique des archives du F. E. A. De même sous la rubrique *Foreign Field Missions* (2) (pièce 1039, p. 652), on peut apprendre que les archives du bureau de la section économique pour l'Afrique du Nord, comprenant des lettres, des procès-verbaux, des inventaires de cargaisons, sont à la garde du *State Department* à Washington.

Le deuxième volume, consacré à l'administration militaire, est subdivisé en sections traitant des archives des offices interalliés et des sections interarmes, des archives de l'Armée y compris celles de l'Air, des archives de la Marine et des archives se rapportant aux théâtres d'opérations. Dans la première section, les matériaux rassemblés par les offices travaillant avec la Mission militaire française et les archives de l'*Office of Strategic Services* (O. S. S.) (3), seraient sans doute d'un grand intérêt pour les historiens français. La qualité et l'emplacement de ces documents sont décrits dans les articles 1 et 30 (p. 1 et 14).

La section consacrée aux archives du ministère de la Guerre et à celles de l'Armée constitue le gros du volume II. Une place considérable est donnée à la description du système de conservation des archives de l'Armée, qui est sous la direction de l'*Adjutant General's Office* (4). Les archives (5) sont classées suivant le système propre au ministère de la Guerre, et lorsqu'elles sont périmées, elles sont transférées aux réserves des archives de l'Armée et finalement aux *National Archives*. Déterminer la place exacte de documents précis dans cette masse de documentation estimée à 3.000.000 de mètres cubes de papier offre des difficultés considérables. Le présent guide consacre 700 pages à une description des documents ; il se divise en sous-sections ayant trait aux différents services

(1) Bureau des régions, section européenne.
(2) Missions en territoires étrangers.
(3) Bureau des services stratégiques.
(4) *L'Adjutant General* est chef du bureau des effectifs chargé de la conservation des archives.
(5) Pour plus amples renseignements voir : Wayne C. Grover, *War Department Records Administration Program*, publié par l'Adjutant General's Office, 1948, 281 p.

et corps d'armée, chacune avec de nombreuses subdivisions selon les bureaux, dépôts, arsenaux, zones, régions militaires et petites unités. Les principaux dossiers de l'armée se trouvent à Washington, dans l'*Adjutant General's Office*, celles de l'administration des états-majors et des unités de l'armée se trouvent à l'*Organizational Records Branch* (1), Kansas City, Missouri. Mais certaines archives telles que dossiers personnels, archives médicales, acquisitions et contrats se trouvent au Centre administratif des Archives (*Records Administration Center*), Saint-Louis, Missouri. Chaque groupe de dossiers a vraisemblablement son propre index alphabétique établi lors de la constitution de ces archives, mais on pourra trouver une aide supplémentaire (le rédacteur le fait remarquer) dans les 900 histoires officielles non publiées, formant un ensemble de 3.000 volumes, rédigées par des historiens rattachés aux différentes unités de l'armée pendant et après la guerre. Malheureusement, la liste de ces histoires manuscrites n'est pas à la disposition du public. Il va de soi que l'appareil critique joint à la grande histoire officielle, *United States Army in World War II*, offre des renseignements complémentaires détaillés sur les sources de documentation conservées par le Gouvernement fédéral ; beaucoup d'index alphabétique imprimés, tels que le *Federal Register* pourront aussi servir l'historien.

Les archives de la Marine sont décrites de façon semblable. Elles sont conservées à peu près comme celles de l'armée, sauf qu'elles ont été plus décentralisées. Elles ont subi des sorts divers : 1) Elles ont été détruites lorsqu'elles n'avaient aucune valeur durable ; 2) Elles sont restées au bureau d'origine ; 3) Elles ont été déposées dans les *National Archives* ; ou 4) Elles ont été transférées dans un Centre de direction d'archives navales, *Naval Records Management Center*. Il existe actuellement 5 de ces Centres, à Garden City, N. Y. (effectifs, santé, hospitalisations), Mechanicsburg, Pennsylvanie (personnel civil, contrat d'inspection, et état-major), Arlington, Virginie (ministère de la Marine), New Orleans, Louisiane (les navires et les bases des zones atlantiques, de la mer des Caraïbes, et de la Méditerranée) et San Bruno, Californie (les navires et bases des zones du Pacifique). Ces 5 Centres servent aussi de dépôts pour les archives des bases navales et les zones navales (*Naval Districts*).

Il est probable que, dans ces différents Centres d'archives de l'Armée et de la Marine, se trouvent des milliers de documents qui ont rapport directement ou indirectement avec la France et les activités françaises pendant la deuxième guerre mondiale. On trouve des références par exemple, aux archives de l'*United States Strategic Bombing Survey* (2) (pièce 124, p. 56) et, dans les dossiers du *S. H. A. E. F.*, aux archives de la Mission pour la France, 1942-1945 (pièce 1129, p. 749). On verra que les références aux archives des opérations des groupes d'armées sont très

(1) Archives administratives Annexes.
(2) Services américains d'enquêtes sur les bombardements stratégiques.

nombreuses, et la pièce 1137 (p. 755) sur le 6e Groupe d'armées intéressera particulièrement les historiens français : elle comprend des archives de la 1re Armée française du général de Lattre de Tassigny. En ce qui concerne les installations de l'armée américaine en France, il faut noter que les archives des sections du personnel spécial pour matières techniques *(Special Staff Sections for Technical Matters)* comprennent des documents sur les transactions immobilières en France et dans d'autres pays de 1942 à 1947 (pièce 1146, p. 760). D'autres archives existent concernant la construction de terrains d'aviation en Afrique du Nord et en France (pièce 1177, p. 788) et il va sans dire que, pour les opérations en Afrique du Nord, les archives complètes de l'Armée et de la Marine, sont également répertoriées (pièces 1153-1181, pp. 766 à 791).

Nous n'essaierons pas ici d'analyser les histoires officielles de l'Armée, ou de la Marine ; elles ont été examinées ailleurs (1). Il faut noter cependant qu'un grand nombre d'études historiques sur des aspects de la deuxième guerre mondiale (dont beaucoup sont encore inédites) ont été rédigées par des administrations civiles selon le programme général d'histoire de la deuxième guerre mondiale établi en 1941, par le Bureau du Budget. Ce programme fut mis au point pendant la guerre par un Comité de l'Administration des archives de Guerres, sous la direction de Waldo G. Leland, directeur de l'*American Council of Learned Societies*. Un grand nombre de bulletins bibliographiques relatifs à ce programme ont été édités (2). Le dernier *(List of World War II Historical Studies)* date de 1951 (3). Plus de 300 études historiques y sont consignées, allant de la protection des monuments à la dispersion des surplus. Il est bon de signaler que quelques-unes des études mentionnées dans cette liste ne le sont pas dans les *Federal Records of World War II*, bien que le premier volume de celles-ci soit consacré aux archives des offices civils et contient quelques données bibliographiques sur des études très valables. Par exemple, tandis que les *Federal Records* décrivent les archives du Service et Acquisition à l'étranger *(Foreign Procurement and Development Branch)* de la F. E. A., elles ne mentionnent aucune étude historique fondée sur ces documents, par ailleurs on peut apprendre dans la *List of World War II Historical Studies* qu'une histoire de 700 pages, inédite et dactylographiée, sur les acquisitions à l'étranger, avec 3.000 documents à l'appui, a été écrite et qu'elle est déposée aux *National Archives*.

(1) Voir *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juillet 1952, pp. 53-62, octobre 1952, pp. 36 à 45, janvier 1953, pp. 38 à 40. Voir aussi Thurman S. Wilkins, The War Department Historical Program, *Military Affairs* (automne 1946), pp. 39 à 41.

(2) *Summary of Agency Historical Publications and Plans* (13 septembre 1946 et 1er décembre 1946) ; *Federal Historical Reports : A Summary of Publications, Manuscripts and Plans* (12 juin 1947) ; *Historical Reports of Federal Administration in World War II* (novembre 1950). Ces bulletins sont disponibles à la Bibliothèque des *National Archives*, Washington.

(3) Publié par la *National Historical Publications Commission, General Services Administration*, Washington, Offset, 53 p.

De tout ce que nous venons de dire résulte que, si de nombreuses difficultés gênent l'historien dans l'accomplissement de sa tâche, ce n'est certes pas le manque de documents. En France, on peut regretter que beaucoup d'activités de la Résistance soient restées sans traces écrites, que des archives officielles aient été volées ou brûlées. Mais aux États-Unis, on s'inquiète plutôt d'un tout autre problème : comment affronter une telle masse de témoignages historiques ? A elle seule la foule des documents rend à peu près impossible, à un seul historien l'accomplissement des multiples tâches suivantes : trouver, lier et classer ce qui est utilisable. Un Fustel de Coulange pouvait peut-être connaître personnellement tous les documents qui l'intéressaient ; mais l'historien de la deuxième guerre mondiale doit se contenter d'une connaissance plus humble de ses sources. Comme le Pr S. Everett Gleason l'a mis en évidence, il est possible qu'un travail en équipe apporte une solution éventuelle, mais il ne cache pas les dangers ainsi provoqués :

« Les inconvénients de ce travail sont évidents. Les conclusions et les jugements de l'historien sont beaucoup plus sûrs et plus pénétrants, s'il a procédé lui-même aux recherches ardues qui doivent les précéder. Il est impossible d'avoir la même confiance dans le travail d'une équipe de chercheurs dont les découvertes doivent être réunies par un auteur privé de cette assurance que procure un contact continu et de première main avec les documents. Le travail en équipe cependant semble être le compromis exigé, d'une part, par la terrifiante richesse des archives fédérales contemporaines, et d'autre part, par les limites physiques et intellectuelles de l'espèce humaine (1). »

*
* *

Il est donc évident que des mesures doivent être prises pour résoudre le problème de savoir quels documents existent aux États-Unis mais beaucoup d'autres problèmes assaillent l'historien de la deuxième guerre mondiale. Parmi ceux-ci la question de l'accès aux documents présente des difficultés presque insurmontables. La grande masse des documents importants a été classée en « secrets » « confidentiels », d' « accès limité » et n'est généralement pas mise à la disposition des chercheurs sans attaches officielles. D'un autre côté, si des fonctionnaires peuvent seuls utiliser ces sources, il est à craindre que l'historien indépendant et impartial, ne puisse avoir l'occasion de les étudier que trop tardivement : car, si d'un côté la masse de documents sur la deuxième guerre mondiale est écrasante, beaucoup de décisions importantes, prises au cours de réunions officieuses

(1) *History in Washington, Assets and Liabilities*, communication non publiée de S. Everett Gleason lue à la séance consacrée à « L'historien et le gouvernement federal », réunion de l'*American Historical Association*, Washington, 29 décembre 1952.

ou résultant de conversations téléphoniques, n'ont pas laissé de traces. C'est seulement aussi longtemps que vivent encore les acteurs et qu'ils peuvent être interrogés, que l'historien pourra espérer répondre à des questions que les documents laissent sans réponse. Mais si l'historien ne peut pas utiliser ces sources écrites, il est mal placé, soit pour reconstituer ce qui s'est passé, soit pour poser en toute connaissance de cause des questions à ceux qui ont pris part aux événements.

Parmi les multiples offices gouvernementaux des États-Unis, le *Department of State* est de ceux qui ont le plus de facilité à l'accès de ces documents à des historiens qualifiés. Des mesures précises permettent « un accès limite » (pour les chercheurs reconnus et autres personnes faisant la preuve qu'elles ont un besoin légitime des renseignements recherchés) à des documents qui couvrent la période allant de 1928 à 1938.

La deuxième guerre mondiale, cependant se trouve dans « la période interdite » durant laquelle les archives ne sont pas normalement disponibles pour des chercheurs privés. Des exceptions sont faites cependant de temps en temps en faveur des « savants émérites entreprenant des recherches considérées par le département comme désirables dans l'intérêt national » (1). L'autorisation pour de telles recherches est accordée par l'intermédiaire de la *Division of Historical Policy Research* (2) qui examine les études proposées du point de vue de la sécurité ou d'autres considérations. Les demandes des historiens étrangers pour obtenir cette autorisation doivent comprendre une lettre de recommandation de leur ambassade à Washington.

Généralement le *State Department* a considéré favorablement les projets de recherche justifiés de l'historien indépendant, et a accordé l'autorisation dans nombre de cas. Une des études remarquables, nées de cette tolérance, est l'analyse de la politique étrangère des États-Unis par les Prs William L. Langer et S. Everett Gleason (3). Le *State Department*, en outre, s'intéresse aux activités historiques, en publiant de temps en temps une liste de projets de recherches (livres, études, thèses, articles), publiés ou non, se rapportant à des sujets qui le concernent. La liste nos 8-1 (avril 1953), par exemple, sur l'Europe occidentale comprend environ 230 projets sur la France, la plupart insistant sur la période qui va de la première guerre mondiale à nos jours (4).

(1) *Regulation concerning non-official research in the unpublished records of the Department of State*, janvier 1951. Ronéotypé.

(2) Division des recherches de politique historique.

(3) *The Challenge to Isolation, 1937-1940*, 1952, 1 vol., 794 p. Harper and Brothers, N. Y. Il est regrettable que la grande quantité de documentation et que le temps dont disposèrent les auteurs les aient empêchés de poursuivre leur étude jusqu'à la fin de la guerre, comme ils l'avaient projeté au début. Bien qu'ils aient consacré six années à leur projet le deuxième volume : *The Undeclared War* ne va que jusqu'à Pearl Harbour.

(4) *Unpublished Research on Western Europe, completed and in progress*, External Research List, nos 8-1, avril 1953, préparée par le personnel de l'*Office of Intelligence Research*, Department of State, Washington.

D'autres ministères et offices des États-Unis n'ont pas facilité la tâche de l'historien autant que le *State Department*. Il est raisonnable de supposer que la plupart des historiens politiques et militaires trouveraient plus d'intérêt dans les archives du ministère de la Défense nationale que dans ceux d'autres administrations. Cependant beaucoup de documents militaires demeurent secrets et confidentiels, bien que la nécessité d'une telle mesure de sécurité ne se fasse plus sentir depuis longtemps. Dans beaucoup de cas, cette super-classification résulte non pas tant d'un conservatisme administratif, que d'un simple manque de personnel, qui reviserait les documents afin de les reclasser. Lorsque rien ne vient presser un service et qu'on ne voit pas clairement comment peut-être servi l'intérêt national, on comprend cet état de léthargie.

Toutefois on s'efforce de « déclasser » aussi rapidement que possible les archives de l'Armée. Les archives du ministère de l'Armée et les documents provenant des états-majors alliés outre-mer n'ont pas encore été complètement revus. D'autre part, les comptes rendus d'engagements *(combat reports)* et les autres archives des unités sont maintenant tous « déclassés » et à la disposition des historiens. Ces documents peuvent être examinés et utilisés par les chercheurs non-officiels sur demande au *Chief, Public Information Division, Department of the Army*, Washington. Toute recherche doit être effectuée au lieu de dépôt des documents.

***

Un autre aspect du problème de l'histoire contemporaine concerne le travail des historiens professionnels au service du Gouvernement. Ils furent nombreux à la fois pendant et après la deuxième guerre mondiale, et ils ont écrit non seulement des histoires non publiées, réservées à l'usage du Gouvernement, mais aussi « des histoires officielles », telles que *United States Army in World War II*, qui sont encouragées et publiées par le Gouvernement. Il est évidemment désirable du point de vue de la profession d'historien que l'on fournisse les moyens d'assurer une haute valeur technique à ces travaux. Si cependant les documents sont classés de telle façon qu'aucun historien indépendant ne puisse être suffisamment préparé à examiner, à discuter les interprétations de « l'historien officiel », il est vraiment à craindre qu'un droit fondamental de l'historiographie, la liberté de n'être pas d'accord, de réinterpréter et de reconsidérer, ne soit compromis.

Aux États-Unis, les historiens professionnels après la guerre devinrent de plus en plus conscients des problèmes indiqués ci-dessus. En décembre 1949, à la réunion de l'*American Historical Association*, un Comité présidé par le Pr Conyers Read de l'Université de Pennsylvanie, fut chargé de procéder à une étude sur les rapports des historiens avec le

Gouvernement fédéral (1). Le but recherché était « une meilleure compréhension et une collaboration plus étroite :

« 1° Entre historiens, « à l'intérieur », et « à l'extérieur » du Gouvernement ;

« 2° Entre les services gouvernementaux et les historiens ».

Le Comité soumit son rapport de 21 pages à la session de décembre 1952 de l'*American Historical Association*. Tout le rapport n'est pas d'un intérêt capital pour les historiens français car une grande partie en est consacrée aux problèmes particuliers posés par les historiens engagés par le Gouvernement des États-Unis. Mais, sur d'autres sujets, tels que l'examen critique, le Comité a abordé des problèmes qui intéressent tous les historiens. Sur ce point le Comité a conclu que bien que certaines administrations admettent une analyse critique à l'intérieur du ministère, et que certaines publications peuvent être critiquées dans des revues spécialisées, il n'existe cependant « aucune solution toute prête. Si l'on donne des conditions d'emploi intéressantes à des historiens de haute valeur et si on les utilise, le problème se ramène à trouver les façons et les moyens de leur assurer un appui dans l'exercice de leur liberté de jugement et, dans la mesure où cela les concerne, de maintenir intacte leur conscience professionnelle, soit qu'ils procèdent à des rédactions d'études, soit qu'ils agissent comme conseillers (position dans laquelle ils sont en fait. professeurs d'histoire). S'ils sont isolés dans un groupe le problème est insoluble. La condition fondamentale de toute solution réside dans la communication, la compréhension et la collaboration entre historiens (quel que soit l'emploi qu'ils occupent) basée sur la connaissance du travail que font les historiens du Gouvernement et sur le sentiment de son importance. Il est évident que l'Association a intérêt à favoriser cette collaboration et cette compréhension. Il est également évident qu'elle a intérêt à continuer à étudier les problèmes mentionnés et les moyens de leur trouver une solution satisfaisante » (2).

Le Comité félicita le *State Department* pour sa politique libérale qui permettait l'accès à ses documents, et ayant attiré l'attention des historiens de l'armée sur le programme du *State Department*, rapporta que le Service historique de l'Armée envisageait d'adopter un programme analogue. En discutant plus avant le problème des archives et de leur utilisation, le Comité résuma la situation présente concernant les archives gouverne-

(1) Outre le professeur Read, le Comité comprenait : Philip C. Brooks *(National Archives)*, Gordon A. Craig (Université de Princeton), Constance Green (Historienne, *Research and Development Board*), K. R. Greenfield (Ministère de l'Armée), Hajo Holborn (Université de Yale), R. A. Humphrey *(State Department)*, Alexander Merchant (Université de Vanderbilt), Jeannette Nichols (Swarthmore, Pennsylvanie), Dexter Perkins et Raymond Sontag.

(2) *Report and Recommendations of the Committee of the American Historical Association on the Historian and the Federal Government*, 1952, ronéotypé, p. 11.

mentales, les bibliographies, la garde des documents ennemis et la publication des documents officiels, et conclut par certaines recommandations que nous reproduisons intégralement :

A) Que l'Association continue de poursuivre les buts envisagés en constituant le présent Comité *ad hoc*, buts que le Comité a définis plus particulièrement de la façon suivante :

1) Promotion d'une mutuelle compréhension et d'une coopération plus actives entre historiens du Gouvernement et universitaires ;
2) Mesures immédiates s'ajoutant à celles déjà existantes pour résoudre le problème très important et cependant nullement résolu d'amener la Commission de Recrutement des fonctionnaires (Civil Service Commission) à réviser ses méthodes dans le recrutement d'historiens pour le service fédéral ;
3) Une plus grande extension de la procédure contractuelle qui permettrait aux historiens de travailler temporairement pour le Gouvernement et cependant de garder leur situation universitaire ;
4) Une étude continue de mesures, propres à assurer l'indépendance des historiens employés par le Gouvernement, et partout où ce sera possible, une reconnaissance de leurs travaux d'érudition ;
5) Accroissement des moyens et procédés en vue d'une étude critique des travaux historiques accomplis par les historiens gouvernementaux ;
6) Mesures complémentaires pour faire connaître au monde savant, des sujets de recherche qui seraient d'un intérêt pratique pour les administrations gouvernementales ;
7) Action pour décourager et réduire la restriction d'accès aux archives, imposés pour des raisons de politique ou pour la protection des droits légaux des citoyens et du Gouvernement ;
8) Mesures pour décourager un classement trop restrictif des archives pour des raisons de sécurité nationale, et pour mettre en œuvre les moyens de réduire ou de modifier de tels classements, lorsque le besoin ne s'en fait plus sentir ;
9) Vifs encouragements des efforts effectués pour faire connaître aux érudits le contenu des archives sous garde fédérale, et les conditions dans lesquelles elles peuvent être utilisées pour des recherches érudites.

B) Que pour assurer la poursuite active de tels objectifs, le Conseil de l'Association nomme un Comité permanent pour maintenir le contact entre l'association et les activités historiques du Gouvernement. Il est en outre recommandé :

1) Que la composition de ce Comité permanent soit de nature à assurer la représentation de points de vue variés et de champs de recherches historiques distincts aussi bien que des principaux intérêts du Gouvernement, et que cela implique une représentation à peu près

égale d'historiens extra-gouvernementaux et d'historiens gouvernementaux avec une prépondérance en faveur du premier groupe dans lequel le président sera choisi ;

2) Que ce Comité permanent soit assuré d'un soutien financier suffisant pour rendre possible 4 réunions au moins par an ;

3) Que le Comité permanent, une fois nommé et assuré d'un soutien financier, se mette au travail et se consacre aux problèmes définis ci-dessus. Il ne devrait pas, cependant, limiter son attention aux sujets qui intéressent le présent Comité. De nouveaux problèmes et de nouveaux aspects d'anciens problèmes se présenteront inévitablement et exigeront une attention continue.

L'*American Historical Association* a adopté les résolutions du Comité : Comité permanent étudiant les relations de l'historien et du Gouvernement fédéral a été autorisé. Certainement les meilleurs intérêts de la profession de l'historien seront assurés par la liaison étroite entre ce Comité et les offices gouvernementaux, qui gardent la masse brute des documents concernant la deuxième guerre mondiale. Ce n'est que, lorsque un accès sans restrictions sera accordé, que la véritable histoire sera écrite. Mais il ne faut pas espérer que toutes les portes s'ouvriront immédiatement. Le Gouvernement des États-Unis est sans doute le plus libéral au monde en ce qui concerne l'accès aux récentes archives gouvernementales, et cette libéralité impose à l'historien une grande responsabilité : ne pas abuser de ce privilège par un usage prématuré et indiscret de documents qui ne sont pas généralement à la disposition du public. Dans un monde rempli de tension, les services gouvernementaux ont tendance à faire preuve d'une sensibilité inhabituelle à l'égard des critiques du public. Il serait vraiment malheureux que, à cause de l'historien plutôt que du bureaucrate, le Gouvernement soit obligé d'adopter une politique moins libérale dans l'utilisation des archives contemporaines.

Arthur L. Funk,
University of Florida.

L'intérêt croissant des historiens américains pour ce problème apparaît dans le fait qu'au programme de la réunion de décembre 1953 de l'*American Historical Association* figuraient deux communications concernant l'historiographie de la deuxième guerre mondiale : l'une par Herman Kahn traitant de la documentation qui se trouve à la Bibliothèque Franklin D. Roosevelt à Hyde Park, et l'autre de Fritz T. Epstein sur les possibilités qu'offrent au chercheur la *Bibliothèque du Congrès* et les *National Archives* pour la période de la deuxième guerre mondiale.

LES COMMUNISTES CHINOIS ET LE CONFLIT MONDIAL

Les dates limites de la deuxième guerre mondiale ont une importance très restreinte pour les communistes chinois. Ceux-ci considèrent comme un tout indissociable la période 1919-1949, période révolutionnaire au cours de laquelle le parti communiste a lutté contre un adversaire unique et multiforme, l'impérialisme, représenté successivement par Tchang Kai Chek, les Japonais et enfin le Kouomintang soutenu par les Américains.

Aucun auteur chinois n'a encore rédigé l'histoire du parti communiste, ni décrit avec précision sa participation à la guerre. Cependant, pour étudier cette dernière, le lecteur occidental dispose d'un certain nombre de traductions de documents de première main, rédigés dans le feu de l'action par les leaders du parti. Parmi ces documents, trois sont considérés comme des « classiques » du communisme international : deux portent la signature de Mao Tsé-Toung, le troisième celle de son principal collaborateur Liu Shao-Chi.

Sous le titre *La nouvelle démocratie*, trois rapports de Mao Tsé-Toung (1), datés de décembre 1939, de janvier 1940 et de décembre 1947, jettent une lumière très vive sur la politique du communisme chinois. Ils ont été avant tout rédigés dans le but d'éduquer le parti.

On y trouve tout d'abord une explication intéressante du caractère agraire du communisme chinois : ses adversaires occupant les villes, il a dû établir ses bases révolutionnaires dans les campagnes, au milieu des paysans pauvres ; la paysannerie est l'allié le plus solide de la « force fondamentale » de la révolution, le prolétariat chinois auquel certains éléments de la bourgeoisie viennent apporter leur appui.

En dépit de ce substratum sociologique, la révolution chinoise n'est pas *socialiste prolétarienne* mais *démocratique bourgeoise*. Cette révolution, dite *démocratique nouvelle*, est d'un type original ; elle se réalisera en Chine et dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux. Elle sera accomplie par le « Front national uni antijaponais » ; elle devra ménager les éléments capitalistes qui peuvent participer à la lutte anti-impérialiste. Mais le mouvement révolutionnaire chinois est un mouvement complet comprenant les deux stades de la révolution : après la révolution démocratique, le parti communiste réalisera seul la seconde étape, c'est-à-

(1) Mao Tse-Toung, *La nouvelle démocratie*, in-8°, 207 p., Paris, Éditions Sociales.

dire la révolution socialiste chinoise, composante de la révolution socialiste mondiale.

La société de *démocratie nouvelle* verra la dictature des différentes classes révolutionnaires unies dans cette phase de la révolution. Sur le plan économique, elle nationalisera les grandes banques et les grandes entreprises, mais en raison du caractère très arriéré de l'économie chinoise, elle ne confisquera pas les autres propriétés privées capitalistes. Les exigences de la guerre contre le Japon doivent amener le parti à renoncer à la politique de confiscation des terres des propriétaires fonciers au profit des paysans, et à se contenter de la réduction des rentes et intérêts fonciers.

Mao Tsé-Toung condamne en termes très vifs la déviation « gauchiste » des partisans de la « révolution unique » qui croient possible d'aboutir en une seule étape à la révolution socialiste. Par leur attitude outrée ces déviationnistes font le jeu des adversaires du parti ; ils facilitent le travail de désagrégation entrepris par les Japonais sur le plan politique (tentative de détruire la collaboration entre le Kuomintang et le parti communiste) comme dans le domaine économique (projets de coopération industrielle avec les capitalistes chinois).

Sur le plan international, la condition *sine qua non* de la victoire de la révolution chinoise est l'aide fournie par l'U. R. S. S. et le prolétariat mondial. Dans le rapport daté de janvier 1940, Mao Tsé-Toung précise à ce sujet : « Lorsque la lutte entre l'U. R. S. S. socialiste et les Anglo-Saxons impérialistes sera sérieuse, la Chine devra s'aligner d'un côté ou de l'autre... L'univers entier sera entraîné dans ces deux fronts... La neutralité en ce monde ne sera qu'un terme trompeur » (p. 75).

***

C'est en 1941 que Mao Tsé-Toung a fait imprimer les cours qu'il a rédigés depuis 1936 à l'usage des élèves de l'Académie de l'Armée rouge (1). Ces cours ne contiennent pas l'ensemble de la pensée militaire de l'auteur auquel le temps n'a pas permis de terminer son œuvre ; seuls ont été rédigés les chapitres relatifs aux conditions générales de la guerre et à la défense stratégique.

L'originalité de la contribution de Mao Tsé-Toung à la science de la guerre semble résider essentiellement dans l'insistance avec laquelle il a montré l'action réciproque de tous les facteurs d'une situation, les problèmes relatifs à l'armée ne pouvant être étudiés qu'en rapport avec la politique dont elle est l'instrument.

Après avoir défini une méthode d'étude des lois de la guerre, guerre qui est selon lui « l'une des formes les plus élevées de la lutte pour le règlement des contradictions entre les classes, les nations, les États ou les groupes politiques », Mao Tsé-Toung expose les conditions dans

(1) Mao Tsé-Toung, *La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, in-8°, 116 p., Paris, Éditions Sociales, 1951.

lesquelles se développe la guerre révolutionnaire en Chine : un pays semi-colonial de grandes dimensions, un ennemi puissant, une Armée rouge faible, un parti communiste fort grâce à la réforme agraire. Ces caractéristiques laissent entrevoir la possibilité d'une victoire finale mais seulement à l'issue d'une longue guerre dans laquelle l'Armée rouge devra devenir un facteur d'organisation du pouvoir populaire. Comme en politique, il existe dans le domaine de la stratégie des déviationnistes « de gauche » qui croient à la possibilité d'une victoire rapide de l'armée communiste. La guerre se prolongera jusqu'à ce que les forces révolutionnaires puissent briser le front intérieur de l'ennemi et que les forces de la révolution mondiale puissent apporter leur aide à la révolution chinoise.

Une guerre révolutionnaire est par définition sur l'offensive puisqu'elle part de rien pour aboutir à la victoire finale. Cependant une estimation correcte du rapport des forces conduit à condamner l'offensive stratégique dans la période considérée de la guerre révolutionnaire. Les arguments des théoriciens militaires des pays impérialistes contre l'effet moral de la défensive ne s'appliquent pas à la forme de lutte menée par l'Armée rouge dans cette phase de la guerre. Mao Tsé-Toung cite à l'appui de son raisonnement une série d'exemples empruntés à l'histoire militaire chinoise et à celle des guerres en Europe aux XIX^e^ et XX^e^ siècles ; notons au passage qu'il ne met pas en doute la responsabilité des Russes dans l'incendie de Moscou, contrairement aux historiens officiels du régime soviétique qui l'imputent actuellement à Napoléon.

En d'autres termes, Mao Tsé-Toung étend à la conduite générale de la guerre les principes d'action de la lutte des guerillas. Ces principes s'expriment en 16 mots clés (en chinois) : *L'ennemi avance, nous battons en retraite ; l'ennemi se retranche, nous le harassons ; l'ennemi est épuisé, nous attaquons ; l'ennemi bat en retraite, nous le poursuivons.*

Des révolutionnaires « hystériques » doués d'un esprit petit bourgeois condamnent la retraite et la qualifient d' « opportunisme défensif ». Au contraire Mao Tsé-Toung préconise d'inciter l'ennemi à pénétrer profondément sur le territoire contrôlé politiquement par les communistes ; sur ce territoire en effet, l'Armée rouge bénéficie de l'appui de la population, condition indispensable pour une issue victorieuse de la lutte ; l'Armée doit reculer jusqu'à ce que ses chefs soient absolument sûrs que la situation de l'ennemi, le terrain et l'attitude de la population leur soient favorables.

Si la règle stratégique imposée par la situation est « 1 contre 10 », la tactique doit s'inspirer de la règle « 10 contre 1 » ; une supériorité écrasante de moyens doit être rassemblée avant de tenter de défaire une unité ennemie. Il s'agit d'ailleurs moins de causer des pertes à une telle unité ou de la contraindre à la retraite que de l'anéantir complètement.

L'auteur consacre un dernier développement à la question des fabrications de guerre : la constitution de telles industries dans les territoires

sous contrôle communiste ne doit pas encourager à dépendre entièrement d'elles ; une part importante du ravitaillement de l'Armée rouge doit provenir des usines et des arsenaux des impérialistes étrangers et des réactionnaires intérieurs ; l'Armée rouge doit se ravitailler auprès du train des équipages de l'ennemi.

***

Liu Shao-Chi est vice-président du Gouvernement central populaire chinois (1) ; il a cumulé d'importantes fonctions dans l'organisation du parti communiste : spécialiste de la lutte syndicale, il est élu en 1932 au bureau politique du parti ; en 1943 il devient membre du secrétariat du Comité central et vice-président du Conseil militaire révolutionnaire.

On inner-party struggle est la reproduction des cours donnés en juillet 1941 par Liu Shao-Chi à l'école du parti pour la Chine centrale et d'un article publié en 1943 à l'occasion du 22e anniversaire du parti. L'auteur passe en revue les déviations qui se sont produites au sein du parti et décrit la meilleure méthode pour combattre ces déviations. En raison des conditions spéciales dans lesquelles s'est développé le parti communiste, notamment l'absence d'une social-démocratie chinoise, l'opportunisme de droite est pratiquement inexistant. Par contre (et Liu Shao-Chi rejoint par là les critiques formulées par Mao Tsé-Toung sur les plans politique et militaire), le principal danger qui menace le parti communiste chinois est le « gauchisme » ; sur le plan de l'organisation, cette déviation se traduit par la négation de la démocratie au sein du parti, par le refus de reconnaître l'indépendance relative des syndicats et des organisations de masse, et par l'oubli des droits des membres du parti à la personnalité et aux initiatives créatrices.

D'autres manifestations de la déviation « gauchiste » consistent à perdre de vue le caractère idéologique de la lutte contre les déviations, à la transformer en une compétition personnelle, à faire intervenir dans cette lutte des facteurs extérieurs au parti ; toutes ces erreurs sont en contradiction avec les principes du centralisme démocratique.

Ces déviations sont le fait de ceux qui ne comprennent pas l'essence même du marxisme et cherchent leurs règles d'action dans les précédents historiques, en Russie ou ailleurs, au lieu de se plier aux conditions objectives et à la discipline de l'expérience pratique ; ces pseudo-marxistes (partisans de Li Li San, *ligne internationale*) tombent dans le dogmatisme et l'idéalisme ; sur le plan de l'action, leurs doctrines les mènent à *l'aventurisme*, danger mortel pour la Révolution.

Les enseignements de Liu Shao-Chi ont pour le communisme international une portée qui dépasse très largement le cadre de la Chine et la période de la guerre.

R. Collenot.

(1) Liu Shao-Chi, *On inner-party struggle*, in-8°, 92 p., Pékin, Foreign Languages Press, non daté.

COMPTES RENDUS

ALLEMAGNE

Walter Görlitz und Herbert A. Quint, *Adolf Hitler, Eine Biographie*, Stuttgart, 1952 (1).

« Une chose est certaine — le phénomène incorporé en Hitler n'est pas un accident de l'histoire qui, une fois vaincu, ne pourrait plus se reproduire dans une autre forme » et les historiens se trouvent devant « l'impérieuse nécessité » de consacrer à ce problème « une étude d'ensemble » (2). Leurs travaux précédents (3), sinon leur passé, que nous ignorons, qualifiaient sans doute les auteurs d'une entreprise semblable, aussi méritoire que périlleuse. Voici donc un gros livre de 656 pages, qui se lit avec intérêt, avec profit même. Ce n'est pas à dire que la documentation, ramassée dans une bibliographie de 7 pages, ne soulève aucune objection, puisqu'on y chercherait en vain les ouvrages de Sagitz, de Wladimir d'Ormesson ou d'Edmond Vermeil, par exemple ; mais elle reste plus qu'estimable. Nous réservons les apports ultérieurs d'une critique comparative (4).

On pourrait évidemment disserter une fois de plus sur les exigences de la biographie. Dans le cas présent, je ne pense pas que le plan adopté — à savoir une histoire des *Hiedler* et *Schicklgruber* vers la fin du XIX^e^ siècle, puis un récit de la vie d'Adolf Hitler jusqu'en 1918, puis un chapitre sur la révolution et la contre-révolution dans l'Allemagne de 1919, le tout en 131 pages — réponde d'une manière très heureuse au dessein d'explication. En brossant d'abord le tableau de l'Allemagne, et particulièrement de la Bavière, en 1918-1919, c'est-à-dire en nous présentant le « tuf » sur lequel va se développer le « phénomène Hitler » — angoisse des classes moyennes, floraison des groupes contre-révolutionnaires (plutôt 30 que 20 à Munich) et action politique des militaires —, Görlitz et Quint se seraient donné les moyens de solliciter plus vivement notre réflexion, tout en déroulant, et en tâchant d'expliquer, l'ascension politique d'un inconnu de 30 ans, simple « caporal bohémien ». Ils auraient même été conduits, semble-t-il, à s'engager dans un effort d'interprétation plus poussé.

Sans doute, dans la suite, l'ouvrage contient des richesses authentiques : ainsi le résumé sur l'incendie du Reichstag et l'exploitation qui en fut

(1) L'ouvrage a été traduit en français aux éditions Amiot-Dumont, en 2 volumes : I. *La montée d'un obscur* ; II. *La course vers le désastre.*

(2) Serge Chakotin, *Rape of the masses, the psychology of totalitarian political propaganda*, Toronto, 1940.

(3) Görlitz, *Der deutsche Generalstab* (1950), *Der zweite Weltkrieg* (1952) ; Quint, *Fatum und Freiheit* (1947), *Die Wendepunkt des Krieges* (1950), *Porsche, der Weg eines Zeitalters* (1951).

(4) Alan Bullock, *Hitler, A study in tyranny*, New York, 1952.

faite (p. 374-380), l'exposé du coup de force de juin 1934 (p. 422-438), le jugement nouveau porté sur le protocole Hossbach du 5 novembre 1937 (p. 478-479), ou encore les remarques sur l'extinction du sens critique chez les Allemands : « les masses ne voulaient ni logique ni doctrines, elles voulaient le sauveur, elles voulaient Hitler » (p. 277). Mais précisément, puisque les « racines » de Hitler plongent, autant que dans « sa nature démoniaque », dans « l'enchaînement fatal des circonstances, dans la véritable détresse d'un grand peuple de millions et de millions d'êtres » (p. 287), on s'étonne, pour ne pas dire plus, de la sécheresse et de l'indigence des indications concernant toute une série de phénomènes qui ne restèrent tout de même pas confidentiels : la tentative de formation d'une élite ou, si l'on préfère, de « mutation biologique » (p. 271), la persécution des Juifs (p. 388), l'étranglement des syndicats (p. 397), les exils volontaires (p. 398) et, bien entendu, les camps de concentration (p. 395).

En vérité, la correspondance demeure mal établie entre l'Allemagne, lancée depuis 1921 au moins à la recherche passionnée de mythes, dont le premier fut celui du *Führer*, et le phénomène Hitler. Mais sur celui-ci, nous apprenons beaucoup de choses : quantité de détails curieux sur « l'Université de Ham » de Landsberg, sur l'histoire de Berchtesgaden, sur l'entrée tardive de Berlin dans son horizon, sur ses affinités avec d'autres types de « Germains des bordures », sur son régime de vie, etc. Des zones d'obscurité subsistent et, pour certaines, à titre définitif. Ce n'est qu'en conclusion que Görlitz et Quint ont esquissé une synthèse, en quelques pages. Leur gêne eût été allégée par la prise en considération des ouvrages français qu'ils n'ont pas connus, et en particulier par le pénétrant essai de biographie psychopathologique publié dès 1946 par le Dr F. Achille-Delmas.

Laissons de côté les origines familiales, où l'on constate instabilité et médiocrité morales (p. 13-40). Hitler au sortir d'une adolescence paresseuse ? Un bohème, pour ne pas dire un clochard. Un peintre et un aquarelliste sans école, qui néglige la représentation des êtres vivants au profit de celle des monuments. Un grand lecteur, mais qui ne cherche qu'à mieux asseoir sa « conception de l'univers » (p. 52, p. 235) et lit « en diagonale » une masse de journaux et de brochures — quelques livres seulement (lesquels ? les manuels du machiavélisme, c'est-à-dire *Le Prince* et l'*Anti-Machiavel* ; Schopenhauer et Nietzsche ; les écrits politiques de Richard Wagner ; Houston S. Chamberlain ; et peut-être est-ce tout). Il ignore Gœthe et les classiques étrangers. Il reste à la porte de la connaissance de l'humain. Vivant durant des années à Vienne, il ne se doute même pas de l'existence d'une classe de Juifs instruits, acceptés dans le monde de la diplomatie et dans celui des arts comme dans la finance ; il interprète à faux l'histoire contemporaine de l'Empire habsbourgeois ; il ne voit pas la grandeur de Vienne, capitale européenne, qu'il regarde, en paria, pour ainsi dire du dehors, avec un sentiment de haine qui ne disparaîtra jamais (p. 72-73). Absence d'amitié et d'amour, atmosphère glaciale de ses années obscures et, tout autant, de ses débuts politiques. Absence même de conversations véritables, tout entretien tournant au monologue (exemples de Spengler, p. 445, d'Arnold J. Toynbee, p. 455-456, de Sven Hedin, p. 466). Indifférence aux vices des hommes — la véritable « morale » de la longue histoire de ses rapports avec Roehm. Ignorance du monde : nous en trouvons la preuve, et renouvelée, dans *Mein Kampf*, dont Görlitz et Quint nous garantissent la sincérité totale (p. 340), tout en escamotant son analyse ; ici, rien de plus édifiant que la conviction de Hitler de comprendre la Grande-Bretagne mieux que les autres et de pouvoir, au minimum, la neutraliser (p. 154 sur les relations avec lord Rothermere, mais aussi p. 405 et suiv., p. 450 et suiv., p. 463, etc.).

Ignorance de l'humain et ignorance de la loi. Non pas, au sens étroit, ignorance de l'ordre légal (le conspirateur malheureux de 1923 n'a pas récidivé), mais mépris des principes mêmes de l'ordre social. Les lois ne sont que des moyens (p. 395). Il suffit, dans ces conditions, de dire à son entourage qu'on préfère ne pas entendre parler des camps de concentration ; il suffit aussi, devant une difficulté politique — par exemple la succession de Hindenburg — de la régler par un « coup d'état à froid » (p. 442-444)...

Et cependant une extraordinaire habileté dans l'art de contourner les obstacles et de neutraliser les individus. Hitler laisse dans l'ombre les 25 points du programme initial ; il ne prend pas position sur le problème crucial du socialisme (p. 276) ; il retourne les solutions du problème présidentiel, vers la fin de 1931, en guettant les décisions des autres (p. 331) ; à l'automne de 1932 encore, il ne rejette pas définitivement la solution monarchique (p. 349). On peut se demander si c'est l'étude des révolutions française, russe et italienne qui, à partir de 1922, lui inspira une méthode de chef de parti, transposée telle quelle au gouvernement : la *Vielgleisigkeit* du parti, de l'armée, comme de l'administration autrichienne (p. 498-499). A travers les poussées de fièvre des antagonismes, des démissions et des complots, on le voit constituer un « corps de Führer » issu de la petite bourgeoisie (p. 253) et terriblement médiocre.

A ces moyens de domination s'ajoutèrent, contrairement au cas de Mussolini, la proscription ou l'étroite réglementation de la publicité relative à la personne même du Führer (p. 465), et aussi l'adoption d'une certaine attitude stéréotypée, expurgée des accidents vulgaires (il est intéressant de voir pourquoi Hitler a, de très bonne heure, renoncé aux échecs, au ski, aux ascensions même modestes, au pilotage d'une auto, p. 186 et *passim*). Quant à l'argent nécessaire, il n'eut pas de scrupule à en recevoir de tous les côtés, entre 1920 et 1933 : abstraction faite du mystérieux voyage en Suisse, en août 1923 (p. 185) et sans autre prétention que de retenir l'essentiel, citons Kirdorff, Adolf Muller, Max Amann, des tisserands de Saxe, certains Juifs même, et surtout Deterding, Hugenberg et Thyssen. Celui-ci commandita indirectement (par Ludendorff), dès 1923, et directement, surtout à partir de 1926 — fidèlement aussi, puisque ce fut lui encore qui finança la fameuse *Maison Brune*, ce fut lui qui organisa, le 27 janvier 1932, la conférence de Hitler à l'*Industrieklub*, répétée, devant des auditoires semblables, à Godesberg et à Hambourg (p. 333-334).

On sent bien qu'avec ces données nous n'atteignons qu'un Machiavel de petit format. Il serait indispensable de faire une place à de remarquables facultés de mémoire et d'imagination, évoquées seulement au passage par Görlitz et Quint. Il faudrait surtout saisir ce tempérament exceptionnel, que les auteurs peignent par touches colorées, mais isolées, à travers les 200 dernières pages. Ils ont été plus sensibles aux manifestations de force ou de brutalité, vives et spectaculaires, jusqu'en 1942 ; partant de là, ils décrivent ensuite le crépuscule de l'homme fort, qui correspondrait au déclin des forces du Reich. L'historien accueillera sous réserve l'affirmation d'un tel lien mystique... Il reste que, juste dans l'ensemble, le schéma demeure incomplet, et trompeur, s'il n'incorpore pas, à partir de 1919, les oscillations caractéristiques d'un « déprimé excitable » — d'un déprimé à forte excitabilité. A la dépression se lient la solitude persistante, l'incapacité d'un travail régulier, l'impuissance à aimer, l'hésitation à la veille du putsch de 1923, et la démission du lendemain, comme son affaissement de quelques jours, et les sollicitations de suicide, au cœur de la grande crise du parti, en décembre 1932 (p. 356). A l'excitation se lient les initiatives brutales que l'histoire a enregistrées, ou du moins la plupart, et tout autant les explosions d'optimisme ou de joie débridée : « Nous sommes à un mètre du but »

(le 17 octobre 1931, p. 328) ; gesticulation et danse après la signature de Hacha (p. 520) ou à la nouvelle de la demande française d'armistice (p. 561) ; expressions de gigantomanie, les unes architecturales (p. 475) et les autres politiques (« l'Empire grand-allemand de la nation germanique » entre Rhin et Oural, p. 470, p. 479-480, et le délire de la « mutation biologique »). Ces deux types d'état sont inséparables l'un de l'autre, ils entrent dans un cycle et chacun appelle son antithétique. Hitler a découvert progressivement, à partir de 1919, l'effet magique de son art oratoire. Progressivement, en effet, l'exaltation verbale le fait passer de cet état dépressif, dont il souffre, à un état dynamique, tout provisoire du reste. D'autre part, surtout à partir de 1921, et notamment à partir de la grande réunion munichoise du 3 février, il entre en communication quasi physique avec la foule — lui, l'insociable —, il trouve les mots qui font naître, grandir et commander les mythes collectifs. Voilà sa part de génie : celle d'un inspiré. Et c'est sans doute en même temps la part de responsabilité populaire dans la plus grande des aventures contemporaines.

Sur le crépuscule corporel du héros, on lira bien des annotations dramatiques, surtout aux pages 579-580, 587, 594, 599-600, 613-614, 616, 618, 619-620 : les traitements du Dr Morell, par injections stimulantes et médication à base de strychnine ; la vie active de plus en plus cantonnée durant les heures nocturnes ; le tremblement progressif à partir de 1943 (la maladie de Parkinson ?). Hitler fait une dernière apparition, au début d'avril 1945, sur le front de l'est. « Une simple *Volkswagen* avança, d'où descendit un vieil homme courbé, le dos voûté, les cheveux gris, qui s'appuyait péniblement sur un bâton. Un officier fit remarquer au général Busse que Hitler ressemblait à Frédéric le Grand dans ses jours les plus noirs, à quelqu'un qui sortirait de la tombe (p. 618). » Sur cet exemple, et quelques autres, on peut se demander si Görlitz et Quint n'ont pas réservé — sans le vouloir — un nouveau thème romantique à l'imagination allemande.

F. L'Huillier,
Faculté des Lettres, Dijon.

Franz von Papen, *Memoirs*, Londres, 1952 ; *Der Wahrheit eine Gasse*, Munich, 1952 (1).

C'est d'une réputation bien établie — celle d'un joueur — que Papen a entendu se laver, en racontant et en expliquant les épisodes, à coup sûr déterminants pour l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe, qu'il avait traversés et dont même on disait qu'il avait été l'inspirateur discret et feutré. Par un caprice du hasard — d'aucuns pourront penser qu'il s'agit d'un calcul —, l'édition anglaise a précédé de quelques mois l'édition allemande. Matériellement très soignée, dotée d'un excellent index, c'est elle que j'ai lue d'abord, avec agrément. En fait, elle ne représente qu'une adaptation de l'édition allemande et l'on peut regretter que la note liminaire ne nous en avertisse pas clairement. Sous cette réserve, le procédé n'a rien que de normal : le grand public anglo-saxon pourrait trouver oiseux certains développements consacrés à la politique intérieure allemande. Encore la critique se doit-elle de comparer les textes, pour s'assurer de l'impartialité de la « translation », avant de renvoyer l'historien de métier à l'ouvrage le plus riche.

(1) L'ouvrage a été traduit en français, partiellement, sous le même titre (Éditions Flammarion, 1953, 322 p.). Voir par ailleurs E. Hemmerlé, *Deutsche Geschichte von Bismarck...*, p. 384, et M. Baumont, *La faillite de la paix*, t. I, p. 419-420. E. Kordt, *Nicht aus den Akten*, se montre extrêmement discret sur le personnage.

Or, la confrontation appelle des réserves. A ne considérer d'abord que les illustrations, pourquoi ne trouve-t-on que dans l'édition anglaise la cellule de Nuremberg et le tribunal de dénazification ? Pourquoi ne trouve-t-on que dans l'édition allemande les souvenirs « en uniforme » de l'alliance ou de l'amitié turque (de 1917-18 et de 1941-42) ou l'image, extrêmement suggestive d'ailleurs, d'une rencontre entre Schuschnigg et l'auteur ? Dans le texte, je constate, en passant d'une édition à l'autre, la fréquence de deux procédés : le résumé, en soi très légitime, et ce que nous nommerons l'infléchissement du récit, atténuant ici et ailleurs soulignant la pensée de l'auteur. Citons au hasard les lignes concernant le destin du *Herrenklub* et celles relatives à la rencontre Hitler-Innitzer. Nuances, dira-t-on : oui, mais dont l'accumulation change l'éclairage.

Il est bien vrai qu'on attendait avec une réelle curiosité le témoignage de Franz von Papen sur les années 1932 à 1944 (1). Que nous apprend-il et que nous explique-t-il de l'agonie de la République, du 30 juin, de l'*Anschluss*, de la diplomatie hitlérienne pendant la seconde guerre mondiale ?

On connaissait déjà la duplicité de Schleicher dans l'affaire de l'interdiction des chemises brunes (2) et en particulier ses contacts avec les hitlériens et Hitler lui-même, ses très habiles manœuvres entre l'automne de 1931 et le mois de décembre 1932. Sans se compter parmi ses vrais amis, Papen entretenait avec lui des rapports de confiance. Il ne se serait pas le moins du monde douté de sa redoutable ambition politique. Il aurait donc été surpris par le coup de téléphone l'atteignant dans sa demeure sarroise de Wallerfangen, le 26 mai 1932. Il ne se serait pas prononcé, dans l'entretien du 28, sur l'offre de la chancellerie ; mais il aurait été impressionné par l'argumentation de son partenaire, le 30 (ne plus combattre le national-socialisme par des moyens négatifs), et aurait accepté, le 31, malgré les supplications de Mgr Kaas, la succession d'un Brüning condamné. Le ministère « technique » et « présidentiel » du 1er juin était du reste tout préparé. Nous pouvons toutefois nous demander dans quelle mesure la tentative de Schleicher n'a pas été facilitée par Papen et ce *Herrenklub* dont on nous assure ici qu'il n'a jamais joué de rôle « décisif ». Otto Meissner ne nous a-t-il pas appris que c'est la lecture, dans le *Ring* (organe du *Herrenklub*) du 25 avril, d'un article-programme de Papen qui détermina Schleicher à parler du remuant « centriste » au Maréchal-Président (les deux hommes se connaissaient à peine) ? D'où l'appel du 26 mai et l'entretien fondamental d'Hindenburg et de Papen, le 30 (3). Nous sommes déçus de ne trouver, même dans l'édition allemande, qu'une allusion furtive au *Ring* et — sans certitude — une autre allusion à l'article en question, qui devrait pourtant figurer *in extenso*, au moins en annexe.

Sur le ministère Papen-Schleicher, quelques touches révélatrices du drame, du mystère et de l'intrigue. Je ne citerai que deux exemples : d'une part, les influences du fameux *Herrenklub*, par l'intermédiaire des Alvensleben, dont l'un « tirait » du côté de Papen, tandis que son frère se faisait l'agent de Schleicher, et aussi par von Schroeder, qui fut le courtier mondain entre Hitler et Papen ; d'autre part, l'oscillation politique du vieil Hindenburg, écoutant en silence, le 1er décembre, le débat Schleicher-Papen, concluant : « J'ai l'intention de suivre la suggestion de M. von Papen », puis,

(1) Nous laissons de côté tout ce qui précède le ministère Brüning et ne discutons pas les affirmations de l'auteur au sujet du traité de Versailles, de l'occupation « illégale » de la Ruhr, de la politique extérieure de Brüning, etc.

(2) Voir G. Castellan, Von Schleicher, von Papen et l'avènement de Hitler, dans *Cahiers d'histoire de la guerre*, n° 1, p. 15 et suiv.

(3) O. Meissner, *Staatssekretär...*, p. 231.

Papen torpillé par le compte rendu du major Ott sur l'armée, disant, le lendemain : « Mon cher Papen..., je suis trop vieux et je suis passé à travers trop de choses pour accepter la responsabilité d'une guerre civile ; notre seul espoir est de laisser Schleicher tenter sa chance. »

Papen ne nous dit pas qu'il ne put se résigner à un rôle de second plan, mais il rappelle sa conférence au *Herrenklub*, moins de quinze jours après sa démission, le 16 exactement, et l'enchaînement des faits les plus voyants qui en furent la suite : la rencontre « fortuite » de Schroeder (si la conversation lui avait paru d'importance, il en aurait avisé Schleicher, lit-on), l'appel téléphonique de Schroeder, le 28 décembre, l'étonnant rendez-vous de Cologne, où Papen aurait fait, le 4 janvier 1933, l'honnête suggestion d'un *duumvirat* Schleicher-Hitler, enfin, le 22, la grande conférence de Dahlem, entre trois représentants d'Hindenburg (dont Papen) et trois chefs nazis (dont Hitler). Papen aurait constamment travaillé à la continuation du ministère Schleicher, tandis que Schleicher aurait mis Gœring en garde contre les agissements anti-nazis de Papen. Incontestablement, Papen a, de son côté, posé de bonne heure — dès le 12 août 1932 — des jalons sur la route de l'entente avec Hitler : « S'il n'avait lui-même aucune envie » [d'entrer dans le ministère], disait-il à l'adresse de celui-ci le 4 janvier, « un de ses collègues pourrait y entrer, pour, comme je l'avais proposé en août, lui préparer le chemin de la chancellerie ». On admettra que c'était là un pas décisif. Papen ne confirme pas le calcul, qu'on lui attribue souvent, d'avoir voulu absorber et digérer un mouvement et un homme aussi coriaces (1). Comme bien d'autres, il a été fasciné par le national-socialisme, dès le mois de mai 1932, semblerait-il. « Avec des millions de mes concitoyens, » dit-il, « je ne pouvais rester indifférent à cette résurrection nationale élémentaire et à cet élan impersonnel qui semblait agiter les masses ». Dans la négociation décisive de janvier, il est clair que Papen a cédé, entre le 22 et le 29, la plupart des bastions de la République, adoptant la solution d'Adolf Hitler chancelier — voici maintenant le *duumvirat* Hitler-Papen —, acceptant le renouvellement de la formule d'un ministère extramajoritaire, se résignant à la dissolution du Reichstag et admettant le caractère transitoire de son propre commissariat pour la Prusse, sans écouter les avertissements de nombre de ses amis, que l'on aimerait d'ailleurs bien connaître. Il est vrai que, lors de la constitution du gouvernement du 30 janvier, « nous espérions nous opposer aux tendances radicales en appliquant des principes chrétiens », — erreur de tout esprit fidèle aux façons de penser de l'époque impériale.

Dès le mois d'avril 1933, Hindenburg demande à Papen de ne plus assister à ses entretiens avec le chancelier Hitler : dans le même temps, allégée de la présidence du gouvernement prussien, la vice-chancellerie perd toute substance. On voit mal, en tournant les pages, pourquoi, le voile des illusions déchiré, Papen demeure au gouvernement. On est réduit, en ce qui concerne ses derniers contacts avec Hindenburg, en avril et mai 1934, à des conjectures. Pour un retour à une politique purgée de son virus révolutionnaire, il prononce, le 17 juin, le discours académique de Marbourg — encore un texte qui nous manque — et démissionne (18 juin) : en fait, il se précipite dans l'épuration du 30 juin. Gardé à vue, ses deux plus proches collaborateurs massacrés, Papen multiplie les démarches auprès de Hitler (notamment ses lettres des 13, 14, 15, 17 juillet, dont il sera beaucoup question à Nuremberg), il ne participe plus aux réunions ministérielles, malgré l'invitation, ironique ou sérieuse, de Gœring et de Hitler, mais il accepte de voir différer l'annonce publique de sa démission. Après

(1) Voir Coudenhove-Kalergi, *Kampf um Europa*, p. 173.

avoir promis une conférence à Neudeck, sur la situation générale, entre Hindenburg, Papen et lui-même, Hitler lanterne le ministre démissionnaire, qui tente vainement, le 10 juillet, d'entrer en relation avec la Présidence assoupie, sans beaucoup insister. En péril de mort le 1er juillet, Papen remet solennellement à Hitler, le 15 août, le testament original d'Hindenburg, dont il a été du reste l'inspirateur...

A-t-il donc existé une sorte de pacte tacite entre le nouveau chancelier et l'ancien ? Toujours est-il que Papen, qui aurait repoussé avec hauteur, le 6 ou le 7 juillet, l'ambassade auprès du Vatican, accepte immédiatement, moins de trois semaines après, la mission extraordinaire qu'Hitler lui demande d'assumer à Vienne, au lendemain du putsch manqué du 25 juillet. Hitler redoutait alors « un second Serajevo ». Papen a mis des conditions : ne pas relever de la *Wilhelmstrasse*, mais de Hitler lui-même, adopter la politique d'une « solution évolutive » de l'*Anschluss*, et par suite éloigner Habicht. Il se prémunissait ainsi contre l'influence du parti nazi sur Hitler, nous dit-il. Mais il acceptait de patronner une manœuvre qui faisait du problème autrichien une affaire « exclusivement allemande », c'est-à-dire qu'il endossait assez légèrement une lourde responsabilité et entrait au service d'une politique de la « grande Allemagne » susceptible de briser la paix de l'Europe. Tout aussi grave était le fait de collaborer activement avec un régime qui venait de tuer ses amis et dont les principes devaient faire horreur à son christianisme. Mais, pour Papen, il s'agissait d'empêcher la rupture avec les autres puissances et pis encore (1), et surtout de « reconstruire la digue de l'Europe centrale » contre le communisme menaçant, la « barrière contre les aspirations slaves ». Toutes les autres considérations auraient cédé devant cette vue dont l'auteur a la modestie de ne pas souligner le caractère prophétique. Intéressant historique de la convention du 11 juillet 1936, proposée par Papen exactement un an auparavant, accueillie avec méfiance, mais favorisée par l'isolement nouveau dont souffre l'Autriche dès que l'Italie se trouve accaparée par son entreprise africaine. Papen refuse la clause d'une reconnaissance explicite et réciproque des régimes, car, argumente-t-il, elle est sous-entendue par l'existence de relations diplomatiques. Il l'emporte. Satisfait de la convention, mais rabroué, il songe à se démettre, puis, complimenté, invité à Bayreuth, il se voit déjà ambassadeur à Londres. Il restera cependant à Vienne et préparera la visite en Allemagne de Guido Schmidt, ainsi que le protocole secret qui, en novembre, complètera l'accord de juillet et rapprochera les nazis (les autrichiens comme les allemands) du gouvernement de Vienne. Un an après la signature de la convention de juillet, Papen se trouve en mesure d'affirmer à Hitler que si Schuschnigg n'est « pas encore préparé à permettre la restauration du parti nazi en Autriche, il n'interdirait pas la discussion de l'idéologie nationale-socialiste », — ce qui ouvrait de belles perspectives, sans violences, à l'Allemagne hitlérienne. Mais Papen allait plus loin qu'il ne semble se souvenir : son rapport du 12 janvier 1937, suggérant de répudier l'antithèse du national-socialisme et du christianisme, si largement adoptée et si nocive dans la discussion germano-autrichienne, il le terminait en exprimant l'espoir « pour un proche avenir », non seulement de « cette grande tâche historique du national-socialisme » (l'*Anschluss*), mais encore « de la poussée dans

(1) Il n'est pas sans intérêt de soumettre au lecteur les passages correspondants des deux éditions. P. 339 : « It was soon clear that the most urgent task was to prevent, if possible, a complete breakdown in Germany's relations with the outside world, with everything that this implied... » P. 382 : « Mir wurde bei dieser Prüfung klar, dass es unter den obenwaltenden Umständen ein Gebot der Pflicht sei, den Zusammenbruch auch der auswärtigen Politik des Reiches nach Möglichkeit zu verhindern... »

l'espace sud-oriental » (1). Ces pages qu'on voudrait oublier appartiennent à l'anthologie du machiavélisme et de l'impérialisme allemands. Il existe d'autre part une série de rapports de l'ambassadeur Papen violents dans le fond comme dans la forme : celui du 1er septembre 1937 qui recommande un changement de chancelier à Vienne — proposant Ender —, tout en marquant de la méfiance pour une solution de force, considérée d'après le contexte comme une hypothèse à discuter ; celui du 7 décembre, sévère pour l'épiscopat autrichien, et dans lequel l'ambassadeur sollicite une audience qui lui permettrait de présenter les projets de « mesures fondamentales à l'égard du gouvernement Schuschnigg » ; et encore celui du 22 décembre : « Ce n'est que par la plus forte des pressions sur le chancelier que nous atteindrons de nouveaux progrès... »

Parallèlement à cette stratégie savante de la diplomatie officielle, Gœring intervenait progressivement dans la politique germano-autrichienne : le programme officieux qu'il adresse à Guido Schmidt, le 11 novembre 1937, est celui d'une intégration systématique. Il semble bien que, dès ce moment, Papen est éclipsé. C'est du reste pendant une de ses absences que la négociation Seyss-Inquart fait des progrès décisifs. Papen est englobé dans la crise du 4 février, comme il l'a été dans celle du 30 juin : il est rappelé sans ménagement, au moment même où il vient d'expédier un rapport dont le ton optimiste tranche sur celui des dépêches antérieures. Papen vole à Berchtesgaden (5 février), plaide le dossier de sa politique, et son dernier chapitre, celui de l'entrevue des deux chanceliers, discutée depuis quelques semaines, et prévue pour le 15 février. Un Hitler « fatigué et découragé » lui restitue provisoirement la direction de sa légation. Papen rentre à Vienne le 7 et revient au Berghof le 11 pour assister à la conférence austro-allemande, avancée au 12. Il s'avoue lui-même « hors jeu », lorsque le *protocole Keppler* est soumis au chancelier autrichien dans la forme d'un ultimatum, tandis que Hitler fait passer sur la scène, aux fins d'intimidation, la silhouette de Keitel. Pourtant, sollicitée par Schuschnigg et par Schmidt, l'intervention tardive de Papen aurait déterminé l'accord moins envahissant du 15-18 février. Papen prend officiellement congé de Schuschnigg, le 26 février, en proférant des menaces (2) que nous ne retrouvons pas ici. Il va se détendre à Kitzbühl. Il rentre à Vienne, le 8 mars, pour terminer son déménagement — mais aussi pour voir se lever le rideau du dernier acte de l'*Anschluss*. Bien que désormais dépourvu de mandat, il aurait suggéré à Schuschnigg une autre formule de plébiscite, moins tranchante. Rappelé par téléphone à Berlin, il trouve à la chancellerie, le 13, entouré de Neurath, Frick, Gœbbels, Himmler, Brauchitsch et Keitel, un Hitler « presque hystérique ». Il plaide la cause d'un ajournement du plébiscite, plus facilement exigible qu'une annulation, il croit que ses paroles font impression, surtout à la nouvelle de la démission de Schuschnigg, si longtemps recherchée ; mais on sait que le soi-disant télégramme de Seyss-Inquart détermine brusquement l'intervention de la Wehrmacht. Appelé à Vienne pour le 14, Papen « partage l'intoxication générale résultant de ce grand événement ». Ménageant, de sa propre initiative, la rencontre capitale de Hitler et du cardinal Innitzer, dont, il faut le rappeler, ses rapports avaient malmené « la clique », il a la satisfaction de couronner sa politique autrichienne. Cependant, sans bruit, l'un encore de ses collaborateurs, Wilhelm von Ketteler, disparaissait, tué par la Gestapo...

(1) *Von Neurath zu Ribbentrop (Akten zur deutschen auswärtigen Politik)*, n° 196, p. 308. Mention, dans le même rapport, d'un projet d'institut de l'Europe centrale à Vienne.

(2) *Von Neurath zu Ribbentrop*, p. 449.

Un an passe et Ribbentrop désigne Papen pour l'ambassade d'Ankara (7 avril 1939) : il s'agit, au moment où les Italiens envahissent l'Albanie, de rassurer et de neutraliser les Turcs par une politique effective de *statu quo*. Une fois encore, Papen accepte, sans difficulté, en se ménageant une certaine liberté d'action, moindre que celle dont il avait bénéficié à Vienne, et qui se réduira encore au bout de quelques mois. Et, une fois de plus, nous ne trouvons pas claire l'explication de son acte. A Ankara, il fait du bon travail pour son pays maintenant en guerre, minant le terrain sur lequel va s'avancer une mission militaire britannique, dans l'été 40, détournant Halder d'une expédition aventureuse en Asie Mineure, coupant l'herbe sous le pied d'Eden, les 25-26 février 1941, obtenant de Hitler des garanties formelles à la Turquie, signant le pacte d'amitié de juin, puis l'accord commercial de mars 1942, également utiles sur le plan général et sur le plan industriel (le chrome), enfin prenant allègrement la responsabilité de *l'opération Cicéron*. Mais l'évolution de la situation militaire devait, entre avril et août 1944, renverser une construction dont les Turcs avaient été du reste les architectes au même degré que les Allemands.

De son poste en pays neutre, Papen, serviteur zélé de l'Allemagne en guerre, a-t-il voulu se faire en même temps chevalier de la paix ? Il nous parle de ses entretiens avec son collègue hollandais, dès l'automne de 1939, de sa lettre au roi de Suède, au commencement de 1941, de sa démarche, par l'intermédiaire de Saradjoglu, auprès de son collègue britannique, en juin suivant, de sa tentative d'approcher Earle, le représentant personnel de Roosevelt, d'abord en 1943 (en avril ?), puis en mars 1944, et, *in extremis*, de sa suggestion d'une mission à Madrid. A l'en croire, Papen se serait efforcé, de 1941 à 1944, de négocier avec les puissances occidentales (c'est-à-dire anglo-saxonnes) et de les détacher de la Russie, tout en maintenant, dans la dernière année, une liaison avec les opposants à Hitler, en l'espèce avec Helldorf et Bismarck. Mais la discrétion de son récit correspond vraisemblablement à celle de son action.

Quelque peu encombrés par les rappels historiques et les allusions politiques, ces *Mémoires* d'un homme public trop habile qui a manqué ses démissions contribuent à expliquer l'Allemagne des « années trente », presque autant par leurs silences que par leurs confidences. J'entends l'Allemagne des maîtres, et non celle du peuple.

F. L'Huillier.

Wilfred von Oven, *Mit Gœbbels bis zum Ende*, Dürer Verlag, Buenos Aires, 1949, 2 vol.

Dans la préface W. von Oven se présente comme un homme de bonne foi qui a combattu de toutes ses forces pour la victoire de son pays et, dès la première page, il blâme l'attentat du 20 juillet contre Hitler. C'est que très tôt il a milité dans les rangs du national-socialisme ; mais le 1er mai 1932 il a quitté le parti qui semble n'avoir pas répondu à toutes ses espérances. Puis il devient journaliste, correspondant de guerre en Espagne lors du soulèvement franquiste et à partir de 1939 il participe aux campagnes de Pologne, de France, des Balkans et de Russie. Au début de 1943 il est appelé à Berlin pour y devenir *Pressereferent*, c'est-à-dire fonctionnaire chargé de la presse au ministère de la propagande où pendant près de deux ans, il se trouve en contact quotidien avec Gœbbels que parfois il accompagne même chez Hitler. Son livre se présente comme un journal où il note dans l'ordre chronologique les principaux événements militaires et politiques ainsi que les réactions publiques et privées de Gœbbels en face de ces événements.

A l'ordre chronologique se superpose une division méthodique en 39 chapitres, dont l'un au moins, de l'aveu même de l'auteur, a été retouché : celui consacré aux événements du 20 juillet 1944. Von Oven se révèle comme un observateur lucide, sans illusions sur la corruption d'un régime qu'il approuve cependant dans son fond et dans son idéologie. Gœbbels échappe à cette corruption et von Oven éprouve pour lui une admiration sincère, mais non sans limite. Le plus souvent il se contente d'ailleurs de transcrire les propres paroles de Gœbbels et c'est pourquoi son livre pourrait aussi s'intituler : « libres propos de Gœbbels ».

Dans ces propos 3 thèmes principaux reviennent comme des leitmotive :

1. La critique du chaos administratif inouï qui règne dans le soi-disant *Führerstaat* qu'est le III[e] Reich. Ce thème se trouve déjà dans ce qui a été publié comme *Journal* de Gœbbels.

2. La critique de l'insuffisance politique et intellectuelle des principales têtes du régime. Gœring, Ribbentrop, Rosenberg, Ley, etc., sont soumis à une critique impitoyable et dénoncés comme les grands responsables des insuccès politiques et militaires de la guerre. Parlant de l'insuffisance de la *Luftwaffe*, Gœbbels s'écrie : « que le Führer puisse voir cela, sans étrangler de ses propres mains le responsable ». Seul Himmler trouve grâce à ses yeux.

3. Le thème de la guerre totale : Gœbbels prêche sans relâche la guerre totale qui comporte à ses yeux la mobilisation intégrale, comme combattants, de tous les hommes disponibles. Contre cette conception il discerne une sourde opposition provenant des généraux et des industriels. Constamment il dénonce « la caste des généraux » qui, dit-il, n'ont pas été pénétrés par l'esprit nazi, qui ne pardonnent pas à un caporal d'être devenu leur chef et souhaitent des échecs pour lui prouver qu'il s'est trompé. D'autres sont défaitistes, tel le maréchal de l'air Milch qui s'est écrié devant Gœbbels, le 4 août 1943 : « nous avons perdu la guerre ». Aussi Gœbbels jalouse-t-il la chance de Staline qui, lui, a réussi à se débarrasser préventivement de tous les généraux suspects. Lors du complot du 20 juillet, c'est Gœbbels qui aurait arraché à Hitler, trop enclin selon lui aux mesures de clémence, la pendaison des généraux... mais lui-même ne pouvait supporter à l'écran la vue des scènes de pendaison. Il voit dans l'échec du complot la main de la Providence et la promesse de la victoire finale, interprétation qui ne l'empêche pas de noter combien depuis ce jour Hitler a vieilli et n'est plus que l'ombre de lui-même.

Aussi Gœbbels se considère-t-il de plus en plus comme l'homme indispensable pour mener la guerre totale. Dès 1943 il avait été chargé de l'organisation de la défense passive ; en 1944, il préconise une résistance désespérée « non pas jusqu'à la dernière cartouche, mais jusqu'au dernier souffle de vie ». Il place sa confiance dans les bombes volantes, bien que les premières tombèrent en Suède et que l'une alla même s'égarer jusqu'en Hongrie. Le 10 décembre 1944, il reçoit pleins pouvoirs pour la réorganisation de l'armée de manière à augmenter le nombre des combattants en diminuant celui des services.

Parallèlement à cette action militaire, Gœbbels rêve de mener une action politique. C'est le 27 août 1943 que pour la première fois il envisage la possibilité de la défaite et déclare : « si j'étais le Führer je négocierais ». Il espère pouvoir jouer de l'antagonisme latent entre Russes et Occidentaux, mais la conférence de Yalta met fin à ses illusions et il se consacre à l'organisation de la défense de Berlin. Le 8 février 1945, il déclare « je devrai être le Führer... je deviendrai un Clemenceau allemand et j'ériger ai un régime de crainte et de terreur ». Lorsqu'il apprend que le maire de sa ville natale, Rheydt, a bien reçu les Américains, il charge un groupe *d'activistes* de lui régler son affaire. Le 16 avril, Hitler lui confie : « rien ne me réussit plus ». Le

18, Gœbbels brûle ses papiers mais, nous assure-t-on, son journal est à l'abri en 3 exemplaires microfilmés. Le 21, il fait enregistrer sa dernière allocution, au moment même où l'artillerie russe commence à bombarder Berlin. Puis il gagne avec sa famille l'abri de la chancellerie où il vivra encore huit jours au contact immédiat d'Hitler qui, par testament, le nomme chancelier dans le cabinet destiné à lui succéder... Mais le 1er mai, après avoir empoisonné sa famille, Gœbbels se tue quelques instants avant l'arrivée des Russes.

L'image de Gœbbels telle qu'elle se dégage du livre de von Oven est assez complexe. On pourrait en retenir 3 aspects. D'une part c'est un politicien réaliste qui, comme tel, admire « les réalistes » passés et présents : il professe envers Frédéric II, dont il a 6 portraits dans ses bureaux, une vénération publique sans bornes ; mais en privé il admire l'énergie de Clemenceau et surtout celle de Staline qu'il n'hésite pas à qualifier de « chef génial ».

D'autre part, c'est un intellectuel, presque un homme de lettres, qui a le respect de la langue allemande et critique violemment la réforme draconienne de l'orthographe que le ministre de l'Instruction publique veut imposer. C'est un styliste qui fignole toute une semaine son article de journal et qui met un soin extrême à rédiger ses discours au point d'en remanier un jusqu'à 8 fois.

Mais cet homme qui souvent raisonne sainement est, aussi, un dévot d'Hitler auquel il est dévoué corps et âme. Comme Hitler il annexe la Providence et croit en un miracle final. N'y a-t-il pas eu, pendant la guerre de sept ans, les deux miracles de la maison de Brandebourg ? Et quand Gœbbels, dont c'est le métier de remonter le moral des Allemands, a lui-même besoin qu'on remonte le sien, il se rend au Quartier général d'Hitler et en revient avec une dose d'optimisme dont l'effet et la durée sont comparables à ceux d'une piqûre. Alors l'intellectuel abdique devant l'envoûté.

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Ernst Remer, *20 juillet 1944*, Verlag Deutsche Opposition, Hambourg, 1951, 32 pages.

L'attentat du 20 juillet 1944 n'a pas cessé de provoquer en Allemagne des discussions passionnées. En voici un nouveau témoignage d'un intérêt particulier : l'auteur est un des chefs de la répression qui suivit immédiatement l'attentat. Il tente de justifier ses décisions et ses actes.

Ernst Remer commence par situer son plaidoyer dans la perspective du Reich éternel qui, selon lui, n'a jamais cessé d'exister, ni en droit ni en fait car : « Ce n'est pas le Reich représenté par le dernier chef d'État d'une Allemagne unique (à savoir Doënitz) qui a signé la capitulation du 8 mai 1945 mais uniquement le commandement suprême de la *Wehrmacht* en sa qualité d'administration purement militaire (p. 5). »

Le document proclame en second lieu son intention polémique : Remer se propose « d'expliquer son opinion sur la « Résistance » intérieure allemande qui s'est élevée contre l'autorité de l'État, non pas pour suivre la lutte avec une intensité accrue, mais pour y mettre fin, quelque pitoyables que fussent les conditions de cette fin (p. 6) ».

Remer se défend enfin d'obéir à des motifs égoïstes en publiant ce texte. Ce qu'il veut, prétend-il, c'est réduire au silence ceux qui, à travers sa personne, tentent d'atteindre « les millions d'honnêtes soldats allemands qui, fidèles à leur serment, se sont détournés des conjurés du 20 juillet et ont

préféré concentrer leur esprit de résistance sur les ennemis extérieurs du Reich et de la nation » (p. 7).

On touche du doigt ici le point crucial du raisonnement : le serment de fidélité, le *Fahneneid* sera la pierre de touche et la suprême référence justifiant toutes les actions.

Les grandes lignes de l'événement sont connues. Ce qui importe ici, c'est l'angle sous lequel Remer voit les détails et l'interprétation qu'il en donne.

Remer commandait le régiment *Grossdeutschland* chargé d'assurer la sécurité dans la capitale car « la présence dans les environs immédiats et dans la ville même d'un million de travailleurs étrangers pouvait faire craindre des émeutes » (p. 8). Au début de l'après-midi du 20 juillet le régiment est mis en état d'alerte. Remer se rend à la *Kommandantur* de Berlin. On lui annonce la mort de Hitler et on le charge d'encercler le quartier gouvernemental de telle manière que ni général ni ministre ne puissent franchir le barrage. Tels sont les ordres du général von Hasse, commandant la place de Berlin, mais ces ordres ne sont pas clairs et Remer se méfie. Dans un couloir de la *Kommandantur*, il reçoit un messager de Gœbbels. Ce dernier, en sa qualité de commissaire du Reich à la défense de Berlin, appelle Remer à son bureau, lui annonce qu'Hitler n'est pas mort et lui permet de téléphoner au Führer. « Il faut assurer l'ordre dans Berlin à tout prix. » Remer fait encercler la *Kommandantur* et le bâtiment de l'état-major général où déjà fonctionne un nouveau gouvernement avec Stauffenberg, Witzleben, Hoppner, Beck et Olbrich. En fin d'après-midi, Witzleben et Höppner sont arrêtés et leurs collègues fusillés sur place. Remer se défend d'avoir pris part à ces exécutions. Himmler arrivé du *G. Q. G.* aurait pris la tête des opérations.

Dans sa conclusion, Remer qualifie l'attentat de « tache sur l'honneur des officiers allemands » et il accuse les conjurés d'avoir été des lâches : aucun d'eux n'aurait agi dans un but constructif et Stauffenberg lui-même qui n'a pas attendu le résultat de l'explosion et a ramené à Berlin une information non conformée aurait causé la perte de ses amis.

On s'est efforcé de rapporter ici dans la plus stricte objectivité le contenu de ce pamphlet. Il constitue l'une des manières d'écrire l'histoire de cette guerre : il est bon que nous en soyons informés.

G. Pauline,
Agrégé.

Rudolf Rahn, *Ruheloses Leben*, Düsseldorf, Diederichs Verlag, 1949, 1 vol. in-8°, 300 pages.

Rudolf Rahn fut sans doute un des plus brillants des jeunes diplomates du régime hitlérien. Né en 1900, il étudia à Tübingen et à Berlin avant de conquérir à Heidelberg son bonnet de docteur en 1923. En 1928, il entra à l'office des Affaires étrangères en qualité d'attaché. Reçu à l'examen en 1931, il fut nommé la même année à Ankara où on lui confia les questions économiques. De 1934 à 1939, il fut successivement affecté à la division d'Extrême-Orient du département, puis au plan de Quatre-Ans, puis à la division économique. En 1939, il fut chargé avec Altenburg d'organiser la nouvelle *Section Propagande* du ministère.

Son livre *Vie sans repos* est très inégal. Tout le récit des premières années, est à lire rapidement, sans ennui d'ailleurs. Pour l'historien il y a peu à retenir. Peut-être une remarque judicieuse sur la trop grande centralisation de la politique étrangère, centralisation qui privait les ambassadeurs de toute initiative, ou quelques anecdotes sur la personnalité de Kémal Pacha.

La guerre vint. En mai-juin 1940, Rahn fit sur le front occidental une

enquête pour le compte de la *Section Propagande*. En août 1940, il obtint sa grande promotion : conseiller d'ambassade à Paris. Il devint ainsi le collaborateur direct de Abetz qu'il présente comme « un ami sincère et un admirateur de la France et le plus brillant partisan de l'idée d'une alliance franco-allemande ». Rahn se pose la question du but de la mission Abetz. Il admet comme possible « qu'Hitler ait fait le froid calcul de se servir du jeune enthousiasme (d'Abetz) pour tromper l'opinion publique française pendant la durée de la guerre, et pour amener le gouvernement français à une position aussi conciliante que possible en se servant de l'espoir, incarné par Abetz, d'un adoucissement des clauses de l'armistice ». Mais Rahn ne pense pas que cette interprétation soit parfaitement exacte. « Sans aucun doute, ajoute-t-il, Hitler fut-il aussi impressionné par l'idée et l'argumentation d'Abetz et joua-t-il avec l'idée d'obtenir par un traitement généreux et chevaleresque de la France, *die europaïsche legitimation* avec tout ce que cela lui apporterait de forces en Amérique, dans les États nordiques et dans les Balkans, et peut-être aussi d'arriver par cette voie à terminer la guerre. » Pour Rahn, c'est l'*O. K. W.* qui s'opposa à la politique de collaboration par « haine et méfiance contre l'ennemi héréditaire ».

Il considère Mussolini comme un autre adversaire de la collaboration franco-allemande et émet l'hypothèse que l'attaque italienne sur la Grèce fut une réponse du Duce à l'entrevue de Montoire. Hypothèse séduisante mais invérifiable : Mussolini n'était-il pas, dès avant Montoire, informé des projets hitlériens de collaboration franco-allemande ?

Du 13 décembre Rahn ne dit à peu près rien. Il s'étend davantage sur Darlan qu'il a mieux connu que Laval. Il faut noter, en particulier, une conversation avec l'amiral au cours de l'été 1941 (1). « Si la France, aurait dit Darlan, obtient une paix honorable et l'assurance de conserver son Empire, nous sommes prêts de notre côté à contribuer loyalement à la fin de la guerre. Je bloquerai, aurait ajouté l'amiral, la route de Gibraltar avec notre flotte et ferai marcher sur Suez — si vous le voulez sous le commandement de Rommel — les 150.000 hommes que nous avons sous les armes en Afrique du Nord. » Le soir, Pétain dit également à Rahn qu'il était prêt à prendre part au combat contre le bolchevisme, s'il recevait certaines assurances pour l'avenir.

Mais c'est surtout au cours de sa mission en Syrie que Rahn joua un rôle important. Il consacre à ce récit deux longs chapitres qui sont le morceau de bravoure du livre. Il s'y donne — peut-être à juste titre — le beau rôle du profane qui réalise en dix-sept heures ce que le technicien (Dentz) disait ne pouvoir faire qu'en trois semaines. Le but immédiat de la mission Rahn était de persuader Dentz de livrer des armes aux révoltés d'Irak. On craignait en effet que le général français ne se laissât influencer par les éléments gaullisants de son armée. Les buts lointains étaient d'une part de soulager Rommel en fomentant des troubles graves sur les arrières de l'armée anglaise d'Égypte, d'autre part de prouver à Hitler que la France était effectivement disposée à aider militairement l'Allemagne. Rahn obtint plein succès : Dentz ne fit pas de difficultés pour laisser l'Allemand prendre les armes qu'il désirait et les faire parvenir en Irak. Le jeune diplomate, qui se présentait comme un homme d'affaires du nom de Robert Renouard, négocia avec le gouvernement irakien, en échange des armes, des livraisons de vivres et d'essence pour la Syrie. Mais celle-ci fut bientôt attaquée par les Alliés et Rahn fut obligé de partir.

(1) L'imprécision de la chronologie est un des défauts graves du livre. Il est parfois extrêmement difficile de recouper les renseignements donnés par Rahn avec ceux parvenus d'autres sources.

Quinze mois plus tard, Rahn était de nouveau envoyé en mission. Il s'agissait cette fois de représenter en Tunisie, occupée par les Allemands au lendemain du débarquement allié en Afrique du Nord, le pouvoir politique. Le chapitre que Rahn consacre à la *tête de pont* est certainement le plus décevant du livre. Il raconte des anecdotes, comme son entrevue avec le Bey, ou prend la défense de personnages aussi peu intéressants que Guilbaut, mais aucune des questions politiques n'est abordée. Or ces questions politiques sont des plus intéressantes car pour la première fois l'Axe mettait le pied en Afrique du Nord Française et des problèmes nouveaux en résultaient pour l'Allemagne. La Tunisie était, certes, sans conteste dans la sphère d'intérêts de l'Italie ; mais l'Allemagne devait satisfaire également son autre allié : le nationalisme arabe, représenté par le Grand Mufti. Étant donné que les intérêts des Italiens, qui ne songeaient qu'à se substituer aux Français, étaient diamétralement opposés à ceux des nationalistes tunisiens, on aurait aimé que Rahn nous fît part des difficultés qu'il a rencontrées à concilier les inconciliables. Or on ne trouve pas dans son livre la moindre allusion au Grand Mufti et aux Destouriens et la conférence de Rome en décembre 1942 n'est même pas mentionnée. Il est fort douteux que ce chapitre sur la Tunisie puisse être de quelque utilité à l'historien.

Il n'en est pas de même des derniers chapitres du livre, concernant l'ambassade de Rahn en Italie et sa courte mission en Hongrie. Il y a là des pages excellentes où la chronologie est moins négligée sinon toujours précise. En dehors de cela, ces derniers chapitres ont surtout le mérite d'exister. En effet, il est évident que plus on se rapproche de la débâcle finale, plus les documents officiels se font rares, et plus les mémoires, si incomplets ou partiaux qu'ils soient, prennent figure de documents importants.

Rahn était arrivé à Rome le 30 août 1943 pour représenter l'Allemagne auprès du gouvernement Badoglio. Sa mission était évidemment d'empêcher les Italiens de signer une paix séparée avec les Alliés. Il s'y employa, rencontra Guariglia et Badoglio. Le premier se contenta de faire des réponses évasives, le second fut, paraît-il, plus catégorique. Le maréchal reçut Rahn le 3 septembre dans l'après-midi et lui déclara : « Je suis le maréchal Badoglio, je suis un des 3 plus vieux maréchaux d'Europe — Mackensen, Pétain et moi-même sommes les plus vieux maréchaux d'Europe. La méfiance du gouvernement du Reich contre ma personne est incompréhensible. J'ai donné ma parole et je tiens ma parole ; je vous en prie, ayez confiance ». L'armistice italien avait, en fait, été signé trois heures auparavant. Rahn, beau joueur, déclare qu'il ne pouvait pas s'en douter et que le vieux maréchal avait bien joué son rôle.

Rahn nous fait ensuite le récit des difficultés qu'il a rencontrées pour maintenir l'ordre dans Rome et assurer à la ville un minimum de ravitaillement et d'administration. Rahn devait compter avec une population d'opinion anti-allemande, les jeunes fascistes excités par la délivrance de Mussolini et les militaires allemands enclins à employer la méthode forte pour maintenir l'ordre. Rahn dit avoir mené à bonne fin sa tâche grâce à la collaboration du gendre du roi, le général comte Calvi di Bergolo, qui fut nommé commandant italien de la ville.

Quand, plus tard, Rahn se replia à Fasano, en Italie du Nord, il s'employa, dit-il, à éviter le pire. Entendons : les réquisitions allemandes injustifiées, source de famine, les achats massifs qui auraient entraîné une dépréciation catastrophique de la monnaie, les réquisitions d'ouvriers pour l'Allemagne qui n'auraient eu pour résultat que de jeter dans le maquis la population italienne qui n'y était pas déjà. Rahn prétend y être parvenu et avoir dû pour cela désobéir ouvertement à un ordre de Hitler. Rahn dit également avoir eu des contacts avec la Résistance italienne et être ainsi parvenu à

faire de l'Italie du Nord un îlot de paix où l'on attendait la fin de la guerre en évitant le plus possible les destructions.

En octobre 1944, Rahn fut envoyé en mission spéciale à Budapest pour convaincre le régent Horthy de ne pas signer d'armistice avec les Russes. Le gouvernement allemand faisait de nouveau jouer à Rahn un rôle de syndic de faillite. Car il n'eut pas beaucoup plus de chance avec l'amiral hongrois qu'avec le maréchal italien puisque, à l'heure même où il était reçu par le chef de l'État, la radio hongroise diffusait un ordre du jour annonçant l'ouverture des négociations d'armistice. Rahn exposa à Horthy que laisser entrer des troupes russes en Hongrie équivalait à un suicide. Le Régent fut sensible à l'argument et l'on discuta d'un retrait des troupes allemandes vers l'ouest alors que les troupes hongroises continueraient la lutte. Cette solution aurait au moins eu l'avantage d'éviter un combat entre Allemands et Hongrois. Mais le projet fut repoussé par Lakatos. Ce fut Szallassy qui sauva la situation en s'emparant du pouvoir par un putsch et en imposant ensuite la continuation de la lutte aux côtés de l'Allemagne.

Rentré à Fasano, Rahn ne songea plus qu'à la cessation de la lutte. Il dit avoir, dès novembre 1944, cherché à prendre contact en Suisse avec l'ennemi. En janvier, des pourparlers furent amorcés avec M. Allan W. Dulles pour une capitulation de l'armée d'Italie. Rahn fait moins le récit des négociations germano-alliées (qu'il n'a pas menées lui-même) que celui de difficultés éprouvées par lui pour vaincre les hésitations des militaires allemands, spécialement de Kesselring. Le témoignage de Rahn paraît ici des plus intéressants.

Au total, le livre de Rahn n'est, certes, qu'un recueil de souvenirs et les problèmes y sont-ils souvent escamotés. Mais les renseignements qu'il donne, même s'ils sont anecdotiques, ne sont pas dénués d'intérêt : par exemple les plans sociaux que caressait Mussolini à Fasano, ou les entrevues avec Hitler au Quartier général. D'autre part cet ouvrage est, moins que beaucoup d'autres, un plaidoyer *pro domo*. Certes, Rahn fait preuve d'une fâcheuse tendance à vouloir prendre la défense de ses collègues (Altenburg, Veesenmayer), certes il se donne toujours le beau rôle, peut-être un peu au détriment de la vérité, il affirme toujours avoir agi avec mesure et humanité ; mais c'est là le défaut de ce genre littéraire que sont les mémoires et il faudrait pour le reprocher à Rahn, avoir fait auparavant le procès de toute une littérature.

André Scherer,
Archiviste — Londres.

Wipert von Blücher, *Deutschlands Weg nach Rapallo*, Limes Verlag, Wiesbaden, 1951, 180 pages, index des personnes.

Après avoir écrit l'histoire de son ambassade en Finlande (1), Blucher consacre un petit volume de souvenirs à ses débuts dans la carrière diplomatique. Entré à l'*Auswärtiges Amt* en avril 1918, il y occupa le poste de *Referat* dans la division de l'Europe de l'est et fut chargé plus spécialement des problèmes concernant les États créés sur les débris de l'Empire russe. C'était un poste relativement modeste mais les relations que l'auteur avait liées avec Brockdorf-Rantzau et Ago von Maltzan, son chef direct, lui permirent de voir au delà de son petit domaine.

Néanmoins Blücher concentre trop longuement son intérêt sur les diverses expériences tentées dans les *Randstaaten* après 1918. D'où un livre

(1) *Gesandter Zwischen Diktatur und Demokratie.*

inégal, composé de 18 épisodes allant d'un récit de la tragédie tzariste à une vivante description des relations de l'*Auswärtiges Amt* avec les milieux de l'émigration russe (p. 52-61) sans oublier aucune des tentatives faites dans l'espace compris entre la Lithuanie et le Turkestan.

La partie vraiment intéressante du livre est celle consacrée aux relations germano-russes de 1920 à 1922 (p. 90-102 et 144-177). Selon Blücher, la politique allemande aurait été essentiellement l'œuvre de von Maltzan dont il trace un portrait flatteur (p. 94-95) : grand seigneur aux sympathies larges, ouvert aux idées avancées et fréquentant volontiers les milieux de gauche ; intelligence de premier ordre, mondain qui maintenait les traditions de réceptions fastueuses dans une Allemagne en proie à l'inflation grâce aux ressources combinées des fonds secrets et d'une fortune personnelle.

Après avoir été partisan en 1919 d'une reprise de l'intervention en Russie, il aurait conçu en 1920 sa grande pensée : se servir de la Russie nouvelle contre l'Entente. Les exigences de celle-ci sur la livraison des criminels de guerre allemands auraient exercé une influence décisive à cet égard.

Les premiers contacts furent pris par l'intermédiaire d'un organisme russe chargé de la protection des prisonniers en Allemagne ; un premier accord fut signé à ce sujet. La négociation fut élargie lors de la guerre russo-polonaise : l'Allemagne donnait l'assurance de reprendre des relations diplomatiques et économiques normales avec la Russie contre une promesse que la frontière allemande ne serait pas franchie par les troupes russes. Le second accord (6 mai 1921) étendait aux nationaux des deux pays la protection accordée antérieurement aux prisonniers et transformait les organismes de contrôle en représentations consulaires limitées. C'est à cette occasion que se seraient noués les premiers contacts militaires, sur l'initiative des Russes désireux de reconstituer leur armée. Seeckt aurait obtenu d'Ebert et du chancelier Wirth les autorisations nécessaires pourvu que le gouvernement restât à l'écart de ces activités. Selon l'auteur il ne se serait agi que d'une entreprise limitée et pourvue de fonds réduits (6 à 7 millions de marks par an).

Maltzan estimait souhaitable d'élargir ce réseau d'accords assez ténu et il aurait voulu profiter de la situation favorable : à la fin de 1921, l'Allemagne était le seul des grands États européens entrés en relations avec la Russie soviétique. La situation subit un changement profond lorsqu'à la fin de janvier 1922 Radek apprit aux Allemands que la France avait offert la reconnaissance *de jure*, des crédits et même une alliance, si la Russie acceptait de revendiquer des réparations au titre de l'article 116 du traité de Versailles « cauchemar au vrai sens du mot ». Au milieu de février, deux hauts fonctionnaires russes confirmaient à Berlin les ouvertures françaises et cette attitude semblait confirmée par la pression exercée à Gênes du côté français : l'abandon des dettes tzaristes aurait été offert contre l'adhésion totale de la Russie au traité de Versailles.

C'est dans ce cadre qu'eurent lieu les dramatiques entretiens germano-russes du 16 avril, dus à l'initiative de Tschitscherin en pleine nuit. Maltzan aurait dû faire violence à Rathenau pour lui forcer la main et l'amener à prendre contact avec le chancelier. Le traité est analysé (p. 159-160) et Blücher affirme qu'il n'y eut pas de clause ni d'annexe secrète.

L'auteur schématise ensuite l'évolution ultérieure des relations germano-russes pour affirmer qu'un retour à Rapallo est exclu dans la situation présente.

Que penser de cette analyse des relations germano-russes suivie seulement pour quelques mois ? L'auteur affiche des préférences par trop marquées pour les diplomates de carrière et il est sans doute injuste pour

Rathenau (p. 156-157) ; il déclare avoir utilisé non seulement ses souvenirs personnels mais des notes, des lettres, des renseignements donnés par des contemporains encore vivants. Rien de tout cela n'est sans doute suffisant pour obtenir une vue satisfaisante des négociations qui ont conduit au traité de Rapallo ; il reste peu croyable que le traité ait été mis sur pied si rapidement sans des contacts préliminaires un peu poussés ; le cheminement sans doute sensiblement plus lent des négociations a peut-être été mal connu de Blücher. Surtout, l'auteur a probablement trop sacrifié à une représentation théâtrale : dans la grande pénombre de la nuit du 16 avril, Maltzan se taille un très beau rôle de grand premier. L'histoire de Rapallo, quand elle pourra être connue, sera-t-elle aussi romantique ?

J. Grunewald,
Agrégé — Londres.

Jürgen Thorwald, *Wen sie verderben wollen...*, Steingrüben-Verlag, Stuttgart, 1952, in-8°, 606 pages.

« Jupiter frappe de folie celui qu'il veut perdre. » L'auteur, historiographe officieux de la guerre à l'est (1), développe ce thème au long d'un volumineux ouvrage dans lequel il accuse les dirigeants allemands d'avoir commis par incompréhension ou sectarisme les plus lourdes fautes politiques à l'égard de la Russie. Plus précisément, il estime que les chefs de l'Allemagne ont laissé passer une « chance historique » en négligeant d'utiliser à temps les sentiments anticommunistes d'une notable fraction des éléments russes tombés en leur pouvoir.

Est-il possible de parler d'une politique allemande en U. R. S. S. ? On peut dénombrer en fait d'après l'auteur 3 politiques divergentes : celle de Rosenberg, ministre pour les territoires de l'est, celle de Hitler et celle du groupe de militaires (Gehlen, Herre, Stauffenberg) spécialisés dans les questions russes. Pour Rosenberg, il convient de démembrer l'U. R. S. S. et de constituer des états-tampons (Ukraine, Russie Blanche, Caucase) capables d'empêcher à l'avenir qu'une Russie trop puissante n'exerce sa force contre l'Allemagne. Pour Hitler et le parti nazi, le Slave est un *Untermensch*, les nationalités sont un leurre ; l'espace russe doit être colonisé et la structure imposée par le bolchevisme peut faciliter l'œuvre de colonisation allemande. Le groupe des militaires enfin est hostile au démembrement mais croit à la possibilité de trouver un terrain de collaboration avec de larges masses du peuple russe ; le groupe des militaires va poursuivre la réalisation de cette idée malgré les obstacles qui renaissent à chaque pas au long des étapes de la guerre.

Dès le mois d'octobre 1941, le colonel von Tresckow, de l'état-major de von Kluge, échafaude un double plan tendant à mettre sur pied une *Armée de Libération* et un gouvernement russe libre. Mais le commandement fait savoir au groupe d'armées qu'il n'a pas à intervenir dans les problèmes politiques. L'affaire est reprise en quelque sorte clandestinement dans l'été 1942 derrière le front central où le général von Schenkendorff, commandant une zone d'étapes, laisse organiser quelques unités russes et installer une administration russe ; les Allemands constatent que le problème des partisans russes ne se pose pas dans cette région. Les interrogatoires de prisonniers confirment la section de propagande de l'*O. K. W.* dans l'idée

(1) Jürgen Thorwald est l'auteur de *Das Ende an des Elbe*, déjà analysé dans la revue (janv. 1953).

qu'il est possible et nécessaire de constituer un gouvernement russe libre et une armée.

En septembre 1942, la capture par les Allemands du général Wlassow va donner à la question une tournure nouvelle. Wlassow, commandant la 2e armée de choc de l'Armée Rouge s'est rendu, semble-t-il, par réaction contre le mépris des hommes manifesté par Staline dans la conduite de la guerre. Wlassow, populaire auprès de l'Armée Rouge, paraît être la personnalité susceptible de cristalliser autour d'elle un mouvement russe anticommuniste, d'autant plus qu'il se prête au jeu allemand. Personne ne conteste que l'utilisation de son nom par la propagande allemande est susceptible de produire des répercussions profondes dans le camp adverse : le 20 septembre, le premier tract signé Wlassow est répandu dans les lignes russes ; de nombreux déserteurs se présentent aux avant-postes allemands. Mais le commandement hésite à aller plus loin ; écartant les projets d'ordre politique comme étant hors de sa compétence, il craint que la constitution de grandes unités russes ne facilite leur passage à l'ennemi sur le champ de bataille et admet seulement la formation de petits groupes d'auxiliaires répartis dans les unités allemandes.

De son côté, Wlassow a acquis la conviction que les officiers russes prisonniers veulent obtenir des assurances avant de s'engager à ses côtés. En mars 1943, il rédige un rapport sur la situation dans les territoires occupés, et conclut en réclamant une modification radicale de la politique allemande ainsi qu'une prise de position non équivoque de la part de Hitler. Cette initiative est peu appréciée en haut lieu : Keitel, prenant prétexte de déclarations faites par Wlassow au cours d'une tournée dans le secteur du groupe d'armées du nord, ordonne le transfert du général dans un camp de prisonniers ; le groupe de militaires favorable à Wlassow essaye en vain d'obtenir une intervention de Rosenberg auprès du Führer.

Dans l'été 1943, on note quelques progrès dans l'organisation d'unités anticommunistes : une division de cavalerie cosaque et un corps russe en Serbie. Mais lors de la bataille de Koursk, en septembre, Himmler rejette la responsabilité de la défaite allemande sur les unités de volontaires et les milieux de l'armée partisans de leur emploi ; en fait 1.300 hommes sur les 80.000 volontaires russes engagés ont passé à l'ennemi. Hitler, qui avait d'abord envisagé la dissolution des unités et l'envoi des hommes dans les mines, ordonne finalement le transport des volontaires sur le front de l'ouest. Wlassow s'élève énergiquement contre cette mesure.

L'ouverture du second front, qui surprend en France 72 bataillons de volontaires de l'est, va poser avec acuité le problème des effectifs. De divers côtés, une idée nouvelle fait son apparition : l'intégration des Russes dans la *Waffen-S. S.*, ouverte dans un premier temps aux races germaniques puis à l'ensemble des volontaires étrangers européens. Cette idée est notamment défendue par Gunther d'Alquen, chef des services de propagande de la *S. S.*, à qui des expériences hardies en matière de guerre psychologique sur le front de l'est ont montré la puissance du « mythe Wlassow ». En dépit de nombreuses réticences de part et d'autre, Hitler donne son accord pour une rencontre entre Himmler et Wlassow ; l'entrevue doit avoir lieu le 21 juillet... Stauffenberg, l'un des promoteurs du complot, était un partisan acharné de l'emploi de Wlassow ; dans son esprit, l'idée de la paix à l'ouest était liée à celle de la poursuite de la guerre à l'est et de la constitution d'une armée russe de Libération contre les Soviets.

La rencontre Wlassow-Himmler est reportée au 16 septembre. A cette date, on compte dans l'armée allemande près de 900.000 auxiliaires russes fractionnés en petits groupes ; en outre l'Allemagne contrôle 1 million de prisonniers et 6 millions de travailleurs russes. Au terme d'une entrevue

pathétique, Himmler donne son accord pour la formation sous les ordres de Wlassow d'une petite armée, limitée à deux divisions en raison de la pénurie de matériel ; il fournit également quelques assurances en ce qui concerne la constitution d'un gouvernement de Libération.

Wlassow s'installe à Prague avec le titre de commandant en chef ; le 14 novembre il préside à la formation d'un *Comité de Libération des peuples de Russie*. Cependant, les difficultés s'accumulent : les éléments non russes, soutenus par Rosenberg, gênent l'action de Wlassow ; un bataillon géorgien se mutine en Hollande ; les Allemands n'attribuent le matériel et l'armement qu'après d'interminables discussions. A la mi-janvier, la 1re division russe libre est sur pied de guerre ; elle est affectée en mars au groupe d'armées « Vistule » commandé par Himmler. Dans l'espoir de lui procurer un succès initial, le commandant allemand l'engage dans une opération limitée au sud de Francfort-sur-Oder contre une tête de pont russe qui résiste à tous les assauts.

A partir du début d'avril, la tragédie atteint son paroxysme. Tandis que le général allemand Koerner intime à la division l'ordre de faire front, le général Bunitschenko qui la commande cherche à tout prix à la préserver de la débâcle et se retire vers la Tchécoslovaquie. Les unités de Wlassow participent au soulèvement anti-allemand et anticommuniste des Tchèques. Les « politiques » du mouvement Wlassow tentent de prendre contact avec les Américains afin de négocier la non-livraison à l'Armée Rouge. Dans le désordre des derniers combats, les quiproquos se multiplient, les Américains ignorant tout de l'existence du mouvement Wlassow et prenant ses unités pour des éléments de l'Armée Rouge. Wlassow finit par tomber aux mains des Russes qui se font également livrer par les Anglo-Américains tous ceux de leurs concitoyens nés à l'intérieur des frontières de l'U. R. S. S. de 1939 et ayant servi aux côtés des Allemands.

R. Collenot.

La bataille de Saint-Lô (7-19 juillet 1944), in-12, 202 pages avec 3 cartes et 4 photographies, Saint-Lô, R. Jacqueline, 1951.

La partie principale de cet ouvrage est présentée comme la traduction d'un ouvrage « publié par le Département de la Guerre américain (Washington, 1946) sous le titre *Saint-Lô* ». Elle est précédée d'une brève notice sur Saint-Lô « au travers des siècles », œuvre de M. l'abbé Jacqueline, et d'une description, par un témoin britannique qui était caché dans cette ville, du bombardement qui la détruisit le 6 juin 1944.

Sauf pour les habitants de la région, le livre n'offre qu'un intérêt purement militaire. Le récit des événements est difficile à suivre, faute de cartes suffisamment précises ; mais son étude technique serait assez riche en leçons, notamment sur la liaison entre infanterie et chars au début d'une campagne et sur les procédés particuliers à ce que les Américains ont appelé « la bataille des haies » en raison des caractéristiques de ce pays.

Général Lestien.

ÉTATS-UNIS

Major général John R. Deane, John N. Hazard, Sidney S. Alderman, Raymond F. Mikesell, George H. Blakslee, E. F. Penrose, Mark Ethridge, C. E. Black, Frederick Osborn, Ernest J. Simmons, Philip E. Mosely, *Negotiating with The Russians*, Boston (Mas.), R. Dennett and Joseph E. Johnson, 24, 15,5 cm., 310 pages.

Ce recueil de 10 articles concerne les principales négociations menées par les États-Unis avec l'Union soviétique au cours de la deuxième guerre mondiale, et dans les deux années qui l'ont suivie. Les articles, qui touchent les sujets les plus variés, depuis le prêt-bail (1942-1945) jusqu'aux échanges culturels (1947) sont signés par des personnalités qui ont effectivement participé aux négociations. Mais le but de l'ouvrage est moins d'exposer la marche et le résultat de ces négociations que de démonter le mécanisme de la diplomatie soviétique, de décrire des attitudes, des comportements, pour en tirer matière à réflexion et à enseignement.

La conduite dans la guerre nous intéresse seule ici. A ce point de vue, l'article du major général John R. Deane, chef de la Mission militaire américaine en Union soviétique à partir de septembre 1943, doit nous retenir. L'auteur, après avoir vécu « l'idylle » de la Conférence des ministres des Affaires étrangères (où se trouvait délégué Cordell Hull), éprouve bientôt les plus amères déceptions. Une entrevue avec Vychinski dissipe les illusions qu'il avait pu se faire sur une coopération loyale des États-Unis et de l'Union soviétique. Les efforts de coordination, décidés à la Conférence, ne sont venus que des Anglais et des Américains : « Je ne connais — affirme le major Deane — aucune initiative prise par l'Union soviétique qui ait eu pour but de faciliter la tâche des Alliés à l'Ouest » (p. 8).

Deux objets de négociations servent à l'auteur de test pour mesurer la sincérité des Russes et leur désir de coopération : le sort des prisonniers de guerre américains délivrés par l'Armée Rouge au cours de son avance en Allemagne — l'installation projetée de bases américaines d'aviation stratégique en Sibérie en vue d'une action éventuelle contre le Japon. Dans les deux cas, l'échec est total.

Dès le 11 juin 1944, une liste de prisonniers est envoyée à l'état-major de l'Armée Rouge ; le 30 août, un plan de rapatriement, supposant un échange d'informations et la possibilité d'un contrôle par la mission militaire américaine, est adressé à Molotov. Mais il faut trois mois pour obtenir, après une nouvelle démarche au début de novembre, une acceptation formelle de Molotov, le 25 novembre 1944 ; plus d'un mois encore pour réunir une Commission qui, le 9 janvier 1945, établit, sur les mêmes bases, un plan définitif de rapatriement. Et lorsqu'on en vient à l'exécution, la mission américaine se voit refuser, en dépit des engagements, le droit d'entrer en contact avec les prisonniers américains, avant leur regroupement à Odessa, et ne peut avoir des renseignements précis sur leur nombre. Tout au plus le commandement de l'Armée Soviétique accepte-t-il, pour quelques semaines seulement, la présence à Lublin (Pologne) d'un groupe d'officiers dont le rôle, réduit par des interdictions de circuler, fut à peu près nul. Au moment où, à ce sujet, le 18 mars 1945, Roosevelt écrit directement à Staline une lettre indignée, le rapatriement — comme le dit Staline en réponse — est à peu près achevé, sans intervention américaine en territoire soviétique.

Car c'est bien là ce qui paraît être le motif essentiel du comportement soviétique. Il faut y faire sans doute la part du mépris des engagements, sur quoi insiste l'auteur ; d'une certaine indifférence aussi à l'égard d'un problème qui touchait vivement les Américains, mais qui intéressait fort peu les Russes, aux prises avec les immenses tâches posées par leur avance en Allemagne, où ils rencontraient à chaque pas des masses humaines errantes et affamées de toute origine ; que représentaient à leurs yeux quelques milliers d'Américains, dont au surplus ils se sont occupés tant bien que mal avant de les diriger sur Odessa ? Mais le commandement soviétique semble bien avoir eu surtout la crainte profonde d'un espionnage, à la faveur du contrôle des camps de prisonniers. A cela, le major Deane ne fait pas allusion, non plus qu'à l'insignifiance du problème des prisonniers américains considéré du point de vue des Russes.

Il est vrai que ce sont là arguments qu'on ne peut faire valoir en diplomatie. Aussi les négociateurs soviétiques justifient-ils leur attitude négative, insoucieuse des promesses faites, en prenant eux-mêmes l'offensive et en reprochant aux Américains de maltraiter les prisonniers russes et de les enrôler dans des camps de travail à l'ouest. Mélange de vraisemblable et de faux, car s'ils pouvaient à bon droit — comme la suite l'a prouvé — avoir quelque méfiance touchant l'utilisation par les Américains de nationaux soviétiques (en particulier de prisonniers appartenant aux Républiques fédérées), ils se couvraient de ridicule en accusant l'administration américaine d'avoir fait empoisonner des soldats russes à l'alcool éthylique (il s'agissait en réalité d'un camion citerne pillé, dont le contenu avait été bu par les soldats ; un certain nombre en moururent, malgré les soins des médecins américains).

Les négociations au sujet des bases américaines en Sibérie ont amené les mêmes déceptions. Dès février 1944, à la suite de l'entrevue de Téhéran, Staline en avait accepté le principe. Le temps passe. Une première conférence à ce sujet se tient en octobre 1944, à l'occasion du séjour de Churchill à Moscou, occasion pour le major Deane de décrire Staline, présent aux discussions, en termes vigoureux (il voit en lui les qualités d'un excellent joueur de poker). A la troisième séance, Staline témoigne d'un parfait esprit de coopération et entre dans les vues américaines, moyennant une aide importante en matériel de guerre et d'équipement industriel. Mais après la Conférence, si les fournitures arrivent, l'installation de bases est constamment retardée. La commission chargée d'en discuter les modalités ne se réunit qu'en janvier 1945 ; elle se perd en considérations d'ordres du jour, d'organisation générale. Au mois de décembre 1944, le chef d'état-major de l'Armée Rouge avait déjà signifié au major Deane que « les besoins de l'armée soviétique ne permettaient pas d'assurer à l'armée américaine des bases en Sibérie ». Sur la menace d'arrêter la livraison des fournitures, Staline accorde bien des emplacements dans l'Extrême Nord, loin des bases soviétiques, mais leur éloignement du Japon leur enlevait toute utilité, et du reste la mission américaine chargée de reconnaître les emplacements choisis attend en vain pendant un mois à Fairbanks (Alaska) la possibilité de joindre les autorités soviétiques. Finalement, le gouvernement des États-Unis renonce aux bases projetées.

Telle est la deuxième expérience relatée par le major Deane. L'une et l'autre sont décrites avec précision, pittoresque. On est saisi comme l'auteur par l'odeur du choux caractéristique des bâtiments de l'administration soviétique ; on compatit aux plaintes des prisonniers américains condamnant sans appel la malpropreté des camps russes, avec le sentiment que, dans l'esprit du major Deane, il y a là une atteinte toute particulière à la dignité de l'homme. Mais les conclusions sur le comportement des dirigeants russes

dans les négociations ne paraissent pas aller au delà de constatations aujourd'hui classiques et de jugements somme toute superficiels.

Que les Russes, comparés d'ailleurs « à des chiens qui aboient sans cesse, mais qui ne mordent que les victimes sans défense », ne puissent en conférence s'écarter des instructions reçues, qu'ils manient tour à tour douceur et violence, qu'ils opèrent de brusques tournants, qu'ils remettent ensuite en question les décisions adoptées dans l'intérêt du moment, rien de bien nouveau. C'est là un jeu qui repose sur une conception mouvante de la diplomatie, et qui ne facilite pas les négociations. Mais faut-il conclure que les Russes, abordant les réunions internationales avec un réalisme peu scrupuleux, sans les inhibitions que crée le souci d'observer des règles morales, sont privés de la force que donne justement l'obéissance à ces règles ? On voudrait croire que la vertu triomphe au sein des conférences internationales ; il paraît plus évident qu'au delà des engagements formels, ce sont des rapports de force qui déterminent la valeur des décisions prises, et qu'au surplus, ni tout le bien, ni tout le mal, ne se trouve du même côté.

Roger Portal,
Faculté des Lettres de Lille.

The Forrestal Diaries, edited by Walter Millis, New-York, The Viking Press, 1951, in-8° xxiv-581 pages, avec 16 photogr.

James Forrestal fut ministre de la Marine des États-Unis de mai 1944 à juillet 1947, puis ministre de la Défense, quand les Départements de la Guerre, de la Marine et de l'Air eurent été réunis sous la direction d'un tel Ministère, de juillet 1947 à mars 1949, date de sa démission, qui précéda de peu son suicide.

Il avait laissé une masse considérable de papiers, notes personnelles, lettres, rapports, coupures de journaux, classés au jour le jour, vraisemblablement en vue d'une publication. Ce sont ces papiers qui ont fourni la matière de ce volume. Il ne s'agit pas d'un journal à proprement parler, mais d'un arrangement de documents, parmi lesquels on a fait un choix, soit pour des raisons de convenance ou de sécurité, soit pour toute autre raison, et qu'on a reliés par des analyses ou par des commentaires.

Si la valeur documentaire de cette publication en est quelque peu diminuée, elle n'en présente pas moins un réel intérêt. Toutefois la plus grande partie du volume (plus des 5/6) se rapporte à la période postérieure à la deuxième guerre mondiale. L'ouvrage est donc surtout intéressant pour l'étude de la politique américaine d'après-guerre.

En ce qui concerne la deuxième guerre mondiale, on n'y trouvera que peu de détails dignes d'être signalés.

On y notera, par exemple, les critiques brutales du général Mac-Arthur (pp. 17-8) sur la politique de guerre des États-Unis, qui s'obstinent « stupidement » à gaspiller leur puissance militaire en Europe : à son avis, il eut fallu donner la priorité au théâtre d'opérations du Pacifique, où « l'histoire du monde sera écrite pour les 10 prochains millénaires », au lieu d' « intervenir dans ces querelles d'Europe auxquelles on ne peut espérer donner une solution puisqu'elles sont insolubles ».

On y verra aussi que Harry Hopkins se méfiait de Churchill, tout au moins de sa tendance à utiliser les États-Unis comme instrument de la politique anglo-russe (p. 58), et que ce même Hopkins considérait comme inévitable l'évolution de l'Europe vers le communisme (p. 72).

L'une des principales questions dont discute Forrestal de mai à

juillet 1945 est le sens exact de la formule « reddition inconditionnelle », appliquée aux Japonais : entraînait-elle la déchéance de l'Empereur, symbole de leur religion ?... La question était d'importance capitale : le décryptement des télégrammes échangés entre le ministre japonais des Affaires étrangères et son ambassadeur à Moscou montrait en effet que cette menace était le seul obstacle à la cessation de la résistance japonaise.

Mais ce qui domine les préoccupations de Forrestal dès la fin de 1944, c'est sa méfiance et celle de la plupart des dirigeants américains à l'égard de l'attitude de l'U. R. S. S. Si, après Yalta, l'optimisme parut renaître à Washington, il fallut reconnaître dès le 2 avril 1945 que « la lune de miel était terminée ». Cette méfiance ne cessa de croître et, dans les derniers mois de cette année 1945, on se rendit compte de l'erreur commise en démobilisant trop rapidement. Aussi, le dernier des chapitres concernant la période de guerre proprement dite est-il intitulé « avant-goût de la guerre froide ». L'un des interlocuteurs de Forrestal emploie même déjà l'expression « troisième guerre mondiale ».

Général Lestien.

Louis Smith, *American Democracy and military Power*, Chicago (The University of Chicago Press), 1951, xiv-370 pages, 15 × 23,5.

L'élection à la présidence des États-Unis d'un militaire, le général Eisenhower, donne au livre de M. Louis Smith un incontestable caractère d'actualité. L'auteur, doyen de Berea College à l'Université de Chicago, se propose en effet d'étudier l'un des problèmes les plus importants qui se soient posés aux États-Unis au cours de leur histoire et jusqu'à nos jours : celui des rapports entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Sa thèse est la suivante : si les États-Unis veulent être protégés, leurs forces armées doivent être puissantes ; mais elles doivent être soumises à un contrôle démocratique, si les Américains veulent demeurer libres.

L'attitude des Américains vis-à-vis de leur armée et de son statut a été fortement influencée par l'origine des États-Unis, leur passé de colonie et la guerre d'indépendance qu'ils ont faite contre une armée composée en partie de mercenaires. Les fondateurs du pays et la plupart des législateurs américains ont toujours éprouvé de la méfiance pour une armée de métier, instrument utile pour la recherche du pouvoir personnel. De là, l'organisation des milices d'États qui subsistèrent longtemps, en dépit des preuves multiples de leur incapacité. En 1826 encore, le secrétaire d'État à la Guerre estimait que la défense naturelle d'un peuple libre était une milice bien organisée et bien disciplinée.

M. Smith consacre une grande partie de son ouvrage à l'étude historique de l'organisation militaire américaine. Il nous montre comment les rapports entre civils et militaires ont été souvent orageux, quand, par exemple, les ambitions d'un John Armstrong qui — secrétaire d'État à la Guerre en 1813 — transféra son ministère de Washington aux armées, inquiétèrent James Monroe qui avait d'ailleurs, lui aussi, des prétentions militaires. Le problème se posa de nouveau avec gravité, à plusieurs reprises, pendant les campagnes de Floride d'Andrew Jackson, puis pendant la guerre contre le Mexique (1846) et naturellement pendant la guerre de Sécession.

Et aujourd'hui ? La situation est plus complexe que ne pouvaient le prévoir les contemporains de Washington et la Constitution, à elle seule, ne peut fournir toutes les réponses. D'une part, les frontières militaires de

l'Amérique, jadis constituées essentiellement par la limite entre les champs de blé des premiers colons et les forêts refuges des Indiens puis, plus tard, étendues au seul Nouveau Monde, sont maintenant en Europe et en Extrême-Orient, en Méditerranée et dans le Pacifique Sud. L'ancienne habitude américaine de ne maintenir, en temps de paix, que des forces militaires réduites, ne peut plus être suivie sans danger. Comme la grande majorité de ses compatriotes, l'auteur est conscient, peut-être un peu trop, du rôle de direction du monde démocratique assumé par les États-Unis (1). Il constate donc que les États-Unis ne doivent pas compter sur leur seul potentiel industriel, mais entretenir des forces militaires considérables. Ils n'ont pas, pour la première fois dans leur histoire, complètement démobilisé leur armée après la fin de la deuxième guerre mondiale. Si bien que l'éclipse de l'influence militaire, habituelle à chaque après-guerre, ne s'est pas produite cette fois.

D'autre part, M. Smith nous rappelle — et ceci est une vérité première — que la guerre n'est plus ce qu'elle était jadis. Dans la guerre moderne où l'on doit mobiliser au maximum non plus seulement des armées, mais des nations entières, le civil est presqu'aussi important que le militaire. Et ceci peut être une source nouvelle de friction entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire dont les rôles respectifs dans cette mobilisation ne sont pas clairement définis. Ainsi, des militaires doivent être consultés par les Finances, les Affaires étrangères, la Production industrielle, les Travaux publics, les Communications, l'Énergie atomique.

Enfin, à l'âge de la bombe atomique, les États-Unis, même si l'invasion de leur territoire demeure difficile, peuvent être sérieusement menacés. Ils sont très préoccupés par leur sécurité. En conséquence, avant de prendre les grandes décisions de politique générale, le gouvernement civil doit prendre l'avis des militaires, même s'il ne doit pas forcément le suivre. Cette coopération ne doit en aucune façon détruire la prépondérance finale du pouvoir civil même en matière de stratégie, mais la sécurité du pays dépend de la collaboration effective de ces deux pouvoirs. Avant la première guerre mondiale, le général Emory Upton en montrait déjà la nécessité : les guerres, écrivait-il, ne se perdent pas seulement sur le champ de bataille ; elles peuvent aussi être perdues sous le dôme du Capitole, dans les réunions du Cabinet ou dans le bureau du ministre de la Guerre (2).

M. Smith affirme, lui aussi, que, sans cette étroite coopération, une guerre entre les États-Unis et une autre superpuissance (*another superpower*, p. 319) pourrait être désastreuse. Mais il fait confiance au système établi par les premiers législateurs américains et par lequel un contrôle civil a toujours été imposé au pouvoir militaire. En faisant, du Président, le commandant en chef, ces législateurs ont établi l'unité de direction ; en donnant au Congrès le droit de lever les forces armées, ils ont donné au civil une claire prédominance sur le militaire ; en prévoyant le retour d'élections à date fixe, même en temps de guerre, ils ont donné au peuple le moyen de se prononcer sur la politique générale américaine ; enfin, en faisant de la Cour suprême le gardien de la Constitution, ils ont élevé un rempart à la fois moral et légal contre une dictature militaire.

La seule erreur que l'auteur trouve à leur reprocher est la création des milices levées par chaque État, et qui seraient, à la fois, impuissantes dans une guerre moderne et inutiles contre les forces armées des États-Unis. Est-ce à dire que l'on doive partager l'enthousiasme de certains historiens

(1) *World leadership*, p. VII ; *Responsibility for leadership and defense of democratic nations*, p. 317, etc.

(2) Emory UPTON, *The Military policy of the United States* (Washington, 1912).

américains, étudiant leur administration militaire (1) ? Non, sans doute. Le danger d'une dictature militaire aux États-Unis, au cas où se prolongeraient le malaise mondial et l'actuelle « guerre froide », n'est pas entièrement à écarter. Et il serait, bien entendu, beaucoup plus sérieux en cas de nouvelle guerre mondiale, non pas, semble-t-il, à la suite de quelque coup d'État militaire, mais plutôt parce que — à la faveur d'une terrible crise — les citoyens américains en viendraient à accepter aveuglément une direction militaire comme voie de salut.

On ne peut que souscrire à la conclusion de M. Smith quand, au terme de sa longue et consciencieuse étude, il souligne la nécessité du contrôle civil pour 3 raisons essentielles : 1) Les militaires peuvent se laisser entraîner vers des solutions belliqueuses plus aisément que les civils ; 2) Les civils peuvent, en temps de guerre, mobiliser les forces de la nation avec plus de succès que les militaires ; 3) Enfin, les militaires peuvent être plus enclins que les civils à suspendre les institutions démocratiques en invoquant l'état de guerre, d'où l'utilité du contrôle civil pour que des hommes libres ne perdent pas leurs libertés chez eux, au moment précis où ils les défendent au delà des mers.

H. Monteagle,
Université de Manchester.

Katherine T. Marshall, *Mon mari, le général Marshall* (traduit de l'américain par S. T. Vincenot), 302 pages, Amiot-Dumont, Paris, mai 1948.

L'amateur des petits à-côtés de l'histoire fera une ample moisson d'anecdotes dans cet ouvrage. Si le général en sait trop long sur les hommes et les événements pour pouvoir publier ses mémoires, son épouse ne cherche pas à voiler l'admiration qu'elle éprouve à son égard, admiration qu'elle manifesta en collectionnant soigneusement les coupures de presse commentant ses faits et gestes.

Entre les descriptions des scènes de la vie de la famille Marshall, on voit se dessiner les grandes lignes d'un portrait du général ; on assiste à l'énumération des qualités qui doivent être celles d'un chef d'état-major américain chargé de faire de l'armée de son pays, force militaire d'une puissance de troisième ordre en 1939, un instrument de combat capable de vaincre sur deux fronts.

L'ouvrage donne quelques renseignements sur les efforts incessants de Marshall contre les pacifistes et les isolationnistes américains ; pour aboutir, Marshall joue « cartes sur table » et n'hésite pas à remettre à la presse le texte de son rapport biennal de l'été 1941 afin d'enlever le vote du décret sur le service obligatoire. Aucune précision n'est fournie par contre sur les conceptions du général relatives à la conduite de la guerre ni sur les conférences politiques et militaires auxquelles il a pris part.

R. Collenot.

William Henry Chamberlin, *America's second Crusade*, Henry Regnery Company Chicago, 1950, in-8°, 372 pages.

Dû à un correspondant du *Christian Science Monitor*, à Moscou de 1922 à 1934, ensuite reporter en Asie, en France et, finalement rédacteur au *Wall*

(1) Luther Gulick, par exemple, qui écrit : « Le système constitutionnel américain en temps de guerre, en particulier la présidence, suscitera longtemps l'admiration des historiens américains et étrangers » (*Administrative reflections from World War II*, University of Alabama Press, 1948).

Street Journal depuis 1945, ce livre sur la seconde croisade de l'Amérique est avant tout l'expression des désillusions et des inquiétudes de certains milieux américains. Il rappelle d'abord les conditions de l'intervention des États-Unis dans la première guerre mondiale, en essayant à ce propos de définir la psychologie de l'Américain moyen en face de l'Allemagne, donnant le texte des 14 points de Wilson ainsi que des annexes bien connues des 11 février et 27 septembre 1918 qui les complètent. Un second chapitre signale l'ironie du destin qui fit sortir de la guerre, au lieu de la démocratie, 3 hommes encore peu ou pas connus, tout au moins d'après l'auteur qui les place sur le même plan, Lenine, Mussolini et Hitler.

C'est ensuite un exposé — qu'un lecteur européen jugera trop souvent superficiel et parfois surprenant — des tentatives de domination mondiale des 3 régimes nouveaux et W. H. Chamberlin accuse ouvertement les hommes d'état américains de n'avoir pas su voir la réalité et le danger des programmes annoncés ostensiblement par les maîtres des 3 états. Une étude des conditions de la chute du régime né à Versailles précise ce point de vue en montrant les empiètements successifs de Hitler favorisés par la division entre la France et l'Angleterre, insistant en particulier sur l'affaire de la remilitarisation et sur la crise de Munich avant d'en arriver au pacte germano-russe d'août 1939 et à ses conséquences. Les chapitres suivants sont difficiles à juger par un Européen car ils font de fréquentes allusions à des incidents de la politique intérieure américaine appréciés dans un esprit toujours hostile au président Roosevelt et parfois avec une véhémence partisane. C'est ainsi que l'auteur, ayant retracé brièvement l'effondrement de la Pologne, suivi d'un nouveau partage, insiste sur la partialité de Roosevelt qui parla du coup de poignard dans le dos de l'Italie alors qu'il n'avait rien dit lorsque la Russie était intervenue en Pologne. Les conditions dans lesquelles les États-Unis furent amenés à prendre parti dans le conflit dans l'Atlantique et à se battre dans le Pacifique sont également l'occasion de critiques acerbes de la politique américaine. Le même ton domine les derniers chapitres dont l'un s'intitule « Un Munich appelé Yalta. » C'est surtout le problème polonais qui soulève l'irritation de l'auteur. Il juge inadmissible la fixation de fait de la frontière à la ligne Oder-Neisse mais il n'oublie pas de s'en prendre aussi au plan Morgenthau sur l'industrie allemande et finit par se demander ce que les efforts des armées américaines ont apporté au pays par la faute des dirigeants et des diplomates. Il est en tout cas certain que l'auteur a beaucoup plus de sympathies pour les généraux, qu'ils soient Américains, Français ou Allemands, que pour les hommes politiques et les indications de sa bibliographie permettent de se demander si une hostilité envers les Russes qui va jusqu'à n'utiliser aucun document en provenance des démocraties populaires n'enlève pas une certaine valeur aux jugements de l'auteur. Son ouvrage n'en est pas moins révélateur des tendances d'une partie de l'opinion publique américaine et explique pour une part certains aspects de la politique du Gouvernement de Washington.

Jean VIDALENC,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Général George C. KENNEY, *The Mac Arthur I Know (Le Mac Arthur que je connais)*, Duell, Soan and Pearce, New York, 1951, 264 pages.

En deux phrases l'auteur nous dit combien il est difficile de se représenter Mac Arthur : « Depuis de longues années et aujourd'hui encore Douglas Mac Arthur est un sujet de controverses et il est cependant l'une des plus importantes figures qui existent sur le plan national et sur la scène inter-

nationale. Il en sera probablement toujours ainsi. » ... « Parmi ceux qui le connaissent ou qui croient le connaître les uns l'admirent, les autres le détestent ; on ne trouve pas de neutres. » Suit cette déclaration : « Je dois vous avertir que je suis pour Mac Arthur. »

Le général Kenney qui se distingua à la fin de la première guerre mondiale et qui plus tard commanda les forces aériennes du Pacifique Sud-Ouest sous les ordres de Mac Arthur, est devenu un des grands amis de celui-ci. Il ne nie pas ses défauts, mais nous laisse le soin de les deviner et ne souligne que ses éminentes qualités. Il s'efforce de détruire les médisances et les calomnies dont Mac Arthur a été l'objet de la part de ceux qui ont pris ombrage de dons brillants, d'une carrière exceptionnelle, d'une personnalité qui a éclipsé facilement celle de ses rivaux, d'un dédain pour les règles établies que l'on ne passe qu'aux très grands chefs, d'une propension marquée à l'exercice d'une autorité absolue. La profonde admiration éprouvée par l'auteur pour Mac Arthur lui a-t-elle permis de garder l'impartialité dans ses jugements ? On le souhaite. Quoi qu'il en soit on ne manquera pas d'apprécier le récit des heures vécues par le général G. C. Kenney auprès de son chef et ami. Son livre est écrit d'un style familier, plein de vie, de bonne humeur, avec quelques touches de hâblerie assez fréquentes dans le caractère américain. Ainsi, il n'est peut-être vrai qu'en partie que l'aviation japonaise reçut le 7 août 1942 sur son terrain de Vunnakanau de la part des bombardiers du général Kenney des coups si sérieux que les Japonais n'opposèrent aucune résistance au débarquement à Guadalcanal ; le Service historique de l'armée américaine nous dit bien (Guadalcanal, p. 77) que les fusiliers marins furent mis à terre sans difficulté le matin du 7 août, mais tout de même il note que les bombardiers japonais gênèrent beaucoup les débarquements de l'après-midi ; ils n'avaient donc pas été anéantis. Toutefois l'intention du général Kenney n'a pas été d'écrire un historique bien que les pages qui relatent la signature de la capitulation à bord du Missouri soient à retenir ; il a voulu simplement nous laisser un portrait de Mac Arthur, en nous prévenant qu'on pouvait le présenter de manières très opposées ; le sien est peint avec des couleurs extrêmement brillantes.

G. Renondeau.

Kervin Mac Cann. *Un général sans képi*, traduit de l'anglais par Jean Périer, Paris, Robert Laffont, 1952, 14,5 x 19,5, 257 pages. Prix : 570 fr.

Cet ouvrage — dont le plan n'est pas rigoureux — est destiné à nous faire connaître le caractère et les idées du général Eisenhower plutôt qu'à nous présenter une histoire complète de sa vie. L'auteur insiste sur le fait que le nouveau président des États-Unis n'a point les défauts qu'on reproche habituellement aux militaires, mais possède, au contraire, toutes les qualités utiles à un grand administrateur, à un grand homme d'État : esprit clair, sens des responsabilités, puissance de travail, désintéressement, largeur d'esprit, amour de l'humanité, horreur de la guerre. Eisenhower est persuadé de la nécessité de la coopération des nations qu'anime le même idéal de la liberté. C'est pourquoi il assure la direction de l'armée atlantique. Il a un sens profond du devoir et c'est pourquoi il a fini par accepter la présidence des États-Unis. Mais il n'a pas d'ambition personnelle et c'est avec enthousiasme qu'il avait administré l'Université Colombia où ses projets les plus chers étaient l'organisation de l'enseignement de l'instruction civique et la création d'une chaire de la « Paix » qui aurait étudié les graves problèmes de la guerre et de ses conséquences sur l'évolution de l'humanité.

Marie Granet.

LA GUERRE SUR MER

ALEXANDRIS (contre-amiral Constantin A.), *Notre marine pendant la période de guerre 1941-1945 (To naftikonn mas kata tinn polemikinn périodonn 1941-45)*, Athènes, « Aétos », 1952, in-8°, 204 pages, ill.

C'est au contre-amiral C. Alexandris qu'échut le commandement des forces navales de la Grèce libre, de 1943 à 1944, période de grands troubles intérieurs qui mirent en danger l'existence même de la flotte. L'attitude de l'amiral n'a pas eu que des laudateurs ; elle a été aussi fort critiquée. Certes la situation était alors délicate. On est porté à croire que la voie suivie par l'amiral Alexandris était la plus réaliste. Cependant son efficacité a été médiocrement prouvée par les événements.

Dans son ouvrage, l'amiral Alexandris, dont deux livres précédents sur l'histoire maritime hellénique ont été couronnés par l'Académie d'Athènes, relate l'action de la flotte de la Grèce combattante pendant la période de l'occupation du pays par les forces de l'Axe. C'est une période beaucoup moins connue que celle de la guerre contre l'Italie de 1940-41, qui, à cause des succès retentissants de l'armée grecque contre l'écrasante supériorité de l'assaillant, connut l'honneur d'une publicité mondiale. Pourtant comme l'auteur l'explique dans sa préface, la période qui s'ensuivit, au moins en ce qui concerne la marine, est tout aussi glorieuse si elle est connue surtout par la révolte d'avril 1944 en Égypte, qui jeta son ombre sur presque quatre ans d'efforts héroïques.

Le livre est écrit en forme de mémoires. Il commence en février 1941, quand l'auteur, alors capitaine de vaisseau, s'est rendu en Angleterre en mission spéciale si urgente qu'il dut survoler la Méditerranée, dont le bassin central était sous le contrôle indiscutable de l'aviation italo-allemande. Cette traversée périlleuse a duré trois semaines avec étapes à Alexandrie, à Malte et à Gibraltar, ce qui permet à l'auteur de donner ses impressions sur le degré d'impréparation défensive des démocraties occidentales contre l'agression, l'esprit avec lequel les habitants de la capitale britannique ont pu résister efficacement aux vains efforts que déploya la *Luftwaffe* pour briser leur moral par des raids nocturnes.

Dans le deuxième chapitre, il est question de la Résistance hellénique contre l'invasion allemande en avril 1941 et de ses conséquences pour la flotte de guerre dont les unités — la majeure partie ayant échappé à l'aviation ennemie — durent se replier à Alexandrie. Il est aussi question de la répercussion de l'occupation de la Grèce sur le statut de la marine marchande dont les navires servaient les Alliés, des difficultés survenues et des mesures que l'amiral Alexandris a dû prendre en sa qualité d'attaché naval, exerçant en même temps les fonctions de directeur général de la marine marchande. Dans ce même chapitre et dans le chapitre suivant, on trouve un exposé très intéressant des pourparlers avec l'amirauté britannique qui ont abouti au renforcement de la flotte de guerre grecque par de nouvelles unités (contre-torpilleurs d'escorte, corvettes, sous-marins, etc.) en cours de construction dans les chantiers de Grande-Bretagne.

Au début de l'année 1943, des troubles éclatent dans deux unités de l'armée grecque qui venaient de se former et s'exerçaient en Palestine. Le premier ministre E. Souderos se voit obligé de quitter Londres, où le gouvernement libre résidait depuis l'automne 1941, pour se rendre en

Égypte. Des changements aux postes supérieurs s'ensuivirent et, entre autres, l'auteur fut nommé commandant en chef de la flotte. Il se rendit à Alexandrie en traversant en sens inverse la Méditerranée, cette fois à bord d'un contre-torpilleur récemment acquis, l' *Adrias*.

Dans les chapitres qui suivent l'auteur décrit les conditions extraordinaires, dans lesquelles les forces armées de la Grèce, reconstituées en Moyen-Orient, continuaient depuis 1941 leur lutte. Mais, plus spécialement, il s'occupe de la marine en commençant par les mesures administratives qu'il a dû prendre pour en relever la valeur combattive et pour continuer le renforcement de la flotte par de nouvelles unités. Sur ce point, il met en relief le fait que, grâce au flux ininterrompu d'officiers, sous-officiers et matelots qui s'évadaient de la Grèce occupée, le personnel de la marine a été plus que doublé vers la fin de 1943. C'est ce qui a permis l'acquisition d'une quarantaine de nouvelles unités. La flotte, ainsi renouvelée, n'est plus une force symbolique de résistance, mais une force substantielle qui en nombre de navires d'escorte représente plus d'un tiers de la flotte alliée de la Méditerranée orientale.

Dans les opérations de blocus de la côte tunisienne, la reddition de l'armée de von Arnim et les débarquements de Sicile en juillet et de l'Italie du Sud en août de la même année, les navires de la flotte grecque participèrent énergiquement et quelques-uns se distinguèrent, tels que les contre-torpilleurs *Reine Olga*, *Kanaris*, *Pindos* et *Adrias*. L'auteur nous donne une description très détaillée de ces opérations, n'omettant pas d'ajouter des statistiques sur les milles parcourus et le nombre des bateaux escortés par les forces sous son commandement.

L'invasion de l'Italie par les Alliés, le débarquement de Salerno et les aventures dramatiques de la capitulation italienne du 9 septembre sont ensuite décrits avec les détails nécessaires pour aboutir au point culminant de la reddition de la flotte italienne. Avec un sentiment de fierté nationale, d'ailleurs justifié, l'auteur décrit la scène de l'arrivée en rade d'Alexandrie, pour y être internée, d'une forte escadre italienne qui a dû saluer le pavillon de l'amiral grec à côté de celui de l'amiral Sir John Cunningham.

Suivent les opérations coûteuses que la flotte britannique de la Méditerranée, aidée par la flotte hellénique, a entreprises dans la mer du Dodécanèse. Pendant deux mois, de la fin septembre à la fin novembre, les contre-torpilleurs alliés débarquèrent, avec leurs provisions, des détachements de « Commandos » sur les îles soumises aux bombardements intenses de l'aviation allemande opérant de ses aérodromes presqu'à bout portant. La perte de 6 contre-torpilleurs britanniques et de 2 grecs fut le prix du secours aux détachements débarqués, sans d'ailleurs empêcher la reprise des îles par l'ennemi.

Un court exposé de l'action des sous-marins s'ensuit, avec le récit émouvant des exploits et de la fin héroïque de *Katsonis* dans l'Égée du nord, complété par un résumé de l'œuvre effacée, mais très importante, des dragueurs de mines.

Dans le chapitre VI, l'auteur, après avoir donné un récit des opérations des trois premiers mois de 1944, débarquement d'Anzio compris, ne recule pas devant la tâche désagréable de dépeindre les « ombres de son tableau » comme il appelle lui-même les tristes événements d'avril. Dans un récit passionnant, mais qui n'est nullement passionné, il analyse les causes des troubles qui se manifestèrent au sein des forces armées helléniques, y compris cette fois, la marine en immobilisant bon nombre de ses unités pendant trois semaines. A l'origine de ces troubles était le désir d'une grande partie des militaires et des marins grecs, influencée par l'extrême gauche, d'un gouvernement d'union nationale qui comprendrait des représentants

du gouvernement en exil, des vieux partis dissous en 1936 par la dictature Métaxas, et surtout du *Comité politique de Libération nationale* récemment formé dans les montagnes de la Grèce par les Résistants de l'*E. A. M.* (1). L'amiral Alexandris raconte ses efforts pour faire face à la situation et il explique comment la décision a été prise de faire appel à la force. L'opération fut exécutée dans la nuit du 22 au 23 avril. Les insurgés durent se rendre après une courte et sanglante résistance. La convalescence fut rapide et la flotte put prendre part aux opérations de débarquement au sud de la France en août, ainsi qu'à la Libération de la Grèce en octobre 1944.

Le dernier chapitre est consacré au rôle de la marine hellénique pour la remise en état de ses bases de Salamine et Scaramanga après l'évacuation du pays par les troupes allemandes, ainsi que des principaux ports sabotés par l'ennemi dans sa retraite. Les considérations de l'auteur sur l'activité de la marine grecque de guerre et de commerce pendant la deuxième guerre mondiale terminent le chapitre. En appendice sont donnés des documents et des tables des pertes et des navires qui ont participé aux opérations, avec les noms de leurs officiers.

Au total un ouvrage intéressant, le seul qui embrasse toute la durée des opérations navales et dans un style d'une précision très militaire (2).

Alc. MARGARITIS,
Athènes.

Bruce LOCKHART, *The Marines were there* (Londres, Putnam, 1950, 210 pages).

Les *Marines* britanniques sont moins célèbres que leurs similaires américains mais leur histoire est beaucoup plus ancienne et non moins glorieuse. Ce sont, les uns et les autres, les descendants des soldats jadis embarqués à bord des vaisseaux pour exécuter les feux de mousqueterie et constituer une partie des détachements d'abordage. La même institution existait en France — les troupes de la Marine devenues, vers la fin du siècle dernier, les Troupes coloniales et dont le sort s'est alors séparé de celui des marins. L'évolution a été presque semblable aux États-Unis où les *Marines* constituent désormais des divisions d'assaut dont le rôle n'est plus lié qu'accessoirement à celui de la flotte.

Les Anglais, plus traditionalistes, ont conservé l'institution presque sous sa forme ancienne. Leurs *Marines* jouent à bord un rôle analogue à celui de nos fusiliers mais y remplissent en outre d'autres fonctions telles que l'armement de certaines tourelles. Aussi leur histoire est-elle intimement liée à celle de la marine elle-même. Il est impossible de les séparer. Cependant, les soldats d'élite qu'ont toujours été les *Marines* ont fourni le gros des commandos, organisés à la demande de M. Churchill au lendemain des jours sombres de 1940. Ceux-ci ont conservé et honoré les traditions de leur corps.

Le livre de M. Lockhart est un vaste panégyrique, très détaillé, rapportant tous les exploits individuels, particulièrement intéressant pour la « petite histoire » du corps des *Marines*. Certains de ces détails éclairent de grands épisodes ou précisent de grandes opérations.

Par exemple, la fin du *Bismarck*, vue par le major Sims, des *Royal*

(1) Cf. n° 3 des *Cahiers d'histoire de la guerre*, p. 132 et 134-39.

(2) L'ouvrage du vice-amiral E. Kawadias, dont il sera rendu compte ultérieurement, s'arrête en 1943.

Marines, chef de la tourelle Y (la plus à l'arrière) du cuirassé *King George V*, permet de suivre, minute par minute, avec une sécheresse émouvante, la distinction du cuirassé.

Ainsi les *Marines* multiplièrent les exploits individuels. Partout les premiers à terre, ils furent toujours les derniers à se rembarquer. Ils participèrent à tous les raids, en France, en Sicile, en Italie, et sur les lointaines côtes d'Extrême-Orient. Un de leurs plus remarquables hauts faits fut l'assaut de Walcheren, baptisé opération *Infatuate*. Il s'agissait d'ouvrir l'Escaut aux navires alliés pour leur permettre d'atteindre la grande base d'Anvers, tombée aux mains des armées de Montgomery. Ce fut une action d'une folle hardiesse qui réussit complètement.

Bref, aucun autre corps des forces britanniques ne combattit en tant d'endroits différents du globe, sur terre, sur mer et dans le ciel. Aucun ne fut appelé à exécuter des missions aussi variées dans des conditions réclamant de la rapidité et des qualités d'improvisation. Jamais les *Royal Marines* ne déçurent l'attente de leurs chefs.

Au début des hostilités, ils n'étaient que 12.000, à la fin leur effectif atteignait près de 80.000. Ils fournirent 9 commandos, le nombre de leurs bataillons fut porté à 8, et à bord des navires de toute taille, depuis le cuirassé jusqu'au canoë, ils partagèrent la gloire de presque tous les engagements navals. A bord des grands bâtiments ils armaient entre un quart et un tiers de l'artillerie. Dans une guerre où les perfectionnements techniques firent tomber le taux des pertes bien au-dessous de celui de la première guerre mondiale, les leurs restèrent lourdes, s'élevant à environ 10 % de leur effectif maximum.

René Jouan.

C. F. Alfred Stanford, *Force Mulberry*, William Morrow Company, New York, 1951, 240 pages, relié, index, cartes.

Le capitaine de frégate Alfred Stanford, de la marine américaine, raconte dans ce livre l'histoire du port artificiel construit au large du secteur U. S. sur la côte de Normandie et qui, contrairement à son similaire britannique d'Arromanches, dut être abandonné, au moins partiellement, après la grande tempête du 19 au 23 juin 1944.

Le commandant Stanford était le second du capitaine de vaisseau Dayton-Clark qui dirigea la préparation et la mise en place du *Mulberry B*, frère du *Mulberry A* britannique. Ce nom de *Mulberry* (mûre) semble avoir été pris au hasard sur une liste de mots conventionnels. On connaît déjà assez complètement, par les ouvrages britanniques, la structure et la composition de ces ports artificiels, constitués essentiellement par un brise-lame extérieur formé avec de grands caissons en béton armé, les *Phœnix*, qu'on coulait à l'emplacement désiré et dont il existait 5 types, et par les *Whales*, jetées flottantes où accostaient les bateaux pour se décharger, leur cargaison étant transportée à terre par des camions.

Le commandant Stanford nous conte dans le plus grand détail le fonctionnement de l'état-major américain chargé de cette installation et les innombrables difficultés, paraissant parfois insurmontables, qu'il eut à vaincre. Elles ne différèrent pas beaucoup de celles qu'éprouva l'état-major britannique et que nous connaissons déjà.

Le *Mulberry* américain réussit à prendre de l'avance sur le programme prévu et, le 17 juin, à la veille de la tempête qui allait tout transformer, il débarquait 8.000 t. de plus que ce qu'on avait prévu. Dans une des premières instructions relatives aux ports artificiels, il était écrit : « Les tempêtes de

force 7 (75 km.-h.) sont très rares sur cette partie des côtes de France au cours de la période de quatre-vingt-dix jours envisagée, il n'en a donc pas été tenu compte pour la confection des ports. »

Le 18 juin, deux jetées flottantes étaient en service au *Mulberry* américain. Le vent se mit à fraîchir dans la matinée. Des camions amphibies *(duckw)* commencèrent à couler. Il fallut partiellement interdire le trafic et des mesures de sécurité furent immédiatement prises. Pourtant les prévisions météorologiques demeuraient optimistes. Mais, dès le lendemain 19, la tempête avait pris toute sa force, le vent atteignant la vitesse de 25 à 30 nœuds. Dans l'après-midi il y avait plus d'un mètre de creux à l'intérieur du port. Les navires commencèrent à chasser sur leurs ancres. Le vent s'enfla encore pendant la nuit. Les *Phœnix* commencèrent à montrer des signes de fatigue. Des *L. C. T. (landing craft tank)* britanniques, arrachés à leurs ancres, tombèrent sur les jetées flottantes et amorcèrent leur destruction. Le 20 au matin, un rayon de soleil vint rendre un peu d'espoir mais l'ouragan reprit encore plus de force dans l'après-midi. La situation devint alors dramatique. Une partie des *Phœnix* furent démolis, les jetées furent écrasées par les coques des navires lancées sur elles, il ne restait plus un seul remorqueur pour tenter quelque manœuvre de sauvetage. Puis, ce qui avait été la plus forte tempête constatée dans cette région depuis quarante ans, s'apaisa peu à peu. On put faire le bilan du désastre. Les *Gooseberry*, abris constitués avec des *blockships* avaient résisté, bien que plusieurs de ceux-ci eussent été brisés, sauvant des centaines d'embarcations. Le brise-lame des *Phœnix* tenait encore pour la moitié. Les jetées flottantes n'étaient réparables qu'au prix de plusieurs mois d'efforts et d'une grande consommation de matériel. Sur 650 *L. C. T.* il en restait 350. Le capitaine de vaisseau américain Ellsberg, spécialiste des travaux de sauvetage, estima que le port pouvait être conservé, mais le commodore britannique Sullivan, autorité la plus haute, fit décider l'abandon du port américain, son matériel étant nécessaire pour réparer le port britannique. Les Américains ne renoncèrent cependant pas à en tirer encore tout le parti possible. Le *Mulberry B* déchargeait 14.000 t. par jour à la fin du mois de juin.

R. Jouan.

Heins Schaeffer, *U-977. L'odyssée d'un sous-marin allemand* (Julliard), 1952, 240 pages.

Le livre de l'ancien officier, puis commandant de sous-marins allemands, Heinz Schaeffer, est particulièrement intéressant en ce qu'il constitue le premier témoignage direct provenant de ces *U-Boote*, partis à la destruction des flottes marchandes alliées et qui finirent par être entièrement détruits eux-mêmes. On y lit, décrit avec l'intensité de la chose vécue, les premières curées joyeuses du temps où la défense britannique n'était pas encore suffisamment organisée et équipée, les longues attaques des « meutes » qui dévoraient parfois presque entièrement un convoi, mais aussi les terribles heures passées dans les profondeurs sous la grêle des grenades sous-marines où chaque seconde semble devoir apporter une mort atroce.

La fin des hostilités trouve l'*U-977* devant les côtes de Norvège. Va-t-il obéir aux ordres de reddition, aller se livrer, pavillon noir en tête de mât, aux patrouilleurs alliés vainqueurs ? Le commandant fait procéder à un vote. La majorité se prononce pour une fuite en Argentine. Les hommes qui refusent d'y participer sont débarqués sur la côte norvégienne. Alors commence une traversée épique. L'*U-977* va passer soixante-six jours complètement sous l'eau, grâce à l'appareil d'admission d'air en plongée appelé *Schnorchel*,

inventé depuis quelques mois par les Allemands. C'est une plongée-record, qui doit d'ailleurs l'être encore. Des conflits personnels se manifestent à bord. Enfin le sous-marin allemand se présente devant Mar-el-Plata où il est interné par les autorités d'Argentine. Mais cette extraordinaire traversée a fait naître les plus étranges soupçons. Les Russes n'ont retrouvé aucune preuve péremptoire du suicide de Hitler et de l'incinération de son corps, dans le jardin de la Chancellerie, à Berlin. De là à conclure que le tyran s'est enfui, il n'y a qu'un pas, vite franchi. N'a-t-il pas été transporté en Amérique par ce sous-marin à la conduite pour le moins curieuse ? Et ce sont de longs interrogatoires qui, bien entendu, ne peuvent donner aucun résultat. Le commandant Heinz Schaeffer, finalement libéré, se fixe en Argentine.

Livre intéressant, incontestablement, qui permet d'établir un parallèle avec la littérature assez abondante écrite sur la guerre sous-marine du côté allié.

R. Jouan.

Peter Henn, *La dernière rafale*, Éditions Julliard, 1951, 268 pages.

Peter Henn, pilote de chasse allemand, fut jeté dans la bataille seulement en 1943, c'est-à-dire à un moment où la *Luftwaffe* n'était plus que l'ombre d'elle-même et évoluait très rapidement vers l'impuissance presque totale. C'est donc dans une ambiance de défaite qu'opéra l'auteur et c'est celle qu'il nous restitue dans son livre. Il combattit d'abord en Sicile, puis en Italie. Il fut envoyé en Roumanie où son avion, saboté par la Résistance roumaine, explosa au sol. Affecté au quartier général de la *Luftwaffe*, à Berlin, il fut révolté par l'aveuglement et le sectarisme qu'il constatait autour de lui. Il se fit muter dans un groupe d'assaut et participa à l'offensive des Ardennes, puis, pendant l'agonie du Reich, combattit sur le front de l'est jusqu'au moment où il fut abattu par la *D. C. A.* russe, au voisinage de Brno, en Tchécoslovaquie. Libéré en 1947 à titre de grand blessé — il a les deux jambes coupées — il est devenu rédacteur d'un grand quotidien bavarois à Augsbourg.

Le livre ne nous apporte aucune révélation mais il est écrit de façon sincère et vivante et, à ce titre, constitue un document humain de valeur.

R. Jouan.

GRANDE-BRETAGNE

Winston S. Churchill, *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*, t. V : *L'étau se referme*, trad. fr., Paris, Plon, 1951-52, 2 vol. de 383 et 389 pages, in-8°, avec cartes et graphiques.

Le 5e tome des *Mémoires* de Churchill garde, en les accentuant, la présentation et les caractères des précédents. Plus que de simples souvenirs, c'est une histoire de la deuxième guerre mondiale, qui embrasse l'ensemble du conflit. Histoire vue d'en haut, des postes gouvernementaux de Londres ou de Washington, et par là surtout diplomatique et militaire. Histoire qui s'éclaire de confrontations avec les *Mémoires* de tous les grands protagonistes de la guerre parus depuis 1945, voire les pièces du procès de Nuremberg. Histoire qui, par là, glisse à la justification ou même à la polémique, d'un ton, il est vrai, le plus souvent modéré. Enfin le souci de lier les problèmes internationaux de l'heure actuelle à leurs origines y est évident.

Compte tenu de cette optique particulière, la valeur de l'ouvrage reste hors de pair. Par les qualités littéraires de l'exposé comme par la masse énorme des documents cités en cours de récit, en notes, et surtout en annexes, à la fin de chaque volume. C'est dans ces annexes que le rôle de Churchill, chef du gouvernement et chef de guerre, apparaît le mieux ; il veut être pleinement informé, mais il veut aussi inspirer et stimuler ; dans cette correspondance, les problèmes militaires sont au premier plan, mais bien d'autres, assez disparates, y trouvent place. Exacte propriété des termes employés dans les rapports officiels, tact nécessaire pour le choix des noms désignant les plans d'opération, soucis du ravitaillement général, réadaptation économique de l'après-guerre (envisagée dès octobre 1943), files d'attente trop longues aux stations d'autobus qui entraînent gaspillage de temps et baisse de rendement, tas d'ordures sur une route de la banlieue londonienne, jugement d'un tribunal qui a cru bon d'évoquer une loi contre la sorcellerie de 1755, etc., font l'objet de mentions d'une *imperatoria brevitas* dont la sévérité condamne lenteurs et incuries administratives. On trouve là le souci d'une exacte priorité dans l'essentiel, sans le dédain de menus faits qui importent au bon fonctionnement de la machine de guerre comme au moral de la nation.

Ce tome couvre la période du 6 juin 1943 au 5 juin 1944, année qui vit l'écroulement italien, les conférences de Québec, de Moscou et de Téhéran et les préparatifs d'*Overlord*, c'est-à-dire du débarquement en Normandie. Pour l'auteur, le tournant décisif de la guerre vient d'être franchi, au début de l'année 1943, avec la bataille de Stalingrad et la victoire anglo-américaine en Afrique du Nord. Mais on ne s'étonnera pas de le voir mettre l'accent sur l'aspect maritime du conflit. Pour lui, la Méditerranée rouverte au trafic allié ne signifie pas seulement un regain de prestige, mais une économie de quarante-cinq jours de navigation pour les convois à destination du Moyen-Orient. Et d'autre part la bataille de l'Atlantique livrée aux sous-marins allemands se termine aussi victorieusement. Trois cartes, extrêmement suggestives, localisent les pertes subies par les marines alliées pendant 3 périodes chronologiques (1) et soulignent leur diminution progressive. Les

(1) Les points les plus dangereux des routes maritimes étaient les plus éloignés des bases de l'aviation côtière de défense : le sud-est du Groenland et les approches du Venezuela. Du 1er août 1942 au 24 mai 1943, les Alliés perdent 3.760.722 tonnes de

triomphateurs ont été de nouveaux procédés, comme le *M. A. C. ship*, porte-avions marchand demi-camouflé qui rappelle un peu les *Q ships* de l'autre guerre, l'appareil *H 22* utilisé par l'aviation côtière et surtout les chantiers de constructions navales d'Angleterre et d'Amérique.

On connaît le goût de Churchill pour les choses militaires. Atavisme ? tempérament ? Sans doute, mais aussi conviction de l'indispensable et dure priorité du temps de guerre. A chaque page, ce goût se révèle par le souci des nouvelles techniques militaires, dans le domaine de la marine, de l'aviation, de l'artillerie, et l'informateur principal est lord Cherwell, un des plus intimes collaborateurs du Premier. Le caractère révolutionnaire ou aventureux d'un projet n'est jamais un motif pour l'écarter. Ainsi sont retenus, entre autres, les plans de construction d'un aérodrome atlantique en glace artificielle (plan *Habbakuk* qui n'aboutira pas), des *Mulberries* qui serviront au débarquement sur la côte normande, les procédés *Window* (jet de languettes de papier argenté pour dérouter les radars allemands), *Oboc* (pour les bombardements sans visibilité), la fabrication d'explosifs à l'aluminium, etc. Surtout il s'agit de surveiller et de prévenir les efforts allemands pour la mise au point d'armes nouvelles, efforts connus dès le début. Selon Churchill, le retard fatal à l'utilisation des fusées et avions sans pilotes est le résultat du bombardement par les Anglais des chantiers de Peenemünde, en Baltique (17 août 1943) où furent détruits les premiers plans de construction de ces armes, et de l'héroïsme d'un ingénieur polonais qui réussit à faire passer à Londres des plans et même des pièces détachées soustraits à l'ennemi. En tout cas, un des mérites de Churchill est d'avoir lutté contre l'ankylose si fréquente des cerveaux militaires, d'avoir stimulé l'imagination des techniciens et poussé au rajeunissement des méthodes guerrières.

Les nombreux ouvrages parus depuis la fin de la guerre et les polémiques suscitées par eux ont déjà mis en lumière les problèmes et les conflits soulevés par la collaboration alliée. Il n'est besoin ici que de marquer les thèses de Churchill au regard des principaux. Mais tout d'abord s'impose une remarque. La première guerre mondiale avait, dans une large mesure, respecté la séparation des domaines de l'action militaire et de la politique gouvernementale. Ce n'est plus vrai dans la deuxième, où l'interférence des chefs de gouvernements dans la stratégie est incessante et très grande. Sans doute faut-il en trouver l'explication dans la situation particulière d'un Staline qui s'alloue en Russie le plus haut grade militaire, d'un Roosevelt investi par la Constitution des *U. S. A.* du titre de commandant des forces armées, et du goût, déjà noté, du tempérament et du prestige de Churchill. Ce dernier intervient à chaque instant et souvent de façon impérative, à propos des objectifs stratégiques, de la distribution et de l'emploi des forces armées. D'où les discussions, voire la tension, qui apparaissent dans les rapports entre Churchill et Roosevelt, Churchill et Eisenhower, et surtout Churchill et Staline. Avec le président des *U. S. A.*, la grande question et qui n'est pas nouvelle dans cette période, est celle des objectifs immédiats de la guerre du Pacifique, où Churchill voudrait une plus large place pour les îles malaises et la Birmanie. Avec Eisenhower et Roosevelt c'est la question méditerranéenne tout entière. Après la victoire en Afrique du Nord, passera-t-on en Sicile, ou prendra-t-on l'Italie à revers, par la Sardaigne et la Corse ? Churchill penchait pour la première solution. Eisenhower pour l'autre. On

jauge (dont 700.000 pour le seul mois de février) ; du 22 mai 1943 au 18 septembre 1943, 202.227 tonnes ; du 19 septembre 1943 au 15 mai 1944, 314.790 tonnes et pour mai 1944, le tonnage coulé diminue de 27.000 tonnes. Le nombre des sous-marins détruits passe de 100 au début de 1942 à 500 au début de 1944. Outre les trois cartes citées ici, cf. le tableau et les deux graphiques à la fin du premier volume.

sait qui l'emporta. Plus tard, Churchill aurait souhaité un effort considérable dans le Dodécanèse et les régions balkaniques, une invasion peut-être du bassin danubien. Malgré un certain flottement perçu chez Roosevelt (1), les Américains ne l'admirent pas et le Premier Anglais les rend responsables, non sans amertume des échecs de ses troupes à Kos et Léros. Aucun de ces conflits ne s'envenima pourtant, et il n'en sort que nuages passagers, vite dissipés par la cordialité des relations personnelles.

Plus graves sont les rapports avec la Russie. La question des convois de l'Arctique, toujours pendante, du traitement soupçonneux infligé aux marins anglais détachés à Mourmansk et Arkhangelsk, le ton des dépêches de Staline « hérissait » déjà le Premier anglais. On sait d'autre part les griefs, qui lui furent adressés, d'avoir eu peu de goût pour *Overlord*, retardé l'ouverture d'un deuxième front et songé, surtout en Méditerranée, à des opérations plus conformes à un intérêt strictement britannique qu'aux buts communs de guerre. C'est ici que son exposé devient justification ou plaidoirie. Non sans quelque impatience : « Les imbéciles ou les coquins qui écrivaient à la craie sur nos murs : un second front tout de suite, ne s'embarrassaient point de tels problèmes » (I, p. 70)... Ces problèmes étaient ceux du tonnage nécessaire à l'armée d'invasion, et plus particulièrement des *L. S. T.*, navires spéciaux pour le débarquement des blindés, et c'est eux qui imposèrent les retards successifs apportés à la réalisation d'*Overlord*. On ne peut que reconnaître le bien-fondé de cet argument. Churchill reconnaît (II, p. 267) qu'il était obsédé par le souvenir des hécatombes de 1914-1918, mais il affirme qu'il s'est définitivement rallié à *Overlord* le 19 août 1943, et n'a gardé, après cette date, que le souci d'assurer le succès de cette opération au moindre prix. D'autre part, il prétend n'avoir envisagé dans les Balkans que des opérations limitées (2). Peut-être sur ce point y a-t-il lieu de formuler quelques réserves, si l'on se souvient du mot fameux sur le « ventre mou » de l'Europe et du *fétichisme* qu'il prête aux partisans d'*Overlord* (?) (I, p. 154).

Il ressort aussi de son exposé et des rapports cités que les Anglais savent parfaitement, dès la fin de 1943 (II, pp. 136-154) que le général Mihailowitch est trop suspect en Yougoslavie pour qu'on puisse rechercher un accord entre lui et Tito, dont le rôle grandit. D'autre part, c'est au cours de la conférence de Téhéran qu'une suggestion de Staline, immédiatement reprise par Eden et Churchill, aurait envisagé l'établissement de la frontière polono-russe à l'ancienne *ligne Curzon* (3) avec octroi à la Russie d'une partie de la Prusse-Orientale (Kœnigsberg et son port en eaux toujours libres) et à la Pologne les territoires allemands jusqu'à l'Oder et la Neisse. Il est vrai qu'on ne sait pas au juste s'il s'agit de la Neisse orientale ou occidentale, indécision qui laisse en suspens le sort d'une grande partie de la Silésie (II, 37-70). Que de telles informations soient fournies aujourd'hui par Churchill remonté au pouvoir, souligne sa loyauté et son esprit de *fair-play*, et l'on voit l'importance de l'ouvrage pour l'intelligence des problèmes actuels. Henri CALVET.

(1) Cf. I, p. 52, la dépêche de Roosevelt à Churchill, du 26 juillet 1943 dans laquelle il envisage des opérations contre toute la péninsule balkanique.

(2) Cf. I, 257 : « Le lecteur des télégrammes reproduits dans le présent chapitre ne doit pas être amené à croire faussement, sur la foi d'une phrase placée ici et là : *a)* que je voulais abandonner *Overlord* ; *b)* que je voulais en retrancher des forces essentielles ; *c)* que j'envisageais de lancer des armées pour faire campagne dans la péninsule des Balkans. Ce sont là des légendes. Jamais je n'avais eu un tel désir. Que l'on m'accordât une marge de deux mois pour la date d'*Overlord* et je pouvais utiliser les navires de débarquement pendant plusieurs mois en Méditerranée...

(3) Eden et Molotov ne s'accordent pas, il est vrai, sur le passage de cette ligne à l'ouest ou à l'est de Lwow (Lemberg). Mais Churchill ne donne pas à cette affaire une importance considérable.

Duc de Windsor, *Histoire d'un roi*, trad. franç., Paris, Amiot-Dumont, 1951, 508 pages, in-8°.

Le grand public ne cherchera sans doute dans ce livre qu'un roman royal relevé d'une abdication sensationnelle. Au vrai, il ne trouvera à ce sujet — discrétion louable — que l'exposé des difficultés politiques nées d'une liaison. Mais l'historien aurait tort de le négliger. De nombreux faits sont à glaner : qu'il s'agisse des règles imposées aux souverains anglais pour leur mariage, des liens entre la couronne et la religion, de la position prise par Baldwin et par Churchill — ce dernier soutenant, contre le premier, qu'il ne peut y avoir crise constitutionnelle tant que la question litigieuse n'a pas été portée devant le Parlement — doctrine à peine esquissée d'un parti mort-né, le *parti du roi*. Une moisson plus ample peut encore être faite. Ce récit qui vibre, en maint endroit d'un accent très personnel (1) n'éclaire pas seulement la psychologie d'un prince en révolte contre les traditions et le cérémonial qui lui semblent surannés, et plus soucieux peut-être que ses parents du *social* et des réalités du monde contemporain ; il apporte quantité de menus faits révélateurs sur l'éducation des jeunes princes anglais, sur le caractère d'Édouard VII et de George V (2), sur l'évolution de la monarchie britannique.

Le livre peut servir aussi l'historien des relations internationales entre les deux guerres. On sait que les tendances et les sympathies du prince à l'égard de certains pays furent parfois incriminées, plus peut-être d'ailleurs hors d'Angleterre qu'à Londres. On peut tenter de les préciser. Le duc de Windsor a connu l'Allemagne très tôt. Adolescent, en 1913, il a fait visite à Guillaume II, et semble conquis (3) : « j'aimais l'allemand, je l'étudiais avec application... (p. 39),... je fus frappé de bien des choses que je vis en Allemagne. J'y admirai l'industrie, la persévérance, la discipline, le sérieux, et cet amour de la patrie qui est si caractéristique du peuple allemand. Ces qualités, je les avais trouvées partout... j'aimais tellement l'Allemagne que je projetais d'y retourner en 1914 » (p. 133-34). Après la guerre de 1914, des allusions politiques, pas toujours précisées ainsi que l'envoi d'une délégation de la *British Legion* en Allemagne, en 1935, lui valent de son père un avertissement qui est presque une réprimande. Nulle mention des contacts avec les dirigeants nazis. Mais cet espoir : « En dépit de l'extraordinaire emprise d'Hitler sur le peuple allemand, leur führer m'apparaissait comme une figure plutôt ridicule, avec ses attitudes théâtrales et ses prétentions boursouflées. Néanmoins avec la connaissance que j'avais eue de l'Allemagne avant la guerre, j'admirais ce peuple, j'éprouvais de la sympathie pour bon nombre de ses aspirations, et je continuais d'espérer que ses solides vertus finiraient par prendre le pas sur sa vanité et sur ses ambitions terrifiantes, et le ramèneraient aux façons de la bonne société. En même

(1) Ainsi sur l'état d'esprit des combattants pendant les deux guerres mondiales : « La guerre dans laquelle ma génération a combattu et où plus d'un million de Britanniques ont péri était autre chose : une terrible épreuve de lenteur disputée avec sauvagerie dans une sorte de mêlée animale... ces kilomètres de caillebotis serpentant dans un océan de boue : ces colonnes d'hommes lourdement chargés qui se traînaient en marchant vers le front, et qui en revenaient épuisés, les yeux éteints... » (p. 168). « Combien différente était l'humeur des masses en 1939. Alors tant de jeunes hommes sont allés au combat dans un état d'esprit dur et cynique...» (p. 142).

(2) Si l'admiration et l'affection du futur Édouard VIII sont totales pour son grand-père, il est visible qu'une certaine incompatibilité d'humeur l'oppose à George V.

(3) Il indique curieusement qu'un cheval de bois sert à Guillaume II de chaise de bureau.

temps, j'étais entièrement d'accord avec M. Winston Churchill dans sa campagne pour le réarmement de la Grande-Bretagne » (p. 345).

Plus nette est sa position vis-à-vis de l'Italie. Il a désapprouvé les sanctions parce qu'elles jetaient Mussolini dans les bras d'Hitler. Devenu roi, il refuse de recevoir le Négus chassé d'Éthiopie, tout en mentionnant que Baldwin se tire sans dignité de pareille difficulté. Il entre en conflit avec Eden à propos d'un voyage en Italie, lors d'une croisière en Dalmatie, voyage que le Foreign Office trouve inopportun. Au passage, une indication neuve : le plan de partage de l'Éthiopie, ourdi par Laval, accepté par Samuel Hoare, et finalement rejeté à la suite d'un puissant mouvement d'opinion, était dû à Baldwin qui, pour sauver son Gouvernement, fit de Samuel Hoare un bouc émissaire (p. 325).

Les bases générales de sa politique sont livrées sans voiles. Le prince partage les sentiments de son père à l'égard du Communisme (p. 239) : il estime que « de bonnes relations anglo-américaines sont... plus importantes que l'étiquette de la cour... ». Et surtout, une page révélatrice (p. 345) : « J'étais en faveur de l'entreprise privée, d'une marine forte, de la semaine anglaise, de l'équilibre budgétaire, d'une monnaie gagée sur l'or..., de relations étroites avec les États-Unis... Je n'étais pas au nombre des fidèles de la Société des Nations. J'étais sensible à la séduction d'un idéal de paix, mais j'y pensais comme à un feu follet dont la poursuite entraînerait mon pays à négliger la force, laquelle, dans le passé, avait été son plus sûr recours contre l'agression. »

Henri CALVET.

Lessons of the British war economy, édited by D. N. CHESTER (National institute of economic and social Research. Economic and social studies, X), Cambridge, University Press, 1951, in-8°, XII-260 pages.

Pendant la guerre, l'adoption de l'économie dirigée rendit nécessaire un gonflement considérable du personnel des administrations britanniques. Pour satisfaire ses besoins, le Gouvernement fit appel non seulement à des hommes d'affaires ou à des techniciens, mais aussi à un grand nombre d'universitaires dont certains, en particulier les économistes et les historiens, occupaient avec succès des fonctions très importantes. La plupart d'entre eux ont aujourd'hui réintégré leurs chaires professorales, mais le présent volume restera comme témoignage de leur fructueux travail du temps de guerre. Treize économistes (dont MM. G. C. Allen, E. A. G. Robinson, R. Stone) et un historien le Pr R. Parn) se sont en effet groupés sous la direction de M. D. N. Chester, de Buffield College, pour présenter les réflexions que leur a inspirées leur expérience de l'administration. Il s'agit d'un ouvrage original et suggestif où la théorie et la pratique sont sans cesse confrontées. Certes l'objectif général est pragmatique : il s'agit de dégager des leçons utilisables pour améliorer le fonctionnement des administrations publiques ; d'autre part, les 13 études qui nous sont présentées ne couvrent que certaines branches de la politique économique ; enfin, ce volume est rédigé essentiellement *par* des économistes et *pour* des économistes. Cependant, il apporte à l'historien des vues extrêmement suggestives et originales, permettant de voir sous un angle plus concret et même officiel, certains des grands problèmes que traite l'histoire civile de la guerre publiée par le Gouvernement britannique.

F. CROUZET,
Agrégé — Paris.

RÉSISTANCE

Adrien Dansette, *Leclerc*, P. Flammarion, 1952. *L'aventure vécue*, 15 × 21, 230 pages. Prix : 595 fr.

Après avoir écrit l'histoire de la Libération de Paris, M. Dansette se devait d'écrire l'histoire de son libérateur. Écrire l'histoire d'un héros n'est pas chose aisée ; le général Leclerc est, en effet, entré vivant dans la Légende. Bien que rigoureusement historique, son épopée commencée dans les déserts de l'Afrique, terminée dans les montagnes bavaroises, par la prise du repaire même du dictateur nazi, a, par les difficultés vaincues, par ses succès incroyables, par l'apothéose finale, tous les caractères des aventures fabuleuses. M. Dansette a su, sans tomber dans le panégyrique, retracer cette prodigieuse carrière et montrer comment le général Leclerc a pu atteindre le but que sa volonté et son ardent patriotisme lui avaient fixé.

Issu d'une vieille lignée de gentilshommes picards (dont certains prirent part aux Croisades) Philippe de Hauteclocque, obéissant à la tradition familiale, prépare Saint-Cyr, y est reçu 5e et sort dans la cavalerie. En 1938, il entre, major, à l'École de guerre. En 1939, c'est la guerre. Le capitaine de Hautecloque, avec la permission de son général, évite la captivité, traverse la France à bicyclette, passe en Espagne, puis en Angleterre. Le général de Gaulle le nomme chef d'escadron et l'envoie en Afrique avec Pleven et Boislambert. Leclerc (c'est le nom qu'il portera désormais : il a laissé en France sa femme et ses six enfants) est chargé du Cameroun. Pour commander à de hauts fonctionnaires, il faut, au moins, lui fait-on remarquer, être colonel. Sans hésiter, Leclerc ajoute un galon sur sa manche. En vingt-quatre heures (27 août 1940), il est maître du pays. Bientôt après, il devient commandant militaire du Tchad. Il voit instantanément comment il va pouvoir faire rentrer la France dans la lutte : il fera du Tchad la base de départ d'une attaque contre les possessions italiennes de Lybie. L'entreprise parut d'abord chimérique à ses compagnons. Elle n'était qu'audacieuse. Soigneusement préparée, rapidement réalisée, elle aboutira à la prise de Koufra (mars 1941) puis du Fezzan (janvier 1943). C'est un jeu, de là, de rejoindre Montgomery. Toujours soucieux de maintenir la France dans la lutte, Leclerc lui demande de combattre avec l'armée britannique. Ses troupes forment la *force L*, embryon de la future *2e D. B.* Son âpreté, son habileté permettent d'enfoncer la *ligne Mareth*, après des batailles qui furent les plus dures de la campagne de Tunisie.

Tout aussitôt se pose la question essentielle : il faut que les Français participent à la Libération de la France. Leclerc organise au Maroc — et non sans difficultés, avec des éléments hétérogènes, les uns venus du Tchad et qui lui sont tout dévoués, les autres d'Afrique du Nord et qui, d'abord, se méfient — cette fameuse division qui, aux côtés des Alliés, expulsera les Allemands du territoire national et entrera à Paris. Leclerc est mis à la disposition de la 3e armée américaine, celle du général Patton. Cavaliers tous les deux, ardents, passionnés, les deux hommes s'entendent parfaitement. Chargé d'un mouvement offensif de grand style, Leclerc prouve que son génie militaire s'adapte aussi bien à la guerre dans la campagne normande qu'aux fulgurantes marches dans les sables du désert. Extraordinaire manœuvrier, il fait une étonnante randonnée par Le Mans jusqu'à

Alençon et Argentan. Il pense alors possible d'encercler les Allemands dans la poche de Falaise et il regrette que l'état-major allié soit d'un avis contraire (début août). Le 21, il apprend l'insurrection de Paris. Sa première réaction est : partir. Mais il faut obtenir l'ordre. Son supérieur immédiat, le général Gerow, ne veut prendre aucune responsabilité. Il lui faut voir Bradley (commandant du groupe d'armées qui comprend l'armée Patton). Le 22 est une journée d'angoisse : Bradley est en conférence au *S. H. A. E. F.* Enfin, le soir, il arrive et donne l'ordre souhaité. Tout était, naturellement, prêt. Le 23 au matin, la *2e D. B.* part. Le 24 au soir, elle est à la Croix-de-Berny et trois de ses voitures poussent jusqu'à l'Hôtel de ville. Le 25, c'est l'entrée triomphale à Paris, la capitulation de Choltitz ; le 26, le défilé aux Champs-Élysées. Mais la guerre n'est pas finie. La 2e D. B. continue jusqu'en Lorraine (où son plus extraordinaire exploit est la prise de Baccarat), passe les Vosges, entre à Strasbourg (23 novembre). De janvier à mars 1945, la *2e D. B.* est affectée à la *Première Armée française.* Mais Leclerc et de Lattre sont trop dissemblables pour s'entendre. Leclerc termine donc la guerre avec l'armée américaine, dans le sud de l'Allemagne, et c'est lui qui, le 5 mai, arrive à Berchtesgaden.

Les Allemands capitulent, mais les choses vont mal en Indochine. Leclerc est envoyé en Extrême-Orient ; il est présent lors de la reddition du Japon et il s'efforce de mettre de l'ordre dans le chaos indochinois, né des intrigues nippones et de la présence de l'armée chinoise au Tonkin. Des guerillas éclatent un peu partout. Leclerc dirige personnellement les opérations, voit Mountbatten, négocie avec le *Viet Minh.* Il se rend rapidement compte : 1° Qu'il ne peut s'attaquer à 150.000 Chinois ; 2° Que le *Viet Minh* représente une force politique contre laquelle on ne peut lutter par les armes. Militaire, il sait qu'il faut compter avec la réalité des faits : la seule solution est de s'entendre avec Ho-Chi-Minh. Il comprend si bien la situation qu'il écrit au gouvernement qu'il faut prononcer le mot « indépendance » et qu'il pousse à la réalisation rapide des accords, qui seront signés le 6 mars, peu après le traité avec la Chine (28 février). Il voit Giap, il voit Ho-Chi-Minh. Tout semble sauvé : Leclerc a accordé les *trois ki,* Ho-Chi-Minh le maintien du *Viet Nam* dans l'Union française. Leclerc a conservé l'Indochine à la France.

Hélas, tout se gâte après son départ : l'amiral d'Argenlieu, nommé Haut-Commissaire, rompt le traité, transforme le *Ki* de Cochinchine en République indépendante. Et c'est la tragédie : l'échec de la conférence de Fontainebleau, les massacres du 19 décembre 1946. Léon Blum, Président du Conseil, envoie Leclerc s'informer en Indochine, puis lui offre le Haut-Commissariat (offre qui sera confirmée en janvier par Ramadier, car les conclusions auxquelles aboutit le général, qui juge sans idée politique préconçue, apparaissent comme la sagesse même — et la seule chance de salut — aux vieux leaders socialistes). Les problèmes politiques sont primordiaux, leur dit-il, mais la France doit cependant masser en Indochine des forces imposantes. Un espoir reste donc : Leclerc, dont la gloire, le prestige, la droiture sont, pour la France, un atout considérable. Pourtant, il refuse. Refus étrange de la part d'un homme d'action et d'un ardent patriote. M. Dansette l'explique par la situation délicate où son acceptation l'aurait placé vis-à-vis de l'amiral d'Argenlieu et par l'intervention du général de Gaulle.

Leclerc se consacre désormais à l'Afrique du Nord, où il a été nommé inspecteur général. Le 28 novembre 1947 il s'envole d'Oran pour Colomb-Béchar : le vent de sable qui s'épaissit supprime toute visibilité, l'avion s'écrase. On ne retrouve que les restes calcinés de l'appareil et de ses onze occupants. La destinée de Leclerc était achevée : il avait 45 ans.

L'image que l'ouvrage de M. Dansette laisse du général « sans peur et sans reproche » est, avant tout, celle d'un homme d'action, aux vues nettes, à l'intelligence claire, aux décisions rapides, et chez qui l'exécution ne souffrait aucun retard : une sorte de passion s'emparait de lui jusqu'à ce que le but fût atteint ; il était comme « possédé » par son dessein, et cette passion s'imposait à lui, au point qu'elle conduisit cet officier, si exigeant pourtant, à des actes caractérisés d'indiscipline ! On est frappé aussi par son étonnant génie militaire. On ne peut s'empêcher quand on étudie sa campagne de Normandie, ou celle d'Alsace, de penser à certaines campagnes de Napoléon : même hardiesse dans les plans, même rapidité et même perfection dans l'exécution. Les Américains, dit M. Dansette, furent, d'après leur propre aveu, « soufflés » par le « menuet » de Baccarat. Leclerc n'avait à sa disposition qu'une poignée d'hommes. Mais il avait su leur inspirer une totale confiance en son étoile, un attachement sans réserves pour sa personne : comment ne pas admirer un chef qui pensait à tout, était partout, réussissait toujours ? On lui a reproché d'avoir eu « son armée » ; mais il ne faut pas oublier les circonstances dans lesquelles est née « l'armée Leclerc » et qu'elle combattit au milieu des armées anglaises et américaines. Si on ajoute à ces qualités militaires une intelligence assez souple pour lui avoir permis de saisir d'emblée la complexité des affaires d'Extrême-Orient (que rien, cependant, dans son éducation et son expérience ne l'avait préparé à comprendre) on jugera combien fut durement ressenti le coup qui trancha si jeune la vie de celui qui avait su le mieux rétablir le prestige et l'honneur de l'armée française.

Marie GRANET.

Alix DE CARBONNIÈRES et Antoine COSTE, *L'assaut de Brest (août-septembre 1944)*, Brest, Librairie Pierre Le Bris, in-8° carré de 174 pages, illustré, 1951.

Cet ouvrage concerne uniquement les semaines tragiques du 4 août au 18 septembre 1944 pendant lesquelles s'accomplit dans l'horreur la Libération lente et douloureuse de Brest. Il ajoute quantité de détails aux derniers chapitres du livre du commandant Vulliez sur *Brest au combat* (1). Les auteurs ont pris l'un et l'autre avec activité une part à l'organisation de la vie des quelques habitants retenus dans la place par leurs fonctions ou par leur sentiment du devoir. M. Antoine Coste, architecte de la ville depuis plusieurs années, dirigeait la défense passive. La comtesse de Carbonnières, qui dépensa sans compter les ressources de sa charité chrétienne et qui avait son entrée dans tous les milieux sociaux, a apporté à l'œuvre commune une documentation abondante ; elle est décédée en août 1951, laissant à son collaborateur le soin de parachever le travail et de veiller à la publication.

Il y avait encore environ 20.000 personnes à Brest quand on y apprit le 4 août l'approche des Américains. Presque tout le monde s'attendait à une solution rapide de la crise, d'autant plus que le sentiment le plus répandu parmi les troupes d'occupation tendait à ne pas s'obstiner dans une lutte inutile ; mais, après la venue du général Ramcke, entièrement dévoué au nazisme, il apparut avec évidence que personne n'était au bout de ses peines.

La 6e division blindée américaine, chargée de prendre Brest, avait quitté les environs d'Avranches le 1er août. Malheureusement elle ne reçut pas d'abord le renfort promis d'une division d'infanterie. L'état de siège n'ayant été proclamé que le 7, un succès par surprise n'eût cependant pas été impossible, à ce qu'il semble, si le commandement américain ne s'en était pas tenu

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 6, avril 1952, pp. 84-85.

à des bombardements et à quelques engagements, du reste très vifs, avec les Allemands. Le 20 août la 6e division blindée reçut l'ordre de se transporter sur le front de Lorient en ne laissant devant Brest que les éléments nécessaires au maintien des positions acquises ; une partie de la 6e division d'infanterie faisait la relève. Il ne fut plus question que de démanteler la place par l'action continue de l'aviation ; toute communication avec l'extérieur se trouvant d'ailleurs coupée pour les occupants, qui avaient même perdu Plougastel le 16 août.

Depuis le 14, plus de 15.000 habitants avaient été autorisés à s'en aller. Une nouvelle phase de la lutte s'ouvrit le 25. Les Américains avaient rassemblé autour de Brest environ 60.000 hommes, appuyés par une aviation très puissante. Une flotte britannique collaborait à l'offensive. Les Allemands disposaient des forts et de 44.000 hommes.

Grâce aux stocks amassés, le ravitaillement des civils put se faire tant bien que mal, malgré les pillages individuels des soldats et des réquisitions massives. Après le 25 août les incendies systématiques de maisons se multiplièrent. Ces brasiers s'ajoutant aux effets destructifs des bombardements perpétuellement recommencés dans un épouvantable vacarme, la ville peu à peu s'en allait en ruines tandis que les Allemands s'attachaient à détruire les installations du port de commerce.

Les auteurs n'ont pas manqué de consigner les témoignages qu'ils ont pu recueillir sur l'état d'esprit des troupes. Dans presque tous les rangs l'enthousiasme manquait, exception faite pour les parachutistes, qui se signalèrent en toutes circonstances par leur exaltation guerrière et leur frénésie de violence. Sur la porte d'un abri se lisaient au début de septembre, en lettres rouges, ces deux mots : *Stalingrad-Brestgrad*. Au sujet de l'affreuse affaire de l'abri Sadi-Carnot survenue dans la nuit du 8 au 9 septembre, M. Coste ne croit pas en définitive qu'on doive retenir l'hypothèse d'un incendie criminel allumé du côté allemand. « L'hypothèse de l'accident, à laquelle », écrit-il, « nous ne croyions guère pendant plusieurs années, reste la plus probable ».

Le bourg de Bohars avait été libéré le 9 septembre. Le lendemain, ce fut le tour de Lambézellec, puis de Saint-Marc. La Résistance allemande à Brest même dura dans le quartier du cimetière puis de la rue Victor-Hugo jusqu'au 15. A l'ouest de la Penfeld et, surtout dans le centre, le drame ne parvint à son dénouement que le 18 ; à 3 heures 1/4 de l'après-midi de ce jour, le pavillon français flottait enfin sur les décombres de la préfecture maritime.

On trouvera, mêlées au récit, des observations intéressantes sur les conditions de vie et la psychologie de la population, dont le petit groupe demeuré dans la place montra les plus belles qualités de courage et de ténacité. La marine et les pompiers coopérèrent toujours dans une parfaite entente avec l'autorité municipale. Le ravitaillement, le fonctionnement des cuisines, les soins aux blessés, l'inhumation des morts, toutes ces opérations aussi dangereuses que nécessaires, s'exécutèrent avec autant de régularité que possible, bien que les difficultés fussent en croissance constante et que le ravitaillement en fût venu à exiger une lutte quotidienne avec les Allemands.

Le livre émouvant d'Alix de Carbonnières et d'Antoine Coste, illustré de 3 cartes et d'une vingtaine de photographies et de dessins, reproduit souvent dans leur intégrité les récits recueillis. Naturellement tout souci de politique en a été écarté. La rédaction est d'un ton simple, rassurant pour l'historien. Le cas échéant les faits louent, mais eux seuls et sans y viser. Au total la contribution ainsi apportée à la connaissance de la guerre et de la Libération en Bretagne est de grande valeur.

Henri Waquet,
Archiviste en chef honoraire du Finistère.

A. Fedorov, *L'Obkom clandestin au travail*, 2 tomes, 253 et 378 pages, in-8°, Paris, Les Éditeurs Français Réunis, 1951 (traduit du russe par Victoria Achères).

La large diffusion dont a fait l'objet en U. R. S. S. et à l'étranger le récit de Fedorov ne s'explique pas seulement par la contribution qu'apporte cet ouvrage à la « légende dorée » des partisans soviétiques ayant combattu sur les arrières des troupes allemandes en U. R. S. S. Du fait de la personnalité de son auteur, secrétaire du Comité régional de Tchernigov du parti communiste ukrainien, de l'importance donnée aux problèmes d'organisation clandestine, et enfin de la précision des descriptions des méthodes employées, ce récit est en quelque sorte un « manuel du partisan ».

Selon Fedorov, aucune organisation souterraine n'avait été prévue en Ukraine avant l'appel lancé par Staline à la radio le 3 juillet 1941. Cet appel fut entendu à Tchernigov où le Comité régional du parti prit la décision de rester sur place, de se transformer en comité clandestin et de préparer des dépôts camouflés de matériel. L'arrivée des troupes allemandes à la mi-septembre allait quelque peu bousculer ces préparatifs ; la structure légale du parti ayant été détruite, seuls subsistaient de petits groupes mal armés, sans formation militaire, dispersés et isolés, dont il convenait d'exclure les éléments peu sûrs. Dans les jours difficiles de l'automne 1941, alors que les futurs chefs des partisans cherchaient à renouer les contacts, ils ne négligeaient aucune occasion de se convaincre eux-mêmes et de persuader la population que, là où le parti se reconstituait, le pouvoir soviétique existait et que l'ordre établi par les autorités d'occupation était sans valeur.

C'est donc contre les divers aspects de la politique allemande en Ukraine que furent dirigés les premiers efforts des partisans regroupés dans la forêt autour de Fedorov : « liquidation » des maires installés par les Allemands et des collaborateurs de la police nazie, propagande contre les réquisitions, reprise en main des kolkhoz, diffusion des communiqués du *Bureau soviétique d'information*, etc. L'auteur souligne à ce sujet le point suivant : le seul lien entre son groupe et les autorités soviétiques fut pendant plusieurs mois la réception des émissions de Radio-Moscou ; les communiqués contenaient à propos des exploits des partisans des paragraphes détaillés qui constituaient de véritables encouragements à entreprendre des actions similaires.

Tandis que se poursuivait le travail d'éducation politique de la population dont la complicité au moins tacite était indispensable aux partisans, le groupe de Fedorov voyait ses effectifs grossir et son action se prolonger dans les villages où se constituaient de petits groupes de sympathisants, « points de chute » fixes et postes d'observation au profit des partisans. Grâce aux armes capturées à l'ennemi et afin de maintenir la cohésion de son groupe, Fedorov lançait au début de décembre 300 hommes à l'assaut d'une localité tenue par les Allemands.

Cependant, l'absence d'un système régulier de liaisons avec le Comité central et le Commandement en chef se faisait toujours plus cruellement sentir. En janvier 1942, grâce à un poste émetteur découvert sur place, le groupe des partisans pouvait entrer en relations avec le Comité central du parti communiste ukrainien et le maréchal Timochenko, commandant du front sud-ouest. L'effet fut considérable sur le moral des partisans, ébranlé par la vigueur des expéditions punitives allemandes et hongroises. Quelques parachutages allaient être désormais possibles. A partir du printemps 1942, le groupe de Fedorov, devenu le détachement Staline, déclencha d'importantes opérations de sabotage sur les lignes de communication allemandes. Fedorov lui-même prenait le commandement d'une « formation » composée de 4 détachements et comprenant plusieurs milliers d'hommes. Cette division

embryonnaire comprenait des éléments spécialisés : sabotage, reconnaissance, mortiers, intendance, contre-espionnage, transmissions, cavalerie.

Le 10 novembre 1942, le premier avion soviétique atterrissait sur un terrain contrôlé par la formation. Il repartait vers Moscou, emmenant Fedorov qui allait prendre contact avec l'*état-major central du mouvement des partisans*, créé en janvier 1942. Le récit s'arrête avec ce voyage ; l'auteur a volontairement pris le contrepied de la thèse soutenue par d'autres historiens de la Résistance ukrainienne pour lesquels seule compte l'activité partisane pendant la seconde partie de la guerre. Pour Fedorov, les succès ultérieurs des partisans n'ont été rendus possibles que grâce au patient travail de propagande et d'organisation réalisé par le parti ; la réaction contre les exactions allemandes n'aurait été qu'un facteur secondaire à côté de la volonté de mobiliser les masses dans l'action partisane, forme normale de l'activité du parti en territoire ennemi. A. Fournier.

Bruce Marshall, *The White Rabbit, The Story of Wing Commander F. F. E. Yeo-Thomas*, G. C. M. C., Evans Brothers, London, 1952, 14 × 21, 262 pages (1).

The White Rabbit (le lapin blanc) : c'est le nom par lequel Yeo-Thomas, plus connu dans la Résistance sous le pseudonyme de Shelley, était désigné dans les « messages personnels » de la *B. B. C.* Ses extraordinaires aventures sont racontées par M. Bruce Marshall qui fut, lui aussi, attaché aux Services secrets pendant la guerre et qui a vécu vingt ans en France : il les a écrites, sinon sous la dictée, du moins d'après les confidences du héros lui-même.

Anglais, mais né et élevé en France, parlant parfaitement les deux langues, directeur de la célèbre maison de couture franco-anglaise Molyneux, Forest Frederick Edward Yeo-Thomas, profondément patriote, s'engage dès le début de la guerre et est versé dans le Service d'action *(S. O. E.)* qui comprenait deux sections, l'une dirigée par le major (puis colonel) Buckmaster, l'autre (celle de Yeo-Thomas) par le colonel Hutchinson. Cette dernière travaillait en liaison avec le *B. C. R. A.* dont le chef était Passy. Services anglais et français se méfiaient les uns des autres : ils décidèrent d'envoyer en France une mission mixte (on l'appela *Seahorse*) dans le but de fixer avec précision l'importance et l'efficacité des mouvements de Résistance et de les coordonner. La mission comprit Passy, Brossolette et Yeo-Thomas. Parachuté le 26 février 1943 près de Lyons-la-Forêt, ce dernier fut accueilli par ce pseudonyme de Shelley qui fut désormais son nom de Résistant. Pendant un mois et demi, il parcourut la France, contacta les principaux mouvements, vit leurs chefs, évalua leurs forces, se rendit compte des dangers et des difficultés au milieu desquels ils se débattaient. Un accord intervint entre les chefs des mouvements ainsi qu'avec Jean Moulin et le général Delestraint ; on put jeter les bases de l'*A. S.* Au retour à Londres de Yeo-Thomas, le 16 avril, la *B. B. C.* lança, pour la première fois, le message : « Le petit lapin blanc est rentré au clapier. » (« Clapier » se dit « hutch » en anglais, terme qui, par un jeu de mots facile, désignait le colonel Hutchinson, chef de Yeo-Thomas.)

Frappé par le courage des Résistants français, ainsi que par la pénurie d'armes et d'argent qui entravait leur action, et l'entraverait bien davantage au jour « J », Yeo-Thomas mit toute son énergie — et elle était agissante — à obtenir des parachutages. Le général de Gaulle demanda à le voir. Comme le dit spirituellement Bruce Marshall, Yeo-Thomas essaya « de convertir au

(1) Une traduction de cet ouvrage vient de paraître, chez Gallimard, sous le titre *Le lapin blanc* (Traducteur Pierre Frédéric), avec une préface de Mme Gilberte Pierre-Brossolette.

gaullisme » le général lui-même (on sait qu'il se méfiait des Mouvements de Résistance). Les résultats obtenus par la *mission Seahorse* furent bientôt compromis par l'arrestation de Jean Moulin et du général Delestraint (juin 1943). Il fallut tout réorganiser : besogne difficile en période clandestine. Deux jeunes Résistants s'y essayèrent : Bingen et l'agent Z ou « Sophie ». Bruce Marshall montre, à l'égard de ces jeunes gens, une excessive sévérité, car leur tâche était fort ingrate. Sans doute faut-il expliquer ce jugement injuste par le fait que Bingen comme « Sophie » n'étaient pas en bons termes avec Brossolette, que, ami de Brossolette, Yeo-Thomas ne les aimait pas non plus, et que Bruce Marshall fait siennes les antipathies de son héros. Mais l'équité commande de réviser ces appréciations plus passionnées qu'exactes.

Une nouvelle mission fut confiée à Brossolette et Yeo-Thomas pour tâcher de réorganiser la Résistance (*mission Marie-Claire*, septembre-novembre 1943). Cependant, la situation restait précaire. Brossolette, resté en France, et Bollaërt, qui avait remplacé Moulin comme délégué du général de Gaulle, décidèrent de venir exposer leurs difficultés à Londres, mais furent retardés par les brouillards de l'hiver qui empêchaient les opérations aériennes. Yeo-Thomas jugea que le nombre des avions mis à la disposition de la Résistance était ridiculement faible. Toutes ses démarches pour le faire augmenter restèrent vaines jusqu'au jour où son ami, le général Swinton, lui obtint une audience de Churchill lui-même. Grosse émotion... « Je peux vous donner cinq minutes » dit le Premier Ministre. Quand Yeo-Thomas sortit du 10, Downing Street, cinquante-cinq minutes plus tard, rayonnant de joie, il emportait la promesse de 100 avions... Et il les eut : les parachutages pourraient reprendre, les Résistants auraient des armes.

Sur ces entrefaites, Brossolette et Bollaërt furent pris par la Gestapo. A la fois pour essayer de les sauver et pour organiser les parachutages, Yeo-Thomas s'envola une nouvelle fois pour la France *(opération asymptote)* le 24 février 1944. Quelques jours après, il était arrêté au métro Passy (11 mars). Conscients d'avoir, en Shelley, un de leurs ennemis les mieux au courant des organisations clandestines, les Allemands employèrent tous les moyens pour le faire parler, alternant les promesses doucereuses et les pires tortures, et le supplice des interrogatoires qui se prolongeaient pendant des heures. Marshall dit que son ami fut condamné à mort (il n'y eut pas de véritable jugement et Yeo-Thomas n'en sut rien), mais qu'une amie (José Dupuis) acheta un officier de la Gestapo (auquel elle donna 4 millions envoyés par le gouvernement anglais) qui le sauva momentanément. Les Allemands avaient, cependant, décidé de se débarrasser de lui et c'est par miracle qu'il échappa à la mort au camp de Buchenwald où il partit le 8 août en compagnie de 36 autres prisonniers, également destinés à être exterminés. Tous, en effet, périrent sauf 6 : 4 Anglais (Yeo-Thomas, Peulevé, Southgate, Wilkinson) et deux Français (Hessel et Cullioli). Ils n'apprirent le sort qui les attendait qu'après l'exécution (secrète), le 9 septembre, de 16 d'entre eux. Toujours énergique, Yeo-Thomas cherche aussitôt le moyen de sauver les 21 survivants du groupe. Grâce au docteur français Balachowski et au détenu autrichien Kogon, secrétaire du commandant Ding-Schuler (chef du block où se faisaient des expériences médicales sur les malades atteints du typhus), Yeo-Thomas obtient de Ding-Schuler — à condition d'intervenir en sa faveur près des Alliés après la guerre — que 6 de ses compagnons soient substitués à 6 moribonds, 3 du block des tuberculeux dirigés par Balachowski, 3 du block typhus. Ding exige que Yeo-Thomas soit l'un des 6 (il tenait à ce qu'il pût témoigner en sa faveur) et que l'on mette dans le secret le « kapo » du block-typhus, le terrible Dietzsche, étrange « mélange de brutalité et d'honneur » qui vivait depuis vingt ans dans un camp de concentration et y avait perdu toute humanité.

La substitution se fait (non sans incidents). Sous leur nouvelle identité, les 6 déportés « guérissent » et sont, ensuite, envoyés dans des « commandos » dépendant de Buchenwald. Yeo-Thomas est dirigé sur Gleina, où se trouvait le *Revier* du camp d'extermination juif de Rehmsdorf. Avec quelques-uns de ses compagnons, profitant de l'évacuation du camp (14 avril 1945) il s'évade, se cache dans un bois. Les amis se perdent bientôt de vue ; Yeo-Thomas reste seul. Il marche, interminablement, nuit et jour, sous la pluie, sans vivres... Il s'évanouit, est sauvé par un prisonnier de guerre français, repart, approche de la zone de bataille, est repris par les Allemands, se sauve de nouveau, et, finalement, rencontre une sentinelle américaine... L'aventure est terminée. Sa santé remise, récompensé par la G. C., par la M. C., par la Légion d'honneur, Yeo-Thomas redevient directeur de la maison Molyneux.

Si étonnantes qu'elles puissent paraître, les aventures de Yeo-Thomas (contées avec beaucoup de verve par M. Bruce Marshall) ne sont point des aventures fantaisistes : elles sont parfaitement authentiques et confirmées par ses camarades de Résistance et de Déportation. C'est donc un très vivant témoignage que nous apporte *The White Rabbit*, l'histoire du petit lapin blanc, qui, plus heureux que beaucoup de ses amis, a pu retourner définitivement à son clapier... Marie GRANET.

Camille MAYRAN, *Larmes et lumières à Oradour*, collection « L'Épi », Paris, Plon, 1952, in-18, 253 pages.

Le drame d'Oradour n'est pas terminé. Non seulement il a laissé dans l'esprit des Français des souvenirs ineffaçables, non seulement le problème des responsabilités et de l'exécution elle-même a des résonances infiniment graves dans la collectivité alsaco-lorraine au point de susciter des solutions juridiques et politiques délicates, mais voici que, sur le plan de l'immanence, Mme Camille Mayran nous apporte une vue d'ensemble dont une synthèse totale ne devra pas oublier de tirer parti. M. Gabriel Marcel au surplus a écrit pour ce livre une importante préface où sont soulignés les indices prémonitoires qui marquent un des écrits d'une victime d'Oradour, le jeune Michel Foux, fils du professeur de philosophie de la Faculté des Lettres de Montpellier ainsi que les rencontres de plusieurs de ceux qui ont disparu dans le même drame. Fatalité pure et simple de destinées misérables ou immolation affreuse d'êtres choisis par une volonté incompréhensible ? Est-ce le dilemme qui se pose à propos d'Oradour ou faut-il admettre entre contingence et nécessité des relations tellement subtiles qu'il n'est pas donné à l'entendement de les comprendre ou de les enregistrer ?

« Scandale métaphysique » conclut M. Gabriel Marcel au terme de sa préface qui nous apprend que plus d'un croyant a abandonné l'église devant cette espèce de démonstration de l'inexistence ou de l'impuissance de Dieu. Mais Mme C. Mayran est restée croyante. La vie et la mort de la petite Marguerite Simon, de Michel Foux, de l'institutrice Denise Border, l'abbé Chapelle, Odile et Évelyne Neumayer et Solange, la fille du meunier et Yvonne Lévêque, Marcelle Lotier et son enfant Maurice, les petits jumeaux Boulesteix et tant d'autres encore qui sont morts dans ce petit village jadis si vivant et dont Mme Camille Mayran a si bien rendu la rumeur collective et toutes les odeurs, lui en ont apporté de nouvelles raisons. Et c'est l'analyse de cette vie quotidienne toute différente mais que rassemble le grand malheur qu'elle nous présente avec un grand talent émotif, sans réthorique aucune. Le récit du massacre est aussi fait par fragments qui se rejoignent en une espèce presque angoissante qui semble consacrer à une tuerie des innocents brûlés dans leur église.

La « passion » d'Oradour ! Georges BOURGIN.

Commandant Jubelin, *Marin de métier, pilote de fortune*, Édition France Empire, Paris, 1951, 14 × 19, 432 pages.

Les souvenirs d'un baroudeur qui a la « baraka ». Officier de marine, échappé d'Indochine pour Singapour en juillet 1940, à bord d'un petit avion de tourisme à bout de souffle et juste en essence, l'auteur s'engage dans les Forces Navales Françaises Libres. Il commande par intérim le cuirassé *Courbet*, dépôt, à Portsmouth, des marins qui rallient les forces du général de Gaulle, dont le comportement, assez surprenant, va du dévouement aveugle à l'indiscipline et à la désertion. Il découvre que « certains ont émigré sans autre suite que d'y avoir trouvé un bon poste ».

Lui-même devient pilote d'hydravion dans la Fleet Air Arm ; il décrit les séances d'entraînement, l'atmosphère de la base, l'ambiance britannique ; très honnêtement, il ne dissimule pas ses échecs ; sur plus d'un point, ses notes de journal rejoignent, dans les jugements, les carnets de Mouchotte. Puis ce sont 72 raids sur la France occupée.

En 1943, après avoir failli appartenir à l'escadrille Normandie Niemen, le commandant Jubelin revient à son métier de marin ; il effectue, comme commandant du *Savorgnan de Brazza*, 27 convois. Puis, c'est Alger, le cabinet du ministre de la marine, le débarquement en Provence, la guerre d'Indochine.

Ce soldat-né fait preuve, à chaque notation, de qualités d'écrivain, il a le mérite d'écrire que « si la guerre offre des raisons de s'exalter » elle exige aussi « la forme de courage qui est peut-être le plus bas ».

Très près des faits, ce témoignage est un intéressant document sur la vie des Combattants de la deuxième guerre mondiale. H. Michel.

Joseph Schreieder, *Das war das Englandspiel*, Munich, Walter Stutz Verlag, 1950, in-8°, 414 pages.

En 1942-1943, les services de contre-espionnage allemand arrivèrent à s'emparer de 16 centres d'émission radiotélégraphiques établis par les Alliés aux Pays-Bas, grâce à des éléments de la Résistance hollandaise. Ils ont ainsi pu connaître les dates, les lieux de parachutage d'agents et de matériel, organiser des rafles, tendre des pièges. Avec les renseignements qui leur étaient fournis, ils ont en partie désorganisé les groupes de leurs adversaires. M. Schreieder, responsable du service allemand, nous donne le récit de cette lutte secrète qui ne se termina qu'au moment où des Hollandais arrêtés purent s'évader et avertir Londres. Cet ouvrage, écrit pour le grand public sacrifie trop aux règles du *Kriminal-Roman* pour n'être pas accueilli sans réserves. Nous doutons que les conversations soient rapportées sans trahir ou déformer de façon appréciable les propos prêtés aux interlocuteurs. L'auteur, qui a été relaxé de toutes poursuites en juin 1948 par les tribunaux hollandais, insiste sur l'absence de violence au cours des interrogatoires qu'il a menés (p. 189, 193, 200...) et se déclare étranger à toute politique (p. 156). L'apport positif de son livre nous semble être les indications sur la composition de la Résistance hollandaise (p. 29, 47, 78, 104...) qui comprenait, à côté d'éléments issus de la bourgeoisie, de la marine, de nombreux métis, ainsi que l'importance des renseignements fournis par les collaborateurs (p. 18, 20). A travers tout l'ouvrage, passe l'inquiétante figure de l'homme de confiance des Allemands, von der Waals, mais à la fin du volume nous demeurons incapables de préciser exactement les mobiles de son action. Au cours de nombreux procès auxquels M. Schreieder a participé comme témoin, d'autres faits, d'autres documents ont été publiés qu'il faudrait confronter avec ses affirmations.

François Boudot,
Lycée Michelet.

Général Mordant, *Au service de la France en Indochine*, Saïgon, Éditions Ifsom, 1950, in-8°, 217 pages, avec 18 photogr. et 5 croquis.

Commandant d'une de nos divisions qui se battirent le mieux en juin 1940, le général Mordant avait été nommé, en août, commandant supérieur des forces terrestres de l'Indochine. Il arriva à Saïgon en janvier 1941 et ne devait être rapatrié qu'en octobre 1945.

Ses souvenirs ne visent qu'à donner, avec une vue générale des événements, des indications sur l'action des autorités françaises pendant cette période, à montrer ce que fut la Résistance indochinoise, à caractériser l'attitude des Japonais, des Chinois et des Américains en 1945.

Dès son arrivée, il se rendit compte de ce qui l'opposait à l'amiral Decoux, gouverneur général, homme « de relations parfaitement courtoises, mais dont les responsabilités, à la vérité très lourdes, débridaient les penchants d'un tempérament naturellement ombrageux, ferme, autoritaire » et qui « s'était lancé à corps perdu dans une politique super-engagée par son apothéose permanente du chef de l'État français et par ses attaques violentes contre les Alliés, contre les hommes de la France libre et contre son chef ». Soucieux néanmoins de sauver la face aux yeux des autochtones, puis des Japonais, tous deux s'efforcèrent de dissimuler le manque de confiance réciproque résultant de cette opposition foncière, et, sans être contrecarré, le général Mordant put prendre des mesures, qu'il expose longuement, pour maintenir la discipline et le moral de ses troupes, pour modifier le dispositif en vue de la lutte qui lui paraissait inévitable le jour où les Japonais voudraient nous évincer totalement, et pour préparer la Résistance.

Dès octobre 1943, il entra en rapport avec Alger par l'intermédiaire de la mission militaire de la France libre, établie à Tchung-King, après avoir vainement essayé de décider l'amiral à faire la même démarche.

En juin 1944, la situation dans le Pacifique permettant d'envisager l'éventualité d'une intervention alliée, le général demanda des instructions en vue de cette éventualité. L'amiral maintint l'ordre de s'opposer à une telle intervention et demanda le remplacement du général Mordant, atteint par la limite d'âge. Demeuré à Hanoï, celui-ci y reçut, vers le 10 septembre, un télégramme du Gouvernement Provisoire lui conférant les fonctions de *délégué général*. Dans l'intervalle, l'amiral s'était attribué les pleins pouvoirs. Mis au courant de la décision prise à Paris, il commença par protester, puis après intervention d'un envoyé du Gouvernement Provisoire parachuté, il se résigna à céder. Un *Conseil* de l'Indochine fut constitué, dont, pour sauvegarder les apparences, l'amiral devint le président, et le général Mordant le vice-président avec les pouvoirs secrets d'organisation et de commandement.

La création de cet organisme, évidemment provisoire, devait permettre une réorganisation de la Résistance d'après de nouveaux principes fixés par la *Base avancée du Gouvernement Provisoire* à Calcutta, et préparer, dans l'esprit des déclarations de Brazzaville, le statut futur de l'Indochine. Trop tardive et entravée par des difficultés et des oppositions qu'esquisse l'auteur, son action allait être interrompue, avant d'avoir obtenu de sérieux résultats, par le guet-apens japonais de la nuit du 8 au 9 mars 1945.

Cette attaque, qui, d'après le général Mordant et contrairement à ce que l'on a prétendu, n'aurait été nullement motivée par les préparatifs de la Résistance indochinoise, mais aurait été décidée depuis plusieurs mois, fut l'acte final d'une politique longuement suivie. Elle fut néanmoins une surprise, non seulement sur le plan militaire en paralysant l'exécution des consignes de défense, mais surtout sur le plan politique en révélant des collusions japonaises avec une faction répartie sur l'ensemble du pays.

Le général Mordant ne raconte pas ce guet-apens ni l'admirable résistance

qui lui fut opposée sur quelques points au prix de terribles sacrifices, car il fut, dès la première heure, réduit à l'impuissance et emprisonné. Sur cet emprisonnement, il se borne à de très brèves indications, sévères pour les Japonais.

Il s'étend plus longuement sur la situation du Tonkin au lendemain de la capitulation japonaise. On sait que, d'après une décision de Postdam, l'Indochine devait être occupée par les Chinois au nord du 16e parallèle et par les Britanniques au sud, et que, provisoirement, une convention, signée à Manille le 15 août, chargeait les Japonais d'y assurer l'ordre. De la France, de ses droits, des éléments de l'Armée française, prisonniers ou réfugiés en territoire voisin, des possibilités de la Résistance indochinoise, il n'était pas question. Ces décisions dérivaient évidemment d'un préjugé anticolonialiste ne tenant aucun compte des réalités. Dans leur application, elles faillirent aboutir à des catastrophes et au massacre de milliers de Français. Sur le soulèvement d'une population artificiellement fanatisée, dirigée par le *Viet-minh*, secrètement armée par les Japonais et encouragée par les Chinois, le général Mordant donne des détails navrants qui, engageant la responsabilité des autorités américaines, permettent d'accuser celles-ci d'avoir nettement favorisé le *Viet-minh* et travaillé sciemment à compromettre le prestige français.

Le récit, à la fois modéré et ému, du général Mordant donne l'impression d'une entière sincérité. Si, écrit « exclusivement de mémoire » et faute d'être accompagné de documents et de pièces justificatives, il est, sur de nombreux points, trop imprécis pour pouvoir être considéré comme une histoire de ces événements douloureux, dont les conséquences pèsent lourdement sur la France d'aujourd'hui, il constitue du moins un témoignage d'une importance capitale.

Général Lestien.

Paolo Moro, *Non vogliano morire*, Milano, Editrice Milano, s. d., in-8°, 228 pages.

La Lomellina est un riche pays compris entre le Pô, le Tessin et la Sesia — pays de culture et pays de tissage. Et c'est de ce pays qu'est l'auteur du livre que je viens de fermer. Ce livre m'a rappelé un peu la forme de ceux de notre cher vieux Émile Guillaumin, car il raconte la vie d'un travailleur qui, enfant, gagnait 8 sous pour dix heures de travail dans les rizières, adolescent, a besogné dans les petites boutiques de Milan, jeune homme, est devenu inspecteur des ligues paysannes de la Lomellina, homme fait est devenu un bon compagnon du bâtiment, mais, anti-fasciste (il a, quelque part, des mots durs pour le *pazzo di Predappio*, le fou de Predappio, *id est* Mussolini), il est venu en France d'où il a été extradé : rien, il me semble sur les motifs de cette extradition, ni sur les raisons de sa détention à la prison San Vittore à Milan ; mais, enfin libéré, il s'installe dans une petite ville des bords du lac de Côme, et l'on peut, grâce à lui, connaître les sentiments « de tout ce petit monde déjà ancien » ; au printemps de 1943, début de la Résistance, forme nouvelle de *Risorgimento*.

Ce livre, écrit avec simplicité et émotion, manque de précision, mais le beau développement de volonté qui y est présenté baigne dans une atmosphère sympathique.

G. Bourgin.

NOTES ET NOUVELLES

FRANCE

La Cité universitaire a fait éditer (septembre 1952) en une plaquette les discours prononcés en hommage à son président disparu, Raoul Dautry. M. Félix Gaillard, secrétaire d'État à la présidence du Conseil, a rappelé que Dautry avait mis à la disposition des savants du Collège de France, les moyens d'étudier « les machines à neutrons lents » d'où devait naître la première bombe atomique ; c'est lui qui, en mars 1940, avait fait acheter à la Norvège les 185 litres d'eau lourde qui risquaient de tomber aux mains des Allemands ; il les fit passer en Angleterre en juin 1940, en même temps que les travaux et les calculs concernant la construction du premier réacteur nucléaire.

M. René Mayer qui fut, à Londres, l'adjoint de Dautry, devenu ministre de l'Armement en septembre 1939, a évoqué les difficultés rencontrées ; la loi de 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre ne prévoyait pas la mise en place du ministère en temps de paix et la Défense nationale ne le désirait pas.

La tâche du nouveau ministre était double : approvisionnement général des forces armées en matériel et munitions, approvisionnement général du pays en matières premières pour la chimie et la métallurgie. Il fallut rassembler des directions techniques d'âges divers et de valeur différente, et improviser constamment, au rythme des circonstances ; les urgences du commandement n'étaient pas celles de la technique ; la mobilisation avait raflé l'encadrement industriel et la main-d'œuvres qualifiée.

Dautry s'efforça, en vain, de répartir les tâches entre l'Angleterre et la France. Il établissait des plans pour une guerre de cinq ans, ne croyait guère aux virtualités industrielles de l'Afrique du Nord, mais mesurait exactement les possibilités de l'arsenal américain. Il expédia Louis Renault aux États-Unis en avril 1940 avec comme mot d'ordre : promouvoir aux productions de 3.000 tanks par mois, chiffre auquel nul ne croyait à l'époque, et qui devint celui des E.-U. en 1943.

M. Paul Montel a cité la déclaration prophétique de Dautry, lors des débats qui précédèrent la demande de l'armistice (1).

Ainsi a été dessiné un peu le rôle dans la guerre d'un homme dont l'activité fut considérable. Il est regrettable toutefois que personne n'ait fait la moindre allusion à l'action menée par Dautry en Tunisie pour une résistance aux prétentions italiennes.

H. Michel.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 3, de juin 1951, p. 56 et ss.

***

M. Gandilhon, archiviste en chef de la Marne, vient de procéder avec bonheur à un gros travail d'*Inventaire des affiches conservées aux Archives de la Marne*. Le tome I (de 1716 à 1951) qui concerne la politique — le classement est effectué par matières — porte sur 6.271 affiches (il y en a, en tout, 25.000).

Chaque notice descriptive comporte : le titre de l'affiche ou, à défaut, les premiers mots de la partie supérieure ; une analyse, si le titre ne suffit pas à éclairer sur le contenu et une description, s'il y a lieu, de l'illustration ; une rubrique bibliographique indique le lieu d'impression, l'imprimeur, la date, le format, la couleur et la cote. Des tables des illustrations, des imprimeurs, des noms de lieux et de personnes, facilitent les recherches ; une excellente introduction donne des renseignements précieux sur des travaux analogues effectués en France et en Europe.

La plupart des affiches qui datent de la période de l'occupation sont évidemment destinées à la propagande ; émanant des autorités occupantes, elles stigmatisent l'Angleterre, les Juifs, les Gaullistes et les Communistes, elles font valoir les avantages du *S. T. O.*, mettent en relief les succès de la *Wehrmacht*, engagent les Français à adhérer à la *Légion tricolore* et aux *Waffen S. S.* ; rédigées par des organismes de collaboration (*R. N. P.*, *P. P. F.*, *Francisme*, *Milice*, etc.), elles portent souvent des noms de responsables, ou elles rappellent l'existence de mouvements plus ou moins éphémères *(Inter-France*, par exemple, *Mouvement de la Jeunesse européenne)* ; provenant des services alliés, elles sont le complément de la presse clandestine qui fit connaître à l'Europe occupée les succès des armées alliées, etc.

Mais souvent aussi, l'affiche a été le moyen, pour l'occupant, de faire savoir aux populations ses ordres et ses préoccupations ; elles renseignent alors très précisément sur les actes de sabotages, les attaques contre les soldats allemands, les exécutions d'otages ; elles révèlent les mesures prises contre les Juifs, les détenteurs d'armes, les personnes qui aident les aviateurs ennemis ou les prisonniers évadés ; elles ordonnent le dépôt des armes, le camouflage des lumières, le taux des changes, les réseaux de ravitaillement, les interdictions de circulation, le couvre-feu, etc. En somme, toute la vie au jour le jour du pays sous l'occupation (qu'il est possible de comparer, par l'affiche, avec celle de 1814-1815).

Il est probable que beaucoup de ces affiches se trouvent aussi à la *Bibliothèque Nationale* ou à la *Bibliothèque internationale de Documentation contemporaine* (notamment celles de l'*État français*) ; mais quelques-unes sont spéciales à la Marne, par exemple celles du préfet en juin 1940 et en août 1944, à des périodes où le pouvoir local était le seul en exercice.

L'historien de l'occupation ne pourra pas négliger cette source de renseignements et il est probable que les autres tomes seront riches aussi d'indications sur l'administration, la police, les manifestations publiques, l'enseignement, l'économie. Combien il serait utile que le travail effectué par M. Gandilhon fut imité dans les autres dépôts d'archives départementales, et étendu, si possible, à la presse clandestine (journaux et tracts).

H. M.

***

Dans le numéro de juillet 1952 des *Écrits de Paris*, Pierre Dominique, sous le titre *Paris-Vichy en 20 écoles*, entreprend de définir « les moments politiques français qui, à Paris et à Vichy, se réclamaient alors plus ou moins du maréchal ». A côté des affirmations habituelles et hypothétiques

que le maréchal souhaitait « au fond » le débarquement anglo-américain et que Laval « était un patriote » (la preuve : il a mis un foulard tricolore autour du cou pour mourir) s'ajoute une intéressante analyse du caractère et du comportement de Pétain. « Le maréchal, on ne le répétera jamais assez, était un homme de droite » ; pour lui « la vraie cause de la défaite était notre décadence politique... il était traditionnaliste, croyait à la vertu de la hiérarchie, voyait la communauté française comme une armée, dont le chef de l'État était le général... Il ne comprenait les foules que sages et disciplinées... Il tint à l'écart tout ce qui, à Paris ou à Vichy, était révolutionnaire ou de gauche ».

L'accent est ainsi mis, par un homme qui déclare avoir bien connu et Paris et Vichy sous l'occupation, sur les préoccupations de politique intérieure qui furent à la base de la *Révolution Nationale* et du régime de l'*État Français*.

H. M.

*
* *

Dans la *Revue du Génie militaire* (mai-juin 1952) le colonel de Lesquen consacre au *Mur de l'Atlantique* une étude nourrie de chiffres, de croquis et d'illustrations. La plus grande partie en est consacrée à des considérations techniques sur la construction elle-même.

Mais, en même temps, le colonel de Lesquen a su mesurer l'importance du système de fortification qui devait être, selon Hitler, « puissant et continu, en mesure d'agir à plein au cours de la phase de mise à terre, particulièrement critique pour l'attaque ».

Mesure en quantité d'abord : 15.000 ouvrages bétonnés étaient prévus (d'une moyenne de 400 à 800 m³ chacun) ; en avril 1943, 3.670 étaient terminés ; en juin 1944, 7.500.000 m³ de béton avaient été mis en œuvre ; 175.000 ouvriers avaient été employés régulièrement — le chiffre est un peu faible et ne tient peut-être pas compte des réquisitions massives, et temporaires, opérées sur les populations côtières.

Mesure en qualité aussi ; si les directives de la *Wehrmacht* ne laissaient rien au hasard, l'exécution incomba aux ingénieurs de l'*organisation Todt* qui construisaient « par amour de la construction plus que en fonction d'exigences stratégiques » ; l'ensemble du système demeurait « linéaire » et il n'y avait ni deuxième, ni troisième ligne ; l'armement était presque uniquement constitué par du matériel de campagne ; au total, cette conception grandiose, qui devait s'étendre sur 4.000 km., ne fut guère qu'une fortification de campagne très renforcée, inachevée de surcroît.

Si on ajoute que le nombre comme la valeur des défenseurs laissèrent à désirer et que la puissance et la surprise ont joué à plein pour les Alliés, on comprend que le Mur de l'Atlantique n'ait pas résisté longtemps à l'attaque. Mais, toutefois, son importance ne saurait être trop minimisée ; les Alliés ont dû en tenir compte pour choisir leurs points de débarquement ; ils ont dû accumuler, pour les forcer, des moyens considérables, retardant ainsi le moment de l'offensive ; enfin, dans les premiers jours de l'invasion, le mur de l'Atlantique en a ralenti le rythme à un moment capital où l'effort allemand portait sur la création d'armes nouvelles pour lesquelles des délais étaient nécessaires.

H. M.

*
* *

Les Éditions *France-Empire* viennent de publier une traduction du livre de Hillary : *The last enemy*. C'est la vie simple et très émouvante d'un pilote qui participa, en juillet 1940, à la bataille d'Angleterre. Ancien

élève d'Oxford, l'auteur montre la jeunesse dorée britannique cherchant sa voie dans un monde déséquilibré, indifférente aux grands problèmes politiques ou sociaux, trouvant dans l'entraînement aérien uniquement une satisfaction à sa passion du sport.

Récit d'un pur combattant donc, analogue au *Grand Cirque* ou à *Pilote de Stuka*, qui expose la vie quotidienne du pilote au sol, en mission, au combat. Le 3 septembre 1940, Hillary est abattu au-dessus de la Manche ; grièvement brûlé, défiguré, il est réduit à l'inactivité. Il doit même renoncer à des conférences de propagande car ses blessures en font un objet de répulsion. Le récit devient alors pathétique : déception et tristesse d'une victime de la guerre, devenue en quelques heures une loque humaine.

H. M.

ITALIE

Il movimento di liberazione in Italia (septembre 1952). *Due ordini di operazione di Kesselring contro le « Bande » partizane (21 agosto 1944-1er ottobre 1944).* Il s'agit d'ordres généraux du chef des troupes allemandes en Italie, adressés aux commandants des grandes unités, aux *S. S.* et aux forces de police pour leur prescrire des mesures de sûreté extraordinaires contre les sabotages. L'ordre du 1er octobre prévoit le recours à des détachements d'auto-maquisards et l'ouverture, pour le 8 octobre 1944, d' « une semaine de lutte contre les bandes », lutte devant être conduite avec la plus grande énergie.

*
* *

Dans le numéro de janvier 1953 de la même revue sous le titre *E possibile la Storia di avenimenti molto recenti ?* Piero Peri, historien militaire distingué, pose le problème de la possibilité de la narration objective des événements postérieurs à 1940 et Luigi Salvatorelli, *Appunti sul problema storiografico del Fascismo*, pose, à propos du fascisme, les mêmes problèmes de méthodologie que Piero Peri.

*
* *

Enfin, le numéro de mars 1953, *Sui problemi della resistenza nel Lecchese*, est un recueil de documents et de témoignages sur l'activité du Comité de Libération de Lecco en septembre-octobre 1943. Les Allemands réprimèrent rudement cet embryon de résistance.

C. L. Ragghianti, avec *Le premesse del movimento di Liberazione* donne une excellente monographie des origines de la résistance en Italie. L'auteur passe en revue les étapes de la lutte clandestine : Ier congrès clandestin du *Parti d'Action*, tenu à Florence, le 3 septembre 1943, au cours duquel il fut impossible de tirer au clair *l'équivoque Badoglio* et la position ambiguë de la Couronne, bien que, depuis 1942, les généraux Pavone et Cadorna eussent pris langue avec les milieux anti-fascistes. Les résistants, quoique ne relevant pas d'un Gouvernement libre installé en pays allié, adoptèrent la formule française *C. L. N. (Comitato di Liberazione Nazionale)*, mais ne purent guère se procurer d'armes. D'après M. Racchianti, Staline aurait traité directement avec Victor-Emmanuel III et Badoglio et aurait mandé Togliatti en Italie pour s'entendre avec la Monarchie (p. 59), afin d'introduire des communistes dans les rouages du nouveau Gouvernement. Une surprenante affirmation de l'auteur provoquera bien des réponses contradictoires de la part des historiens de la seconde guerre mondiale. Staline aurait imposé à Tito une alliance avec les nazis pour le cas où Churchill,

voulant frapper l'Allemagne « au bas ventre », aurait mis à exécution son plan d'invasion de l'Europe par la Macédoine.

L. Bulferetti, dans *La « Resistenza » nei musei del Risorgimento* demande si la documentation concernant la résistance doit être conservée dans les Musées du Risorgimento. L'auteur pose le problème, jamais résolu, de la date à laquelle le Risorgimento italien doit être considéré comme achevé.

G. Vaccarino, dans *Orientamenti storiografici sulla resistenza* démontre combien la diversité des idéologies influa sur l'esprit dans lequel furent conçus les ouvrages traitant de la résistance italienne.

V. Pollice, dans *Resa Incondizionata* fait un examen juridique de ce nouveau type de convention entre belligérants et étude détaillée des prémices de l'*inconditional surrender* accepté par l'Italie, le 8 septembre 1943 et de la capitulation signée par le Japon le 2 septembre 1945.

J. Jacomoni, *Il patto di Tirana del 1926*, donne les souvenirs d'un ex-premier secrétaire de la Légation d'Italie à Durazzo sur les circonstances de la conclusion du traité secret conclu par Ahmet Zogu et Mussolini, le 27 novembre 1927, plaçant l'Albanie sous le protectorat économique de l'Italie.

C. Vidal.

***

G. Tomaselli, dans *Battaglia sul Don*, Milan, 1945 270 p.) a réuni ses reportages en Ukraine à la fin de l'année 1941 et au début de l'année 1942 comme correspondant de guerre du *Corriere della Serra*. Il expose ce qu'il a vu au Q. G. du général Zingales et ce qu'il a appris des combats livrés par les Italiens sur la rive droite du Don, imputant la retraite de janvier 1942 au corps hongrois dont le manque de mordant aurait été fatal aux divisions alpines. G. Tomaselli abuse des épithètes laudatives pour magnifier les services rendus par les troupes de Mussolini à la cause de l'Axe sur le front russe ; il souligne toutes les distinctions honorifiques nazies conférées par Hitler aux commandants des grandes unités italiennes qui combattirent dans le Donetz. Ses dernières pages offrent un certain intérêt lorsqu'il rapporte quelques détails sur la lutte livrée par les carabiniers contre les partisans et espions russes. Rappelons que ce livre fut publié à Milan en février 1945, date qui explique bien des considérations dithyrambiques sur la camaraderie militaire entre fascistes et nazis.

C. Vidal.

***

YOUGOSLAVIE

Une brochure publiée par Moska Pijade à Belgrade en 1950 sous le titre : *La fable de l'aide soviétique à l'insurrection nationale yougoslave* contient une série de télégrammes échangés entre Tito et Moscou ; leur authenticité semble n'avoir jamais été contestée par les Russes ; une traduction partielle en est donnée à la fin du livre de Jules Moch : *Yougoslavie terre d'expérience* (1).

En février 1942, sur la proposition de Moscou, Tito fait connaître ses besoins en munitions, en médicaments, en chaussures et uniformes ; avec du matériel, il déclare pouvoir mobiliser 100.000 hommes de plus et souligne « que l'arrivée d'un certain nombre de parachutistes aurait un effet moral et politique énorme ». Moscou répond que des difficultés techniques immenses rendent impossible une aide russe dans un proche avenir, recommande de prendre des armes à l'ennemi et conseille à Tito... de se rapprocher

(1) Éditions du Rocher, Monaco, 1953.

du Gouvernement royal à Londres. Puis, en mai 1942, Moscou accepte l'élévation au rang d'ambassade de la légation du Gouvernement royal en exil dont Mikaïlovitch est ministre de la Guerre et alors que Tito s'est plaint de la collusion des *Tchetniks* et de l'occupant contre les Partisans. En août 1942, Moscou a proposé au Gouvernement royal à Londres de détacher une mission auprès de Mikaïlovitch ; le Gouvernement serbe refuse « tant que les Partisans ne se seront pas mis sous les ordres de Mikaïlovitch ».

A l'automne 1942, Tito réitère ses demandes d'aide. Il annonce qu'il va constituer « quelque chose comme un Gouvernement » ; de Moscou on l'invite à la prudence et on lui demande de ne pas s'opposer au Gouvernement royal.

Au cours de l'été 1943, la situation de Tito devient critique et il échappe de peu à une capture à Drvar avec son état-major. Une mission britannique est alors arrivée près de lui ; les parachutages d'armes britanniques ont commencé. Une mission russe n'arrive qu'en février 1944, les premiers parachutages de matériel russe se produisant seulement en avril, où sont livrés 10 avions d'origine américaine (ce fait est confirmé par Fitzroy Mac Lean (*Diplomate et Franc-Tireur*, Gallimard, 1952) (1).

H. M.

***

BELGIQUE

L'article de Émile Boinem, *Contribution à l'histoire du mouvement wallon dans la région liégeoise, pendant la guerre 1940-1945* (Liége, *Nouvelle revue wallonne*, avril 1953, pp. 201-208) montre combien le *mouvement flamand*, comme le *mouvement wallon*, fait partie intégrante du folklore politique belge. On y trouve de tout : aspirations légitimes et outrances indéfendables, divagations contradictoires et programmes solidement documentés, idéalistes utiles et militants arrivistes parlant très haut au nom d'un *peuple* qui les ignore. Une très grande confusion — et c'est dommage — se dégage de cet éventail qui va de la défense de réformes cent fois légitimes à la publication de thèses qui seraient condamnables, si elles n'étaient pas surtout absurdes.

Nombreux furent les membres d'associations wallonnes qui, dès le début de l'occupation allemande, se réunirent en un mouvement de résistance autonome qui se consacra principalement à l'édition de feuilles clandestines telles que *La Wallonnie libre*, *La Meuse*, la *Jeune revue wallonne*, etc. L'intéressante étude de M. Émile Boinem est un témoignage personnel où l'on trouve des chiffres, des dates et des noms : autant de précieuses indications à verser au dossier. Constatons avec regret que l'auteur ne souffle mot des curieuses tractations qui menèrent, à un moment donné, certains militants wallons à envisager, avec le cabinet du maréchal Pétain, une éventuelle annexion de la Wallonnie à l'*État Français*.

Jacques Willequet,
Bruxelles.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 9, de janvier 1953, p. 75.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE
(sur l'avant-guerre et sur la guerre)

*Bilmanis (Alfred). — *A History of Latvia*, Princeton Univ. Pr., London Cumberlege, 1953, in-8°, XXI-614 p., pl. et cart. h. t.

Browder (Robert Paul). — *The Origins of Soviet-American diplomacy*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1953, in-8°, 256 p.

Les relations américano-soviétiques de 1930 à 1941.

Doskocil (Walter). — Ein unbekanntes Kapitel sudeten-deutscher Geschichte, *Christunterwegs*, avr. 1953, pp. 1-3.

L'émigration sudète à Londres de 1938 à 1945. L'opposition entre les Sudètes émigrés et Bénès.

*Raschhofer (Hermann). — *Die Sudetenfrage. Ihre völkerrechtliche Entwicklung vom I. Weltkrieg bis zur Gegenwart*, München, Isar-Verl., 1953, in-8°, 336 p.

Suchy (Juliusz). — Przyczyny i charakter deugiej wojny swiatowej [Causes et caractéristiques de la deuxième guerre mondiale], *Nowe Dragi*, août 1952, pp. 121-134.

*Vermeil (Edmond). — *L'Allemagne contemporaine sociale, politique, culturelle (1890-1950)*. T. II : *La République de Weimar et le III^e Reich (1918-1950)*, Paris, Aubier, 1953, in-8°, 445 p., cartes. (Collect. historique sous la direction de Paul Lemerle.)

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Ansaldo (Juan Antonio). — *Mémoires d'un monarchiste espagnol (1931-1952)*, traduit de l'espagnol par Jean Viet, Monaco, Éditions du Rocher, 1953, in-8°, 320 p.

Attaché militaire à Vichy.

Carry (Charles). — Un disciple de Nietzsche : Mussolini, *Écrits de Paris*, juin 1953, pp. 76-81.

*Cesarini (Paolo). — *Elena la Moglie del Re*, Firenze, Vallecchi, 1953, in-8°, 325 p.

Biographie d'Hélène de Savoie de 1895 à 1952.

Chartrain (Jean). — Souvenirs de Bizerte (nov.-déc. 1942), *Écrits de Paris*, juin 1953, pp. 82-89.

Chateaubriant (Alphonse de). — *Fragments d'une confession*, Paris, Desclée de Brouwer, 1953.

Extrait du Journal, 1945-1951.

Chevallier (Jacques). — Un témoignage direct sur deux points d'histoire, *Écrits de Paris*, 19 juill. 1953, pp. 83-87.

Sur la politique de l'auteur comme secrétaire à l'Instruction publique de Vichy et sur les « accords secrets franco-anglais » de décembre 1940.

*Chisholm (Roderick). — *Cover of Darkness*. With a foreword by Sir William Elliot, London, Chatto and Windus, 1953, in-8°, 222 p.

Souvenirs de guerre d'un « Air Commodor », appartenant au « Bomber Command » britannique.

(1) N. B. — Un astérique précède les notices de livres et les différencie des articles de revues. Cette rubrique bibliographique est assurée par les soins de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine sous le contrôle de F. Debyser.

*Colvin (Ian). — *The Unknown Courier. With a note on the Situation confronting the Axis in the Mediterranean in the Spring of 1943 by Field-Marshal Kesselring*, London, W. Kimber, 1953.

de Gasperi (Alcide). — *Studi ed appelli della lunga vigilia*, Rocca S. Casciano, Cappelli, 1953, in-16, 221 p.

Essais et articles politiques écrits — dont certains ont été publiés clandestinement — sous le régime fasciste.

*Epting (Karl). — *Aus dem Cherchemidi. Pariser Aufzeichnungen 1947-1949*, Bonn, Bonner Universitäts-Buchdruck, 1953, in-8°, VIII, 136 p.

*Fèvre (Marcel). — *Guerre et chirurgie*. Préf. de Georges Duhamel, Paris, Éditions Segep, 1953, in-16, 444 p.

Souvenirs d'un chirurgien aux armées de 1917 à 1945.

*Fischer (Louis). — *Vie et mort de Staline*, traduit de l'américain par Hélène Claireau, Paris, Calmann-Lévy, 1953, in-8°.

Gœrdeler (Karl). — Testament-Programme, *Doc.*, juill. 1953, pp. 648-655.

L'auteur, ancien bourgmestre de Leipzig, prit une part importante au complot du 20 juillet 1944.

*Görlitz (Walter) et Quint (Herbert-A.). — *Adolf Hitler*. I. *La montée d'un obscur*, Paris, Amiot-Dumont, 1953.

*Hesse (Fritz). — *Das Spiel um Deutschland*, München, P. List, 1953, in-8°, 340 p.

Comme rédacteur en chef du D. N. B. et expert des questions britanniques au G. Q. G. de Hitler, l'auteur a participé directement aux événements des vingt dernières années.

**Hitler's secret conversations 1941-1944*, translated by Norman Cameron and R. H. Stevens, Introductory essay on « the Mind of Adolf Hitler » by H. R. Trevor-Roper, New York, Farrar, Straus and Young, 1953, in-8°, 597 p.

Jünger (Ernst). — Journal tenu pendant la guerre, *R. Paris*, oct. 1953, pp. 61-74. Du 28 août 1944 au 11 avril 1945.

*Kleist (Peter). — *Entre Hitler et Staline (1939-1945)*, traduit de l'allemand par René Jouan, Paris, Plon, 1953, in-8°, 307 p.

*Lyautey (Pierre). — *Les maréchaux de la Libération*, [Paris] Mame, 1953, in-16, 145 p., cartes.

(Collection « Service de la France »). De Lattre, Leclerc, Juin.

Mantelio (H. H.). — Der Generaloberst lehnte Gnadengesuch ab. Das Leben und Sterben des Generalobersten Alexander Löhr, *D. Soldaten-Zg*, 6 août 1953, p. 3.

Commandant des troupes allemandes dans les Balkans. Fusillé par les Yougoslaves en mars 1947.

Montigny (Jean). — L'apprenti sorcier : de Gaulle et les partis, *Écrits de Paris*, juill. 1953, pp. 19-25.

De Gaulle et le C. N. R.

*Mosconi (Antonio). — *La mia linea politica*, Roma, Di Biaso, 1953, in-16, 61 p.

Souvenirs politiques d'un ancien ministre d'État (Finances) de Mussolini.

Oi'sanskij (B.). — My prikhodim s Vostoka. [Nous venons de l'Est. Fragments d'un manuscrit 1944-48], *Vozrozdenié* (Paris), vol. 26-27, mars-avril, mai-juin 1953.

Souvenirs sur l'occupation de la Pologne et de l'Allemagne par les armées soviétiques, la prise de Berlin et la rencontre avec Vasilii Staline.

*Renner (Karl). — *Oesterreich von der ersten zur zweiten Republik*, Wien, Verl. der Wiener Volksbuchhandlung, 1953, in-8°, 282 p.

(Nachgeclassene Werke von Karl Renner. II. Band.)

Rogé (lt-col.). — Jean Moulin, héros et martyr de la Résistance, *R. déf. Nat.*, juin 1953, pp. 706-715.

*Roosevelt (Nicholas). — *A Front row seat*, Norman University of Oklahoma Press, 1953, in-8°, 304 p., pl. h.-t.

Souvenirs sur Théodore et Franklin D. Roosevelt.

Ropet. — U carstvi Tito [Au royaume de Tito. Souvenirs d'un combattant de la Division Ukrainienne], *Ukrainec-Cas* (Paris), 8 fév.-10 mai 1953, nos 11-19.

Fait prisonnier par les partisans yougoslaves en 1944 et libéré en janv. 1949 ; séjour dans un camp de Marbourg et de Borovnic.

Salvemini (Gaetano). — Badoglio nella seconda guerra mondiale. V. L'arca de Noe, *Il Ponte*, juil. 1953, pp. 933-949.

*Schaufelberger (Constant) et autres. — *La destinée tragique d'un roi : la vie et le règne de Boris III, roi des Bulgares (1894-1918-1943)*, Uppsala A. B. Voluntas, 1952, in-8°, 234 p., ill.

*Schaumburg-Lippe (Friedrich Christian Prinz zu). — *Zwischen Krone und Kerker*, Wiesbaden, Limes Verl. 1953, in-8°, 540 p.

L'auteur fut un collaborateur immédiat de Gœbbels.

*[Smyslovskij] Holmston-Smyslowskij. — *Izbrannyé statji i reci [Articles et discours choisis, précédés d'une étude du lt-col. Kasirin sur le Mouvement national militaire russe]*, Buenos Aires, RVNOD. im. gen. A. V. Suvarov, 1953, in-16, 224 p.

Ancien capitaine de l'armée tsariste, créateur et commandant de la « 1re Armée nationale russe », fait général par les Allemands sous le nom de Holmston.

*Vezzani (Matteo). — *Mussolini allo specchio. Documentazione sul ventennio fascista*, Roma, Vallecchi, 1933, in-16, 265 p.

*Walker (Oliver). — *Sailor Malan. A Biography*, London, Cassel, 1953, in-8°, 182 p., pl. h.-t.

Biographie du capitaine sud-africain A. G. Malan « group captain » pendant la bataille d'Angleterre.

Weygand. — Un grand cavalier : le général Prioux, *R. Deux Mondes*, 1er août 1953, pp. 492-496.

X (général). — Gœring tel que je l'ai connu, *Écrits de Paris*, juill. 1953, pp. 69-82.

Par l'un des chefs de la Luftwaffe.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Barie (Ottavio). — I Documentati diplomatici italiani. Vol. I (8 gennaio-31 decembre 1861) ; Ottava Serie, vol. XII (23 maggio-11 agosto 1939, *Riv. di Studi politici internaz.*, 1952, fasc. IV, pp. 627-637.

Compte rendu critique.

Baumier (J.). — Il y a quinze ans : Munich, *Europe*, sept. 1953, pp. 117-120.

Bonnet (Georges). — « In the nazi era », *Times Lit. Supplt*, 17 juin 1953, p. 465.

Suite de la polémique entre M. G. Bonnet et sir Lewis Namier au sujet des assertions contenues dans le livre de ce dernier (cf. *T. L. S.*, 13 fév. 1953).

*Bouvier (J.), Gacon (J.). — *La vérité sur 1939. La politique extérieure de l'U. R. S. S., d'octobre 1938 à juin 1941*, Paris, Éd. Sociales, 1953, in-8°, 322 p., fac-sim.

Deuerlein (Ernst). — Die informatorische Aufzeichnungen des Auswärtigen Amtes 1918-1939. Eine bisher unbekannte Geschichtsquelle, *Aussenpolit.*, juin 1953, pp. 376-385.

Documents inédits : les instructions aux ambassadeurs allemands, les actes de la Commission des Affaires étrangères du Reichtag.

**Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, London H. M. S. O., 1953, in-8°, 3rd serie, vol. VI, June 8th to August 14th, 1939, in-8°, xlii-789 p.

**Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, series D *(1937-1945)*, vol. V : *Poland, the Balkans, Latin America ; the Smaller Powers, june 1937-march 1939*, Washington, U. S. Gov. Print Office, 1953, in-8°, lxxxvi-977 p.

**Soviet documents on Foreign Policy*, vol. III : *1933-1941*, edited by Jane Degras, Oxford, Univ. Press, London, Cumberlege, 1953, in-8°, xxii-500 p.

(Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs.)

Schmitt (Bernadotte E.). — « Munich », *J. of Mod. Hist.*, juin 1953, pp. 166-180.

Analyse et critique de documents officiels britanniques, allemands et italiens récemment parus.

Serini (Paolo). — Mussolini rinunciatorio, *Il Mondo*, 16 mai 1953, pp. 7-8.

Comment Mussolini — malgré les conseils d'Attolico et de Ciano est devenu le vassal d'Hitler (d'après les *Doc. diplomatici*, série 8, vol. XIII).

III. — LA GUERRE

ÉTUDES DIVERSES

A. F. — Polevye zapiski [notes marginales], *Azerbaycan*, n° 9, fév. 1953, pp. 20-28.

Les plans des Soviets en 1940-41. Le 2 juin 1941. Les premiers mois de la guerre.

Arntz (H.). — Menschenverluste zweier Weltkriege, *Bull. d. Presse u. Inform. Amtes d. Bundesregierg.*, 3 avr. 1953, pp. 547-557.

Assmann (Kurt, vice-amiral). — L'opération « Seelöwe », *R. maritime*, oct. 1953, pp. 1181-1197.

Extrait de l'ouvrage *Deutsche Schicksale Jahre*.

BLUMENTRITT (Günther, gén.). — Strategic withdrawals. *Mil. R.*, sept. 1953, pp. 24-34.

Les possibilités opératives allemandes en U. R. S. S. de 1942 à 1945.

DUDIN (Vl.). — Voenno-strategiceskié osibki Gitlera v vojné s SSSR. [Les fautes stratégiques d'Hitler dans la guerre contre l'U. R. S. S.], *Rossija* (New York), 28, 31 mars 1953.

GAUL (H., Oberst.). — Das britische Expeditionsheer in Frankreich 1940, *Militärpolit. Forum*, oct. 1952, pp. 30-35, carte.

MARAVIGNA (Pietro, gen.). — La Funzione Strategica del Mediterraneo, *Riv. militare*, juill.-août 1953, pp. 743-765.

Notamment au cours du deuxième conflit mondial.

*MATLOFF (Maurice), SNELL (Edwin M.). — *Strategic planning for coalition warfare 1941-1942*, Washington, U. S. Gov. Print. Office, 1953.

(U. S. Army in World War II series, vol. 18.) Préparation stratégique des opérations « Gymnast » (premier plan d'invasion de l'Afrique du Nord), « Bolero » (constitution d'une force américaine en Grande-Bretagne), « Round up » (projet d'attaque du continent en 1943) et « Anakin » (projet de reprise de la Birmanie).

*TAFFRAIL [Dorling (Taprell), cap. di vascello]... *Il Mediterraneo occidentale 1942-1945*..., traduz. del cap. di corvetta Alberto CECCACI, riveduta e commentata dall'Amm. di Sq. G. FIORAVANZO, Roma, Rodia Tecnografica, 1953, in-8°.

(Edizione a cura dell'Ufficio storico della marina militare...) L'auteur était chef de service de presse du commandant de la Mediterranean Fleet.

OPÉRATIONS

ANDERS (Leslie). — Railroading on the Mandalay Line, *Mil. R.*, sept. 1953, pp. 19-23.

La 504th Engineers Comp. sur le chemin de fer de Mogdung à Myitkyina (juill.-déc. 1944).

BACH (Franz-Joseph). — Aus der Luft erobert ! Der Handstreich auf Belgiens Einfalltor : Fort Eben-Emael. *D. Soldaten-Zg.*, 10 sept. 1953, 17 sept. 1953, p. 6. *(A suivre.)*

BELOT (DE, amiral). — La nuit de Tarente, *Hommes et mondes*, sept. 1953, pp. 102-118.

Bombardement de la flotte italienne, 11 nov. 1940.

BERCHEM (H. O. VON, Oberst.). — Taktisch-technische Probleme der deutschen Luftwaffe im zweiten Weltkrieg, *Militärpolit. Forum*, déc. 1952, pp. 130-135.

*BLIGHT (Gordon). — *The History of the Royal Berkshire Regiment (Princess Charlotte of Wales 1920-1947)*. With a foreword by gen. Sir Miles DEMPSEY, London, Staple Press, 1953, in-8°, 499 p.

*BORGHESE (Valerio, prince). — *Les hommes torpilles attaquent (Alexandrie, Gibraltar, Malte, Alger, la Crimée)*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, in-8°.

*BRACH (Edward L.). — *Submarine !*, London, Heinemann, 1953, in-8°, 274 p.

La guerre sous-marine dans le Pacifique.

*CEREGHINI (Mario). — *Alpini in Russia 1942*, Milano, ed. del Milione, 1952, in-8°, 114 p., cartes, phot. h.-t.

(Testimonianze, documenti e memorie di vita italiana.)

CHAMBE (René). — Le bataillon du Belvédère : I. Sur les pentes du Cifalco ; II. La volonté de vaincre ; III. It crescendo, *R. Deux Mondes*, 1er, 15 sept. et 1er oct. 1953, pp. 3-16, 193-207 et 440-445.

Épisode de la campagne d'Italie.

CLAVELIN (médecin-général). — Les formations chirurgicales de la VIIe Armée au cours de la bataille (mai-juin 1940), *R. du corps de santé militaire*, juin et sept. 1953, pp. 244-267 et 393-414, cartes, h.-t.

*CONZE (Werner). — Die Geschichte der 291. Infanterie-Division 1940-45, *Bad-Nauheim, Podzun*, 1953, in-8°, 119 p.

(Die deutschen Divisionen 1939-45.)

CUCINO (André). — Il Compito delle truppe da montagna nella Strategia della campagna di Norvegia, *Riv. militare*, mai 1953, pp. 537-540.

Les troupes de montagne allemandes à Narvik.

CZOWNICKI (Jerzy, lt.-col. pil.). — Lotnictwo polskie w walce o Warszawe ; [L'aviation polonaise dans la lutte pour Varsovie], *Skrzydlata Polska*, janvier 1953, n° 1, pp. 3-4, ill.

En 1944 avec l'armée rouge.

DAUR. — Dva primera [Deux exemples. Historique des détachements caucasiens et tartares sur le front oriental], *Svobod-Kavkaz* (Munich), janv. 1953, pp. 23-27.

Formés avec les prisonniers en 1942.

*Davin (D. M.). — *Crete*, Wellington, War History Branch Dep. of Internal Affairs, 1953, in-8°, xvii-547 p., pl. et cartes, h.-t.

(Official History of New Zealand in the Second World War, 1939-1945.)

*Detrez (Mgr L.) et Chatelle (Albert). — *Tragédies en Flandres (1939-1944)*, préf. du maréchal Juin, Lille, Tallandier, 1953, in-8°, 330 p., 130 ill., cartes.

Doerr (H.). — Verbindungsoffiziere. *Wehrw. Rundchau*, juin 1953, pp. 270-281.

Les organismes de liaison militaire entre pays de l'axe pendant la deuxième guerre mondiale.

*Durnford-Slater (John, brigadier). — *Commando*, London, William Kimber, 1953, in-8°.

Fey (Willi). — July-August 1944. Aus dem Tagebuch einer Tiger-Besatzung der 1 schw. SS. Pz. Abtlg. 502, *Wiking-Ruf*, août 1953, pp. 21-23.

Du 10 juill. au 20 août dans la poche de Falaise.

Fuchida (Mitsuo). — J'ai conduit l'attaque sur Pearl Harbour., *R. mar.*, sept. 1953. pp. 1057-1073, cartes, ill.

(Extrait de *U. S. Nav. Inst. Proc.*, sept. 1952.)

*Gallery (Daniel-V., amiral). — *Le porte-avions Guadalcanal*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, in-8°. (Bibliothèque de la Mer.)

Garthoff (Raymond L.). — The Soviet Trial by arms. June to December 1941, *Mil. R.*, juin 1953, pp. 23-31.

Défaites et pertes soviétiques en 1941. Leurs causes.

*Gierster (Rudolf). — In 11 Tagen 162 Sowjet-Panzer abgeschossen. Kampftage an der Kertschfront. Nach Tagebuchaufreichnungen, *Frontsoldat*, juill. 1953, p. 171, carte.

*Giuffrida (Pietro). — *L'Armir, il generale, la ritirata*, pref. del Cappellano Maccarone, Roma, Macchia, 1953, in-16, 229 p.

Souvenirs d'un combattant italien sur le front russe. Violente critique de la conduite politico-militaire de la guerre contre l'U. R. S. S.

Goldingham (C. S.). — The Japanese in World War II, *Mil. R.*, août 1953, pp. 73-82.

Résumé de : *Journ. of the Royal United Service Institution*, fév. 1953.

Grunwald (Ernst). — Vor zwölf Jahren : Kreta, *Frontsoldat*, août 1953, pp. 198-200, ill.

L'opération « Mercure » ; la prise de la Crète par le corps des parachutistes allemands.

Hewitt (admiral H. Kent). — *The Allied navies at Salerno. Operation Avalanche-September 1943*, U. S. Nav. Inst. Proceedings, sept. 1953, pp. 958-976, phot., carte.

Hewitt (admiral H. Kent). — *Naval aspects of the Sicilian Campaign. U. S. Naval Operations in the Northwestern African-Mediterranean Theater. March-August, 1943*, U. S. Naval Inst. Proc., juill. 1953, pp. 705-723, ill. cartes.

Hossbach (Fr.). — Aus den Kämpfer des LVI. Panzerkorps vor Kirow im Sommer 1943. *Allg. schweiz. milit. Zt.*, juill. 1953, pp. 503-512, août 1953, pp. 578-584, cartes.

*Hough (lt-col. Frank O.), Crown (major John A.). — *The Campaign on New Britain*, Washington, Gov. Print. Off., 1952, in-8°, 220 p.

(Historical Branch Headquarters, U. S. Marine Corps).

Hove (Alkmar v.). — Die Luftlandungen auf Sizilien, *Militärpolit. Forum*, janv. 1953, pp. 32-41.

Inoguchi (Rikihei, cap.), Nakajima (Tadashi, com.). — The Kamikaze attack Corps, *U. S. Nav. Inst. Proceedings*, sept. 1953, pp. 933-945, phot.

Les attaques-suicides des aviateurs japonais dans la guerre du Pacifique.

*Kardel (Hennecke). — *Die Geschichte des 170 Infanterie-Division (1939-45)*, Bad-Naueim, Podzun, 1953, in-8°.

(Die deutschen Divisionen 1939-1945.)

K. Sp. — Seefestung Lorient blieb unbesiegt ! Kapitulation nach heldenhaftem Kampf erst bei Kriegsende, *Deutsche Soldatenztg.*, 28 mai 1953, p. 6.

Kosaken kampften für ihre Freiheit..., *Frontsoldat*, 1953 (n° 9), pp. 232-234, ill.

Le XV^e^ Corps de cavalerie cosaque sur le front de l'Est sous les ordres du général v. Pannwitz.

Krumpelt (Ihno, Oberst i. G.). — Die operative Versorgungsführung, *Wehrhunde*, juin 1953, pp. 19-22.

Avec des exemples tirés de la deuxième guerre mondiale.

Krzyzewski (Waclaw). — The History of the Polish Guards 1944-53, *Dodatek*

lygodniowy « Ostatnich Wiadomosci », Mannheim, 16 mai 1953, nos 18-19, 8 p., ill.

KUUSIK (Paul). — Vernichtungs-Bataillone, *Nation-Eur.*, juin 1953, p. 18.

Les bataillons de choc soviétiques.

KVEDER (Dusan, gen.). — Die jugoslawische Partisanen-Krieg, *Allg. schweiz. milit. Zt.*, juill. 1953, pp. 470-483 ; août 1953, pp. 550-564 ; sept. 1953, pp. 628-634.

LEHWESS-LITZMANN (Walter). — Der kalte Krieg begann mit Dresde, *Weltbühne*, 6 fév. 1952, pp. 161-165.

Le raid anglo-américain qui détruisit Dresde dans la nuit du 13 au 14 fév. 1945, aurait eu pour but de stopper l'avance soviétique par la destruction des ponts sur l'Elbe.

*LEPOTIER (contre-amiral). — *Raids sur mer*, Paris, Éditions France-Empire, 1953, in-8°, 304 p.

Saint-Nazaire et Dieppe.

*LONG (Gavin). — *To Benghasi*, Camberra, London, Angus and Robertson, 1953, in-8°, XIV-336 p.

(Australien War memorial I.) Premier d'une série de 7 volumes concernant l'Histoire de l'armée australienne au cours de la deuxième guerre mondiale. Campagne d'Afrique du Nord, jusqu'à la chute de Benghasi.

LUSAR (Rudolf). — Wo blieben unsere Torpedoboots, *Frontsoldat*, juill. 1953, pp. 180-183.

La fin des torpilleurs allemands pendant la deuxième guerre mondiale.

*MARS (Alaster). — *Unbroken. The Story of a submarine*, London, Muller, 1953, in-8°, 224 p.

Histoire d'un sous-marin britannique opérant dans la Méditerranée, relatée par son commandant.

MORDAL (J.). — Le débarquement d'Anzio, *R. déf. nat.*, juin 1953, pp. 684-697, cartes.

MORDAL (J.). — Entre l'arbre et l'écorce. Marine Indochine 1940-1945, *R. mar.*, juill. 1953, pp. 798-821, carte, ill.

La marine française en Indochine. Opérations contre le Siam. Conséquences du conflit nippo-américain.

OLLIVIER (J.). — La flotte britannique du Pacifique en 1944-1945, *R. mar.*, juin 1953, pp. 671-701, cartes, ill.

En particulier, son rôle dans le débarquement d'Okinawa (Opération « Iceberg »), 26 mars-25 mai 1945.

*ORDE (Roden). — *Second Household Cavalry Regiment*, Aldershot, Gale and Polden, 1953, in-8°, 624 p., pl. et cartes h.-t.

Historique de régiment : opérations en Proche-Orient, Normandie, sur la Somme, l'Escaut, etc.

OSTERKAMP (Théo). — Jäger und Zerstörer über dem Kanal, *Frontsoldat*, 1953, n° 9, pp. 238-240.

PANTENIUS (Hans Jürgen). — Die Bedeutung der Flugzeugträger bis zum Wendepunkt des Seekrieges im Pazifik, *Geopolit.*, oct. 1952, pp. 582-592.

Les parachutistes S. A. S. [Special Air Service] de la France libre, *R. de la France libre* (numéro spécial), juin 1953, pp. 9-51.

Historique des parachutistes. Principales actions auxquelles ils ont participé (Crète, Libye, France occupée, combats de la Libération, Belgique, Hollande, Rhin, etc.)

*PAYK (Ernst). — *Die Geschichte der 206. Infanterie-Division 1939-1944*, Bad-Nauheim, Podzun, 1952, in-8°.

RANFT (capt. D. D.). — Parachuting in Malaya, *Army Quart.*, juill. 1953, pp. 205-209.

Comment furent vaincues les difficultés de parachutage dans la jungle.

RAUS (Erhard). — Die Schneckenoffensive, *Wehrw. Rundchau*, sept. 1953, pp. 432-441, cartes.

Opérations improvisées de la 6e Pz. Div. pour défendre la ligne de ravitaillement Smolensk-Viasma (février-mai 1942).

REMPEL (W.), SCHREIER (U.). — Auf verlorenem Posten im Indik. (Deutsche U-Bootsgruppe im japanischen Südraum), *Frontsoldat*, 1953 (n° 10), pp. 276-279, ill.

Sous-marins allemands dans l'océan Indien (Indik) comme « forceurs de blocus ».

RIEDI (E.). — Der Ubergang der 100 amerikanischer Inf. Div. über das Flusssystem des Neckar Jagst und Kocher anfangs April 1945. *Allg. schweiz. militär zeitschrift*, juin 1953, pp. 383-399, cartes.

Opérations de passage du Neckar, prise de Heilbronn, 4-11 avril 1945.

ROCOLLE (lt-col.). — Caporetto ou Garigliano ? La manœuvre par les hauts ou par les fonds *(suite)*, *R. Milit. Inf.*, 25 mai 1953, pp. 18-25.

Roluti (Francesco). — La seconda guerra mondiale. Africa settentrionale (novembre 1941-gennaio 1942) [*suite*], *Riv. aeronautica*, mai 1953, pp. 369-376 *(à suivre.)*

Rommel (H. G., Hauptmann). — Der Einsatz grosser Artillerie-Verbände. Erfahrungen und Lehren, *Wehrkunde*, juin 1953, pp. 14-19.

Avec des exemples tirés de la deuxième guerre mondiale.

Schneider (R., Oberst.). — Die operative Lage Polens bei Beginn der 2. Weltkrieges, *Militärpolit. Forum*, oct. 1952, pp. 20-25, c.

Schramm (Wilhelm von). — Invasion : Normandie 44, *Documents*, avril 1953, pp. 369-378.

La « stratégie intuitive du Führer » (documents d'abord publiés par le « *Rheinischer Merkur* »).

Stolze (Ernst-August). — Festung « Demjansk », *D. Soldaten-Zg.*, 6 août 1953.

Divisions allemandes, 12, 30, 32, 123, 290, S. S. Totenkampf encerclées autour de Demjansk, 8 fév. 1942-2 mars 1943.

Talinskij (général I.). — Istoriceskaja bitva [Une bataille historique], *Izv.*, 1er fév. 1953.

Dixième anniversaire de la victoire de Stalingrad. Voir aussi dans le même numéro, l'éditorial intitulé : *Gloire de Stalingrad.*

Vasiliv (major L.). — Bitva za Moskvu... [La bataille pour Moscou. La contre-offensive soviétique en hiver 1941], *Visti bratstva Kol. vojakov I UD UNA*, juill.-août 1953, n° 718, pp. 4-8, carte.

Venault (Raymond). — Pourquoi la Wehrmacht n'a pas pris Moscou (d'après des documents allemands), *Écrits de Paris*, juin 1953, pp. 66-75, carte.

Vysgorodskij (D.). — Posledvié dni Tallina [Les derniers jours de Tallin], *Za Svobodu* (Munich), n° 4, août 1952, p. 5.

Évacuation de Tallin par les troupes allemandes et entrée de l'armée soviétique le 22 sept. 1944.

*Warren (C. E. T.), Benson (James). — *Above us the waves. The story of midget submarines and human torpedoes*, London, G. Harrap, 1953, in-8°, 256 p., pl., cartes, diagr.

Leur emploi en Méditerranée, sur les côtes norvégiennes et françaises et en Extrême-Orient.

Werfer-« Feuerwehr » der Süd-Front. Die harten Kämpfe um den Monte Cassino. Erlebnisse und Erfahrungen des Werferregiment 71, *Frontsoldat*, n° 9, 1953, pp. 229-231.

Witaszewski (K., gén. de brigade). — Pierwsza Kosciuszkowska (première division « Kosciusko »). *Trybuna Ludu*, 14 mai 1953, n° 133, p. 3.

Son rôle en liaison avec les troupes soviétiques de 1943 à 1945.

*Woodwar (David). — *The « Tirpitz »*, London, W. Kimber, 1953, in-8°.

Les actions auxquelles il a participé et sa destruction.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

L'accord secret Pétain-George VI. Le texte intégral du mémoire additionnel de MMes Isorni et Lemaire, *Aspects de la France*, 25 sept. 1953, pp. 1 et 4.

Voir le démenti officiel britannique quant à l'existence de cet accord (agence France-Presse, 16 septembre) et *Monde*, 3 oct. (lettre de MM. Vialataux et Paul Romains) et 8 oct. (lettre du gén. Héring).

Barcia Trelles (Camilo). — El presidente Eisenhower y los acuerdos secretos, *Polit. intern.* (Madrid), mars 1953, pp. 24-39.

Téhéran, Yalta, Potsdam.

X... — La correspondance Churchill-Mussolini, *Europe-Amérique*, 13 juin 1953, pp. 18-21, fac-sim.

Au sujet de lettres qui auraient été échangées entre Churchill et Mussolini quelque temps avant la mort de ce dernier.

Drieu La Rochelle. — Der Grosse Irrtum, *Nation-Eur.*, n° 8, août 1953, pp. 27-30.

Les erreurs de la politique allemande à l'égard de l'idée européenne de 1940 à 1944. Extraits d'un « testament politique » inédit.

*Langer (William L.), Gleason (S. Everett). — *The World crisis and American foreign policy*, vol. II : *The undeclared War 1940-41*, New York, Harper, 1953, in-8°, 963 p.

*La Ruche (Francis). — *La neutralité de la Suède*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1953, in-8°, 22 p.

Position de la Suède à l'égard de la Finlande, de la Norvège et de l'Allemagne de 1939 à 1945.

*Noack (Ulrich). — *Norwegen zwischen Friedensvermittlung und Fremdherrschaft*, Krefeld, Verl. « Aufbau der Mitte », 1952, in-8°, 141 p.

Rapports adressés à l' « Auswartiges Amt » par l'auteur, historien allemand fixé en Norvège, sur la situation dans ce pays (automne 1939, printemps 1940, 1943).

Pollice (Vita). — Resa incondizionata, *Riv. di studi pol. internaz.*, avr.-juin 1953, pp. 215-226.

Différence d'application à l'égard de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon.

Puaux (Gabriel). — La politique de Yalta et M. John Foster Dulles, *R. de Paris*, juill. 1953,, pp. 26-39.

LES SERVICES SECRETS

*Marshall (Bruce). — *Le lapin blanc*, traduit de l'anglais par Pierre Frédéric, Préface de Gilberte-Pierre Brosselette, Paris, N. R. F., 1953, in-8°.

L'agent secret n° 1 dans Paris occupé.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Boissier (Pierre). — *L'épée et la balance*, Lettre-préface du général Weygand, Genève, éd. Labor & Fides, 1953, in-8°, 175 p., annexes, bibliographies.

Essai sur la répression et la prévention des crimes de guerre. En annexes, textes des accords et des lois concernant la répression de ces crimes.

Gerstein (Kurt) und Wiernik (Jankel). — *Belcec und Treblinka. Ein SS. Offizier und ein Jude berichten über die Todeslager in Polen*, Frankf. H., juill. 1953, pp. 548-558.

Jodls Hauptschuld, *Spiegel*, 20 mai 1953, pp. 12-14.

La culpabilité du général Jodl remise en question par le ministère de la Justice de Bavière.

Odczyt prof. Savory o Katyniu [Conférence du P^r D. Savory sur Katyn], *Orzel Bialy*, 24 janv. 1953, n° 4, p. 6.

Le 13 janvier 1953 à Londres, à l'Institut Sikorski.

Pribilla (Max, S. J.). — Oradour, *Stimmen d. Zeit*, avr. 1953, pp. 60-65.

Considérations sur le procès d'Oradour.

IV. — LA GUERRE ET LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*Albart (Rudolf). — *Die letzten und die ersten Tage. Bambergs Kriegstagebuch 1944-46*, Bamberg, Verl. Frankischer Tag, 1953, in-8°, 134 p.

Chiffres sur la Résistance allemande, *Doc.*, juill. 1953, pp. 606-611.

Dinklage (Ludwig). — Die deutsche Handelsmarine im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, mai 1953, pp. 85-95.

Gesamtverluste der deutschen Handelsschiffahrt 1939-1940, *Marine Rundsch.*, mai 1953, p. 79.

Hahn (Assi). — *Du ciel aux enfers*, trad. de l'allemand par Max Roth, Paris, Flammarion, 1953, in-8°.

Sur le sort des P. G. allemands en U. R. S. S.

*Lenz (Friedrich). — *Der ekle Wurm der deutschen Zwietracht. Politische Probleme rund um den 20. Juli 1944* (Heidelberg, Selbstverlag, 1953), in-8°, 105 p.

Raid (Robert). — Vergessene und Vervemfte, *Nation Eur.*, juin 1953, pp. 9-13.

Les divisions S. S. des pays baltes.

Smolka (Georg). — Pourquoi nous avons résisté, *Doc.*, juill. 1953, pp. 631-639.

Trott zu Solz (Heinrich von). — Der 20. Juli, *Frankf. Allg. Ztg.*, 20 juill. 1953, p. 2.

L'auteur qui, en sa qualité de membre du Cercle de Kreisau, participa directement au complot du 20 juillet 1944, examine les droits à la rébellion.

Weisenborn (Günther). — Bilan d'une résistance, *Doc.*, juill. 1953, pp. 597-606.

La Résistance allemande.

**Weyers Flottentaschenbuch. Anhang : Die Schiffe der deutschen Kriegsmarine und Luftwaffe 1939-45 und ihr Verbleib von Eric Gröner*, München, J. F. Lehmann, 1953, in-8°, 318 p., fig.

BELGIQUE

Parasie (Peter). — Flämische « Kollaboration », *Nation Eur.*, mai 1953, pp. 9-12.

Les fautes de l'administration allemande à l'égard du mouvement flamand (1944-45).

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*Benoit (C., curé de Saint-Nizier). — *Le Quartier-Bas dans la tourmente 1940-45*, Troyes, impr. de la Résistance, 1953, in-8°, 88 p.

Les journées de juin 1940, l'occupation et la Libération à Troyes.

*Borwicz. — *Écrits des condamnés à mort sous l'occupation allemande (1939-1945)*, Paris, s. l. n. n., 1953.

Thèse soutenue à la Sorbonne.

DOMINIQUE (Pierre). — Grandeur et décadence du nationalisme de Vichy, *Écrits de Paris*, juin 1953, pp. 26-34.

*HÜNENBURG (Friedrich). — *Tausend Brücken. Eine biographische Erzählung aus dem Schicksal eines Landes, hrg. von Agnes Gräfin Dohna*, Stuttgart, Neuer Hünenburg-Verl., 1952, in-8°, 1.088 p.

La vie de l'Alsace depuis cent ans. Le mouvement autonomiste avant 1939, le régime allemand de 1940 à 1945.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*CHIN KEE ONN. — *Ma-Rai-Ee*, London, Harrap, 1953, in-8°, 256 p.

La Malaisie sous l'occupation par un Chinois de Malaisie.

ITALIE

*ANGELI (Roberto). — *Poi l'Italia è risorta*, prefaz. di I. FELICI, Pinerolo, Alzani, 1953, in-8°, 215 p.

L'auteur, livournais, organise un groupe de résistants catholiques, est fait prisonnier et emmené dans divers camps de concentration dont Mathausen et Dachau.

BAVASTRO. — Italien (1943-45), *Weltbühne*, 7 janv. 1953, pp. 16-23.

La Résistance italienne.

CICCHITTI-SURIANI (Arnaldo). — La Repubblica sociale Italiana ed i « temporalisti ». *Nuova Antol.*, juin 1953, pp. 216-224.

La question religieuse au temps de la R. S. I.

X... — Clima del 25 luglio. Documenti, *Il Ponte*, juill. 1953, pp. 994-1005.

Journal anonyme reflétant « la confusion de sentiments qui agitait alors l'opinion publique italienne ».

*D'ESTE (Ida). — *Croce sulla schiene*, pref. di G. PONTI, Venezia, Fantoni, 1953, in-8°, 198 p.

Journal d'une résistante en Vénétie, déportée au camp de concentration de Trente.

GAROSCI (Aldo). — Una Storia della Resistenza, *Mondo*, 1er sept. 1958, pp. 7-8.

A propos de l'ouvrage de Roberto Battaglia.

GIULIANO (Bartolomeo). — Testimonianza di B. Giuliano sul secondo incendio bi Boves (Decembre 1943-Gennaio 1944), *Mov. di liber. naz. in Italia*, mai 1953, pp. 39-48.

Action de partisans italiens contre les « Alpenjäger » en Italie du Nord.

*GRILLI (Giovanni). — *Due generazioni*, Roma, Rinascita, 1953, in-16, 289 p.

Souvenirs sur le mouvement ouvrier italien, de la « semaine rouge » à la Résistance.

*LA TORRE (Michels). — *Cento anni di vita politica e amministrativa italiana 1848-1948*, vol. II ; *1922-1943*, Firenze, Noccioli, 1953, in-8°, 194 p.

De l'avènement du fascisme au 25 juillet.

*LOI (Salvatore). — *Jugoslavia 1941*, pref. di G. REISOLI, Torino, ed. de « Il Nostro Azzurro », 1953, in-8°, 222 p.

Ce que fut l'occupation italienne en territoire yougoslave.

PICCARDI (Leopoldo). — A dieci anni dal 25 luglio, *Il Ponte*, juill. 1953, pp. 909-922.

Genèse du coup d'État.

PIZZONI (Alfredo). — Il Finanziamento della Resistenza, *Mov. di liber. naz. in Italia*, juill. 1953, pp. 49-54.

Resistenza e governo italiano nella missione Medici-Tornaquinci, *Mov. di liber. in Italia*, mai, juill. 1953, pp. 3-38 et 25-39.

Procès-verbaux de réunions clandestines (Turin 26-27-28 mars 1945) entre représentant du Gouvernement du Sud et membres responsables du C. L. N. piémontais.

RIVERS (M.). — Il Tribunale delle Grandi unità C. A. R. S.-CO. GU. (Sull'amministrazione della giustizia militare nella repubblica di Salò), *Mov. di liberazione naz. in Italia*, juill. 1953, pp. 3-24.

Fonctionnement du tribunal « controguerilla » institué par la République sociale.

ROSSI (Ernesto). — Confindustria [Confederazione gen. dell'Industria] e Fascismo, *Mondo*, 28 juill., 4, II, 18 août 1953, pp. 9-10.

Collusion entre la grande industrie italienne et le fascisme.

*SERENA MONGHINI (Antonio). — *Dal decennale alla catastrofe*, Milano, Garzanti, 1953, in-8°, VII-366 p.

Les dix dernières années du régime fasciste.

SPINOSA (Antonio). — Le Persecuzioni razziali in Italia, V, *Il Ponte*, juill. 1953, pp. 950-968.

De 1938 à 1943.

POLOGNE

CERNOV (I.). — Gorod smerti [La ville de la mort], *Vozrozdenié* (Paris), vol. 20-24, 1952.

Le Ghetto de Varsovie.

*Fomin (V. T.). — *Impérialisticeskaja agressija protiv Pol'si v 1939 g.* [*Agression impérialiste contre la Pologne en 1939*], Moskva, Gospolitizdat, 1952, in-16, 179 p.

Situation de la Pologne à la fin de 1938. Défense par l'U. R. S. S. de la sécurité collective et de l'indépendance de la Pologne. Trahison des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. La politique antinationale de la bourgeoisie polonaise.

Grot (Z.). — Ocwobodzenie Poznanu w r. 1945 [La Libération de Poznan en 1945], *Przeglad Zachodni*, 1953, nos 6-8, pp. 431-449.

Pospieszalski (W.). — Poznan w czasie okupacji 1939-1945. [Poznan pendant l'occupation 1939-1945], *Przeglad Zachodni*, 1953, nos 6-8, pp. 403-430.
Importante bibliographie.

**Proval impérialisticeskikh planov v otnosenii Pol'si v gody vtoroi mirovoi voiny* [*Faillite des plans impérialistes relatifs à la Pologne au cours de la deuxième guerre mondiale*], Moskva, Gospolitizdat, 1952, in-8°, 208 p.

Préparatifs de l'agression allemande 1938-1939, par V. Fomin. La lutte de l'U. R. S. S. pour la sécurité collective et l'indépendance de la Pologne en 1939 par M. Boguslvaskij. La formation du Gouvernement populaire démocratique polonais, par K. Malukevic.

Serwansk (Edward M.). — Jesik Polski na Slasku w czasie okupacji hitleraskiej [La langue polonaise en Silésie durant l'occupation hitlérienne], *Prz. Zachodni*, 1953, nos 1-3, pp. 263-281.

YOUGOSLAVIE

Dedijer (Vladimir). — Autour de la « libération » de l'Europe orientale, *Rev. pol. mondiale* (Belgrade), n° 17, 16 août 1953, pp. 10-11.

Egic (Obrad). — Oslobodjenje Andrijevice [La Libération d'Andrievice (Monténégro), en 1943], *Istoriski Zapisi*, (Cetinji), n° 1, 1953, pp. 183-187.

Kardely (E.). — Iz istoriji SKJ... dva pisma druga Kardelja upucena drugu Titu, odnosno Centralnom komitetu komunistiene partiji Jugoslavije 29 marta i 22 maja 1942 god [Page d'histoire de l'Union des communistes de Yougoslavie... deux lettres du camarade Kardelj adressées au camarade Tito et au Comité central du parti communiste de Yougoslavie, les 29 mars et 22 mai 1942], *Komunist* (Belgrade), nos 5-6, juin 1953, pp. 390-412.

Sur l'organisation des partisans en Slovenie, 1942.

Kveder (Dusan, gén.). — Der jugoslawische Partisankrieg, *Allg. schweiz. milit. Zt.* juill., août, 1953, pp. 470-483, 550-564, cartes.

*Sibl (Ivan). — *Partizanski razgovori. Biljeske i sjecanja* [Propos de partisans. Notes et souvenirs], Zagreb, Kultura, 1953, in-16, 216 p., couv. ill.

*Ugarkovic (Stipe). — *Zapisi ilegalca* [Notes d'un « clandestin », organisateur de la presse communiste pendant l'occupation de la Yougoslavie], Zagreb, « Glas rada », 1953, in-16, 60 p.

Vukovic (Maksim). — Trinaestojulskai ustanak u Beranama [Le soulèvement du 13 juillet 1941 à Berane (Monténégro)], *Isteriski Zapisi* (Cetinji), n° 1, 1953, pp. 196-203.

La lutte pour la libération de la Yougoslavie.

U. R. S. S.

Alan (P.). — Kavkazskaja krov v Al'pakh [Du sang caucasien dans les Alpes], *Svobdnyj kavkaz* (Munich), mai 1953, pp. 20-22.

Livraison à l'U. R. S. S. par les Anglais de 170 officiers nord-caucasiens et de plusieurs milliers de réfugiés politiques à Lienz, le 28 mai 1945.

*Anisimov (I. V.), Kuz'min (G. V.). — *Velikaja otecestvennaja vojna Sovetskogo Sojuza, 1941-1945 g. g. Kratkij istoriceskij ocerk* [*La grande guerre nationale de l'Union soviétique 1941-1945. Brève esquisse historique*], Moskva, Vœnizdat, 1952, in-8°, 192 p.

*Casnikov (J. P.). — *O knigé I. V. Stalin « O Velikoj otecestvennoj vojne Sovetskogo Sojuza»* [*A propos de l'ouvrage de I. V. Spoline : La grande guerre navale de l'Union soviétique*], Moskva, Snamie, 1953, in-8°, 64 p.

(Vsesojuznoé obscestvo po rasprostraneniju politiceskikh i naucnyka znanij, Serija, I, nos 8-9).

*Fischer (George). — *Soviet opposition to Stalin. A case study in World War II*, Harvard Univ. Press ; London, Cumberlege, 1953, in-8°, VIII-230 p.
Le mouvement Vlasov.

Galaj (N.). — Partizanskoé dvizenie v SSSR v gody vtoroj mirovoj vojny [Le mouvement de partisans en

U. R. S. S. pendant la deuxième guerre mondiale], *Vestnik Instituta izucenija istorii i kultury* SSSR, n° 4, 1953, pp. 62-66.

Résumés en allemand, anglais et français.

*Kozlov (V. I.). — *Ljudi osobogo sklada* [*Les hommes d'une trempe spéciale.* Traduit du blancrussien], Moskva, Mol. Gvardija, 1952, in-8°, 328 p., ill. h.-t.

Les partisans en Belorussie, 1941-43.

Kromiadi (K.). — Sovetskie voennoplennye v Germanii v 1941 g. [Les prisonniers de guerre soviétiques en Allemagne en 1941], *Novyi Zurnal* (New York), XXXII (1953), p. 192 et suiv.

Souvenirs d'un membre de la Commission pour la Répartition des prisonniers de guerre par spécialités, créée en août 1941 près le ministère des Régions orientales.

Poljakov (I.). — K godovscine tragedii kazac'ej sily. Vydaca russkikh oficerov sovetam [L'anniversaire de la tragédie du corps cosaque : la livraison aux soviets des officiers russes], *Casovoj* (Bruxelles), n° 33, juin 1953, pp. 13-14.

Par les Anglais, à Gratz.

Poljakov (général I.). — Lencovskoé, « srazenie » [La « Bataille » de Lienz], *Rossija* (New York), 29 mai 1953.

Livraison par les Anglais à l'U. R. S. S. des cosaques internés au Camp de Lienz (Autriche), 1er juin 1946.

P. M. — Ne ropsci [Ne te plains pas], *Russkaja zizn* (San Francisco), 7 mars 1953, p. 3.

Destruction de Dresde en juillet 1945. Impressions d'un réfugié russe détenu dans un camp de concentration.

Saburova (Irena). — Pervaja okkupacija Baltiki (1940-1941) [La première occupation des pays baltes, 1940-41], *Golos naroda* (Munich), nos 19-22, 18 mai-14 juin 1953.

Samarin (Y.). — Front y tylu [Le front à l'arrière d'après l'expérience de la dernière guerre], *Grani* (Frankfurt-sur-le-Main), 1953, pp. 17-18, pp. 107-117, 118-129.

L'organisation de l'espionnage et de la résistance soviétique. En annexe, deux ordres du jour du chef du détachement de partisans dans la région de Cernigov (oct. et nov. 1941).

Trsov (V.). — O snabzenii sovetskoj armii produktami petanija [L'approvisionnement de l'armée soviétique en produits alimentaires], *Socialist. Vestn.* (New York), mai 1953, n° 5 (661), pp. 95-98.

I. Le Plan de mobilisation ; II. Les réquisitions pour la zone des opérations et la retraite (1941). L'auteur est un ancien officier d'intendance.

5 octobre 1953.

Le gérant : Henri Michel.

1954. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 23.617 Dépôt légal : 1-1954 IMP. N° 13.421

LA POLITIQUE FRANÇAISE DU RÉARMEMENT

D'APRÈS LES TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE (1)

Les 11 volumes publiés par la Commission d'Enquête Parlementaire apportent une importante documentation sur la politique française du réarmement, ses résultats et ses lacunes, avant la guerre, et sur l'effort de guerre jusqu'en mai-juin 1940. Les commissaires qui avaient été chargés de rechercher les responsabilités de la défaite ne pouvaient manquer d'attacher une importance essentielle à ce problème ; on a tellement dit et écrit, et cela dès juin 1940, que si la France avait été vaincue, c'était en grande partie parce qu'elle avait manqué d'armes (2), qu'il n'est pas étonnant que cette question ait été souvent au cœur des préoccupations de la Commission. Tous les hommes politiques qu'elle a entendus, notamment Daladier, Blum, Paul Reynaud, Sarraut, Pierre Cot, Guy La Chambre, lui ont consacré des exposés importants, de même que les généraux Weygand, Gamelin et Georges ; les uns et les autres ont été interrogés parfois avec minutie ; ils ont répondu avec une bonne volonté et une netteté inégales. Mais ce ne sont pas toujours leurs témoignages qui sont les plus riches et les plus intéressants. Il y a souvent plus à apprendre des dépositions de techniciens ou des officiers supérieurs qui ont dirigé les fabrications d'armements. Certains de ceux-ci ont apporté des témoignages très détaillés, complétés parfois par des rapports écrits que la Commission d'Enquête a jugé bon de publier. Enfin, elle a entendu quelques chefs d'unités combattantes, mieux placés que quiconque pour connaître les insuffisances qualitatives ou quantitatives du matériel de guerre qui leur était fourni et permettre d'apprécier le rendement de l'effort d'armement ; mais, de ce côté, l'enquête n'a pas été poussée très loin et n'a donné que des résultats fragmentaires.

(1) Publiés en 11 tomes aux Presses Universitaires de France.

(2) Au Comité de Guerre du 25 mai 1940, le général Weygand déclarait déjà que « la France a commis l'immense erreur d'entrer en guerre en n'ayant ni le matériel qu'il fallait, ni la doctrine de guerre qu'il fallait ». Cf : *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, juin 1953, p. 172.

Il va sans dire que, dans cette documentation, tout n'est pas d'égale valeur. D'abord, bien des témoignages ne sont pas inédits : certains ne font que reprendre la défense de leurs auteurs telle qu'elle a été présentée soit au procès de Riom, soit devant le Parlement ou l'opinion publique : Daladier, Reynaud, Gamelin, le contrôleur général Jacomet répètent ici ce qu'ils ont dit ou écrit ailleurs. D'autre part, s'il est inévitable que chaque témoignage tourne assez rapidement au plaidoyer, il est fâcheux que les conditions de travail de la Commission n'aient pas toujours permis d'obtenir de meilleurs résultats : des auditions ont été interrompues et n'ont pu être reprises, des témoins qui devaient être entendus contradictoirement ne l'ont pas été, des questionnaires sont restés sans réponse ou n'ont obtenu que des réponses très insuffisantes ; et, dans les documents fournis à la Commission, certains ont dû être reconstitués après la disparition des archives, donc de mémoire, pendant la guerre. La documentation rassemblée est donc de valeur inégale, plus ou moins utilisable : surabondante sur certains points, avec des séries de témoignages qui se répètent et ne diffèrent que par le degré de précision auquel descendent leurs auteurs, parce que l'origine est la même ; extrêmement fragmentaire et déficiente sur d'autres problèmes, d'importance parfois aussi grande. Par exemple, on dispose d'un dossier détaillé sur la question des chars, tandis que celui sur l'aviation est beaucoup plus maigre. Quant à la Marine, il n'en est nulle part question : personne n'ayant prétendu que son effort de préparation avait été insuffisant, les commissaires n'ont pas eu à porter leurs investigations de ce côté.

Il est donc bien évident que cette publication ne permet pas de faire une étude historique complète de la politique française du réarmement. Elle apporte cependant sur cette question bien des renseignements ; à condition de ne pas chercher à en tirer des conclusions trop ambitieuses, on peut en extraire d'utiles éclaircissements, noter les témoignages concordants ou discordants, essayer de dégager quelques données d'un problème qui a été, dès l'origine, l'objet d'âpres polémiques.

*
* *

S'il est un point sur lequel les témoignages semblent généralement s'accorder, c'est pour reconnaître que la France n'a pas eu une véritable politique d'armement avant 1936. Il a fallu le choc de la remilitarisation de la Rhénanie pour que le problème militaire apparaisse dans toute sa gravité et qu'une politique d'envergure soit envisagée.

Bien que la période d'investigations de la Commission d'Enquête remonte jusqu'à 1933, rien n'indique, dans les témoignages recueillis, que l'arrivée au pouvoir de Hitler ait conduit les pouvoirs responsables à envisager sérieusement des mesures de précaution. Cela peut s'expliquer par l'ignorance où l'on était des desseins véritables de l'Allemagne nouvelle et par ses affirmations pacifiques autant que par la fidélité affirmée,

du côté français, à la politique de la S. D. N. Certains témoins invoquent à ce propos « l'influence débilitante » des discussions de Genève et de la préparation de la Conférence du Désarmement (1) ; d'autres affirment au contraire qu'elles « n'ont en rien compromis l'armement de la France » (2). De part et d'autre, ces affirmations, peut-être inspirées par des préférences politiques, restent trop vagues pour qu'on puisse en faire état.

Plus surprenante est l'attitude du Gouvernement français lorsqu'il a adopté la politique étrangère définie par la note du 17 avril 1934 : il refusait de conclure une convention de limitation des armements et choisissait de pratiquer une politique de sécurité autonome. C'était l'annonce d'une nouvelle politique extérieure qui aurait dû entraîner une nouvelle politique militaire. Sans alliance avec les pays anglo-saxons, comment la France, qui rejetait l'hypothèse d'un accord avec l'Allemagne en qui elle n'avait pas confiance, pouvait-elle équilibrer le réarmement allemand, si ce n'est en réarmant elle-même ? Or, il n'en a rien été. Le même gouvernement Doumergue, dont Pétain était ministre de la Guerre, qui avait rédigé la note du 17 avril, diminuait en même temps les crédits d'armement, alors que l'Allemagne avait déjà augmenté ses dépenses militaires de 40 % en deux ans (3). On ne peut expliquer cette attitude qu'en songeant aux difficultés financières du moment, mais une telle indifférence envers les problèmes de sécurité devait avoir de lourdes conséquences.

Pour serrer le problème de plus près, il faut examiner avant tout la question des crédits : une politique d'armements suppose des moyens financiers. Comment et dans quelle mesure les crédits nécessaires ont-ils été demandés, obtenus, et utilisés ? Dès que l'on pénètre dans ce domaine, on se trouve devant des affirmations opposées, péremptoires, où le plaidoyer devient souvent le principal souci. Le Parlement n'a jamais refusé les crédits qui lui étaient demandés pour la Défense nationale, déclarent les hommes politiques (4). C'est exact, reconnaissent les chefs militaires ; mais, ajoute Gamelin (5), c'est que les discussions avaient lieu avant la présentation du budget, entre le ministère intéressé et les Finances ; c'est alors qu'étaient décidés les abattements, selon une pratique courante. Et il faut savoir également qu'au ministère de la Guerre, le chef d'état-major de l'Armée n'avait pas toute autorité en matière de crédits. Il lui fallait compter avec le secrétaire général, plus influent que le Conseil supérieur de la Guerre lui-même (6). Dans ces conditions, l'état-major n'obtenait jamais tout ce qu'il demandait. Mais, répliquent d'autres témoins, comme l'ancien ministre des Finances Germain Martin (7), si

(1) Weygand, *Commission d'Enquête parlementaire*, t. I, p. 237 ; Dassault, t. V, p. 1977.
(2) C'est l'opinion de Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 190, et aussi de Gamelin.
(3) Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 193 ; Sarraut, *C. E.*, t. III, p. 611.
(4) Par exemple, Lebrun, *C. E.*, t. IV, p. 995.
(5) *C. E.*, t. II, p. 453.
(6) Dassault, *C. E.*, t. V, p. 1468.
(7) *C. E.*, t. III, pp. 702-704.

l'état-major n'a pas obtenu les crédits qu'il voulait, c'est qu'il n'a jamais été capable de fournir lui-même un plan cohérent, net et chiffré, comme le faisait la Marine. Nous touchons ici à un point sur lequel il faudra revenir : la mauvaise organisation du ministère de la Guerre, cause de paralysie. Retenons pour le moment que, ni après l'avènement de Hitler et le démarrage du réarmement en Allemagne, ni après la note du 17 avril 1934, il ne s'est trouvé en France d'autorité, civile ou militaire, pour concevoir un programme d'armement qui fût en rapport avec l'évolution de la politique internationale. On ne peut noter que quelques efforts nettement insuffisants. Après avoir accepté la réduction des crédits d'armement, Pétain refuse de convoquer le Conseil supérieur de la Guerre, comme le lui demandait le général Weygand, alors chef d'état-major de l'Armée, inquiet des insuffisances du matériel français. Il établit cependant, à la fin de l'année 1934, un programme qui, repris par son successeur, le général Maurin, devait s'élever à environ 4 milliards et demi ; il s'échelonnerait sur cinq ans et on devait s'efforcer d'en dépenser la moitié en 1935 et 1936. Maurin en détacha immédiatement une première tranche de 800 millions qui devait être exécutée immédiatement, mais le reste fut peu à peu réduit, notamment par la politique d'économies du ministère Laval : au total, on ne dépensa guère plus d'un milliard avant juin 1936.

La manière dont furent utilisés ces crédits médiocres, demandés et obtenus sans plan d'ensemble, montre également l'absence d'une véritable politique d'armement. Alors qu'il se plaint de n'avoir que des moyens insuffisants, le ministère de la Guerre est incapable de dépenser les crédits qui lui sont accordés, et, chaque année, il y a des reports considérables puisqu'ils atteignent 59 % en 1933, 33 % en 1934 et 60 % en 1935 (1). Comment expliquer une telle carence ? Plusieurs témoins ont accordé à cette question des développements assez détaillés, qui peuvent apporter des éléments de réponse. Germain Martin est particulièrement net : « Ces départements [militaires] sollicitent des crédits au delà de leurs besoins, pour des fabrications qui ne sont pas au point, pour des opérations qui ne sont pas encore décidées (2) » : ce qui montre l'absence de plan d'ensemble, le manque d'idée directrice.

Cette déclaration met donc en cause très nettement l'état-major général de l'Armée et son chef, Weygand jusqu'en janvier 1935, puis Gamelin. Car, comme le dit la loi du 3 juillet 1935, « les programmes de matériel à réaliser et les conditions d'exécution de ces programmes sont fixés par l'état-major ». Mais, rétorquent d'autres témoins, l'état-major ne faisait pas ce qu'il voulait, et l'on retrouve la question de la mauvaise organisation du ministère. Sans doute, c'est l'état-major de l'Armée et son chef qui est le grand responsable, qui doit choisir les types de matériels, et déterminer les quantités dont il aura besoin ; il est normal qu'il en soit

(1) Germain Martin, *C. E.*, t. III, p. 702 ; cf. aussi Jacomet, t. I, p. 197.
(2) *C. E.*, t. V, p. 1260.

ainsi, puisque, en cas de guerre, c'est lui qui aura à conduire la bataille, avec le matériel mis à sa disposition. C'est pourquoi, dès 1933, Weygand, préoccupé de cette question, avait créé un *cabinet technique* dépendant directement de lui et chargé de fixer les types de matériel à réaliser. Après son départ, cet organisme est remplacé par la *Section de l'Armement et des Études techniques* ; elle est dirigée par le sous-chef d'état-major ; mais celui-ci, pris en même temps par d'autres responsabilités, ne suivait guère le détail des questions. Et, à côté de l'état-major général, il y a au ministère les différentes directions d'Armes ou de Services, qui interviennent avec leurs soucis divergents, leurs traditions, leur particularisme ; chaque Direction a aussi sa section technique, qui prépare ses propres projets, et les directeurs ont, comme le chef d'état-major, la signature du ministre. Notons encore le rôle, déjà signalé, du secrétaire général : il se défend d'intervenir dans les questions techniques, mais Weygand l'accuse d'être un personnage « incontrôlable... incompétent... irresponsable » (1), qui usurpait tous les pouvoirs. Sans vouloir en faire une question personnelle, Gamelin affirme aussi que le système était incohérent (2). A la lueur de l'expérience, chacun reconnaît maintenant qu'il aurait fallu, comme cela existait en Allemagne, qu'une haute personnalité militaire, adjointe au chef d'état-major, eût la responsabilité de toutes les questions d'armement, pût arbitrer les conflits et prendre les décisions. On y a songé, paraît-il, aussi bien au Conseil supérieur de la Guerre que dans les Commissions parlementaires. Le responsable était même prévu : le général Dassault. Mais le projet ne devait jamais aboutir ; le système où toutes les responsabilités étaient diluées, où l'autorité n'était nulle part, a été maintenu. On peut admettre qu'il était difficile dans ces conditions d'établir un véritable programme d'armement et de veiller à son exécution ; il n'en demeure pas moins qu'on ne constate pratiquement pas d'effort pour remédier à cette situation. Personne ne secoue la routine et l'indifférence.

La seule réforme réalisée concerne, non la conception ni le contrôle, mais l'exécution des plans d'armement : c'est la création, par Daladier, en 1933, d'une Direction nouvelle, celle des Fabrications d'Armement ; elle reprend une partie de la tâche qui appartenait jusque là à la Direction de l'Artillerie, elle fait exécuter, soit par les établissements militaires, soit par l'industrie privée, les commandes de l'état-major, avec les crédits qu'on lui attribue. Mais elle n'intervient pas dans l'élaboration des plans, elle ne reçoit que des commandes fragmentées, en tranches limitées, et pendant longtemps elle n'a même pas su si ces commandes faisaient partie d'un plan d'ensemble. Ainsi, elle ne pouvait pas demander aux industriels de s'équiper pour une fabrication en grande série ; et ceux-ci, jamais sûrs de retrouver d'autres commandes, préféraient étaler celles qu'ils recevaient en exigeant des délais plus longs. C'est un exemple typique du manque de

(1) *C. E.*, t. I, p. 240.
(2) *C. E.*, t. II, p. 371.

réalisme de cette administration ; l'état-major distribue ses commandes « au compte-gouttes », parce qu'il n'a pas lui-même de plan précis et qu'il veut pouvoir changer de matériel. En fait, il paralyse ainsi les fabrications (1).

D'autre part, la création de cette Direction nouvelle, indépendante des autres, vient encore alourdir le tout, et engendrer des rivalités qui diminuent le rendement. En voici un exemple : toute arme nouvelle est naturellement soumise à des essais, devant des commissions d'expériences. Mais de qui dépendent ces commissions ? Les résultats intéressent à la fois la Direction des Fabrications qui a réalisé et les Directions d'Armes qui utiliseront le matériel. C'est l'origine de discussions sans fin, d'autant plus que, là non plus, personne n'arbitre les différends (2).

La Direction des Fabrications d'Armement elle-même n'échappe pas aux critiques. Son personnel d'ingénieurs militaires était inexpérimenté, de formation trop administrative, non préparé à sa vraie tâche (3). Les effectifs étaient insuffisants et difficiles à recruter, car l'Armée manquait du personnel d'élite qui aurait été nécessaire, mais qui l'avait quitté pour occuper des situations d'ingénieurs civils (4). On l'accuse encore de retard, mais son directeur, l'ingénieur général de Sablet, rejette la faute sur les autres Directions qui se montraient d'une exigence souvent tatillonne, et réclamaient fréquemment des modifications en cours de fabrication. Le résultat était que, même en cas de retard des industriels sous-traitants, ceux-ci pouvaient se justifier avec les demandes de modifications et ils échappaient aux pénalisations prévues. Enfin, notons l'opposition entre le général Gamelin qui affirme que la Direction des Fabrications d'Armement a toujours eu, au moins pour les chars, « les crédits correspondant au maximum de ce qu'elle déclarait pouvoir fabriquer » (5), et l'ingénieur général de Sablet qui déclare au contraire qu'il aurait pu fabriquer davantage s'il avait eu plus de crédits à sa disposition. Et il ajoute que toutes les commandes qu'il a reçues, de 1934 à 1936, ont été réalisées, quoique avec un retard de six mois sur les prévisions (6).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'organisation administrative du ministère était mauvaise et que les institutions ne correspondaient pas aux besoins. Mais personne ne semble avoir eu alors une idée nette de ces insuffisances, ni, en tout cas, une ferme volonté de les réformer. Cela suffirait déjà à expliquer bien des carences.

D'autres considérations interviennent également. L'effort de réarmement exigeait une puissance industrielle et un équipement métallurgique que la France ne possédait pas. Depuis la fin de la guerre de 1914-18, l'industrie de guerre n'avait à peu près pas travaillé, n'exécutant que des

(1) De Sablet, *C. E.*, t. VI, p. 1582.
(2) Cf. Rinderknecht, *C. E.*, t. V, p. 1480.
(3) Dautry, *C. E.*, t. VII, p. 2018.
(4) Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 196.
(5) *C. E.*, t. II, p. 453.
(6) *C. E.*, t. VI, p. 1583.

commandes étrangères de faible importance ; l'outillage était désuet, l'âge moyen des machines était de vingt ans en 1934-35, contre sept en Allemagne, trois aux États-Unis ; l'outillage de l'usine Schneider du Havre n'avait pas été renouvelé depuis 1918 (au moment de la nationalisation, en 1937, il sera affecté d'un coefficient de vétusté de 80 %) (1). Il aurait été vain, dans ces conditions, de prévoir des plans de fabrication ambitieux, impossibles à réaliser dans des délais normaux. On s'en aperçut rapidement, et Fabry qui, pendant son ministère (juin 1935-janvier 1936), a passé quelques commandes d'artillerie et de chars, constate que le démarrage est très lent, et que, dès le début, les retards de fabrication sont sensibles (2). La seule politique rationnelle aurait consisté à moderniser d'abord l'industrie, à préparer la mobilisation industrielle : mais, il faut bien admettre que le ministère et l'état-major s'en désintéressaient, puisque les crédits prévus pour cela étaient absolument dérisoires. Quant aux industriels, peu soucieux de s'imposer de lourds investissements, ils étaient encore découragés par la manière dont les commandes leur étaient passées ou payées. Tous les témoins sont d'accord pour dénoncer la gêne résultant des méthodes financières du ministère et de la règle de l'annualité budgétaire, incompatible avec les nécessités de la réalisation industrielle. On aurait pu y remédier par le système des autorisations d'engagement de dépenses, plus souple, mais guère appliqué. Là encore, l'administration militaire se laissait paralyser par des obstacles qui n'auraient pas dû peser lourd devant une volonté ferme d'action.

On ne peut s'étonner que, dans ces conditions, le bilan des réalisations soit maigre ; et, par surcroît, il révèle avec éclat l'absence de vues larges, d'imagination créatrice chez les chefs responsables de l'Armée. Une part importante des crédits, 5 milliards de 1930 à 1934, est consacrée à l'achèvement de la ligne Maginot, que l'on a renoncé d'ailleurs, sur l'intervention de Pétain en 1932, à prolonger vers le Nord ; on s'apercevra en 1936 qu'elle ne suffit pas à obliger l'Allemagne à tenir ses engagements. Devant le réarmement massif de l'adversaire probable, on se décide à étudier quelques types d'armes nouvelles : c'est la politique des prototypes, dont un certain nombre seront mis au point et adoptés avant 1936, mais non sans retard ni difficultés considérables. Sans doute voulait-on faire du neuf, mais, faute d'une doctrine d'emploi des armes, les discussions s'éternisent sans résultat : c'est l'histoire du canon de 47 anti-chars, dont un modèle était réalisé dès 1934 ; mais on ne savait pas qui l'utiliserait, infanterie ou artillerie ; comme les exigences étaient différentes selon l'emploi, les discussions retardèrent son adoption jusqu'en 1937 (3). De même, pour les chars, il est évident que leurs conditions d'emploi déterminent leurs caractéristiques, que dans les divisions mécaniques rapides,

(1) Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 193.
(2) Sarraut, *C. E.*, t. III, p. 614.
(3) Happich, *C. E.*, t. VI, p. 1736.

la vitesse devait être recherchée avant tout, tandis que pour des chars d'accompagnement, on pouvait la sacrifier au blindage. Les hésitations dans la construction révèlent les incertitudes de doctrine.

Les retards proviennent aussi, soit de lenteurs administratives, soit d'exigences souvent mesquines dont les services de fabrications se plaignent de la part des utilisateurs. On cite l'exemple d'un canon de 25 antichars, étudié par la Direction des Fabrications d'Armement et nettement supérieur au modèle Hotchkiss déjà existant, mais que la Direction de l'Infanterie refusait malgré les qualités qu'elle lui reconnaissait parce que sa vitesse initiale n'était que de 900 m./sec., au lieu de 920 m./sec. qui avaient été prescrits ; or, cette vitesse de 920 m./sec. était pratiquement obtenue au bout de 300 coups (1). Des discussions du même ordre retardèrent jusqu'en 1936 l'adoption d'un modèle de fusil automatique dont la fabrication était cependant décidée depuis 1926.

Finalement, au prix de difficultés et de lenteurs dont ces quelques exemples peuvent donner une idée, un certain nombre de prototypes sont acceptés avant juillet 1936, mais les réalisations industrielles ne font que commencer, bien modestement. Pour les chars, les études ont abouti à l'adoption de plusieurs types : deux chars légers doivent être construits, l'un par Renault (R 35), l'autre par Hotchkiss (H 35), mais aucun n'est encore livré ; un char rapide, Somua, destiné à la cavalerie (S 35), n'existe pas davantage. Quelques exemplaires d'un char moyen (le char D, de conception plus ancienne) ont été construits. On vient enfin d'admettre le principe d'un char lourd, le char B 1, qui deviendra le B 1 *bis* lorsque son blindage aura été porté de 40 à 60 mm., mais 17 engins seulement sont en service. Il n'existe pas davantage d'auto-mitrailleuses, dont les prototypes viennent d'être adoptés. Il n'y a pour ainsi dire pas de matériel de D. C. A. moderne, et, pour le matériel antichars, on n'a commencé que la fabrication du canon de 25 (2). Pour l'aviation, on suit toujours le plan I établi par le général Denain en 1934 et qui prévoyait 1.200 avions de combat, renouvelables en cinq ans ; la construction ne devait donc pas dépasser 250 à 300 appareils par an, et la plupart de nos prototypes étaient périmés. D'une manière générale, l'armement de la France est encore celui de la guerre de 1914-18 et ne correspond pas aux conditions de la guerre moderne. On peut admettre la conclusion de la plupart des témoins (3) : les années 1934 à 1936 ont été à peu près complètement perdues pour le réarmement ; en face de l'effort qui était fait en Allemagne au même moment, les quelques réalisations de cette époque étaient absolument dérisoires. Ce retard tragique, était-il possible de le rattraper ?

(1) Happich, *C. E.*, t. VI, pp. 1723-1724.
(2) Daladier, *C. E.*, t. I, p. 16.
(3) Daladier, t. I, pp. 15-16 ; Jacomet, t. I, pp. 197-198 ; Sarraut, t. III, pp. 614-615 ; Dassault, t. V, p. 1462.

*
* *

Mars 1936 : Hitler réoccupe militairement la Rhénanie, sans que la France réagisse, et la situation militaire est une des causes de cette inaction. Mais du moins, le choc psychologique, nécessaire pour secouer l'apathie qui a régné jusque-là, est produit. Les décisions seront encore retardées de quelques semaines par les élections, mais, en juin, Daladier redevient ministre de la Guerre, et cette date peut être considérée comme le point de départ d'une politique active de réarmement. Pour la première fois, on semble prendre une conscience nette du retard qu'on a laissé s'accumuler et du péril qui en résulte. On va enfin s'efforcer de réaliser un programme d'ensemble et l'initiative en revient à Daladier lui-même qui demande immédiatement à Gamelin et à Colson, son adjoint, des propositions pour équilibrer l'effort allemand.

Renonçant à une course aux effectifs qui paraissait bien vaine, l'état-major décida de porter tout l'effort sur la modernisation du matériel et proposa un plan de quatre ans, chiffré à 9 milliards ; le trouvant insuffisant, Daladier le fit porter d'emblée à 14 milliards (1). Son plan fut aussitôt accepté par le Gouvernement (7 septembre 1936), et, dès avant la fin de l'année, des autorisations d'engagements de dépenses étaient ouvertes pour plus de 500 millions, ce qui permettait de lancer les premières fabrications. Mais, par suite de difficultés avec les Finances, il n'avait pas été possible d'obtenir une loi de programme qui aurait assuré la continuité ; il a fallu se contenter de l'assurance morale du Président de la République et du Président du Conseil qu'en cas de changement de ministère les crédits prévus ne seraient pas diminués. Il était entendu aussi qu'ils seraient relevés s'il se produisait une hausse de prix. De fait, comme au cours de la période précédente, le Parlement a toujours accordé ce qui lui était demandé ; c'est avec le ministre des Finances que se sont produits à plusieurs reprises des incidents. Lors de la préparation du budget de 1938, Georges Bonnet imposa un forfait de 11 milliards au lieu des 14 qui étaient prévus ; mais les crédits supprimés devaient être rétablis et même augmentés (4 milliards au lieu de 3) quelques mois après. L'année suivante, Daladier ayant commandé 1.000 avions à l'industrie américaine, Paul Reynaud, devenu ministre des Finances, aurait voulu diminuer d'autant les commandes à l'industrie française ; l'affaire se termina par un compromis, les militaires abandonnant 1.800 millions de crédits, contre les 2.500 millions que représentait la commande aux États-Unis (2). Pratiquement, l'argent n'a pas manqué et les crédits ont été augmentés pour

(1) Des explications ont été demandées aux intéressés à ce sujet. Jacomet affirme que le chiffre de 9 milliards a été prononcé devant lui par le général Colson (*C. E.*, t. I, p. 198). Gamelin ne nie pas, mais invoque un malentendu : on n'aurait pas tenu compte, dans les premières propositions, des demandes de diverses directions. On a tout de même l'impression que, à ce moment là encore, l'état-major se montre bien timoré.

(2) Daladier, *C. E.*, t. I, pp. 19-20.

tenir compte, non seulement de la baisse du pouvoir d'achat, mais aussi de commandes complémentaires passées en 1938. « Aucune fabrication n'a été ralentie ou interrompue par insuffisance de crédits », déclare le contrôleur général Jacomet, qui chiffre le total des dépenses à 67.100 millions, du 1er janvier 1937 au 1er septembre 1939 (12.900 millions pour 1937, 17.000 millions pour 1938, 37.200 millions pour 1939) (1). Voici la part revenant aux diverses armes :

	1937	1938	1939
Forces terrestres	40 %	36 %	32 %
— navales	28 –	22 –	17 –
— aériennes	32 –	42 –	51 –

Mais, si les crédits ne manquaient pas, d'autres difficultés subsistaient, et on retrouve à peu près les mêmes problèmes que dans la période précédente. Il s'agissait pratiquement de mettre le pays sur le pied de guerre : question avant tout de potentiel industriel. Il fallait accroître les moyens de production, rénover l'outillage, soit en fabriquant des machines outils (mais l'industrie française des machines-outils ne disposait que de 10.000 ouvriers contre 70.000 pour l'industrie allemande correspondante), soit en en achetant à l'étranger, augmenter le nombre et la capacité des usines, améliorer les méthodes de travail. Le climat social de l'été 1936 compliquait encore les problèmes. Une des premières mesures du Gouvernement de Front populaire fut la loi du 11 août 1936 sur la nationalisation des industries de guerre. Quelles en ont été les répercussions ? Les témoins entendus n'apportent guère sur ce point de renseignements précis : l'état-major y a été hostile, et plusieurs généraux continuent d'affirmer que la réforme était nuisible au rendement (2), mais Gamelin n'a pas pris officiellement parti contre elle. Daladier et Jacomet affirment au contraire, qu'elle a permis d'accroître la production, en rendant possibles des investissements de capitaux dans une proportion que l'industrie privée n'aurait pas pu envisager, même si elle l'avait voulu, puisqu'ils ont atteint 6 milliards de 1936 à 1939. Les prix de revient ont baissé, d'autant plus qu'on a pu briser des monopoles de fait très onéreux, comme celui de la maison Brandt (3). L'État soutenait en même temps l'industrie privée en la commanditant lorsqu'elle voulait s'agrandir, et, par une prospection active, il augmentait le nombre des industriels travaillant pour lui, qui passait de 7.000 à 11.000. C'est un effort, incontestablement, mais que tous sont loin de juger suffisant.

En réalité, pour réarmer de façon intensive, il aurait probablement fallu prendre, dès cette époque, des mesures de mobilisation industrielle : elles auraient permis de limiter les bénéfices des industries de guerre et de

(1) *C. E.*, t. I, p. 209.
(2) Dassault, *C. E.*, t. V, p. 1464 ; Rinderknecht, t. V, p. 1490.
(3) Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 208 ; Daladier, t. I, p. 18.

résoudre un certain nombre de problèmes délicats et en premier lieu celui de la main-d'œuvre. Celui-ci se posait surtout à propos des techniciens ; l'ingénieur général Martignon, directeur des Fabrications d'Armement à partir d'avril 1939, explique par exemple que la plupart des ingénieurs étaient des officiers de réserve, souvent des artilleurs. Comme on ne pouvait pas les mettre d'office en affectation spéciale et que certains refusaient de la demander, ils risquaient d'être enlevés à leurs postes par un ordre de mobilisation ; le cas s'est produit pour certains d'entre eux en septembre 1938 et en avril 1939, privant brusquement les industriels de cadres indispensables (1). Plusieurs témoins soulignent qu'une Direction du ministère était insuffisante pour résoudre tous les problèmes qui se posaient, même après avoir été étoffée comme elle l'avait été par l'engagement d'ingénieurs civils. Il aurait probablement fallu créer, dès cette époque, le ministère de l'Armement prévu par la loi de 1938 sur l'organisation de la Nation armée, mais qui ne devait être mis sur pied qu'en septembre 1939. Et la mobilisation industrielle devait s'assortir de mesures de contrainte : comment exiger autrement des industriels qu'ils sacrifient toutes leurs commandes civiles pour se consacrer à l'équipement militaire ? Mais, comment aussi défendre le franc si on renonçait à toute exportation ? On était amené au contrôle des changes, à l'autarcie, en même temps qu'à une véritable mobilisation de tout le pays. Au moins jusqu'à Munich, il ne pouvait pas en être question. Du moins, pouvait-on prévoir les besoins pour le jour où cette mobilisation deviendrait possible et inévitable. Dautry affirme qu'il a eu l'occasion de signaler notre déficit en certains matériaux de qualité (aciers spéciaux, aluminium et duralumin), l'insuffisance de notre équipement hydro-électrique, et surtout la pénurie d'ouvriers qualifiés ; il a proposé sans succès la formation de centres d'apprentissage. Il a eu l'impression que, dans les milieux militaires, aucune mesure ne paraissait urgente : au début de la guerre, pensait-on, l'armée constituera une barrière suffisante et, à l'arrière, l'industrie travaillera aussitôt à plein pour fournir tout le matériel nécessaire. C'était évidemment une illusion née de l'expérience de la guerre précédente. « Pas un seul militaire, conclut-il brutalement, n'a bien compris l'ampleur des problèmes industriels que le pays aurait à résoudre la guerre venue (2). »

Il n'était donc pas question de mobilisation, ni de prémobilisation, sous aucune forme ; mais le programme de modernisation était en voie d'exécution. Dans quelles conditions ? Les difficultés administratives subsistaient, quoique réduites par quelques réformes : la règle de l'annualité budgétaire fut pratiquement assouplie, les crédits purent être en fait engagés comme par une loi de programme ; la réglementation des marchés fut simplifiée et le contrôle de l'État sur les industriels allégé. Mais l'état-major renonçait difficilement à ses habitudes : il voulait toujours

(1) *C. E.*, t. VII, p. 2143.
(2) *C. E.*, t. VII, p. 1949.

surveiller l'utilisation des fonds et ne distribuait ses commandes que par petites tranches. La Direction des Fabrications d'Armement ignorait toujours, officiellement, l'ampleur du programme, elle ne l'a connue qu'à la fin de 1937 ou au début de 1938, et par une inadvertance de la Direction du contrôle, qui le lui a transmis sans le vouloir, avec d'autres papiers (1). Elle n'a donc pas pu consacrer tous ses moyens, au début, à augmenter le potentiel des usines, ni rechercher de nouveaux fournisseurs, puisqu'elle ne pouvait pas leur garantir de commandes ultérieures. Et, fait particulièrement grave, des commandes de matériel lui étaient parfois notifiées alors que la tranche précédente était achevée et la fabrication arrêtée. Pour les prototypes, elle se plaint toujours d'avoir été obligée de les établir d'après des données très vagues, tandis qu'elle devait satisfaire à des exigences très méticuleuses au moment de leur réception. On avait, heureusement, renoncé à modifier ces prototypes constamment ; depuis la fin de 1936 ou le début de 1937, il était entendu que lorsqu'un prototype était admis par les commissions et que la fabrication en série était décidée, aucune demande de modification ne serait acceptée avant la mise en service d'un certain nombre de matériels ; seule l'Aviation ne se montrait pas aussi stricte. Enfin, les ingénieurs de la Direction des Fabrications d'Armement signalent l'insuffisance du Service des Forges : celui-ci avait à sa charge la surveillance des sous-commandes dans l'industrie privée, mais il n'était pas suffisamment étoffé pour cette besogne ; il n'a été réorganisé qu'en 1939 et n'était pas au point au moment de la mobilisation. De bien des manières, donc, la mauvaise administration réduit le rendement.

Quelles ont été les répercussions de la crise sociale de 1936 sur l'exécution du programme ? C'est une question qui a été soulevée à diverses reprises, et les observations portent spécialement sur deux points : les grèves et l'application des quarante heures. Les grèves de juin 1936 ont naturellement amené des retards de fabrication, qui ont été évalués à deux mois environ ; mais ils ne portaient que sur les matériels en commande à ce moment, donc antérieurs au programme des 14 milliards, et c'était peu de chose (2).

La loi des quarante heures devait avoir plus d'importance. Un commissaire (3) est intervenu pour affirmer qu'elle n'avait pas amené une diminution de la production, parce qu'elle était compensée par un accroissement de la productivité horaire, mais tel n'est pas l'avis de la plupart des témoins. Lebrun parle de ses « répercussions lamentables » (4), et les ingénieurs des Fabrications d'Armement en exposent les inconvénients en des

(1) Ingénieur général MARTIGNON, *C. E.*, t. VII, p. 2140 ; cf. aussi, dans le *Rapport*, t. II, pp. 215 et suiv., la Note de l'ingénieur en chef Lefranc, ancien chef de section des Matériels d'Artillerie à la D. F. A.

(2) JACOMET, *C. E.*, t. I, p. 199 ; BLUM, t. I, pp. 227-228.

(3) Émile KAHN, au cours d'une audition de Lebrun, t. IV, p. 986.

(4) *C. E.*, t. IV, p. 955.

termes parfois presque identiques (1). Pour certains montages comme pour le réglage des machines délicates, des spécialistes étaient indispensables, et leur travail commandait celui des autres ouvriers. Comme ils étaient en nombre insuffisant, ils faisaient déjà cinquante-deux, et parfois même soixante heures, quand les autres en faisaient quarante-huit ; leur appliquer les quarante heures était un non-sens, qui ne pouvait que désorganiser la production et provoquer le chômage de manœuvres. Théoriquement, il était possible d'obtenir des heures supplémentaires, et cette possibilité a été utilisée dans les arsenaux où, à partir de 1937, on a fait quarante-cinq heures. Parfois, les dirigeants syndicaux étaient d'accord pour travailler davantage, mais, sur le plan local, les ouvriers refusaient tant qu'il y avait des chômeurs ; or, ceux-ci ne pouvaient généralement être employés que comme manœuvres, et c'était de spécialistes qu'on manquait. Des difficultés sont venues aussi de la Fédération des Métaux qui, après de longs pourparlers, a refusé finalement toutes les heures supplémentaires, même pour 25 cas précis où il s'agissait de matériel de chars et d'aviation ; Daladier a réagi, il en est résulté une grève avec occupation des usines Renault (2). Ce n'est qu'après l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 que les difficultés ont complètement disparu. On a travaillé alors cinquante, parfois même soixante heures, mais, jusque-là, la diminution de rendement est évaluée à 15 ou 20 %, et souvent même beaucoup plus, par les ingénieurs militaires.

***

Quelles ont été les conséquences de toutes ces difficultés sur les fabrications, et dans quelle mesure le programme de 1936 a-t-il été réalisé ? Il nous faudra examiner ici la situation pour les différents matériels, en notant que le gros effort devait porter sur l'armement le plus moderne ; pour les armes de type traditionnel, on considérait comme suffisants les stocks existants ; on se contenterait de les entretenir ou de les accroître lentement. On a bien envisagé la modernisation de certaines de ces armes, mais sans grand zèle. Il était logique de vouloir unifier à 7,5 mm. le calibre de toutes les armes d'infanterie, mais il n'existait encore en 1940 que 200.000 exemplaires du nouveau fusil, modèle 1936, contre 2 millions du type ancien ; et pour le pistolet-mitrailleur adopté, en principe, en 1939, rien ne devait être fait avant la guerre.

C'est de chars et d'armes anti-chars qu'on avait surtout besoin, et ces fabrications avaient la priorité dans le programme de 1936. Pour les chars, il était prévu d'équiper 50 bataillons de chars légers (à 45 chars), 12 de chars lourds (à 34 chars), et d'en doter également des éléments de cavalerie. Comme cette question des chars est une de celles qui ont le plus ali-

(1) Happich, *C. E.*, t. VI, p. 1730 ; Martignon, t. VII, p. 2150 ; cf. aussi la Note de l'ingénieur en chef Lefranc, déjà citée.

(2) Daladier, *C. E.*, t. I, p. 20.

menté les polémiques depuis la guerre, elle a été examinée de très près par la Commission.

Le problème des chars légers est relativement simple : les types adoptés, qui devaient remplacer le char d'accompagnement d'infanterie de 1914-18, étaient en fabrication depuis 1935 ; la cadence de production était, chez Renault, de 2 par jour au début ; on pensait atteindre 3, peut-être même 4. En 1936, elle tomba à 1, mais elle remonta à 2 en 1938. En fait, il n'y avait pas de retard sur le programme prévu : celui-ci était de 2.500 ; or le nombre de chars reçus par l'Armée était, au 1er septembre 1939, de 1.770 (1.070 R 35, 600 H 35 ou H 39, 100 F. C. M.), et en juin 1940, de 2.791 (1). Ces chars étaient bien protégés, mais peu rapides (18 km./h. pour le R 35, 25 pour le H 35) ; leur armement était faible, une mitrailleuse et un canon de 37 ; on avait prévu un canon de 37 moderne, à grande vitesse initiale, mais sa mise au point avait été très lente, ainsi que sa cadence de fabrication au début. Les derniers chars fabriqués furent équipés de ce canon modèle 38, mais les plus anciens avaient encore le 37 modèle 16, tout à fait insuffisant. Ils manquaient également d'appareils de radio, dont les premiers exemplaires ne sortiront d'usine qu'au printemps 1940 (2). On trouve peu de détails sur le char Somua, qui a commencé à sortir également en 1936 : Jacomet signale simplement que le directeur de Somua a déclaré au procès de Riom qu'il aurait pu en construire davantage ; mais il n'avait pas à dépasser le chiffre de 325, prévu par l'état-major (3). Il y en aura 261 au 1er septembre 1939 et 416 au moment des opérations actives. On devait construire également des auto-mitrailleuses, mais les chiffres du programme ne sont indiqués nulle part ; Jacomet donne seulement le total des réalisations entre le 1er juin 1936 et le 1er septembre 1939 (407), et en mai 40 (866) (4).

Une question plus importante et plus débattue est celle du char lourd, parce qu'il est l'objet de discussions qui portent d'ailleurs autant sur son emploi que sur sa construction. L'armée française de 1940 manquait-elle de chars lourds, ou n'a-t-elle pas su s'en servir ? Pour le général Duffieux, inspecteur général de l'Infanterie et des Chars jusqu'en mai 1938, « il n'y a pas d'énigme des chars : il y a que le commandement français n'a jamais eu, ni avant, ni pendant cette dernière guerre, le nombre de chars puissants nécessaire pour constituer, instruire et faire manœuvrer de véritables divisions cuirassées » (5). Le commandement n'y est pour rien, car il a

(1) Cf. *Rapport*, t. II, *Note sur le nombre de chars modernes réceptionnés par l'Armée entre 1935 et 1940*, et Annexes II, III, et VI, pp. 292-296. Jacomet donne le chiffre de 2.665 « au moment des opérations actives » (t. I, p. 204), et Happich, celui de 2.885 « en mai 40 » (t. VI, p. 1731).

(2) Général Devaux, chef d'état-major de la 3e division cuirassée, *C. E.*, t. V, p. 1328.

(3) Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 200.

(4) Il y avait aussi un char moyen, le char D. Le D 1, de type déjà ancien, était devenu insuffisant et devait être remplacé par le D 2, mis en commande depuis la fin de 1934 ; mais cette fabrication n'était pas comprise dans le programme de 1936. Le total réceptionné par l'Armée de 1935 à 1940 est de 160 D 1 et 100 D 2.

(5) *C. E.*, t. IV, p. 1042.

toujours été partisan des chars puissants et il en réclamait la construction depuis 1930. En 1937, l'expérience ayant montré que les R 35 n'avaient pas les qualités nécessaires pour figurer dans une division cuirassée, il avait même demandé que les crédits prévus soient plutôt utilisés pour les chars lourds, mais le ministre avait refusé de modifier le programme en cours d'exécution. On a donc manqué de chars de bataille, parce que la production était trop lente : 5 par mois, au maximum, jusqu'en février 1940. Ni lui-même, ni l'état-major n'étaient responsables, car ils étaient tenus à l'écart des questions de production. « Les adjurations [du commandement] aux ministres responsables ne réussissaient pas à obtenir une accélération des fabrications qui approchât, même de loin, du rythme des fabrications de guerre déclenchées par Hitler dès 1935 (1). » Il reconnaît d'ailleurs que, s'il a « prévu », il n'a pas « préconisé » les divisions blindées, mais c'est parce que ni le Gouvernement ni le Parlement ne voulaient d'armes « offensives ». Et à quoi bon en parler tant qu'on n'avait pas les chars pour les constituer ?

Cette thèse est combattue, au moins partiellement, par beaucoup d'autres témoins. La plupart des hommes politiques (2) soulignent que le Conseil supérieur de la Guerre, dans sa majorité, et la plupart des autorités militaires étaient hostiles aux unités blindées. On ne concevait que des chars employés en liaison avec l'infanterie, et c'est sans doute pour cela que, pendant longtemps, on ne poussa pas beaucoup à la fabrication d'un char lourd dont on ne voyait guère l'utilité. Car l'histoire du char B est longue. Son initiateur a été en effet le général Estienne, qui l'avait conçu dès 1921 comme une arme indépendante, susceptible d'agir seule, et dont l'action serait renforcée par celle de l'aviation ; les premiers essais avaient eu lieu en 1925, puis ils avaient été repris de 1929 à 1933, mais la première commande n'avait été passée qu'en 1934. On a vu plus haut qu'avant 1936, la décision avait été prise d'accroître son blindage, ce qui entraînait une augmentation du poids de 27 à 33 tonnes, et nécessairement aussi de la puissance du moteur (de 250 à 300 chevaux). Sur sa fabrication, les informations sont rares, car la déposition de l'ingénieur général Happich, interrompue au moment où il en faisait l'historique, n'a pas été reprise. C'était un matériel très soigné, mais de fabrication longue et délicate. Il y a eu, au début, des difficultés techniques et des retards. La cadence de fabrication aurait dû être de 10 par mois pour respecter les délais prévus ; avant juin 1936, elle était de 6, puis elle est tombée à 4 et même à 3, mais, en 1939, elle dépassait 8 (3). Finalement, le programme fixé devait être à peu près rempli : il était de 385, et le nombre de matériels reçus était, d'après le contrôleur

(1) *Id.*, p. 1041.

(2) Daladier, *C. E.*, t. I, p. 23 ; Flandin, t. IX, p. 2567 ; Reynaud, t. I, pp. 95-97 ; Lebrun, t. IV, pp. 989-990.

(3) Happich, *C. E.*, t. VI, p. 1732 ; cf. aussi *Rapport*, t. II : Note de l'ingénieur principal Lavirotte, sur les chars B 1, B 1 *bis*, etc., pp. 231-235.

général Jacomet, de 172 au 1er septembre 1939, et de 387 en mai 1940 (1). Ses qualités étaient indéniables, non seulement de blindage et de puissance, mais aussi d'armement, avec un canon de 75, un de 47 et une mitrailleuse. Un chef d'état-major de division cuirassée (2) le considère comme le meilleur char du monde en 1939, mais il a quand même des défauts : il n'est pas rapide (18 km./h.) ; d'autre part, son nouveau moteur consomme notablement plus que l'ancien, et son rayon d'action est ainsi fâcheusement diminué, il tombe de huit heures à cinq heures ou cinq heures et demie. La consommation est encore accrue par l'alimentation de la T. S. F. sur le moteur, et le problème du ravitaillement en essence est pour les unités un très gros souci (3). Enfin, l'appareil de direction et de pointage du 75, qui fonctionnait à l'huile de ricin, était extrêmement délicat, et sujet à des fuites ; le ravitaillement en huile spéciale devait être très difficile en période d'opérations, autre cause de déboires.

En matière d'armes antichars, on ne prévoyait, et non sans hésitations, semble-t-il, que du matériel d'artillerie, les deux canons de 25 et de 47. Leur histoire est exposée par l'ingénieur général Happich (4), dont la déposition est complétée par une note de l'ingénieur en chef Lefranc (5). On ne s'était pas soucié de matériel antichar avant 1934, quoiqu'il existât déjà un canon de 25 Hotchkiss, qui était vendu à des puissances étrangères. C'était un bon matériel, mais il était lourd (450 kg.), ce qui était d'autant plus fâcheux qu'on ne prévoyait pas alors de traction automobile. L'état-major se décida cependant à en commander, et en avait déjà reçu en juin 1936. Le chiffre des livraisons varie d'ailleurs selon les témoins : 1.280, selon Jacomet (6), 2.000 d'après le général Rinderknecht (7) en juin 1936, et, d'après l'ingénieur Lefranc, 1.224 au 20 mai 1936 et 2.000 au 1er janvier 1937. La fabrication s'est poursuivie après 1936 sans incidents notables et a continué jusqu'à la fin de 1938, à une cadence moyenne de 80 par mois, en baisse sensible en 1937, par suite des difficultés sociales. Elle a été interrompue en janvier 1939, parce que les tranches de fabrication lancées étaient achevées, et n'a repris qu'en juin 1939 avec de nouvelles commandes. Cet arrêt s'explique sans doute parce qu'entre temps l'état-major avait fait étudier un type allégé, construit par l'atelier de Puteaux, et qui, avec les mêmes caractéristiques que le 25 Hotchkiss, ne pesait que 250 kg., grâce à l'emploi d'un tube en acier spécial beaucoup moins épais. C'est le modèle 1937, pour lequel était toujours prévue la

(1) La Note sur le nombre des chars modernes réceptionnés par l'Armée entre 1935 et 1940, *Rapport*, t. II, pp. 292-293, ne donne cependant que 377.

(2) Le général Devaux, de la 3e D. cuirassée, *C. E.*, t. V, p. 1328.

(3) Les derniers chars fabriqués avaient des réservoirs supplémentaires, mais ceux-ci, probablement par ignorance, n'ont pas toujours été utilisés. Cf. Martignon, *C. E.*, t. VII, p. 2147.

(4) T. VI, pp. 1722 et suiv.

(5) *Rapport*, t. II, pp. 215-226.

(6) Jacomet, *C. E.*, t. I, p. 198.

(7) Rinderknecht, *C. E.*, t. V, p. 1484.

traction animale ou à bras. On s'apercevra à l'usage qu'il était trop délicat pour la traction automobile à vive allure. Ce modèle a subi des retards de fabrication, imputables, d'après l'ingénieur Lefranc, à des causes diverses : plusieurs industriels pressentis refusèrent les commandes parce que la construction était trop délicate ; la maison Talbot avait reçu une commande d'affûts, sur l'intervention du Cabinet du ministre et malgré la Direction des Fabrications d'Armement, qui se méfiait d'elle « à cause de ses attaches avec certaines puissances étrangères », elle n'a d'ailleurs pas pu l'exécuter et a provoqué ainsi un retard de six mois environ ; il faut tenir compte aussi des grèves de 1937 ; enfin, la Commission de réception s'est montrée particulièrement tatillonne et a refusé divers lots pour insuffisance de vitesse initiale (889.7 m. sec. au lieu de 890, précision impossible à vérifier avec les moyens dont elle disposait). Un troisième type devait encore être réalisé, le modèle Hotchkiss modifié 39, d'un poids intermédiaire, et adapté à la traction automobile, mais les premières commandes de ce matériel ne devaient pas « sortir » avant juin 1940. Au total, la Direction des Fabrications d'Armement affirme que l'Armée disposait en mai 1940 de 6.000 canons de 25 (Happich dit : 5.200 en février 1940) et que les promesses faites avant la guerre avaient été tenues : 4.400 devaient être réalisés fin 1939, il y en avait 4.354 ; le chiffre de 6.200 promis pour la fin 1940 aurait été largement dépassé, puisqu'on atteignait alors une cadence de 450 à 500 par mois.

L'autre arme antichars était le canon de 47. C'était, aux dires des techniciens, une arme excellente, capable de percer les plus forts blindages ; mais ce canon n'était pas protégé contre les attaques aériennes, et, pour lui aussi, on prévoyait toujours la traction hippomobile. Les premiers essais avaient eu lieu en 1934, et le prototype était présenté dès 1935. Mais personne ne s'y intéressait alors, ni l'Infanterie, ni l'Artillerie, « parce que le principe même de cette arme puissante ne paraissait pas s'être encore imposé (1) ». Ce n'est qu'en 1937 que les premières commandes ont été passées, beaucoup trop tard. Il y a eu, là aussi, des retards de fabrication, par suite des grèves et de difficultés techniques ; et les premières pièces ne sont sorties qu'en novembre 1938, à une cadence d'abord très faible, 5, puis 10, puis 20 par mois. Le programme prévu était, d'après Jacomet, de 1.012, et les réalisations atteignaient 411 au 1er septembre 1939, 1.280 en mai 1940 (2).

En ce qui concerne le matériel de D. C. A., un programme de modernisation avait été décidé en 1930, mais les études techniques n'étaient pas au point. C'est pourtant à ce moment qu'avait été adoptée une mitrailleuse Hotchkiss de 13,2, dont 600 pièces furent construites et affectées à la D. A. T. (3). Le canon de 75 avait été également modernisé

(1) Happich, *C. É.*, t. VI, p. 1726.

(2) Il faut signaler, pour un tableau complet, que l'Armée dispose alors de 5.300 canons de 75 également utilisables dans la lutte anti-chars.

(3) Pour toutes les questions de D. C. A., cf. Note de l'ingénieur en chef Aubert sur le matériel et appareils de D. C. A., *Rapport*, t. II, pp. 201-215. Cette note est du 22 septembre 1941.

et, après étude de divers perfectionnements, c'est ce type 1932 qui fut conservé comme modèle de mobilisation. Mais les commandes, avant la guerre, n'étaient pas suffisantes pour monter une fabrication en grande série, et la cadence de sortie restait faible (10 par mois au 1er septembre 1939) ; elle a pu être doublée au 1er janvier 1940, et le parc est passé, entre septembre 1939 et mai 1940, de 392 à 688. Les commandes prévues par le programme de 1936, renforcé en 1938, étaient de 572. Ce 75 devait d'ailleurs être remplacé par un matériel plus moderne, mais pour lequel les utilisateurs exigeaient un appareil de pointage tellement difficile à réaliser que les discussions durèrent jusqu'en 1940. On modernisa également quelques batteries de 105 ; un matériel 90 Schneider adopté en 1938 commençait à peine à sortir en 1940. Tout cela était très insuffisant : il était indispensable d'avoir une « gamme » beaucoup plus étendue, en particulier d'armes de petit calibre, à tir rapide, pour les basses altitudes. Le programme de 1936 n'en prévoyait pas, sans doute parce qu'aucun matériel ne paraissait alors satisfaisant. Pendant plusieurs années, des armes de tout calibre furent expérimentées, mais ou bien les études seront abandonnées (canons de 23 et de 37), ou bien elles aboutiront trop tard. Devant l'urgence, il fut finalement nécessaire d'acheter quelques canons étrangers, canon de 20 Oerlikon (393 livrés en mai 1940) ou de 40 Bofors (34 en mai 1940). Pour le canon de 25 seul, la faillite n'est pas totale. Plusieurs modèles existaient, et le commandement avait finalement décidé d'adopter celui que Hotchkiss fabriquait déjà pour un Gouvernement étranger. La commande de ce matériel constitue l'essentiel du programme complémentaire de 1938, dû, semble-t-il, à l'initiative de Daladier, et qui devait porter sur 5.000 canons ; mais la fabrication en série ne put être réalisée, si bien qu'il en existait à peine 30 à la mobilisation. Les premières commandes furent achevées dans les mois suivants, ce qui donna un total de 1.150 ; mais, entre temps, un modèle de fabrication plus facile avait été adopté ; il commença à sortir en janvier 1940. On arriva ainsi à un total de 1.510 canons de 25, ce qui restait encore bien loin de l'objectif fixé.

Les chars et le matériel de défense contre les chars ou l'aviation constituaient l'essentiel du programme de 1936. Les autres armes passent au second plan ; pour l'infanterie, il avait été simplement prévu de développer la fabrication des mortiers Brandt de 81 et surtout de 60 (4.800 prévus, 6.200 réalisés en mai 1940), de chenillettes (5.000 demandées, 6.000 fournies), de lance-grenades (23.870 commandés en 1938-39, 16.190 livrés en juin 1940). Confrontant le programme et les résultats, les ingénieurs des Fabrications d'Armement affirment avec force qu'ils ont rempli leurs engagements et que, malgré les difficultés, ils ont fabriqué tout ce qui leur était commandé dans les délais prévus, et parfois même en avance. L'ingénieur général Martignon déclare par exemple : « S'il s'agissait de déficits par rapport au programme, je dis non. Nous avions, sur certains postes, six mois d'avance, sur d'autres dix-huit mois d'avance. Nous étions donc

nettement en avance. » (1) D'autres témoins, Jacomet, Daladier, Léon Blum soulignent également que le programme qui devait être achevé à la fin de 1940 l'était pratiquement avec six mois d'avance. Il faut reconnaître toutefois que l'entrée en guerre avait complètement modifié les données du problème ; la production a été plus élevée, et c'est normal, entre septembre 1939 et mai 1940 que dans la période précédente. Mais, sans cela, est-il certain que les délais prévus auraient été respectés ? Et cette fabrication, quoique accélérée, était-elle suffisante ? Un long rapport de l'ingénieur général Happich (2) est très intéressant à ce sujet. Il reconnaît que « le démarrage des fabrications de septembre 1939 à fin janvier 1940 n'a pas eu l'allure demandée par le commandement » : en janvier 1940, ne sortent encore que 21 chars B au lieu des 75 prévus, et en février, 39.000 cartouches de 25 C. A. pour 5 millions demandés ; le reste est à l'avenant. Les causes de cette grave crise sont multiples : l'outillage manque, et la réquisition n'a donné que des résultats souvent décevants ; beaucoup d'industriels, à qui des commandes ont été imposées, sont incapables de les exécuter. Partout, la mobilisation entraîne un manque de main-d'œuvre, sensible surtout pour les spécialistes, et le ministère du Travail n'a rien fait pour résoudre le problème. Certaines fabrications manquent de matières premières, ou de demi-produits, et même d'emballages ! (Avant la guerre, la confection de caisses de bois pour emballer les munitions n'avait pas été prévue). La Direction des Fabrications fut complètement réorganisée en février 1940, et, grâce aux efforts entrepris depuis la mobilisation, le rendement commença à s'améliorer sensiblement. La cadence de sortie passait, en mai, à 50 pour le char B ; en mai également, on fabriquait 350 canons de 25 C. A. (contre 90 en février) et 425.000 cartouches. Mais, reconnaît ce rapport, « au 1er juin, on était évidemment encore très loin d'avoir atteint les rendements demandés par l'état-major de l'Armée pour les fabrications de guerre, neuf mois après le début de la mobilisation... Les cadences demandées auraient en général été atteintes pour le printemps 1941 (sauf en ce qui concerne les cartouches pour armes portatives), à condition de pouvoir disposer de la main-d'œuvre et des matières premières nécessaires ». C'est d'ailleurs à ces deux problèmes que s'attaquait tout particulièrement Dautry au ministère de l'Armement : pour les matières premières, il négociait un accord de collaboration industrielle avec l'Angleterre ; pour la main-d'œuvre, il pensait trouver des manœuvres en Afrique du Nord, en Indochine, ou en embauchant des femmes, et il espérait obtenir de l'état-major le rappel de tous les spécialistes indispensables. En somme, en mai 1940, les faiblesses de l'économie et de la démographie françaises, qui ont entravé l'effort de réarmement entrepris depuis 1936, continuent de le freiner, malgré la mobilisation ; il serait naïf de s'en étonner.

(1) *C. E.*, t. VII, p. 2161.
(2) Publié en Annexe à sa déposition, t. VI, pp. 1734-1757.

***

Soucieux de dégager leur responsabilité du désastre, les ingénieurs des Fabrications d'Armement déclarent, non seulement qu'ils ont fabriqué tout ce qui leur était demandé et selon les délais prévus, mais que la quantité de matériel fabriqué était généralement supérieure à ce qui était nécessaire, étant donné le nombre des unités constituées. Ils sont d'accord sur le premier point avec le contrôleur général Jacomet (1), mais cela signifie-t-il que toutes les unités disposaient d'un armement complet ? Écoutons maintenant ceux des combattants que la Commission a entendus. Sans doute, la tendance du combattant est-elle toujours de se plaindre de l'insuffisance de son matériel, surtout après une défaite ; mais des faits précis sont signalés.

Malgré tout ce qui a pu être affirmé sur le manque de chars, l'Armée n'en était pas tellement démunie (2). Les diverses évaluations, du côté français donnent un total de 3.500 à 3.600 chars sortis d'usine en mai 1940, non compris les auto-mitrailleuses. On sait que Guderian a chiffré à 3.500 environ le nombre des blindés allemands engagés sur le front ouest ; ce chiffre a été discuté par plusieurs témoins, mais, même s'il faut le considérer comme trop faible, le déséquilibre n'est pas aussi grave qu'on l'a affirmé. Cependant, il n'y avait pas assez de chars lourds, et le manque de foi du commandement dans les unités blindées a retardé leur constitution jusqu'en janvier 1940 ; elles ont été improvisées et tout s'en ressent : le ravitaillement en essence est mal organisé, on manque de citernes et autres véhicules tous terrains, de moyens de dépannage, de voitures de liaison ; les transmissions par radio sont inexistantes, les premiers exemplaires du poste prévu ne commencent à sortir d'usine qu'au printemps 1940, la 3e Division cuirassée, qui en a demandé 21 ou 22 n'en recevra aucun et devra se contenter d'un vieux matériel d'instruction (3). A la 1re Division cuirassée, il y avait bien des appareils radio, mais d'un modèle tel que, sur le H 39, le commandant de compagnie devait enlever son canon de 37 pour le loger (4). Comment les chars pouvaient-ils être bien utilisés dans ces conditions ?

Pour le matériel antichar, le déficit est grave. Plusieurs divisions n'ont encore, au 10 mai 1940, aucun canon de 25, notamment à la 9e Armée où le déficit moyen est de 50 % (5). On manque de chenillettes et, comme la plupart des canons sont à traction hippomobile, ils seront perdus dès que l'aviation allemande aura détruit les attelages. Ce sera aussi le sort de

(1) Cf. t. I, p. 204. Le seul déficit porte sur le matériel de D. C. A. prévu seulement au programme de 1938.

(2) Cf., sur le problème des chars, l'article du commandant Wauquier dans le numéro spécial de la Revue consacré à *La Campagne de France* (juin 1953).

(3) Général Devaux, *C. E.*, t. V, p. 1330.

(4) Général Bruneau, *C. E.*, t. V, p. 1164.

(5) Général Vallée, *C. E.*, t. V, p. 1374 ; général Georges, t. III, p. 630.

beaucoup de batteries de 47. Sur le front de la 2e Armée, des ouvrages bétonnés ont été construits, mais la moitié d'entre eux manquent de leur armement, canons ou mitrailleuses lourdes (1). Et tout le monde signale le manque à peu près total de mines antichars. Gamelin parle, à ce sujet, d'une « infériorité flagrante » (2) et qu'il ne s'explique pas ; la Direction des Fabrications d'Armement déclare qu'il n'en a pas été question avant la guerre. Un modèle de mine d'infanterie était au point en 1936, mais ce n'est qu'au printemps 1940 que furent passées les commandes importantes (3). L'état-major ne croyait-il pas, jusque-là, à leur nécessité ? En tout cas, toutes les armées réclamaient des mines, en quantités considérables, et on ne pouvait pas leur en fournir.

La situation était encore plus grave pour la D. C. A. Les commandants d'unités blindées déclarent qu'ils en étaient à peu près dépourvus ; à la 9e Armée, le calibre moyen était représenté par trois groupes de vieux matériel (les affûts dataient de la guerre 1914-18), et pour le petit calibre, le général Corap, qui avait demandé 45 batteries, en avait reçu 3 (4). Le général Georges résume la situation en déclarant que la D. C. A. était « faible ou nulle aux basses ou aux très hautes altitudes, et seulement passable aux altitudes moyennes » (5). Et bien d'autres lacunes sont signalées : les stocks de munitions sont insuffisants et les unités en ligne doivent limiter strictement leur consommation ; la mélinite manque pour les destructions ; il est impossible, faute de matériel, d'envisager une attaque de rupture sur la ligne Siegfried. Les moyens de transport sont insuffisants : Gamelin explique que l'état-major jugeait plus utile d'employer ses crédits à fabriquer des chars, et qu'il comptait surtout sur la réquisition ; mais, là encore, les résultats furent décevants. Dès le début de la guerre, on fabriqua des camions et on en acheta en Italie, ce qui permit d'améliorer la situation (6). Toutefois, à la 9e Armée, le déficit en moyens de transport dépassait encore 2.000 tonnes en avril, et ce n'est qu'en mai que commencèrent à arriver les nouveaux matériels.

Ces divers témoignages sont précis : les insuffisances de l'armement sont notoires. Les cessions à l'étranger ont-elles contribué à aggraver la situation ? La Commission a rassemblé des témoignages et des documents sur les cessions faites de septembre 1939 à mai 1940 à la Pologne, à la Turquie et aux États Balkaniques : 5 bataillons de chars R 35 (235 chars), 830 canons de 25 antichars, 132 de 25 D. C. A. avec leurs munitions. La Direction de l'Infanterie a protesté, notamment contre les livraisons de chars, et le ministère semble avoir été réticent. Ces cessions portaient précisément sur les matériels qui faisaient le plus défaut en France ; mais

(1) Général Lacaille, *C. E.*, t. IV, p. 926.
(2) *C. E.*, t. II, p. 374.
(3) Martignon, *C. E.*, t. VII, p. 2160.
(4) Général Vallée, *C. E.*, t. V, p. 1374.
(5) *C. E.*, t. III, p. 630.
(6) *C. E.*, t. II, pp. 455-456.

Weygand et Gamelin ont insisté sur leur utilité et elles n'ont été supprimées qu'après le 10 mai 1940 (1).

L'état-major sous-estimait-il les besoins de la guerre en France ? Une note du général Colson du 25 juillet 1939 incline à le croire (2). Elle a été établie au moment de la préparation d'un nouveau programme d'armement 1940-1943, destiné à continuer celui en voie d'achèvement, et elle devait fournir au Secrétariat général de la Défense nationale des arguments pour s'opposer à un ralentissement éventuel des fabrications. Elle suggère que des offres soient faites par nos attachés militaires aux gouvernements étrangers qui voudraient acheter du matériel ; deux tableaux joints indiquent qu'on pourrait leur vendre notamment des chars, des auto-mitrailleuses, des tracteurs, et une grande quantité des matériels moins coûteux, mais dont nous manquions nous-mêmes, comme des voitures sanitaires (3), la plupart livrables à partir de 1940. Devant une telle offre, pouvait-on penser que l'armée française était elle-même démunie d'une partie de ce matériel ? Pas plus qu'en 1936, lorsqu'il n'osait pas demander les crédits nécessaires au réarmement, l'état-major n'avait en 1940 une notion claire des exigences de la guerre et de ses propres responsabilités. Si, en mai 1940, certaines insuffisances s'expliquent par les défaillances des fabrications, qui ont incontestablement mal fonctionné après la mobilisation, on a pu affirmer qu'en matière d'armement « l'état-major ne les a peut-être pas toujours réclamées avec la véhémence qu'il eut fallu puisqu'il admettait qu'il serait possible, après octobre 1940, de fournir aux pays amis des armes qu'il ne jugeait donc pas indispensables pour nos armées » (4).

***

La plupart des remarques concernant le réarmement terrestre sont également valables pour l'aviation, quoique les problèmes administratifs et techniques aient été sensiblement différents ; mais les travaux de la Commission nous fournissent, dans ce domaine, beaucoup moins de renseignements. Sans doute, plusieurs témoins ont-ils évoqué la situation de l'aviation, mais ils se sont généralement bornés à citer des chiffres, souvent peu précis et malaisément comparables. Lorsque Daladier affirme qu' « au moment même de l'Armistice, il y avait exactement 2.000 avions français modernes sur les terrains d'aviation » (5), que Jacomet parle, pour la même époque, de « 1.800 avions de première ligne » (6) et que Gamelin compte, au 10 mai 1940, « environ 2.000 avions de chasse de

(1) *C. E., Rapport*, t. II, pp. 281-291 ; Weygand, t. VI, p. 1612.
(2) *Rapport*, t. II, pp. 197-199.
(3) Dautry, *C. E.*, t. VII, p. 1986.
(4) Dautry, *C. E.*, t. VII, p. 1987.
(5) Daladier, *C. E.*, t. I, p. 26.
(6) *C. E.*, t. I, p. 207.

modèle récent » (1), il faudrait savoir s'il s'agit bien, dans tous les cas, des mêmes types d'appareils. Peu importe, d'ailleurs, car aucun de ces témoins n'a traité le problème de l'aviation autrement que par de brèves allusions. En fait, deux dépositions seules sont à retenir, celles des ministres intéressés, Pierre Cot et Guy La Chambre : l'un et l'autre ont présenté des bilans de gestion, qui se complètent sans toujours se recouper.

Pierre Cot (2) a trouvé à son arrivée au ministère un nouveau plan préparé par l'état-major et adopté par le Gouvernement en septembre 1936, en même temps que le plan de réarmement terrestre : c'est le plan II, qui, par rapport au plan Denain, doublait les forces aériennes (2.400 avions de combat au lieu de 1.200). Ce plan lui paraissant encore insuffisant, il fit préparer les plans III et IV qui prévoyaient le renforcement de la défense anti-aérienne et l'accroissement du nombre d'appareils en ligne. Mais il fallait consulter les autorités militaires parce que ces plans entraînaient des modifications dans l'ensemble de la Défense nationale ; or, le Haut-Comité militaire repoussa ce projet le 15 février 1937. On en revint donc au plan II, dont la mise en œuvre fut difficile : les crédits, accordés aisément en 1936, furent réduits en 1937 par le ministère des Finances (les réductions portèrent sur 1.300 millions pour les crédits d'engagement et 1.900 millions pour les crédits de paiement) ; les capacités de l'industrie étaient médiocres, tout juste adaptées aux besoins du plan I ; l'outillage était insuffisant, l'organisation désuète, les méthodes artisanales ; enfin, les cadres de l'armée, trop vieux, avaient une doctrine attardée et ne préparaient pas l'emploi de l'aviation dans une guerre moderne. Malgré l'insuffisance des crédits, la nationalisation a permis de moderniser l'industrie : la décentralisation fut activée par la création d'usines en province, on produisit davantage et à meilleur compte (la production et l'outillage augmentèrent dans la proportion de 1 à 5, la main-d'œuvre seulement de 1 à 3). De nouveaux prototypes d'appareils furent étudiés, qui servirent à la construction du matériel de 1939-40. Malheureusement, les appareils mis en commande jusqu'en 1937 l'étaient d'après des prototypes conçus en 1934 ou 1935 et déjà surclassés. Par suite des délais inévitables, ce n'est qu'en 1939, que les résultats des efforts accomplis en 1936-38 pouvaient se faire sentir.

L'exposé de Guy La Chambre (3) est plus détaillé. Il commence par un tableau de la situation en janvier 1938, lors de son arrivée au ministère : la flotte aérienne est alors de 1.375 avions (Pierre Cot dit : 1.300 avions en ligne), mais provenant presque tous du plan I et complètement démodés. Même les commandes du plan II se composaient de matériels surclassés parce qu'on manquait de prototypes. Les seuls types existants étaient, pour la chasse, le Morane 405 et le Potez 63 ; mais ils n'avaient pas commencé à sortir en série ; leur construction était d'ailleurs très

(1) *C. E.*, t. II, p. 388.
(2) *C. E.*, t. I, pp. 263-286.
(3) *C. E.*, t. II, pp. 295 à 366.

compliquée, comme celle du char B, et demandait de quatorze à vingt mille heures de travail pour le premier, de quarante à cinquante mille heures pour le second. Il n'existait aucun prototype d'avion de bombardement léger, ni d'avion d'assaut, ni de bombardier en piqué. Ce dernier type n'était même pas demandé dans le programme de 1936, et en 1937 encore le Conseil supérieur de l'Air n'en voulait pas. Les possibilités de production étaient encore très restreintes, et la capacité de fabrication très faible : 35 appareils par mois, contre 120 en Angleterre et 350 en Allemagne ; si bien que Pierre Cot admettait lui-même que le plan II constituait « le maximum des possibilités de notre industrie aéronautique » (1).

Le nouveau ministre fit cependant élaborer par l'état-major un nouveau plan, le plan V, qui devait être la base du programme d'armement jusqu'à la guerre. Il prévoyait l'existence en ligne d'une flotte de 2.617 avions modernes, se décomposant en 1.081 chasseurs, 876 bombardiers de toutes catégories, 636 avions de renseignement et 24 avions destinés à l'Infanterie de l'Air ; avec le volant nécessaire, cela impliquait un plan de fabrication de 4.739 appareils. Dans ce programme, l'état-major demandait la priorité pour la chasse ; le bombardement ne viendrait qu'en second lieu : on comptait sur le concours anglais et on n'avait d'ailleurs pas de prototypes. Comme pour toutes les fabrications, on se trouve alors devant un problème de production industrielle ; il faut monter de nouvelles usines, stimuler les industriels, acheter de l'outillage et des matières premières. Le démarrage est naturellement lent, et dans la première tranche les retards sont très sensibles : 250 Morane sont construits pour le 1er avril 1939, alors que l'état-major comptait sur 940 appareils. C'est pour combler ce déficit qu'on a songé à des achats aux États-Unis. Il y eut, là aussi, des difficultés : l'industrie de guerre américaine était encore inexistante, les délais de fabrication très longs au début. Le ministère français dut même accepter de participer aux dépenses d'investissement pour monter de nouvelles chaînes de fabrication. On obtint ainsi 200 chasseurs Curtiss, livrés pour l'été 1939. Après Munich, on plaça également des commandes de bombardiers, dont des prototypes intéressants venaient de sortir, notamment 250 Glenn-Martin et 100 Douglas de bombardement légers, et 40 avions de bombardement en piqué. Ils devaient être livrés en juillet 1939, mais il y eut encore des retards, puis l'embargo au début de la guerre ; finalement, ils furent expédiés sur Casablanca, et ils commençaient à arriver dans les unités en avril-mai 1940. Ces commandes restaient cependant limitées parce qu'elles coûtaient cher et l'on a vu que le ministère des Finances prétendait réduire d'autant les commandes passées en France. Dès le début de la guerre, l'accroissement des crédits permit d'en placer de beaucoup plus importantes, mais les livraisons n'avaient pas encore eu lieu en juin 1940.

En même temps, l'effort se poursuivait en France, mais les résultats

(1) *C. E.*, t. II, p. 299.

n'apparaissaient que lentement. On connaît l'opinion du général Vuillemin au moment de Munich : « S'il y avait la guerre, en quinze jours l'aviation française serait anéantie (1). » La cadence du plan V, qui était le maximum de nos possibilités, fut maintenue ; la production mensuelle passait de 35 en 1938 à 220 en 1939 et dépassait 300 au début de 1940. Un rapport d'un contrôleur de l'aéronautique, fonctionnaire de Vichy, arrive à un total de 3.800 avions sortis des usines françaises depuis la mise en application du plan V jusqu'au 20 juin 1940. Et les résultats globaux apparaissent dans le tableau suivant, où sont comparés les besoins définis lors de l'adoption du plan V et la situation en mai 1940 :

	Besoins du plan V	Existants au 1er mai 1940
Chasse	2.089	2.122
Bombardement	1.467	461
Reconnaissance	429	429
Observation	796	277

Si le déficit restait grave pour l'aviation de bombardement, la dotation demandée était réalisée pour la chasse ; donc, conclut Guy La Chambre, si le commandement n'a pas eu suffisamment de chasseurs en 1940, c'est qu'il avait lui-même sous-estimé ses besoins.

Ces deux plaidoyers ne peuvent évidemment être acceptés sans réserves. L'état-major n'avait pas demandé suffisamment de chasseurs en 1938 ? Mais les aurait-il demandés qu'on ne pouvait pas en construire plus. Sur la question des prototypes, les deux ministres ne sont pas d'accord ; leur confrontation était prévue, mais elle n'a pas eu lieu. La Commission n'a entendu aucun technicien, il n'y a rien qui corresponde aux rapports des ingénieurs de la Direction des Fabrications d'Armement pour les armements terrestres ; aussi les explications précises sur les causes de retard font-elles défaut. L'état-major est mis en cause à diverses reprises : non seulement pour la chasse, mais pour les autres types d'appareils dont il n'a pas compris l'importance et qu'il n'a pas réclamés, en particulier pour le bombardement en piqué. Quand on lui a présenté le Loire-Nieuport 40, équivalent paraît-il au Stuka, l'état-major de l'Air l'a refusé parce que trop lent ; mais le ministère de l'Air en construisait quand même pour la Marine, qui s'en contentait et l'a utilisé. Comme pour les armements terrestres, on exigeait trop de qualités des prototypes et on n'aboutissait pas. Aucun témoignage ne répond à ces critiques. Le général Gamelin se borne à déclarer (2) que tout le monde en 1938 était d'accord pour donner la priorité à la chasse ; on lui a sacrifié, en particulier, la D. C. A. et le

(1) Cité par Georges Bonnet, *C. E.*, t. IX, p. 2636.
(2) *C. E.*, t. II, pp. 372-373 et 387-388.

bombardement en piqué, parce qu'on ne pouvait pas tout faire en même temps et qu'on la considérait comme le meilleur moyen de défense. Pour le reste, ses déclarations sont vagues. Même pour la chasse, dit-il, « l'effort... n'a pas donné le rendement que l'on en attendait » (1). Mais il ne conteste pas le chiffre de 2.000 chasseurs modernes au 10 mai 1940 ; s'il le trouvait insuffisant, l'a-t-il dit, et quand ?

***

Qu'il s'agisse d'aviation ou d'armement terrestre, cette confrontation de témoignages pose donc beaucoup de points d'interrogation, et c'est normal. On ne peut en tirer que quelques conclusions générales et sans doute provisoires.

Le réarmement n'a commencé que très tard, en 1936 et même en 1938 ; il a été entravé par une préparation insuffisante, le manque d'outillage, les problèmes d'équipement et de main-d'œuvre, comme par les difficultés sociales, et, même pendant l'hiver de guerre, le rendement est resté insuffisant. Le manque d'impulsion, que ce soit une question de personnes ou d'organisation, a pesé lourdement. Il y avait trop de problèmes à résoudre, alors que le temps pressait, que les moyens étaient limités et que les buts eux-mêmes n'étaient pas clairement définis. La première condition d'une politique efficace d'armement, était une doctrine de guerre en fonction de laquelle on puisse définir des besoins : or, rien de tel n'était établi. L'exemple des chars montre cependant que les résultats n'ont pas toujours été aussi lamentables qu'on l'a dit ; mais, même dans ce domaine, la négligence de certains détails essentiels annihilait les résultats obtenus par ailleurs et contribuait à répandre l'opinion que rien n'était au point.

En fait, le problème général une fois délimité, ses différents aspects restent souvent à approfondir. Les travaux de la Commission d'Enquête ont, sans doute, été l'occasion de quelques mises au point précises ; ils ont permis de rassembler des témoignages, souvent concordants, sur l'évolution de la politique du réarmement et les causes de la situation en 1940. Mais cette documentation reste tout de même trop fragmentaire, et de valeur trop inégale, pour qu'on ne se montre pas très prudent dans les conclusions qu'il est possible d'en retenir.

Jean-Marie D'HOOP,
Agrégé.

(1) *C. E.*, t. II, p. 372.

LA DIRECTION DES SERVICES DE L'ARMISTICE A VICHY

I. — ORGANISATION — PROBLÈMES MILITAIRES (1)

MISE EN PLACE DE LA DIRECTION ET DES DÉLÉGATIONS

Les Conventions d'Armistice ont été signées avec l'Allemagne, le 22 juin, avec l'Italie, le 24 juin 1940. Elles sont entrées en vigueur le 25 juin.

Pour assurer l'exécution des clauses de ces Conventions, des Commissions d'Armistice allemande *(C. A. A.)* et italienne *(C. I. A.)* ont siégé respectivement, à Wiesbaden et à Turin, dès le 29 juin. Pour recevoir les ordres d'exécution de ces Commissions et en même temps — et surtout — pour défendre les intérêts français, deux Délégations françaises ont été constituées à cette même date à Wiesbaden et à Turin.

Les clauses des Conventions d'Armistice touchant à toute la vie française, leur application devait poser, à chaque instant, des problèmes de Gouvernement. On aurait pu penser, en raison de la complexité des problèmes posés, qu'il pouvait appartenir à chaque ministère de traiter directement avec la Délégation française intéressée les questions de son ressort ; mais, en fait, toutes ces questions réagissaient les unes sur les autres à tel point qu'une concession, faite dans un domaine particulier, pouvait en entraîner d'autres dans des domaines voisins, tandis qu'une opposition sur un point pouvait faciliter la résistance dans d'autres secteurs. Or, il était évident que les Allemands et les Italiens chercheraient — sinon à sortir des clauses des Conventions d'Armistice — au moins à les interpréter dans le sens le plus extensif et le plus avantageux pour eux. Pour ces raisons il y avait intérêt à faire dépendre les deux Délégations françaises d'un seul organisme chargé d'être l'unique intermédiaire entre elles et le Gouvernement français. C'est ce que pensa le général Weygand

(1) L'auteur de cette étude a été étroitement mêlé à l'action qu'a exercée la *D. S. A.* au cours des années 1940 à 1942.

Il a pu en écrire le canevas en 1943 alors qu'il avait encore la possibilité de contrôler l'exactitude des faits rapportés. Il s'agit donc d'un témoignage direct et vivant.

qui, ayant l'expérience de l'Armistice de 1918, avait vu alors nos adversaires à l'œuvre pour s'efforcer d'en éluder les clauses.

L'organisme qui prit le nom de *Direction des Services de l'Armistice (D. S. A.)* fut fondé à Bordeaux et fonctionna matériellement à Clermont-Ferrand, dès le 30 juin, puis à Vichy où il fut transféré dès que le Gouvernement s'y transporta, sous la direction effective du général Kœltz. Il fut placé initialement sous l'autorité supérieure du général Weygand, ministre de la Défense nationale.

La *D. S. A.* était à peine installée dans l'Hôtel du Commandement de la région de Clermont-Ferrand, que les messages se multipliaient sur les lignes téléphoniques précaires qui la reliaient à Wiesbaden et à Turin, posant pour l'application des clauses de l'Armistice des problèmes d'autant plus ardus que les ministères, qui seuls avaient qualité pour fournir des éléments de réponse et qu'il fallait nécessairement consulter, étaient en complète désorganisation, avec leurs services et leurs archives échelonnés le long des routes et des voies ferrées entre Paris, Bordeaux, Clermont-Ferrand et Vichy. Or, la *C. A. A.* comme la *C. I. A.* exigeaient des réponses immédiates à leurs demandes et menaçaient de rompre les Conventions d'Armistice en cas de retards qu'elles ne voulaient interpréter que comme un signe de mauvaise volonté.

A Wiesbaden se posèrent, dès le début, d'importants problèmes de tous ordres (administratifs, économiques et politiques) soulevés par l'occupation par les troupes allemandes d'une grande partie du territoire français. Les autorités locales dans les départements occupés se trouvaient elles-mêmes constamment placées devant des situations imprévues. Il fut tout de suite évident que l'ensemble de ces problèmes ne pouvait être traité qu'à Paris, uniformément pour tout le territoire occupé, par un plénipotentiaire accrédité auprès du chef de l'Administration militaire Allemande en France. Le 9 juillet, M. Noël, ambassadeur de France, fut nommé Délégué général du Gouvernement français à Paris. A ce titre, il dépendait directement du chef de l'État pour tout ce qui concernait l'exercice de son autorité sur les hauts fonctionnaires français de la zone occupée, mais il ne devait communiquer avec les différents ministères que par l'intermédiaire de la *D. S. A.* pour tout ce qui concernait l'exécution des clauses de la Convention d'Armistice, en raison des répercussions qu'elles pouvaient avoir tant à Wiesbaden qu'à Turin. La Délégation générale s'installa, 127, rue de Grenelle, dans l'ancien Hôtel du Ministère du Travail.

A côté de la Délégation générale, mais, dépendant directement de la *D. S. A.*, fut instituée, sous la direction du colonel Paquin, une *Délégation pour les communications*. La mission de cette Délégation, composée d'une dizaine d'officiers, était de faire « procéder à tous les travaux de remise en état nécessaires » des « moyens et voies de communications de toute nature » en zone occupée. Cette mission résultait d'une interprétation extensive de l'article 13 de la Convention d'Armistice, laquelle avait été admise au cours d'une négociation directe menée en

dehors de la *D. S. A.* par les Services allemands et français intéressés.

La reconstruction, faite par le personnel organique du ministère des Communications *(S. N. C. F.)*, le fut aussi par des entreprises privées recrutées par lui. Seize Compagnies du Génie militaire participèrent progressivement à cette œuvre de reconstruction. La Délégation pour les Communications eut la tâche difficile, dont elle se tira avec honneur, de diriger et de coordonner les travaux de la main-d'œuvre civile aussi bien que militaire.

Enfin, l'envoi prévu en Afrique du Nord d'une Commission de Contrôle italienne et les difficultés de communications avec ces territoires motivèrent la création, à Alger, d'une *Délégation de la D. S. A.* chargée de l'application à l'A. F. N. des clauses militaires des Conventions d'Armistice.

DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION INITIALE

Ainsi que nous l'avons vu, au moment de l'institution de la *D. S. A.*, il importait, avant tout, d'avoir près du Gouvernement un organisme capable de faire traiter par les différents ministères, et en particulier par les ministères militaires, toutes les questions posées — généralement avec un caractère d'urgence — par la *C. A. A.* et par la *C. I. A.* D'où la constitution initiale de la *D. S. A.* en deux sections : une section « allemande » et une section « italienne » correspondant avec les Délégations françaises respectives.

Mais, il apparut très vite, en particulier dans le domaine militaire, que les deux armistices formaient un tout et que les exigences de l'un des adversaires ne pouvaient pas être traitées indépendamment des exigences exprimées par l'autre dans le même domaine. D'où la réorganisation des Services de la *D. S. A.* par « objet » qui eut lieu dans les derniers jours du mois de juillet. Il y eut désormais, sous les ordres du directeur et de son chef d'état-major, trois Sections militaires (Terre, Marine et Air), une Section des Territoires occupés, une Section chargée des négociations relatives aux prisonniers de guerre et aux étrangers (en particulier Allemands et Italiens se trouvant en territoire français, une Section des Transmissions et une Section chargée des questions économiques et politiques (1).

A Wiesbaden, comme à Turin, les Délégations se trouvèrent en présence des Commissions allemande et italienne, organisées elles-mêmes en Sous-

(1) Cette dernière vit ses attributions considérablement diminuées à partir de février 1941, époque à laquelle le Gouvernement décida de confier toutes les négociations de nature économique à un délégué général qui fut M. Jacques Barnaud et toutes les négociations de nature politique à un représentant de la vice-présidence du Conseil qui fut, à partir de mai 1941, M. Benoist-Méchin. Ces négociations, qui débordèrent très vite et de plus en plus le cadre des Conventions d'Armistice pour entrer dans celui de la « Collaboration », échappèrent complètement à la *D. S. A.* dont la Section économique et politique se réduisit à une Section chargée des Fabrications de Guerre.

Commissions, sur lesquelles elles n'eurent qu'à s'adapter. Mais, les Commissions allemande et italienne exercèrent leur contrôle des forces armées en France libre et en *A. F. N.* par l'intermédiaire d'organismes installés à pied d'œuvre.

En ce qui concerne les forces terrestres, l'organisation réalisée dans la métropole fut initialement la suivante ; du côté allemand : un organisme central, l'Inspection de Contrôle de Bourges, trois Commissions de Contrôle des Effectifs et trois Commissions de Contrôle du Matériel ; du côté italien : un organisme central portant le titre de *Présidence des Délégations de Contrôle*, en résidence à Gap (1) et deux Directions régionales à Marseille et Valence, coiffant six Délégations de Contrôle.

Toutes ces Commissions et Délégations commencèrent bientôt à se répandre en zone non occupée et il fallut leur adapter un personnel de liaison français ayant pour mission de servir d'intermédiaire obligé avec les autorités françaises civiles et militaires, officiellement pour leur faciliter la tâche, en fait pour surveiller leur action et alerter en temps utile les unités ou organismes susceptibles d'être visités.

Il ne pouvait être question de faire dépendre tout le personnel de liaison auprès des Commissions allemandes de la Délégation française emprisonnée dans l'Hôtel Rose à Wiesbaden. Il fut donc rattaché directement à la *D. S. A.* selon une organisation calquée sur l'organisation allemande.

Du côté italien, au contraire, l'éloignement de Vichy de la zone d'action des Délégations de Contrôle italiennes conduisit à une décentralisation. Le personnel français de liaison fut rattaché à la *D. S. A.* par l'intermédiaire de l'état-major du général Olry, ancien commandant de l'Armée des Alpes, encore constitué à Aix-en-Provence. En outre, la Délégation française de Turin, grâce à sa proximité, put, au début tout au moins, jouer par ses représentants un rôle efficace et direct de liaison.

Une Commission mixte italo-allemande, ayant son siège à Bourges, centralisa, en outre, le contrôle des industries de guerre afin de vérifier la cessation de la fabrication de nouveau matériel de guerre.

En Afrique du Nord, l'exécution des clauses militaires des Conventions d'Armistice fut contrôlée initialement par deux Commissions italiennes : l'une stationnée à Gabès, contrôlant la démilitarisation de la zone contiguë à la Libye, l'autre chargée de suivre l'ensemble des opérations de désarmement en *A. F. N.* et ayant son siège à Alger avec détachements à Tunis et à Casablanca. A partir de mai 1941, la *C. A. A.*, éliminant le contrôle italien du Maroc, imposa la présence à Casablanca d'une Inspection de Contrôle allemande. Un organisme de liaison vint, en outre, s'installer à Alger, aux côtés de la Commission italienne pour l'*A. F. N.*

Le Contrôle du Désarmement de la Syrie et de Djibouti était imparti

(1) Les Italiens avaient, en effet, obtenu de leurs alliés que leur zone de contrôle fut étendue jusqu'au Rhône.

par les Conventions d'Armistice à des Commissions italiennes dont l'activité fut pratiquement nulle en raison des menaces britanniques sur ces territoires. Le Contrôle du Désarmement de nos forces aériennes et navales fut assuré par des organismes analogues à ceux chargés de contrôler nos forces terrestres.

En outre, à partir d'avril 1941, par une extension manifeste des clauses des Conventions d'Armistice, une Délégation mixte germano-italienne fut répartie dans tous les ports français méditerranéens, avec mission de contrôler le trafic militaire (personnel et matériel), entre ces ports d'une part, et entre l'Afrique du Nord et les Colonies d'autre part, dans le but d'entraver la reconstitution des forces françaises d'Afrique du Nord, en les privant des renforts en hommes et en matériel dont elles avaient besoin.

BARRAGE AUX ACTIVITÉS EXTRA-CONVENTIONNELLES

Le pullulement sur le territoire français de toutes ces Commissions de Contrôle allemandes et italiennes allait bientôt poser un problème extrêmement grave : celui de l'activité extra-conventionnelle de ces Commissions. Les difficultés naquirent d'une interprétation extensive donnée par nos adversaires à certains articles de la Convention d'Armistice, auxquels on avait initialement prêté peu d'attention. Il s'agissait, dans la Convention allemande des articles 16 et 19 :

Art. 16. — « Le Gouvernement français procédera au rapatriement de la population dans les territoires occupés, d'accord avec les Services allemands compétents. » Cet article allait prendre un sens tout particulier pour les populations de nos provinces d'Alsace et de Lorraine.

Art. 19. — « Tous les prisonniers de guerre et prisonniers civils allemands, y compris les prévenus et condamnés qui ont été arrêtés et condamnés pour des actes commis en faveur du Reich allemand, doivent être remis, sans délai, aux troupes allemandes. Le Gouvernement français est tenu de livrer, sur demande, tous les ressortissants allemands désignés par le Gouvernement du Reich et qui se trouvent en France, de même que dans les possessions françaises... » Cet article, touchant au droit d'asile des réfugiés politiques, devait soulever les difficultés les plus graves.

Un article analogue de la Convention italienne spécifiait :

Art. 21. — « Tous les prisonniers de guerre et les civils italiens internés, arrêtés ou condamnés pour des raisons politiques ou de guerre ou pour des actes quelconques en faveur du Gouvernement italien, seront immédiatement libérés et remis aux autorités militaires italiennes. »

Aucune modalité de contrôle de l'application de ces diverses clauses n'avait été prévue par les Conventions d'Armistice. Or, l'intérêt politique que les Allemands comme les Italiens y attachaient fit que les Commissions de Contrôle militaire sortirent très vite de leurs attributions pour s'intéresser à leurs ressortissants en zone libre, s'attribuant ainsi abusi-

vement les pouvoirs dévolus aux anciens consulats supprimés par l'état de guerre.

C'est avec les Italiens que le conflit prit dès le début sa forme la plus aiguë, du fait qu'aux difficultés d'application des clauses de la Convention d'Armistice s'ajoutait le problème posé par la présence sur le territoire français (métropole et A. F. N.) de 950.000 ressortissants italiens. La Convention d'Armistice ne créait aucune obligation spéciale au Gouvernement français en ce qui concernait le régime à appliquer aux ressortissants italiens établis en France. Il n'y avait donc aucune raison de faire bénéficier ceux-ci d'un traitement différent de celui des autres étrangers. Mais la *Commission italienne d'Armistice*, étendant les stipulations de l'article 21 et prétendant l'interpréter dans son esprit, lui fit signifier « qu'aucune mesure restrictive de la liberté personnelle ne peut et ne doit être prise à l'égard d'Italiens ». Contre cette interprétation abusive la Délégation française à Turin maintint fermement le point de vue français, se refusa à modifier en faveur des Italiens le régime du travail établi et celui de la circulation des étrangers et — en dépit des protestations des autorités italiennes — maintint intégralement, pour le Gouvernement français, le droit souverain de prononcer les expulsions des Italiens qu'il estimait indésirables sur le sol français.

Parallèlement à la pression exercée à Turin par la *C. I. A.* sur la Délégation française, les Commissions de Contrôle italiennes circulant sur le territoire français entraient journellement en contact avec les colonies italiennes particulièrement nombreuses dans les régions du Midi et s'y livraient, sous un couvert humanitaire, à une propagande politique des plus dangereuses. Cette propagande était d'autant plus nocive qu'elle était faite par d'anciens consuls ou agents consulaires camouflés sous l'uniforme militaire.

Il apparut, dans ces conditions, au Gouvernement français, que nous ne pouvions pas nous refuser à la négociation sur l'ensemble de ces questions demandée avec insistance par le Gouvernement italien. La négociation, extrêmement épineuse, finit par aboutir à l'accord de Turin du 4 février 1941. Cet accord donnait satisfaction en partie au Gouvernement italien en ce qu'il habilitait un certain nombre de fonctionnaires « civils », appartenant aux Commissions de Contrôle, à s'occuper des questions d' « assistance » aux Italiens de France et de « rapatriement en Italie » de ceux qui en exprimeraient le désir. A côté de ces fonctionnaires, la Croix-Rouge italienne était admise à exercer une action de bienfaisance sur les ressortissants italiens, mais seulement à titre privé, sans bénéficier d'aucune prérogative. Du côté français, les principes essentiels posés par la Délégation française, en vertu des instructions que lui avait transmises la *D. S. A.*, avaient été sauvegardés ; en particulier l'Œuvre d'Assistance se situait entièrement en dehors du cadre de la Convention d'Armistice ; elle n'était donc pas « imposée », mais résultait d'un compromis librement discuté ce qui était essentiel.

Si les prétentions allemandes relatives à la protection des ressortissants allemands se trouvant en zone libre se firent jour plus progressivement que les prétentions italiennes, elles n'en furent que plus impérieuses et maintenues dans le cadre de la Convention d'Armistice avec une interprétation extensive de ses clauses à laquelle le Gouvernement français fut contraint de se plier. D'une part, les Allemands jouèrent de l'article 16 (rapatriement des réfugiés) pour imposer un contrôle du rapatriement des populations et des biens de l'Alsace et de la Lorraine. D'autre part, l'intérêt que le Gouvernement du Reich témoignait aux ressortissants allemands fut étendu abusivement aux ressortissants des pays occupés par le Reich et aux membres de la « Communauté raciale allemande », terme indéfiniment extensible dans lequel furent inclus également les Alsaciens-Lorrains (1), et également les Polonais dits de « race allemande ». L'ensemble de ce Contrôle fut confié par la *C. A. A.* à des délégués de la Croix-Rouge allemande, rattachés aux Commissions de Contrôle déjà en fonction. Les délégués pouvaient demander à visiter les prisons, les hôpitaux, les camps d'internement, les camps de groupements de jeunesse, les casernes ou cantonnements y compris les unités de la Légion et les localités où se trouvaient encore des réfugiés non rapatriés, afin de s'assurer qu'il n'y existait pas de personnes appartenant aux deux catégories que nous venons de citer, qui seraient retenues contre leur gré.

Suivant le principe déjà admis pour les Commissions de Contrôle, un officier de liaison fut placé par la *D. S. A.* auprès de chaque délégué, allemand ou italien, dans le but essentiel, mais bien entendu non avoué, de neutraliser son action au maximum et de faire le plus possible le vide autour de lui. Une partie des attributions des délégués de la Croix-Rouge passa à partir de mars 1942 aux consuls allemands et italiens, dont le rétablissement fut autorisé à la suite de tractations politiques menées en dehors de la *D. S. A.*

LE GRAVE PROBLÈME DES PRISONNIERS DE GUERRE

L'article 20 de la Convention d'Armistice franco-allemande prévoyait que : « Les membres des forces armées françaises qui sont prisonniers de guerre de l'armée allemande resteront prisonniers de guerre jusqu'à la conclusion de la paix. »

C'était normalement à la *D. S. A.* qu'il appartenait de traiter toutes les questions concernant nos prisonniers. Mais il apparut bientôt que le nombre de ces questions serait si considérable que, dès le mois de juillet 1940, il fut jugé nécessaire de constituer un organisme spécial, sous le vocable de *Direction du Service des Prisonniers de Guerre*, confié au général Besson. Il fut chargé d'étudier, d'après les directives de la *D. S. A.*,

(1) En dépit des protestations formelles du Gouvernement français.

les demandes concernant les prisonniers et de faire aboutir celles rentrant dans le cadre des décisions de principe acceptées par les autorités allemandes.

Les négociations en vue d'obtenir des autorités allemandes des décisions de principe favorables à l'amélioration du sort des prisonniers et au retour du plus grand nombre possible d'entre eux dans leurs foyers, furent menées initialement par la Délégation française de Wiesbaden. Plus tard, M. Scapini, promu au rang d'ambassadeur, fut désigné par le Gouvernement comme plénipotentiaire chargé de centraliser, à Paris et à Berlin, l'ensemble de ces négociations en liaison étroite avec la *D. S. P. G.* qui, installée à Lyon, tenait le fichier complet des prisonniers. Mais ce fut toujours à la *D. S. A.* qu'incomba le soin, suivant les instructions du Gouvernement, de donner à ces divers organismes des directives d'ensemble et de coordonner leur action — ce qui n'alla pas toujours sans difficulté en raison de la personnalité et des initiatives souvent malheureuses de M. Scapini.

LA PLACE DE LA « D. S. A. » DANS L'ORGANISME GOUVERNEMENTAL DE VICHY

Les stipulations des deux Armistices, touchant à toute la vie du pays, posaient forcément, dans leur application, des problèmes dont la solution était liée à celles des problèmes de politique tant intérieure qu'extérieure qui se posaient au Gouvernement. Or, la *D. S. A.* avait reçu, entre autres, pour mission de veiller à ce que, dans l'exécution des clauses d'Armistice, on s'en tint strictement aux obligations contractées sans aller au delà. « L'Armistice et pas plus », avait dit le général Weygand en termes lapidaires.

Sans avoir à participer à l'élaboration des décisions proprement politiques, la *D. S. A.* prenait de ce fait un caractère interministériel qui eut dû, en bonne logique, la faire rattacher au chef du Gouvernement. Les titres exceptionnels du général Weygand, qui assumait par ailleurs les fonctions de ministre de la Défense nationale, le désignèrent cependant, tout naturellement pour veiller lui-même à l'application des clauses d'un armistice qu'il avait signé : mais, après le départ du général Weygand (1), la *D. S. A.* fut successivement rattachée au général Huntziger qui n'assumait plus que les fonctions de ministre de la Guerre, puis à l'amiral Darlan, en sa qualité de ministre de la Défense nationale, et c'est seulement en juin 1942 qu'elle fut rattachée au chef du Gouvernement, d'ailleurs pour une raison de personne, par le canal de l'amiral Platon.

Cette situation fausse d'un organisme interministériel, ayant des directives à donner aux différents ministères et dirigée par un ministre qui n'avait pas juridiction sur ses collègues, pesa dès sa naissance sur les destinées de la *D. S. A.* et entrava considérablement son action qui

(1) En septembre 1940.

eut dû être capitale, dans les premiers mois surtout, alors que les ministères, prostrés par la défaite, ne parvenaient pas à se réorganiser.

Pour pallier le manque d'autorité qui résultait de cette situation pour la *D. S. A.*, il fallut recourir, pour les questions importantes ou litigieuses, à l'autorité du Conseil des ministres ou du vice-président du Conseil, au prix parfois de retards considérables très préjudiciables à l'efficacité des mesures à prendre, qui le plus souvent se caractérisaient par leur urgence. Ces inconvénients furent en partie atténués, à partir de juillet 1941, par l'institution, au Secrétariat de la vice-présidence du Conseil, d'un organe de liaison spécialement habilité à traiter, sous le timbre de la vice-présidence du Conseil, les questions qui ne pouvaient être résolues qu'avec le concours de plusieurs ministres ; mais cette mesure, prise trop tardivement, n'eut pas toute l'efficacité qu'on était en droit d'en attendre.

Le rattachement de la *D. S. A.* à un ministère militaire et sa composition à peu près exclusive en personnel d'officiers, en dépit des graves inconvénients de principe que cela présentait, eurent au moins l'avantage de maintenir cet organisme dans une atmosphère « guerrière ». Le régime du travail y fut très dur, dans les premiers mois surtout, où le développement continu des questions à traiter n'était compensé qu'avec retard par les augmentations d'effectifs qui s'avéraient indispensables. Cet effectif, rien que pour les bureaux de l'Hôtel Thermal, dut être porté progressivement jusqu'à une soixantaine d'officiers. Le travail, commencé aux premières heures du jour, se poursuivait pour beaucoup à une heure tardive de la nuit, tant il se présentait de questions à traiter de toute urgence, par exemple, pour donner des directives aux délégations de Wiesbaden et de Turin en vue d'une réunion prévue pour le lendemain matin (1).

Sans avoir la prétention de faire un historique complet de l'action de la *D. S. A.*, nous voudrions maintenant passer en revue un certain nombre de questions qui ont absorbé son activité au cours de ses deux premières années d'existence, dans le but de mettre en lumière le mécanisme de l'action exercée par cet organisme, les énormes difficultés rencontrées et les résultats obtenus contre vents et marées.

CLAUSES TERRESTRES — MÉTROPOLE

En ce qui concerne la métropole, la Convention d'Armistice franco-allemande ramenait les effectifs à 100.000 hommes (2) et interdisait toute artillerie de calibre supérieur au 75, tout char, toute arme anti-chars et toute *D. C. A.*, la motorisation qu'elle consentait se réduisait à des

(1) Lorsqu'il arrivait à l'un ou à l'autre de laisser échapper un geste d'humeur ou de lassitude en présence des exigences du service, le général Kœltz, qui était le premier à donner l'exemple d'un travail forcené, ne manquait pas de montrer son baudrier en disant : « Rappelez-vous, Messieurs, que nous sommes toujours en guerre ».

(2) Y compris les effectifs de la Marine, de l'Air et de la *G. R. M.*

chiffres dérisoires. En outre, toute fabrication de nouveau matériel de guerre était interdite. Le premier problème qui se posait était donc un problème d'organisation de l'Armée d'Armistice, organisation qui devait être achevée pour le 15 novembre.

Le rôle de la *D. S. A.* fut, pendant cette période, de permettre à l'état-major de se consacrer à l'œuvre de réorganisation de l'Armée, en tamisant, dans toute la mesure du possible, les exigences des Commissions d'Armistice qui lui étaient transmises par les Délégations de Wiesbaden et de Turin. Rôle difficile parce que les Allemands et surtout les Italiens exigeaient une prompte démobilisation des forces dans les délais prescrits et le stockage correspondant du matériel non autorisé pour l'Armée d'Armistice, et aussi, parce qu'ils affectaient de voir une preuve de mauvaise volonté dans des retards qui n'étaient dûs, souvent, qu'à l'immensité de la désorganisation dans laquelle s'était trouvée l'Armée au moment de l'Armistice. Rôle ingrat, parce que, tandis que les Commissions nous talonnaient en brandissant de sérieuses menaces de sanction ou même de rupture des Conventions d'Armistice, l'*E. M. A.*, manifestant une répugnance compréhensible à se plier aux conditions draconiennes imposées par les vainqueurs, s'exécutait de mauvaise grâce. Non sans raison, et ne sentant pas comme la *D. S. A.* toute la gravité des menaces, il cherchait à se ménager des délais pour se reconnaître dans le chaos qu'était alors l'Armée, sauver ce que l'on pouvait sauver et effectuer sa réorganisation sur des données certaines qu'il fallait le temps de réunir.

Or, de toute évidence, la seule façon d'éviter une aggravation de ces clauses et d'éluder des contrôles prématurés qui eussent été très gênants était, au cours de cette période, de « donner l'impression » à l'adversaire que l'on était tout disposé à exécuter loyalement et rapidement les clauses des Conventions d'Armistice. Le rôle très ingrat de la *D. S. A.* fut donc, à ce moment, d'insister auprès de l'*E. M. A.* pour l'amener à donner au moins une « apparence » de satisfaction rapide aux exigences allemandes et italiennes qui tombaient les unes sur les autres comme grêlons en mars. Les officiers de la *D. S. A.* avaient donc l'air de plaider la cause allemande et italienne, attitude que beaucoup de camarades de l'*E. M. A.*, tout absorbés par la difficile tâche de réorganisation à laquelle ils étaient attelés, comprirent mal au début. Ces incompréhensions, bien excusables en un pareil moment, s'atténuèrent peu à peu, et, à la fin de l'année, grâce aux efforts conjugués de tous, l'Armée d'Armistice était cahin-caha sur pied, tandis qu'une bonne partie du matériel échappé au désastre de 1940 avait pu être soustrait au contrôle ennemi.

L'article 5 de la Convention franco-allemande prévoyait que :

« Comme garantie de la stricte observation des conditions d'armistice, il « pourra être exigé » que toutes les pièces d'artillerie, les chars de combat, les engins anti-chars, les avions militaires, les canons de la *D. C. A.*, les armes d'infanterie, tous les moyens de traction et les munitions des unités de l'Armée française engagés contre l'Allemagne... soient livrés en bon état. »

On avait espéré, du côté français, que cette clause ne jouerait pas et que, seul, serait appliqué l'article 6 d'après lequel le matériel de guerre, non laissé à la disposition du Gouvernement français pour l'armement des unités autorisées, devait « être entreposé ou mis en sécurité sous contrôle allemand ou italien respectivement ». En fait les Allemands, en dépit des protestations de la *D. S. A.*, exigèrent l'exécution de la clause de l'article 5 dès le mois d'août 1940 et, bien que l'on eût fait jouer au maximum dans un sens restrictif les termes « matériel des unités engagées contre l'Allemagne », une partie du matériel visé par cet article commença à prendre le chemin de l'Allemagne. Heureusement, les transports devaient durer longtemps, de sorte qu'en juin 1941, à la suite de l'attaque anglaise sur la Syrie, il fut possible de jouer de ce facteur nouveau pour obtenir la suspension des livraisons et le déblocage d'un certain nombre de matériels (en particulier de *D. C. A.*), sous le prétexte de renforcer la défense des colonies et la défense aérienne de la métropole contre les menaces britanniques.

La *C. A. A.* étendit encore le champ d'application de l'article 5 aux matériels complets existant dans les usines de la zone occupée et même aux éléments ou pièces détachées de ces matériels englobés sous la rubrique « produits finis ». Le Gouvernement français, contraint par la nécessité d'alimenter l'économie civile (notamment en métaux ferreux et non ferreux), fut amené à consentir à certains échanges, mais ces négociations, engagées sur le plan économique, furent toujours accompagnées des plus expresses réserves de la part de la *D. S. A.* sur les droits de propriété que l'Allemagne s'attribuait ainsi. Et cette résistance eut parfois comme résultat de faire réduire très sensiblement le volume des prestations initialement exigé par l'adversaire.

Une question épineuse et qui donna lieu à des discussions interminables fut celle des véhicules automobiles de l'armée mobilisée. La Commission allemande d'Armistice avait nettement précisé que ceux n'appartenant pas en propre à l'Armée devaient être rendus à l'économie nationale. Ces véhicules, au nombre de 100.000, étaient groupés dans des parcs provisoires, mais les Commissions allemandes ayant exigé l'envoi dans les parcs sous contrôle d'un certain nombre de véhicules spéciaux refusaient de débloquer ces parcs provisoires avant qu'elles n'aient procédé à un tri préalable.

Cette opération de recensement les mit en appétit et, pour subvenir à ses besoins immenses, le Gouvernement du Reich demanda que lui fut « cédé » (en dehors des clauses de la Convention d'Armistice) un nombre important des meilleurs camions qui se trouvaient dans les parcs. Ces demandes de cession, comportant des contre-parties intéressantes pour l'économie française, furent acceptées par le Gouvernement après des négociations longues et difficiles, de sorte que ce fut seulement au mois de mai 1941 que l'ensemble des véhicules entreposés dans les parcs put être débloqué et rendu à l'économie française — dans la mesure tout au moins

où ils purent être alimentés en essence ou transformés en gazogènes.

Le général Huntziger avait particulièrement à cœur deux importantes questions : L'une intéressant l'existence même de l'Armée, à savoir : la possibilité de faire du recrutement en zone occupée, l'autre intéressant son moral, à savoir : la possibilité pour les militaires de s'y rendre en permission auprès de leur famille.

Des demandes pressantes à ce sujet avaient été présentées à la *C. A. A.* dès l'automne 1940, mais elles s'étaient heurtées alors à un refus catégorique. Elles ne purent aboutir qu'à la faveur de la détente provoquée en mai 1941, lors des événements de Syrie, par le nouvel essai de politique de collaboration inauguré par l'amiral Darlan.

Le démarrage du recrutement pour l'Armée d'Armistice en zone occupée fut malheureusement compromis lui-même par la propagande en faveur de la Légion anti-bolchevique qui fut faite dans le même temps avec une allure officielle — bien que le Gouvernement n'ait pas encore osé aller jusqu'à la prendre à son compte. Ces affiches tricolores qui s'étalaient sur les murs des villes créèrent la confusion dans l'esprit de beaucoup de jeunes gens qui eussent été volontaires pour l'Armée d'Armistice en zone libre, mais n'étaient nullement disposés à aller combattre la Russie aux côtés des Allemands.

Les différents organismes de jeunesse provoquèrent, surtout dans les premiers temps, une méfiance extrême de la part des Commissions de Contrôle qui craignaient, non sans raison il faut l'avouer, qu'ils ne soient que le camouflage d'organisations paramilitaires. Cette attitude soupçonneuse des Commissions qui s'étendit aux *Chantiers de Jeunesse*, aux *Compagnons de France* et même aux Scouts, fut surtout préjudiciable aux Chantiers qui devaient, sans désemparer, incorporer les jeunes militaires de la classe 1940. Alors qu'il eut été logique de garder pour ces jeunes gens un encadrement militaire jusqu'au moment où l'organisation propre des Chantiers se serait montrée capable de fonctionner, il fallut, au contraire, démobiliser en vitesse la classe 40 et exclure des Chantiers tout caractère militaire apparent (aussi bien dans l'encadrement que dans l'organisation et la discipline), sous les menaces répétées de la *C. A. A.* d'interdire ces formations sur lesquelles le Gouvernement comptait beaucoup pour concourir à la régénération du pays. Cette situation compliqua beaucoup la tâche du général de la Porte du Theil qui eut le grand mérite de surmonter avec succès des difficultés vraiment considérables.

Du côté italien, l'exécution des clauses militaires de la Convention d'Armistice souleva des problèmes d'un aspect assez particulier du fait de l'autonomie de l'ex-Armée des Alpes, de la faible étendue des territoires occupés par les Italiens et de leur situation particulière, adossée à la ligne de crête, et — ajoutons-le aussi — du fait du caractère inquiet et tracassier des Italiens qui contribua à donner souvent aux discussions de Turin un tour héroï-comique.

Au moment de l'entrée en vigueur de l'Armistice les armées italiennes

étaient partout tenues en échec par l'Armée des Alpes. Une partie des faubourgs de Menton avait même été reprise *in extremis* par une contre-attaque qui avait permis d'ajouter un communiqué supplémentaire à la série que l'on croyait close des communiqués de la guerre. Or, l'article 2 de la Convention d'Armistice franco-italienne prévoyait que « les troupes italiennes se maintiendront, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention d'Armistice... sur les lignes qu'elles ont atteintes sur tous les théâtres d'opérations ». Mais la ligne atteinte par les troupes italiennes présentait cette particularité d'englober des poches en territoire français absolument coupées l'hiver de toute communication avec l'Italie du fait de l'enneigement des cols.

Cette situation amena les Italiens à demander que la limite du territoire occupé par leurs troupes *(ligne verte)* soit doublée par une ligne dite « de commodité » *(ligne rouge)*, en deçà de laquelle les unités et éléments de ravitaillement avaient le droit de passage mais non de stationnement. La gare de Modane, notamment, fut englobée dans cette zone intermédiaire. Ces facilités s'étant démontrées par la suite insuffisantes pour assurer la vie des troupes italiennes, la *C. I. A.* fut amenée à demander l'utilisation de certaines voies de communication pour le ravitaillement d'hiver des troupes. Ces diverses concessions firent l'objet de discussions interminables et furent accordées en échange de facilités données en contre-partie aux populations frontalières (accords de Menton, hiver 40-41).

En arrière de la *ligne verte*, la Convention d'Armistice italienne avait prévu une zone démilitarisée d'une profondeur de 50 kilomètres. Le contrôle de la démilitarisation de cette zone fut particulièrement soupçonneux de la part des autorités italiennes qui semblent avoir toujours prêté au Gouvernement de Vichy des desseins machiavéliques de putsch à la d'Annunzio.

Outre le retrait des troupes et le désarmement des ouvrages, la *C. I. A.* s'opposa à la présence dans cette zone de toute formation de jeunesse ou de travailleurs étrangers et exigea le transfert à l'ouest du Rhône de 17.000 indigènes coloniaux qui attendaient paisiblement à Fréjus leur embarquement pour leur pays d'origine. Les armes de chasse furent retirées aux particuliers et, plus tard, la *C. I. A.* considéra même comme une véritable provocation la présence des *S. O. L.* légionnaires à Nice. Dans le même esprit de défiance, la *C. I. A.* (soutenue d'ailleurs par le *C. A. A.* opposa toujours un refus formel aux demandes relatives à une mise en défense de la Corse, bien qu'elles leur fussent présentées comme une précaution contre un éventuel coup de main britannique.

Les articles 10 et 11 de la Convention d'Armistice franco-italienne prévoyaient, comme l'article 6 de la Convention franco-allemande, le « stockage » sous contrôle du matériel de guerre demeurant sur le territoire français non occupé. En outre, l'article 10 réservait à l'Italie le droit d'exiger la « remise » des armes collectives d'infanterie, d'artillerie, auto-blindées, chars, véhicules automobiles et hippomobiles et munitions

« appartenant aux unités qui ont été engagées ou déployées de quelque façon que ce soit contre les forces armées italiennes ». Force fut donc de constituer des dépôts différents pour les armes susceptibles d'être livrées (dépôts b 1) et pour les autres.

De premières difficultés surgirent à propos de la discrimination entre ces deux catégories de matériels. Seuls étaient susceptibles d'être livrés les matériels « qui appartenaient en propre à l'Armée des Alpes ». Or, lorsque fut remis à Turin l'ordre de bataille de l'Armée des Alpes avec ses trois petites divisions déployées face à l'Italie, la *C. I. A.* crut tout d'abord à une facétie. Lorsqu'enfin elle dut se rendre à l'évidence, elle s'efforça, par une interprétation abusive des termes de la Convention, de faire rentrer dans le cadre de l'Armée des Alpes la plus grande quantité de matériel possible et, comme il fallait s'y attendre, ce matériel ne moisit pas dans les dépôts b 1 et prit bientôt le chemin de l'Italie.

En février 1941, la *C. I. A.*, par une interprétation abusive de l'article 10, émit la prétention d'exiger la livraison de matériels encore stockés dans les autres dépôts sous contrôle (matériel des unités repliées du front N.-E. et matériels terminés en usines). Le Gouvernement français protesta énergiquement contre cette prétention et refusa de s'exécuter. Devant cette attitude, la *C. I. A.* battit en retraite et l'on n'en parla plus pendant plusieurs mois. C'est seulement en septembre 1941 que des négociations reprirent à ce sujet sur des bases toutes nouvelles. Elles aboutirent le 22 novembre à la signature du protocole de Rome par lequel l'Italie renonçait définitivement à l'application des règles imposées à la France en vertu de l'article 10, en échange de certaines concessions financières et dans le cadre d'un accord économique.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Ainsi que nous venons de le voir, les clauses militaires terrestres des Conventions d'Armistice furent, dans l'ensemble, très strictement appliquées dans la métropole. Il n'en fut pas de même dans les territoires d'Outre-Mer ; il n'en fut pas de même surtout, tant dans la métropole qu'aux colonies, pour les clauses aériennes et navales.

C'est dans ces trois domaines que l'on pouvait tout naturellement espérer maintenir un ensemble de forces moins étroitement assujetti au contrôle allemand ou italien et partant plus apte à assurer au Gouvernement du maréchal Pétain, dans l'hypothèse de la reprise d'un conflit en Méditerranée, une liberté d'action à laquelle il aurait pu difficilement prétendre dans la métropole. L'agression britannique sur Mers el-Kébir, puis celle sur Dakar, allaient donner l'occasion d'obtenir des adoucissements considérables aux clauses des Conventions d'Armistice.

Dès le 5 juillet, la *C. I. A.* et la *C. A. A.*, pour permettre à la France

« de répondre à l'Angleterre », suspendirent spontanément les clauses aéronavales de ces Conventions. A Rome on sembla même aller plus avant et escompter une collaboration militaire effective franco-italienne. Ce fut le sens d'une proposition d'action commune sur Gibraltar faite dès le 5 juillet au général Weygand par le maréchal Badoglio. Le Gouvernement français se montra d'autant plus réservé que, dans d'autres domaines non moins sensibles, les Allemands comme les Italiens ne paraissaient nullement disposés à desserrer leur étreinte. Quoi qu'il en soit les avantages que les Commissions d'Armistice avaient accordés dans le premier moment de stupeur demeurèrent acquis.

La Convention italienne d'Armistice prévoyait que la Commission italienne établirait « les modalités de démobilisation et de désarmement » des territoires d'outre-mer en prenant « en considération l'importance particulière du maintien de l'ordre dans les dits territoires ». Or, la *C. I. A.*, en dépit des protestations présentées par la *D. S. A.*, avait fixé les effectifs pour l'*A. F. N.*, au chiffre dérisoire de 30.000 hommes. Mers el-Kébir permit d'obtenir que ce chiffre fut porté à 100.000 hommes auxquels vinrent bientôt s'ajouter 20.000 travailleurs militarisés.

Sans doute, cet effectif de 120.000 hommes ne fut-il consenti « qu'à titre provisoire » jusqu'au 31 décembre 1940. En fait, la *C. I. A.*, partagée entre le désir de voir le Gouvernement français disposer en *A. F. N.* d'une force suffisante pour « résister à toute agression britannique » et la crainte qu'il utilise un jour cette force contre l'Italie, s'efforça de gêner par des prescriptions tatillonnes la mise sur pied de l'armée de 120.000 hommes qu'elle avait concédée (en interdisant, par exemple, tout transport de matériel de la métropole vers l'*A. F. N.*), mais elle n'osa pas trop rogner ce chiffre qui fut ramené, en mai 1941, à 111.000 hommes.

Là-dessus survinrent les événements de Syrie. On s'empressa, d'ailleurs trop tard, de faire droit aux réclamations françaises pour un renforcement de l'Armée de Syrie qui était demandé en vain, depuis plusieurs mois. Cette affaire de Syrie servit au moins de prétexte au Gouvernement français pour demander avec plus d'insistance le renforcement de ses forces en *A. F. N.* dans le but toujours poursuivi d'y reconstituer un outil de guerre. Il put ainsi obtenir la libération de plus de 7.000 prisonniers ainsi que le maintien en *A. F. N.* de trois groupes d'artillerie, dont la suspension venait d'être décidée, et le déblocage d'une soixantaine de chars et d'autant de canons. Mais, ces concessions furent entourées d'un contrôle minutieux qui ne se relâcha à aucun moment.

Satisfaction fut encore obtenue dans la question du rapatriement de l'Armée du Levant qui, dans un premier temps, ne fut accordé que pour la métropole. Les Italiens se faisaient tirer l'oreille pour autoriser la présence de ces forces en *A. F. N.* Du moins la *C. I. A.* exigea-t-elle qu'elles fussent débarquées à Oran, au plus loin de la frontière libyque. L'accord fut enfin réalisé le 27 novembre 1941 sur un effectif de 12.500 hommes pour lequel il fut accordé, par la suite, quelques déblocages de matériel.

La détente provoquée par les affaires de Syrie permit d'obtenir également une amélioration très sensible des relations radio-télégraphiques avec l'Empire français et de la radio-diffusion de Vichy.

CLAUSES AÉRIENNES

Les Conventions d'Armistice imposaient la démobilisation et le désarmement complets des forces aériennes, à l'exception de quelques unités maintenues dans les territoires d'outre-mer. Le matériel devait être rassemblé, démonté et stocké dans les bases aériennes sous contrôle. Quant au personnel, il devait être démobilisé immédiatement à l'exception d'une minime partie du personnel d'active. Mers el-Kébir permit de faire modifier ces dispositions initiales. Dans leur propre intérêt, l'Allemagne et l'Italie furent amenées à consentir au maintien provisoire en activité d'un certain nombre d'unités d'aviation et de *D. C. A.*, en vue de permettre la riposte éventuelle à de nouvelles agressions britanniques.

Dès le 10 septembre 1940, toutefois, la *C. A. A.* et la *C. I. A.*, arguant du fait qu'aucune nouvelle agression britannique ne s'était produite depuis Mers el-Kébir, notifiaient leur décision de ramener le nombre des formations aériennes définitivement maintenues à un chiffre très inférieur à celui qu'elles avaient autorisé le 3 juillet. Les incidents de Dakar (23-25 septembre) fournirent de nouveaux arguments pour faire admettre à l'Allemagne et à l'Italie qu'une aviation forte était essentielle à la défense impériale. Les forces laissées à la disposition de la France à la suite de ces incidents se montèrent à un total de 50 groupes, plus quelques escadrilles coloniales et d'instruction. A ces effectifs, s'ajoutèrent par la suite quelques groupes de transport en *A. F. N.* et *A. O. F.* et une compagnie de parachutistes en *A. O. F.* Mais, en juin 1941, le contre-coup des affaires de Syrie permit d'obtenir de nouveaux avantages très appréciables portant sur la réouverture des écoles et centres d'instruction de l'Armée de l'Air, des transformations de matériel et des augmentations d'effectifs. Quant aux formations aériennes présentes au Levant avant le renforcement, elles furent dissoutes, mais on put obtenir de les utiliser pour recompléter, en personnel et en matériel, les formations autorisées.

CLAUSES NAVALES

Les Conventions d'Armistice prévoyaient que, exception faite de la partie de la Flotte française qui serait fixée pour la sauvegarde des intérêts de l'Empire colonial, les navires de guerre seraient rassemblés dans les ports de la métropole. La Flotte devait être démobilisée, les places fortes de Toulon, Bizerte, Ajaccio et Oran démilitarisées. Si des assurances

formelles avaient été obtenues sur la non-utilisation par l'ennemi et la non-livraison à la Paix de la Flotte, il n'en restait pas moins que la Marine était réduite à une force coloniale strictement limitée et à des bâtiments désarmés avec des équipes civiles de gardiennage.

Mers el-Kébir eut dans le domaine naval le même contre-coup favorable que dans le domaine aérien : les Gouvernements allemand et italien acceptèrent d'ajourner l'exécution des clauses aéro-navales de l'Armistice. Cette mesure de faveur, rapportée à la fin d'août, fut de nouveau consentie après Dakar. En fait, le Gouvernement français de Vichy conservait en Méditerranée occidentale, au Levant, sur les côtes atlantiques d'Afrique et aux colonies, des forces importantes et une partie des unités étaient sauvées de l'internement dans les ports de la métropole où elles eussent probablement fini, en dépit des Conventions, par tenter l'adversaire.

Les effectifs déjà concédés furent encore augmentés au moment des affaires de Syrie par l'adjonction de quelques unités légères. Le nombre des batteries de côte autorisées fut augmenté par la même occasion. Enfin, les Commissions autorisèrent l'incorporation aux forces navales métropolitaines des bâtiments récupérés de la Division navale du Levant.

Si l'on fait le bilan des concessions arrachées aux Allemands et aux Italiens dans le cadre même des stipulations des Conventions d'Armistice, on constate qu'elles ont permis un renforcement des forces d'outre-mer dont l'appoint s'est avéré non négligeable lors du débarquement américain en Afrique du Nord. Le résultat était d'autant plus appréciable, en ce qui concerne les concessions obtenues pendant l'été 1940, qu'elles n'étaient grevées d'aucune contre-partie.

On est bien obligé de reconnaître qu'il n'en a pas été de même des concessions, d'ailleurs beaucoup moins importantes, que l'amiral Darlan obtint en mai 1941, lors des conversations extra-armisticielles de Paris. L'amiral eut alors le tort d'accepter, au moins dans leur principe, la concession d'escales en Syrie à la Luftwaffe, un certain nombre de facilités en Tunisie pour le ravitaillement de l'Afrika-Korps de Rommel et la cession du tonnage neutre interné dans les ports français. Ces contre-parties sur lesquelles l'amiral Darlan chercha à revenir par la suite, allaient peser d'un poids énorme sur la suite des événements.

LES FABRICATIONS DE GUERRE

Le dernier paragraphe de l'article 6 de la Convention allemande d'Armistice spécifiait que : « La fabrication de nouveau matériel de guerre en territoire non occupé devra cesser immédiatement. »

La *C. A. A.* imposa, en dépit des protestations de la *D. S. A.*, une interprétation abusive de cette stipulation, en englobant sous la rubrique « matériel de guerre » tous objets ou même matières premières susceptibles de concourir à la confection de moyens de combat et en étendant le champ

d'interdiction de fabrication de ce matériel à toutes les possessions françaises hors d'Europe. Ces exigences eurent comme corollaire l'extension de l'activité des Commissions de Contrôle qui, non seulement eurent ainsi l'occasion de se multiplier, mais, débordèrent rapidement leur mission propre pour tenter de se livrer à de véritables enquêtes économiques. La *D. S. A.* s'éleva vivement contre ces exigences, mais, dans ce domaine, elle se heurta à de véritables diktats. Le Gouvernement s'inclina donc, mais en précisant qu'il ne le faisait que sous la contrainte et sans renoncer en quoi que ce soit aux principes qu'il avait toujours défendus.

Nous n'aborderons pas ici le problème des fabrications de matériel de guerre pour le compte allemand qui fut traité par le Gouvernement français — et d'ailleurs, sous la contrainte — sur le plan économique. Disons seulement que la thèse allemande : « L'Allemagne peut exiger des industriels de la zone occupée toutes les prestations qui peuvent lui convenir » fit l'objet d'une protestation formelle en date du 22 septembre 1940, qui fut maintes fois renouvelée au cours des négociations ultérieures.

En fait, la thèse allemande s'appuyait sur une interprétation, d'ailleurs extensive, du préambule ajouté par le général Keitel à la Convention d'Armistice lequel spécifiait en particulier que les conditions formulées visaient à « offrir à l'Allemagne toute sécurité dans la guerre contre l'Angleterre dont la poursuite lui est imposée par cette dernière ». Le Gouvernement français maintint toujours sa position de principe que la déclaration du général Keitel, n'étant pas une partie de la Convention d'Armistice, n'avait pas valeur d'engagement pour la France et que, d'ailleurs, elle ne faisait allusion à aucune obligation d' « aider » l'Allemagne dans la lutte qu'elle poursuivait.

LES PRISONNIERS DE GUERRE

Avant de quitter les questions militaires, disons un mot des négociations relatives aux prisonniers de guerre. Ces négociations, menées à Paris par M. Scapini sur la base de la documentation rassemblée par la *D. S. P. G.*, eurent un double but : améliorer le sort des prisonniers et surtout obtenir le retour du plus grand nombre possible d'entre eux dans leurs foyers, ce qui fut toujours le souci majeur du maréchal Pétain.

La première libération importante fut obtenue à la fin de l'année 1940, ce fut celle des troupes françaises internées en Suisse. En ce qui concerne les prisonniers français en Allemagne et dans les frontstalags de France, leur chiffre total ne paraît pas avoir dépassé 1.850.000 parmi lesquels 150 à 160.000 furent libérés ou mis en congé de captivité dès les premières semaines par les commandants de camps provisoires en France, dans des conditions qu'il n'a jamais été possible de préciser, et 100.000 blessés, malades et membres du personnel sanitaire ont été libérés conformément

aux règlements de la Convention de Genève. Tandis que le nombre des évasions se monta à 250.000 au cours des années 1940-41, il ne put être obtenu, pendant cette même période, que 120.000 libérations, parmi lesquelles celle des anciens combattants de la guerre 1914-18.

Ces médiocres résultats n'ont, sans doute, pas justifié les concessions que le Gouvernement hitlérien a su arracher au Gouvernement français dans d'autres domaines hors de l'armistice, en faisant constamment miroiter l'espoir d'une libération massive correspondant aux vœux du maréchal Pétain. C'est dans la voie dangereuse de la « relève » par des travailleurs volontaires que le Gouvernement français allait s'engager à la suite de négociations qui échappèrent complètement à la *D. S. A.*

En ce qui concerne les prisonniers de guerre français en Italie la question était plus simple du fait que leur nombre se réduisait à 145 dont un officier. Or, à la suite du torpillage d'un convoi germano-italien au large des îles Kerkennah, le 16 avril 1941, des naufragés, allemands et italiens avaient été sauvés par les marins français et recueillis dans les ports d'Afrique du Nord. Le Gouvernement allemand ayant accepté, à cette occasion, de libérer autant de prisonniers français qu'il y avait eu de naufragés allemands rescapés par les Français, il avait été demandé au Gouvernement italien de faire un geste analogue, mais celui-ci resta sourd à cette suggestion. C'est seulement en décembre, à la suite des accords économiques de Rome, que les prisonniers furent rapatriés.

(A suivre.)

M. Catoire.

ANGLAIS ET AMÉRICAINS DANS LA GUERRE A L'OUEST

LA LIBÉRATION DE L'EUROPE VUE PAR UN AUSTRALIEN

L'ouvrage de M. C. Wilmot (1) est en réalité surtout consacré à la reconquête de l'Europe occidentale par les forces alliées et les autres opérations ne sont traitées qu'au passage ou brièvement, souvent même avec le procédé, cher aux cinéastes, du retour en arrière. L'auteur ne dissimule d'ailleurs, aucunement son dessein et l'affirme par le choix des trois grandes parties de son livre comme par leur importance relative ; ce sont successivement : la retraite (230 pages), la bataille de Normandie (200 pages) et enfin la route de Berlin (274 pages). Ce travail présente cependant le grand intérêt d'être la synthèse d'une large documentation écrite — plus de 100 ouvrages anglais ou allemands sont mentionnés tant dans la bibliographie que dans les notes infra-paginales — des indications recueillies personnellement par l'auteur pendant la guerre ou aussitôt après l'arrêt des hostilités, et des opinions personnelles d'un homme formé par sa carrière de correspondant de guerre aux problèmes militaires. L'origine australienne de l'auteur — qui lui a valu de voir d'abord les problèmes du Pacifique et de ne jamais les perdre de vue — lui permet d'autre part, d'examiner impartialement les plaidoyers *pro domo* que sont trop souvent certains ouvrages des plus grands chefs, sans adopter d'emblée le point de vue anglais ou américain. Il serait évidemment inutile de répéter tout ce que l'auteur apporte sur les opérations, mais il n'est pas superflu d'examiner les principaux problèmes qu'il aborde.

La première partie du livre sera évidemment celle qui soulèvera le plus de critiques en France. Certes, M. C. Wilmot commence par un tableau de l'Europe en 1942 et, sous un titre rappelant les paroles de Churchill « seul s'il le faut », brosse un tableau rapide des opérations antérieures. Dès le 5e chapitre — sur 11 de la première partie — il se consacre entièrement aux problèmes d'organisation posés par un débarquement. Il fait évidemment bon marché des débuts de la guerre. Les batailles de Pologne,

(1) Chester Wilmot, *The Struggle for Europe*, Londres (Collins) 1952, 766 p., in-8°. L'édition française, traduite par R. Jouan, vient de paraître à l'automne 1953 : Chester Wilmot, *La lutte pour l'Europe*, Paris (A. Fayard) 1953, 957 p., in-8°.

de Norvège, de Belgique et de France n'apparaissent en somme que dans la mesure où elles éclairent la situation des forces initiales de la Grande-Bretagne. M. C. Wilmot explique l'arrêt temporaire de l'avance allemande vers Dunkerque par le désir de laisser à l'aviation, l'occasion d'un succès personnel. Deux témoignages allemands — ceux du vice-amiral K. Assmann (*Deutsche Schicksaljahre*, 1950) et d'O. Abetz (*Das offene Problem*, 1951) ajoutent à cette raison le désir de ménager l'Angleterre en vue d'une attaque ultérieure contre la Russie. Il est permis de se demander s'il n'y avait pas aussi une certaine méfiance des effets éventuels de l'artillerie de marine sur une offensive terrestre — on devait le voir près de Caen en 1944 — et le désir d'attirer pour la protection des opérations de transbordement le plus fort tonnage possible de bâtiments anglais : tout ce qui serait coulé sur les bancs de Flandre, ne pourrait plus s'opposer à une tentative ultérieure de débarquement.

Il est d'autre part certain que celle-ci n'enthousiasmait pas la marine, et les projets de l'amiral Raeder, pour aller occuper Gibraltar, Dakar, les Canaries ou Malte semblent, avec un certain recul, surtout faits pour ne pas tenter la traversée du Pas de Calais — tout en laissant à l'armée, à l'aviation ou aux diplomates le soin de résoudre des questions préalables aussi délicates les unes que les autres, qu'il s'agît des « rétributions » à donner à l'Espagne ou du nettoyage du ciel d'Angleterre. M. C. Wilmot signale à ce sujet l'importance considérable de l'effort d'armement poursuivi pendant toute l'année 1940, où les formations de la *R. A. F.* reçurent de leurs usines près de deux fois plus d'avions de chasse que la *Luftwaffe*. On ne peut d'autre part s'empêcher de comparer ce qu'il dit de Raeder à ce que Pertinax dit de Darlan dans *Les Fossoyeurs*.

Après l'échec de la bataille d'Angleterre, les dirigeants allemands devaient chercher une autre solution ; les échecs italiens en Grèce, le renvoi par le roi Pierre II de Yougoslavie d'une équipe germanophile et l'intervention allemande préludant à l'offensive en Russie allaient finalement orienter l'ennemi dans la poursuite d'une décision préalable en Orient. Un retour en force sur le continent devenait plus facile avec le passage de l'U. R. S. S. d'une neutralité malveillante à une alliance effective, attirant vers elle, la majeure partie des forces terrestres allemandes, mais il fallait tenir compte aussi bien des impatiences de ce nouvel allié, demandant dès le mois de septembre 1941, la réouverture d'un front occidental sur le continent européen, que de ses points de vue particuliers. L'entrée en guerre des États-Unis, provoqué à l'origine par des problèmes d'Asie, allait elle aussi, poser des questions délicates.

M. C. Wilmot signale en effet, la préférence donnée aux questions asiatiques par certains diplomates ou chefs militaires, en particulier par le général Mac Arthur, qu'il avait vu personnellement, et dont il dénonce l'ambition et l'égoïsme qui « l'empêchaient de voir un autre théâtre d'opérations que le sien propre » (p. 100). Les partisans d'une priorité pour la lutte anti-japonaise n'acceptaient qu'au prix de perpé-

tuelles discussions, l'expédition de troupes ou de matériel, vers l'Europe et, avec leur insistance pour augmenter leur part, ils amenèrent un renforcement de certaines tendances parmi ceux là même qui admettaient, avec le président Roosevelt, que le problème allemand devait être résolu en premier. M. C. Wilmot insiste en particulier, sur l'importance qu'eurent, à très brève échéance, les conceptions d'une guerre strictement industrielle, en quelque sorte, du général Marshall, organisateur de premier ordre mais ne choisissant les objectifs qu'en raison des possibilités du déploiement des 60 divisions mises sur pied ou des problèmes de transport, sans tenir compte des incidences politiques ou diplomatiques du choix, ou de l'évolution ultérieure de la situation. On ne peut s'empêcher de confronter ce jugement avec celui de R. Ingersoll comparant la stratégie des généraux américains au jeu de rugby de leur pays : « ils commençaient par s'entraîner un mois ou deux, préparant quelques tactiques à l'avance, délibéraient rapidement pour savoir lesquelles ils emploieraient puis, faisaient quelques tours de passe sans grande imagination, et, virevoltant soudain, partaient en courant à perdre haleine sur un terrain non défendu. Ils jouaient pour la galerie, ou alors pour collectionner les coupures de journaux dans lesquelles on parlait d'eux » (1). Cette conception de la stratégie n'empêchait pas les tenants d'une priorité pour les opérations dans le Pacifique d'effectuer de lourds prélèvements sur le matériel des États-Unis, en particulier sur les bâtiments de débarquement de chars *(L. S. T.)* : 87 se trouvaient engagés pour attaquer une unique division d'infanterie japonaise dans l'île de Saipan et 188 seulement dans le débarquement de Normandie ; cette dernière opération ne devait en fin de compte recevoir que 2.493 bâtiments de débarquement en tous genres sur les 31.123 dont disposait la marine des États-Unis, qui n'avait d'ailleurs détaché que 3 grands bâtiments de guerre et 40 destroyers vers la Manche. Dix-huit *L. S. T.* avaient de même été expédiés vers le Pacifique, aussitôt après le débarquement à Salerne, alors qu'ils eussent été bien utiles pour la poursuite des opérations sur les côtes italiennes. Peut-être pourrait-on trouver une explication de cette attitude également dans le souci de la marine américaine de faire porter tout son effort sur un point où elle ne devrait pas partager la gloire d'un succès spectaculaire, et dans le dédain qu'elle avait témoigné, à en croire le président Roosevelt lui-même, pour les bâtiments de faible tonnage. Ce mépris lui avait en tout cas coûté très cher et les pertes du tonnage allié dans la bataille de l'Atlantique furent, dans la proportion de 95 %, localisées, au mois de mai 1942, dans le secteur confié à la surveillance de la marine américaine. La situation se redressa en 1943, grâce à l'organisation plus perfectionnée des convois et de la surveillance des bases sous-marines. Un sous-marin coulé correspondit seulement à une perte de 4.500 tonnes chez les Alliés alors que le tonnage disparu l'année précédente atteignait

(1) *Ultra-Secret*, p. 291.

proportionnellement 60.000 tonnes, mais l'effort des chantiers navals ne put jamais combler entièrement le retard.

Le désir de ménager le tonnage en choisissant le futur point de débarquement aussi près que possible des côtes américaines ne suffirait cependant pas à expliquer les réticences du président Roosevelt, en face des projets anglais d'opération en Europe méridionale ou dans les Balkans. La crainte de sembler faire le jeu de l'Angleterre dans des intrigues grecques ou yougoslaves allait, autant que le souci de ne pas déplaire à Staline — dans lequel il avait confiance — amener le Président à s'en tenir au plan initial d'un double débarquement en France, dans l'Ouest et dans le Midi. De même le général Marshall s'était pendant plusieurs mois opposé au débarquement en Afrique du Nord, si bien que celui-ci eut lieu finalement à une date trop tardive pour que la campagne pût être terminée avant l'hiver.

En attendant, l'expérience de Dieppe avait permis de procéder à une première étude des conditions techniques du débarquement, montré les insuffisances du matériel, les difficultés d'attaquer de front un port fortifié, tout en attirant du front de l'est, 7 divisions, parmi lesquelles deux blindées, dont l'absence fit échouer la poussée vers Bakou.

Les problèmes posés par la bataille de Normandie furent initialement facilités par la mauvaise organisation et par les erreurs du commandement allemand. Le manque de cohérence des plans de défense de Rundstedt, partisan d'une forte réserve destinée à repousser les troupes anglo-saxonnes, et de Rommel, qui voulait leur interdire de prendre pied en groupant toutes ses forces sur le rivage, l'autoritarisme d'Hitler se réservant le soin de disposer en personne de certaines unités, s'ajoutèrent à l'erreur majeure de prendre les opérations dans la baie de la Seine pour une simple diversion. Il y avait plus d'Allemands entre la Somme et l'Escaut qu'en Picardie et en Normandie, et, dans ce dernier secteur, les effectifs les plus importants se trouvaient entre le Havre et Amiens. Comme les décisions devaient être prises à Rastenbourg ou à Berchtesgaden en fin de compte, il est hors de doute que les conditions d'une défense allemande étaient particulièrement médiocres. Cependant, les premiers combats furent difficiles, surtout dans le secteur d'assaut américain où les parachutistes ne réussirent pas à Sainte-Mère-Église, une opération pourtant moins risquée que celle des parachutistes anglais s'emparant des ponts à l'embouchure de l'Orne. De même, les objectifs prévus pour le premier jour ne furent pas atteints, et le secteur américain souffrit d'un retard particulier, en raison de la trop grande distance du rivage à laquelle furent mis à l'eau les chars amphibies, dont l'action fut si importante dans les secteurs canadiens et anglais, plus à l'est. Il est de même possible, bien que M. C. Wilmot n'en parle pas, que la mise en place du port artificiel dans le secteur américain ait souffert d'une certaine négligence puisque ce port situé le plus à l'abri des vents d'ouest fut aussi celui qui devint le premier inutilisable.

Le point le plus net de l'étude de M. C. Wilmot demeure cependant, la certitude (indiscutée, semble-t-il, en France), que le général Montgomery fut l'incontestable organisateur de la bataille de Normandie (1). Il est peu d'exemples d'une abnégation comparable à celle du chef réservant pour lui-même et ses propres soldats le travail le plus ingrat, en même temps que le plus difficile, tandis que son allié se voyait attribuer par ses soins, la tâche la plus aisée et la plus spectaculaire. Tandis que 16 divisions allemandes, pour la plupart fraîches, s'usaient en freinant la lente avance de 14 divisions anglaises et canadiennes, les 15 divisions du général Bradley bientôt renforcées par les 4 du général Patton, ne trouvaient en face d'elles que 9 divisions, pour la plupart en ligne depuis plus d'un mois, avec seulement 110 chars, c'est-à-dire 1/6 de ce qu'avaient en face d'eux les Anglais. M. C. Wilmot se rencontre avec le général Bradley pour signaler l'importance de la découverte du dispositif *rhinocéros* permettant aux chars de défoncer les haies du bocage normand, rendant aux divisions blindées, une mobilité perdue pendant plusieurs semaines et leur assurant une supériorité indéniable sur leurs adversaires. Il signale aussi l'insuffisante précision de l'aviation américaine qui, au moment de la percée sur Saint-Lô, déversa le tapis de bombes, non pas parallèlement aux lignes, et à une certaine distance de celles-ci, mais perpendiculairement à elles, et en comprenant les positions américaines dans le secteur bombardé.

L'exploitation du succès fut évidemment le triomphe de l'armée américaine qui s'emparait de villes, comme Le Mans en face d'un bataillon de la *Luftwaffe* et pouvait utiliser à plein ses possibilités de motorisation. M. C. Wilmot voit dans cette avance foudroyante une manifestation de la mentalité des « chevaucheurs de la frontière » du XIX^e^ siècle ou des *rough riders* de Théodore Roosevelt dans la guerre de Cuba. Peut-être faut-il compléter cette interprétation par l'appréciation du général Bradley sur le général Patton, autrefois son supérieur devenu son subordonné en Normandie, en grande partie, à cause d'une affaire qui lui avait porté tort, en dépit de la bienveillance d'Eisenhower. « Le soldat que Patton gifla au poste de garde de l'hôpital sicilien fit plus pour gagner la guerre en Europe que n'importe lequel de ses camarades (2). » Il est d'ailleurs certain que les relations du général Bradley avec Patton, par ailleurs son aîné de six ans, se ressentirent toujours de cette inversion initiale de leurs rapports hiérarchiques et on peut se demander, en lisant le livre de M. C. Wilmot, comme celui du général Bradley, si la règle absolue et impérative d'une obéissance sans discussion aux ordres supérieurs dans l'armée américaine était un idéal lointain, ou un théorème souffrant de nombreux cas particuliers proportionnels au nombre d'étoiles des chefs en cause (3).

(1) Voir le compte rendu du colonel R. VILLATE, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 3, juin 1951, p. 87.

(2) *Histoire d'un soldat*, p. 340.

(3) *Histoire d'un soldat*, p. 139.

M. C. Wilmot ne dissimule par ailleurs, aucun des efforts, ni aucun des échecs des troupes anglo-canadiennes pour percer un front allemand qu'elles ne parvenaient à refouler que lentement. Leurs indéniables innovations techniques (l'emploi des blindés en colonnes étroites ou en carrés massifs, après une préparation intense ou réduite, par l'artillerie ou l'aviation) échouèrent en grande partie, à cause du relief ; et il suffit de rappeler ici l'épuisement physique des hommes qui arrivèrent les premiers au sommet du Mont Pinçon (1). En tout état de cause, la branche septentrionale de la tenaille se referma moins vite que la branche méridionale et on peut se demander pourquoi, pour une fois, le général Bradley ne laissa pas le champ libre, à la fougue de Patton, qui voulait avancer encore vers le nord et « rejeter les Anglais à la mer » (2), car il était évidemment plus facile de prendre l'ennemi à revers ou de flanc, après l'anéantissement autour de Mortain de ses meilleurs éléments, que d'enfoncer une défense en profondeur encore renforcée par le relief.

Le relief joua encore son rôle dans la poursuite des Allemands, en retraite vers la Basse Seine, en retardant les colonnes anglaises, obligées de franchir de larges vallées souvent marécageuses, et de construire sur de multiples bras des dizaines de ponts capables de supporter les chars, tandis que les Américains progressaient parallèlement aux cours d'eau du sud-ouest vers le nord-est. Le retard apporté par Hitler à donner les ordres de repli indispensables fut en tout cas la cause essentielle des pertes considérables en hommes et en matériel de l'armée allemande qui ne put songer à établir une ligne de résistance, ni sur la Seine, ni sur la Somme et l'Aisne. La libération de Paris apparaît dans l'ouvrage de M. C. Wilmot, comme un simple épisode secondaire, d'autres têtes de pont assurant déjà le passage au nord de la Seine des colonnes anglaises ou américaines. Il en signale toutefois l'importance psychologique et, à la différence du général Bradley, il reconnaît le rôle joué par la *Deuxième Division Blindée* ainsi que par les éléments de la résistance, dont il avait déjà signalé et l'existence et l'action, en Bretagne principalement (3).

La dernière partie du livre de M. C. Wilmot est peut-être celle qui pose le plus de problèmes, tant pour le récit des faits que pour l'interprétation qu'il en donne. Il faut cependant, signaler qu'il insiste moins qu'Ingersoll ou que le général Bradley sur deux problèmes spécifiquement américains. Le premier est celui du tort causé aux unités en campagne par le transfert de Normandie à Paris, des importants services des transports du général Lee — la *Communications Zone* — dont le transfert

(1) Les manœuvres de septembre 1937 avaient mis en relief les difficultés considérables rencontrées par une avance remontant le cours de l'Orne en direction d'Argentan, ainsi que le contraste climatique entre les deux versants de la *Suisse normande* interdisant souvent au nord, l'emploi de l'aviation d'observation — et le mauvais temps fut fréquent dans ces régions pendant l'été 1944.

(2) C. Wilmot, p. 419, note citant une édition américaine de l'ouvrage du général Bradley.

(3) *Histoire d'un soldat*, p. 372.

au delà de la Manche s'était déjà fait avec un grand luxe de moyens au moment où l'on manquait de tonnage ; ce fut une récidive d'autant plus déplorable que les voies ferrées n'étaient pas encore remises en état et que l'on manquait de camions pour les vivres et munitions destinés aux unités combattantes. Le général Bradley est d'autant plus amer sur cette question qu'il avait été décidé par le général Eisenhower que le séjour à Paris serait interdit aux quartiers généraux (1). C'est peut-être cette crainte d'avoir à relever un manquement aussi caractérisé à la discipline qui a amené M. C. Wilmot à ne pas insister sur cette affaire, dans laquelle les auteurs américains voient une des causes majeures du ralentissement puis de l'arrêt de l'avance de leurs troupes en Lorraine.

Le second problème, également jugé avec sévérité par le général Bradley et avec encore plus de fougue par Ingersoll, a trait à la conduite des opérations par le général Eisenhower ou plutôt à sa politique d'équilibre dans les attributions d'approvisionnement aux deux ailes marchantes de son armée, dirigées chacune par deux hommes conscients de leur valeur, et au caractère également difficile, d'un côté Montgomery, cherchant légitimement à exploiter au maximum une victoire à laquelle il avait consenti tant de sacrifices, de l'autre Patton, soutenu par Bradley, ne renonçant pas à la position éminente que lui avaient donnée les progressions spectaculaires à travers les plaines du Bassin parisien. En raison de l'insuffisance du tonnage et des moyens de transport, une décision rapide exigeait la concentration de tout ce qui parvenait au front — armes, munitions et peut-être plus encore carburant — au profit d'une aile marchante. Montgomery, dont les troupes venaient de s'emparer du port d'Anvers intact aurait évidemment souhaité être le bénéficiaire de ces attributions privilégiées et recevoir en outre, des renforts pour percer vers le Rhin, puis la Ruhr, qui demeurait, malgré les bombardements, le principal foyer d'armement de l'ennemi. Le général Eisenhower se résolut en fin de compte à une sorte de cote mal taillée et ne donna que parcimonieusement — trop tard et trop brièvement — ce dont les unités anglaises avaient besoin. L'effort se dilua sur l'ensemble du front qui s'étendait maintenant jusqu'à la Suisse.

M. C. Wilmot, adoptant sur ce point l'opinion du général américain M. Clark, juge sévèrement l'abandon de la campagne d'Italie, au moment où elle commençait à devenir intéressante sur le plan de la stratégie générale. Indépendamment de toutes autres considérations — et elles sont devenues encore plus nombreuses qu'alors — il était évidemment curieux de priver les forces alliées d'Italie, du tiers de leur infanterie et de presque toute leur aviation pour lancer les troupes récupérées et les renforts français venus directement d'Afrique du Nord, contre le littoral méditerranéen tenu par 8 divisions allemandes d'infanterie dont deux d'entraînement dans les Alpes, et une seule blindée, toutes en train

(1) *Histoire d'un soldat*, p. 385.

d'amorcer un repli que l'avance alliée dans la vallée du Rhône ne put entièrement empêcher. Il est vraisemblable que ce fut là l'exemple le plus caractéristique de la fidélité de l'état-major américain à ses plans initiaux sans tenir compte de l'évolution de la situation militaire. Paris allait tomber avec plus d'un mois d'avance sur l'horaire prévu ; la retraite allemande dans les plaines du nord de la France ou de la Belgique tournait à la débandade et les Russes progressaient à l'Est. La réalisation de ce projet dépassé de débarquement dans le midi de la France, eut pour résultat de permettre aux Allemands de tenir solidement leur ligne fortifiée interdisant l'accès de la plaine du Pô, d'envoyer 3 divisions blindées d'Italie en Lorraine ou en Pologne — et, à plus longue échéance, de permettre aux Yougoslaves de Tito d'entrer à Trieste et aux Russes d'arriver à Vienne avant les troupes anglo-américaines venant de l'Italie du Nord. M. C. Wilmot explique, il est vrai, cette politique par le désir du président Roosevelt de manifester à Staline, sa bonne volonté dans les questions d'Europe orientale, dans laquelle il acceptait de voir, non sans l'étendre fort loin, une zone d'influence russe.

Finalement, les armées française et américaines venues du sud avaient rejoint dans les plateaux lorrains celles qui arrivaient de Normandie et le général Eisenhower semble avoir bien rempli les vues du général Marshall en s'efforçant d'aligner le front dans la région rhénane. Il est assez révélateur de la négligence avec laquelle les chefs américains traitaient les questions de détail de relever, dans l'ouvrage d'Ingersoll le détachement avec lequel furent envisagés la prise des barrages de la Roer, et leur abandon après une première conquête, ce qui permit aux Allemands, en inondant la basse vallée, de stopper pour de longues semaines les offensives alliées (1).

M. C. Wilmot fait un récit détaillé des opérations véritablement audacieuses par lesquelles Montgomery essaya de déborder les lignes ennemies, en dépit de moyens encore insuffisants. Ce fut l'entreprise d'Arnhem qui réussit aux 2/3, mais non pour le dernier, le plus important, puisque la 3e barrière fluviale s'opposait toujours à la progression des blindés anglais vers la Ruhr. Son étude des conditions techniques — choix d'un point de parachutage trop éloigné de l'objectif, entre autres, mauvaises liaisons radio avec l'arrière — ou climatiques qui retardèrent l'acheminement des renforts et interdirent pendant des jours entiers l'emploi d'une aviation de soutien indispensable semble véritablement exhaustive. On doit regretter cependant, qu'il n'ait pas précisé son point de vue sur l'hypothèse du colonel Pinto, des services de renseignement néerlandais, suivant laquelle la présence sur les lieux du général allemand Model, chef supérieur de la défense, et d'unités blindées arrivées récemment ne serait pas le résultat du hasard ou d'un renforcement rendu possible par le retard apporté dans l'attribution à Montgomery des moyens

(1) *Ultra-secret*, p. 281.

qu'il demandait depuis plusieurs semaines, mais d'une véritable trahison.

L'offensive de Noël dans les Ardennes résulte en premier lieu, d'après M. C. Wilmot, de l'effort d'armement poursuivi par les Allemands, avec un succès dont témoignent les statistiques, en dépit des difficultés de transport, réduites il est vrai, par le raccourcissement des lignes de communication intérieures. L'utilisation des femmes à côté de la multitude des travailleurs étrangers avait d'autre part, fourni les effectifs de récupérés nécessaires pour étoffer les divisions souvent squelettiques sorties des derniers dépôts. L'échec des offensives de Patton en Lorraine ou sur la Sarre, en dépit de l'accroissement des effectifs placés sous ses ordres, n'avait eu d'autre résultat que de regonfler le moral des adversaires, et d'assurer, en outre, l'échec d'abord d'une offensive contre Cologne, puis d'une autre contre la poche de Colmar. Ces diverses opérations avaient d'autre part, amené le général Bradley à négliger son front des Ardennes ; 16 de ses divisions étaient groupées au nord du massif, 10 autres, face à la Sarre sur un front de 60 milles, tandis que 5 seulement, fatiguées ou récemment venues des dépôts, y compris une division de blindés, mise en première ligne, gardaient de leur mieux 100 milles d'un pays boisé, dont 1940 avait cependant montré qu'il n'était pas impénétrable. M. C. Wilmot insiste sur l'effet de surprise, accru par le mauvais temps, empêchant toute reconnaissance aérienne, comme par l'utilisation systématique d'unités spéciales, équipées à l'américaine et parlant anglais. Il fallut attendre près de vingt-quatre heures, pour une réaction véritablement efficace et, si les auteurs américains accusent en général Montgomery d'avoir grossi le danger en contraignant au repli, les forces de leur nationalité qui tenaient le saillant de Saint-Vith, il est certain que la protection, essentielle, des dépôts de Liége, fut facilitée par le raccourcissement temporaire du front. Sans négliger pour autant l'héroïque défense de Bastogne par les parachutistes américains, ce furent des blindés anglais qui arrêtèrent au dernier moment l'avance ennemie vers Dinant, avant qu'elle ne fût écrasée par la 2e division blindée américaine — faisant partie de cette 1re armée dont le passage temporaire sous les ordres de Montgomery souleva tant de polémiques (1).

Le retour du beau temps, en rendant aux Alliés la supériorité aérienne, valut un égal insuccès aux autres offensives, dans lesquelles les forces allemandes de l'ouest achevaient de gaspiller leurs dernières possibilités d'offensive, et il faut bien reconnaître avec M. C. Wilmot que les discussions entre les chefs alliés retardèrent plus que toute autre chose une reprise des opérations. Sur le cours moyen du Rhin, les Américains eurent la chance, grâce à la rapidité de leur avance, d'établir la tête de pont de Remagen avant même le franchissement du fleuve par l'armée Patton dans un secteur moins difficile que cette zone de Wesel où Montgomery finit par établir des kilomètres de ponts avant de pouvoir

(1) Bradley, *Histoire d'un soldat*, pp. 455 à 461.

pousser vers la Ruhr. L'avance des Anglo-Saxons vers l'est n'allait plus se heurter qu'à une résistance sporadique en dehors de la région des grands centres industriels et de quelques secteurs montagneux dont l'importance semble avoir été exagérée par les services de renseignements. Il est en effet, clair maintenant que si les débris de l'armée Model et les milliers d'hommes de la *D. C. A.* de la Ruhr représentaient encore une force relativement cohérente, le réduit du Harz ou plus encore le réduit bavarois n'avaient pas l'importance qu'on leur prêtait, même pas celle des *V2* qui, en définitive, avaient été surtout redoutables pour les civils belges d'Anvers. L'inflexion vers le sud-est d'armées américaines qui, sans ce crochet, auraient atteint Berlin, bien avant l'armée rouge, n'avait d'ailleurs plus qu'une importance secondaire puisque les zones d'occupation avaient été réparties à la conférence de Yalta d'une manière telle que les Américains allaient déjà devoir reculer d'une centaine de kilomètres en certains endroits, en particulier en Thuringe, pour laisser l'armée rouge s'établir largement sur la rive occidentale de l'Elbe. Cette conférence, selon M. C. Wilmot, fut la plus grande victoire de Staline qui réussit à obtenir la reconnaissance des intérêts privilégiés de la Russie en Europe orientale. Il avait, il est vrai, remarquablement su choisir pour la réunion le moment où le piétinement des armées occidentales et les avances décisives de ses troupes lui donnaient les meilleurs arguments pour soutenir ses revendications. Les discussions entre Roosevelt et Churchill à la conférence préparatoire de Malte avaient encore accru l'hostilité du président des États-Unis envers les vieilles puissances colonialistes dans l'ambition insatiable desquelles il voyait les menaces les plus nettes pour la paix future. M. C. Wilmot estime en conclusion, que la guerre se terminait au plus grand profit de la Russie qui avait réalisé des gains invraisemblables, tracé les frontières à sa guise, commencé à mettre en place des gouvernements satellites, grâce aux deux erreurs majeures d'Hitler sur sa force militaire, de Roosevelt sur ses ambitions territoriales.

J. Vidalenc,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

COMPTES RENDUS

ALLEMAGNE

Walter Görlitz, *Der zweite Weltkrieg 1939-1945*, t. II (Stuttgart, 1952, in-8°).

Après avoir lu le tome I de cet ouvrage (1), on ne s'étonne pas de retrouver, un peu plus brutale dans son expression, l'hostilité foncière à l'U. R. S. S., et même aux Russes (« la marée slavo-asiatique », « la barbarie bolchevik », p. 458, le retour des « expéditions mongoles », p. 463) ; on constate sans plus l'espèce de mépris témoigné aux troupes françaises de la Libération (p. 522). Faut-il par contre se formaliser de la place réduite faite aux conceptions des Alliés ou du sacrifice total des événements du Pacifique et de l'Extrême-Orient ? Dans une histoire écrite « du point de vue allemand », il s'agit de lacunes regrettables, mais logiques. Je n'en dirai pas autant de l'omission de certaines formes intérieures de la guerre — vie économique, novations politiques, camps de concentration —, dont on ne saurait faire abstraction dans une tentative de synthèse. L'auteur les a simplement « accrochées », en deux chapitres substantiels consacrés l'un à la « guerre sans merci » des partisans, de 1941 à 1944, l'autre au « 20 juillet 1944 ».

Guérillas et maquis : si l'auteur met ou croit mettre hors de cause les généraux que leurs hautes fonctions de *Befehlshaber* devaient rendre tellement impopulaires (Falkenhausen, p. 69-70, Kesselring, p. 166), il pose en principe qu'une guérilla impitoyable devait fatalement provoquer une répression impitoyable (notamment p. 133-138). Mais il admet que la composition même des unités employées par les Allemands, en France (p. 86) comme en Russie (p. 111 et suivantes) et dans les Balkans (p. 138-139), explique en partie la cruauté d'une guerre dans laquelle les S. S. débridèrent « leurs mœurs brutales de lansquenets » (p. 87). Beaucoup d'indications concrètes et chiffrées, précieuses. Mais l'exposé mentionne beaucoup trop sèchement le Vercors (p. 92) ou les opérations « *orage de mai* » et « *baron tzigane* (p. 119) ; il donne de la Résistance en France une explication trop terre à terre (p. 80), et d'une manière générale il s'appuie sur une bibliographie insuffisante. On le consultera pour prendre une vue de l'organisation et de l'activité de l'*Abwehr* (p. 68, 73-74). On le discutera sur ses « thèses » de la responsabilité (p. 58-60, 168), de l'évolution de la Résistance (les promoteurs conservateurs, les successeurs communistes), de la médiocre efficacité militaire de la guérilla (p. 169), de son sens politique profond (« un front de défaite pour les grandes puissances démocratiques », p. 171). On lui reprochera de n'avoir que posé la question du lien entre Gomel et les groupes communistes allemands (p. 118) et d'avoir négligé, sauf exception, le problème général de la Résistance dans l'Europe occupée.

« Le 20 juillet 1944 » : un résumé modèle, ou peu s'en faut (p. 295-338). On remarquera le portrait intellectuel et moral d'un Goerdeler, qui aurait

(1) Cf. *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 8, octobre 1952, p. 57.

voulu concilier toutes les forces d'opposition, qui ignorait les questions internationales (p. 303, 309), d'un Stauffenberg, partisan d'une « république sociale » et sans aucun doute le plus résolu des militaires (p. 307-308, 311, 326), surtout quand on le confronte avec un Witzeleben ou, *a fortiori*, avec un Kluge (p. 303, 329-330). Les maladresses et les difficultés des conjurés (p. 325-326), et leur si rapide échec (1) s'expliquent par le refus quasi général des chefs militaires de disloquer, même à titre tout provisoire, la machine du commandement et, aussi à un moindre degré, par la peur. Rien de plus instructif, me semble-t-il, que le dialogue berlinois entre le général Fromm, commandant *(Befehlshaber)* de l'*Ersatzheer*, et le général Olbricht, chef de l'*Heeresamt* — un conjuré (p. 324), et que la conclusion, la dureté dans la répression, dont Fromm se fit une loi, pour sauver l'indépendance, la réputation et la force même de l'armée, tout en accordant aux victimes le délai nécessaire à la destruction des papiers compromettants (p. 331-332). Hitler sauvé démantela l'*Oberkommando* que les généraux avaient cru préserver (p. 333).

Long développement sur les batailles de l'est. Il souligne le problème de la nécessaire réorganisation de l'armée blindée, à partir du moment où se réalisa enfin la stabilisation du front : ce fut la rentrée en grâce de Guderian (février 1943), mais d'un Guderian trop optimiste, confiant dans une longue période de récupération qui permettrait, en 1944, l'intervention décisive des *Tigre* ; ce fut aussi l'activité de Speer, mais sous le signe d'un choix contestable préférant le modèle d'Henschel à celui de Porsche. Dans la conduite de la guerre, M. Görlitz montre l'importance du despotisme de Hitler. Il reconnaît dans le Führer « un intérêt brûlant » pour maintes questions militaires de détail et même une réelle aptitude à concevoir « des projets hardis, grands » (p. 184-185). Cependant le refus, opposé à Manstein comme à Guderian, de nommer un chef d'état-major général, le développement de l'infatuation mystique, l'obstination à maintenir des positions intenables (à commencer par le bassin du Donetz et Kharkow, tout le pays à l'est du Dniepr et le Kouban), pis, la prétention permanente à l'offensive (par exemple celle du 5 juillet 1943, dans l'enfer de Bielgorod et d'Orel), apparaissent, avant même le jugement des historiens, comme des erreurs capitales détruisant à sa racine même l'effort de Guderian. Juillet 43, « chant du cygne de l'armée blindée allemande » (Konew) ; août 43, chute définitive de Kharkow, « commencement de la crise mortelle » (Görlitz).

Ainsi pris dans l'engrenage dont il n'avait pas su se dégager à temps, Hitler prévoyait, dès décembre 43, « l'invasion » et, tandis que certains techniciens se montraient préoccupés d'une vaste opération scandinave des Alliés, lui prophétisait un débarquement en France, pour février ou mars, avec accessoirement des diversions étendues (p. 263-264) ; mais, croyant au choix du Pas-de-Calais (p. 284), il fixait loin de la zone essentielle toute une armée, exigeait des travaux de fortification considérables sur certains points (Saint-Malo, p. 264), au détriment d'autres secteurs, endossait la responsabilité des nombreuses faiblesses de l'*Atlantikwall*, de même que celle (encore une fois) d'une mauvaise articulation du commandement. Chapitre correct sur « l'effondrement en France » : on y retrouve la ligne de défense bien connue qui devait, en 1940, aller d'Abbeville à Besançon : c'est ici la *Kitzingerlinie* (p. 349, 360) ; on y regrette l'absence d'un schéma un peu détaillé des mouvements et des opérations : rien sur la manœuvre de la vallée du Rhône, une demi-phrase sur la bataille de Gérardmer (p. 365), un fragment de paragraphe sur l'offensive franco-américaine en Alsace, avec

(1) On est déçu de ne rien trouver sur l'épisode parisien.

l'attribution à la 7e armée américaine de la prise de Strasbourg, « la reine de l'Alsace » (p. 374).

On sait qu'à l'invasion normande correspondit la percée de Witebsk. Alors se définirent avec une nécessité dramatique les options entre lesquelles Hitler n'avait pas encore choisi : en décembre 1942, Mussolini avait recommandé la paix séparée avec l'U. R. S. S. ou, tout au moins, la défensive à l'est, pour renforcer les fronts de l'Afrique du Nord et de l'Europe méditerranéenne ; pour Guderian, c'était par l'est que devait être assurée la défense de la forteresse Europe (p. 410). Hitler n'admit aucune concession, aucune « élasticité » : au lendemain de la percée de Witebsk, il déclarait successivement « forteresse » chaque ville menacée ; au lendemain de la perte d'Avranches, il affirmait à Jodl qu'il tiendrait l'Italie et la France, indispensables à la guerre sous-marine, ainsi que les Balkans, indispensables à la neutralité de la Turquie, et qu'avec 2.000 chasseurs nouveaux il reconquerrait la maîtrise aérienne. Dès septembre 44, il pense à une nouvelle offensive à l'ouest, qu'il annonce à quelques collaborateurs le 24 octobre, pour la fin de novembre ou le début de décembre. Alors que commence à peine la levée du *Volkssturm*, il conçoit l'ambition de marcher, par les Ardennes favorables aux armées germaniques, sur Anvers, d'y provoquer un nouveau Dunkerque, de couper les Anglais de Hollande, de décourager le Canada, de faire douter les Américains d'une victoire prochaine, de les pousser à négocier (p. 433, 441, etc.). Rundstedt d'abord gronda, contre-proposa une offensive limitée dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, se résigna, reprit sa suggestion, essuya les injures de Hitler, se tut. Chargé de l'opération finalement engagée le 16 décembre, Manteuffel se montrait, le 25 encore, résolu à enlever au moins Louvain (p. 442). La surestimation des forces disponibles n'était donc pas le propre de Hitler (faut-il rappeler les conseils de Doenitz, sur la maîtrise nécessaire des côtes de la Baltique et de la mer Noire ? p. 483). La vision stratégique de Hitler, au total, fut particulièrement nocive à l'est et au sud-est : la hantise du front hongrois, puis des routes de Saxe et de Bohême septentrionale facilita ailleurs le déferlement de « la marée rouge »... Guderian aurait eu des nécessités du front soviétique une vue pénétrante (p. 465, 467, 469, 490) qui l'aurait de plus en plus opposé à Hitler et l'aurait incité à chercher — vainement — dans Ribbentrop l'avocat d'une négociation avec les Occidentaux (en janvier 1945, p. 477).

A ce propos, signalons, pour terminer, le bon exposé des efforts déployés en Italie par Rahn, Vietinghoff-Scheel et Karl Wolff (p. 530-540), la juste appréciation des « quelques essais dilettantes » de Ribbentrop (p. 546), le résumé satisfaisant de la politique personnelle esquissée, *in extremis*, par Gœring et Himmler (p. 559) (1).

F. L'Huillier.
Faculté des Lettres, Dijon.

Telford Taylor, *Sword and Swastika, Generals and Nazis in the third Reich*, Simon and Schuster, New York, 1952, 431 pages.

Ancien étudiant de Harvard, juriste de formation, membre du *military intelligence service* des États-Unis avec le titre de général et spécialisé dans l'étude du haut commandement allemand, Telford Taylor a participé à la mise sur pied de l'acte d'accusation contre les inculpés de Nuremberg et est,

(1) Sur Hitler après le 20 juillet, excellentes indications p. 334, 350, 411-412, 435-436 (état physique), 533, 539 (état moral).

avec Liddel Hart, l'un des hommes qui connaissent le mieux les généraux allemands.

Aussi, ne sommes-nous pas surpris de lire que « ce livre est bien plus le résultat de l'expérience et de l'observation que de la recherche (livresque) » (p. 114). La bibliographie, réduite à 68 ouvrages, comporte néanmoins l'essentiel : 35 ouvrages en langue anglaise, 31 ouvrages en langue allemande, surtout des mémoires, deux ouvrages en langue française, dont celui du colonel Garrias sur la *Pensée militaire allemande*.

Avec ses 9 chapitres bien bâtis, ses 8 pages d'illustrations photographiques, ses 9 schémas concernant l'évolution de l'organisation du haut commandement, le livre de T. Taylor se présente comme un ouvrage solide et de lecture agréable, écrit par quelqu'un qui connaît à fond le sujet traité.

Seuls les deux premiers chapitres qui rappellent ce que fut l'évolution du corps des officiers de Frédéric II à 1933 ne sont pas des chapitres « vécus » par l'auteur. Le corps des officiers, qui prit conscience de son importance sous Frédéric II connut son âge d'or sous Moltke et Schlieffen, survécut à la défaite de 1918 et maintient son prestige sous la République de Weimar, malgré les clauses militaires restrictives du traité de Versailles. La *Reichswehr*, créée en 1919, fut profondément marquée par von Seeckt, son chef et « mentor » de 1920 à 1926, et devint grâce à lui une armée de cadres.

Avec le chapitre III, nous abordons l'histoire des relations complexes de l'armée et du parti nazi, deux forces tantôt alliées, tantôt adverses. Leur opposition apparut pour la première fois en 1930, à l'occasion d'un procès pour propagande politique à l'intérieur de l'armée. Le 15 avril 1932, le général Groener, ministre républicain de la Défense nationale et de l'Intérieur, réussit à faire interdire les *S. A.* (sections d'assaut), mais à la suite d'une intrigue menée par Schleicher il dut démissionner et l'un des premiers actes du Cabinet de Papen fut de retirer le décret d'interdiction.

Lors de l'avènement au pouvoir d'Hitler et des abus de pouvoir qui l'accompagnèrent, l'armée ne sourcilla pas, alors que son opposition déclarée aurait pu tout empêcher. Hitler, d'ailleurs, réussit un coup de maître en captant la confiance de la plupart des officiers lorsqu'à la « journée de Potsdam » il rendit publiquement hommage au maréchal Hindenburg.

Aussi, quand Blomberg devint ministre de la *Reichswehr*, il se dépensa en faveur d'une collaboration totale de l'armée avec Hitler tandis que d'autres généraux, comme Beck et Fritsch, se montraient plus réservés. Mais Hitler ne semblait-il pas appuyer à fond l'armée lorsque le 30 juin 1934 il fit supprimer Roehm et décimer les chefs des sections d'assaut ? Ce fut une victoire de l'armée sur le parti, certes, mais, fait remarquer l'auteur, une victoire plus apparente que réelle, d'autant plus que six semaines après Hitler profitait de la mort de Hindenburg, non seulement pour cumuler les fonctions de chef de l'État et de chancelier, mais encore pour se faire prêter par les officiers et les soldats un insolite serment de fidélité à sa personne, serment qui paralysa nombre d'entre eux.

Pendant trois ans ce fut comme une lune de miel entre lui et les généraux : par suite du rétablissement du service militaire obligatoire, la *Reichswehr* se muait en *Wehrmacht* qui était proclamée l'un des piliers du Reich, l'autre étant le Parti.

Mais voici qu'éclate, en février 1938, l'affaire Blomberg-Fritsch qui permet à Hitler de se débarrasser des deux hommes, d'épurer tout le haut commandement et d'instituer sous la direction de Keitel, un « commandement supérieur des forces armées » qui sera en réalité son cabinet militaire et lui permettra d'exercer en fait le commandement suprême. C'est là le grand tournant dans l'histoire du III^e^ Reich : la *croix gammée* l'a emporté sur l'épée, le parti a imposé sa loi à l'armée. C'est un 30 juin à rebours : Gœring

et Himmler ont fait limoger Blomberg et Fritsch. Les causes et les conséquences de l'opération sont décrites par Taylor avec une netteté, une vigueur et une précision dans la documentation difficiles à dépasser.

Le chapitre IV consacré à l'*Anschluss* et à l'occupation de la Bohême est intitulé : *Blumenkrieg* (Guerre de fleurs), selon un mot de Gœbbels déclarant : « Nos soldats sont accueillis par des fleurs et non par des boulets. » La *Wehrmacht* était favorable à l'*Anschluss* et l'annexion de l'Autriche s'accompagna de la prestation de serment de l'armée autrichienne à Hitler. Par contre, l'opération contre la Tchécoslovaquie trouva les généraux divisés : le chef de l'état-major général Beck et le général bavarois Adam — dont l'auteur est le premier, à notre connaissance, à avoir souligné le rôle d'opposant — montrèrent le risque et le danger pour l'Allemagne d'une guerre générale. Entre Adam qui avait son franc parler et Hitler, il y eut une scène « presque hystérique » (p. 207), mais sans suite.

Le 9 septembre 1938, Hitler fit sa première incursion dans le domaine stratégique en imposant à Halder et Brauchitsch ses vues personnelles au sujet de l'invasion de la Tchécoslovaquie : ce fut la première défaite des généraux sur leur propre terrain. Si une certaine résistance se dessina dans quelques milieux de la *Wehrmacht* qui envisagèrent un instant de « séquestrer » Hitler, la conférence de Munich dissipa ces velléités. Taylor condamne sévèrement la politique franco-anglaise d'alors : « Les puissances occidentales se privèrent d'une magnifique occasion de mettre un terme à la menace du IIIe Reich. Les peuples se cramponnaient à la paix à tout prix... Il n'y a jamais eu de plus magistrale démonstration que la route de l'enfer est pavée des bonnes intentions de petits hommes de peu de foi » (p. 228).

Le chapitre VII — *Blumenkrieg to Blitzkrieg* — relate les événements politiques et militaires de mars à août 1939. Si le corps des officiers se révéla alors « sans direction et désuni », l'Allemagne tout entière, militaire, civile et économique (en particulier Krupp et l'*I. G. Farben*) était alors animée d'une dangereuse soif de domination. Analysant la conférence d'Hitler à ses généraux, le 22 août 1939, Taylor note que si le Führer désirait un triomphe militaire sur la Pologne, ni lui ni surtout ses généraux ne voulaient une guerre générale, mais Hitler et ses généraux étaient parfaitement d'accord pour reprendre par les armes à la Pologne les territoires perdus en 1919... et un peu plus, ajouterons-nous.

Le chapitre VII retrace les ultimes négociations et s'arrête avec le récit de la campagne de Pologne, présenté comme le désir et la conception commune d'Hitler et de ses généraux qui s'y étaient préparés alors qu'ils ne s'étaient pas préparés à une guerre générale.

Le chapitre final, admirablement nuancé, est intitulé : « La responsabilité du corps des officiers. » L'auteur s'y défend de vouloir porter un jugement et laisse au lecteur le soin de se former un avis personnel. Il veut simplement « suggérer » quelques idées directrices : en Allemagne les généraux n'étaient pas tout-puissants et à mesure que le pouvoir d'Hitler grandissait, en partie à cause de leurs propres bévues, le leur diminuait. La petite *Reichswehr* exerçait plus d'influence sur les affaires de la République de Weimar que la puissante *Wehrmacht* sur celles du IIIe Reich. Reprocher aux généraux leur manque de foi démocratique serait oublier qu'ils étaient pour la plupart « le produit de l'époque impériale ». Mais l'époque impériale ne les avait pas habitués aux pratiques et aux méthodes nazies. S'ils les ont néanmoins acceptées, c'est que les objectifs extérieurs et militaires d'Hitler ont été, jusqu'en 1939, en grande partie les leurs. Par ailleurs, leur esprit de corps s'était laissé entamer par des ambitions individuelles qui paralysèrent toute résistance commune et rendirent « futiles » les tentatives de complot des dernières années du IIIe Reich.

La conclusion implicite est que sans l'alliance des généraux et des nazis il n'y aurait eu ni agression allemande ni seconde guerre mondiale.

A. MEYER,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

LANGOTH (Franz), *Kampf im Oesterreich*, Erinnerungen eines Politikers, Wels. Verlag Welsermühl, 1951, in-8°, 396 pages.

Franz Langoth, ayant siégé pendant vingt-cinq ans au *Landtag* de Haute-Autriche dans le groupe « grand-allemand », devint successivement, après l'*Anschluss*, député au *Reichstag*, haut-fonctionnaire du *National-Sozialistische Volkswohlfahrt* (Organisation nationale-socialiste de bienfaisance), *Oberbürgermeister* de sa ville de Linz (il y naquit en 1877), haut dignitaire de la *S. S.* — avec le rang de général. A la suite de l'écroulement du III[e] Reich, il connut les camps d'internement américains. Le gouvernement autrichien le fit figurer en 1946 sur la liste des criminels de guerre. Ce n'est qu'en 1950 que Franz Langoth vit la fin des procédures de « dénazification » entamées contre lui.

Ses souvenirs, rédigés à une époque où leur auteur était captif, n'ont — on peut l'imaginer aisément — que de très lointains rapports avec la sereine objectivité à laquelle tend l'histoire. Franz Langoth, d'ailleurs, ne cherche pas à dissimuler qu'il a exposé le point de vue d'un partisan sur l'évolution politique de l'Autriche entre 1918 et 1945. Étroitement mêlé aux événements tragiques qui ont mis fin à l'indépendance autrichienne, il ne dissimule ni ses antipathies contre ceux qui se sont efforcés d'empêcher l'*Anschluss*, ni ses sympathies pour l'homme qui l'a réalisé : Adolf Hitler. L'historien, toutefois, ne devra pas négliger le témoignage d'un auteur passionné, médiocrement intelligent, qui a écrit un ouvrage mal composé, plein de redites, de digressions susceptibles de décourager le lecteur pressé, car Franz Langoth avait pris l'habitude de rédiger, sous l'impression du moment, un résumé des entretiens politiques auxquels il participait. Il les a publiés, pour la première fois, dans ses *Souvenirs*. La plupart de ses comptes rendus projettent, sur l'inextricable confusion qui régnait dans la vie politique de l'Autriche entre 1933 et 1938, des lueurs nouvelles. Quelques exemples suffiront, croyons-nous, à le prouver (1).

1° Après avoir renvoyé le Parlement autrichien, interdit le parti communiste et le parti national-socialiste, le chancelier Dollfuss crut, au début de 1933, que sa dictature pourrait se maintenir avec le seul soutien de ses amis politiques : les chrétiens-sociaux et la *Heimwehr*. Mais, dès l'automne, Dollfuss, conscient de la faiblesse de son gouvernement, tenta, par des négociations secrètes, de se rapprocher des « Grands Allemands » et des nationaux-socialistes, qui, depuis mai 1933, formaient, avec le *Heimatschutz* de Styrie, le *Front-National*. D'août 1933 à janvier 1934, des délégués du *Front-National* (Langoth et le député Foppa au nom des « Grands Allemands » ; Habicht, homme de confiance d'Adolf Hitler) et des représentants des milieux gouvernementaux (le *Landesrat* Ernst Hirsch, le secrétaire d'État Heinrich Gleissner, le chancelier Dollfuss lui-même) se rencontrent à de nombreuses reprises (2) à Linz, à Vienne et à Munich, d'où Habicht dirige la propagande nationale-socialiste en Autriche. Dollfuss était prêt, semble-t-il, à se réconcilier avec les nationaux-socialistes, à condition que ceux-ci prissent l'engagement de ne rien tenter contre l'existence de l'État autri-

(1) Notons qu'un index des personnes citées (p. 367-396) rendra des services appréciables au chercheur en quête d'une notice biographique succincte relative aux hommes politiques autrichiens de premier, voire de second plan.

(2) On lira les comptes rendus de ces entretiens établis par Franz LANGOTH, p. 107-161,

chien. Il aurait souhaité que Hitler fût le garant de cet engagement. Mais Hitler, de son côté, se refusait à négocier avec Dollfuss, aussi longtemps que le parti nazi autrichien continuerait à être hors la loi. Dollfuss était donc en droit de redouter qu'il ne conclût finalement un marché de dupe. En outre, satisfaire certaines exigences du *Front-National* eût affaibli dangereusement la position de Dollfuss à l'intérieur et à l'extérieur. Les nazis, en effet, demandaient la mise au pas de la *Heimwehr* de Starhemberg et l'exclusion de son représentant au gouvernement : le major Fey, vice-chancelier. En butte à l'hostilité des sociaux-démocrates et des nazis, Dollfuss ne pouvait sacrifier la *Heimwehr*, son seul appui sûr en cas de troubles, la *Heimwehr* qui, au surplus, jouissait des sympathies du parti fasciste italien et de Mussolini, alors protecteur déclaré du chancelier Dollfuss. Que, dans ces conditions, l'essai de rapprochement tenté par Dollfuss ait échoué, nul ne s'en étonnera.

2° L'année 1934 est marquée par deux crises très graves : l'insurrection socialiste du 12 février et le putsch nazi du 25 juillet, au cours duquel le chancelier Dollfuss est assassiné (1). Kurt von Schuschnigg, son successeur, reste officiellement fidèle à son programme d'indépendance autrichienne dans le cadre d'un régime clérical et autoritaire. Toutefois, lui aussi tente d'atténuer la tension existant entre le gouvernement et les nazis, animateurs de l'*Action-Nationale*, substituée au *Front-National* après le 25 juillet 1934. Dès novembre, il invite à Vienne une trentaine de personnalités favorables à une réconciliation entre le gouvernement et l'opposition nationale-socialiste. La réunion que préside Schuschnigg aboutit à un fiasco, en raison, selon Langoth, de l'intervention du prince Starhemberg qui prononce un violent réquisitoire contre les nazis.

Quoi qu'il en soit, Schuschnigg ne coupe pas définitivement les ponts avec l'*Action-Nationale*. De septembre 1935 à mars 1936, de nouvelles négociations secrètes sont nouées (2). Toutefois, Schuschnigg n'y participe pas directement. On peut même se demander dans quelle mesure le ministre de l'intérieur Baar-Baarenfels, le directeur de la sûreté de Haute-Autriche Revertera, le secrétaire d'État Glaise-Horstenau, futur ministre dans le cabinet Seyss-Inquart, qui semblent prêts à accepter toutes les exigences présentées par le chef de l'*Action-Nationale* Reinthaller (qui participera lui aussi au gouvernement Seyss-Inquart) et son adjoint Langoth, agissent de l'aveu de Schuschnigg et en accord avec lui (3). Langoth impute l'échec des pourparlers secrets à la *Heimwehr* et à Starhemberg (4).

(1) Franz Langoth réduit l'affaire du 25 juillet à une tentative en vue de remplacer un gouvernement dictatorial et anticonstitutionnel par un gouvernement capable d'assurer à l'Autriche la paix intérieure et une « démocratie saine ». Il présente l'assassinat de Dollfuss comme un malheureux accident, déploré par les chefs nazis mêmes. Le titre du chapitre où sont relatés les événements du 25 juillet 1934 suffit à en indiquer l'esprit : *Der sogenannte nationalsozialistische Putsch (Le prétendu putsch national-socialiste)*.

(2) Sur celles-ci, cf. notamment p. 184-208.

(3) En tout cas, Langoth est formel en ce qui concerne le gouvernement allemand. Celui-ci était régulièrement tenu au courant des négociations. C'est ainsi que, le 8 janvier 1936, Reinthaller et Langoth vont rendre compte de leur activité à l'ambassadeur du Reich von Papen.

Au cours du procès de Nuremberg, von Papen, interrogé sur le financement du parti national-socialiste autrichien, a évoqué Langoth comme s'il s'agissait d'un personnage qu'il ne connaissait que de nom : « Il y avait, déclara-t-il,... en Autriche, ce que l'on a appelé un fonds de secours qui était administré par *un Monsieur* Langoth... Les fonds étaient vraisemblablement donnés en Allemagne par le Parti. » (*Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire interallié*, éd. franç., t. XVI, p. 320).

(4) Schuschnigg croira pouvoir accorder à Hitler, par le traité du 11-7-1936, véritable *Anschluss* moral, ce qu'il avait refusé aux nazis autrichiens. Il pensait sans doute que la

Sur les étapes qui devaient aboutir à l'*Anschluss* (traité du 11 juillet 1936 — dramatiques entretiens de Schuschnigg et de Hitler le 12 février 1938 à Berchtesgaden) et sur les journées des 11 et 12 mars 1938, l'exposé de Franz Langoth n'ajoute rien à nos connaissances (1).

Il est l'œuvre d'un « Grand Allemand » rallié définitivement au régime et qui a réalisé son rêve (2).

Jean SIGMANN.

Dr François BAYLE, *Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants S. S.*, Presses Universitaires de France, 1953, XX-550 pages.

Sous ce titre, le Dr François Bayle, médecin de la marine et spécialiste de neuro-psychiatrie des hôpitaux, vient de publier l'essentiel des deux thèses (3) qu'il a soutenues en Sorbonne le 1er juillet 1952 (4), en vue de l'obtention du doctorat ès lettres.

Cet ouvrage s'adresse en premier lieu, en raison de la formation et des intentions mêmes de l'auteur, aux médecins et aux philosophes. Le Dr Fr. Bayle estime possible, en effet, grâce à la méthode qu'il a mise au point, de découvrir « les éléments de l'intelligence et du caractère » d'un individu « dans les formes corporelles et l'écriture » (Introduction, p. XIII) (5).

Le problème posé ne relève certes pas de la compétence de l'historien. Celui-ci, tout en se gardant de décider dans quelle mesure la doctrine du Dr Bayle est fondée, devra, cependant, tenir le plus grand compte d'une étude minutieuse qui porte sur une quarantaine de dirigeants de la *S. S.*, dont la moitié environ avait atteint le rang d'officier général. Par les soins du Dr Bayle, les personnages les plus tristement célèbres de la *S. S.* défilent sous nos yeux à la suite de leur commandant en chef Himmler (6) : d'abord, les chefs des *Einsatzgruppen* (7) (p. 26-182), qui, à partir de juin 1941, furent chargés, en Russie, d'exterminer les éléments jugés indignes de vivre (Juifs, Tziganes, « Asiates inférieurs ») ; 6 généraux dont Otto Ohlendorf,

signature du chancelier du Reich aurait plus de valeur que celle de ses partisans. Dollfuss, nous l'avons vu plus haut, paraît avoir, lui aussi, nourri cette illusion.

(1) Notons toutefois que F. LANGOTH a rassemblé un certain nombre de textes d'accès assez difficile : traité germano-autrichien du 11-7-1936 (p. 214-215) ; appel de l'épiscopat autrichien recommandant aux électeurs catholiques d'approuver l'*Anschluss*, du 18-3-1938 (p. 324) ; déclaration dans le même sens (2-4-1938) de Karl Renner, chancelier fédéral en 1919 et 1er Président de l'Autriche nouvelle (p. 324-326).

(2) F. Langoth regrette cependant que Hitler, désormais occupé à des tâches plus importantes, ait dû négliger les affaires autrichiennes. Les administrations berlinoises auraient, selon Langoth, commis l'erreur de ne pas tenir suffisamment compte du particularisme autrichien et de nommer aux hautes charges des Allemands de l'ancien Reich. Le palatin Joseph Burckel, Gauleiter de Vienne puis *Reichsstatthalter* d'Autriche, est accusé de n'avoir rien compris à la mentalité et aux traditions autrichiennes.

(3) La thèse principale s'intitule : *Psychologie de la S. S. Une méthode de synthèse clinique avec appoints morphologiques et graphologiques* ; la thèse complémentaire : *La conception morale de l'homme selon le national-socialisme.*

(4) On trouvera, sous la signature de O. ROUTIS, un compte rendu de la soutenance dans le *Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, Bulletin n° 8, septembre 1952, p. 10-11.

(5) C'est là l'idée essentielle de l'auteur. Celui-ci l'exprime plus fortement encore à la fin de l'ouvrage lorsqu'il affirme : « Il me paraît possible d'établir des connexions intelligibles entre les formes corporelles et l'écriture d'une part, et les traits de comportement ou même la personnalité dans son ensemble » (p. 517).

(6) L'étude consacrée à HIMMLER (p. 4-25) constitue une excellente biographie.

(7) Le Dr BAYLE a largement utilisé les comptes rendus des débats du procès de Nuremberg, dit des *Einsatzgruppen* (25-7-1947, 9-4-1948).

brillant intellectuel et froid criminel, 5 colonels, 6 lieutenants-colonels, 4 commandants, 3 officiers subalternes (1) ; puis, 4 hauts dignitaires de la *S. S.* (p. 183-277) : les généraux Werner Lorenz, responsable de l'enlèvement d'enfants étrangers dont les parents avaient été fusillés comme partisans, Gottlob Berger, qui participa à l'exécution de nombreux Juifs et à l'assassinat du général Mesny alors prisonnier en Allemagne, Oswald Pohl, ami intime de Himmler, à qui fut confiée, dans l'automne de 1942, l'abominable mission d'anéantir le ghetto de Varsovie, Karl Wolff, officier de liaison des *Waffen-S. S.* à la fois auprès de Hitler et de Himmler ; enfin 11 médecins (p. 278-318), dont la plupart se sont livrés, sur des détenus des camps de concentration, ou sur des membres des « races inférieures », aux criminelles expériences que l'on sait.

A chacun de ces chefs politiques et de ces médecins de la *S. S.* est consacrée une biographie détaillée qu'accompagnent une étude clinique et des photographies représentant le visage, les mains, l'écriture du personnage considéré. Le chercheur trouvera dans cette première partie de l'ouvrage portant sur l'anthropologie des dirigeants *S. S.* une ample moisson de renseignements commodément rassemblés par le Dr Bayle qui, non seulement eut accès aux meilleures sources, mais encore jouit d'un privilège rarement accordé à l'historien : celui de pouvoir interroger lui-même les protagonistes du drame qu'il s'efforce de faire revivre.

Dans sa seconde partie, le Dr Bayle, soucieux de définir l'éthique de la *S. S.* et des grands chefs nationaux-socialistes (p. 379-511), a dressé une sorte d'anthologie à laquelle il sera désormais indispensable de se reporter. A côté de citations tirées de *Mein Kampf* (d'après l'édition non expurgée de 1933), figurent 5 discours de Himmler, inédits en français et reproduits presque *in extenso* : discours de janvier 1937 aux officiers de la *Wehrmacht* sur *La Nature et la mission de la S. S.* ; discours de Metz du 7 septembre 1940 aux officiers de la *Leibstandarte S. S.* « *Adolf-Hitler* » ; discours de Kharkow d'avril 1943 à des officiers *S. S.* ; discours de Posen du 1 octobre 1943 aux généraux *S. S.* ; discours de Bad-Schachen du 14 octobre 1943 aux commandants en chef ; enfin, une très importante circulaire secrète (16 juillet 1941) de Martin Bormann aux Gauleiter révèle les objectifs du national-socialisme dans le domaine religieux.

Après avoir souligné les précieux services que l'œuvre du Dr Bayle est susceptible de rendre aux spécialistes de l'histoire du national-socialisme qui y découvriront une masse considérable de matériaux (2), force est de constater que les réponses aux questions posées par l'auteur semblent assez décevantes.

Himmler, exécutant fanatique des vues de Hitler, et ses *S. S.* ont été, nous dit le Dr Bayle, guidés par l'idée monstrueuse que les choses et les êtres qui constituaient, soit une gêne, soit un obstacle à l'hégémonie de la « race germanique » pouvaient et devaient être détruits sans hésitation. Dès janvier 1937, Himmler lança un appel à la lutte future « pour l'extermination des sous-hommes du monde entier ligués contre l'Allemagne, noyau du peuple germanique, contre l'Allemagne détentrice de la culture du genre humain » (p. 405). Le Dr Bayle accumule à l'envi les textes inspirés par cette singulière « éthique » fondée sur un égoïsme national sans bornes (3). Ainsi,

(1) Ces 24 individus furent accusés d'avoir provoqué la mort d'un million d'êtres humains.

(2) L'ouvrage est d'une composition souvent déconcertante. Son maniement est néanmoins aisé grâce à un Index des noms propres très soigné (p. 521-533).

(3) « L'éthique » des *S. S.* ne proscrit la loi morale qu'à l'égard des non-Allemands. Himmler, comme l'écrit, à juste titre le Dr Bayle, exalte « les idées morales les plus pures à l'intention de ses *S. S.* dans leurs rapports avec des compatriotes... » (p. 507).

il confirme ce que nous savions. Mais il ne résout pas le problème qui, depuis que les crimes hitlériens ont été dévoilés, hante notre esprit : comment a-t-il été possible de trouver autant d'hommes capables de procéder, de sang-froid, à des hécatombes sans précédent (1) ?

Les hauts dignitaires de la *S. S.* étaient-ils des aliénés ? Le Dr Bayle ne le croit pas. Il estime que, pour la plupart, ils étaient au plus « des tarés de l'intelligence et du caractère... » (p. 181). Seul Rudolf Hess (2), avec lequel il eut l'occasion de s'entretenir à deux reprises (la dernière fois à Berlin le 12 décembre 1951) aurait été « un psychopathe, un grand dégénéré » (p. 377). Mais Rudolf Hess ne peut être rangé au nombre des criminels du type d'un Himmler ou d'un Ohlendorf.

Faut-il admettre que, s'ils avaient refusé de suivre les terribles instructions de Himmler, les membres des états-majors des *Einsatzgruppen*, ou les médecins *S. S.* se fussent exposés au châtiment suprême ? N'ont-ils donc agi que par lâcheté, comme tant d'autres « criminels de guerre » ? Non, pas même. Leur rang élevé dans la hiérarchie nationale-socialiste les préservait, en cas de refus d'obéissance, des sanctions implacables. Le général de la police Heinz Jost qui, seul, protesta auprès de Himmler, de Rosenberg et de Heydrich contre les ordres d'extermination, ne fut que dégradé et renvoyé au front avec le grade de sergent dans une unité de *Waffen-S. S.*

Mais, en définitive, ce sont les criminels mêmes qui nous fournissent une explication de leur comportement. Cette explication est si générale qu'il est difficile de la révoquer en doute. Convaincus de la supériorité physique et morale de la « race germanique », ils n'ont jamais éprouvé le sentiment que les ordres reçus étaient criminels (3) ; et même si leur conscience avait, par extraordinaire, ressenti quelque inquiétude, ils eussent disposé des moyens de l'apaiser. A leurs yeux, en effet, un seul caractère conférait à l'ordre la nécessité de l'immédiate exécution : sa légalité. Or, dirigeants et médecins de la *S. S.* ne connaissaient qu'une légalité : celle qu'incarnaient Hitler et son fidèle Himmler.

Le problème essentiel reste donc à élucider : comment en est-on venu là ?

Jean SIGMANN.

Erwin WICKERT, *Dramatische Tage in Hitlers Reich*, Steingruben-Verlag, Stuttgart, 1950, 400 pages.

Dans un style emphatique l'éditeur présente l'ouvrage de E. W... qui est « le premier livre acoustique d'histoire » (*Das erste akustische Geschichtsbuch*) selon un des plus importants hebdomadaires allemands, dont le nom nous est malheureusement caché... Quelle curieuse réclame pour un livre d'histoire ! Nous pensons davantage aux volumes de Jürgen Thorwald (4) qu'au *SS-Staat* de Kogon, davantage à la *Münchner Illustrierte* ou au *Stern* qu'à la *Historische Zeitschrift*.

Et, en effet, le livre est un « résumé » d'une série d'émissions radiophoniques...

L'*historien* est un homme jeune, né en 1915 (donc âgé de 18 ans en '933)

(1) Notons que la plupart des personnages étudiés par l'auteur n'avaient pas d'antécédents judiciaires et, qu'au surplus, ils appartenaient, presque tous, à ce qu'il est convenu d'appeler la classe des intellectuels.

(2) Un chapitre entier est consacré à R. Hess (p. 319-378). Il contient une foule de renseignements précis sur le second du Führer.

(3) Le général *S. S.* Bach ZELEWSKY a clairement exprimé leur état d'esprit : « Quand, pendant des dizaines d'années, on a prêché l'infériorité des Slaves et la nature de sous-hommes des Juifs, de tels événements sont inévitables » (p. 179-180).

(4) *Es begann an der Weichsel* et *Das Ende an der Elbe*, cf. n° 9, janvier 1953 et n° 12, octobre 1953.

né près des bords de l'Oder, dans les environs de Bad Freienwalde ; il a étudié histoire de l'art et philosophie à Berlin et Heidelberg, il « fit » de l'économie politique, de la « political science » à Carlisle, Pennsylvania ; Bachelor of Arts et Doctor Philosophiae, il effectua de longs voyages en Amérique du Nord et en Extrême-Orient et fut pendant la guerre dans le service diplomatique allemand, à Berlin, à Schanghaï et à Tokio. Depuis 1948, il écrivit de nombreuses émissions dramatiques (*Hörspiel*) et remporta en 1951 le prix du meilleur *Hörspiel* allemand.

Ces quelques détails biographiques, fournis par l'éditeur, éclairent singulièrement et l'esprit dans lequel E. W... a conçu son livre et la méthode qu'il fit sienne. Il n'y a pas de détails bibliographiques sur son œuvre, et pour cause...

L'ouvrage historique de E. W... est en réalité un découpage, très habile du reste et très radiophonique, dans un ensemble impressionnant de documents officiels, d'archives, d'actes (y compris ceux du procès de Nuremberg), d'articles de journaux, de journaux intimes ; le tableau des références comprend 714 numéros sur plus de 20 pages (p. 362-386) ; quatre « émissions » d'inégale longueur retracent ce que l'auteur estime être les points les plus dramatiques du *Tausendjähriges Reich* : la prise du pouvoir (*Die Machtergreifung*, p. 12-58) ; L'*Anschluss* (p. 59-116), la crise tchèque (*Die Sudetenkrise und die Zerschlagung der Tschechoslowakei*, p. 117-234) ; la crise polonaise (*Die Polenkrise und der Beginn des zweiten Weltkrieges*, p. 235-358).

Déjà dans cet accroissement progressif du nombre de pages se révèle le souci de « faire dramatique » — et aussi le désir de montrer que les problèmes slaves sont les plus importants pour l'Allemagne. Par ailleurs, les sources citées le sont sans aucun esprit de critique historique. E. W... accueille tout « document humain » pourvu que son *Hörspiel* ait de l'intensité dramatique. C'est un bon auteur radiophonique, c'est-à-dire un mauvais historien et un piètre dramaturge.

Dans les deux premières parties, qui traitent de « problèmes » purement allemands (car telle est la pensée de E. W... : l'Allemagne n'apparaît guère comme placée entre Occident et Orient ; même dans la crise autrichienne, les hommes d'État extérieurs ne sont que des comparses, le drame se jouant entre les deux *Deutschösterreicher*, l'un déjà *Reichsdeutsch* et l'autre encore Autrichien, Hitler et Schuschnigg.

Mais qu'était venu faire en Allemagne le « Bohémien » ? Dès la première page, E. W... nous montre qu'économiquement le pays était sain, que la crise était vaincue ; le danger communiste n'existait pratiquement pas, le parti nazi était acculé à la banqueroute. Après cette « introduction » qui nous fait croire à une sérieuse étude historique, le ton change. Des détails intéressants, savoureux parfois — certes ! Mais nous n'avons plus une histoire, bien plutôt des histoires ; des marionnettes évoluent, Papen, Hindenburg, Hitler, le banquier Schröder. Pourquoi la finance rhénane a-t-elle renfloué le parti nazi ? pourquoi Papen a-t-il soutenu Hitler, pourquoi la *Reichswehr* ne persista-t-elle pas dans la résistance contre celui-ci ? Autant de questions restant sans réponse.

Dans le « chapitre » autrichien, E. W... tenait un magnifique morceau dramatique : l'entretien Hitler-Schuschnigg. Il se rend bien compte que cet entretien n'a été raconté que par un des acteurs du drame. *Testis unus testis nullus* ; historien, il aurait dû étudier de près le récit de Schuschnigg, peser le vraisemblable et rejeter l'improbable. Besogne trop basse pour un poète. Le *Hörspiel* livre tout entier le dialogue tel que le chancelier autrichien l'a raconté. N'oublions pas qu'un *Hörspiel* ne permet guère à l'auditeur de revenir en arrière pour juger et comparer. Un *Hörspiel* c'est une propagande...

Rendons cependant grâce à E. W... d'avoir voulu réfuter la légende tenace d'une Autriche violentée par les nazis et désirant passionément son indépendance. Il fallait dire que l'Assemblée nationale autrichienne avait déclaré le 12 novembre 1918 que l'Autriche allemande (*Deutschösterreich*) est partie intégrante de l'État allemand (*Deutsches Reich*, p. 61)... que les termes du plébiscite de mars proposé par Schuschnigg rappelent facheusement les précédents hitlériens (p. 88)..., que le futur chancelier social-démocrate Karl Renner demandait le 4 avril 1938 de répondre *ja* au plébiscite hitlérien... Il est bien évident que c'est en tant qu'Allemand que E. W... insiste sur la germanicité de l'Autriche ; ce qui lui permet de suggérer — après avoir repris le mot de Brauchitsch : « Hitler n'était pas un Fatum » — que l'*Anschluss* se serait fait même sans Hitler et que celui-ci, par son manque d'éducation politique a failli tout gâcher comme il avait compromis ses chances de devenir chancelier en janvier 1933 (p. 49 sqq.).

L'Occident n'a rien dit — ou plutôt a parlé mais non agi. Hitler croira désormais que sa tactique est la seule bonne et écoutera d'une oreille de plus en plus malveillante les gens corrects et cultivés du Auswärtiges Amt et de l'État-Major. Mais tout aurait pu « s'arranger » sans lui ! Hitler n'a fait que compromettre par sa maladresse et ses fautes de non-technicien des succès allemands « tout cuits » à l'Est... Voilà en substance la pensée de E. W..., Hitler c'est la guerre, oui ! Mais la guerre était inutile, pire qu'un crime, une bêtise...

E. W... qui connaît son Occident et qui est Allemand présente des événements de 1938 et 1939 un tableau bien construit, un véritable triptyque.

D'un côté l'Occident, de l'autre l'Orient ; l'Allemagne au milieu.

L'Occident n'a rien compris à l'Est qu'il ne connaît pas et E. W... ne manque pas de rappeler les paroles de Chamberlain au micro de la *BBC* le 27 septembre 1938.

L'Orient est peuplé des Slaves qui, pour une part, haïssent les Allemands pathologiquement, pour une part ne demandent pas mieux que de collaborer avec eux en reconnaissant leur supériorité technique ; de toute façon, l'Est ne connaît guère réellement l'Ouest et ne lui sait aucun gré de ses interventions, surtout quand elles mènent à la destruction de l'État « national ».

Ergo : que l'Occident laisse aux Allemands les mains libres à l'Est.

Cependant, E. W... est trop cultivé (1) pour opposer, tel Hitler, des entités Occident ou Orient. Il nuance ses préférences. A l'Ouest, l'Angleterre a droit à l'admiration, tandis que la France joue le rôle d'un second qui n'est guère brillant ; un coup de chapeau aux connaissances linguistiques de François-Poncet, mais que de moqueries adressées à « M. Daladier » ou à « M. Bonnet »... Les États-Unis sont encore dans la coulisse (du *Hörspiel* s'entend, car en fait....). L'Italie du Duce est bien sympathique dans son rôle de pacificateur et Mussolini est un « type bien » que Hitler s'efforce de singer... On dirait le film de Charlie Chaplin ! Bouffonnerie mais non histoire ! Le Führer arrive même en 1939 à berner les Italiens pour avoir « sa » guerre mais cela n'enlève rien aux mérites des Transalpins.

Tandis que les méchants Slaves ne sont guère ni ridicules avec bonhomie ni admirables de sens politique ni énergiquement pacifiques. Les Tchèques haïssent les Allemands, les Polonais ont des prétentions à jouer le rôle de la grande puissance — peu différents dans leur attitude par rapport aux

(1) Encore que nous contestions la traduction *Der Unsinn muss jetzt aufhören* pour « il faut que cette chamaillerie cesse (p. 139), que nous soyons choqués par « Villa-Coublay » (p. 213) et que *reckoning* n'ait pas le sens de *Gericht* (p. 216) mais celui de règlement de comptes *(Abrechnung)* ou d'expiation *(Sühne)*.

L'interprète de Hitler, Paul Schmidt, que E. W... semble particulièrement vénérer, aurait-il commis de telles bévues ?

Allemands, les deux peuples ont en quelque sorte mérité leur sort et E. W... pousse l'élégance jusqu'à absoudre la France et l'Angleterre du péché d'avoir abandonné la Tchécoslovaquie, État non-viable et germanophobe (p. 210).

Comme du côté occidental, les États-Unis restent dans la coulisse, du côté oriental, la Russie soviétique n'apparaît que brièvement, à l'occasion des entretiens de Moscou en 1939. Nous sentons chez E. W... une admiration contenue pour l'État soviétique et pour ses diplomates qui réussirent à berner les Occidentaux tout en s'assurant de la neutralité bienveillante des Allemands ; la position soviétique en face du problème polonais est par exemple appréciée comme logique, du point de vue russe évidemment, et nous ne pouvons *objectivement*, qu'adopter les conclusions de E. W... Que la politique russe ait eu des conséquences désagréables pour l'État soviétique *après* ne peut influer sur l'appréciation de cette politique *in facto* et non *post factum*.

Beaucoup de faits, intelligemment choisis pour convaincre l'auditeur et le lecteur, mais peu d'explications. Prenons les rapports germano-polonais : pas un Français ayant vécu en Allemagne *et* en Pologne ne croira que l'hostilité était à sens unique et que les Polonais étaient l'objet de l'amour des Allemands...

L'ouvrage de E. W... est non de l'histoire mais de la propagande à masque historique, c'est-à-dire la plus dangereuse.

Nous pourrions résumer en 6 points les « thèses » de E. W... :

1. Hitler est venu au pouvoir par suite de la sottise des dirigeants de la République de Weimar ;

2. L'Autriche aurait accepté l'*Anschluss* sans le coup de force de Hitler ;

3. Les Polonais et les Tchèques ne pouvaient à la longue que s'incliner devant l'Allemagne ;

4. L'Occident ferait mieux de ne pas se mêler des affaires de l'Europe orientale qu'il ne comprend pas ;

5. Hitler est un maladroit ;

6. Les Allemands ne voulaient pas la guerre et l'État-Major prépara même un coup de force en septembre 1938...

Il est cependant un septième point, qui n'est pas soulevé par E. W... et auquel on a coutume de fournir chez nous la réponse-standard prussophobe : Hitler fut-il un continuateur de Bismarck et de la politique prussienne ? Bien des Allemands estiment que le Führer, nouveau-venu en politique est également un nouveau-venu en Allemagne et que sa politique n'a que peu de parenté avec les traditions établies depuis Bismarck.

En réalité, Hitler est un *Deutschösterreicher*. Relisons les premiers chapitres du *Mein Kampf* : Hitler est dans la ligne de la politique de Bach et de Schmerling. Il déteste Vienne où les noms tchèques et polonais abondent, il hait les minorités, il hait l'Autriche-Hongrie, le *Nationalitätenstaat* (*Mein Kampf*, éd. 1942, p. 9) — il hait son pays comme Coriolan haïssait Rome et après être entré à Berlin en triomphateur (E. W..., p. 56-58) il entre à Vienne comme Coriolan serait entré à Rome. N'a-t-il pas pensé d'ailleurs, en prenant le pouvoir à Berlin des mains de Hindenburg, à une revanche de Königgrätz-Sadova, à une vengeance, sur la Prusse « petite-allemande » tout entière ? Sur cet État à moitié slave qui unifia l'Allemagne à son profit au détriment de la vieille *Ostmark* germanique ?

La politique de Hitler vis-à-vis des Tchèques et des Polonais n'est pas allemande, mais autrichienne ; et si Bismarck poursuivit en Pologne une politique de colonisation, les nazis y firent une politique d'extermination qui fait davantage penser à la jacquerie de 1846 organisée par Vienne, contre les Polonais qu'à la politique prussienne en Pologne qui visait à gagner les « élites ».

Peut-être pourrons-nous mieux comprendre l'Allemagne quand nous aurons appris à la voir autrement que par l'étroite échappée entre Mulhouse et Lauterbourg... Et à nous débarrasser des souvenirs de 1870 et 1914. Le livre de Erwin Wickert nous y aide et c'est peut-être l'acquit d'une lecture décevante à certains moments. Acquit en tout cas auquel E. W... n'a pas pensé, en Allemand soucieux de cultiver en Occident certaines idées reçues qui depuis Napoléon III ont favorisé l'Allemagne au détriment de la France.

Jean-B. Neveux,
Alger.

Alan Bullock, *Hitler, a study in tyranny*, Londres, Odhams Press, 1952, 776 pages, 23 × 15.

Ce gros livre est la première biographie complète de Hitler, publiée en Grande-Bretagne. Biographie, certes, avant tout. L'auteur n'a pas cherché à faire une histoire de l'Allemagne sous Hitler ; mais minutieusement, il étudie la jeunesse, les années de formation, puis la carrière politique pendant les années d'attente, la montée enfin vers ce pouvoir monstrueux qui fut celui d'Hitler. Alan Bullock, qui appartient à l'Université d'Oxford, a utilisé au cours de recherches de plusieurs années, une masse considérable de documents, depuis les Mémoires de ceux qui, comme Gœbbels, Schacht, Paul Schmidt, Halder, ou encore Ciano, ont approché Hitler (1) jusqu'aux archives allemandes capturées à la fin de la guerre et aux comptes rendus du procès de Nuremberg.

Écrit dans un style sobre et clair, ce livre comprend 3 parties : le chef du parti (avant 1933), le chancelier (1933-1939) et enfin Hitler pendant la guerre. Mais les documents utilisables sont d'une importance très inégale suivant les périodes. Ainsi, grâce à *Mein Kampf* où Hitler retrace ses débuts, il est possible d'étudier en détail les intrigues par lesquelles il est arrivé au pouvoir. C'est là peut-être la meilleure partie du livre. Pour la deuxième période, il existe un grand nombre de documents mais surtout des documents diplomatiques relatifs aux crises de 1938-39. De telle sorte que M. Bullock peut étudier sérieusement la crise tchécoslovaque, par exemple, mais doit passer beaucoup plus vite sur la remilitarisation de la Rhénanie ou sur la politique intérieure de Hitler après la *purge* de juin 1934. Enfin, sur les années de guerre, de nombreuses études ont paru dans les dernières années (2), et pourtant les documents ici encore présentent de grosses lacunes : ainsi, comme le fait remarquer M. Bullock si le hasard nous a conservé intacts les comptes rendus des conférences navales de Hitler (3), il n'en est pas de même pour les autres conférences militaires. Mais les fragments que l'on en possède jettent une lumière toute différente sur la stratégie de Hitler que l'on risque, par l'étude des seules archives navales, de mal interpréter. En tout cas, ce livre est plus qu'une simple biographie. Le récit de la vie de Hitler, la peinture de son caractère, l'étude de ses théories politiques, sont complétés par d'intéressants développements sur ses intrigues politiques et ses négociations diplomatiques.

H. Monteagle,
Manchester.

(1) Les *Mémoires* de von Papen ont paru trop tard pour être utilisés.

(2) Voir les comptes rendus dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 4, octobre 1951.

(3) Cf. F. M. Hinsley, *Hitler's strategy* (Cambridge Univ. Press, 1951), d'après les archives navales allemandes. Un compte rendu de cet ouvrage paraîtra dans un prochain numéro de la revue.

BELGIQUE ET HOLLANDE

Jane K. Miller, *Belgian Policy between two Wars 1919-1940*, New York, Bookman Associates, 1951.

En 300 pages, Mme Miller, docteur de l'Université de Stanford et professeur d'histoire contemporaine, a ramassé l'évolution de la politique belge pendant la courte, mais décisive période de l'entre-deux guerres. On le savait : la Belgique, ce microcosme et ce carrefour, explique et reflète des courants qui la dépassent de très loin ; l'intérêt porté par un auteur américain sur un sujet en apparence aussi limité le prouve une fois de plus.

Disons tout de suite que l'exposé est clair et, pour l'essentiel, complet ; que l'information de cet historien étranger est exempte d'erreurs graves ; que la documentation, enfin, fait honneur au dépôt célèbre où, visiblement, l'auteur a puisé ses sources : la *Hoover Library*. Une bibliographie de 15 pages, en effet, présente un choix remarquable de publications officielles ou semi-officielles des différents pays, ainsi qu'une liste d'ouvrages et d'articles où nous n'avons pas relevé de lacune vraiment importante ; par contre, nous confessons y avoir pointé quelques titres intéressants que nous ne connaissions pas.

Après une rapide introduction rétrospective, l'auteur brosse un tableau de la politique intérieure pendant la période envisagée ; cet exposé, d'ailleurs bien fait, eût été meilleur encore si Mme Miller avait connu le petit ouvrage que M. Van Kalken a consacré à ce sujet. Elle passe ensuite à la position de la Belgique à Versailles, aux négociations belgo-néerlandaises, aux réparations et aux dettes de guerre : ces deux derniers points qui ont, il est vrai, particulièrement intéressé l'opinion américaine, sont traités d'une manière approfondie. Le problème de la sécurité est envisagé sous ses multiples aspects : nécessités belges, aspirations françaises, mauvaise grâce britannique, répercussions d'ordre intérieur, spécialement du côté socialiste et flamand. Ne reprochons pas à ce livre de ne rien apporter d'original sur les vicissitudes de l'accord militaire franco-belge, ce nid d'arrière-pensées et de malentendus : l'auteur qui nous éclairera pleinement sur ce point semble n'être pas encore né.

Un examen aussi objectif devait introduire convenablement l'étude de ce qu'on a appelé la politique d'indépendance. Cette étude est bien documentée, et faite avec compréhension, puisque Mme Miller refuse de voir un *blunder* dans la nouvelle orientation belge (p. 259). Pourquoi donc la préface fait-elle allusion aux « disastrous results » de cette politique ? Légère inconséquence, c'est le moins que l'on puisse dire. Les dernières pages, consacrées à la « drôle de guerre » et à la campagne des dix-huit jours, ne s'appuient que sur le *Livre Gris* de 1941, relation à peu près sûre, mais largement incomplète, et les mémoires de Churchill, aussi peu sûrs qu'incomplets. L'ouvrage, avons-nous dit, comporte une précieuse bibliographie ; ajoutons-y la table, excellente, et une liste de tous les ministères, de novembre 1918 à la Libération. (Pour le lecteur américain, on eût préféré un tableau donnant la composition des parlements successifs : les forces relatives des groupes politiques n'apparaissent nullement dans le texte, alors qu'on signale constamment leurs attitudes et leurs prises de positions.)

Il nous reste à relever quelques erreurs, bien minimes sans doute, mais qui risqueraient d'échapper au lecteur français. Les traités de 1839 ne reprenaient pas identiquement les termes de l'accord du 15 novembre 1831 (p. 17). La forêt charbonnière, depuis quelque temps déjà, est déchargée de toute responsabilité dans la formation de la frontière linguistique (p. 20). Bruxelles n'a pas, en 1789, « suivi l'exemple » de la révolution fran-

çaise (p. 22). Contrairement à ce que pense l'auteur, les traités n'exigeaient nullement que la Belgique conservât son statut de neutre à travers un conflit dans lequel elle serait impliquée (p. 26) ; c'est le Gouvernement belge lui-même qui, à tort ou à raison, estima en 1914 avoir intérêt à maintenir la position spéciale du pays et à ne pas signer les accords de Londres. Ce sont évidemment les Socialistes, et non les Libéraux qui refusèrent en décembre 1921 de participer au Gouvernement Theunis (p. 39). Le Cabinet de Broqueville n'est pas tombé, en 1932, sur la question des dettes américaines (p. 45). A Versailles, Hymans n'a pas obtenu pour la Belgique un siège dans chacune des Commissions (p. 62), et le *Conseil de la Couronne* n'est pas un organisme composé de tous les ministres présents et passés (p. 68). La fin, officielle ou non, des Réparations se place en 1932 ; nous ne voyons pas à quel événement l'auteur fait allusion en citant la date de 1936 (p. 113). Le langage diplomatique fait une différence entre les « bons offices » et la « médiation » (p. 272) ; nul n'a songé à évacuer les cantons d'Eupen et de Malmédy après l'alerte de janvier 1940 (p. 277), et l'incident Van den Bergen est rapporté avec une totale fantaisie (pp. 277 et 278). Il est exagéré, d'autre part, de parler de séparation administrative à propos des mesures linguistiques qui furent prises dans les ministères, peu avant le conflit mondial (p. 281). Beaucoup de coquilles, enfin, dans les noms propres : Garson pour Garsou, Dortens pour Dorten, etc.

Faut-il le répéter ? Ce travail méritoire, utile et consciencieux n'est guère amoindri par d'aussi légères défaillances.

Jacques Willequet,
Bruxelles.

Barbey (Frédéric). *La Belgique d'Albert Ier et de Léopold III. Le témoignage d'un diplomate, de 1918 à 1948*, Paris, 1950, librairie académique Perrin.

Chef de la représentation diplomatique suisse à Bruxelles de 1918 à fin 1937, l'auteur a observé avec sympathie et compréhension la vie du peuple belge entre les deux guerres. Il expose les événements politiques et sociaux d'une façon peut-être un peu décousue, et en tout cas fort rapide ; son jugement est influencé par ses tendances conservatrices. On retiendra quelques portraits justes et attachants, comme celui du roi Albert. En 45 pages, un dernier chapitre essaie de résumer les événements récents et l'évolution de la « question royale » : ambition manifestement démesurée.

L'ouvrage se lit avec agrément ; il touchera le lecteur belge par la réelle sympathie qu'il exprime. Faut-il relever quelques erreurs et jugements hâtifs ? Nous ne le pensons pas ; vide de témoignages directs et personnels, le livre de M. Barbey ne saurait être, en effet, considéré par l'historien comme un instrument de travail.

Jacques Willequet.

Dr Jan Van den Tempel, *Nederland in Londen (Les Pays-Bas à Londres)*, Haarlem, 1946, in-8°, 255 pages, ill.

On peut considérer le livre de l'ex-ministre Dr Jan Van den Tempel comme la contribution la plus importante — avec le tome II de la *Commission d'Enquête parlementaire* — à l'histoire du Gouvernement néerlandais en exil à Londres. Les mémoires de M. Van den Tempel commencent le 10 mai 1940, jour de l'invasion allemande. Après une première réunion du Conseil les ministres des Affaires étrangères et des Colonies, MM. Van Kleffens et Welter, partaient de Schéveningue, par avion militaire, en

Angleterre pour prendre le premier contact avec les Alliés anglais et français (1). Bientôt la situation devint critique pour les autres membres du Gouvernement à La Haye. Le 12 mai, la princesse royale et ses enfants s'embarquaient à bord du *flotillaleader* anglais *Codrington* et partaient d'Ymuiden à destination de l'Angleterre. La princesse héritière était suivie le 13 mai par S. M. la Reine, qui partait de Hœk-van-Holland avec un destroyer anglais. Ce même jour, lundi 13 mai, l'heure du départ sonnait pour les ministres. Le soir ils s'embarquaient avec quelques autres fonctionnaires à Hœk-van-Holland. Ils arrivaient en Angleterre le 14 mai dans l'après-midi. En Hollande le pouvoir suprême restait aux mains du généralissime Winkelman, commandant en chef des forces armées, qui devait capituler le 14 mai. Pour les autres, c'était l'exil qui commençait.

Le premier quartier général du Gouvernement néerlandais se trouvait à Grosvenor-House ; grand hôtel du West-End de Londres. Il n'existait plus d'appareil gouvernemental, presque plus de fonctionnaires mais beaucoup trop de problèmes urgents se posaient. Par exemple, il fallait prendre soin immédiatement de la marine de guerre et de la marine marchande en dehors du territoire occupé ; elles étaient devenues toutes les deux des éléments importants dans la conduite de la guerre des Alliés. L'organisation de la marine marchande néerlandaise (plus de 2,5 millions de tonnes) était bientôt réglée d'une façon satisfaisante par la fondation du *Netherlands Shipping and Trading Committee*, une Commission composée de quelques grands armateurs hollandais, qui se trouvaient en Angleterre au moment de l'invasion. Cette Commission, nommée *Custodian* de toute la flotte marchande néerlandaise au 22 mai 1940, prit une importance de plus en plus grande (2). La marine de guerre était placée sous les ordres des Alliés, mais M. Van den Tempel ne nous donne pas beaucoup de détails là-dessus.

Quelque temps après, le Gouvernement néerlandais s'installa à Stratton House, un grand édifice moderne à l'ouest de Londres qui devint un symbole pour les exilés hollandais. Surgissent alors les premières difficultés. Le Président du Conseil, le Jonkheer de Geer, vieil aristocrate avec une longue et honorable expérience gouvernementale et parlementaire, devenait de plus en plus défaitiste après les grandes victoires allemandes à l'Ouest. Il pensait à une paix séparée avec les Allemands, et avait déjà suggéré une sorte de « Paix d'Amiens » à Winston Churchill. Le milieu anglais ne lui convenait pas — il ne connaissait pas la langue anglaise — et il avait le mal du pays. Le 24 août 1940, le Conseil des Ministres tint une longue réunion sans son président ; un peu plus tard, M. de Geer entrait dans la salle de réunion pour faire ses adieux à ses collègues. Bientôt le Jonkheer de Geer quittait l'Angleterre et regagnait la Hollande occupée, *via* le Portugal, d'où il partait le 4 février 1941, après une visite à la Légation allemande à Lisbonne (3). En Hollande, M. de Geer publiait une brochure *De Synthèse in den Oorlog (La synthèse dans la guerre)* qui fit bien mauvaise impression.

(1) Le départ des deux ministres a été décrit dans mon étude « L'aviation navale néerlandaise pendant la campagne de Hollande », *Forces aériennes françaises*, janvier 1952, p. 527-528.

(2) Les procès-verbaux du *Netherlands Shipping and Trading Committee*, 28 volumes imprimés à Londres depuis 1942, ne sont pas consultables. Ils ont été utilisés par J. W. DE ROEVER dans sa publication volumineuse *De Nederland in Wereldoorlog II (La Société maritime Nederland dans la deuxième guerre mondiale)*, Amsterdam, 1951.

(3) On trouvera des détails de l'affaire de Geer dans la publication officielle du Pr GERBRANDY, président du Conseil d'août 1940 jusqu'à la Libération : *Enige Hoofdpunten van Het Regeringsbeleid in London (Quelques faits principaux de la politique gouvernementale à Londres)*, La Haye, Imprimerie d'État, 1946, p. 5 et 7.

L'affaire de Geer ne fut pas la dernière crise au sein du Gouvernement néerlandais. Le 12 juin 1941, le ministre de la guerre, le colonel A. Q. H. Dyxhoorn, démissionnait. Il se plaignait d'atteintes à son autorité. Le Dr Van den Tempel, qui regrette cet événement, suggère que la raison en était l'attitude du nouveau Président du Conseil, le Pr Gerbrandy, qui avait l'ambition de devenir un *Prime Minister* d'après le modèle anglais. Le droit public néerlandais ne connaissait pas à cette époque l'institution d'un « Premier Ministre ». C'est pour cette raison et en outre parce qu'il n'y avait plus de Parlement néerlandais à Londres que l'autorité des autres ministres était affaiblie par le comportement du Pr Gerbrandy. Le 14 octobre 1941, les deux ministres catholiques dans le Cabinet, MM. Welter et Steenberghe, donnaient leur démission parce qu'ils craignaient un pouvoir élargi du Président du Conseil au détriment des autres ministres (1). M. Van den Tempel juge cette décision inattendue, malheureuse, parce qu'elle affaiblit le caractère représentatif du Gouvernement qui perdait ses membres catholiques.

Les difficultés du Gouvernement devinrent encore plus grandes après l'attaque japonaise sur Pearl Harbour le 7 décembre 1941, qui provoqua la déclaration de guerre hollandaise le même jour. La lutte contre les Japonais mieux équipés était inégale. Bientôt la fin de la guerre aux Indes Néerlandaises approcha. La bataille du Java-Zee, le 27 février 1942 où l'escadre alliée sous le commandement du contre-amiral hollandais Doorman succombat sous les canons japonais fut le dernier acte (2). Le 14 mars 1942, le général Ter Poorten, commandant des forces terrestres capitula à Bandœng. C'était un vrai désastre pour le Gouvernement, qui dut prendre soin de beaucoup de nouveaux exilés rescapés des Indes. Un de ces exilés l'aristocrate indonésien Pangeran Adipati Ario Sœjono, devenait en juin 1942 le premier ministre indonésien, jamais nommé dans un Cabinet néerlandais. Malheureusement, il mourait le 5 janvier 1943.

La préparation du retour du Gouvernement en Hollande, qui suivrait la libération du territoire occupé commença au milieu de l'année 1943. Antérieurement, le président du Conseil avait créé une *Commission pour le retour* (en Hollande), qui se composait des ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, du Commerce et de la Justice, le Prince des Pays-Bas assistant assez souvent aux réunions. Les ministres socialistes n'y assistaient pas, d'après M. Van den Tempel qui semble peu priser cette institution. La *Commission pour le retour* prépara l'organisation provisoire du Gouvernement après la Libération et fit dans ses projets preuve d'idées politiques qui convinrent peu au Ministre socialiste Van den Tempel. L'auteur nous explique que, dans l'organisation provisoire prévue par la commission, il n'y aurait plus de place pour les États Généraux, les États des provinces et les Conseils municipaux. Les membres du premier Parlement d'après-guerre seraient nommés et non élus. Le Dr Van den Tempel remarque, non sans amertume, que les idées de la démocratie parlementaire et de la monarchie constitutionnelle, traditionnelles en Hollande, s'étaient perdues chez plusieurs exilés à Londres. Il y avait un courant assez fort pour renforcer le pouvoir exécutif, c'est-à-dire la Couronne au détriment du pouvoir législatif et des partis politiques d'avant-guerre (3).

(1) Cf. GERBRANDY, *Quelques faits principaux*, p. 43 et s.

(2) On trouve la meilleure description des événements aux Indes Néerlandaises dans les *Mémoires* de l'amiral C. E. L. HELFRICH, 2 vol., Amsterdam, 1950. Sur les opérations aériennes il faut consulter C. C. KUPFER, *Onze Vliegers in Indie (Nos aviateurs aux Indes)*, Haarlem, 1946 et B. HONSELAAR, *De Vleugels van de Vloot (Les ailes de la flotte)*, Rotterdam, 1949.

(3) L'exposé le plus intéressant de ces convictions est celui de *Boisot* (Dr J. G. DE BEUS) : *De Wedergeboorte van Het Koninkrijk (La renaissance du royaume)*, Londres, 1945.

Une autre tendance, très importante, contre le rétablissement immédiat de la démocratie parlementaire était l'institution d'un *Militair Gezag* (Pouvoir Militaire) prévu par la loi du 11 décembre 1943 sur l'état de siège exceptionnel. Pendant l'état de siège exceptionnel qui commencerait immédiatement après la libération du premier arpent de territoire néerlandais, les autorités militaires recevraient — temporairement bien entendu — de très grands pouvoirs. Un grand nombre de décrets provisoires réglaient par exemple, l'épuration des traitres et des collaborateurs, le rapatriement, l'organisation provisoire du Gouvernement, etc.

Le 3 septembre 1944, les premiers soldats alliés franchissaient la frontière hollandaise : l'heure de la Libération sonnait. L'état de siège exceptionnel entrait en vigueur. Bientôt, les Messieurs du *Militair Gezag* quittaient l'Angleterre et s'installaient à Bruxelles. Les ministres, étonnés et déçus, restaient à Londres où tout le monde préparait son départ, sauf le Gouvernement ! Le chef de l'état-major du *Militair Gezag*, le général Kruls, ne désirait pas trop le retour du Cabinet en Hollande... Finalement, il dut céder et les premiers ministres néerlandais arrivèrent à Bruxelles, où l'élément militaire dominait partout. Le 25 novembre 1944, une avant-garde de quelques ministres, nommés assez comiquement « fourriers » par le Président du Conseil, arrivait en Hollande pour y trouver un siège pour le Gouvernement. Les autres ministres suivaient le 15 décembre 1944 et s'installaient dans l'hôtel *Bosch en ven* à Oisterwÿk (Brabant septentrional).

Une triste comédie commençait : d'une part, un Cabinet impuissant qui avait perdu le contact avec les forces politiques nouvelles dans le pays, d'autre part le *Militair Gezag*, bureaucratie puissante disposant de beaucoup de ressources et d'influence (1). Un des résultats inévitables de cette situation fut la dernière crise ministérielle, en janvier 1945 ; l'autorité du Président du Conseil Gerbrandy n'existait presque plus. Le 15 janvier 1945, le ministre de l'Intérieur, M. Burger, représentant de la Résistance, tenait un discours au sujet des relations — peu satisfaisantes — entre le Gouvernement et les autorités militaires et sur l'épuration. Ce discours, diffusé par la radio à l'insu du Pr Gerbrandy, menait à une démission du ministre Burger, ni proposée par M. Burger lui-même, ni conseillée par les autres ministres. On pourrait dire que c'était un geste arbitraire du Président du Conseil avec l'autorisation de la reine. En signe de protestation « contre le traitement indigne d'un collègue », les deux ministres socialistes Albarda et Van den Tempel donnèrent leur démission. Le nouveau Gouvernement, formé par le Pr Gerbrandy, en février 1945, ne comprenait plus de socialistes. C'est ici que le Dr Van den Tempel, redevenu simple particulier, termine ses Mémoires.

Son livre *Les Pays-Bas à Londres* est une source très importante pour l'histoire des cinq années d'exil à Londres. Bien que M. Van den Tempel ne nous laisse jamais oublier qu'il était le premier socialiste hollandais à entrer dans le Gouvernement, il reste presque toujours objectif et son honnêteté est irréprochable.

C. T. de Jong,
La Haye.

(1) L'histoire officielle de cette institution a été décrite dans une publication volumineuse.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

Great Britain and Egypt (1914-1951), (La Grande-Bretagne et l'Égypte de 1914 à 1951), par le Royal Institute of international affairs, Londres, Chatham House, Saint-James square SW 1, 216 pages.

Cet ouvrage anonyme, édité par une institution privée, retrace l'évolution de la dispute anglo-égyptienne durant la période 1914-1951, dispute dont les enjeux sont des plus simples : pour les Britanniques il s'agit de garder la main sur une région dont l'importance est capitale pour leur Empire ; pour les Égyptiens, c'est une indépendance sans restrictions qui implique la mise à la porte des Anglais.

En 1914, l'Égypte était encore nominalement rattachée à la Turquie, mais par des liens de vassalité très lâches, qui ne se précisaient que dans le paiement d'un tribut annuel. En revanche elle se trouvait protégée par l'Angleterre dont les troupes occupaient le territoire depuis 1882, et si le régime ne s'appelait pas « protectorat » diplomatiquement parlant, il existait bien en fait, et il s'exerçait en toute liberté depuis que la France s'était effacée.

C'est à la fin de la première guerre mondiale, après que la suzeraineté turque eût été abolie (le Traité de Lausanne l'avait supprimée en 1923), que l'Égypte désormais protégée par la Grande-Bretagne d'une manière officielle, vit naître un mouvement anti-britannique. A vrai dire, les 14 points de Wilson, la Déclaration franco-anglaise de novembre 1918 qui promettait leur affranchissement aux anciens vassaux de la Turquie, avaient contribué à encourager les nationalistes égyptiens. Ceux-ci, organisés par un homme énergique, Zaghlul Pacha, en un parti que l'on appela le *Wafd*, visèrent d'emblée à l'indépendance complète de leur pays.

Toutefois les revendications furent moins hardies au cours des premières années. A Lord Milner qui, envoyé en décembre 1919 au Caire pour les apaiser, proposait l'abolition du protectorat mais retenait les droits d'occupation et de représentation diplomatique, Zaghlul répondit : les effectifs seront limités, leur stationnement confiné à la zone du Canal, en outre l'Égypte sera sur le même pied que l'Angleterre pour administrer le Soudan.

Ces premières négociations n'aboutirent qu'à une impasse, chacun restant sur ses positions essentielles. Il en sera ainsi tout au long de cette lutte. D'un côté les Égyptiens ne se départiront d'aucune de leurs revendications. De l'autre côté les Anglais ne voudront pas abandonner un point d'appui indispensable sur une route d'intérêt impérial, capital aussi sur l'échiquier du Moyen Orient, spécialement important pour eux enfin, au point de vue financier et commercial.

Tout de même, la Grande-Bretagne jettera peu à peu du lest, pensant que certains sacrifices lui permettraient de conserver l'essentiel. Ses espoirs seront toujours déçus. C'est ainsi qu'en 1922 Lord Allenby, haut commissaire, annonça que l'Angleterre abandonnant le protectorat, l'indépendance de l'Égypte devenait un fait. Mais marquer ce premier point ne suffisait pas au *Wafd* qui fomenta des troubles. Sir Lee Stack, commandant en chef du Soudan, fut assassiné à Khartoum le 19 novembre 1924. L'Angleterre dut se fâcher, saisir les douanes d'Alexandrie et chasser du Soudan par la force les troupes égyptiennes.

Lorsque les négociations seront reprises avec un gouvernement modéré, elles échoueront invariablement parce que ce gouvernement devra s'incliner devant les exigences irréductibles du *Wafd* soutenu par la majorité du pays. L'Angleterre crut arriver à un arrangement admissible et durable, par le

traité du 26 août 1936, préparé par Sir Miles Lampson et Nahas Pacha qui avait succédé à Zaghlul et qui était moins tenace que lui. C'était un traité d'assistance mutuelle en cas de guerre. Les craintes causées par les ambitions fascistes en avaient facilité l'élaboration. Les troupes britanniques allaient se replier sur la zone du Canal où elles stationneraient, « sans occuper » le territoire (on jouait sur les mots pour ménager une susceptibilité égyptienne exacerbée), et encore devaient-elles s'en aller le jour où les forces égyptiennes pourraient les relever. Peu de temps après, les puissances intéressées renoncèrent, à Montreux, au régime capitulaire. Enfin, l'Égypte fut admise à la Ligue des Nations. Cette suite d'avantages aurait dû apaiser le nationalisme égyptien pour un temps. Il n'en fut à peu près rien, car bientôt vint la deuxième guerre mondiale, qui fit jouer les clauses du traité ; or si l'Égypte se rangea dès 1939 aux côtés de l'Angleterre, elle fit tous ses efforts pour demeurer non-belligérante, même lorsque l'ennemi pénétra profondément dans son territoire en octobre 1940 et quand Alexandrie fut bombardée. Dès la fin de la guerre, le *Wafd*, s'associant les communistes dont le chômage consécutif à la disparition des commandes de guerre avait accru les effectifs, reprit ses attaques contre les Anglais. Les manifestations anti-britanniques se multiplièrent. Des négociations reprises au Caire et à Londres en 1946 entre Sidqi Pacha et Bevin semblaient pourtant devoir aboutir, mais le négociateur égyptien dut démissionner, le *Wafd* ayant livré un nouvel assaut sur la question du Soudan.

L'Égypte crut arriver plus rapidement au but en faisant appel au *Conseil de Sécurité*. Une fois de plus chacun des deux adversaires développa longuement son argumentation. Le Conseil s'ajourna sans avoir pris de résolution.

Au moment où se termine l'ouvrage, en 1951, l'Égypte encouragée par l'exemple de l'Iran dans la question des pétroles, devança une nouvelle tentative de conciliation que préparait le gouvernement de Londres en dénonçant unilatéralement le traité de 1936 et la Convention de 1899 sur le Soudan.

Un court épilogue conduit jusqu'en avril 1952 pour mentionner les incidents sanglants dans la zone du Canal, la destruction de biens britanniques et autres au Caire, et enfin la reprise, en mars 1952, de conversations entre l'ambassadeur d'Angleterre en Égypte et le premier ministre égyptien.

Le chapitre final est consacré à l'histoire des relations financières et commerciales entre la Grande-Bretagne et L'Égypte.

Les auteurs de l'ouvrage s'en tiennent aux faits dans leur ordre chronologique et s'abstiennent de développements polémiques mais leur exposé n'est cependant pas aride. Dans ce conflit qui n'est pas encore terminé aucune conciliation n'a paru possible entre les deux parties ; des deux adversaires c'est la plus irréductible, l'Égypte, qui a marqué les points.

G. RENONDEAU.

Maréchal ROMMEL, *La guerre sans haine*, Carnets présentés par Liddel-Hart. I : *Les années de victoire*, 337 pages ; II : *Les années de défaite*, 315 pages, Paris, Amiot Dumont, 1953, traduction par Jacques MORDAL, Collin DELAVAUD, Henri DAUSSY, René JOUAN.

Le livre très intéressant que le général Desmond Young a consacré au maréchal Rommel et qui a été analysé précédemment (1), avait beaucoup plus le caractère d'une biographie que d'une histoire des campagnes du

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 4, octobre 1951, p. 78 à 80.

maréchal. L'ouvrage que Liddel-Hart nous donne maintenant est, à l'inverse du précédent, un témoignage historique de première main duquel se dégagent, en outre, les caractères essentiels du chef et de l'homme.

Rommel écrivait beaucoup. Il prenait ou dictait des notes presque chaque jour, en reprenait la rédaction quand quelque répit le lui permettait ; il ajoutait des réflexions au récit des événements et en tirait des leçons ; il conservait ordres, documents, cartes de situation ; photographe passionné il accumulait clichés et films ; en un mot il préparait pour l'avenir des ouvrages militaires qui eussent été historiques et didactiques. Le succès remporté par celui qu'il avait écrit après la première guerre : *Infanterie greift an (L'infanterie attaque)* ne pouvait que l'inciter à reprendre la plume. Après sa mort, ses papiers furent, par précaution, dispersés en de multiples cachettes. Quelques-uns, qui étaient relatifs au débarquement allié en 1944 et qui furent écrits à l'époque où Rommel se rangea dans le camp des adversaires de Hitler, avaient été détruits par lui parce que trop compromettants. D'autres, découverts par des Américains, prirent le chemin des États-Unis. D'autres encore furent volés. Quand plus tard le fils du maréchal, Manfred Rommel, eut procédé au rassemblement des papiers de son père, l'ensemble présentait des lacunes.

Il est curieux de constater que deux Anglais s'inscrivent au premier rang de ceux qui ont écrit des ouvrages importants à la gloire du maréchal allemand. On connaît la biographie de Young. C'est le célèbre critique militaire Liddel-Hart qui a repris les notes de Rommel, les a classées, coordonnées, et reliées entre elles quand une discontinuité se présentait. Une heureuse disposition typographique ne permet au lecteur aucune confusion dans l'attribution des textes. En outre, certaines périodes sur lesquelles les documents Rommel étaient rares ou absents ont été traitées par le général Bayerlein, ancien chef d'état-major de l'*Afrika-Korps*, et par le fils du maréchal. Ce dernier a enfin ajouté un chapitre émouvant sur les circonstances dans lesquelles son père fut exécuté par ordre de Hitler. Ajoutons que l'un des traducteurs, Jacques Mordal, a fréquemment introduit des notes qui complètent ou rectifient certains points de détail.

Tant de soins, apportés par des hommes qualifiés, à la présentation de ces carnets, en augmentent encore la valeur.

L'ouvrage a été divisé en deux tomes : *Années de victoire, Années de défaite*. Dans le premier, deux parties : *La division fantôme*, puis : *Victoire en Afrique*. La division fantôme, c'est la 7e Division blindée, qui participa à la percée des chars allemands sur la Meuse et à leur poussée sur le Pas-de-Calais et qui, ensuite, traversant la Somme enveloppa les unités franco-britanniques de Saint-Valéry-en-Caux, passa la Seine et exécuta le raid sur Cherbourg. La victoire en Afrique, c'est la campagne qui se déroula de février 1941 avec l'arrivée des Allemands en Lybie après la défaite de Graziani jusqu'au milieu de l'été 1942, quand Rommel arriva tout près d'Alexandrie, mais à bout de souffle.

Le deuxième tome expose la défaite germano-italienne à El Alamein et la retraite jusqu'en Tunisie. Puis viennent : « La défection italienne », « Le débarquement en Normandie », « Les derniers jours », ces chapitres étant dus principalement à Bayerlein et à Manfred Rommel.

Tel est le cadre de l'ouvrage. Je n'insisterai pas sur le récit des opérations ; les historiens y prendront grand intérêt. En revanche je soulignerai la valeur des enseignements que Rommel a dégagés de ses expériences et qu'il a rédigés quand la méditation lui était permise.

Rommel n'est devenu officier de chars que tardivement. Il n'avait pas consacré sa carrière, comme Guderian, à l'étude de l'arme blindée, mais il s'était assimilé très rapidement, à l'école de ce dernier, une doctrine de leur

emploi qui convenait admirablement à son tempérament. A plusieurs reprises il rappelle les principes de la guerre-éclair telle qu'elle fut menée par les forces blindées allemandes au cours des premières campagnes, d'après « l'art de former un centre de gravité par la concentration de toutes les armes, d'effectuer une pénétration, d'élargir cette dernière et de foncer soudain vers l'intérieur avant que l'adversaire ait eu le temps de réagir » (t. I, p. 175). Le commandement ne doit pas être timoré, dit-il, en s'enfonçant chez l'ennemi ; « c'est une erreur commise habituellement de se contenter d'un objectif stratégique trop limité... C'est au cours de la poursuite, quand l'ennemi vaincu est encore démoralisé et désorganisé, qu'on recueille le plus de prisonniers et de butin » (I, 143). Aussi quand le commandement français décidait de se rétablir sur une position de repli, les blindés allemands y arrivaient avant les troupes françaises. La rapidité avec laquelle les chars poussent de l'avant, une fois la brèche ouverte, est un facteur essentiel : « une fois l'ennemi sévèrement malmené... la vitesse est tout (car) il ne faut jamais laisser à l'ennemi le temps de se réorganiser » (I, 260).

Rommel expose (I, 257 et suiv.) ses idées sur ce que doit être la composition de l'armée de l'avenir « où l'emploi des formations entièrement motorisées sera certainement prédominant »... « La manœuvre d'usure implique le maximum de mobilité... » « Les blindés sont l'âme de l'armée motorisée... Les autres unités sont à leur service. D'où il découle que la guerre d'usure engagée contre un ennemi blindé doit être menée, dans toute la mesure du possible, par des unités de destruction de chars. » Aussi, dit-il ailleurs, l'emploi d'une masse d'unités blindées doit être conjugué avec celui d'une forte aviation (I, 301). « Une condition essentielle pour gagner une bataille, c'est qu'il y ait au moins parité dans les airs (II, 87). » Quantité de bons canons anti-chars sont également nécessaires (II, 232). C'est surtout au cours des périodes où l'aviation allemande perdit la maîtrise de l'air, pendant la retraite de la frontière égyptienne jusqu'en Tunisie, ou encore après le débarquement allié en Normandie, que Rommel, souffrant à son tour de la pénurie d'avions, souligna cette nécessité. C'est la raison pour laquelle il s'opposa au plan préconisé par le maréchal von Rundstedt en cas de débarquement allié et qui consistait à faire intervenir contre l'assaillant une masse blindée et motorisée : Rommel prévoyait que la supériorité aérienne anglo-américaine annihilerait toute tentative de ce genre.

Toute sa doctrine, procédant directement de celle de Guderian et mûrie sur les champs de bataille de France, puis dans le désert, s'oppose à celle à laquelle nombre de grands chefs allemands étaient restés fidèles avant les opérations de la dernière guerre, à celle des Français et des Britanniques qui avaient conservé de la guerre 1914-18 un héritage auquel ils n'osaient pas toucher. Il faut se reporter aux pages (notamment II, 53, 90) dans lesquelles Rommel s'étend sur les procédés d'attaque des Britanniques qui ne leur réussirent, dit-il, que parce qu'ils mirent en jeu des quantités formidables de moyens, très supérieurs aux siens.

La critique de l'emploi que nous fîmes de nos formations blindées en 1940 ne fait pas l'objet d'un exposé didactique dans les carnets de Rommel, mais Liddel-Hart qui rappelle que Fuller et lui avaient préconisé en Angleterre l'utilisation des masses mécanisées s'en charge en termes sévères (I, 60). Nous ne pouvons, et les Anglais feront avec nous leur *mea culpa*, que reconnaître une fois de plus l'erreur commise par ceux qui codifièrent dans notre dernier *Règlement sur l'emploi des grandes unités* d'avant-guerre leurs conceptions relatives à l'utilisation des chars. Je n'insiste pas, sinon pour rappeler que même en France il s'était trouvé des esprits qui avaient préconisé un emploi différent de l'arme blindée et qu'en outre la doctrine de

Guderian fut signalée à Paris au moment même où l'on y terminait la rédaction de ce Règlement.

Rommel estimait assurément les connaissances militaires d'un chef mais il prisait davantage son caractère. « Il est fréquemment arrivé dans le passé qu'un général aux très hautes capacités ait été défait par un adversaire moins intelligent mais plus énergique (I, 146). » « Le stratège de l'avenir... devra posséder, outre une brillante intelligence, un caractère fortement trempé (II, 311)... » « L'énergie d'un chef a souvent plus d'importance que ses dons intellectuels (I, 171). »

La guerre de mouvement avait trouvé en Rommel un merveilleux chef, car il avait le coup d'œil rapide, la décision prompte, la vigueur physique et l'énergie morale grâce auxquelles il était partout à la fois, de jour et de nuit, stimulant les apathiques, exigeant pour tous, mais payant d'exemple. Sa méthode de commandement lui valut des reproches. Toujours en route, rarement à son quartier général en période d'opérations, il allait d'unité en unité, car « il faut aller sur place et se rendre compte soi-même » (I, 174) parce que « les rapports des tiers ne suffisent pas pour fournir à un chef les éléments qui lui permettront de prendre une décision »... « J'estime, dit-il ailleurs..., que les obligations du commandant en chef ne sont pas limitées au travail qu'il accomplit dans son état-major... Il doit... se montrer fréquemment sur le front pour s'assurer personnellement... de l'exécution de ses ordres » (I, 291). Mais l'éloignement du chef mettait souvent l'état-major dans de terribles embarras, surtout lorsque Rommel emmenait avec lui son chef d'état-major. Il en résulta parfois des frictions avec ses chefs de bureau, tel le major Heidkämper, chef du 3e bureau (I, 132). Parfois il perdait « tout contact avec la plupart des unités » (I, 165) et plusieurs fois il faillit tomber aux mains de l'ennemi. Il préconisait « les décisions les plus audacieuses » (I, 360) parce qu'elles « assurent les plus belles promesses de victoire ». Mais il avait soin de distinguer « l'opération audacieuse » qui laisse en cas d'échec la possibilité de se rétablir, du coup de dé qui ne permet pas de revenir en arrière.

Tant de pages des carnets de Rommel seraient à citer, que quelques extraits tirés d'un ouvrage que l'auteur n'a pas eu le temps de composer ne peuvent en donner qu'une idée imparfaite. Il faudrait insister sur l'adaptation merveilleuse du tempérament et des capacités de Rommel à la guerre dans le désert et montrer qu'il était peut-être sans égal dans ce domaine, mais qu'il ne donna pas, ou ne put donner, dans le commandement de masses plus importantes qu'il exerça ensuite, des preuves aussi éclatantes de ses qualités militaires.

On pourrait encore montrer comment Rommel, qui n'était pas national-socialiste, mais qui avait, comme tant d'autres officiers allemands, su gré au Führer des premières années consécutives à la prise du pouvoir de ce dernier d'avoir reconstitué la force militaire allemande, en arriva à faire partie du complot contre Hitler. Mais les livres du général Speidel et du général Desmond Young ont suffisamment éclairé cette question. Appelons toutefois l'attention sur le passage II, 206, dans lequel Manfred Rommel, rapportant deux confidences de son père à sa mère, pense que dès 1943 Hitler se rendait compte que la guerre était perdue et qu'il aurait alors prononcé ces paroles inouïes : « Si le peuple allemand est incapable de vaincre, alors qu'il crève ! »

Il y aurait encore une foule d'observations à tirer de cet ouvrage. Contentons-nous ici d'en signaler le grand intérêt et sachons gré à Liddel-Hart et à Manfred Rommel de nous avoir permis de connaître les *Carnets* du maréchal Rommel.

G. Renondeau.

Général G. Pesenti, *Fronte Kenya*, Borgo San Dalmazzo, 1952, 194 pages.

Ce volume est une étude objective destinée à définir le drame de l'écroulement de l'Empire d'Afrique orientale italienne. L'auteur suit les faits depuis sa prise de commandement en avril 1940, jusqu'à l'occupation de Gondar par les forces britanniques qui, le 27 novembre 1941, marqua la fin de la domination de Rome en Éthiopie.

Le général Pesenti, inopinément rappelé en Italie au cours d'un voyage d'information en Afrique pour être mis à la disposition du duc d'Aoste, vice-roi d'Abyssinie, fut tout d'abord frappé par le manque d'unité de vues qui régnait dans les hautes sphères militaires de la capitale. Le ministre de la Guerre, chaud partisan de l'Axe, croyait que la guerre serait terminée dans un délai de trois mois ; au contraire, le chef d'état-major, Badoglio, confident de la pensée intime du roi, souhaitait que la non-belligérance se prolongeât (p. 9).

Sur place, le général Pesenti reçut le secteur de la Djiuba en qualité de gouverneur et de commandant militaire du territoire des Somalis. Il ne trouva rassemblés que de faibles moyens matériels pour doter les 40.000 soldats placés sous ses ordres : peu d'armes anti-chars, de maigres dépôts de carburants, des moyens automobiles insignifiants. L'armement de la troupe était archaïque : fusils datant de 1885 et même de 1870, mitraillettes *Schwarzkon* capturés sur le front autrichien en 1915-18, 6 batteries de *D. C. A.* et 30 avions de chasse du type *Caproni*, dignes de « figurer dans un Musée » (p. 65). Quant aux cadres européens devant commander les 30.000 guerriers indigènes, ils ignoraient totalement la psychologie de la troupe. Au cours des hostilités, ce corps d'armée ne reçut qu'un seul appoint matériel : une cargaison de riz, de pétrole et de caoutchouc que débarqua un cargo japonais à Chismajo en décembre 1940 (p. 65). Ça et là, l'auteur brosse un tableau assez sombre des rapports entre conquérants italiens et indigènes impatients de secouer le joug de maîtres maladroits (pp. 72 et suiv.). La politique coloniale fasciste aurait méprisé les hiérarchies locales et le vice-roi Graziani, à la suite d'un attentat manqué contre sa personne le 17 novembre 1939, se serait déshonoré en faisant assassiner traitreusement les deux fils du Ras Kassa, attirés dans un guet-apens (pp. 72-75), d'où une révolte latente dont la répression coûta à l'Italie un demi-milliard de lires et de lourdes pertes en vies humaines. Lorsque Mussolini s'engagea dans la guerre, les provinces de la Choa et du Harar étaient en état de rébellion larvée. Le général anglais Sir Orde de Wingate organisa sa propagande sur un terrain extrêmement favorable ; il n'eut qu'à exploiter les haines accumulées par le personnel maladroit. Les *Ascaris*, enrégimentés par les Italiens désertèrent pour rejoindre les « Patriotes » et alimenter les guerillas qui surprirent et détruisirent les petits postes du Harar. Le retour du Négus Hailé Selassié, en janvier 1941, galvanisa la résistance ; guerriers et populations de la Choa le saluèrent comme un libérateur. Le duc d'Aoste dut se retirer sur Amba Alaghi où il tomba aux mains des Britanniques avec les débris des contingents européens.

Le général Pesenti expose avec objectivité les péripéties de la chute du secteur du Kénya dont il avait le commandement. Il nous apprend qu'après le succès des *Afrikanders* à El Vak, il prit l'initiative d'écrire au duc d'Aoste pour lui conseiller de demander aux Anglais un armistice pouvant être le prélude d'une paix séparée (décembre 1940). Le vice-roi ne put approuver cette suggestion ; un mois plus tard les Britanniques passèrent à l'attaque ; successivement, ils enfoncèrent le dispositif de résistance de leurs adversaires sur la Basse Djiuba (11 février 1941), capturèrent la garnison de Djhinbo et occupèrent facilement Chismajo et Mogadiscio (17-25 fév. 1941).

Les pertes italiennes se soldaient par la destruction de toute leur armée (20.000 prisonniers, 20.000 tués, blessés et disparus).

L'auteur attribue le succès de ses adversaires à la logique de leur plan de libération de la mer Rouge et à leur triple supériorité stratégique, tactique et morale. Par contre, il est dur pour les conceptions fantaisistes de Mussolini et du maréchal Cavallero qui, pour s'assurer des gages territoriaux, dispersèrent les forces militaires de l'Italie dans les Balkans, en Afrique du Nord, en Afrique orientale et en Ukraine et s'imaginèrent que la conquête des possessions anglaises de la mer Rouge serait une simple réédition de la *Marche sur Rome* du 28 octobre 1922. Le général Pesenti, d'accord avec Caviglia, rejette avec indignation l'accusation de trahison lancée par les dirigeants fascistes contre les combattants d'Afrique sacrifiés à la politique de prestige du dictateur et de son allié. On lit avec intérêt les pages alertes consacrées aux inexplicables contradictions de la politique extérieure italienne qui, dès le lendemain du traité de Versailles, épousa la cause des Allemands, brisa la solidarité des vainqueurs de 1918 et s'engagea sur une voie tragique dont les tristes étapes furent l'Axe, le Pacte d'Acier, l'entrée en guerre du 10 juin 1940 et le *dies nefastus* du 8 septembre 1943, conclusion fatale d'une diplomatie illogique.

C. Vidal.

Silla Cavaliere, *La politica egiziana dal 1936 al 1951* (extrait de la *Rivista di Sudi di politica internazionale*, avril-mai 1953).

Cette belle étude résume la synthèse de nos connaissances sur la vie politique égyptienne depuis la signature du traité du 26 avril 1936 qui reconnaissait en fait l'indépendance du royaume moyennant une alliance assurant la sécurité du canal de Suez, avec des communications de l'Empire britannique.

Le travail de M. Silla Cavaliere articule en trois périodes le contingent de faits qu'il présente au lecteur : guerre mondiale, négociations anglo-égyptiennes amorcées au lendemain de la capitulation du III[e] Reich, ère de troubles consécutifs à la rupture des pourparlers entre Londres et Le Caire.

La première partie prend son point de départ à l'entrée en guerre de l'Italie fasciste dont le premier résultat fut de créer des divergences entre le roi Farouk, ses ministres et le cabinet britannique au sujet de l'interprétation de l'article VII du traité de 1936 par lequel l'Égypte s'était engagée à fournir à la Grande-Bretagne « tout ce qui serait nécessaire » à la conduite de la guerre. L'auteur nous guide sur un terrain à peu près vierge en nous expliquant la cause de la chute des ministères présidés par Ali-Maher et Hussein (notons au passage que ce dernier eut la velléité de reconnaître Pétain) et en analysant les effets de la menace germano-italienne sur les populations du delta. Nous suivons de près les réactions de l'ambassadeur d'Angleterre, sir Miles Lampson, poussant au pouvoir Nahas Pacha, auteur du traité de 1936, leader de la faction anglophile du *Wafd*. Malgré la présence de l'*Afrika Körp* aux portes d'Alexandrie, en dépit de la victoire anglaise d'El Alamein, Nahas Pacha ne prit pas nettement position en faveur de ses Alliés de Londres, étant paralysé par les manœuvres de son ami politique, Ahmed Maher, qui avait su grouper un *Wafd* dissident hostile à la Grande-Bretagne. Il se borna à reconnaître *de jure* le Gouvernement de Staline après la capitulation de Stalingrad. Bien qu'il ne s'engageât pas directement dans le conflit, le Gouvernement égyptien songea à consolider sa position internationale en se tournant vers les États-Unis. L'occasion lui en fut offerte par la mission d'enquête qui amena au Caire, à la fin de 1943, quelques sénateurs américains. Nahas Pacha plaida aux politiciens d'outre-Atlantique une

triple cause : la révision des accords souscrits en 1936, l'annexion de quelques oasis de Cyrénaïque et le retour du Soudan au royaume d'Égypte ; en compensation, il promettait que son pays prendrait la direction d'une véritable *S. D. N.* arabe favorable aux intérêts de Washington dans le Moyen et le Proche-Orient. Après Yalta, la position des dirigeants du Caire prit un peu plus de consistance ; ils déclarèrent officiellement la guerre à Hitler et envoyèrent des délégués à la Conférence de San Francisco.

Là, commence une seconde période dans laquelle M. Silla Cavaliere s'efforce de définir le drame complexe de la politique égyptienne après l'effondrement des nazis. Tour à tour, il nous expose le dessous des crises qui eurent pour effet un éphémère triomphe des adeptes d'Ahmed Maher, l'assassinat de ce dernier et la fusion des deux tendances du Wafd, tout en analysant les causes du réveil d'un nationalisme exacerbé et d'une anglophobie virulente, sentiments cristallisés autour de deux fins immédiates : le retrait des troupes étrangères et la révision du traité de 1936. Tout d'abord, le Cabinet de Londres ne refusa pas de discuter (28 janvier 1946) et, le 9 mai 1946, les délégués des deux nations se rencontrèrent dans la capitale égyptienne. Le *Wafd* obtint un succès initial puisque l'Angleterre consentit à évacuer la citadelle du Caire où ses troupes tenaient garnison depuis soixante-quatre ans. Mais, lorsque l'on aborda l'abandon du canal et des aérodromes adjacents, les délégués britanniques se récusèrent et, quant à l'abandon du Soudan, ils refusèrent formellement de le mettre à l'ordre du jour des négociations. Le gouverneur général du Haut Nil, sir Hudtleston, alerté par le *Foreign Office* prévint les visées égyptiennes en réveillant dans les populations soudanaises des tendances autonomistes hostiles à la domination du Caire. Les nationalistes du delta ripostèrent à la propagande anglaise en faisant proclamer par le ministère Nokrashi l'union indissoluble du Soudan et de l'Égypte (31 décembre 1946) ; les thèses de Londres et du *Wafd* s'avéraient inconciliables d'où la rupture des négociations.

A Khartoum, les autorités britanniques prirent la direction morale d'un mouvement indigène ayant pour devise : « Le Soudan aux Soudanais. » Le Conseil de Sécurité de l'*O. N. U.*, saisi du différend anglo-égyptien, se borna à renvoyer *sine die* les requêtes égyptiennes.

La fin du travail que nous analysons, retrace les péripéties d'une véritable guerre froide sur la terre des Pharaons : violentes polémiques de presse, boycottage intermittent des marchandises anglaises, incidents locaux parfois tragiques, activité redoublée des agents britanniques pour opposer le Soudan à l'Égypte (réunion d'un « Conseil soudanais » à Khartoum en mars 1948, élections politiques dans la Haute Vallée du Nil), revendications des ministres de Farouk sur l'Érythrée, etc. En même temps les U. S. A. et l'U. R. S. S. sollicitèrent l'Égypte de se prononcer en leur faveur. Les premiers s'intéressèrent naturellement à la zone du canal, tandis que Moscou proposa d'échanger du matériel de guerre contre du coton ! Les sanglants incidents du Caire (26 tués, 552 blessés, 217 édifices incendiés), un véritable kaléidoscope de crises ministérielles et le coup d'État de Neguib furent les soubresauts les plus marquants d'une tension politique devenue permanente. En fin de compte, M. Silla Cavaliere nous démontre que les U. S. A. auraient été les grands bénéficiaires de cette guerre larvée entre Londres et Le Caire car, désormais, la Ligue arabe admet le protectorat financier de Washington, les experts américains mettent au point un plan d'équipement industriel de l'Égypte et, conclut l'auteur, à la fin de cette étude claire, impartiale et si solidement étoffée, si « l'Angleterre a éliminé la France de la vallée du Nil, les U. S. A. en ont éliminé l'Angleterre ».

C. VIDAL.

Gabriel PUAUX, *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban (1939-1940)*, Paris, Hachette, 1952, 14 x 22,5, 256 pages. Prix : 600 fr.

Haut-commissaire en Syrie et au Liban à la veille de la guerre, M. Puaux expose d'abord la manière dont il concevait l'administration des territoires à mandat : il considère que les populations sans unité ni d'origine ni de religion du Moyen-Orient ne peuvent se gouverner seules. Il était hostile au traité franco-syrien, préparé par M. Pierre Vienot en 1936 (et, d'ailleurs, non voté par les Chambres) et il supprima même toutes les libertés politiques accordées jusque-là par la France, établissant un pouvoir dictatorial. La guerre, puis l'armistice, empêchèrent la révolte immédiate. Mais, la guerre finie, ce fut la rupture. M. Puaux se plaît à en rejeter les responsabilités sur les intrigues anglaises et semble croire que son « coup d'État » a été bien accueilli... Son attitude en juin 1940 n'a pas contribué non plus au prestige de la France. Le général Mittelhauser et le haut-commissaire ont hésité, essayé de voir ce que faisaient les autres résidents français de nos territoires méditerranéens (Peyrouton à Tunis, Noguès au Maroc) ; ils n'ont pas suivi le colonel de Larminat qui voulait se rallier à la France libre. M. Puaux a cédé au vieux préjugé antibritannique qui fait voir partout la main de la perfide Albion et l'ombre démoniaque du colonel Lawrence. Il a pensé aux dangers possibles, mais lointains ; il n'a pas vu les dangers réels et immédiats. Il était normal que la Grande-Bretagne s'inquiétât de savoir les États du Levant gouvernés par Vichy, donc livrés aux Allemands, qui ne manqueraient pas d'y établir des bases militaires, à proximité de l'Égypte, du canal de Suez, de l'Irak, des Balkans... Si M. Puaux s'était rangé aux côtés du général de Gaulle, l'Angleterre n'aurait pas eu de raison de s'inquiéter — et, par suite, ses intrigues auraient été sans excuses. M. Puaux affirme que l'armée de Syrie était favorable à Vichy. Il a pratiqué, dit-il, la méthode des « tests » et interrogé *deux* officiers : le commandant Collet et le prince Murat. On peut se demander si *deux* témoignages étaient suffisants et aussi si l'avis du prince Murat représentait bien la moyenne de l'opinion française. La décision de M. Puaux eut les conséquences — inévitables — que l'on sait : violation des territoires par les Allemands, réaction de la *R. A. F.*, proclamation de l'indépendance de la Syrie par le général Catroux et, la guerre finie, rupture totale avec la France. L'attitude de M. Puaux fut, cependant, trouvée trop tiède par Vichy et il fut remplacé par Chiappe (novembre 1940). L'ex-haut-commissaire se fixa à Tunis où, en 1943, il retrouva le général Catroux, héros du ralliement à la France libre des territoires à mandat. Il lui déclara, nous conte-t-il, que leur but était le même, qu'ils ne différaient que « sur le choix des moyens et l'opportunité du moment ». Il ne rapporte pas la réponse du général Catroux. Sans doute celui-ci lui fit-il remarquer que c'était là, justement, l'essentiel... Sans rancune, le général de Gaulle n'en nomma pas moins M. Puaux résident général au Maroc.

Marie GRANET.

ITALIE

Mario Toscano, *Una mancata intesa italo-sovietica del 1940-1941. Biblioteca della « Rivista di studi politici internazionali »*, Firenze, Sansoni, 1953, in-8°, 144 pages. Prix : 800 l.

Le livre de M. Toscano a pour objet d'éclairer un épisode des relations russo-italiennes qu'on connaissait en gros par les témoignages de Gafenco, Ciano et Dino Alfieri, et c'est au moyen des archives historiques du Palais Chigi qu'y arrive le distingué professeur de l'Université de Cagliari. La conversation diplomatique entreprise se rattache, bien entendu, au rapprochement germano-russe réalisé par le traité du 23 août 1939, qui a été étudié au préalable par le même historien : *L'Italia degli accordi tedesci-sovietici dell'agosto* (1939, 1952) et c'est lors du voyage de Ciano, à Berlin, le 1er août 1939, que le problème fut posé par Ribbentrop. Une dépêche de Rosso, ambassadeur italien à Moscou, adressée sous la forme personnelle à Anfuso, secrétaire de Ciano, analyse intelligemment les données du problème. Il n'était pas commode à résoudre, ni même à poser, étant donné les réactions de l'opinion italienne à l'égard de l'offensive des Soviets contre la Finlande ; devant les violences de la presse fasciste, la Russie suspendit ses fournitures de pétrole à l'Italie.

Le chargé d'Affaires bolchevik, Helfand essaya bien de mettre les choses au point dans une conversation qui date du 18 décembre 1939, mais la fin de l'année ne marqua pas la moindre amélioration dans les rapports des deux pays. Le 28 décembre, Ciano avait même pris la décision de rappeler Rosso de Moscou. Moscou toutefois tentait de mettre un peu d'eau dans son vin.

Surtout Hitler décida de prendre lui-même une attitude conciliatrice, et Ribbentrop, au cours de son voyage à Rome, les 10-11 mars 1940, fut chargé de dire les choses utiles, confirmées à l'entrevue du Brenner, du 18 mars suivant, entre Hitler et Mussolini. Au reste, M. Toscano montre fortement comment, du jour où l'Italie fut entrée en guerre, sa politique fut en quelque sorte improvisée par les Allemands, qui ne croyaient pas possible de régler les problèmes danubiens sans une coopération italo-germano-soviétique.

Les textes publiés et commentés par M. Toscano illustrent tous les instants et tous les aspects d'une négociation délicate où au fond, aucun des deux interlocuteurs n'avait une propension bien nette à prendre une décision positive. Les vues de l'Italie sur les problèmes balkaniques ne pouvaient pas s'accorder exactement avec celles de l'U. R. S. S. D'autre part, dans les rapports germano-italiens sur la question des relations de l'Italie avec les Soviets, on sent de la part de Ribbentrop une tendance à considérer la diplomatie italienne comme la suivante, ou pour le moins la dépendante de celle du Reich. Finalement, et, en raison de toutes ces difficultés internes et externes, tout cassa, et M. Toscano peut bien s'être appliqué à établir une chronologie, la 5e phase qu'il a déterminée dans cette histoire heurtée, et qui part de la reprise des conversations italo-russes et va jusqu'au 21 février 1941, enregistre à ce moment l'échec complet, la faillite totale. Celle-ci, du moins, souligne la lourdeur des procédés allemands, la subtilité des thèses russes, la discontinuité de la diplomatie fasciste, où Ciano et Mussolini marquent des hésitations personnelles. Quand l'Allemagne ayant rompu avec Moscou, la guerre éclate entre les deux pays, l'Italie se range aux côtés de la première, et le fascisme a fait preuve alors d'un esprit de décision qui lui a fait défaut au cours de la longue négociation décrite.

G. Bourgin.

Ernesto Settimelli, *Edda contro Benito*, Rome, Corso, 1952, in-18, 150 p., reproductions.

Un pamphlet, violent, dont la lecture laisse une impression pénible. Edda contre Benito ? La fille contre le père, c'est-à-dire Edda Ciano contre Benito Mussolini. Edda a récolté deux ans de « confino » à l'île Lipari comme collaboratrice de son père, et c'est le mémoire qu'elle a écrit pour se justifier que décortique le journaliste Settimelli, ancien directeur de l'*Impero*, quatre fois expulsé du parti fasciste. Mais où est ce mémoire — dont de nombreuses pages sont ici reproduites en héliogravure — qui le détient, pourquoi n'est-il pas intégralement publié ? Edda Ciano s'y défend d'avoir fait de la politique, d'avoir connu des personnes influentes, d'avoir joué un rôle. Ce semble peu vraisemblable, mais l'auteur n'a pas de peine à rappeler des voyages en Angleterre, avant la guerre d'Éthiopie, et en Allemagne, et ainsi à démontrer qu'elle n'a pas été seulement une mondaine adulée. Des propos d'Edda, de ses propres souvenirs, M. Settimelli tire les éléments d'une analyse caractérologique du Duce. Celui-ci a été un mélange de futilité, d'orgueil, d'inconscience et d'une sorte de génie. Il a été drogué, de quels produits — on ne le dit pas — de là ses sautes d'humeur, et ses aspects physiques variables — tantôt maigre, tantôt obèse. Il a trouvé en Clara Petacci une distraction et une consolation (1) tout en restant très attaché à sa femme Rachel. Des divers aspects du fascisme, de Marinetti à Starace, quelques traits sont peut-être à retenir, mais si minces, si unilatéraux !

Ce livre, à tous égards désobligeant, ne peut être considéré que comme un témoignage suspect. Et les espèces de conseils donnés dans les dernières pages aux dissidents du fascisme périmé et aux membres du *M. S. I.* ont peu de signification.

G. Bourgin.

The Italian Campaign (12 déc. 1944-2 mai 1945), Report to the Combined chieff of staff, par le commandant en chef en Méditerranée, Field Marshall Alexander of Tunis, London H. M. S. O., 1951, in-8°, 66 pages.

Eric Linklater, *The campaign in Italy*, London, H. M. S. O., 1951, in-8°, 480 pages, cartes et photos.

Nous avons réuni pour les présenter ensemble deux livres d'aspect fort différent, édités tous deux par les services de Sa Majesté britannique.

Le premier est le rapport établi par le commandant anglais qui fut chargé de coordonner et de diriger les opérations sur le front italien depuis le débarquement à la pointe méridionale de la botte. Mais cet ouvrage est consacré seulement à la fin de la campagne. Il ne présente de ce fait qu'un intérêt relatif.

Arrivées devant les lignes de l'Arno, les forces alliées ont été appauvries par le départ des unités envoyées débarquer dans le sud de la France. Il fallut regrouper les forces restées sur place, attendre que l'ennemi se soit aussi amenuisé. Aussi la progression est lente. Du 25 août 44 au 6 juillet 45, si les Alliés franchissent la *ligne « Gothic »*, leur progression n'atteint qu'une centaine de kilomètres. C'est un nouvel arrêt au pied des Apennins, avant de se lancer dans la plaine du Pô.

C'est seulement le 9 avril que l'avance reprend, mais comme, à cette date les Allemands n'ont plus les moyens d'opposer une résistance sérieuse, le front croule. Vingt jours plus tard, Gênes, Milan, Vérone, Venise sont

(1) Les papiers Petacci, retenus par l'État italien, sont réclamés par la famille de Clara tuée en même temps que le dictateur par les partisans italiens. La cour de Rome a mis le 6 mai 1953 le jugement en délibéré.

dégagés. Quelques jours plus tard tout le territoire italien est libéré.

Le deuxième ouvrage est destiné au grand public ; garni de nombreuses cartes et photographies, il ne vise aucunement à un enseignement stratégique ou tactique, mais simplement à rappeler aux lecteurs de langue anglaise les prouesses de tous ceux qui ont combattu depuis le débarquement de Sicile jusqu'à la Libération de toute l'Italie. Basé sur les documents officiels, il veut être un récit assez bref que tout lecteur peut suivre facilement.

Le présenter c'est refaire toute l'histoire de cette campagne ; la première opération alliée où sont engagés des parachutistes et des aéroportés, les difficultés de la bataille de Salerne, les durs combats au nord de Naples, l'attaque de la *ligne* « *Gustav* » et du mont Cassin, le débarquement d'Anzio, la marche et la prise de Rome. Le mélange de peuples est aussi symptomatique. Ce sont les Américains qui sont les plus nombreux, puis les populations de l'Empire britannique, Français — métropolitains et coloniaux —, Polonais, Italiens, etc., tous concourent à la victoire. La tâche est lourde, les conditions du terrain souvent effroyables avec les chemins escarpés, en pleine vue des positions ennemies. Une grande partie de la campagne se déroule en plein hiver sous un climat hostile, sous la neige. Et cependant la stratégie alliée l'emporte. Certes il a fallu du temps pour parcourir les 1.500 km. qui séparent les plages de Gela et de Pacchino de Turin ou de Coni, on peut se rappeler les affiches de la propagande allemande sur « l'escargot en marche sur Rome » mais l'escargot est arrivé à son but, malgré les défenses hitlériennes, malgré le courage des soldats de Hitler.

De nombreuses pages sont consacrées au corps expéditionnaire français dont la valeur compense l'effectif réduit de 4 à 5 divisions. Souvent ses succès locaux permirent une avance de corps alliés voisins.

Signalons pour terminer que cet ouvrage fait partie d'une série de 8 volumes donnant une histoire complète de la guerre pour le *general reader*, publiée par les soins du gouvernement anglais.

R. VILLATE.

G. SALVEMINI, *Mussolini diplomatico*, Bari, Édit. Laterza, 1952, 534 pages.

Contrairement à l'auteur du *Strano gioco di Mussolini*, M. Gaetano Salvemini, historien éminent, ne déroge pas aux lois sévères de la critique objective et précise pour définir le drame de la politique extérieure du Duce durant la première décade de la dictature fasciste. L'ex-professeur de l'Université de Florence nous présente un livre savant, impartial, ne faisant aucune concession à l'histoire romancée, pas même aux passions politiques de son auteur. Il s'appuie sur une abondante bibliographie : 147 références dont quelques-unes inédites ou de premier ordre pour situer un homme et un peuple et les intégrer dans la vie internationale. M. Salvemini, poursuivant surtout les péripéties des rapports italo-anglais, précise 4 phases de la politique mussolinienne vis-à-vis de la Grande-Bretagne :

a) De 1924 à 1935, les ministres de George V sont d'accord avec le Duce ;
b) De 1935 à 1936, l'amitié Londres-Rome est compromise ;
c) De 1936 à 1940, un rapprochement s'esquisse ;
d) En 1940, c'est la rupture définitive, voulue et consommée par Mussolini.

Brossant, dans tout son complexe, la politique extérieure de l'Italie de 1922 à 1932, l'auteur analyse avec pénétration la Conférence de Lausanne du 16 novembre 1922, qui permit au chef des chemises noires de faire son entrée sur la scène diplomatique. M. Salvemini s'avoue incapable d'apporter une réponse précise à cette question : Pourquoi Mussolini appuya-t-il Poincaré au moment de l'occupation de la Ruhr ? La suite de l'étude est riche de renseignements utiles sur l'affaire de Corfou (août 1923), sur le

problème de Tanger et sur le double jeu de l'Italie entre Rome et Berlin, jeu plutôt germanophile que francophile après que le succès du cartel des gauches eût rendu impossible toute collaboration entre Rome et Paris. L'auteur souligne judicieusement que les Travaillistes profitèrent de ce fossé idéologique pour se rapprocher du fascisme et il nous apprend qu'à l'heure où l'affaire Matteotti isola Mussolini tant en Italie qu'en Europe, seule l'U. R. S. S. ménagea ouvertement le dictateur chancelant (p. 93). Rapidement, Baldwin et Austen Chamberlin renouèrent avec la tradition travailliste et entretinrent avec Rome des relations cordiales ; l'entrevue de Rapallo (nov. 1925) scella peut-être l'amitié anglo-italienne aux dépens de l'Éthiopie. Les pages les mieux venues résument la synthèse de ce qui fut la politique italienne très timorée de Briand (p. 145), dominée par bien des pommes de discorde : problèmes tunisiens, question des réfugiés, heurts idéologiques, provocations orchestrées par les dirigeants du Palais Venezia, etc. L'auteur fait revivre l'étrange affaire Ricciotti Garibaldi qui, en octobre 1926, faillit amener une rupture entre les deux Nations. Non moins remarquable est l'étude précise et critique du mystérieux attentat de Bologne (nov. 1926), point de départ d'une verbeuse rhétorique belliciste et gallophobe. A la fin de l'année 1932, Mussolini semblait déjà être fatalement entraîné vers l'alliance allemande, son but consistant désormais à réclamer la révision des traités, à renforcer le Reich, à affaiblir la France et à entretenir une psychose nationaliste qui devait conduire l'Italie aux désastres de 1940-43.

Un appendice solidement charpenté fournit des points de départ pour une étude de l'hypothèse des subventions françaises qui, en 1914, auraient déterminé la campagne du futur Duce en faveur de l'intervention aux côtés des Alliés, pour les fluctuations de la politique fasciste à l'égard des minorités slaves et allemandes, et souligne la portée du drame ténébreux de Bologne, Salvemini exposant objectivement toutes les hypothèses plausibles : attentat simulé, prétexte commode pour instaurer la peine de mort en matière politique ou bien tentative imputable à des groupements anarchistes ou à des dissidents du parti des *Chemises noires* tels qu'Arpinati ou Farinacci.

En conclusion, cet important volume, fondé sur des informations étendues, facilement contrôlables, fait honneur à l'historiographie italienne.

C. VIDAL.

C. DELZELL, *Il fuorusciltismo italiano dal 1922 al 1943* (*Il movimento di liberazione in Italia*, mars 1953).

Cet article bien documenté expose avec habileté les vicissitudes de l'émigration politique italienne depuis l'avènement du fascisme jusqu'à la chute de Mussolini. M. Delzell prend son point de départ au lendemain de la marche sur Rome et distingue quatre phases dans les vagues d'exils plus ou moins volontaires consécutives à la dictature du Duce.

De 1922 à 1924, peu d'ennemis du nouveau régime quittèrent la péninsule à l'exception d'anarchistes ou de militants révolutionnaires romagnols décidés à reprendre la lutte au delà des frontières. On les qualifia de *Fuorusciti*.

De 1924 à 1926, l'assassinat de Matteotti et le triomphe des éléments les plus violents de l'entourage de Mussolini amenèrent une réelle vague de départs parmi lesquels ceux du comte Sforza et de Nitti. Les émigrés lancèrent à l'étranger des journaux politiques (4 à Paris, 1 à Genève, 1 à New York et 1 à San Francisco) de nuances socialiste, communiste ou anarchiste. Librement, beaucoup d'anti-fascistes quittèrent alors leur pays. L'auteur cite les noms de G. Amendola, de Gobetti, de Salvemini, d'A. Tarchiani, futur ambassadeur de la République italienne à Washington,

de Togliatti, qui se fixa à Moscou, et de don Sturzo dont le départ signifia la fin du *Parti Populaire*. Les émigrés agirent à l'étranger par une propagande antifasciste proportionnée à leurs maigres ressources financières. Les deux frères Riciotti et Peppino Garibaldi fondèrent même les « légions de combat » destinées on ne sait trop à quelles fins puisque leurs organisateurs acceptèrent les subventions de la police secrète mussolinienne. La rupture du Duce avec la franc-maçonnerie, qui avait pourtant favorisé la montée du fascisme en 1922-23, amena les loges étrangères à accueillir avec bienveillance les réfugiés politiques, surtout après le déclenchement à Florence, en 1925, d'une violente campagne anti-maçonnique mise hors la loi du grand maître Dornizio Torrigiani. Son successeur dans cette charge, de Labrida, ne devait se réconcilier avec le fascisme qu'après le succès de la campagne d'Abyssinie).

Les lois d'exception, votées par le Sénat le 20 novembre 1926, mirent fin à toute opposition légale à la dictature et aux exils volontaires. En dépit d'un strict contrôle des passeports aux frontières, les ennemis déclarés du régime s'enfuirent clandestinement de préférence vers la France. Turati, Trèves, Sarragat, Nenni, Modigliani échappèrent aux persécutions policières et fondèrent à Paris, en avril 1927, la *Concentrazione Antifascista* que Campolonghi affilia à la *Ligue des Droits de l'homme*, mais que boudèrent les communistes. La discorde régna vite dans ces foyers d'émigration rassemblant des personnalités venues de tous les secteurs de l'horizon politique et des jalousies opposèrent monarchistes, républicains, socialistes et intellectuels (parmi ces derniers M. Ascoli, Lionello Venturi, G. A. Borgèse, Arturo Toscanini), plus ou moins mêlés à des agents provocateurs et à des espions. La disparition, à vingt jours d'intervalle, des leaders socialistes Turati et Treves en 1933 désempara leurs adeptes d'autant plus que Nenni ne se faisait pas faute de bousculer hardiment les doctrines traditionnelles du parti. Le 5 mai 1934, la *Concentrazione antifascista* se disloqua. Quant aux communistes, jusqu'à cette date ils s'étaient violemment opposés aux « socialo-fascistes », mais la tactique des fronts populaires les fit sortir de leur tour d'ivoire.

A cette occasion, M. Delzell présente un tableau complet de l'histoire du communisme italien, mine féconde de renseignements sur les origines du P. C. italien. Si l'on en croit l'auteur, dès la fondation du nouveau parti, ses dirigeants se seraient montrés frondeurs à l'égard de l'observation des 21 points dictés par le Kremlin. Gramsci, Bordiga, Bombacci rivalisèrent d'indiscipline en terre étrangère. Gramsci triompha au Congrès tenu à Lyon en janvier 1926. Bordiga, expulsé du parti, fonda une petite secte d'obédience trotzkiste et Bombacci se rallia au Duce dont il partagea la fin tragique à Dongo en avril 1945. Gramsci mourut dans une geôle italienne le 24 avril 1937 à la veille d'une mesure de grâce. Togliatti, qui l'avait remplacé durant son emprisonnement, devait désormais demeurer le chef incontesté du P. C. italien, en dépit de ses divergences de vues avec Dimitrov à qui il reprocha d'ignorer la psychologie italienne et d'imposer des slogans sans effet sur l'opinion d'une race latine. Les blâmes et les exhortations du *Komintern* entraînèrent de nombreuses défections dans les files communistes (A. Tasca-A. Rossi et Silone rompirent avec éclat ; par contre, Nenni s'enthousiasma pour l'orthodoxie de Dimitrov).

En 1935, Moscou assouplissant ses consignes, on envisagea la réunion d'un Congrès général antifasciste. Il se tint à Bruxelles en octobre 1935 et n'obtint qu'un médiocre succès, les sanctions et les victoires d'Abyssinie réveillant, chez beaucoup de réfugiés, un instinct patriotique les incitant à une réserve temporaire.

La guerre civile espagnole modifia les positions antérieures. En sep-

tembre 1936, communistes et socialistes italiens décidèrent d'envoyer des volontaires à Largo Caballero. L'auteur reconstitue les exploits de la milice italienne d'Alsace-Lorraine, dirigée par le républicain R. Pacciardi. En dehors de ce bataillon « Garibaldi » devenu brigade, quelques groupes trotskistes et anarchistes opérèrent à titre de corps francs en Catalogne ; c'est dans ces formations que milita Carlo Rosselli avant son départ pour la France. Selon les évaluations de l'auteur, 5.000 Italiens combattirent en Espagne contre Franco ; 600 ou 700 d'entre eux furent tués au cours des combats et 2.000 furent blessés. La guerre d'Espagne avait été le ciment des forces anti-fascistes ; don Sturzo, tenu à l'écart par Neville Chamberlain et Lord Cecil, avait vainement prêché la paix religieuse et civile au cours du conflit. Avant le dénouement de celui-ci, s'était constituée en France une *Union populaire des Émigrés* groupant 70.000 adhérents et disposant d'un journal de combat *La Voce degli Italiani*.

L'éphémère alliance germano-soviétique de 1939 contraignit les communistes italiens et leurs alliés émigrés à cesser toute attaque contre Hitler et Mussolini et à tourner leurs rancœurs contre les États capitalistes et bourgeois ; Nenni, tout d'abord, se cabra contre cette consigne, puis il se rétracta. Par contre, G. Sarragat et A. Tasca demeurèrent irréconciliables à l'égard des deux dictatures. L'attitude déférente des communistes italiens à l'égard de Berlin n'avait eu d'autre résultat que d'indisposer le cabinet Daladier contre la presse antifasciste ; d'autant plus qu'à Paris on ne perdait pas tout espoir de détacher le Duce de l'alliance germanique.

L'occupation de la France par les Allemands amena certains réfugiés à gagner l'Angleterre ; d'autres demeurèrent internés en raison des mesures prises par Daladier et par P. Reynaud au lendemain du 10 juin 1940 ; quelques-uns, croyant au succès définitif de Mussolini, se soumirent et ne payèrent pas trop cher leur abjuration ; des isolés passèrent dans la clandestinité.

La rupture germano-russe, en juin 1941, amena une volte-face des communistes italiens. Trois fois par semaine, à la radio de Moscou, Togliatti leur prêcha l'union aux côtés des Alliés au nom de la *Paix, de l'Indépendance et de la Libération*. A Toulouse, un *Comité de Concentration antifasciste* rassembla avec des représentants du P. C., Nenni, Sarragat, S. Trentin et Stitti.

L'élite de l'émigration usa de son prestige intellectuel auprès des Gouvernements alliés afin qu'ils ne confondissent pas l'Italie avec le fascisme et aussi pour épargner à leur patrie les conséquences d'une guerre désastreuse follement engagée par Mussolini

M. Delzell peint à grands traits l'esquisse de cette action demeurée jusqu'ici quelque peu mystérieuse. Il rappelle la publication, à New York, par le comte Sforza, du *Manifeste des 8 points* pour l'Italie « post fasciste », manifeste approuvé à l'unanimité le 17 août 1942 par le Congrès panaméricain des Italiens libres, tenu à Montevideo, et que Pacciardi mit son expérience militaire à la disposition des alliés. Notons encore le rôle de la *Société mazzinienne* de New York et des Comités *Italia Libera* fondés en Amérique latine et dans le Moyen Orient. Après l'armistice de septembre 1943, les réfugiés transportèrent leurs activités en Suisse afin d'être à proximité des armées alliées et d'y rentrer à leur suite dans les provinces de la Péninsule libérées par les forces opposées à Kesselring. La chute du fascisme ne devait être qu'incidemment l'œuvre d'émigrés politiques et beaucoup d'entre eux, en pénétrant dans leur patrie, se sentirent bien étrangers à la vie d'une Italie qui avait tant évolué depuis leur départ.

Le travail de M. Delzell, composé avec un souci consciencieux de la documentation et des sources, offrira un point de départ très sûr aux prochaines études qu'annonce la *Hoover Institute and Library* sur les problèmes de l'émigration politique italienne.

G. Vidal.

OPÉRATIONS MILITAIRES

C. L. Menu (général), *Lumière sur les ruines (les combattants de 1940 réhabilités)*, Paris, Plon — 1953, 143 × 205, 364 pages, cartes.

Commandant une artillerie de grande unité au cours de la campagne de mai 1940, le général Menu a été fait prisonnier et a profité de son séjour dans la forteresse de Königstein pour ramasser une documentation abondante sur les combats de Belgique et de la Meuse pendant les premiers jours de la catastrophe. Son ouvrage a pour but d'exposer les opérations et de *réhabiliter les combattants* en accusant les responsables.

Une première remarque s'impose. Le livre est profondément émouvant. C'est un récit vibrant d'amertume d'un chef qui cherche à comprendre, à expliquer les causes de la défaite. C'est à travers ce combattant que s'exprime la rancœur des nombreux prisonniers qui, après avoir vaillamment fait leur devoir, en ont été récompensés par quatre années de captivité.

Le désir de réhabilitation et cette rancœur se manifestent par un réquisitoire ardent et violent contre le haut commandement français ; avant la guerre et pendant la *drôle de guerre*, ce commandement n'a pas voulu voir, n'a pas voulu penser à la forme que prendraient les opérations. Il est resté figé sur des conceptions arriérées dont les renseignements venus de différents pays étrangers auraient dû lui montrer le danger. Il en a été puni — et la nation avec lui. Il a subi une surprise stratégique et tactique qui, en quelques jours, a démonté le mécanisme militaire français. Jugement sévère que personnellement nous trouvons juste, d'aucuns diront que cette carence du commandement n'était que le reflet de la carence du pays.

Il n'est que de lire, en même temps, les livres du général Menu et du général Rommel pour voir l'opposition entre deux conceptions de la manœuvre. Certes les conditions offensives favorisent les Allemands, mais tout de même, ne pouvions-nous pas faire mieux ? Des différences techniques, morales et intellectuelles séparent les deux adversaires. Les contrastes, les oppositions sont tels que le commandement allemand n'a qu'à pousser pour pénétrer profondément dans notre dispositif, nos chefs ne peuvent jamais reprendre l'offensive ou reconstituer un dispositif défensif cohérent.

Malheureusement le général Menu n'a pas voulu faire vraiment œuvre d'historien. Il n'a utilisé que les déclarations de ses camarades de combat. Il eut été utile de les passer au crible de la critique historique, de comparer certains témoignages, de présenter les opérations allemandes qui pouvaient mieux faire comprendre nos actes. Telle ou telle affirmation aurait gagné à être justifiée par des références et des documents. Nous sommes persuadés que le général en aurait trouvé à l'appui de tous ses dires, mais il nous laisse le soin de les rechercher. Cela lui aurait évité des erreurs, des reproches d'un parti-pris systématique. La valeur de son livre n'en aurait été nullement diminuée et ses conclusions auraient été beaucoup plus facilement acceptées, et la leçon plus valable pour les chefs présents et futurs.

R. Villate.

Dominico Ludovico, général de Division de l'aéronautique italienne, *La conquête de la Crète par les airs*, article paru dans *Rivista aeronautica*, année XXVI, nouvelle série, n° 7, 1950 et traduit en allemand sous le titre : *Die Eroberung Kretas aus der Luft*, sans nom d'éditeur, 30 pages.

Ce n'est pas l'historique de la conquête de la Crète qu'a rédigé l'auteur ; il a voulu raconter et souligner le rôle primordial de l'aviation dans cette

opération. Rappelons sommairement cette dernière qui a été menée de la part des Allemands (la contribution italienne a été très modeste) avec autant d'énergie que de rapidité. Pour conquérir la Crète qu'occupaient 28.000 Britanniques et 14.000 Grecs, sans autre aviation que celle qui venait d'Égypte, les Allemands ont mis en jeu une flotte aérienne comprenant 1.230 avions dont 530 avions de transport pour déposer une division de parachutistes et une division alpine ; sur un effectif total de 27.000 hommes, 15.000 ont pris part à la bataille. Sur mer : du côté britannique une flotte puissante (4 croiseurs cuirassés, 1 porte-avions, 15 croiseurs, 30 contre-torpilleurs, etc.) ; du côté adverse : rien, sauf quelques petits bateaux italiens (2 contre-torpilleurs, etc.). Après deux semaines de bombardements aériens préparatoires les Allemands déposèrent leurs troupes dans l'île à un rythme accéléré ; du fait de la résistance britannique et des obstacles, leurs pertes en parachutistes furent considérables (40 % de l'effectif), mais ils se rendirent maîtres très vite des trois terrains d'aviation, du port de la Sude et de la Canée. En dix jours la campagne était terminée, les Anglais vaincus s'étaient rembarqués. Les pertes de ces derniers en bateaux furent énormes : 3 croiseurs, 6 contre-torpilleurs, etc., coulés ; 3 croiseurs cuirassés, 1 porte-avions, 7 croiseurs, 5 contre-torpilleurs, endommagés. Toutes furent causées par l'aviation ; elles sont mentionnées en détail jour par jour par l'auteur car là est le véritable sujet de son étude ; il s'est proposé de montrer la supériorité écrasante de l'aviation vis-à-vis d'une flotte qui ne disposait que d'un appui aérien très faible. Le général D. L... a écrit là, pour combattre l'opinion de certains de ses compatriotes, surtout de marins, un article de polémique en s'appuyant sur les résultats de l'opération de Crète et aussi sur l'hécatombe de bateaux qui fut faite à la bataille de Midway, le 4 juin 1942, par les bombardiers. Sa thèse est la suivante : l'Italie ne peut s'offrir à la fois une puissante marine et une puissante aviation ; or une grande marine est inutile si l'on se propose d'avoir une aviation assez forte pour *remplacer* la marine dans les batailles navales au lieu de *coopérer* avec elle.

G. Renondeau.

The Army Air Forces in World War II, vol. II : *Europe : Torch to Point-blank (August 1942-December 1943)*, par W. F. Craven et J. L. Cate, et le Groupe historique de l'Air, 175 × 250, xxi-897 pages ; vol. III : *Europe : Argument to V-E Day (January 1944-May 1945)*, par W. F. Craven et J. L. Cate et la Division historique de l'Air, 175 × 250, xxxix-948 pages, Press of the Chicago University.

La *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* a eu l'occasion de rendre compte d'un certain nombre des ouvrages publiés par le ministère de la Guerre américain sur les opérations de la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui nous voudrions signaler deux des 7 volumes consacrés à l'histoire des forces aériennes de l'armée pendant ce même conflit (1).

Extérieurement, ces ouvrages se présentent de la même manière, volumes assez compacts, cependant faciles à lire, bien illustrés de photographies et de cartes, de graphiques et de tableaux, faisant honneur à l'équipe chargée de la rédaction et de la présentation.

Tout d'abord signalons que cet ouvrage ne comporte aucun document, mais de très nombreuses références renvoient aux rapports et comptes rendus de reconnaissance provoqués par les opérations décrites ; près de 200 pages,

(1) Cf. 1952, n° 7, p. 53 et *pass.* et 1953, n° 9, p. 38.

sur deux colonnes, sont consacrées à ces références. Cela montre le sérieux du travail accompli. Il y a quelques citations, elles sont brèves.

Par contre, le lecteur sera, sans doute comme nous, désorienté par l'abondance des abréviations. Il y a bien un glossaire, mais ce lexique nous a paru incomplet, et nous sommes restés un moment avant de comprendre *ETOUSA (Europe Theater of Operations United States of America), NAPRW (Northwest African Photographic Reconnaissance Wing).* Il faut avoir son petit lexique personnel si on veut ne pas perdre de temps dans sa lecture.

Les photographies sont remarquables. De très nombreuses ont été prises au cours de vols ; citerons-nous, parmi l'une des plus impressionnantes, celle d'un avion en flammes pendant le bombardement de Berlin, des photos d'escadres en vol, le lâcher de bombes sur Vienne, les résultats d'un bombardement accompagnant la vue du bombardement. Cette documentation est de tout premier ordre.

Les cartes sont nombreuses et claires ; malheureusement, elles ne semblent pas avoir été dressées par une seule équipe, les légendes ne sont pas les mêmes il faut faire attention à chaque lecture.

Le deuxième volume est consacré au débarquement en Afrique du Nord, aux combats qui ont suivi, à l'invasion de la Sicile et de l'Italie du Sud jusqu'à l'arrivée aux environs de Naples. Aux opérations s'ajoutent toutes les études d'organisation et de logistique très nombreuses, tous les plans établis et leur réalisation

Le troisième volume rapporte la période qui nous intéresse peut-être le plus puisqu'elle concerne les opérations en Europe Occidentale jusqu'à la victoire sur l'Allemagne. Le découpage systématique pour les besoins de la présentation est compensé par de nombreux renvois, des résumés, des rappels. On voit la continuité de la pensée du haut commandement, les imprévus obligeant à modifier telle ou telle décision, mais le but, toujours le même reste :

Détruire la puissance aérienne allemande ;

Aider au maximum l'armée de terre dans son action, car les bombardements lointains n'ont de valeur que s'ils diminuent les moyens d'action de la *Wehrmacht.*

Trop de questions sont exposées dans ces livres pour que nous ayons la prétention de les mentionner toutes. Nous nous contenterons de poser quelques jalons pour que le lecteur se rende compte de l'importance d'un tel ouvrage pour l'histoire de la guerre.

Un principe est émis dès le début, et tous les événements racontés dans ces deux volumes en justifient l'importance : « Rarement une mission, ou une série de missions, de bombardements, fut décisive. Les effets des bombardements furent gradués, s'additionnant mais rarement mesurables avec certitude au cours de la campagne... Les estimations des dommages furent exagérées... » Ce qui console d'ailleurs les Américains, et ils en donnent des exemples, est que les erreurs allemandes à ce sujet étaient comparables aux leurs.

Même le général Arnold, un disciple du général italien Douhet, ne contredit pas ces formules pleines de sens. Il est d'autant plus nécessaire de les marquer dès le début qu'elles sont le résultat de multiples expériences.

Les études et les projets sur les bombardements de l'Allemagne visèrent tous la destruction de la puissance offensive adverse. Les discussions furent nombreuses, les événements amenèrent à modifier l'ordre d'urgence précédemment accompli ; toujours le commandement s'adapta à la situation du moment, mais sans perdre de vue le but lointain. Les principaux objectifs restèrent :

usines, ports et entrepôts des bases sous-marines ;

— usines, aérodromes et magasins des bases aériennes ;
— établissements-clefs de fabriques de munitions et d'armement — à ce sujet, il importe de remarquer la grande importance attachée aux usines fabriquant des roulements à billes ;
— rampes de lancement des V 1 et V 2 ;
— raffineries de pétrole et usines de caoutchouc ;
— enfin les voies de communications.

Les objectifs étaient nombreux. Les opérations de bombardements ne furent jamais interrompues. Les renseignements recueillis au cours des raids précédents étaient mis immédiatement à profit pour diminuer les pertes dues aux réactions ennemies. Une opération sur Schweinfurt, en Bavière à 550 kilomètres en moyenne des bases anglaises, est faite le 14 octobre 1943 avec 320 avions, 60 sont perdus, mais dans la grande semaine de février 1944, 3.800 avions sont engagés, lançant 10.000 tonnes de bombes ; il n'y a que 226 avions perdus. Les augures estimèrent que 75 % de la production allemande avaient été touchés.

Les bombardements des emplacements des V 1 et des V 2 furent une nécessité, car les effets de ces engins, bien que moins importants que les Allemands ne l'espéraient, ne pouvaient être négligés ni sur le plan matériel, ni sur le plan moral. Le premier V 1 tomba sur Londres le 13 juin 1943, le premier V 2 sur la banlieue de Paris le 8 septembre 1944 suivi quelques heures plus tard du premier sur Londres Dès le 24 décembre 1943, les Alliés alertés sur le nouvel engin attaquèrent ; ce jour-là 670 bombardiers lachèrent 2.700 tonnes sur 23 emplacements et de décembre 1943 à juin 1944 36.000 tonnes arrosèrent les *sky-sites*.

Ceci ne doit pas nous faire oublier que la principale préoccupation de l'aviation fut la collaboration avec l'armée. « La présence de notre aviation en avant de nos lignes fut un réconfort incommensurable sur le moral. Quand elle était là, artillerie et mortiers se taisaient. » Cette phrase qui s'applique plus spécialement à la coopération lors de la bataille de Normandie peut être reprise pour toutes les opérations :
— Sicile et Arnhem, pour les parachutages ou le transport de troupes par planeurs ;
— débarquements de Normandie ou d'Anzio, de Palerme ou de Provence.

La préparation du débarquement de Normandie exigea dans les bombardements préliminaires sur les voies de communications :

71.000	tonnes sur les	centres et dépôts ferroviaires ;
4.400	—	ponts ;
800	—	voies ferrées.

Il y eut 28.000 tonnes lancées sur le mur de l'Atlantique avant le débarquement. La réussite du débarquement paya largement les pertes considérées dans l'ensemble comme *very light*.

Nous terminerons par quelques aperçus sur l'opération combinée d'Arnhem-Nimègue, faites avec des moyens aéroportés, surtout américains sous un commandement anglais. Montgomery estima que cette aventure fut un succès puisque la tête de pont constituée au delà des branches de la Meuse et du Rhin tint. Les Américains la considèrent comme ayant été mal préparée et ayant coûté cher. Cependant sur 13.388 sorties d'avions, il n'y eut que 240 avions perdus, et les transports comprirent 34.876 hommes, 568 canons, 1.927 véhicules. Cela représente un bel effort et une leçon spectaculaire pour l'avenir.

Nous espérons que ce court résumé donnera aux lecteurs de la revue une peinture fidèle de l'importance de ces ouvrages.

R. Villate.

Brigadier DUDLEY CLARKE, *The Eleventh at War*, Londres, Michael-Joseph, 1952, in-8°, 504 pages avec 16 cartes et 33 illustr.

Le 11e Hussards est un des plus fameux régiments de l'Armée britannique : « régiment du Prince Albert », il a eu pour « colonel en chef » le roi George VI. Transformé en régiment blindé, il garda, sous sa forme nouvelle, son rôle tactique de jadis comme élément de reconnaissance et sut montrer pendant six années de guerre qu'il n'avait rien perdu de son esprit cavalier.

L'historique détaillé de sa participation à la deuxième guerre mondiale apporte des précisions sur les opérations où il fut engagé ; guerre en Afrique, au cours de laquelle il entra le premier à Tobruk, à Bengazi, à Tripoli et à Tunis, pénible avance à travers l'Italie jusqu'en décembre 1943, batailles de Normandie, poussée rapide à travers la France et la Belgique, combats des six derniers mois en Hollande et en Allemagne. Mais surtout, et tout en faisant une très large part aux épisodes anecdotiques, héroïques ou parfois tragi-comiques, il rend très heureusement la physionomie particulière de la lutte aux différentes phases de la guerre. Il met notamment en vive lumière les difficultés inhérentes à la guerre dans le Désert et aggravées par la supériorité de l'aviation adverse, l'habileté avec laquelle l'armée allemande d'Italie utilisa les obstacles naturels ou artificiels et les destructions, les pertes considérables infligées par les mines et par l'aviation, l'acharnement de la défense allemande, qui, sauf après la percée de Normandie, fut loin d'avoir le caractère d'une débâcle et qui, jusqu'au dernier jour, ralentit la poussée alliée par une résistance sérieuse, quoique le plus souvent improvisée.

Aussi ce remarquable historique n'intéresse-t-il pas seulement les anciens du régiment : il constitue un document que les historiens consulteront utilement.

Général LESTIEN.

J. MORDAL, *La bataille de Casablanca (8-10 novembre 1942)*, Plon, Paris, 1952, 305 pages, 15 gravures, 16 cartes.

M. Jacques Mordal, auteur de *La bataille de Dunkerque*, *A la poursuite du Bismarck*, *La campagne de Norvège*, *Bir-Hakeim* et *Le tragique destin du Scharnhorst* vient de publier une étude sur *La bataille de Casablanca*. Il s'agit du débarquement américain au Maroc (8-10 novembre 1942). Le sujet est évidemment délicat et M. J. Mordal s'efforce de le traiter d'une manière aussi impartiale que possible. Les faits sont rapportés dans le plus grand détail, particulièrement ceux qui se rapportent à la marine. M. Mordal, lui-même marin, souligne quel véritable miracle fut une mer à peu près plate en cette période de novembre. C'est certainement là le fait le plus marquant et le plus extraordinaire de cette opération. Celle-ci est parfaitement connue en ce qui concerne les Américains, par le livre de S. E. Morison : *Operations in North-African Waters*. Leur supériorité était énorme, le résultat final ne pouvait être douteux.

Aussi bien, le véritable drame que constitua ce débarquement, ne résida-t-il pas dans les événements eux-mêmes mais, avant tout, dans les esprits. Il n'est pas douteux que l'immense majorité de ceux qui eurent, du côté français, à donner des ordres, ne fussent de tout cœur avec ceux que les circonstances rendaient leurs adversaires. J. Mordal le souligne très bien en rapportant la scène qui se déroula dans le bureau du colonel Petit, chef de la défense de Port-Lyautey. Après un premier avertissement que les Américains allaient débarquer et qu'il ne fallait ouvrir le feu en aucun cas, vint l'ordre de s'opposer à tout débarquement. « On rappelle les autorités. Dans une atmosphère tendue le colonel Petit les met au courant de la

réalité. Personne n'a protesté. Quelques gestes de regret. Chacun s'en retourne où l'appelle son devoir (p. 67). » Et c'est bien là le fond même de ces événements douloureux.

Était-il possible d'éviter le heurt ? Il semble bien, après tant de témoignages, que les Français de l'Afrique du Nord, avant tout soucieux d'épargner des représailles à la métropole malheureuse, étaient tout prêts, comme l'avait dit jadis le général Weygand, à « ouvrir les bras » aux Alliés s'ils débarquaient avec des forces suffisantes pour rendre vaine toute réaction locale des Allemands et des Italiens. Ce qu'il fallait éviter c'était la répétition du raid de Dieppe qui, si les Français ne se défendaient pas, pouvait avoir des conséquences redoutables et réduire à néant tous les préparatifs faits jusque-là pour reprendre la lutte au moment venu. Les choses se seraient passées d'une façon assurément très différente, si les chefs responsables avaient été mis au courant de toute l'ampleur de l'opération. Ils ne le furent pas, d'où le drame.

Mais les Anglo-Américains pouvaient-ils avertir les Français ? Leur succès reposait sur le secret le plus absolu. C'était l'époque où la guerre sous-marine venait à peine de dépasser son point culminant. La moindre indiscrétion pouvait tout compromettre. Les Américains n'ont pas osé courir ce risque.

R. Jouan.

Contre-amiral Lepotier, *Raids sur mer*, 1953, éditions France-Empire, 300 pages.

Dans la collection que les Éditions *France-Empire* consacrent à la marine, l'amiral Lepotier, après nous avoir donné *Cap sur la Corse*, raconte l'attaque de Saint-Nazaire en mars 1942 et de Dieppe en août 1942.

Les récits sont présentés sous forme anecdotique, ce qui ne veut pas dire que la vérité historique soit romancée. L'auteur donne un rappel rapide de raids analogues et en annexe, développe deux précédents : l'attaque de Larache par les Français en 1765 et le raid britannique sur Zeebrugge en 1917.

Pour les attaques de Saint-Nazaire et de Dieppe, l'auteur nous fournit une foule de renseignements précieux sur la conception, la préparation et l'exécution de ces entreprises. On y voit l'importance du détail et aussi la part du hasard. Si bien préparés et exécutés que soient de tels raids, il faut pour leur succès toujours une part de chance. Par exemple à Saint-Nazaire, les *raiders* passent inaperçus des navires allemands de grand garde à l'embouchure de la Loire (1).

Pour l'historien quelques points méritent une attention spéciale et quelque discussion.

1° Le raid de Saint-Nazaire fut-il un succès ? Churchill l'affirme dans ses *Mémoires* ; la mission était remplie puisque la seule base où aurait pu être accueilli et réparé un navire comme le *Tirpitz* était rendue inutilisable pour la durée de la guerre. C'est l'avis de l'auteur qui déclare que la *forme* de Saint-Nazaire était encore inutilisable à la Libération.

Par contre dans un article de février 1953 de la *Marine Rundschau*, le capitaine de frégate Hugo Heydel déclare que le raid fut un échec : « L'explosion du contre-torpilleur détruisit complètement la porte extérieure de l'écluse. Les deux bateaux citernes qui étaient amarrés subirent quelque dommage cependant que résistait la porte intérieure. Ainsi avait-on réussi

(1) Signalons une coquille d'impression. Au haut des p. 151 à 167, l'ouvrage porte : 8.000 tonnes de tolite ! Le lecteur reçoit un choc. Comme l'indique bien le texte c'est 8.000 livres — 4 tonnes — qu'il faut lire.

à arrêter provisoirement l'*écluse Normandie* mais non à la rendre inutilisable. » En 1945, l'amiral Lepotier trouve la *forme* inutilisable comme bassin de radoub. Si les déclarations de Hugo Heydel sont exactes, c'est que les Allemands se sont livrés à de nouvelles destructions avant la Libération.

Au surplus il faut tenir compte des considérations suivantes : la *forme* était nécessaire pour caréner les grands navires allemands *Bismarck* et *Tirpitz*. Mais le *Bismarck* est coulé en mai 1941. En février 1942, Hitler fait rentrer en Allemagne le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*. A partir de ce moment, il est bien décidé à conserver le *Tirpitz* et les autres cuirassés en Norvège. Il considère la Norvège « comme la zone du destin » et il ne changera d'avis qu'en 1944. Depuis septembre 1943 le *Tirpitz* est indisponible.

Les Allemands n'ont donc pas eu un besoin impérieux de la *forme* de Saint-Nazaire. Dans leur stratégie, elle n'avait qu'une importance secondaire depuis mars 1942. Mais les Britanniques ne connaissaient pas les idées de Hitler et le raid de Saint-Nazaire était juste dans sa conception.

2° Au sujet de l'attaque de Dieppe, l'auteur, dans le chapitre intitulé « Un échec qui paie », fait remarquer combien furent fructueuses les leçons du raid. L'amiral Mountbatten qui a préfacé le livre écrit : « Le lecteur réalisera de lui-même que l'ensemble de ces opérations combinées n'était qu'un prélude au débarquement en Normandie, mais que des leçons tirées de ces raids et principalement de celui de Dieppe devait sortir le succès final » (1).

Le raid de Dieppe a montré la nécessité des ports préfabriqués, de l'utilisation des cuirassés pour le bombardement de la côte, des engins de débarquement à rampe rabattable, etc. Ses enseignements ont donc été inappréciables. Mais peut-on dire, comme Lord Mountbatten, qu'il fut le prélude au débarquement en Normandie ?

Sur la genèse de ce débarquement on sait combien sont divergents les exposés des auteurs anglais et américains. Le général Arnold va jusqu'à écrire que les Britanniques n'aimèrent le débarquement en Normandie qu'après sa réussite : « The British never like the idea of striking straight across the Channel until after it was succesfully accomplished » (*Global Mission*, p. 304). Présenter l'affaire de Dieppe comme un prélude au débarquement en Normandie nous paraît une simplification excessive.

3° L'amiral Lepotier qui est un stratège ne manque pas de faire remarquer que ces raids obligeaient les Allemands à un énorme effort défensif et il rappelle le mot de Napoléon : « Quelques milliers d'Anglais embarqués en rade des Dunes immobilisent 300.000 hommes de mes armées. » Hitler devait connaître à son tour la nécessité de défendre contre le maître de la mer des côtes étendues sans savoir où l'adversaire frapperait. Mais la proposition de Napoléon a une contre-partie : quelques dizaines de sous-marins rassemblés dans la baie allemande obligeaient le maître de la mer à mobiliser des centaines de milliers de tonnes pour défendre son trafic. Des Américains ont estimé qu'il a fallu pour vaincre les *U-boote* déployer un potentiel 17 fois plus grand que celui mis en jeu par ces *U-boote*. De telles estimations sont discutables mais une des leçons de la dernière guerre est que la maîtrise de la mer, si elle est indispensable aux Occidentaux est aussi très onéreuse et les oblige à un immense déploiement de forces de toute nature.

Fertile en sujets de réflexion, le livre de l'amiral Lepotier, qui est écrit dans une langue alerte et vive, est non seulement instructif mais, ce qui ne gâte rien, agréable à lire.

Amiral R. de Belot.

(1) Churchill disait plus exactement aux Communes le 8 septembre 1942 : « l'assaut de Dieppe est un prélude à des opérations de débarquement de grande envergure ».

NOTES ET NOUVELLES

ALLEMAGNE

SUR LA MORT DE SCHLEICHER

Cette histoire, on essaie encore de l'écrire avec les documents qu'on a pu découvrir et rassembler depuis le 30 juin 1944 (1). Dans le numéro de janvier 1953, des *Vierteljahrshefte fur Zeitsgeschichte*, M. Th. Echenburg publie, en les commentant, une série de documents qui jettent quelque lumière sur les circonstances de cette fin tragique. Le morceau de résistance de ces papiers est le rapport du Dr Gützner, alors assesseur au tribunal de Potsdam, aujourd'hui conseiller auprès du ministère fédéral de la Justice. Ce document fut établi et adressé au ministère de la Justice à Berlin le 1er juillet 1934, c'est-à-dire, dans la journée qui suivit la mort du chancelier et tout de suite après la première enquête. Pour le confirmer et le compléter, le Dr Gützner a rédigé un memorandum daté du 18 janvier 1952 qui termine la publication.

Dans leur ensemble, ces documents n'ajoutent rien de nouveau sur les acteurs du drame, ni sur les instigateurs, ni sur les motifs du meurtre. Mais, un point ressort clairement du témoignage fourni par le Dr Gützner, c'est que les deux versions propagées successivement par l'état-major nazi et par la Gestapo, celle du suicide d'abord, puis celle, d'allure plus plausible, de la mort causée par un policier en état de légitime défense sont également fausses. Schleicher a bel et bien été assassiné et par l'entourage d'Hitler.

La version du suicide un moment lancée puis écartée, la seconde est restée la version officielle, reproduite encore dans les *Mémoires* de von Papen (2).

En 1945, dans la prison de Nuremberg, von Papen interrogea Keitel sur les circonstances du drame, et Goering, intervenant dans l'entretien, précisa que Hitler avait donné l'ordre d'arrêter Schleicher, que lorsque les policiers firent irruption dans l'appartement du général, celui-ci tira son revolver, et sa femme entrant dans la pièce à ce moment, pour s'interposer, fut mortellement blessée par un policier. Il s'ensuivit alors une fusillade au cours de laquelle Schleicher fut abattu.

Or le Dr Gützner affirme dans son rapport et répète dans son memorandum, écrit dix-huit ans après, que la position du cadavre tel qu'il le trouva aux premières heures de l'enquête, comme la nature des blessures, les douilles des balles ramassées, et l'inspection immédiate de la pièce et des lieux l'avaient conduit à la conviction formelle que le général avait été assassiné et il téléphona aussitôt au ministère de la Justice à Berlin « que le général Schleicher venait d'être assassiné pour des motifs politiques ».

Il avait cru d'abord que les auteurs du meurtre étaient des partisans de Röhm, persuadés que leur chef avait été trahi par le général auprès du Gouvernement. Puis, devant les réticences de ses chefs directs, devant l'ordre

(1) Cf. Castellan, *Cahiers d'Histoire de la Guerre*, janvier 1949, pp. 15-39.
(2) Franz von Papen, *Mémoires*, Flammarion, 1953, p. 236.

reçu de suspendre l'enquête, de se contenter d'un rapport sans y joindre les procès verbaux des dépositions recueillies, et de passer enfin la main à la Gestapo, il acquit la certitude que les meurtriers faisaient partie de l'entourage du Gouvernement.

A peine rentré chez lui, il recevait la visite de plusieurs personnages, dont le secrétaire d'État Freiszler et trois agents de la Gestapo. Au cours de l'entretien, cordial au début, Freiszler lui rappela que les services du parti avaient d'abord répandu la nouvelle du suicide de Schleicher, mais que, dans le courant de l'après-midi, ils avaient transformé le suicide en une mort par légitime défense. A quoi le Dr Gützner répondit que, d'un point de vue strictement objectif, aucune des deux versions ne pouvait être retenue. Puis ce dernier constata que son coup de téléphone au ministère de la Justice avait été intercepté et rapporté à Himmler. Celui-ci, par dessus la tête de Gœring, s'était plaint à Hitler « qu'une fois de plus un homme de justice avait démoli une opération des SS ». C'était ainsi que le ministère de la Justice Gürtner avait reçu mission de demander des comptes, mission que ce dernier avait déléguée à Freiszler, venu dans ce but. A la fin de l'entretien, celui-ci demanda au Dr Gützner si quelqu'un avait été mis au courant de son opinion. Le docteur, ayant répondu qu'il en avait parlé à sa femme, reçut assez sèchement l'ordre d'en faire aussitôt rapport et de porter lui-même ce rapport le lendemain à 10 heures au ministre Gürtner : ce qui fut fait. Et l'auteur du récit s'étonne encore de n'avoir pas été arrêté en sortant de sa visite.

Il n'est donc pas douteux que Schleicher a été assassiné. Mais si Hitler se targue lui-même d'avoir ordonné l'arrestation de Schleicher et s'il a couvert devant le Reichstag tous les crimes de cette nuit tragique, rien ne permet actuellement d'assurer qu'il ait désiré la mort du général. Est-ce un ordre secret de Gœring qui aurait voulu égarer les soupçons en confirmant la légende de la fusillade meurtrière ? Est-ce plutôt une machination de Himmler et de Heydrich, dont les listes de suspects ne portaient aucun nom, mais seulement des numéros ? Est-ce plus simplement un excès de zèle des policiers, chargés de l'arrestation ?

L. Séror.

M. Davin, président de l'Union des aveugles de la Résistance, vient de publier, sous le titre *Bataille des ombres* (éditions Dervy, Paris, 1953) un ensemble de récits relatant les activités de quelques-uns des cent-vingt aveugles affiliés à des mouvements ou des réseaux de Résistance ; récits émouvants toujours, parfois amusants, voire cocasses, où on voit opérer des agents de liaison, des standardistes téléphoniques, des diffuseurs de la presse clandestine, parfois des chefs de groupements locaux ; la plupart entreposèrent des armes ou hébergèrent des Résistants actifs. La portée civique et patriotique de ce livre est plus grande toutefois que son intérêt pour l'histoire. L'imprécision du récit est gênante : les noms véritables ne sont pas indiqués, ni les titres des réseaux, pas plus que la situation des maquis dont il est parlé ; mais malgré ces insuffisances et des erreurs (il est question par exemple, du « *Comité* National de la Résistance »), cet ensemble de récits témoigne hautement, en une sorte de démonstration par cas-limites, du caractère singulier, absolument sans précédent ni équivalent, de la lutte menée contre l'occupant.

H. Michel.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Barnes (Harry Elmer), and others. — *Perpetual war for perpetual peace. A critical examination of the foreign policy of Franklin Delano Roosevelt and its aftermath*, Caldwell (Ind.), Caxtors printers, 1953, in-8°, 692 p.

La « politique interventionniste » de F. D. R. de 1937 à Yalta.

Kousoulas (Dimitrios G.). — The Price of Freedom : Greece in world affairs 1939-1953. *Syracuse (N. Y.), Syracuse Univ. Press*, 1953, in-8°, 221 p., carte, bibliog.

*[Manserg (Nicolas), edit.]. — *Documents and speeches on British Commonwealth Affairs 1931-1952 edited by Nicholas Manserg...* Issued under the auspices of the Royal Institute of international affairs, London, Oxford Univ. Pr., 1953, 2 vol. in-8°, XLI-1307 p.

Important recueil de textes, notamment sur la politique de guerre du Commonwealth.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

**Guide to captured German documents. Prepared by Gerhard L. Weinberg and the W. D. P. staff, under the direction of Fritz T. Epstein...* Maxwell Air Force Base, Air University, Human Resources Research Institute, déc. 1952, in-4°, x-90 p.

(War documentation project. Research Memo. n° 2. Vol. I.)

Relevé des principaux dépôts d'archives saisies aux Allemands et conservées aux É.-U. ; analyse sommaire de leur contenu.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Artieri (Giovanni). — *Tre Ritratti politici e quattro attentati*, Roma, Atlante, 1953, in-8°, 291 p.

Biogr. de Nitti, Sforza et De Gasperi, suivies du récit des attentats commis avant-guerre contre Mussolini.

*[Autori vari]. — *Amedeo duca d'Aosta*, Roma, Istituto del Nastro Azzuro, 1953, in-4°, 913 p.

*Bakradze (David). — *Krovju geroev...* [*Au prix du sang des héros*. Traduit du géorgien, Livre I^er^], Tbilesi, Gosizdat Gruzii, 1953, in-8°, 344 p.

Fait prisonnier lors de la retraite de 1941 en Ukraine, l'auteur s'évada et rejoignit les partisans de Kovpak opérant dans les forêts de Briansk, puis dans les Carpathes.

*Bloemertz (Gunther). — *Heaven next stop. Impressions of a German fighter pilot*, London, Kimber, 1953, in-8°, 189 p., ill.

*Buttinger (Joseph). — *Am Beispiel Österreichs. Ein geschichtlicher Beitrag aus Krise der sozialistischen Bewegung*, (Köln), Verl. für Politik und Wirtschaft (1953), in-8°, 672 p.

Mémoires de l'ancien chef du parti social-démocrate autrichien jusqu'à l'Anschluss, son action dans la clandestinité.

*Churchill (Sir Winston). — *The Second World War*. VI, *Triumph and Tragedy*, London, Boston, Houghton Mifflin, 1953, in-8°, 816 p., cartes.

Ibid., traduct. fr., Paris, Plon, 1953

Dernier vol. des *Mémoires*. Du débarquement en Normandie à la Conférence de Potsdam.

*Cooper (Alfred Duff), viscount Norwich. — *Old men forget. The autobiography*

(1) N. B. — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine sous le contrôle de F. Debyser.

of Duff Cooper (viscount Norwich), London, Hart Davis, 1953, in-8°, 400 p., ill. h. t.

Extraits dans le *Figaro litt.*, 17 oct. et numéros suivants.

*Dennler (Wilhelm). — *Die Böhmische Passion*, Freiburg i. Br., Dikreiter Verl., 1953, in-8°, 262 p.

L'auteur, ministre de l'Économie et du Travail du Protectorat de Bohême-Moravie de 1939-1945, cherche à justifier sa conduite.

*Eade (Charles), edit. — *Churchill by his contemporaries*, London, Hutchinson, 1953, in-8°, 528 p., pl. h.-t.

Essais par différents auteurs.

*Epting (Karl). — *Réflexions d'un vaincu. Au Cherche-Midi à l'heure française*, trad. Jean Carrère, Bourg (Ain), Éd. touristiques et littéraires, 1953, in-16.

*Foerstér (Friedrich Wilhelm). — *Erlebte Weltgeschichte 1869-1953. Memoiren*, Nürnberg, Glock u. Lutz, 1953, in-8°, 719 p.

Mémoires du pacifiste allemand.

*Forzano (Gioacchino). — *Mussolini, autore drammatico*, Firenze, Barbera, 1954, in-8°, 511 p., fac-sim.

Texte de trois drames inédits *(Campo di Maggio, Villafranca* et *Cesare)*, précédés de souvenirs de l'auteur sur le Duce.

*Goodwin (R. B.). — *Hongkong escape*, London, Arthur Becker, 1953, in-8°, 233 p.

Récit d'évasion d'un officier supérieur britannique.

*Guérard (Jacques). — *Criminel de paix*, Paris, Nouv. édit. latines, 1953, in-16, 158 p.

Défense de la politique de Pierre Laval par l'ancien secrétaire général du Gouvernement de Vichy.

Guirec (Jean). — Jean de Lattre, maréchal de France, *R. Hist. Armée*, sept. 1953, pp. 125-130.

Hartmann (Sverre). — Professor Ulrich Noacks Tätigkeit in Norwegen, *D. Rundsch.*, oct. 1953, pp. 1034-1052, fac.-sim.

Critique sévère de l'activité du Pr Noack représenté comme un agent secret de Ribbentrop (1939-1945).

Cf. le Mémoire justificatif de U. Noack : *Norwegen zwischen Friedensvermittlung u. Fremdherrschaft*, Krefeld, 1952.

*Heinkel (Ernst). — *Stürmisches Leben, hrg. von Jürgen Thorwald*, 2. Aufl. Stuttgart, Mundus-Verlag (1953), in-8°, 564 p., portr. frontisp., ill. h. t.

Mémoires du constructeur d'avions. La Luftwaffe pendant la deuxième guerre mondiale.

*Ickes (Harold L.). — *The Secret diary of Harold L. Ickes*, vol. I : *The first thousand days 1933-1936*, pref. by Jane D. Ickes, New York, Simon and Shuster, 1953, in-8°, 738 p.

Secrét. d'État à l'Intérieur de 1933 à 1946.

*Kertesz (Stephen D.). — *Diplomacy in a whirlpool. Hungary between Nazi Germany and Soviet Russia*, Notre Dame (Indiana), Univ. of Notre Dame Press, 1953, in-8°, 289 p.

Mémoires de l'ex-ministre des Affaires étrangères de Hongrie.

*King (Ernest J.), Whitehill (W. M.). — *Fleet admiral King*, London, Eyre and Spottiswoode, 1954, in-8°, xvi-674 p., cartes, pl. h.-t.

*Knocke (Hei). — *I flew for the Führer. The Story of a German airman*, translated by John Ewing (Introduction by John Pudney), London, Evans (1953), in-8°, 187 p., pl. h. t.

*Kubizek (August). — *Adolf Hitler. Mein Jugendfreund*, Graz, Göttingen, L. Stocker (1953), in-8°, 352 p., ill. h. t.

Les années de jeunesse de Hitler à Linz et à Vienne.

*Magli (Giovanni). — *Le Truppe italiane in Corsica*, Lecce, Tip. scuola AUC, 1953, in-8°, 203 p.

L'auteur commanda le Corps d'Armée d'occupation en Corse avant le 8 septembre. Sa collaboration avec les Alliés.

*Medlicott (W. N.). — Neville Chamberlain in : *British Prime Ministers. A portrait Gallery*, introduced by Duff Cooper, London, Allan Wingate, 1953, in-8°, 177 p., ill.

*[Mussolini (Benito)]. — *Opera Omnia di Benito Mussolini a cura di Edoardo e Duilio Susmel*, vol. XII : *Dagli Armistizi al discorso di Piazza San Sepolcro (13 nov. 1918-23 marzo 1919)*, Firenza, La Fenice, 1953, in-8°, pp. vi-358.

Natan (Alex). — Sir Lewis Namier : Historiker mit Vorurteilen, *Vierteljahrsh. f. Zeit. Geschichte*, oct. 1953, pp. 352-357.

L'auteur lui reproche sa partialité à l'égard des diplomates allemands du IIIe Reich.

*Pabst (Helmut). — *Der Ruf der äussersten Grenze. Tagebuch eines Front-soldaten*, Tübingen, F. Schlichtenmayer, 1953, in-8°, 263 p.

*Pape (Richard). — *Boldness be my friend. Foreword by lord Tedder*, Introd. by Sir Archibald McIndoe, London, Elek, 1953, in-8°, 309 p., cartes h. t.

Mémoires d'un aviateur de la R. A. F., abattu en Allemagne, interné en Pologne après s'être un moment évadé en Hollande où il avait pris contact avec la Résistance.

*Pietri (François). — *Mes années d'Espagne (1940-1948)*, Paris, Plon, 1954, in-8°, 308 p.

Extrait dans *R. deux mondes*, 1er janvier 1954, pp. 69-86.

*Pleyer (Wilhelm). — *Aber wir grüssen den Morgen. Erlebnisse 1945-1947*, Wels, Starnberg, Berl. Welsermühl (1953), in-8°, 360 p.

Le sort d'un expulsé des Sudètes.

*Reed (Douglas). — *The Prisoner of Ottawa : Otto Strasser*, London, J. Cape, 1953, in-16, 272 p.

*Ribbentrop (Joachim von). — *Zwischen London und Moskau. Erinnerungen und letzte Aufzeichnungen. Aus dem Nachlass Herausg. von Annelied von Ribbentrop*, Leoni am Stanberger See, Druffel-Verl., 1953, in-8°, 336 p., portr. h. t.

*Rzevskij (L.). — *Mezdu dvukh zvezd*. N'ju Iork, Izd-vo im. Cekhova, 1953, in-8°, 402 p.

(La page de titre porte au verso : *Between two stars...*) Prisonnier soviétique devenu interprète dans une formation allemande en Biélorussie, enrôlé dans l'armée Vlasov, fait prisonnier par les Américains.

*Simiot (Bernard). — *De Lattre...*, Paris, Flammarion, 1953, in-8°, 293 p., pl. h. t. (L'Aventure vécue.)

*Téry (Simone). — *Danielle ; the wonderful story of Danielle Casanova* [adapted and translated from the French...], New York, Intern. Publishers; 1953, in-8°, 126 p.

*Valori (Gino). — *De Gasperi al Parlamento austriaco (1911-1918)*, Firenze, Parenti, 1953, in-16, 171 p.

Recueil de faits et de témoignages sur l'activité de De Gasperi, député de Trente au Parlement autrichien.

Vaux Saint-Cyr (C. de). — Ma mission en Finlande. Souvenirs, *R. deux mondes*, 15 oct. 1953, pp. 721-731.

Ministre de France à Helsinki, 1940-1945.

*Ulbricht (Walter). — *Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Aus Reden und Aufsätzen*, Band II : *1933-1946*, Berlin, Dietz, 1953, in-8°, 622 p.

L'action antinazie de l'actuel vice-président de la République démocratique allemande.

Wronski (Bohdan, col.). — Gen. Sikorski i marynarka wojenna. [Le général Sikorski et la marine de guerre], *Orzel Bialy*, 4 juill. 1953, n° 27, p. 3.

De 1924 à 1943.

*Wurm (D. Theophil). — *Erinnerungen aus meinem Leben*, Stuttgart, Quell Verl., 1953, in-8°, 220 p.

Contribution à l'histoire de la Résistance protestante.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

*Cole (Wayne S.). — *America first : the battle against intervention, 1940-1941*, Madison, Univ. of Wisconsin Press, 1953, in-8°, xi-305 p.

**Foreign relations of the U. S. 1935*, vol. III : *The Far East*, Washington, Gov. Print. Office, 1953, in-8°, cvii-1128 p.

Important pour l'étude des origines du conflit nippo-américain.

**Geschichte des Zweiten Weltkrieges in Dokumenten*. I. *Der Weg zum Kriege, 1938-1939*, Freiburg, München, Verl. Herder, 1953, in-8°, xii-474 p.

(Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten.) Bibl., pp. 459-474.

Choix de documents sur les origines de la deuxième guerre mondiale, 1938-15 mars 1939. (Entrée des troupes allemandes à Prague.)

*Hilger (Gustav), Meyer (Alfred G.). — *The Incompatible Allies : a memoir history of German-soviet relations 1918-1948*, New York, Macmillan, 1953, in-8°, 350, ill.

*Howe (Quincy). — *The World between the wars, from the 1918 Armistice to the Munich Agreement*, New York, Simon and Shuster, 1953, in-8°, 797 p., bibl.

(World History of our own time, vol. II.)

*Laffan (R. G. D.), and others. — *Survey of International Affairs 1938*, vol. III, Edited by Veronica M. Toynbee, London, Royal Institute of International Affairs, 1953, in-8°, 652 p., cartes, index.

La Tchécoslovaquie après Munich ; les rapports de l'Allemagne avec la Pologne et la Lithuanie ; l'U. R. S. S. et les Balkans ; le réarmement en Grande-Bretagne et en France.

*Langer (William L.), Gleason (S. Everett). — *The World crisis and American foreign policy*, vol. II : *The Undeclared war 1940-1941*, New York, Harper, 1953, in-8°, 963 p.

Ramsay (capt. A. M. M.). The Nameless War. *London, Britons publ. co.*, 1953, in-16, 116 p., portr. h. t.

Responsabilité des Juifs dans les origines de la guerre. L'auteur, membre de la Chambre des Communes, fut emprisonné pendant la guerre pour défaitisme.

Rhode (Gotthold). — Aussenminister Josef Beck und Staatssekretär Graf Szembek. Ein Vergleich zweier Quellen zur politischen Geschichte der dreissiger Jahre, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1954, pp. 86-95.

La politique extérieure de la Pologne à la veille de la guerre.

*Salvemini (Gaetano). — *Prelude to world war II*, New York, Doubleday, 1953, in-8°, 519 p.

Sokolnicki (Michał). — Niemcy po wielkiej przegrane. [Les Allemands après la grande bataille perdue], *Kultura* (Paris), 1953, n. II, pp. 48-69.

La politique allemande de 1933 à 1945, notamment envers la Pologne.

Taylor (A. J. P.). — Mission to Moscow in 1939, *Manchester Guardian W.*, 5 et 12 nov. 1953, p. 11 et p. 13.

L'échec de la mission Strang, d'après les documents officiels britanniques.

Wullus-Rudiger (J.). — Le commencement de la fin, *L'Armée, la Nation*, 1er nov. 1953, pp. 15-18.

La Conférence tenue par Hitler le 5 nov. 1937, cause initiale de la guerre.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Elsbree (Willard H.). — *Japan's role in Southeast Asian nationalist movement 1940-1946*, Harvard, Univ. Press, 1953, in-8°, 182 p.

(Issued under the auspices of the Institute of Pacific.)

OPÉRATIONS

*Anders (Gen. Wladyslaw). — *Hiller's defeat in Russia ; foreword by Colonel Truman Smith*, Chicago, Regnery, 1953, in-8°, 282 p.

**The Army Air Forces in World War II*, vol. V : *The Pacific, Matterhorn to Nagasaki. June 1944 to August 1945*, Prepared under the Editorship of Wesley Frank Craven... and James Lea Cate... Chicago, Univ. of Chicago Press, 1953, in-8°, xxxvii-878 p.

*Apostolski (Mikhaïlo). — *Zavrsnite operacii na N. O. V. za osloboduvanjeto na Makedonija* [*Dernières opérations de l'Armée populaire de libération en Macédoine, juillet-novembre 1944*] (Skopje), « Koco Racin » (1953), in-8°, 171 p., schémas dépl.

(Institut za nacionalna istorija.) Combats contre l'armée fasciste bulgare.

*Beach (Edward L.). — *Submarine : Foreword by Vice-Admiral Charles A. Lockwood*, London, Heinemann, 1953, in-8°, xiv-274 p.

La guerre sous-marine dans le Pacifique.

*Bekker (C.). — *Kampf und Untergang der Kriegsmarine*, Hannover, A. Sponholz, 1953, in-8°, 272 p.

Cf. la traduct. anglaise : *Svastika at sea...*, London, Kimber, et la traduct. française : *La Kriegsmarine lutte et meurt*, Paris, Amiot-Dumont.

Bollinger (Kurt). — Richtstrahl im Kriege, *Allg. schweiz. mil. Zt.*, déc. 1953, pp. 891-911.

Utilisation des ondes dirigées (câbles hertziens) dans les transmissions, au cours des opérations « Torch » et « Overland », et des campagnes de Sicile et de France.

Bor-Ramenskij (E. G.). — Proval vozdusnogo nastuplenija gitlerovcov na Moskvu v 1941 g. [L'échec de l'offensive aérienne des Hitlériens contre Moscou en 1941]. *Istoriceskie zapiski* (Moscou), t. 41 [1953], pp. 281-300.

*Boucher (J., gén.). — *L'armée blindée dans la guerre*, Paris, Payot, 1953, in-8°, 272 p.

(Collect. de Mémoires... Hist. de la Guerre.)

*Brenneke (Jochen). — *Gespensterkreuzer H 33. Hilfskreuzer « Pinguin » auf Kaperfahrt*, Hamm (Westf.) Deutscher See-Verl., 1953, in-8°, 271, ill.

*Brenneke (Jochen). — *Schlachtschiff « Tirpitz ». Das Drama der « Einsamen Königin des Nordens ». Ein Tatsachenbericht mit einer seestrategischen Bilanz von Admiral a. D. Theodor Krancke*, Hamm (Westf.), Deutscher See Verl., 1953, in-8°, 180 p., c. s. p. de garde, portr., frontisp., ill. h. t.

Brumby (Capt. F. H. jr.). — When the Navy landed in Japan, *U. S. Naval Inst. proc.*, oct. 1953, pp. 1120-1121, phot.

*Burdon (R. M.). — *24th Battalion*, Wellington (N. Z.) War History Branch, Dep. of international Affairs, 1953, in-8°, xv-362 p., pl. et cartes h. t.

(Official History of New Zealand in the Second World War.) Campagnes de Grèce, de Syrie, El Alamein, Anfidaville, campagnes d'Italie, du Sangro à Trieste.

*Busch (Harald). — *Meutes sous-marines*, trad. de R. Jouan, Paris, Éditions France-Empire, 1953, in-8°, 352 p.

Les Allemands dans la guerre sous-marine.

*Carré (Paul). — *Les lévriers de la mer. L'épopée des croiseurs légers*, préf. de l'amiral Sala, Paris, Éditions France-Empire, 1953, in-8°, 320 p.

*Chambe (René). — *Le bataillon du Belvédère*, Paris, Flammarion, 1953, in-8°.

*Chin (Kee Onn). — *Silent Army*, New York, Longmans, 1953, in-8°, 269 p.

La guerilla contre les Japonais par un groupe de partisans malais, chinois et britanniques.

Coakley (P.). — Reflections on Anzio, *Mil. R.*, oct. 1953, pp. 96-100.

Cossé-Brissac (col. de). — Le débarquement allié et la bataille de Normandie, *R. Hist. Armée*, sept. 1953, pp. 81-105.

Cucino (Andrea), Magg. d'art. — Strategia e tattica dell'Esercito Finlandese nella campagna del 1939-1940, *Riv. militare*, sept. 1953, pp. 859-863.

Delahousse (P.), cap. de corv. — La sortie de la flotte allemande des 4-9 juin 1940 dans les eaux norvégiennes et ses résultats, *R. mar.*, nov. 1953, pp. 1305-1327, ill., cartes.

L'opération « Juno ». Destruction de bases et navires ennemis. Appui au corps Dietl.

Ebsworth (brigadier W. A.). — Jibouti and Madagascar in the 1939-1945 war, *J. Royal United Nations Inst.*, nov. 1953, pp. 564-568.

Leur importance stratégique et leur conquête par les Britanniques.

*Ellis (Maj. L. F.). — *The War in France and Flanders*, London, H. M. S. O., 1953, in-8°, xviii-425 p., pl. et cartes h. t.

(History of the Second World War : United Kingdom military Histories.)

Ely (général). — La leçon qu'il faut tirer des opérations de 1940, *R. Déf. Nat.*, déc. 1953, pp. 563-582.

*Ettighoffer (P. C.). — *44 Tage und Nächte. Der Westfeldzug 1940*, Stuttgart, Veritas Verl. (1953), in-8°, 272 p., ill. h. t.

Chronique de la campagne par un officier allemand.

Fabeck (H. W. von). — Aufklärungsabteilung schloss den Kessel, *Frontsoldat*, n° 12, 1953, pp. 830-832, c., ill.

Épisode de la bataille de mer d'Azof : 5-10 oct. 1941, près de Cernigovka.

Fadin (Arnaldo, contramm.). — L'Ultimo combattimento della 3ª Squadriglia Ct [cacciatorpediniere], *Riv. marittima*, nov. 1953, pp. 301-331.

Épisode de la guerre navale en Méditerranée (avril 1941).

Fagalde (général). — L'affaire des îles de Zélande, *R. milit. suisse*, nov. et déc. 1953, pp. 599-611 et 625-637.

Walcheren et Sud Beveland, mai 1940.

*Fahrmbacher (W., gen.), Matthiae (Walter, Vize-Admir.). — *Lorient. Entstehung und Werteidigung des Marinestützpunktes 1940-1945*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1953, in-8°, 160 p., c. (Die deutschen Divisionen).

Faury (général). — La Pologne terrassée, *R. Hist. Armée*, juin et sept. 1953, pp. 137-152 et 109-125.

Campagne 1939.

*Frank (Bernard). — *L'épopée du Pacifique. L'air, la mer, la jungle*, Paris, Flammarion, 1953, in-8°, 238 p., pl. h. t.

*Frank (Wolfgang). — *Die Wölfe und der Admiral. Der Roman der U-Boote*, Oldenburg, Hamburg, G. Stalling (1953), in-8°, 552 p., ill. h. t.

Les sous-marins allemands pendant la deuxième guerre mondiale.

Goerlitz (Walter). — Tragödie des Gehorsams : Paulus, *Fortschritt*, 11 déc. 1953, p. 3.

Le désastre de Stalingrad est dû, selon l'auteur, à l'obéissance passive du maréchal qui, s'en tenant aux ordres reçus, ne sut pas « décrocher » à temps.

*Hagen (Louis). — *Arnhem lift. Diary of a glider pilot.*, London, Hammon, 1953, in-16, 82 p., carte.

Hampe (E.). — Die technischen Truppen in Zweiten Veltkriege, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, nov. 1953, pp. 509-521.

Handel-Mazzetti (Freiherr). — Der britische Flugzeugangriff auf die italienische Flotte im Hafen von Tarent in der Nacht 11-12 November 1940, *Marine-Rundsch.*, 4. 1953, pp. 115-121, carte.

*Hasemann (Richard). — *Gejagt*, Stuttgart, E. Klett, 1953, in-8°, 328 p.

La guerre germano-soviétique sur le front Sud, du Terek à la Hongrie.

Heye (A. W.). — Sturmfahrt nach Narvik. Nach einem Kriegstagebuch, *Marine-Rundsch.*, n° 5, 1953, pp. 145-150.

Hopman (Michal, colonel). — W dziewiata rocznice wyzwolenia prawobrzeznej Warszawy [Pour le 10e anniversaire de la libération de Varsovie, rive droite], *Tryb. Ludu*, 14 sept. 1953, N. 256, p. 3, carte.

Les combats des armées soviétiques et de la division Kosciusko le 23 juin 1944 à Praga.

*Hoppe (Harry). — *Die 278. Infanterie-Division in Italien 1944-45*, Bad Nauheim, Verl. H. H. Podzun, 1953, in-8°, 112 p., c.

(Die deutschen Divisionen 1939-1945.)

*Imhoff (Christoph von). — *Die Festung-Sewastopol*, Stuttgart, Veria Verl. (1953), in-8°, 315 p.

Le roman de guerre de la Crimée 1941-1944, d'après les témoignages de combattants. — Chronologie, pp. 313-315.

Die japanische Ubootswaffe im zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, nos 5 et 6, 1953, pp. 129-145 et 161-176.

Juli 1944. Auf der Höhe 112. Im vordersten Graben. Symbol der Calvados-Schlacht, *Wiking-Ruf*, oct. 1953, pp. 5-7.

*Kern (Erich). — *Die Uhr blieb stehen*, Wels (Oberösterreich), Welsermühl-Verl., 1953, in-8°, 400 p.

La bataille pour Vienne, avril 1945.

*Kerr (J. Lennox, Editor). — *Touching the adventures... of merchantmen in the Second World War. With a foreword by John Masefield*, London, Harrap, 1953, in-8°, 256 p., ill.

Exploits accomplis par les navires de la marine marchande britannique relatés par différents auteurs.

Kissel (gen.-major). — Im Brückenkopf von Nikopol 1943-1944. Probleme einer Verteidigungsstellung, *Allg. schweiz. mil. Zt.*, oct. 1953, pp. 725-741, cartes.

Le 683 R. I. à Nikopol, sur le Dniepr, de nov. à fin déc. 1943.

*Kozevnikova (T. B.). — *Kryljà nasej strany* [*Les ailes de notre pays*], Moskva, Goskultprosvetizdat, 1953, in-8°, 104 p., ill., portr., schémas, couv. ill.

pp. 65-104. L'aviation soviétique pendans la guerre de 1939-1945.

Kühne Handstreiche. Kommando-Unternehmungen und Sondereinsätze im Zweiten Weltkrieg, *Deutsche Soldatenztg.*, 17 déc. 1953, p. 6.

Saint-Nazaire, Dieppe, Douvres.

*Krueger (Walter, gen.). — *From down under to Nippon : the story of Sixth Army in the World War II*, Washington, Combat Forces Press, 1953, in-8°, 408 p., pl. et cartes h. t.

Opérations de la 6e Armée, formée en janvier 1943, relatées par son commandant ; Philippines, Leyte, Mindoro, Luzon. Occupation du Japon.

*Mc Kic (Ronald). — *The Survivors*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1953, in-8°, 246 p., pl. et cartes.

La bataille du détroit de Sunda (entre Java et Sumatra), d'après le récit des survivants des croiseurs australien *Perth* et américain *Houston*, coulés au cours de l'engagement.

*Manus (Max). — *Underwater saboteur*, Translated by F. H. Lyon, London, W. Kimber, 1953, 239 p.

Attaque du bateau allemand *Donau*.

Matsumoto (Kitoro), Chihaya (Masataka). — Design and construction of the *Yamato* and *Musashi*, *U. S. Naval Inst. proceedings*, oct. 1953, pp. 1103-1113, croquis, phot.

Caractéristiques des deux plus puissants navires de guerre japonais détruits au cours de la bataille du golfe de Leyte.

Merker (Ludwig). — Die Kämpfe der 78. Inf.-Division in der Kesselschlacht von Wjasma vom 2.10-9.10.1941, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, nov. 1953, pp. 521-528, carte.

Middeldorf (Eike). — Das Unternehmen « Zitadelle » (Angriff an Kursk, 5.7.-21.7.1943), *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, nov. 1953, pp. 501-509.

Le Bret (colonel). — Offensive des Russes en 1945, *R. Milit. suisse*, nov. 1953, pp. 593-599, carte.

*Long (Gavin). — *To Benghazi...*, Canberra, Australian War Memorial (1952), in-8°, xiv-336 p., c. dans le texte, pl. h. t.

(Australia in the war of 1939-1945. Series one. Army, vol. I.) L'armée australienne de 1919 à 1939. Les opérations en Cyrénaïque jusqu'en févr. 1941.

*Lucke (Christian von). — *Panzer-Regiment 2.*, Gut Wöhrden/Stade (Elbe), Chr. von Lucke, 1953, in-8°, 123 p.

*Morton (Louis). — *The Fall of the Philippines*, New York, Gov^t Print. Off., 1953, in-8°, 626 p., pl. et cartes h. t.

(U. S. Army in World War II. — The War in the Pacific.)

Mozdzenski (L.). — Polska marynarka handlowa w drugiej wojnie swiatowej [La marine marchande polonaise dans la deuxième guerre mondiale], *Biul. Infor. Sekret. Kol.-Oddzialowych*, 1953, n° 38, févr., pp. 5 à 7 ; mars, n° 39, pp. 7 à 9 ; avr., n° 40, pp. 8 à 10.

Résumé d'une conférence faite le 15 janvier 1953 à l'Institut historique Sikorski.

M. (col.). — Wplyw zaskoczenia na działania w piersczej fazie II wojny swiatowej i kampanii polsko-niemieckiej w 1939 r. [Comment le facteur surprise a joué dans la première phase de la deuxième guerre mondiale et la campagne germano-polonaise en 1939], *Bellona* (Londres), juil.-sept. 1953, n° 3, pp. 12-21.

*North (John). — *North-West Europe 1944-1945. The achievement of 21st Army Group*, London, H. M. S. O., 1953, in-8°, 150 p., cartes.

(A Popular military history of the Second World War based on official documents.)

*Orde (Roden). — *Second Household Cavalry Regiment. (The Household Cavalry at war)... (Foreword by Lieut.-gen. Sir Brian Horrocks)*, Aldershot, Gale and Polden, 1953, in-8°, xxi-624 p., c. h. t. et sur pages de garde, pl. h. t.

Normandie, Flandre, Belgique, passage du Rhin, Allemagne (1944-45).

Pohl (lieut.-gen. Ritter von). — Anti-air protection of German supply routes in Italy, *Milit. Aff.*, automne 1953, pp. 132-136.

Fragilité du réseau de communications italien au cours des années 1944-1945, par un officier de la Luftwaffe.

Raus (Erhard). — Die Hachmaschine. (Ende Februar-Anfang April 1942), *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, déc. 1953, pp. 561-569, c.

Opérations de percée vers Tatarinka.

Rempel (W.) u. Schreier (U.). — Deutsche U-Bootsgruppe im japanischen Südraum. Auf verlorenen Posten im Indik, *Frontsoldat*, 10, oct. 1953, pp. 276-279, ill.

*Richards (Denis). — *The Fight at odds. Royal Air Force 1939-1945*, vol. I, London, H. M. S. O., 1954, in-8°, xi-430 p., ill.

Les combats de la R. A. F. au cours des deux premières années de la guerre.

Rohwer (Jügen). — Die japanische Ubootswaffe im zweiten Weltkrieg, *Marine-Rundsch.*, n° 5, 1953, pp. 129-145.

*Roscoe (Theodore). — *United States destroyer operations in World War II ; research and technical*, edit. by Rear Admiral Thomas L. Wattles, Annapolis, U. S. Naval Institute, 1953, in-8°, 599 p., cartes, diagr.

Sachsenheimer (Max, gen.). — Panzerabwehr der Infanterie, *Allg. schweiz. milit. Zt.*, oct., nov. 1953, pp. 695-710, 791-806.

Les problèmes généraux de la défensive. Exemples : opérations au sud de l'Ilmensee (mars et avril 1942) ; à Kowel (été 1944) ; tête de pont de Pulawy, sur la Vistule (janv. 1945, opérations isolées sur l'Oder (févr. 1945).

*Shaw (James). — *The March out. The end of the Chindit adventure*, London, Hart-Davis, 1953, in-8°, 206 p., pl. h. t., carte.

La guerre en Birmanie, 1944.

Stratton (Comm. Roy. O.). — Germany's secret naval supply service, *U. S. Naval Inst. proceedings*, oct. 1953, pp. 1085-1090.

L'organisation et le fonctionnement de l'*Etappendienst* de la marine allemande.

*Thomas (Lowell). — *Larguès sur la jungle*, trad. Y. Malartic, Paris, Hachette, 1953, in-8°, 255 p., couv. ill.

Opérations de commandos aéro-portés sur la Birmanie du Nord en 1944.

*Tikhonov (I. I.). — *Bitva pod Kurskom... [La bataille de Koursk, juillet-août 1943]*,

Moskva, Znanié, 1953, in-8°, 32 p., schémas.

(Vsesojuznoé obscestvo po rasprostraneniju politiceskikh i naucnykh znanij. Serija I, n° 51.)

*Voznenko (V. V.), Utkin (G. M.). — *Osvobozdenié Kieva (osen'ju 1943 g.)* [*La délivrance de Kiev (automne 1953*], Moskva, Voenizdat, 1953, 174 p.

*Warren (C. E. T.), Benson (James). — *Above us the waves. The story of midget submarines and human torpedoes...* Foreword by Admiral Sir George Creasy, London, H. Harrap, 1953, in-8°, 256 p., pl. et cartes h. t.

Exploits des « underwater commandos » britanniques en Méditerranée, sur les côtes de Norvège, Atlantique, Extrême-Orient.

Weinberg (Gerhard L.). — Der deutsche Entschluss zum Angriff auf die Sowjetunion, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1953, pp. 301-319.

D'après le journal du général Halder conservé à la Library of Congress.

*Windisch (General-major). — *Die deutsche Nachschubtruppe im Zweiten Weltkrieg*, Rosenheim, Oberbayerisches Volksblatt, 1953, in-8°, 48 p., ill.

L'organisation du service de ravitaillement.

Wislocki (W., colonel). — *Zapomnniana bitwa* [*Une bataille oubliée*], Bellona, Londres, oct.-déc. 1952, n° 4, pp. 27-42.

Combat de Czesnik en sept. 1939.

*Woodward (David). — *The* Tirpitz. *The story, including the destruction of the* Scharnhorst, *of the campaigns against the German battleship*, London, W. Kimber, 1953, in-8°, 223 p., cartes, pl. h. t.

Wronski (B.). — *Polska marynarka wojenna w kampanii polsko-niemieckiej 1939 r.* [*La marine de guerre polonaise dans la campagne germano-polonaise de 1939*], Bellona, Londres, juil.-sept. 1953, n° 3, pp. 3-12, tabl. h. t.

*Young (Edward). — *Un sous-marinier de la Royal Navy*, trad. de l'anglais par Édith Vincent, Paris, Julliard, 1953, in-16, 296 p.

(Collections « Risques et Périls ».) Par le commandant du *Storm*.

Zantke (Siegfried). — Operative Luftkriegsführung deutsches Kampfverbände im Endstadium des letzten Krieges, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, déc. 1953, pp. 570-576.

*Zemajtis (F. R., general). — *Stalingradskaja bitva* [*La bataille de Stalingrad*], Moskva, Znanie, 1953, in-8°, 40 p., schémas.

(Vsésojuznoé obscestvo po rasprostraneniju politiceskikh i naucnykh znanij. Serija I, n° 50.)

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

*Angus (H. F.). — *Canada and the Far East 1940-53*, Toronto, Univ. of Toronto Press, 1953, in-8°, 144 p.

(Canadian Institute of International Affairs.)

Desfeuilles (André). — *La fin de la mission Pouritch en France (1941)*, Paris, éd. André Bonne, 1953, in-16, 36 p., portr. h. t.

Récit extrait de l'ouvrage du même auteur : *Partir ou rester ?*, 1940-1944.

*Feis (Herbert). — *The China tangle. The American effort in China from Pearl Harbor to the Marshall mission*, Princeton, Princeton Un. Press, 1953, in-8°, 455 p.

*Grenfell (Cap. Russell). — *Unconditional hatred ; German war guilt and the future of Europe*, New York, Devin-Adair, 1953, in-8°, 273 p.

Critique de la conduite politique de la guerre par l'Angleterre et les États-Unis.

Mueller (Herbert). — Dairen und Port Arthur vor, auf und nach der Jalta-Konferenz, *Geopolit.*, oct. 1953, pp. 541-547, c.

*Stern (H. Peter). — *The Struggle for Poland* [*1939-1947*], Washington, Public Affairs Press, 1953, in-8°, 79 p., carte, bibliogr.

Taborsky (Eduard). — Benes and Stalin. — Moscow, 1943 and 1945, *J. of Central European Aff.*, juil. 1953, pp. 154-181.

L'auteur, secrétaire personnel de Bénès, l'a accompagné dans ses deux voyages à Moscou, et possède la copie des principaux documents se rapportant à ces entretiens.

Trevor-Roper (Hugh). — Hitler und Franco. Warum nahm Spanien nicht am Kriege teil ?, *Monat*, sept. 1953, pp. 625-634.

Une mise au point de l'Association des Roumains réfugiés en France, *Figaro*, 13 nov. 1953, p. 5, col. 3-4.

A propos des *Mémoires de guerre* de Churchill (extrait dans *Figaro* du 3 nov.), relatant comment, au début d'oct. 1944, il régla avec Staline la question des « prédominances » russe et britannique en Europe orientale.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Bergier (Jacques). — L'audace des « clandestins » a permis de percer le mystère des armes secrètes allemandes, *Figaro*, 12 et 13 janv. 1954, p. 5.

Comment les services alliés furent informés de la fabrication secrète des V 1 et des V 2 aux usines de Peenemunde.

Crossman (R. H. S.). — Psychological warfare, *J. Royal United Service Inst.*, nov. 1953, pp. 528-539.

Organisation de la guerre psychologique auprès du S. H. A. E. F. pendant la deuxième guerre mondiale, et depuis.

*De Jong (Louis). — *De Duitse Vijfde Colonne in de Tweede Wereldoorlog. Academisch proefschrift*, Arnhem, Van Loghum Slaterus, 1953, in-8°, XII-480 p., cartes, schémas.

Thèse de doctorat sur la cinquième colonne, accompagnée d'une abondante bibliographie.

*Dourlein (Pieter). — *Inside North Pole. A secret agent's story*. Transl. by F.-G. Renier and Anne Cliff, London, Kimber, 1954, in-8°, 206 p.

Agent au service de la Grande-Bretagne, parachuté en Hollande au cours de l'opération « North Pole ».

*Downes (Donald). — *The Scarlet thread. Adventures in war-time espionage*, London, Vershoyle, 1953, in-8°, XIII-207 p.

Souvenirs d'un agent secret au service de l'Angleterre, puis des U. S. A. : contacts avec les partisans dans les Balkans ; mission en Espagne ; l'affaire Darlan-Giraud, le débarquement de Salerne, l'insurrection de Milan, etc.

*Hughes (Henry Stuart). — *The United States and Italy*, Cambridge (Mass.), Harvard, 1953, in-8°, 267 p., cartes.

(American foreign policy library.) L'auteur était « Chief of the Research Staff of the Office of Strategic Service ».

*Montagu (Ewen). — *The Man who never was. The story of operation « Mincemeat »*... Foreword by Lord Ismay, London, Evans, 1953, in-16, 144 p., pl. h. t.

Ruse de guerre conçue par l'Intelligence Service avant le débarquement en Sicile.

*Pinto (Oreste). — *Friend or foe ?*, London, Werner Laurie (1953), in-8°, 128 p.

Souvenirs d'un officier attaché au contre-espionnage britannique pendant la deuxième guerre mondiale.

*Rendel (A. M.). — *Appointment in Crete*, London, Allan and Wingate, 1953, in-8°, 240 p.

Souvenirs d'un agent britannique qui organisa la résistance en Crète, 1941-45.

*Thorwald (Jürgen). — *Der Fall Pastorius. Spionagefall*, Stuttgart, Steingrüben Verl., 1953, in-8°, 122 p.

Débarquement d'agents allemands aux U. S. A. en 1942.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Albrecht (A. R.). — War reprisals in the War Crimes Trials and in the Geneva Convention of 1949, *Amer. J. of intern. law*, oct. 1953, pp. 590-614.

Assmann (K.). — Der deutsche U-Bootskrieg und die Nürnberger Rechtsprechung, *Marine-Rundsch.*, janv. 1953, pp. 2-8.

*Boissier (Pierre). — *Völkerrecht und Militärbefehl*, Stuttgart, Koehler Verl., 1953, in-8°, 158 p.

Critique juridique du procès de Nuremberg.

*Dubois (Josiah E.), Johnson (Edward). — *Generals in grey suits*, London, Bodley Head, 1953, in-8°, X-374 p.

Procès de 24 membres de l'International G. Farben Cartel. — Responsabilité des fabricants de gaz pour les camps de concentration.

Hudson (G. F.). — The Trains to Auschwitz, *Twentieth Cent.*, août 1953, pp. 108-119.

La volonté d'Hitler d'exterminer les Juifs.

Polacy wymordowani w lasach Katynia [Les Polonais massacrés dans la forêt de Katyn], *Orzel Bialy*, juin-juil. 1952, p. 10, août-sept., p. 10.

*Reitlinger (Gerald). — *The Final solution. The attempt to exterminate the Jews of Europe, 1939-1945*, London, Vallentine Mitchell, 1953, in-8°, 622 p.

*Rendulic (Lothar, Generaloberst). — *Glasenbach - Nürnberg - Landsberg. Ein Soldatenschicksal nach dem Krieg*, Graz, Göttingen, L. Stocker (1953), in-8°, 222 p., couv. ill., ill. h. t.

Réquisitoire contre le tribunal de Nuremberg, par qui l'auteur a été condamné.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*Braubach (Max). — *Der Weg zum 20. Juli 1944. Ein Forschungsbericht*, Köln und Opladen, Westdeutscher Verl., 1953, in-8°, 48 p.

Chronologie, bibliographie et vue d'ensemble du complot du 20 juillet.

*Bayle (R.). — *Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants S. S.*, préf. de Pierre Oudard, Paris, Presses Universitaires, 1953, in-8°, 546 p.

Cf. Bach, The Ethics of Nazidom, *Wiener Libr. Bull.*, mai-août 1953, p. 18.

*Bendiscioli (M.). — Nel Kulturkampf 1937-1938. L'offensiva antecristiania del totalitarismo nazista..., in : *Scritti di sociologia e politica in onore di Luigi Sturzo*, vol. I, Bologna, Zanichelli, 1953, gr. in-8°, 630 p.

(Publicazioni a cura dell'Istituto Luigi Sturzo.)

**Bilanz des Zweiten Weltkrieges. Erkenntnisse und Verpflichtungen für die Zukunft*, Oldenburg, Hamburg, G. Stalling Verl. (1953), in-8°, 472 p.

Les leçons de la guerre dans le domaine militaire, politique, économique, social, par Tippelskirch, Kesselring, Guderian, Assman, Schwerin von Krosigk, etc.

Brunschwig (M.). — L'Allemagne en guerre, *R. historique*, juil.-sept. 1953, pp. 481-495.

**Das deutsche Heer 1939. Gliederung, Standorte, Stellenbesetzung und Verzeichnis sämtlicher Offiziere am 3.1.1939, herausgegeben von H. H. Podzun*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1953, in-8°, xii-1016-111 p.

Der deutsche Soldaten Kalender 1954, München, Schild-Verl., 1954, in-8°, 178 p., ill. h. t.

Récits de combattants, chiffres des pertes de la guerre, etc.

Dorman (James R.). — Hitler's economic mobilisation, *Milit. R.*, nov. 1953, pp. 46-57.

L'organisation économique d'avant guerre et le rôle de Speer après la mort de Todt (févr. 1942).

*Dornberger (Walter). — *Feu dans le ciel ! L'histoire de Peenemünde, base des V 1 et V 2*, Paris, Arthaud, 1953, in-8°.

Traduct. de : *V 2. Der Schuss ins Weltall. Geschichte eines grosser Erfindung*, 1952.

*Dwinger (Edwin Erich). — *Die letzten Reiter*, Freiburg i. Br., Frankfurt a. M., Dikreiter Verlagsges. (1953), in-8°, 432 p.

Roman dont l'action se passe sur le front russe.

*Faur (Faber du). — *Macht und Ohnmacht*, Stuttgart, Günther Verl., 1953, in-8°, 296 p.

Souvenirs et critique de la Wehrmacht par un ex-officier.

*Herzfeld (Hans). — *Das Problem des deutschen Heeres 1919-1945*, Schloss Laupheim, Wttb., U. Steiner Verl., s. d., 24 p.

Himmler (Heinrich). — Die Rede Himmlers vor die Gauleitern am 3. August 1944, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1953, pp. 357-395.

Sur le complot du 20 juillet 1944.

**Die höheren Dienststellen der deutschen Wehrmacht 1933-1945. Im Auftrage des Instituts für Zeitgeschichte zusammengestellt und erlautert von Fritz Frhr. von Siegler* (Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1953), in-8°, 155 p., pl. h. t.

Klimov (Grigorij). — *Berlinskij Kreml'*, Frankfurt/Main, Posev, 1953, in-8°, 450 p.

Trad. fr. abrégée : *Les Russes à Berlin* Paris, A. Bonne, 1953.

Paetel (Karl O.). — Die S. S. Ein Beitrag zur Soziologie des Nationalsozialismus, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1954, pp. 1-34.

Pribilla (Max, S. J.). — Vom Geist der Freiheit, *Stimm. d. Zeit*, juil. 1953, pp. 241-248.

Sur le complot du 20 juillet.

*Reinecker (Herbert). — *Kinder, Müller und ein General*, Darmstadt C. W. Leske, 1953, in-8°, 326 p.

L'enthousiasme patriotique de la jeunesse allemande lors de la deuxième guerre mondiale.

WALDEN. — Dokumente beginnen zu sprechen. Aus den Akten des faschistischen OKW. Das wahre Schicksal der Vermissten, *Tägliche Rundsch.*, 4 nov. 1953, p. 3.

Les soldats « disparus en U. R. S. S. » auraient été sommairement exécutés par leurs propres compatriotes au cours de la guerre.

**Wenn Beweispapiere fehlen. Handbuch der bisher erfassten Personalunterlagen der ehem. Deutschen Wehrmacht. Bearb. von Major i. G. a. D. Wolf Keilig... Juni 1953, hrg. vom Verband deutscher Soldaten. Bund der Berufssoldaten (V d s/B v W)* (München, Schild-Verl.), 1953, in-8°, 96 p.

Les documents relatifs à la Wehrmacht d'après l'état actuel des archives en Allemagne et en Autriche.

*WHEELER-BENNETT (John W.). — *The Nemesis of power. The German army in politics 1918-1945...*, London, Macmillan, 1953, in-8°, XVI-829 p., pl. h. t.

I. L'armée et le Reich (1918-1926) ; II. L'armée et Hitler (1920-1933) ; III. Hitler et l'armée (1939-1945).

**20. Juli 1944. Geänderte u. vervollst. Bearbeitung der Sonderausgabe der Wochenzeitung « Das Parlament » bearb. von H. Royce*, Bonn, Köllen-Verl., 1953, in-8°, 216 p.

Nouveaux témoignages sur le 20 juillet.

AUTRICHE

ENGEL-JANOSSI (Friedrich). — Remarks on the Austrian Resistance 1938-1945, *J. of Central Europ. Affairs*, juil. 1953, pp. 106-122.

ÉTATS-UNIS

*SEIDMAN (Joel Isaac). — *American labor from defense to reconversion*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 1953, in-8°, 318 p., 10 p. de bibliographie.

Le mouvement ouvrier aux É.-U. pendant la deuxième guerre mondiale.

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

*BORCHERS (Erich). — *Weil ein Hund nicht bellte...*, Hannover, Sponholz Verl., 1953, in-8°, 200 p.

L'Abwehr en France sous l'occupation. L'affaire Geoffroy.

*CHURCHILL (Peter). — *Duel of wits*, London, Hodder and Stoughton, 1953.

Sabotage et résistance dans le Sud de la France.

*CROFT-COOKE (Rupert). — *The Blood-red Island*, London, Staples Press, 1953, in-8°, 248 p., ill.

L'occupation britannique à Madagascar.

LEHMANN (Othon). — *Épinal. L'histoire de la guerre (1939-1944)*, Épinal, Imp. coopérative (1951-1953), in-8°, chap. I-X, pp. 1-176 *(à suivre)*.

*GODUNOV (M. I.). — *Bor'ba francuskogo naroda protiv gitlerovskikh okkupantov i ikh soobscnikov, 1940-1944* [*La lutte du peuple français contre les occupants hitlériens et leurs complices, 1940-1944*], Moskva, Gospolitizdat, 1953, in-8°, 106 p.

GRANDE-BRETAGNE
ET COMMONWEALTH

*ASHWORTH (W.). — *Contracts and finance...*, London, H. M. S. O., 1953, in-8°, X-309 p.

(History of the Second World War. United Kingdom Civil Series. Edit. by W. K. HANCOCK. — War production series directed by M. M. POSTAN).

*BERNARD (Jean-René). — *Le système « Utility », institution fondamentale et caractéristique de l'économie de guerre britannique*, préface de Jean DE SAILLY, Paris, Colin, 1953, in-8°, 102 p.

(Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 46.) Le cadre du système ; le système de 1941 à 1945 ; dégradation et disparition du système Utility.

CLAYTON (G.). — The Development of British Exchange Control, 1939-1945, *Canadian J. of economics and pol. science*, mai 1953, pp. 161-173.

La politique commerciale et la législation de guerre britannique.

*HASLUCK (Paul Meernaa Caedwalla). — *The Government and the people, 1939-1941*, New York, Anglobooks, 1953, in-8°, 661 p., ill., diagr.

(Australia in the war of 1939-1945, ser. 4, vol. I.) Les affaires intérieures, les relations avec les Alliés, la vie du peuple australien jusqu'à l'agression japonaise.

Medical History of the Second World War. Medical research, edited by F. H. K. Green and Sir Gordon Covell, London, H. M. S. O., 1953, in-8°, xv - 387 p.

(History of the Second World War. United Kingdom Medical Series. Edit.-in-chief, Sir Arthur S. Mac Nalty.)

*Murray (Marischal). — *Union-Castle chronicle 1853-1953*, London, Longmans, 1953, in-8°, xvii-392 p., pl. h. t.

A l'occasion du centenaire de la Compagnie. Rôle de ses bateaux comme transports de troupes pendant les deux guerres mondiales.

*Walker (Allan S.). — *Clinical problems of war*, London, Australian war Memorial ; New York, Anglobooks, 1953, in-8°, 680 p., pl. h. t.

(Australia in the War 1939-45. Series 5. Medical, vol. I.)

*Weir (Sir Cecil M.). — *Civilian assignment*, London, Methuen, 1953, in-8°, xiv-182 p., pl. h. t.

L'organisation civile et la production pendant la dernière guerre en Angleterre.

ITALIE

Azzari (A.). — Un anno di Resistenza nell'Ossola (settembre 1943-settembre 1944), *Movimento di liber. in Italia*, sept. 1953, pp. 3-24.

(A suivre.)

*Borretta (Alfio). — *Prigionieri di Churchill*, Milano, ediz. Europee, 1953, in-16, 314 p.

*Cappuccino (Pio) [Fra Ginepro]. — *Ospitalità al sacrificio*, Siena, La Poligrafica, 1953, in-16, 42 p.

A la mémoire des soldats de la division Modène tombés au cours de la campagne de Grèce 1940-41.

*Coceani (Bruno). — *La Tragedia della Venezia Giulia*, Roma, Quaderni dell'ABC, 1953, in-4°, 46 p.

Chronologie des principaux événements de 1943 à 1953.

*Ferrari (Fulvio). — *Cefalonia, settembre 1943*, Parma, tip. parmese, 1953, in-8°, 31 p.

Galli (Carlo). — Trieste e la Germania, *Nuova Antologia*, nov. 1953, pp. 273-281.

Les visées allemandes sur Trieste, notamment au cours de la guerre.

*Gambetti (Fidia). — *I Morti e i vivi dell'Armir*, Roma, ed. Cultura sociale, 1953, in-8°, 279 p.

Critique de la campagne de Russie, par un soldat italien devenu communiste après un séjour dans un camp de prisonniers.

*Marabotto (Giuseppe). — *Un Prete in Galera*, Cuneo, Ghibaudo, 1953, 2 vol. in-8°, 343 et 303 p.

La lutte des partisans dans le Piémont.

Le Perdite delle Forze armate italiane nella seconda guerra mondiale. Gli ultimi dati comunicati dal Ministero della Difesa, *Doc. di vita italiana*, déc. 1953, pp. 1925-1926, tabl. statist.

Ces pertes s'élèvent à 261.938 hommes, dont 136.927 tués, 125.011 disparus (220.775 pour l'armée ; 28.345 pour la marine ; 12.808 pour l'armée de l'air).

Il Proclama di Alexander e l'attegiamento della Resistenza all'inizio dell'inverno 1944-1945, *Movimento di liber. in Italia*, sept. 1953, pp. 25-50.

La proclamation d'Alexander aux patriotes italiens, du 13 nov. 1944, suivie de documents divers.

**15 Novembre. Edito dal Comitato Onoranze Caduti per la Libertà. A cura del Centro Studi della Resistenza Ferrarese*, Ferrara, tip. S. A. T. E., 1953, in-8°, 25 p., phot.

Premier opuscule d'une série d'études à paraître sur la Résistance dans la province de Ferrare.

*Lodolini (Elio). — *La Illegitimità del Governo Badoglio*, Milano, Gastaldi, 1953, in-16, 172 p.

Salvemini (Gaetano). — In margine a un processo. Ammiraglì « traditori » ?, *Mondo*, 27 oct. 1953, pp. 1-2.

Critique des assertions contenues dans l'ouvrage de Trizzino, *Navi e poltrone*.

Sprigge (Cacil). — Mussolini « resignation », the drama of July 25, 1943, *Manchester Guardian W.*, 6 et 13 août 1953, p. 15.

JAPON

*Johnston (B. F., and others). — *Japanese food management in World War II*, Stanford (Cal.), Stanford Univ. Pr., 1953, in-8°, 295 p.

(Food Research Inst. publ.-Food, Agriculture and World War II, v. 3.)

NORVÈGE

*Astrup (Helen), Jacot (B. L.). — *Night has a thousand eyes*, London, MacDonald, 1953, in-8°, IX-221 p.

La résistance en Norvège vue par une Anglaise.

PAYS-BAS

Zimmerman (Hugo). — Holland at war. Reports of the Dutch Parliamentary Enquiry Commission, *Wiener library bull.*, mai-août 1953, p. 22.

PAYS BALTES

Berger (P.-G.). — La tragédie balte, *Écrits de Paris*, sept. 1953, pp. 36-47.

Occupations allemande et soviétique.

Die kommunistische Machtübernahme in den baltischen Staaten, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1954, pp. 95-114.

L'entrée des troupes soviétiques dans les pays baltes (15-17 juin 1940). — Documents.

Petersen (Hans). — Die sowjetische Agrar-politik in den Baltischen Staaten 1940-1952, *Osteuropa*, juin 1953, pp. 191-196.

*Raid (Robert). — *Wenn die Russen kommen...*, Freiburg, Frankfurt a. M., Dikreiter Verl., 1953, in-8°, 200 p.

L'Esthonie sous l'occupation russe, sept. 1939-août 1941.

POLOGNE

Abramovic (R.). — Uroki istorii. [Les leçons de l'histoire], *Soc. vestnik* (New York), oct.-nov. 1953, pp. 179-180.

La « trahison » de l'U. R. S. S. lors du soulèvement de Varsovie en juillet 1944.

Dabrowski (T.). — Przygotowania w dziale zywnosciowym oraz stan zapasow w r. 1939 [Préparatifs de l'intendance ; état des réserves en 1939], Bellona, Londres, juil.-sept. 1953, n° 3; pp. 49-62.

Mark (B.). — Powstanie w Getcie Warszawskim (19 kwietnia 1943-19 kwietnia 1953 [Le soulèvement du Ghetto de Varsovie (19 avril 1943-19 avril 1953], *Wiedza i Zycie*, avr. 1953, n° 4, pp. 269-279, ill.

O « Swicie » [Au sujet de « l'Aube »], *Kultura* (Paris), 1948, n° 11, 1949, n° 7, 1953, n° 9, pp. 84-106, n° 10, pp. 54-69.

Polémique relative à la station de radiodiffusion polonaise établie en Grande-Bretagne pendant la guerre.

W 10 rocznice Ludowego Wojska Polskiego [Pour le 10e anniversaire de l'Armée populaire polonaise], *Nowe Drogi*, sept. 1953, n° 9, pp. 75-82.

Recueil de documents du 10 juin 1942 au 17 avril 1945.

TCHÉCOSLOVAQUIE

*Kropalak (M.). — Slovenské narodné povstanie [Le soulèvement populaire slovaque de 1944], *Slovansky Prehled* (Prague), 1952, n° 7, pp. 232-234.

U. R. S. S.

*Fedoseev (N.). — *Slavnyi boevoj put sovetskoj armiji* [*Le glorieux chemin de combat de l'armée soviétique*] (Moskva, Gospolitizdat), 1953, in-16, 86 p.

De la guerre civile à la deuxième guerre mondiale.

*Hawemann (Walter). — *Achtung Partisanen*, Hannover, A. Sponholz, 1953, in-8°, 189 p., ill.

La guerre des partisans sur le front germano-soviétique.

Karov (D.). — Nekotoryé fakty iz istorii sovetskoj armii [Quelques points de l'histoire de l'armée soviétique], *Vest. In-ta izuc. ist. i kult. SSSR*, n° 4, 1953, pp. 97-103.

Notamment au cours de la deuxième guerre mondiale.

*Lisjak (Oleg). — *Za strileckij zvicaj. Roman* [*Pour la tradition militaire. Roman*], München, Bratstvo kol. vojakiv I-oj Ukr. Divizii U. P. A., 1953, in-8°, 344 p.

Histoire « non officielle » de la division « Galicie » (première division ukrainienne de l'armée ukrainienne de libération), ayant combattu avec les Allemands contre les Russes, 1941-1944.

Memorandum polnomocnykh predstavitelej Idel'Urala... [Memorandum adressé à Rosenberg par les représentants des peuples d'Idel-Oural (turko-tatares), du Caucase, des Tatares de Crimée, des Turkomanes, des Ukrainiens et des Belorusses sur la sphère d'activité de l'armée Vlassov (18-11-1944)], *Za svobodu*, n° 13, 28 juillet 1953.

Archives du Tribunal international de Nuremberg.

MITROFANOVA (A. V.). — Kommunisticeskaja partija — vdokhnovitel' i organizator socialisticeskogo sorevnovanya rabocego klassa v 1942 g [Le Parti communiste, inspirateur et organisateur de l'émulation socialiste de la classe ouvrière en 1942], *Istoriceskié zapiski* (Moscou), t. 41 [1953], pp. 301-340.

L'effort de guerre de l'U. R. S. S.

**Sbornik materialov o vydace kazakov v Lience i drukhik mestakh v 1945 g.* [*Recueil d'informations sur la livraison des Cosaques à Lienz et dans d'autres camps en 1945*], Orangburg (U. S. A.), V. Naumenko, 1953, 4 fasc. in-4°, polyc.

*THORNWALD (Jürgen). — *Wlassow contre Staline*, trad. de l'allemand par Ch. MUNCH, Paris, André Bonne, 1953, in-8°, 320 p.

Die Verbrechen der Hitlerfaschisten in der Sowjetunion, *Documentat. d. Zeit*, 15 septembre 1953, col. 3100-3106.

Les destructions opérées par les Allemands en U. R. S. S. au cours de la deuxième guerre mondiale.

VITOV (Nik). — Rasskaz latyskogo krest'janina bezavsego iz Rossii [Récit d'un paysan letton qui s'était enfui de Russie], *Novyi zurnal* (New York), XXXIV (1953), p. 212.

YOUGOSLAVIE

**Likovi narodnih heroja Hrvatske. Svazek 13, 14, 15* [*Figures des héros nationaux croates : Ivan Lucic-Lavcevic*, par Ante BURATOVIC ; *Vlado Bagat*, par Zivko JELICIC ; *Ante Jouic*, par Vanja ZANKO], Zagreb, Izdavacko poduzece « 27 » srpanj, 1953, 3 fasc. in-16, 35, 25 et 39 p., portr. front., couv. ill.

Résistants croates.

X... — La vérité sur Tito, *Écrits de Paris*, nov. 1953, pp. 43-52.

La rivalité Mihailovic-Tito et le jeu des Alliés dans la résistance yougoslave aux Allemands.

ZUKOV (S.). — 12 sentjabrja 1941 g. [Le 12 september 1941], *Nasi vesti* (New York), n° 39 (2176), 12 sept. 1953, pp. 2-5.

Souvenirs sur la formation « du Corps russe » dans Belgrade occupée par les Allemands.

Le 10 janvier 1954.

Le gérant : Henri MICHEL.

1954. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 23.617 Dépôt légal : 2-1954 IMP. N° 13.513

AVANT-PROPOS

La Commission d'Histoire de la Déportation, créée en juin 1951, aura trois ans d'existence quand paraîtra ce numéro de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale. *Il groupe quelques-uns des travaux récents les plus propres à témoigner de la méthode suivie par la Commission.*

Les tâches qu'elle a poursuivies au cours de ces trois années sont exposées plus loin par M. Henri Michel avec une grande précision : secrétaire général, non seulement de la Commission, mais encore du Comité de l'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale auquel elle est rattachée, il en suit au jour le jour le détail. Grâce à lui, et bien qu'on ne disposât que de moyens limités, les règles de recherche qui avaient été déterminées à l'origine ont été appliquées. Car il s'agit bien de recherche, et l'essentiel est de rassembler une documentation dont les sources sont très diverses, souvent dissimulées et presque toujours d'un accès difficile. Près de dix années ont passé depuis que la déportation a cessé et que les déportés survivants sont revenus. Les souvenirs s'effacent peu à peu, les documents qui n'ont pas été immédiatement recueillis risquent de disparaître. Tout doit être tenté pour les rassembler. On ne s'étonnera pas que la Commission ait mis au premier rang de ses préoccupations et de ses efforts la liaison avec divers services étrangers qui pouvaient l'éclairer et qu'elle ait chargé de mission M. Grunewald et M. Rovan, en Angleterre et en Allemagne. Il est donc important que nous soyons informés exactement sur les travaux qui se poursuivent dans des pays comme la Belgique ou la Hollande, dont beaucoup de citoyens ont connu la déportation et la vie des camps ; les articles de M. J. Willequet et de M. C. T. de Jong sont les premiers d'une série qui devra être poursuivie. C'est dans le même esprit que nous publions une note relative aux travaux de la Commission générale d'Enquête sur les crimes allemands en Pologne, un article de M. Poliakov sur le Centre de Documentation juive, ainsi que le compte rendu, par M. Vivier, d'une des tâches les plus importantes demandées à nos correspondants départementaux : l'établissement d'une statistique.

Mais, déjà, des études sérieusement élaborées ont pu voir le jour, et le présent numéro montre qu'elles peuvent être diverses par leur objet. D'abord une monographie de camp. M. Michel de Bouard, professeur à l'Université de Caen, ex-N. N. [Nacht und Nebel] Schutzhäftling 63.584 K. L. M., *nous donne, d'après des sources bien explorées, notamment des documents administratifs, le tableau du camp de Mauthausen : par son objectivité et sa*

précision, il rappelle l'admirable livre de l'Allemand Eugen Kogan sur Buchenwald, traduit sous le titre L'enfer organisé.

C'est également en utilisant des groupes bien définis de documents que Mme Marie Granet et Mme Olga Wormser ont abordé deux importants sujets : le rôle du travail des concentrationnaires dans l'économie de guerre allemande, la place de la déportation dans le procès de Nuremberg.

Quant à Mme Germaine Tillion, c'est un problème de méthode qu'elle aborde avec son expérience de sociologue, un problème fondamental : celui de la critique des sources, en particulier celui du témoignage. Cet article ouvrira la voie à des discussions que nous souhaitons vives ; il appelle des remarques qui pourraient trouver place dans cette revue.

Du témoignage : *c'est sous ce titre qu'il y a vingt-cinq ans parut un livre qui suscita une vive émotion et qui était l'abrégé d'un livre plus considérable intitulé* Témoins, essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928 *(Paris, 1929, Les Étincelles, in-8°,* VII-*727 pp.). L'auteur, Norton Cru, y analysait 304 ouvrages publiés par 252 auteurs qui étaient tous des combattants ; il avait écarté les récits des civils, des non-combattants et des chefs. L'étude critique et la confrontation de ces textes l'avaient conduit à tenter une « Esquisse de la guerre ». Mais il se rendit bientôt compte qu'il était bien difficile à ces témoins « de pouvoir ou d'oser dire la vérité : vérité des faits, vérité des sentiments ».*

Un travail analogue à celui de Norton Cru pourrait-il être tenté en ce qui concerne la déportation ? On doit le souhaiter, et l'on aperçoit déjà combien seraient fécondes de telles confrontations, surtout si elles devaient avoir pour effet de rectifier le jugement qui fut d'abord exprimé sur certains livres. On apprécierait une étude critique qui, groupant les ouvrages et les brochures que déjà cette revue signale, dégagerait certains faits généraux, distinguerait des traits communs à tous les camps les traits particuliers.

On voudra bien considérer que plusieurs de ces articles ont été écrits par d'anciens déportés, que la Commission elle-même en compte un grand nombre parmi ses membres. Le souci d'objectivité qui est le leur est toujours celui de l'historien et du sociologue. On l'apprécie davantage encore quand il s'applique à des événements aussi douloureux que les déportations massives ou individuelles, ou encore à cet étrange fonctionnement du système concentrationnaire si difficile à définir.

Julien Cain, Membre de l'Institut,
Administrateur général de la Bibliothèque nationale,
Président de la Commission de l'Histoire de la Déportation.

RÉFLEXIONS SUR L'ÉTUDE DE LA DÉPORTATION

(A PROPOS DE DOCUMENTS ALLEMANDS CONFRONTÉS AVEC DES TÉMOIGNAGES DE DÉPORTÉS)

Il est possible de définir une zone de civilisation, tout autant par le mirage qu'elle s'est créée d'une société idéale, que par des comportements précis et réels et pour comprendre la « civilisation » concentrationnaire, il faut ne jamais oublier ses plus monstrueux aspects : elle a été hantée par l'affreuse image de l'extermination méthodique appliquée aux Juifs, dont Auschwitz restera le prototype et c'est cette image — bien plus que les ordres imprécis du gouvernement central — qui, à notre avis, a joué un rôle déterminant dans l'extermination des non-Juifs au cours des trois derniers mois de la guerre, car lorsqu'on examine en détail les groupes humains engloutis dans le gouffre, lorsqu'on essaie de les fixer historiquement, de leur naissance jusqu'à leur dissolution, en additionnant les décès, en confrontant les dates de ceux-ci avec les dates des ordres et des contre-ordres d'extermination, on s'aperçoit que ce n'est pas la longue durée de la misère concentrationnaire qui a tué le plus d'êtres humains, ni la négligence, l'alourdissement d'un système entre les mains de fonctionnaires imbéciles et insuffisamment surveillés, ou au contraire l'obéissance servile à des ordres précis et criminels. C'est l'initiative, le zèle, l'imagination des états-majors *S. S.* qui, à partir d'un ordre d'extermination assez vague, impossible à contrôler et qui fut d'ailleurs rapporté (1), ont *improvisé* l'assassinat en masse des détenus.

Cette hypothèse se dégage des renseignements, d'origines très diverses, qu'il est possible désormais, de réunir sur la déportation. En examinant les dates des transferts, on constatera à quel point tous les rouages de ce vaste ensemble étaient solidaires les uns des autres, et lorsque quelques-uns d'entre eux seront hors d'usage, autrement dit : lorsque les camps

(1) Voir p. 16. Les mesures en vue de l'extermination des malades sont prises à partir de décembre 1944 et l'ordre d'extermination (interrogatoire du commandant adjoint Schwartzhuber), confirmé par le commandant Suhren (interrogatoire du 8-12-49), date de la fin de février 1945 et aurait été formulé ainsi : *Les personnes dont on ne peut pas compter qu'elles survivront, sont à détruire.* Or les femmes assassinées en vertu de cet ordre auraient survécu dans une proportion supérieure à 90 %.

d'extermination de l'Est, à partir de l'hiver 1944, tomberont aux mains des Russes — nous assisterons à l'engorgement général du système et aux efforts des commandants de camp pour résoudre les problèmes posés par les « déchets humains », jusqu'alors détruits discrètement à l'Est.

En présence de cet engorgement, l'extermination sur place des détenus nous apparaît comme une solution monstrueuse, inimaginable dans un autre pays — mais elle n'était pas la seule possible : l'espace autour des camps était quasi illimité ; la main-d'œuvre gratuite, pour construire des baraques, abondait ; les matières premières (le bois des grandes forêts prussiennes) se trouvaient déjà à pied d'œuvre ; quant aux réserves de vivres accumulées, elles pouvaient vraisemblablement suffire à ce surcroît de bouches à nourrir, et, en outre, le ravitaillement général de l'Allemagne, dans cette dernière phase de la guerre, restait infiniment plus riche que celui de nombreux pays qui, en présence de problèmes analogues, n'ont pas songé à un tel forfait. D'autre part, lorsqu'on considère la marche parallèle des événements militaires, le massacre des détenus n'apparaît pas seulement comme un crime, mais comme une sottise fort dangereuse, à la fois pour ceux qui en prirent la responsabilité et pour leur pays, contre lequel il justifiait d'avance de cruelles représailles. D'où vient cependant que ce crime et cette sottise aient été perpétrés, avec un tel ensemble, de l'est à l'ouest de l'Allemagne nazie ? On ne doit pas perdre de vue qu'un camp comme Ravensbruck a été une entreprise industrielle très prospère ; lui annexer un camp d'invalides ne présentait qu'un seul inconvénient : diminuer légèrement la marge bénéficiaire. Nous pensons que tel est l'argument qui a fait fléchir la balance du destin.

1. Les textes

Le grand intérêt du texte (1) que nous allons étudier est de nous donner intégralement la composition d'un convoi de déportation. Or, sur les

(1) Il y a des documents faux, comme il y a des faux témoins, mais ceux qui sont authentiques offrent le double intérêt d'être, généralement du moins, contemporains des faits auxquels ils se rapportent et de n'avoir pas eu en vue de servir une cause quelconque. Ils sont immobiles et neutres comme des objets ; c'est dire que, dans ce domaine de l'histoire contemporaine où les passions les plus intenses sont en jeu, leur valeur est grande.

Ce qui caractérise malheureusement les textes relatifs à la déportation — par rapport à ceux qui concernent d'autres faits historiques de la même période (histoire diplomatique, histoire militaire par exemple) — c'est leur extrême sécheresse, leur extrême pauvreté ou... leur absence. Lorsqu'ils existent, c'est sous la forme d'ordres de service ou de circulaires de l'administration allemande, de listes de prisonniers établies par la Direction des camps pour son usage (ou, au contraire, relevée clandestinement par les prisonniers eux-mêmes afin d'alerter leurs familles ou la Croix-Rouge), de fiches individuelles de détenus, de correspondances officielles ou privées, d'inventaires de matériel, d'agendas, ou même, éventuellement, de photographies.

Il ne faudrait pas cependant s'illusionner et s'imaginer qu'on pourrait, grâce aux seuls documents, écrire l'histoire de la déportation. Tout d'abord ils sont fort incomplets, car, chaque fois que les Allemands l'ont pu, ils les ont systématiquement détruits. Ceux qui ont échappé à la destruction n'ont pas été regroupés, les États-Unis et l'U. R. S. S. en détiennent la plus grande part qu'ils conservent sur leurs territoires ; le reste est émietté

245 trains jusqu'à présent identifiés dans nos archives, pour deux (1) seulement nous avons eu la chance de retrouver un document de ce genre.

Nous nous trouvons en présence d'une liste de 957 femmes, déportées de France le 30 janvier 1944 et arrivées le 3 février, à l'aube, à Ravensbruck, où elles furent immatriculées entre les nos 27030 et 27988. Pour cette raison, elles furent immédiatement, dans l'argot concentrationnaire, surnommées *Les Vingt-Sept-Mille* (2).

On sait que, dans les camps allemands, tous les services, y compris les secrétariats, étaient aux mains des détenus. Nous avons donc pu analyser cette liste, non seulement avec un grand nombre de prisonnières dont les noms y figurent, mais encore avec celles qui étaient chargées de la tenir à jour, qui l'ont reconnue et dûment authentifiée. Outre cette authenticité générale, l'enquête que nous avons faite démontre qu'elle n'a subi aucune falsification, contemporaine ou postérieure à sa rédaction, qu'elle ne présente aucune erreur délibérée et qu'elle a été établie à loisir, à Ravensbruck même, pour les besoins du contrôle allemand. C'est dire qu'elle satisfait à toutes les exigences de la critique externe.

Les erreurs contenues dans ce texte sont involontaires et, par conséquent, désordonnées, désintéressées, imprévisibles, donc d'autant plus difficiles à déceler. Elles sont nombreuses, quelques-unes sont fort graves, et elles portent sur presque toutes les catégories d'informations qui nous

entre les divers pays belligérants ou même non belligérants (nous en avons personnellement retrouvé en Suède et en Suisse).

A supposer que nous possédions la totalité des archives des camps, il nous faudrait encore faire appel aux témoignages, tout d'abord pour la raison générale qu'une paperasserie administrative, si exacte et complète soit-elle, est incapable de recouvrir toutes les complexités d'un événement vécu. En outre, dans le cas qui nous occupe, ces archives ont été souvent, dès l'origine, intentionnellement fasifiées : aucun signe particulier ne différencie, par exemple, une liste d'extermination d'une liste de transport et, dans les correspondances administratives nazies, les réalités les plus redoutables se dissimulaient derrière une terminologie anodine dont il faut avoir la clef pour comprendre ce qu'elle a signifié. Même lorsqu'on a découvert cette clef, une enquête sérieuse reste nécessaire pour que l'interprétation ne soit pas contestable. Mais tout ce travail préparatoire ne présente pas de difficultés insurmontables.

Les erreurs involontaires sont plus dangereuses : c'est ainsi qu'en étudiant, à la lumière de nos enquêtes orales, des documents administratifs allemands d'une authenticité indiscutable, complets, sans falsification, constitués dans les conditions les plus favorables à un maximum de contrôle, nous avons obtenu la preuve que ces derniers étaient criblés de lacunes et d'inexactitudes, dont quelques-unes importantes par leur nombre et leur nature et d'autant plus dangereuses que l'historien futur les abordera avec un respect dont il n'aura guère de moyens de s'affranchir.

(1) Les trains partis le 30 janvier et le 15 juin de l'année 1944.

On verra dans la Seconde Partie de cet article (*Témoignages*, p. 26 et suiv.), comment il est possible, mais lent et difficile, de remplacer ces documents disparus.

(2) Le document provient du *Revier* de Ravensbruck et fut sauvé de la destruction par une déportée de la Résistance tchèque qui nous l'a remis. Ses 29 feuilles de papier pelure dactylographiées ont une frappe impeccable, ne comportent aucune rature, aucune retouche (il s'agit manifestement non pas d'un brouillon mais d'un état définitif, établi soigneusement en plusieurs exemplaires, pour les différents services autonomes du camp). Notre exemplaire est un « double » au carbone, enrichi d'annotations manuscrites de plusieurs mains différentes, mais toutes d'une écriture lisible et appliquée, ajoutées à l'encre ou au crayon, au fur et à mesure des faits qui nous sont ainsi indiqués.

sont données. Cependant, elles ne doivent pas nous faire perdre de vue l'intérêt extrême que ce document a pour nous et l'excellent instrument d'exploration qu'il est susceptible de devenir, après avoir subi le traitement critique indispensable.

Le titre. — C'est une simple date, tapée à la machine (3-2-1944) qui correspond effectivement au jour de l'arrivée du convoi, mais nullement à celui où fut confectionnée la liste (elle doit dater du 10 février environ). A droite, écrit au crayon, le mot *Revier* — en effet, nous venons de voir que c'est bien au Revier que le document a été récupéré.

Première immatriculation : de 27030 a 27988. — Considérons comme certain le fait que 957 femmes venues de France ont été présentes, le 3 février 1944, dans la *Lagerstrasse* de Ravensbruck et qu'elles ont reçu des numéros de la série 27000. Ceci est même la seule chose sûre de tout le document, mais elle est d'un intérêt inestimable. Nous avons dit 957, et non 958, car en face du n° 27260, à la suite de l'identité d'une prisonnière, est inscrite une phrase en allemand : *ist nicht zur Einlieferung gelangt* (1), ce qui porte à 957, au lieu de 958, le nombre total de celles qui sont arrivées à destination.

Seconde immatriculation : de 1 a 975. — Un second numéro, pris dans une série partant du chiffre 1 et se poursuivant dans l'ordre numérique, semblerait, au premier abord, être un numéro d'ordre s'il n'enregistrait 975 unités au lieu de 958, soit une différence portant sur 17 unités.

Jusqu'à la page 3, il y a concordance parfaite entre les deux systèmes, mais à la page 3, en face du n° 89, au lieu d'une identité suivie d'une immatriculation de la série 27000, nous avons une ligne de petits points et le mot *gestrichen* (2). A la page 4, en face des n^{os} 105 et 119, les points et le mot mystérieux reparaissent. Et ainsi de suite — il y a, nous l'avons vu, 17 *gestrichen* en tout.

Nous ne pensons pas qu'un retrait de 17 anonymes opéré avant l'immatriculation, ou que 17 décès qui auraient eu lieu au cours du transfert, aient pu passer inaperçus des nombreuses survivantes que nous avons interrogées. Par contre, plusieurs d'entre elles se souviennent avoir répondu, après leur arrivée à Ravensbruck, à un appel nominal prouvant que les gardiens allemands disposaient déjà d'une liste — établie par conséquent avant le départ de France du convoi. Cette hypothèse est confirmée par le classement même des prisonnières, assez déconcertant au premier abord, car il comporte cinq séries alphabétiques successives, ce qui ne facilitait pas les recherches. Une première série de 278 noms (3) (27030 à 27309), suivie de 4 autres séries alphabétiques (27310 à

(1) *Non parvenue à l'entrée du camp.* La prisonnière en question a été déportée par un train suivant et elle est morte dans des circonstances que nous ignorons.

(2) *Supprimée.*

(3) Dans cette série figure la prisonnière 27260 qui n'est pas arrivée à destination, c'est pourquoi la série est de 278 noms (et pas 279).

27570 : 260 noms ; 27571 à 27863 : 292 noms ; 27864 à 27929 : 55 noms ; 27930 à 27988 : 58 noms).

Or, nous savons, par l'enquête orale, que plusieurs centaines de prisonnières, déportées dans ce train, étaient déjà à Compiègne, un mois environ avant le départ — et toutes celles que nous avons ainsi identifiées, nous les rencontrons exclusivement dans notre première série alphabétique. Toujours par l'enquête orale, nous avons appris aussi qu'un groupe important a été transféré, dans 3 énormes cars, de Fresnes à Compiègne, quelques jours seulement avant le départ du convoi. Il semble qu'il ait été mélangé avec un autre groupe, arrivé le même jour de Romainville, pour composer la seconde suite alphabétique. Nous reconnaissons des femmes également venues de Fresnes et de Romainville, mais quarante-huit heures plus tard, dans la troisième série, ainsi que celles d'un convoi en provenance de Clermont-Ferrand. Pour la quatrième série notre enquête n'est pas concluante, mais dans la dernière, nous retrouvons des prisonnières amenées de province, en particulier de Poitiers et de Toulouse.

De la même façon, mais avec plus de précision encore, nous savons qu'une vieille dame, Mme Marie-Louise Monnet, qui avait été appelée au moment où s'est constituée la seconde série (transférée de Romainville à Compiègne) a été, à la dernière minute, mise à l'hôpital et rayée, par conséquent, de la liste de départ (1). Effectivement, à la place alphabétique qu'aurait dû occuper Mme Monnet, dans son groupe, nous trouvons une ligne de points suivie du *gestrichen.*

En conclusion, nous pouvons dire que cette première suite de numéros a été donnée aux prisonnières du convoi avant leur départ de France (nous précisons : très exactement à Compiègne), et que les *gestrichen* correspondent aux identités de celles qui, à la dernière minute, ont pu éviter de partir.

Identité. — C'est celle que les prisonnières ont donnée elles-mêmes, d'abord à la Gestapo, puis aux contrôles des camps. Quelques-unes, qui avaient changé d'état civil, figurent donc dans ce document sous leur faux nom et, lorsqu'elles sont mortes, c'est avec lui. Ces erreurs, qui ne sont évidemment pas imputables aux secrétariats allemands, exigent des vérifications particulièrement minutieuses et longues pour être décelées, sans qu'on puisse jamais posséder la certitude absolue de les avoir toutes dépistées.

L'enquête très approfondie, que nous avons consacrée à un autre convoi, nous a donné 11 faux états civils (2) sur 593 déportées, mais il n'en faut pas déduire des proportions même approximatives, car l'usage de

(1) Elle a été déportée un peu plus tard et elle est morte.

(2) Nous ne parlons ici que des pseudonymes représentant un véritable état civil. Le « nom de guerre », qui servait pour signer un rapport ou pour présenter un agent de la Résistance à ses camarades de combat, n'empêchait nullement celui ou celle qui l'avait adopté de se promener avec sa véritable carte d'identité dans sa poche. Comment aurait-il fait autrement, d'ailleurs, lorsqu'il continuait à habiter son ancien domicile, comme c'était le cas, assez souvent ?

changer d'état civil était presque inconnu aux débuts de la Résistance (il soulevait d'ailleurs de sérieuses difficultés pour des gens ne disposant que de ressources privées : traitements, gains commerciaux, revenus divers). Il s'est de plus en plus répandu, au fur et à mesure de l'intensification de la guerre secrète. Or, nos chiffres correspondent aux arrestations de la dernière phase de la Résistance (année 1944) et les prisonnières du convoi que nous étudions en ce moment ont toutes été arrêtées au cours de l'année 1943 et quelques-unes même en 1942, donc dans une période où l'usage du faux état civil n'existait que pour ceux, pas encore très nombreux, qui avaient échappé à une première arrestation ou qui étaient de souche juive. Ces derniers eux-mêmes n'étaient pas encore suffisamment pénétrés des effroyables dangers que leurs origines leur faisaient courir pour prendre des précautions réellement efficaces : leur faux état civil, en 1943, ne résistait pas toujours à une enquête policière.

Motif d'arrestation. — C'est le même pour tout le transport (*Polit.*, mis pour « Politique »), étiquette sans aucune espèce de réalité, car elle est appliquée à des femmes arrêtées pour Résistance, ou comme otages, ou par erreur, et d'autres pour prostitution, vagabondage ou vol. Le mot *polit.* semble avoir ici simplement le sens de *non racial* et c'est une qualification générale du convoi, sans signification individuelle, car nos camarades d'origine israélite, qui furent arrêtées pour Résistance (1), n'ont heureusement pas été séparées de nous. Plusieurs se sont trouvées dans le train dont nous analysons les aventures.

Ici se terminent les indications tapées à la machine, mais elles sont accompagnées d'anotations manuscrites qui nous fournissent une série de renseignements plus précieux encore. Ce sont : un nom de lieu (262 cas), une croix (88 cas), le mot *entlassen* qui signifie *sortie, libérée* (74 cas), et une simple lettre, la lettre *U* (52 cas).

Notre enquête auprès des secrétaires chargées de tenir à jour ce genre de document nous a confirmé ce qui apparaissait d'emblée : les prisonnières, indiquées comme *entlassen*, ont été effectivement libérées ; celles dont le nom est accompagné d'une croix sont bien mortes et, approximativement, à la date qui nous est donnée ; quant aux noms de lieux, ils correspondent à des kommandos de travail.

Par conséquent, il semble résulter de ce document que sur les 957 Françaises déportées le 30 janvier 1944, exactement 485 (2) (plus de la moitié

(1) Nous avons connu une courageuse petite Tchèque qui avait été arrêtée, dans le métro de Paris, par la Gestapo, avec une bombe dans son sac à main. Elle était Juive, communiste, et s'était laissée battre sans parler. Grâce à l'étiquette *Polit.* elle s'est retrouvée à Ravensbruck où elle a survécu. Sans sa bombe, elle aurait eu l'étiquette *Jüdin* et serait presque certainement morte à Auschwitz.

(2) Il y a, en tout, 262 prisonnières indiquées comme parties en kommando ; il y en a 74 indiquées comme *entlassen* (libérées), dont 68 libérées à la date du 2 avril 1945 (correspondant à l'échange par la Croix-Rouge internationale de Genève de 300 Françaises déportées) et 6 libérées isolément, à des dates diverses de l'année 1944 (19 et 29 mars, 19 avril, 10 et 19 mai et 3 août). Nous trouvons également 88 mortes et 52 femmes dont le nom est accompagné de la lettre *U*, mais, parmi ces dernières, 4 ont leur nom accompagné

ne sont pas mortes, ne sont pas parties en kommando, n'ont pas été libérées, ni engagées dans la mystérieuse et redoutable aventure que désigne la lettre *U*. Que sont-elles devenues ?

En réalité, tous les chiffres qui nous sont ainsi fournis sont faux, ainsi que nous allons le démontrer.

Départs pour un kommando. — Le document nous donne les indications suivantes : Bartensleben (23-6-1944 et 7-8-1944) ; Leipzig (2-9-1944) ; Neubrandenburg (15-5-1944 et 28-8-1944) ; Oranienbourg (20-9-1944) ; Wattenstedt (24-8-1944) et Zwodau (2-10-1944), soit en tout 6 kommandos, 8 transports et 262 prisonnières. (On verra plus loin pourquoi nous ne mentionnons pas, parmi les kommandos, le lieu désigné par la lettre *U*.)

L'enquête orale, faite méthodiquement auprès des survivantes du groupe *Vingt-Sept-Mille*, nous apprend rapidement que celles-ci subirent bien d'autres dispersions dont nous ne trouvons nulle mention dans notre texte. Sauf erreur, 122 parmi elles furent expédiées à Holleichen, le 13 ou le 14 avril 1944. A cette omission, nulle raison plausible : Holleichen n'était pas un kommando pire que Leipzig ou Zwodau ; le départ n'a pas eu lieu dans une période où les livres avaient cessé d'être tenus à jour et les renseignements concernant ce transport ont certainement figuré sur d'autres documents du même genre que celui que nous possédons — mais ces derniers ont été détruits et, sur celui que nous avons, l'information est omise. Pas davantage mention des départs pour Hanover-Limmer (22 juin), Brunschwig (7 juillet), Schlieben (22 juillet), Neubrandenburg (9 août), Flossenburg (31 août), Graslitz (31 août), Genthin (15 octobre), Bergen-Belsen (3 et 28 février 1945), Rechlin (14 février), Salzwedel (1er et 5 avril), et bien d'autres encore. Enfin, signalons pour mémoire que les identités en regard desquelles sont inscrits ces dates et ces noms de kommandos (identités dont certaines fictives), ne sont même pas toujours celles des femmes qui ont réellement appartenu à ce convoi (tous les déportés connaissent ces substitutions de la dernière heure qui ont envoyé en transport tel prisonnier sous le nom d'un autre).

Libérations. — Les informations qui les concernent sont exactes, mais incomplètes : il y eut effectivement 6 prisonnières du convoi *Vingt-Sept-Mille* qui furent libérées isolément, dans le courant de l'année 1944. Et 6 seulement. Il y en eut également 68, exactement 68, qui, le 2 avril 1945, prirent place dans les camions de la Croix-Rouge internationale de Genève (1), mais il y en eut, heureusement, d'autres encore, qui, à des dates différentes, en des lieux et par des voies que le document ne nous signale pas, retrouvèrent leur patrie.

à la fois d'une croix et de la lettre *U*. Le total de ces 476 informations correspond donc en réalité aux identités de 472 prisonnières (sur 957).

(1) Échange des 300 Françaises qui furent les premières à revoir la France et sont portées *entlassen* à Ravensbruck, le 2 avril 1945 (parties en réalité le 6 ou le 7 avril au matin).

Cette nouvelle série de lacunes nous déconcerte moins que les précédentes (relatives aux départs en convoi) et les suivantes (se rapportant à la mortalité). En effet, l'information la plus tardive mentionnée dans notre texte est du 21 avril 1945 (1) ; on peut donc admettre qu'à partir de cette date le document cesse d'être valable et il est normal, dans ces conditions, de n'y pas trouver trace de la libération, négociée entre le comte Bernadotte et Heinrich Himmler (2), de toutes les Françaises encore vivantes le 23 avril 1945. On ne s'attend pas davantage, dans un texte tenu à jour au *Revier* de Ravensbruck, à trouver traces d'événements concernant les prisonnières ayant été envoyées dans des kommandos, souvent fort distants. Conformément à ces prévisions, nous nous trouvons en présence de deux séries de lacunes : dans le temps, après le 21 avril 1945 ; dans l'espace, au delà du périmètre du camp central.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cet article, de donner la série complète des destins (3) qui attendaient les prisonnières dont nous avons déjà énuméré les dispersions à travers l'Allemagne ; cependant, un très bref aperçu de ceux-ci aidera à comprendre le rôle de plaque tournante que Ravensbruck a joué dans la déportation des femmes de toute l'Europe et dans leur exploitation industrielle. Cet aperçu est intéressant également à un autre point de vue, car il peut nous permettre d'imaginer le gouffre qui a pratiquement séparé ces groupes de destins. Certes, à travers toute la déportation, on retrouve les mêmes coordonnées — épreuve morale de la captivité, de la contrainte, des promiscuités criminelles : extrême misère physique due à la faim, au manque de sommeil, au froid, au travail excessif — mais ce sont là des éléments communs à tous les systèmes pénitenciers. La triste originalité des camps allemands réside dans leurs atrocités, et dans la répartition de celles-ci, qui a été d'une variété inimaginable. Qu'on ne s'y trompe pas, elles n'ont pas seulement frappé les imaginations, mais elles ont tué un nombre incroyablement élevé de détenus : les trois quarts de nos morts ont succombé dans les trois derniers mois de l'oppression hitlérienne (mars et avril 1945) et ils ont été délibérément assassinés.

Les Françaises qui avaient été envoyées à Leipzig furent, au moment de la débâcle, en partie évacuées à pied sur les routes où elles s'évadèrent par petits groupes que les armées alliées recueillirent. Celles qui demeurèrent sur place assistèrent à l'arrivée des troupes russes ; elles parvinrent à s'expliquer avec un officier qui leur indiqua un point de l'horizon en leur disant : « Odessa, c'est par là », puis les laissa partir seules ; au premier tournant, elles virèrent vers l'Ouest avec l'espoir de parvenir en France

(1) Mme Jeanne Wagner serait morte ce jour-là.

(2) Nous avons pu, à partir de 3 séries de listes dressées en Suède, par les soins de la Croix-Rouge et malheureusement pleines d'erreurs bien naturelles, reconstituer une liste générale dans laquelle *nous croyons* pouvoir identifier 91 déportées du convoi *Vingt-Sept-Mille*.

(3) Nous sommes en mesure de donner cette série complète pour le convoi déporté le 15 août 1944.

par un chemin plus bref et, effectivement, elles rencontrèrent des éléments américains et furent rapatriées assez vite.

Après la fuite des *S. S.*, le 15 avril, le directeur de l'usine de Schlieben avait pris la responsabilité du camp. Il offrit, à qui voudrait, la possibilité d'aller, à pied, rejoindre les Américains, avec deux charettes à chevaux pour les bagages, et une garde de 10 soldats débonnaires. Une trentaine de Françaises et quelques gitanes partirent ainsi. Les autres eurent la joie de voir un tank russe défoncer le mur du camp, puis elles vécurent « sur l'habitant » et se firent finalement rapatrier par les Alliés de l'Ouest qu'elles parvinrent à rejoindre. Celles d'Holleichen (1), enfermées par leurs gardiens qui avaient pris la fuite, furent libérées par des francs-tireurs polonais et attendirent, sous la protection des prisonniers de guerre français des villages voisins, l'arrivée des Américains. A Zwodau, une première évacuation partielle du camp eut lieu, à pied, un jour d'avril 1945, vers *Neurolau* (25 km.), les femmes valides portant les malades (environ 50 Françaises, 800 Juives hongroises et quelques Tchèques). Le 1er mai, celles qui restaient (1.000 femmes, en rangs, 5 par 5) partirent en direction de Dachau, à pied, mais la route de Dachau étant coupée par l'avance alliée, les Allemands les ramenèrent à Zwodau quatre jours plus tard. Là, elles furent libérées, le 7 mai, après un accord entre Russes et Américains, accord qui confiait leur rapatriement aux Américains et l'occupation du camp aux Russes. Les prisonnières de Wattenstedt furent en partie expédiées à Hanovre et subirent le sort de celles qui les y avaient précédées (ci-dessous). Les autres, après un voyage de six jours et six nuits dans des wagons à bestiaux, se retrouvèrent à Ravensbruck où elles eurent la chance d'arriver après la destruction de la chambre à gaz (1er avril 1945) et avant la libération par la Suède (23 avril) dont elles bénéficièrent.

Ces groupes échappèrent aux assassinats, plus ou moins méthodiques, des dernières semaines du régime, et c'est à cette circonstance exclusivement — et non au fait d'une captivité moins dure — qu'ils doivent d'avoir bénéficié d'une moyenne de survie beaucoup plus élevée que les autres.

Le 3 avril, 750 à 800 prisonnières qui travaillaient dans l'usine de masques à gaz, *La Continentale*, à Hanover-Limmer (kommando rattaché à Neuengamme), reçurent un petit morceau de pain et durent marcher trois jours avant d'arriver à Bergen-Belsen (2). Pendant le trajet, 80 environ s'évadèrent et d'autres moururent d'épuisement.

A Neubrandenburg, un convoi d'invalides fut envoyé à Ravensbruck, à la fin du mois de mars 1945. Il est infiniment probable que ces malades étaient destinées à l'extermination, mais la baraque où avaient lieu les

(1) Quelques prisonnières d'Holleichen avaient été envoyées à Flossenburg où elles ont été exécutées : deux Françaises et une Polonaise ; une autre (moucharde) y fut conduite également mais sur sa demande.

(2) Voir p. 12.

assassinats par gaz avait été prévue pour 150 personnes et, pour des raisons matérielles d'organisation, il semble que la direction du camp n'ait pu, qu'exceptionnellement, y réaliser deux séries d'exécutions par jour. Faute de place, en attendant la mort, les malheureuses devaient donc être versées dans un des blocks du grand camp. C'est là qu'on les sélectionna quelques jours plus tard (25 mars), pour les diriger ensuite, en wagon à bestiaux, vers *Neurolau*, où elles arrivèrent le 1er avril — quinze jours avant leurs camarades évacuées de Zwodau (voir ci-dessus). Le 27 avril, Neubrandenburg fut évacué, à l'exception des malades du *Revier*, abandonnées sur place et de quelques femmes qui s'étaient cachées pour ne pas partir. Les autres, formées en colonnes, « prirent la route » — tout au long de laquelle quelques-unes s'évadèrent, et beaucoup moururent. Celles qui restèrent, échouèrent finalement en Suède.

A Neurolau — où l'on jetait dans d'immenses fosses, pêle-mêle, les mourants et les morts, où l'on entendait à toutes heures, depuis plusieurs jours, des coups de revolver isolés qui évitaient à certains de ces misérables d'être enterrés vivants — le 19 avril, à la nuit, les femmes (environ 1.600) et les hommes durent partir. Pendant trois semaines, le sinistre convoi erra à travers les Karpathes, semant des cadavres sur tout son parcours et, le 8 mai 1945, il se trouvait près de Prague où la Libération vint sauver ceux qui pouvaient encore l'être.

Le train qui, le 2 mars 1945, quitta Ravensbruck pour Mauthausen, emmenait théoriquement, avec des femmes gitanes et leurs enfants, des prisonnières *N. N.*, en majorité Françaises. En fait, aux Françaises *N. N.*, s'étaient jointes un certain nombre de nos compatriotes (1) appartenant à d'autres blocks (dont un groupe des *Vingt-Sept-Mille*). A plusieurs reprises, on répéta à Ravensbruck, comme venant du commandant-adjoint (2) Schwartzhuber, des échos sur l'extermination à laquelle était destiné ce convoi — bruits que la présence des Gitanes rendaient plausibles. Ils n'étaient pas fondés cependant et lorsque la Croix-Rouge internationale de Genève pénétra dans Mauthausen, malgré de grandes épreuves, l'ensemble de ce transport avait été peu décimé.

Il n'en fut pas de même de ceux qui partirent pour Bergen-Belsen : quand les troupes anglaises, quelques jours après avoir investi le camp, osèrent y entrer, le 15 avril, elles se trouvèrent en présence d'un gigantesque charnier où gisaient, au milieu de 33.000 cadavres pourris qui répandaient une effroyable puanteur, 10.000 typhiques moribonds, torturés par la soif. Il y eut pourtant, là comme ailleurs, des survivants.

Les mines de sel de Beendorf, au nord-est d'Helmstedt, figurent dans les registres de Ravensbruck, sous le nom de Bartensleben. Leur évacua-

(1) Les initiales *N. N. (Nacht und Nebel)* désignaient une catégorie spéciale de prisonniers et de prisonnières qui avaient un régime plus sévère que les autres et qui étaient groupés dans des blocks particuliers. Cf. DE BOUARD, *Mauthausen*.

(2) Nous traduisons *Schutzhaftlagerfuhrer* par « commandant-adjoint », titre qui correspond à peu près aux fonctions qu'exerçait le personnage en question.

tion fut un voyage de cauchemar qui dura douze jours, en wagons à bestiaux, dans des conditions tellement inhumaines que, lorsque le train sinistre arriva à Neuengamme (heureusement après la destruction de la chambre à gaz de ce camp), il avait abandonné sur son parcours plus de 1.000 cadavres.

Nous ne pouvons donner ici, à propos d'une critique de texte, le détail de ce que fut le kommando de Rechlin où l'un des sommets de l'horreur a été atteint. Lorsqu'il fut évacué, les plus malades, abandonnées sur place, furent libérées par les avant-gardes soviétiques, et survécurent ; les autres furent ramenées à Ravensbruck en camions, mais plusieurs camions allèrent directement dans l'enceinte du crématoire et on ne sait rien des derniers instants des malheureuses qui s'y trouvaient, car aucune n'échappa au massacre. Les autres camions déversèrent leur chargement de femmes hagardes dans le camp surpeuplé et décimé méthodiquement par les sélections quotidiennes pour les gaz. Elles avaient toutes le même regard de bêtes agonisantes, le corps agité de tremblements et, entre leur arrivée dans le courant de l'après-midi et l'heure où elles gagnèrent un block, il y avait eu 5 ou 6 mortes dans leurs rangs. Certaines d'entre elles échouèrent à Uckermarck (la mystérieuse lettre *U* du document) ; quelques-unes survivaient encore cependant le 2 avril 1945 ; nous les avons trouvées dans les contingents sauvés par la Croix-Rouge suisse.

Décès. — Après ce bref aperçu, résumé et incomplet, de tout ce qui *ne peut pas* se trouver dans le document du Revier (1), revenons à ce qui devrait y être mais n'y est pas.

Nous avons vu que ce texte a été tenu à jour jusqu'au 21 avril 1945. Nous avons vu également qu'il mentionne 262 prisonnières parties en kommando de travail et 52 envoyées dans le kommando *U.* (dont 4 mortes . On pourrait en conclure que les 88 mortes (non comprises celles de *U.*), dont il nous donne les noms, représentent la mortalité, pendant très exactement quatorze mois et trois semaines, de 643 Françaises. Une première erreur a été élucidée, par nos enquêtes orales, sur les départs en kommandos : le nombre des prisonnières *Vingt-Sept-Mille*, qui ne quittèrent jamais Ravensbruck, n'est pas 643, il atteint tout au plus la moitié de ce chiffre. Il nous faut maintenant examiner la seconde conclusion erronée qu'on serait tenté de déduire des renseignements qui nous sont offerts : ce chiffre de 88 mortes.

Tout d'abord, rendons justice sur un point aux secrétaires du *Revier* : les femmes dont les noms sont accompagnés d'une date et d'une croix sont effectivement décédées, — sinon à la date exacte qui nous est indiquée, tout au moins dans la semaine correspondante — mais elles sont loin de représenter la mortalité totale du groupe auquel elles appartenaient. Or, le document était considéré par les autorités du camp comme devant

(1) Ni dans aucun autre document de Ravensbruck. Les avatars que nous venons de résumer — ou plutôt leur épisode final — et qui sont ceux *d'un seul* convoi, ne peuvent être reconstitués que par l'enquête orale.

donner cette mortalité totale, et il est intéressant, à ce propos, de citer certains passages des dépositions du médecin *S. S.* du *Revier* (Dr Treite), au cours de l'instruction de son procès, car le Dr Treite a non seulement eu en mains le document que nous sommes en train d'analyser, mais il a eu, pour tous les convois arrivés au camp, un document analogue tenu à jour par ses services. Les statistiques de mortalité dont il va nous parler sont très certainement une moyenne faite d'après l'ensemble de ces textes, aujourd'hui perdus. Il considérait le tout comme valable et il en fait état au cours de son témoignage : « Le taux de mortalité tomba (après septembre 43) à 2 % par mois. *Les statistiques du taux de mortalité au camp, de 1943 à 1945, sont parmi mes papiers.* Elles montrent qu'au dernier moment (avril 1945), le taux de mortalité est monté jusqu'à 5 % par mois... »

La simple lecture attentive de ce qu'il nous dit ensuite peut permettre de situer (mais non point de mesurer) deux causes d'erreurs graves dans les chiffres qu'il vient de nous donner : « Un grand nombre d'aliénées mentales encombrèrent le camp, car leur transfert était impossible. Environ 50 à 80 de ces prisonnières furent sélectionnées par un psychiatre et envoyées à Linz *où elles furent probablement envoyées à la chambre à gaz.*

« Au début de 1945, le camp devint extraordinairement encombré et il fallut envisager l'évacuation ; toutes les prisonnières inaptes au travail durent être retirées. En ma qualité de médecin du camp, j'avais à éliminer ces prisonnières dans le plus court délai possible. *Le temps qui était alloué pour le faire étant insuffisant, je refusais d'effectuer ce choix dont la signification m'était claire* (1). »

Selon Treite, la mortalité *annuelle* aurait donc été de 24 % en 1943 et au début de 1944, et serait passée progressivement à 60 % en 1945. Ce dernier chiffre, apparemment énorme, est cependant faux, car il ne tient pas compte d'éléments tels que les prisonnières *probablement gazées à Linz*, ainsi que du nombre imprécis mais considérable dont le même personnage nous dit qu'*elles durent être retirées du camp* et que *la signification de ce retrait était claire.*

Et, tout d'abord, qu'était-ce que cet unique transport pour Linz,

(1) A l'inverse du commandant-adjoint Schwartzhuber (p. 17), le Dr Treite espérait se justifier au cours du procès où il fut inculpé de crimes de guerre. En conséquence, il a adopté le parti de dire ce qu'il savait dans tous les domaines engageant la responsabilité générale de la direction du camp et de ne mentir que sur les points où il se jugeait compromis en personne. Or, il est exact qu'il n'a pas participé aux sélections pour Uckermarck, à l'exception de la première. Dans ces conditions, pourquoi ne pas dire qu'il avait refusé de faire ce choix parce qu'il prévoyait le sort de celles qui seraient choisies ? Ce n'est pas par respect de la vérité, car il a menti sur d'autres points (voir en particulier les transports pour Linz).

Nous avons été frappés, au cours de ce même procès à Hambourg, de la défense adoptée par une *aufseherin* qui a reconnu sans difficulté avoir choisi des femmes pour la chambre à gaz, mais qui a énergiquement souligné que toutes ces femmes étaient vieilles ou malades et incapables de travailler. Cette *aufseherin* était ignorante et bornée, tandis que Treite était cultivé et intelligent ; il est d'autant plus frappant de constater l'analogie de leurs défenses car elle est révélatrice d'une « morale » commune.

composé, d'après le médecin en chef du camp lui-même, de malades mentales — ses propres malades, au sujet desquelles il a été si peu curieux (malgré la fin atroce qu'il prévoyait pour elles) qu'il ignore si elles furent 50 ou 80 ? C'était ce qu'on appelait, dans l'argot du camp, un *Transport noir*. Or, le *Transport noir* a constitué l'élément régulateur — normal, essentiel — du système concentrationnaire national-socialiste, partout où les camps n'étaient pas organisés pour exterminer sur place. Dans une exploitation industrielle basée sur une rationalisation monstrueuse de l'esclavage (obtenir, par les coups et la terreur, le rendement maximum au prix d'un entretien vital minimum), il est évident que l'usure humaine est terrible et qu'elle atteint assez vite un degré où coups et terreurs cessent d'être efficaces. A ce stade, l'esclave fourbu doit disparaître, sous peine de ralentir les chaînes de production, et cette disparition incombait précisément au *Transport noir*. Considérer la mortalité de Ravensbruck, en faisant abstraction de ces épurations périodiques, est absurde, d'abord parce qu'elles augmentaient — en fait — le nombre des mortes, mais également et plus encore, parce que dans le groupe humain que nous considérons, elles faussent gravement le pourcentage de l'usure réelle. Que signifie, en effet, dans un camp de concentration, un chiffre de mortalité qui ne tient pas compte des morts par vieillesse (elle commençait à 50 ans), par maladies incurables (ou supposées telles), par épuisement vital et par désespoir ?

Le choix des *50 à 80 prisonnières, probablement envoyées à la chambre à gaz* de Linz, incombait naturellement au Dr Treite, ce qui nous explique le ton indécis et réservé avec lequel il en parle. D'après les secrétaires du *Revier* que nous avons interrogées à ce sujet, il y eut environ *soixante* transports pour Linz, au cours des années 1943 et 1944, dont le plus important, en novembre 1944, compte *cent vingt* personnes... Parmi ces malheureuses se trouvaient, en majorité, des femmes considérées comme aliénées, mais elles étaient choisies, tantôt par Treite lui-même, tantôt par des gens qui étaient sous ses ordres et dont certains n'avaient aucune qualification médicale. D'autres prisonnières furent mises dans la sinistre chambre des folles, simplement parce qu'elles étaient infirmes, ou à bout de force, ou pour refus de travail, ou parce qu'elles avaient déplu à une des autorités du camp, et ce fut le cas, en particulier, d'une jeune Française, fille d'un notaire de Fontainebleau, parfaitement saine d'esprit, mais désespérée par la mort de sa sœur jumelle (1). Il y eut d'autres *Transports noirs* que ceux de Linz, et le convoi de 800 femmes envoyées à Lublin, en janvier 1944, ceux de 1945 pour Rechlin, pour Bergen-Belsen, n'avaient d'autres buts que de débarrasser Ravensbruck de son matériel humain usé.

(1) Elle avait agacé Carmeh Mory (professionnelle de l'espionnage, arrêtée en France en 1939 comme agent allemand, relâchée par les Allemands, en 1940, puis reprise par eux un peu plus tard, lorsqu'ils eurent connaissance des archives du contre-espionnage français. « Blockova » à Ravensbruck, condamnée à mort pour assassinat à Hambourg).

Dans la dernière période de l'évolution concentrationnaire (décembre 1944 à avril 1945), la soupape de sûreté que représentait le *Transport noir* se révéla insuffisante : l'usure humaine s'était accrue démesurément, tandis que, inversement, l'avance russe en Pologne retirait du circuit des camps ceux d'entre eux qui étaient le mieux organisés pour les assassinats en série. Le ballet si bien orchestré par Ravensbruck se dérégla ; les ateliers utilisèrent moins complètement les prisonnières — à la fois parce qu'une partie de celles-ci étaient devenues réellement inutilisables, mais aussi, sans doute, parce que les chaînes de production et les arrivées des matières premières ne permettaient pas cet emploi total de la main-d'œuvre qui est le rêve des bons gestionnaires. L'hébergement et le ravitaillement de ces femmes inutiles ne posaient cependant pas de problèmes insolubles, mais tout se passe comme si, parmi les solutions (1) qui s'offraient, une seule ait été envisagée par le commandant du camp : l'extermination (2). Et c'est alors que la lettre *U* apparaît sur notre document.

La lettre « u ». — Elle signifie *Uckermarck*, nom d'un petit camp, situé à proximité (3) de Ravensbruck et primitivement réservé aux délinquantes mineures (on le nommait aussi, pour cette raison, *Jugendlager*, et c'est sous ce dernier nom qu'il a été connu presque exclusivement des prisonnières). En décembre 1944 et janvier 1945, un inventaire des femmes âgées ou malades, donc incapables de travailler, fut fait à Ravensbruck ; elles reçurent alors des cartes roses qui les exemptaient de travail ; puis, dans les derniers jours de janvier, elles furent acheminées à Uckermarck ; arrivées là, tous leurs vêtements chauds et leurs sous-vêtements leur furent retirés et on les entassa dehors, sous leurs yeux. Et elles durent, nues sous une robe de coton, demeurer debout, en rangs, dans les tourbillons de neige glacée de l'hiver prussien, pour un « appel » qui durait

(1) Nos camarades libérées par les Russes ont vu les énormes réserves de vivres qui étaient stockées dans des silos et des hangars ; l'espace était illimité, le bois et la main-d'œuvre pour construire abondaient.

(2) Suhren a-t-il sollicité lui-même, dès décembre, les ordres d'extermination qu'il a reçus à la fin de février ? En attendant de les recevoir — sachant qu'il les recevrait — il aurait pris toutes les dispositions qui s'imposaient à ses yeux.

Cependant une certaine synchronisation du massacre apparaît lorsqu'on compare les bribes d'information qu'on possède actuellement sur chaque camp. Si l'on pouvait établir exactement, pour chaque extermination, à quel moment elle a commencé, et reconstituer les termes de la circulaire qui l'a déclenchée, peut-être verrions-nous plus clair dans les véritables causes de cet espèce de délire homicide qui s'est emparé de la plupart des chefs de camp en 1945. Est-il possible que Suhren, par exemple, n'ait pas imaginé la possibilité d'une défaite de l'Allemagne, lorsque, dans les premiers jours de mars, il a utilisé, *pour la première fois*, une chambre à gaz ? (Qui, d'après lui, aurait tué en tout 1.500 femmes et, d'après nous, peut-être 4 ou 5.000, ce qui — dans un camp qui comptait encore 35.000 âmes, — reste numériquement peu important). Il n'était nullement fou, nullement fataliste, et, s'il faisait peu de cas de la vie des autres, il tenait farouchement à la sienne (la mauvaise foi acharnée dont il a fait preuve au cours de ses deux procès le montre assez). Or, sans cette chambre à gaz, créée par lui, de sa propre initiative, deux mois avant la débâcle, il pouvait peut-être sauver sa vie.

(3) Plus de 1 km., et moins de 2.

tout le jour. Leur nourriture — qui ne fut pas totalement supprimée — était, théoriquement, la moitié de la ration normale de Ravensbruck (1).

Voici ce que nous dit Treite à leur sujet (suite de la déposition déjà citée) : « Les femmes encore vivantes à Uckermarck furent alors mises à la demi-ration et durent se tenir debout cinq à six heures par jour en plein air : de toute évidence cette mesure visait à l'extermination d'un grand nombre de détenues. Dans ces conditions une cinquantaine de prisonnières mouraient par jour dans ce camp. »

Mais la mortalité ainsi obtenue ne fut pas jugée suffisante et voici les paroles mêmes du commandant-adjoint Schwartzhuber à ce sujet (déposition du 15 août 1946) : « A la fin de février, le Dr Trommer et moi-même avons été appelés en présence du commandant du camp Suhren. Suhren nous dit qu'il avait reçu du Reichsführer Himmler un ordre en vertu duquel toutes les femmes malades ou incapables de marcher devaient être tuées. Avant de nous dire ceci, il nous demanda combien il y avait de malades dans le camp.

« Je dis au commandant du camp que j'étais heureux d'avoir quitté Auschwitz et que je ne désirais pas recommencer cela une seconde fois (2). Là-dessus, il me déclara que le *Sturmbannfuehrer* Sauer avait été désigné pour exécuter cet ordre. Sauer était un commandant du camp adjoint. Les jours suivants, le Dr Trommer sélectionna 2.300 femmes dans les différents blocks. Au début, ces femmes étaient exécutées par armes à feu. Les exé-

(1) La ration alimentaire a varié à Ravensbruck, comme dans tous les camps allemands. En 1945, elle se composait de 1 litre de soupe aux rutabagas, très peu épaisse, et du « pain en 5 », « une boule de pain pour 5 personnes », parfois, du « pain en 6 », parfois, du « pain en 7 ». Les derniers jours, la soupe fut remplacée par une « demi-margarine » (cube de margarine de la taille d'un gros morceau de sucre).

(2) Parmi tous les criminels de guerre de Ravensbruck (dont une partie fut jugée à Hambourg, sous le contrôle anglais, et une autre partie à Rastadt, sous le contrôle français), Schwartzhuber est le seul qui nous semble avoir dit la vérité. Selon les enquêteurs anglais, dès la première minute, il aurait envisagé avec sang-froid sa position, se serait jugé perdu et, soit pour avoir la paix (et les petits privilèges auxquels ont droit les prisonniers qui ne déçoivent pas les juges d'instruction), soit par lassitude, indifférence ou toute autre raison, il prit son parti et s'y tint, sans égard pour lui-même, ni pour ses complices. C'est la raison pour laquelle nous pensons que le sentiment qu'il exprime ici est sincère. Ce n'était pas une brute (comme Binder ou Pflaum) et il avait une expression intelligente, les apparences et le comportement d'un homme psychologiquement normal. Nous avons cependant été frappés, à plusieurs reprises, par la bonne humeur qu'il déployait au cours des sélections pour la chambre à gaz et qui contrastait avec un visage précocement ravagé. En outre, sa biographie nous apprend qu'il fut, de mai 1933 à mai 1945 (soit pendant douze ans), fonctionnaire des camps de concentration, donc de sa vingt-neuvième à sa quarante-et-unième année. Il était, en somme, un « spécialiste » de l'extermination et, selon les apparences, avait choisi ce métier.

Schwartzhuber est né le 29 août 1904 à Tutzing, en Bavière ; il avait fait des études secondaires et il était éditeur lorsque, le 8 avril 1933, il s'inscrivit dans les *S. S.* et, le 5 mai de la même année obtint un poste à Dachau. Il y devient *Blockfuehrer*, le 1er mars 1935, *Unterscharfuehrer*, le 1er mai de la même année, *Scharfuehrer*, en 1936, *Oberscharfuehrer*, en 1937, etc. Le 1er septembre 1938, il est transféré à Sachsenhausen où il est promu *Hauptscharfuehrer* en novembre 1938. Le 9 septembre 1941, il devient contrôleur du *Aussenkommando* d'Auschwitz. Il y est promu *Untersturmfuehrer*, le 9 novembre 1941. En mars 1942, il devient commandant du camp d'Auschwitz 2 (Birkenau) avec le grade (20 avril 1944) d'*Obersturmfuehrer*. Il quitte Auschwitz à la fin d'octobre et, au début de novembre 1944, devient commandant du camp à Ravensbruck où il reste jusqu'à la dissolution du camp, le 29 avril 1945, et où, malgré la répugnance qu'il exprime ici, il a exécuté tous les ordres d'extermination qu'il a reçus. Il est arrêté, le 3 mai, quatre jours plus tard, par les Alliés de l'Ouest.

cutions étaient faites par le *Hauptscharfuehrer* Moll. Huit internés l'aidaient. Cette méthode ne parut pas assez rapide au commandant du camp (1). Il dit, devant moi : « Cela ne va pas assez vite, il nous faudra employer d'autres « méthodes. » Sauer donna alors l'ordre de construire une chambre à gaz.

« J'ai assisté à un « gazage ». Cent cinquante femmes à la fois furent introduites de force dans la chambre à gaz. Moll leur donna l'ordre de se dévêtir pour être épouillées. Elles furent alors menées à la chambre à gaz, et la porte verrouillée. Un interné portant un masque à gaz monta sur le toit et envoya une capsule (?) à gaz par une fenêtre qu'il referma précipitamment. J'entendis des grognements et des plaintes dans la pièce. Au bout de deux à trois minutes le calme se fit. J'ignore si les femmes étaient mortes ou étaient évanouies. Je n'assistai pas à l'évacuation de la pièce, Moll me déclara seulement que les corps avaient été portés directement au four crématoire.

« Tout ceci était fait sous la direction du Sturmbannfuehrer Sauer, du Dr Trommer et du Hauptscharfuehrer Moll, qui assistaient toujours aux « gazages ». Tout le travail était exécuté par des internés provenant de camps d'hommes. »

Le commandant Suhren fut naturellement interrogé à plusieurs reprises au sujet de la chambre à gaz. Il commença par nier son existence, puis l'admit, mais hors de son commandement et maintint cette position malgré l'évidence du contraire :

« J'évalue », dit-il (au cours de l'interrogatoire du 8 décembre 1949), « le nombre des femmes mortes gazées à Ravensbruck à 1.500 environ. C'est le chiffre que je vous ai indiqué il y a quelques instants en rapportant ma conversation avec le Dr Trommer. En effet ce chiffre de mortalité de 1.500, au *Jugendschutzlager*, dont je vous ai parlé, était le chiffre de la mortalité par chambre à gaz ».

(1) *Extrait du rapport d'un délégué de la Croix-Rouge internationale sur sa visite au camp de concentration de Ravensbruck*

« Ayant renvoyé sa subordonnée, Suhren commença à me faire une longue apologie du système des camps de concentration et me parla des résultats remarquables que l'on avait atteints, et ceci grâce au travail, à l'*Aufklarung* et à l'*Erziehung* (l'instruction et l'éducation).

... « Suhren me répondit que... pour prouver le non-fondé des bruits que l'on répandait à l'extérieur, il était prêt à me faire visiter le camp...

« Suhren interpellait une femme, lui demandait si elle était maltraitée, combien de fois par jour elle était battue et si elle avait à se plaindre de quoi que ce soit. Naturellement personne ne se plaignait. Au contraire, ce n'étaient que des louanges adressées surtout au commandant du camp. Et à chaque réponse, Suhren se tournait vers moi et me disait avec gravité : « Bitte. » Les femmes *S. S.* elles aussi étaient interrogées. Suhren leur demandait si elles maltraitaient les détenues. Elles répondaient toutes d'un air offensé : *Aber das ist uns doch verboten* (Mais cela nous est défendu.) « Et si vous les battez ? » (Alors nous sommes punies), était la réponse. »

Documents sur l'activité du Comité international de la Croix-Rouge en faveur des civils détenus dans les camps de concentration en Allemagne (1939-1945), Genève, 3e édit., 1947, p. 114-115-116.

Le délégué qui a écrit ce rapport n'était pas dupe de cette mise en scène, mais si Suhren n'avait pas espéré le duper il n'aurait pas pris la peine d'organiser cette comédie.

L'étude comparée des diverses dépositions de Suhren nous montre qu'il a — à tout hasard — menti sur tous les points et qu'il n'a introduit des faits exacts dans ses témoignages qu'après des mois d'ergotage et mis en présence d'évidences. Nous ne mentionnons son chiffre que pour mémoire. Schwartzhuber (dont, au contraire, nous ne contestons pas la sincérité), estime à 150 ou 200 le nombre des prisonnières tuées par armes à feu, et à 2.300 ou 2.400 celui des victimes de la chambre à gaz.

Deux prisonnières, toutes deux dignes de foi et bien placées pour connaître la vérité — du moins partiellement — ont compté, l'une 3.600 femmes gazées et l'autre 3.660. Elles se sont connues et ont certainement discuté ensemble leurs estimations ; la première, secrétaire dans les bureaux de l'Arbeitseinsatz, a normalement fait partie de l'équipe qui tapait les listes dites « de Mittwerda » (voir p. 25) ; la seconde, *blockova* à Uckermarck (voir p. 20) a *vu* les départs pour la chambre à gaz et a, sans doute, contribué à relever les listes que tapait ensuite la première.

Nous croyons, cependant, pouvoir affirmer que ni Schwartzhuber, ni les prisonnières en question, n'ont connu le chiffre réel des mortes...

Pendant toute la durée des camps de concentration la même tragédie burlesque s'est reproduite dans tous les kommandos, chaque jour : compter les détenus. Mais, alors qu'en 1943, après des heures d'injures, de coups, les *S. S.* arrivaient au *stimmt* (juste), en 1944, ils étaient d'accord pour « faire semblant » de compter — et ceci même dans les kommandos de travail ou dans les blocks normaux. On imagine, par comparaison, la pagaye que pouvaient présenter les blocks d'extermination. Les *S. S.* continuaient cependant à compter frénétiquement : recomptant 10 fois de suite 30 femmes ici, et en oubliant 300 là, mais ils demeuraient incapables d'en prendre ouvertement leur parti comme l'auraient fait des Latins...

Nous savons que beaucoup de femmes sont parties de Ravensbruck pour l'extermination sans passer par Uckermarck. Des malades, en particulier, furent enlevées directement, de jour, au block 10, et emmenées immédiatement sur le terrain, clos de murs élevés, où se trouvaient les fours crématoires et la chambre à gaz, et le fait put être établi, au cours des procès de Hambourg et de Rastadt, par de nombreux témoins qui avaient assisté à ces enlèvements. Les fours crématoires et les terrains d'exécution n'étaient séparés du camp proprement dit que par le haut mur d'enceinte ; il était donc facile, pour celles qui se trouvaient près de ce mur, de suivre à l'oreille le trajet des camions. Un peu plus tard, les enlèvements se firent également de nuit, au block 23.

Nous savons également que certains convois ne sont passés ni par Uckermarck, ni par le grand camp et il est certain, par exemple, que plusieurs camions (dans lesquels se trouvaient un certain nombre de Françaises, dont la D^resse^ Peretti della Rocca) sont partis de Rechlin pour le camp de Ravensbruck où ils n'ont pas pénétré. Ils auraient stationné plusieurs heures sur la route, devant l'enceinte où avaient lieu les exécutions, et la D^resse^ Peretti aurait pu échanger quelques mots avec

des prisonnières qui passaient sur cette route. Le seul fait indiscutable est que ces femmes sont toutes mortes ce jour-là. Ont-elles figuré sur les listes *Miltwerda* ? Et, dans ce cas, quand et comment leurs noms et leurs numéros ont-ils été relevés ? Si des prisonnières avaient établi cette liste — forcément à quelques mètres des fours crématoires — tout le camp l'aurait su une heure après. Y a-t-il eu une liste *Miltwerda* établie à Rechlin ? Ou pas de liste du tout ?

Si nous adoptons un autre mode d'estimation (celui de la durée de fonctionnement de la chambre à gaz : du 2 mars au 2 avril 1945 à raison de 150, ou plus probablement 170 femmes gazées par jour), nous arriverons à un minimum de 4.500 et un maximum de 5.270. Mais y a-t-il eu « gazage » tous les jours ? Et n'y a-t-il pas eu des jours où la chambre à gaz a fonctionné deux fois ? Nous en connaissons un : le Vendredi saint, mais il n'est peut-être pas le seul.

Bref, il est impossible, à l'heure actuelle, de choisir entre les différents chiffres qui nous sont proposés : 1.500 ? 2.300 ? 3.600 ? 5.270 ?

Le nombre de celles qui furent exterminées par la faim et le froid aurait été, selon Treite, de 50 par jour, ce qui, en deux mois et demi, nous donne environ 3.500 cadavres. Les informations de Treite portent sur la première période du petit camp qui ne semble pas avoir été celle où son peuplement a atteint le maximum de densité, et pas non plus celle où la faim et le froid ont été les plus meurtriers. Admettons cependant ce chiffre comme une moyenne, car il semble qu'Uckermarck, à diverses reprises, fut presque vide. Or, la mortalité par épuisement ne peut pas être régulière comme celle des autres meurtres, car elle dépend d'une part de cet épuisement même — qui s'accroît chaque jour — et, d'autre part, du nombre des victimes qui le subissent — qui, lui, diminue.

Il est encore plus difficile d'estimer le nombre total des femmes qui sont passées par Uckermarck, que celui de celles qui y moururent, mais on mesurera mieux le degré de notre incertitude en parcourant les bribes de renseignements qui ont pu être notés et qui ne représentent qu'une part infime des remous de ces dernières semaines.

Décembre 1944 et janvier 1945. — Distribution par les services officiels du Revier (dépendant de Treite) de *cartes roses* qui donnent le droit de ne pas travailler. Quelques milliers de femmes se font inscrire volontairement.

Fin janvier. — Les *cartes roses* montent à Uckermarck. L'extermination par la faim et le froid commence aussitôt.

Seconde quinzaine de février. — Chaque soir, un groupe de 50 femmes est emmené le soir (c'est la période où Moll les tue, deux par deux, au revolver).

Trommer sélectionne, dans Ravensbruck, 2.300 femmes pour Uckermarck. Elles sont déjà au courant des disparitions de chaque soir et de la famine méthodique. Elles essaient de s'échapper.

Début de mars. — Les condamnées partent par groupes de 170 à 180 (1).

(1) La chambre à gaz mesurait 9 m. sur 4 m. 50 et pouvait contenir 150 personnes, selon le commandant adjoint Schwartzhuber (p. 18), cependant toutes les fois que nous avons pu contrôler un chiffre de départ il était plus élevé : 170, 180. Faut-il penser que des

Dimanche 4 (ou lundi 5) mars. — Sélection au block 28 ; aussitôt après, celles qui ont été choisies — très nombreuses, peut-être 1.000 — montent à pied au Jugendlager.

Mardi 6 mars. — Une liste de *départ pour Miltwerda*, qui porte cette date, contient 700 noms. Nous faisons l'enquête immédiatement et nous en écrivons aussitôt les résultats : il s'agit d'un total : elle serait la somme des assassinats des trois ou des quatre jours précédents. Cette liste est aujourd'hui disparue.

Mercredi 7 mars. — Cent quatre-vingts femmes exactement sont emmenées ce soir-là. Nous tenons le fait, le jour même, de la femme qui les a comptées. Ce jour-là, en outre, 1.200 femmes auraient quitté Uckermarck pour une direction inconnue, mais l'information est suspecte.

Vendredi 9 mars. — A l'appel du soir, 870 femmes seulement sont encore à Uckermarck (1).

Samedi 10 mars. — L'ignoble brute qui dirige l'*Arbeitseinsatz* (Pflaum) a connaissance du chiffre d'appel de la veille (grâce à une secrétaire française de son service qui nous renseigne régulièrement). Il téléphone furieux au petit camp, car d'après ses fiches, il y aurait encore là-haut 2.895 femmes. Or, il y a sans doute eu, ce 10 mars, 2.895 demi-rations de pain qui ont été livrées aux services d'Uckermarck. — On sait que la ration de pain était l'unité monétaire des camps de concentration et l'occasion de trafics incroyables auxquels les *S. S.* prenaient part. Et telle est la cause, vraisemblablement, de la fureur de Pflaum. Mais que sont devenues les 2.025 femmes qui vivent encore sur les registres de l'*Arbeitseinsatz*, et qui n'étaient plus là, hier, à l'appel du soir ?

Dimanche 11 mars. — A l'appel du grand camp, on pouvait rencontrer des Polonaises de Varsovie redescendues d'Uckermarck, terrorisées.

Mardi 13 mars. — A l'appel du soir il y a 700 femmes à Uckermarck, dont 50 arrivées la veille. Entre l'appel de vendredi et celui de mardi, 220 femmes au moins ont disparu. Probablement davantage car nous ignorons les chiffres d'arrivées du dimanche et du samedi.

Mercredi 21 mars. — On aurait vidé ce jour-là, vers 14 heures, un des Blocks d'Uckermarck (le block 21 ?), les policières auraient porté les malades hors du block, puis les *S. S.*, les prenant par les pieds et les épaules, les auraient lancées comme des paquets dans les camions.

Vendredi 23 mars. — Trois camions partent du block 27 pour Uckermarck.

Mardi 27 mars. — Devant le block 24, 2.000 femmes, environ, attendent debout, depuis des heures... A la tombée de la nuit, elles montent à Uckermarck. A ce même moment, un des convois qui revenait de Rechlin se trouvait sur la Lagerstrasse (2).

Mercredi 28 mars. — Sélection générale, dans le grand camp, en vue d'une évacuation.

Vendredi saint, 30 mars. — Un « gazage » — le plus important numériquement : environ 350 victimes, dont une cinquantaine de Françaises — a lieu ce jour-là, et le camion aurait fait, à cette occasion, 7 fois le trajet qui

subalternes, débordant de zèle, ont estimé que là où il y avait place pour 150, avec un peu de bonne volonté, on pouvait en faire tenir 170 ? Et même 180 ? Ou l'équipe de Moll, qui abattait les victimes au revolver, deux par deux, a-t-elle continué, concurremment avec la chambre à gaz, à faire son office ? Cela nous ne le saurons sans doute jamais. Sur ce point, les chiffres *certains* que nous possédons sont en contradiction avec ceux que donne Schwartzhuber.

(1) Selon Suhren et Schwartzhuber c'est en mars qu'Uckermarck a contenu 5.000 prisonnières. Ils n'avaient aucun intérêt à mentir sur ce point.

(2) Voir p. 13.

sépare le petit camp des fours crématoires. Pour la première fois, les victimes avaient tenté de lutter : 9 s'étaient cachées et avaient été reprises au cours d'une chasse dramatique, puis des *S. S.* avaient enfermé les malheureuses dans un cachot où, selon l'usage, ils les avaient fait déshabiller (il ne fallait pas risquer de brûler ces loques sordides qui pouvaient encore servir). Pour les faire monter dans les camions, ils leur avaient tendu des morceaux de pain — qu'ils leur avaient repris ensuite — le pain aussi pouvant resservir ; mais chez certaines la terreur est plus forte encore que la fascination produite par la vue du pain : elles se débattent et hurlent. A quelques mètres de là, leurs compagnes épouvantées, enfermées dans les blocks, suivent toute la scène par les fenêtres ; et à cette même heure, la *Ford* peinte en blanc de la Croix-Rouge internationale de Genève stationne devant l'entrée du camp (le médecin suisse, chef de la mission, commence ses démarches en vue de l'échange de 300 détenues françaises, mais il ne peut pas rencontrer le commandant Suhren qui est occupé).

Samedi 31 mars. — A la tombée de la nuit, le sinistre camion attendait devant le block 10, son lot de condamnées, et la chambre à gaz fonctionne encore. A Uckermarck, quelques femmes, parmi celles qui ont vu par la fenêtre la scène de la veille, sont désignées pour une corvée : porter dans les réserves les vêtements qui ont été arrachés aux suppliciées. Elles reconnaissent ces vêtements comme étant bien ceux de leurs camarades (1).

Dimanche de Pâques, 1er avril. — Il n'y eut pas d'appel et nous ignorons si les 170 assassinats quotidiens eurent lieu ; le soir, on apprit que toutes les Françaises, sans exception, devraient se trouver sur la Lagerstrasse, le lendemain à 9 heures, et ce jour-là — lundi 2 avril 1945 — la chambre à gaz aurait été démolie.

Les Françaises d'Uckermarck étaient comprises dans cet appel et elles redescendirent dans le grand camp ; mais le petit camp ne fut pas vide pour autant : Polonaises, Russes, Tchèques, Allemandes, Hollandaises demeuraient — avec les Belges, les Sarroises, les Luxembourgeoises et même les Lorraines et les Alsaciennes qui n'étaient pas admises dans l'échange.

Nous avons tenté de savoir ce que sont devenues les 52 femmes (48 Françaises, 2 Anglaises, 1 Belge et 1 Polonaise, toutes arrêtées en France) dont le nom est marqué d'un « U » sur la liste des *Vingt-Sept-Mille*. Il y a, en ce qui les concerne, seulement 4 solutions possibles : elles peuvent avoir été libérées par la Suisse (5 avril 1945), par la Suède (23 avril), par l'armée russe au moment où elle a investi Ravensbruck ; et celles qui ne figurent dans aucune de ces 3 libérations sont mortes. Aucune difficulté de contrôle en ce qui concerne la première libération : nous possédons les noms des 300 prisonnières qui en firent partie, correctement orthographiés et accompagnés de leur date de naissance — liste qui est vraisemblablement une copie de celle qui fut dressée à Ravensbruck par les secrétariats du camp, car elle tient compte des moyens

(1) Les Allemands brûlaient généralement les corps de leurs soldats, mais après les avoir déshabillés (il y avait à Ravensbruck un kommando qui réparait les vêtements, inondés de sang et d'immondices, ainsi récupérés). Dans les camps, ils ont toujours fait déshabiller les condamnés *avant* de les tuer et c'est par le retour des vêtements des disparus qu'on pouvait avoir la preuve de leur mort. Tout Ravensbruck a connu ainsi l'exécution des jeunes filles anglaises parachutées et les aveux des *S. S.* qui ont assisté à leur mort n'ont fait que confirmer ce qui avait été déduit d'indices sûrs.

d'identification dont disposaient ceux-ci (plusieurs, parmi les femmes qui y figurent, ont connu les horreurs d'Uckermarck, mais cependant aucune de celles-ci n'a son nom accompagné de la lettre « U » dans le document du *Revier*).

Les libérations suivantes, faites par les Suédois ou par les Russes, ont été faites sans liste, sans choix. Elles ont compris des femmes dont certaines sont mortes au bout de quelques jours ou de quelques heures — souvent sans avoir pu dire leur nom — et la Croix-Rouge suédoise, les services médicaux russes, qui en avaient la responsabilité, ne disposaient plus d'aucun moyen de contrôle. Le très petit nombre des Françaises demeurées au *Revier* de Ravensbruck lorsque les armées soviétiques l'occupèrent, a cependant permis de les recenser (1). Nous croyons également y être parvenus en ce qui concerne celles qui doivent la vie au comte Bernadotte (2), et nous y avons retrouvé, avec certitude, une des 52 victimes que nous cherchions — une seule (3).

Le fait de ne retrouver qu'une seule femme, d'ailleurs morte — sur 52 — dans les 3 séries de libérations possibles dont nous avons les listes, ne signifierait pas à nos yeux, avec certitude, que toutes ont péri (car nous admettions une marge d'erreurs pour la série suédoise), si nous n'avions pas eu la contre-enquête que nous devons au Service de l'État civil du ministère des Anciens Combattants (4) ; grâce à celle-ci nous pouvons aujourd'hui affirmer : toutes les femmes marquées d'un « U », dans le document *Vingt-Sept-Mille*, sont mortes.

(1) Nous possédons une liste clandestine des Françaises qui se trouvaient au *Revier* au moment où s'est formé le convoi de rescapées organisé par la Croix-Rouge suédoise ; dans cette liste, nous avons retrouvé les noms de nombreuses prisonnières que nous savons effectivement être venues en Suède (quelques-unes même y sont mortes) et ceci nous permet de dater le document : il a été établi par les infirmières françaises du Revier avant (et non *après*) le départ du convoi suédois et c'est ce qui explique ses erreurs. Elles peuvent d'ailleurs être rectifiées assez facilement par le collationnement avec les listes suédoises et surtout par l'enquête orale.

(2) Pour qui a connu l'efficacité et la conscience professionnelle avec lesquelles travaillent les membres de la Croix-Rouge suédoise, les conditions terriblement anormales dans lesquelles ces 3 séries ont été établies éclatent aux yeux ; les orthographes inexactes abondent et les renseignements complémentaires qui, en cas d'homonymie, permettent l'identification sont très inégalement recueillis. Par contre les 3 séries se recoupent — mais pas totalement — ce qui semblerait indiquer qu'elles ont été établies à des dates et en des lieux différents. En les collationnant, nous avons établi la liste générale qui nous a servi et dont nous savons qu'elle n'est ni absolument sûre, ni même, peut-être, complète.

(3) Il s'agit de Mme Louet, née Marie Chassot le 15 août 1879. Elle est morte, mais elle vivait encore à la fin d'avril 1945, bien qu'elle fût la doyenne des 52 femmes marquées d'un « U » : une femme de 27 ans, deux de 31 ans, une de 33 ans, une de 36 ans, une de 37 ans, 15 femmes âgées de 40 à 50 ans, 23 femmes âgées de 50 à 60 ans et 7 femmes âgées de plus de 60 ans. Ages calculés en décembre 1944.

(4) Nous remercions ce service qui, malgré le gros surcroît de travail que les lois sur la déportation lui imposent actuellement, a bien voulu faire une enquête sur les 52 déportées dont nous lui avons soumis les identités complètes. Sur toutes, il possédait des renseignements abondants, de sources très diverses (listes d'arrestations opérées dans les départements, extraits du registre de Compiègne, listes transmises par la Mission française de Rapatriement en Pologne, etc.), et il résulte de ces renseignements que toutes les femmes

Les quatre « U » marqués d'une croix. — Les informations que nous donne notre liste sont souvent incomplètes, parfois inexactes, mais jamais fantaisistes : elles sont basées sur un élément de la réalité, et ses erreurs mêmes peuvent nous servir pour saisir cette réalité. Que signifient, dans ces conditions, ces 4 femmes dont le nom est, outre le « U », marqué d'une croix ? Pourquoi ces croix ? Et surtout pourquoi 4 ? (Elles sont accompagnées des dates suivantes : 18, 23, 25 et 26 février 1945.)

Nous avons vu (dans les récits de Treite et de Schwartzhuber) que Uckermarck fut d'abord un camp d'extermination par la faim et le froid (à partir du 28 janvier). Puis la faim et le froid ne tuant pas assez vite, une équipe de 9 hommes se mit à abattre chaque soir un certain nombre de victimes (février), et cette méthode paraissant à son tour insuffisamment expéditive, une chambre à gaz fut construite et aménagée à 5 mètres des deux fours crématoires (1er ou 2 mars). Ceci nous donne 3 variétés de meurtres : par froid et faim (impossible, en pratique, à distinguer des morts naturelles), par armes à feu, par gaz.

Ces deux dernières séries d'assassinats — présentés comme un départ vers les camps de repos de Mittwerda — ne pouvaient évidemment pas être enregistrées publiquement sur les mêmes listes que les assassinats par épuisement vital qui encombraient Uckermarck de leurs cadavres. Et pas davantage une quatrième série de meurtres dont il nous faut maintenant parler — qui possède, avec l'extermination « naturelle », ce point commun : impossibilité d'escamoter les corps.

Lorsqu'il avait été question de « retirer du camp » les femmes âgées ou malades, un certain nombre de dispositions rassurantes avaient été prises afin qu'elles se présentent d'elles-mêmes aux sélections. C'est sans doute à cet ensemble de mesures qu'il faut rattacher la désignation d'une doctoresse et de plusieurs infirmières qui furent chargées d'organiser un hôpital au Jugendlager. Elles y prirent donc possession (à une date voisine du 28 janvier) d'un bâtiment qui reçut dès lors, et conserva, le nom de Revier. Elles n'y trouvèrent ni médicaments, ni couvertures et pas même de paillasses, mais elles eurent des malades et des morts, qui figurèrent nominalement dans les effectifs du grand Revier.

Au bout de deux semaines environ, entre le 10 et le 15 février, elles furent rappelées dans le grand camp et remplacées par une nommée Vera Salveguart et deux S. S. (dits *Sanitätsdienst* qui, à dater de la seconde quinzaine de février, approximativement, distribuèrent chaque jour un certain nombre de doses de poison. Le poison ne tuait pas à coup sûr et les malades connurent donc assez vite les effets du seul médicament qui leur était donné. Elles refusèrent dès lors de le prendre et il fallait le leur faire avaler de force. Salveguart s'y employa avec les *Sanitätsdiensten*.

en question sont, sans aucune erreur possible, effectivement mortes. Le ministère détient, en ce qui les concerne, 25 actes officiels de décès, 8 actes de disparition, 14 jugements déclaratifs de décès. Les 5 dernières sont mentionnées également comme décédées, mais il semble qu'aucune famille n'ait sollicité pour elles l'établissement d'un acte d'état civil.

Les secrétaires, qui faisaient la navette entre les services administratifs des deux camps continuèrent cependant à comptabiliser (1), pour le *Revier* de Ravensbruck, les morts de l'étrange hôpital d'Uckermarck — non sans une horreur compréhensible dont elles firent part autour d'elles. Elles s'étonnèrent encore davantage que les autres mortes officielles d'Uckermarck, dont on charriait chaque matin les cadavres sous leurs yeux — n'y figurent pas.

Faut-il voir, dans ces 4 croix, une trace du bocal de poudre blanche de Salveguart ? Nous ne le saurons sans doute jamais avec certitude, et nous pouvons seulement dire aujourd'hui que ce n'est pas en contradiction avec les informations plus générales que nous possédons.

Ici se terminent les renseignements que nous pouvons extraire des 29 pages dactylographiées du document provenant du Revier de Ravensbruck, mais il nous a semblé intéressant de le confronter avec les rares autres textes qui ont échappé à la destruction, afin de doser dans quelle mesure ils s'infirment ou se confirment.

L'un d'eux, daté du 6 avril 1945, est une de ces listes de départ pour le camp mythique de Mittwerda (2), peut-être la dernière. Elle comporte 480 noms.

Lorsque nous y cherchons quelques-unes des 95 identités enregistrées dans la liste des *Vingt-Sept-Mille*, nous en retrouvons effectivement 9, et d'autant plus facilement qu'elles sont, dans les deux textes, accompagnées de leurs numéros d'immatriculation et classées par ordre numérique. Ces 9 noms de la liste *Mittwerda* sont tous suivis, sur le *Document* du *Revier*, de la mention manuscrite : « U. 4-4-45. » A deux jours près, les

(1) Notons, en passant, que les quatre dates de décès qui nous sont données se situent toutes dans une période de neuf jours de la seconde quinzaine de février — donc immédiatement après l'installation de Salveguart et de son bocal de poudre blanche. Or, dès le début de mars — date où la chambre à gaz a commencé à fonctionner — il est possible que Treite ait donné l'ordre de cesser d'enregistrer sur les états de « son » *Revier* tout ce qui se rapportait au *Jugendlager* ; notons également que les morts naturelles, ou provoquées par l'épuisement (mais survenues dans le bâtiment d'Uckermarck qualifié Revier), ont été nécessairement comptées dans la même série que les empoisonnements ; notons enfin que toutes les Françaises (Lorraines et Alsaciennes exceptées) ont été retirées du petit camp, le 2 avril, c'est-à-dire après avoir été exposées six semaines exactement au danger Salveguart.

(2) Sur la première page, la date : *Ravensbruck, den 6-IV-1945*, est suivie de la mention : *Nachstehende Häftlinge wurden nach dem Schonungslager Mittwerda i. Schles. überstellt*, et la dernière page porte la signature originale du commandant : *Suhren S. S. Sturmbannführer U. Lagerkommandant.*

Nous devons à l'obligeance de Mme Héléna Dziedzicka et de la comtesse Plater une copie de cette liste et deux photocopies que nous avons remises à la Justice française au moment du procès du commandant de Ravensbruck, Suhren. Celui-ci avait d'abord adopté la défense suivante : « Il y avait eu, en effet, une chambre à gaz à Ravensbruck, mais il ne connaissait son existence que par ouï-dire, car elle n'avait existé qu'à partir de mars, date où il n'était plus commandant de Ravensbruck. C'est alors qu'on lui présenta la photocopie de la liste Mittwerda, datée du 6 avril 1945, et portant son titre et sa signature autographe. »

dates diffèrent (1), on le voit, sans qu'on puisse rien déduire de cette différence, car ces 9 Françaises n'ont pas été emmenées à Uckermarck, le 4 avril 1945 (comme nous le dit le document du *Revier*), étant donné que toutes les Françaises qui s'y trouvaient encore le 1er avril en sont redescendues le 2, et qu'aucune n'y est dès lors remontée. Elles n'ont pas été davantage gazées le 6 avril (ainsi que permet de le supposer le document Mittwerda), car tous les renseignements concordent sur une destruction de la chambre à gaz le 2 avril... Mais nous savons, par d'innombrables témoignages oraux d'une authenticité certaine, que les 9 femmes dont il est question sont mortes assassinées, le vendredi 30 mars 1945.

Sur une autre liste, — celle-ci copiée clandestinement dans le grand camp, au block 10, block des tuberculeuses (au moment d'une « sélection » de malades envoyées directement à la chambre à gaz, sans passer par Uckermarck), nous trouvons 96 noms, dont 2 seulement appartiennent à la série des *Vingt-Sept-Mille*. Lorsque nous nous reportons à celle-ci, nous constatons que ces deux noms y figurent sans aucune mention — ni lettre, ni croix, ni date. L'enquête orale nous a appris que les deux femmes en question sont mortes, et à l'heure même où était établi secrètement le texte auquel nous nous référons. Or, c'est au Revier même que ces deux femmes ont été prises pour être emmenées directement — au su et vu de tout le camp — au four crématoire et nous n'avons pas oublié que c'est de ce même Revier que vient le document que nous étudions.

Les quelques contrôles que nous venons d'énumérer, au sujet du document *Vingt-Sept-Mille*, montrent suffisamment, nous semble-t-il, combien ce texte — rigoureusement authentique, d'une exceptionnelle précision, d'une grande richesse d'information — doit être sujet à caution.

Il nous a cependant rendu d'inestimables services et le fait que nous ne possédions un document de ce genre que pour deux convois seulement (nous avons identifié à ce jour et recueilli des renseignements sur 245 convois partis de France) rend illusoire l'espérance de recenser, un jour, exactement et totalement, la déportation de nos compatriotes. Qu'on ne s'imagine pas, néanmoins, que l'enquête exclusivement orale ne puisse pas nous donner de très riches et très fidèles renseignements.

LES TÉMOIGNAGES

Les témoignages sont des récits racontés ou écrits, après l'événement, par ceux qui l'ont vécu. Ils sont aussi explicites et abondants que les documents sont secs, incomplets et obscurs, mais ils sont malheureusement,

(1) D'autres différences nous permettent d'affirmer que les deux textes émanent de deux services étrangers l'un à l'autre, qu'ils ne se sont pas copiés réciproquement et qu'ils ont eu deux sources d'information distinctes : parmi les 9 noms qui figurent sur les deux documents, il en est un qui est orthographié Berthe Boucher sur le premier texte et Bertha Beudet sur l'autre. Parmi les 9 numéros, il en est un qui est inexact sur la liste Mittwerda (27806 au lieu de 27993). Dans les deux cas, c'est la liste *Vingt-Sept-Mille* qui est la plus sûre.

en contre-partie, largement tributaires de tous les genres d'erreurs qui caractérisent le mécanisme humain, depuis l'erreur volontaire jusqu'à l'immense gamme des inexactitudes faites de bonne foi.

Les études scientifiques extrêmement nombreuses qui, depuis environ soixante ans, ont été consacrées au témoignage, l'ont très largement — mais à notre avis trop inconditionnellement — discrédité (1) auprès du vaste public qu'elles ont atteint.

Leurs conclusions sont que le témoignage entièrement exact est l'exception, que les erreurs, lorsqu'elles sont faites de bonne foi, sont affirmées avec autant d'assurance que des faits exacts et que les « habitudes mentales » du témoin peuvent se substituer à ses perceptions sans qu'il en ait, le moins du monde, conscience. La concordance de plusieurs témoignages ne sera donc même pas nécessairement un critère de véracité, car il est normal que des images mentales identiques se retrouvent dans les esprits d'individus qui appartiennent au même groupe social. Cette contamination du « réel » par le « probable » sera encore bien plus forte, quand un certain temps se sera écoulé depuis l'événement sur lequel on se renseigne et que les témoins qu'on interroge auront eu le temps de réfléchir et de discuter entre eux (2).

Lorsque, au lieu d'explorer un passé proche, il s'agit d'explorer un passé relativement lointain à l'aide de récits écrits par des personnes que l'enquêteur n'a pas à sa disposition — tel est le cas normal de l'historien — on imagine volontiers que l'incertitude des conclusions se trouvera majorée de la façon la plus inquiétante.

La vraisemblance, la confrontation de récits analogues, seront, dans le cas qui nous occupe ici, d'un secours insuffisant, car, dans la même période, dans le même lieu, des conditions de vie atroces ont coexisté avec d'autres que les circonstances peuvent faire qualifier de presque normales : le même jour, à quelques mètres les uns des autres, des êtres, que rien ne distinguait entre eux, ont été inclinés, les uns vers la vie, et les autres vers d'affreuses souffrances terminées par la mort ; ils ont pu s'ignorer. En tout cas, le récit des uns ne peut en aucune façon confirmer ou infirmer un récit se rapportant aux autres — sinon par certains détails que les témoins pensent rarement à donner.

Ces détails, nous avons actuellement la ressource de les recueillir systématiquement, en interrogeant directement et longuement sur un

(1) Cette campagne se développait d'ailleurs dans le temps même où les moyens de mesure et d'enregistrement de la machine commençaient leur essor gigantesque : le phonographe et le magnétophone pour la voix, la photographie et le cinéma pour l'image, tous les pointages mécaniques (aujourd'hui électroniques), dont l'image ou la présence sont latentes dans la vie sociale de notre temps, imposaient plus ou moins clairement aux esprits une comparaison avec notre imparfaite mécanique cérébrale — jusqu'à ce que l'énorme fatras de paperasserie qui encombre notre siècle, et que sa masse rend presque inaccessible, nous renvoie à nouveau à la mesure humaine.

(2) Recherches récentes faites par Allport et Postman sur le témoignage et la rumeur publiques.

grand nombre de points précis, un grand nombre d'informateurs qualifiés. Nous parviendrons ainsi à reconstituer, miette par miette, un vaste ensemble de faits (souvent inconnus de ceux mêmes qui nous ont permis de les établir). Et nous pourrons alors prouver la totale et extraordinaire véracité de certains témoignages — ou la vérité partielle de certains autres, dont nous circonscrirons la plupart des inexactitudes.

De même que le document authentique mais inexact a pu être pressuré et a rendu la vérité qu'il contient, et que jusque dans ses erreurs, nous avons puisé des informations précieuses, de même le témoin peut nous apprendre tout ce qu'il sait et plus qu'il ne sait, à la condition d'être questionné selon une méthode exactement adaptée à lui. Nous obtiendrons ainsi, par lui, une information plus complète, plus humaine, et, quoi qu'on pense, souvent plus exacte que celle du texte — dont nous avons vu combien il est faillible.

Lorsqu'on examine attentivement les expériences qui ont établi l'incertitude du témoignage, on se rend compte qu'elles ont été composées précisément pour établir cette incertitude. Ce faisant, nous n'oublions pas qu'elles ont rendu grand service à la cause de la vérité en nous mettant sur nos gardes ; mais, la chose faite, il nous serait facile de composer maintenant des « contre-expériences » (1) qui démontreraient l'inverse, c'est-à-dire qu'on peut atteindre à la vérité par le moyen de certains témoins sélectionnés.

Pour nous, qui cherchons précisément à retrouver des faits désormais inaccessibles, sinon dans les mémoires, une statistique des réponses erronées ne nous intéressera que dans la mesure exacte où elle pourra nous servir de base pour établir et délimiter nos zones de recherches, car notre but n'est pas de recueillir des témoignages mais, par leurs moyens, d'arriver à saisir le passé. Il nous faut pour cela constituer pour chacun d'eux des hiérarchies de probabilité : selon son objet, selon le sujet qui nous le donne, mais surtout selon les rapports existant entre ce sujet et cet objet (rapports professionnels, accidentels, affectifs). Il nous faut ensuite *classer* chaque information fournie, et adopter pour cela un classement qui épouse de très près la réalité qu'on étudie. Avec ces dosages, ces classements, et la méthode usuelle du recoupement, nous posséderons des instruments de contrôle presque aussi sûrs et moins faciles à dérégler que les « machines » (2).

(1) Si Claparède, dans une expérience célèbre — au lieu de vouloir prouver que 8 seulement de ces étudiants, sur 54, avaient effectivement vu une certaine lucarne devant laquelle ils passaient tous les jours — s'était efforcé d'établir l'existence ou la non-existence de ladite lucarne, il lui aurait suffi d'interroger la femme de ménage ou l'homme de peine qui avaient la charge, à l'Université, d'en laver les vitres (et d'autant plus fréquemment que, nous le savons, la scène se passe à Genève). En faisant confirmer cet unique témoignage par le concierge de l'établissement, il aurait obtenu deux réponses concordantes et... exactes.

(2) Si l'objet du témoignage est un fait permanent, institutionnel, nul vrai problème ne se pose pour nous, car la plus élémentaire méthode d'enquête nous permettra d'atteindre une vérité incontestable. C'est sur cette base d'information qu'est fondée l'ethnologie — et tous ceux qui ont expérimenté ses méthodes savent qu'elles sont sûres et que les résultats

Lorsque l'objet de l'enquête sera un fait, non pas permanent mais qui a été vécu par un groupe pendant une certaine durée (par exemple les conditions de la vie quotidienne dans tel camp, tel Kommando ; l'organisation et certains détails de la hiérarchie de ceux-ci ; la composition approximative de tel transport), une simple comparaison entre les très nombreux témoignages que fait recueillir systématiquement la Sous-Commission de la Déportation du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale permettra des reconstitutions très valables.

Ce sera lorsque nous aborderons le domaine le plus hasardeux du témoignage — la relation d'un « événement » — que nos inquiétudes devront commencer. Mais même sur ce terrain nous ne sommes pas sans armes.

Le caractère de l'événement est d'être bref, fortuit, insolite et, par conséquent, de faire appel à une mémoire qui n'est plus la mémoire abstraite et intellectuelle, — à la fois la plus durable et la moins sûre, — mais à une mémoire concrète qui est très inégalement répartie entre les individus. On lui demandera compte de perceptions furtives ou distraites et il est normal que les erreurs commises par elle soient beaucoup plus nombreuses que les bonnes observations, au point qu'on a pu affirmer en ce qui la concerne : « La majorité, c'est l'erreur » (1) (la majorité, mais non l'universalité).

Particulièrement inexactes sont la plupart des perceptions concernant les mouvements, les couleurs, les formes, les nombres, l'évaluation des durées. Encore y a-t-il, même dans ce dernier domaine, des degrés dans l'inexactitude, et les renseignements sur la forme et la couleur d'un vêtement auront plus de chances d'être exacts s'il nous sont donnés par une couturière, que s'ils proviennent d'un comptable ou d'un facteur. Et lorsque nous nous adressons à la couturière qui a cousu ou réparé ce vêtement, ou à la blanchisseuse qui l'a lavé et repassé, nous diminuons encore notre marge d'incertitude — les policiers le savent bien. En un mot, les possibilités d'erreur et de fidélité du témoignage ne sont pas un fait de hasard.

La véracité des témoins est extrêmement variable et en grande partie distincte de leur sincérité ; néanmoins celle-ci est le premier point à exa-

auxquels elles nous permettent d'atteindre sont plus solides que ceux de l'histoire. Comme le dit le président F. Gorphe : « L'étude des témoignages..., ne peut être poussée à fond, par des méthodes scientifiques positives, qu'à l'égard des témoignages vivants. Or, l'historien en est réduit à des documents morts. »

François Gorphe, président de Chambre à la Cour d'Appel de Poitiers, *La critique judiciaire des preuves. (Giustizia Penale)*, Parte IV *a*, La producera, 1935, fasc. XI.

François Gorphe, à la fois comme psychologue et comme juriste, est l'auteur français qui a le plus longuement et le plus solidement étudié le grand problème du témoignage judiciaire. On trouvera dans l'excellente bibliographie qu'il publie à la fin de son œuvre principale (*La critique du témoignage*, 2e édit., Paris, Dalloz, 1947, 470 p.) toutes les études antérieures à 1925.

Pour le second quart du XXe siècle, voir la bibliographie du Dr Michel Cenac (*Le témoignage et sa valeur au point de vue judiciaire*, Rapport de médecine légale, Cahors, Coueslant, 1951, 40 p.).

(1) Binet.

miner et nous devrons, cela va de soi, identifier d'abord les menteurs (1).

Il en existe deux types, dont l'un est très difficile à déceler, et l'autre, relativement peu. Contrairement à l'opinion commune, c'est le mensonge intéressé qui pourra nous créer les plus grosses difficultés — malgré l'intérêt, souvent évident, qui devrait nous le révéler — car il est généralement réfléchi, donc bien construit et plausible, et il peut avoir la chance de porter sur un détail insignifiant pour le public, mieux connu du menteur que de toute autre personne, et par suite difficile à contrôler, En outre, son auteur peut n'être qu'un menteur occasionnel, ce qui le rend d'autant plus redoutable.

Il est, par contre, relativement facile d'identifier le mensonge gratuit et il a peu de possibilité d'échapper à un contrôle sérieux, car il est rendu vulnérable par 3 caractères qui — nous l'avons contrôlé maintes fois — l'accompagnent presque invariablement. D'abord il est toujours sensationel : il porte donc sur des événements qui peuvent difficilement passer inaperçus et sur lesquels il est par conséquent possible de trouver d'autres renseignements ; ensuite, il est rarement isolé mais s'insère au contraire dans une longue série d'affabulations qui trébucheront fatalement sur un point ou sur un autre, dans la moindre contre-enquête ; enfin il est toujours le fait de personnes ayant un tempérament particulier et celles-ci ne parviennent pas à le dissimuler longtemps.

Ces personnes sont, à vrai dire, beaucoup plus nombreuses qu'on ne le suppose généralement, et un domaine comme celui du monde concentrationnaire — bien fait, hélas, pour stimuler les imaginations sado-masochistes — leur a offert un champ d'action exceptionnel. Nous avons connu de nombreux tarés mentaux, mi-escrocs, mi-fous, exploitant une déportation imaginaire ; nous en avons connu d'autres — déportés authentiques — dont l'esprit malade s'est efforcé de dépasser encore les monstruosités qu'ils avaient vues ou dont on leur avait parlé — et qui y sont parvenus. Il y a eu même des éditeurs pour imprimer certaines de ces élucubrations, et des compilations plus ou moins officielles pour les utiliser, mais éditeurs et compilateurs sont absolument inexcusables, car l'enquête la plus élémentaire leur aurait suffi pour éventer l'imposture.

Le mensonge intéressé est infiniment moins facile à déceler et l'on n'y parviendra que si l'on possède ce tamis, constitué par des renseignements innombrables et judicieusement classés, sans lequel nous ne pouvons pas espérer faire sérieusement une enquête sociale quelconque. Autrement dit le mensonge entrera alors dans la catégorie générale des erreurs matérielles qui — hâtons-nous de le dire — sont bien plus souvent faites de

(1) Des machines pour déceler le mensonge ont donné des résultats surprenants, mais elles ne peuvent évidemment être employées qu'avec des délinquants qui s'efforcent de cacher à la justice leur participation à une action criminelle. Elles consistent en un enregistrement mécanique des réactions sanguines (sphygmographe), galvaniques (psychogalvanomètre) ou respiratoires (pneumographe) du sujet, devant lequel on mentionne, au milieu de faits indifférents, des détails relatifs à l'événement auquel il nie avoir été mêlé.

Retenons que le mensonge ou la dissimulation volontaire provoquent une émotion à laquelle tout l'être physique participe. Ceci peut expliquer les phénomènes d'intuition et que quelque chose nous avertisse assez souvent lorsque nous sommes en face d'un menteur.

bonne foi. Mais avant d'examiner comment nous parviendrons à nous prémunir contre leur ensemble, il nous faut dire un mot du « parti pris », car il est l'argument-massue en matière d'histoire contemporaine.

Il est évident que les témoignages directs sur la déportation excluent la neutralité et l'excluent même au maximum, car un des caractères du régime concentrationnaire fut de n'avoir jamais été vu par un « spectateur » (1). Nous ne pourrons donc recueillir que les souvenirs des « acteurs » — acteurs de l'un ou l'autre bord, mais également engagés, cœur et corps, dans la pire violence.

Le temps, s'il a éteint les curiosités, a généralement durci les positions prises : dans les milieux atteints par la décimation concentrationnaire, la susceptibilité est extrême et tout ce qui contribue à noircir davantage encore les auteurs du crime est admis sans critique, toute réserve provoque l'indignation. Au contraire, dans les milieux compromis, de façon même fort lointaine, avec l'Allemagne d'Hitler, la réaction est inverse et l'on y met en doute les faits les moins contestables. Tout ce qui touche, en France, à l'histoire politique 1939-1945, a soulevé des passions si vives que leurs controverses survivront (2) vraisemblablement aux hommes qui les ont vécues.

Mais vivre et agir sans parti pris n'est pas concevable : la vie n'est qu'options, et moins celles-ci seront évidentes, plus elles nous égareront.

(1) Les soldats anglais qui ont délivré Bergen-Belsen, les Américains qui ont pris Buchenwald, les Russes qui, les premiers, ont pénétré dans Auschwitz et les Neutres, Suisses et Suédois de la Croix-Rouge internationale, n'ont pas « vécu » un camp, ils ont « vu » ce qui restait d'un camp... En outre, pas plus que les acteurs du drame, ils ne peuvent être considérés comme « sans parti » car, à ma connaissance, ils participèrent, au contraire, aussitôt, aux sentiments intenses des victimes — peut-être même plus violemment que celles-ci, car ils étaient moins las.

Les gardiens allemands, par contre, ont vu ce qui, en dehors d'eux, n'a été connu que des morts. Leurs témoignages ne se sont pas manifestés — pas encore — sous forme de souvenirs publiés par des mains pieuses, et nous ne connaissons leurs point de vue que par les dépositions qu'ils ont faites devant les tribunaux qui les jugaient comme criminels de guerre. Celles-ci devraient donc nous être doublement suspectes, car non seulement leurs auteurs avaient un « parti pris » initial, mais encore leur intérêt évident, immédiat et vital, les incitait à mentir. La plupart ne s'en firent pas faute, mais non pas tous, et surtout pas sur tous les points, ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de cet article. C'est même grâce à cette source d'information que nous avons pu éclaircir des faits qu'il aurait été impossible de reconstituer sans elle. (Parmi les raisons de suspicion à l'égard de cette catégorie de témoins, nous ne mentionnons pas le critère de moralité — qui joue pourtant un rôle si important dans l'opinion que chacun se fait *a priori* d'un témoignage — parce que précisément nous pensons qu'aucun témoignage ne doit être accepté *a priori*).

(2) Il en est de même pour tous les événements qui mobilisent les sentiments et les intérêts de leur temps : qui était « neutre » à Paris, en 1791 ; qui, même de nos jours, est totalement neutre par rapport aux événements de la période révolutionnaire ? Plusieurs générations après la mort de ses derniers témoins, et à des milliers de kilomètres du lieu où ils vécurent, nous pouvons voir, par exemple dans le continent américain, telle République célébrer le 14 juillet comme sa fête nationale et tel Dominion britannique revendiquer la fleur de lys dans les armes de ses provinces. Nous verrons de même tel Américain du Sud ou du Nord, tel Asiatique, ou même tel industriel français, se laisser incliner dans leurs jugements et leurs curiosités vis-à-vis de l'Allemagne d'hier, par l'opinion qu'ils se seront faite sur la position que devra avoir l'Allemagne de demain.

Nous n'optons pas qu'entre les partis, nous optons sans cesse entre les êtres, entre les actions, entre les explications des êtres et des actions, et nous sommes constamment orientés, fibres par fibres, vis-à-vis de tout cet immense réseau qui tisse l'histoire. Et de même qu'il n'existe pas, moralement, de vrais médiocres, — mais seulement des êtres qui n'ont pas rencontré les événements qui les révéleront — il n'existe pas davantage de vrais indifférents, de vrais neutres — mais seulement des êtres qui n'ont rien compris. L'expérience est un patrimoine secret, très difficilement communicable, mais qui explique cette lucidité aiguë, pénétrante, qui peut se rencontrer entre adversaires ayant partagé le même drame et qui est parfois la sœur d'une amère et clairvoyante pitié.

Nous ne comptons donc pas trouver des témoins sans « parti pris », mais le parti pris, lorsqu'il est de bonne foi, n'est qu'une des innombrables causes d'erreurs involontaires que nous devrons redouter, et les précautions générales que nous prendrons contre l'ensemble de celles-ci nous prémuniront du même coup contre lui ; quant au parti pris accompagné de mauvaise foi, il entre dans la catégorie des mensonges — d'autant plus faciles à isoler que, dans ce cas, ils sont énormes et construits autour d'un système (1).

Pour éliminer les erreurs — quelles qu'elles soient, volontaires ou involontaires, organisées ou désordonnées — notre premier instrument de contrôle sera le classement des faits recueillis.

Il est d'une importance capitale, pour qui désire connaître une société, vivante ou morte, car son objet n'est pas seulement de nous permettre la récupération immédiate d'un document, mais il est aussi de constituer une sorte de « grille de déchiffrement » pour les réalités qu'on étudie. Il est donc essentiel de ne pas adopter — sinon à titre complémentaire — d'index abstraits (alphabétique, par exemple, ou méthodique), mais de s'efforcer de trouver le classement qui se rapprochera le plus, concrètement, des formes réelles de l'organisme en présence duquel on se trouve.

Il n'est pas question de mentionner, dans le cadre de cet article, les innombrables applications et les grands profits qu'on peut tirer, dans la pratique de l'enquête, des rapprochements qui s'établissent ainsi. Deux fois nous avons eu l'occasion de créer de toutes pièces un système d'investigation sociale, pour deux groupes humains entre lesquels nul lien n'existe. Le problème a été d'adapter, à l'un et à l'autre, des plans d'enregistrement, des tests de contrôle qui ne pouvaient avoir que ce point commun : épouser exactement des formes si différentes. Le premier groupe était vivant, présent, lentement et solidement poussé sur de profondes racines, il appartenait au type qu'on peut qualifier sinon de primitif, du moins d'élémentaire ; l'autre — la société concentrationnaire — d'une complexité et d'un amorphisme effarants, ayant vécu sans passé et sans

(1) Il restera, naturellement, au « parti pris », le domaine des interprétations, d'où il est difficile de le débusquer. Inversement, d'ailleurs, l'absence totale de participation affective à un événement est un élément d'incompréhension qui nous semble pour le moins aussi préjudiciable. Mais ces deux préjudices — qui font partie des données du problème historique — doivent être réduits au maximum, tout en sachant que, à la limite, ils sont irréductibles.

avenir, et évanouie aujourd'hui depuis neuf ans. En ce qui la concerne, impossible d'utiliser des structures internes pour établir des classements et nous avons dû adopter pour ceux-ci les critères les plus extérieurs et les plus apparents : c'est-à-dire le « voisinage » et la « durée ». Étudiant les prisons, nous l'avons fait cellule par cellule ; les trains, wagon par wagon ; les camps, blocks par blocks, dortoirs par dortoirs, lits par lits. Cet énorme travail était nécessaire à nos yeux, car il constituait la seule possibilité de nous assurer de l'authenticité de notre enquête et de parvenir à la contrôler, en vérifiant non pas la bonne foi de nos témoins (nous en avions assez d'autres preuves) mais la fidélité de leur mémoire, et, au delà, de la mémoire en général.

Il est clair qu'il ne faut pas demander à celle-ci ce qu'elle ne peut donner, et lorsqu'elle a enregistré une scène brève, un épisode isolé, même remarquable, on doit s'attendre à une large marge d'incertitude. Par contre, lorsqu'il s'agit de reconstituer un état qui s'est prolongé pendant une période plus ou moins longue, nous pouvons, si les témoins sont assez nombreux, parvenir à des résultats surprenants. Ceci nous a amenés à faire une large place aux statistiques, parce qu'il est possible d'en établir ainsi de sûres et de les vérifier ensuite.

La fidélité de la mémoire varie d'une façon si constante avec la durée du fait qu'elle a enregistré, qu'il est possible, non seulement de prévoir dans quel cas nous parviendrons à une reconstitution totale et certaine de telle ou telle étape de la déportation, mais même de fixer approximativement d'avance le nombre de témoins qui nous seront nécessaires pour cela. Lorsque l'étape que nous cherchons ainsi à reconstituer a été brève, le nombre des erreurs augmente nécessairement, mais, avec beaucoup de patience, et en tenant compte des recoupements et de la « spécificité » de chaque témoignage, nous pouvons parvenir à circonscrire ces erreurs. Un exemple le fera mieux comprendre :

On ne possède, avons-nous dit, que deux listes authentiques de convois de femmes. Pour tous les autres convois, il nous a fallu, à l'aide de fragments de documents (1), et surtout grâce à l'enquête orale, tenter des reconstitutions assez ardues. Pour cela, ainsi que nous l'avons exposé, nous avons dû distinguer toutes les étapes de la captivité parcourues par chaque élément du convoi (la Résistance ; les arrestations ; prisons de Paris et de province ; regroupement à Fresnes, Romainville ou Compiègne ; trajet en chemin de fer de France en Allemagne ; distribution dans les différents blocks ou cellules de la forteresse ou du camp allemand ; départ pour des Kommandos ; retour éventuel ; nouveau départ, etc.). A chaque étape sont nés des groupes plus ou moins homogènes que nous avons tenté de reconstituer.

(1) L'ensemble de tous les renseignements que nous avons pu réunir dans la première phase de nos recherches a été trié mécanographiquement, grâce à l'*Institut national de la Statistique et des Études économiques* qui a réussi un magnifique travail dont nous le remercions à nouveau. Nous en avons remis un exemplaire au service de l'état civil du ministère des Anciens Combattants, dès octobre 1947. Cette étude statistique, outre les services qu'elle a rendus à l'état civil et aux Associations de Déportés, a servi de point de départ à toutes nos enquêtes.

Si nous prenons l'étape la plus brève, — celle du trajet Paris-Ravensbruck (qui représente en moyenne de quatre à sept jours), — au bout de huit ans, voici les résultats qu'on peut escompter :

Grâce à une douzaine de témoins qui nous ont dicté la longue suite de leurs souvenirs, du début à la fin de leur captivité, nous savons qu'un certain convoi a comporté 5 ou 6 wagons. Dans chacun de ces wagons, deux ou trois prisonnières, pour des raisons très diverses, ont frappé l'attention de leurs camarades et nous permettent désormais d'identifier le groupe avec lequel elles ont voyagé. Dès lors, chaque nouveau témoin que nous interrogeons pourra être replacé par nous dans un des wagons puis, d'étape en étape, jusqu'à la Libération, dans un groupe ou dans un autre.

Dans ce cas d'une période brève (trajet Paris-Ravensbruck), chaque réponse recueillie nous donne au moins 3 noms, souvent une douzaine, rarement (mais quelquefois) plus de 20, et ceci dans une collectivité qui, nous le savons, a compté environ 70 âmes. Il nous faudra encore une douzaine de survivantes du groupe, si nous voulons avoir des recoupements suffisants pour le reconstituer. Nous pourrons alors totaliser les dentités obtenues et nous nous apercevrons invariablement qu'elles sont *plus nombreuses* que le nombre des prisonnières qui se trouvaient effectivement dans le wagon ; nous nous attendions bien à des erreurs, mais à des erreurs par oubli, par manque, et non par excès, par addition.

Cette addition n'est d'ailleurs nullement le fruit d'une invention, mais celui d'une contamination d'images. Tout se passe comme si la mémoire, tel un appareil photographique, avait enregistré des clichés qu'elle superpose ensuite, pour les projeter tous ensemble sur l'écran du souvenir :

Ces prisonnières, appelées à partager pendant cinq à sept jours les quelques mètres carrés de leur prison roulante, ne se connaissent pas, en général, au moment du départ. La présence, dans ces conditions, de 2 ou 3 voisines de cellule, de quelques camarades « de leur affaire » prend évidemment pour elles une grande importance. En outre, elles voient alors, pour la première fois, un certain nombre de nouvelles venues dont la personnalité est frappante — or, lorsque nous analyserons les erreurs de leur témoignage, ce sera toujours à propos de ces dernières qu'elles auront eu lieu. Cela s'explique d'ailleurs parfaitement, car l'impression qu'elles en ont eue est une impression intellectuelle, abstraite non localisée, tandis que le fait d'avoir revu, pour la première fois ce jour-là, telle ou telle relation de Résistance, est circonstancié, personnel, concret.

Comment, dans ce cas, analyser un témoignage et identifier ses erreurs ? Rien de plus simple, il n'y faut que du temps et la patience d'écrire sur une colonne tous les noms qui nous ont été donnés par une douzaine de témoins (mettons 85 noms), puis de faire 12 colonnes à côté de la première, chacune correspondant à un témoignage. Dans la colonne du premier témoin, en face des identités qu'il nous a données, nous inscrivons une marque quelconque, dans la colonne suivante de même, en face des identités indiquées par le second témoin. Et ainsi de suite.

Prenons un exemple : la première de nos informatrices d'un certain transport, Mme A. Ab..., nous a donné exactement 12 noms (dont celui d'une jeune femme qui a servi d'interprète pendant le trajet et qui, pour cette raison, a pu nous servir pour « identifier » un wagon). Inversement, dans ce wagon, aucun des 11 autres témoins ne la nomme — fait inexplicable car elle a une personnalité forte, a été arrêtée dans un groupe de Résistance nombreux — et il semble, par ailleurs, qu'aucune femme, même effacée, ne soit passée inaperçue. Nous observons également que, outre la jeune interprète (qui ne se souvient pas d'elle), elle nous a nommé les noms de 5 ou 6 de ses compagnes de cellule ou de Résistance, qui ont complètement échappé aussi à l'attention des 11 autres mémoires que nous consultons. Nous pouvons alors conclure, sans hésitation, à une erreur partielle : notre informatrice a effectivement fait le trajet en compagnie des 5 ou 6 compagnes qu'elle connaissait antérieurement, mais dans un autre wagon (que nous identifierons facilement), où ne se trouvait pas la jeune interprète. Cette erreur est d'autant plus explicable que le convoi, dès son arrivée à Ravensbruck, a été mis en quarantaine dans un block dont l'entassement reproduisait singulièrement l'atmosphère du voyage ; huit jours après cette arrivée Mme A. Ab... partait dans une direction et la jeune interprète dans une autre. Elles ne se sont, à notre connaissance, jamais revues.

Nous pourrions énumérer indéfiniment des erreurs de ce genre, tout aussi motivées lorsqu'on les analyse, et tout aussi faciles à éliminer par le simple mécanisme du recoupement que nous venons de décrire — mécanisme qui nous permet de voir, en quelque sorte de profil, ce cône de lueur que chaque être, tant qu'il respire, dirige vers le passé. Mais nous pourrions également énumérer des cas tout aussi nombreux où les mémoires fonctionnent sans défaillance et où chaque nouveau témoin nous apporte une confirmation de la véracité des autres (1) — seulement nous avons désormais la preuve de leur véracité.

En résumé, nous avons donc été amenés à constituer un classement à deux échelles : la plus large, malgré tous nos efforts, ne dépasse que peu l'échelon national, mais sa grille *Espace-Temps* (qui enregistre des groupes humains identifiés, dans tels lieux, à telles périodes) est suffisante pour nous permettre un contrôle des témoignages et des documents qui peuvent être recueillis en France ; la plus fine ne dépasse pas un de ces groupes (2)

(1) Cette confirmation est d'autant plus sûre que dans la majorité des cas ils ne se sont jamais revus depuis les événements dont ils ont, ensemble, supporté le poids.

(2) Actuellement nous possédons des informations d'ensemble sur la déportation de toutes les Françaises, mais en outre nos sondages comportent l'inventaire méthodique des comportements individuels dans 3 convois : un convoi de libération (336 personnes, libérées par la Croix-Rouge suédoise), un convoi de déportation dont les prisonnières ont été arrêtées en 1943 (958 personnes) et un autre convoi dont les prisonnières ont été arrêtées en 1944 (676 personnes). Les deux derniers sont complétés par une reconstitution (malheureusement partielle, mais faite cellule par cellule), du peuplement des prisons aux dates correspondantes.

qui servent d'unité au premier répertoire, mais elle nous permet de le suivre de sa formation à sa dissolution, être humain par être humain, et pèse les charges qui ont écrasé chacun d'eux.

Un jour viendra où les documents sur la déportation qui dorment encore, ça et là, à travers le monde, sortiront des caves ou des caisses où ils moisissent paisiblement — ils en sortiront avec leurs lacunes, leurs erreurs, leur mauvaise foi, leurs contre-sens. Ce jour-là, — peut-être proche, — l'histoire française possédera, nous l'espérons, suffisamment de fils entrelacés dans les plus larges cribles de ses contrôles (1) pour retenir les scories. Mais de même qu'il faut — tant qu'il en est encore temps, extraire des témoignages vivants tout ce qu'ils peuvent nous donner, on doit également ne rien négliger pour sauver et récupérer les textes qui n'ont pas été détruits, car la résurrection historique la plus riche aura lieu au confluent de l'enquête orale (menée avec des méthodes scientifiques positives) et des « documents » ayant subi le traitement critique indispensable. Le « document », en effet, même criblé d'erreurs, est une source de vérité neuve, lorsqu'on est en mesure de le contrôler suffisamment et de le rectifier ; lui seul peut nous permettre de combler les hiatus entre la réalité inhumaine des camps (qui ne paraît que dans les témoignages) et les conceptions, les hommes, l'évolution des idées et des événements qui en sont l'origine.

Grâce à notre tamis le plus fin, et par delà ces faits qui peuvent être comptés, discutés, empilés, oubliés, peut-être pourra-t-on saisir les phénomènes, autrement qu'avec des anecdotes. Quels entraînements, quelles déterminations ont-ils subis, ces numéros qui s'alignent dans d'interminables colonnes ? Quelle a été sur eux l'influence de leur classe sociale, de leur métier, de leur formation religieuse, de leurs appartenances politiques ? Et que sont devenus ces petits bagages dans la tourmente ?

Certes d'innombrables récits nous entrouvrent ces problèmes — mais celui qui parle semble toujours exceptionnel. Nous savons pourtant que des familles furent écartelées, des consciences broyées. Que la peine, la haine, la honte, les crimes commis, les crimes subis ont éclaboussé à plein jet les masses humaines qui eurent le malheur d'être là : le bilan des morts est une information bien insuffisante.

On peut concevoir l'histoire comme la somme d'une infinité de destins originaux dont pas un seul n'en reproduit identiquement un autre, mais parmi lesquels, cependant, si nous les connaissions tous, il serait possible de choisir plusieurs points qui permettraient d'apparier des séries car s'il n'y a pas deux destins identiques, les « types de destin » sont cependant en nombre limité. Plus ils sont tragiques, plus transparaît en eux une double influence : celle du caractère et celle de l'événement. Tantôt se bousculant et se contrariant, tantôt se modelant l'un sur l'autre, événe-

(1) Voir les collections de faits déjà constituées par la Commission de la Déportation (cf. article de Henri Michel).

ment et caractère se disputent longuement ou brièvement l'enjeu — une vie — jusqu'à ce que l'un des protagonistes, ou les deux ensemble, lancent enfin la balle au but et terminent à jamais la partie.

Nous avons cherché et trouvé des critères pour définir, dans chaque série de destins étudiés, la part de l'événement ; mais la part du caractère — si perceptible pourtant dans la pratique de la vie que nous pouvons presque toujours désigner d'avance, dans un groupe, celui ou celle qui sera frappé — comment la saisir ? Cette donnée, si élémentaire dans l'expérience, nous échappe presque totalement sur les plans scientifiques de la sociologie et de l'histoire, et le psychiatre est seul encore à pouvoir — parfois — illuminer après coup certaines conduites. Et pourtant, elles inclinent des comportements collectifs : il n'est, pour s'en assurer, que de voir la même catastrophe s'abattre sur des groupes ethniquement différents.

Ces deux séries de recherches — à l'échelon du groupe et à l'échelon de l'être — ouvrent, chacune, des perspectives qui leur sont propres, mais elles ont, en outre, un intérêt en soi qui leur est commun : celui d'essayer d'atteindre la réalité de la déportation — car elles sont plus *sûres* que le récit personnel, plus *vraies* qu'un document, moins décevantes que la confrontation de ces deux traces si différentes d'un même passage.

Certes, les innombrables récits des déportés peuvent permettre d'imaginer l'égarement de celui qui a été jeté dans ce monde inhumain ; nous pouvons, grâce à eux, connaître et partager des sentiments — participer — et c'est une chose précieuse, précisément celle qui nous manque le plus, lorsque nous nous efforçons de retrouver les siècles morts. Mais, à travers ces récits, il ne nous est pas possible de saisir exactement l'univers monstrueux et démesuré qu'ils nous entr'ouvrent, ni dans son ensemble ni dans ses détails, ou d'y suivre des causes dans leurs effets, de les comparer, de les apparier, d'en déduire des lois — en un mot : de comprendre. Certes ces récits sont, en majorité, d'une sincérité émouvante, et, en outre, parfois, d'une parfaite véracité — celle-ci étant, ne l'oublions pas, toujours fonction de l'expérience intellectuelle de l'auteur et nullement de sa bonne foi — mais on peut dire d'eux, cependant, à quelques rares exceptions près, que sont inexacts ceux qui sont précis et imprécis ceux qui sont exacts. Et comment pourrait-il en être autrement ?

Et le récit le plus passionné, le plus fourmillant d'erreurs, est sans doute encore plus près de la vérité — moins dangereux pour elle en tout cas — que des publications d'archives...

La confrontation des unes et des autres (archives et récits), présente ce grand avantage de faire naître l'incertitude — préférable à l'erreur tranquille — mais les problèmes posés demeurent insolubles et l'incertitude reste inentamée.

Que savions-nous de l'Univers concentrationnaire, nous qui l'avons vécu ? Sinon que ses mesures dépassaient celles que les moyens physiques de l'homme lui permettent de saisir et que l'appareil administratif, indispensable pour appréhender ces masses, était plein de défaillances ; nous

savions aussi que ce monde d'horreur était un monde d'incohérence : plus terrifiant que les visions de Dante, plus absurde que le Jeu de l'Oie. Une « moyenne » de la mortalité concentrationnaire, par exemple, présente le même coefficient d'intérêt que l'addition des mortalités du typhus et du rhume de cerveau. Évidemment, lorsqu'on nous donne la mortalité d'une ville on y comprend, avec les autres étages, celle des soupentes du 6e, avec les Bidonville, Passy et Auteuil — mais la distance était plus grande entre le Block 12 et le Block 27 qu'entre Bidonville et Auteuil... Évidemment, au départ, les chances étaient à peu près égales pour le déporté — à peu près seulement — d'être entraîné dans une voie plutôt que dans une autre mais, passé l'aiguillage du destin, il n'échappe plus à la pente sur laquelle il dévale vers la vie ou vers la mort ; dans tel groupe, 5 chances sur 100 de survivre ; dans tel autre, 5 chances sur 100 de mourir. Et nous ne possédons — au mieux — que des moyennes.

Dans cet univers d'incertitude et de ténèbres, aussi irréellement atroce qu'un cauchemar, les points de repère, dans l'espace et dans le temps, ont manqué et manquent encore ; c'est au péril de leur vie que certains ont noté une date, conservé une montre, consulté une carte, mais ces rares précisions étaient, et demeurent, presque totalement perdues au milieu de l'immensité de la *Terra Incognita* qui s'est abîmée dans la nuit.

Il y a neuf ans que le dernier camp de concentration allemand a ouvert ses portes ; depuis neuf ans cet « Autre Monde » a cessé de découper sa masse dans l'espace réel pour se profiler parmi les fantômes (1) de la « dimension historique », mais il les a rejoints sans armes ni bagages, nu comme ses morts.

Germaine Tillion,

Chargée de Recherches sur la Déportation
au Centre national de la Recherche scientifique.

(1) Les premières apparitions de l'*Univers concentrationnaire* dans l'histoire furent nécessairement les plus déformées : aux procès de crimes de guerre de 1946 et 1947 il nous était apparu que témoins et accusés — employant le même vocabulaire ésotérique — se comprenaient entre eux, par-dessus les juges et le public. Par la suite les témoins, repris par leur milieu antérieur, ont appris à « traduire » ce qu'ils avaient à dire, devant des magistrats et des spectateurs que les innombrables publications sur les camps avaient initiés. Et l'écart s'est peu à peu comblé — sans doute plus près des premiers (accusés et victimes), que des seconds (juges et public), car la vérité existe et elle pèse.

MAUTHAUSEN

A qui tente la gageure d'écrire en quelque 30 pages une monographie du *K. L.* Mauthausen, on pardonnera sans doute un parti pris de concision, voire de schématisation (1).

Les archives du *K. L. M.* ayant été détruites presque totalement avant la libération du camp, il ne reste, pour faire l'histoire de celui-ci, que des sources assez disparates.

A) Sept registres de décès *(Totenbücher Mauthausen)* se rapportant aux années 1939 (7 janvier) à 1945 (29 avril) ; ils ont été sauvés par des détenus tchèques travaillant au secrétariat général du camp et remis par eux, en mai 1945, au lieutenant Jack H. Taylor, de l'*O. S. S.* Trois registres analogues sont conservés pour le camp annexe de Gusen. Des photocopies de ces documents se trouvent au ministère des Anciens Combattants, service de l'état civil et des fichiers.

B) Environ 250 listes de détenus transférés à ou de Mauthausen, de 1942 à 1944 (photocopies au ministère des Anciens Combattants, même service).

C) Les registres de l'*Arbeitseinsatz* du K. L. M. rapportés par un détenu espagnol, Bailina, et déposés au même ministère, même service.

D) Divers documents provenant en majeure partie des services du *R. S. H. A.*, dont le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale (Commission d'Histoire de la Déportation) possède des photocopies. La plupart de ces documents sont aujourd'hui déposés aux archives de l'*I. T. S.* à Arolsen.

E) Un rapport d'activité du chef de l'intendance du *K. L. M.*, couvrant les années 1941-1944 (Arch. du ministère des Anciens Combattants).

F) Des témoignages de rescapés du camp, recueillis par les enquêteurs de la Commission d'Histoire de la Déportation et conservés par celle-ci.

Aucun de ces documents n'étant à ce jour compris dans un classement définitif, les cotes données ci-dessous sont provisoires.

(1) Voici la liste des principales abréviations qui seront couramment employées ci-après :

I. T. S.	*International Tracing Service*
K.	*Kugel*
K. L.	*Konzentrations Lager*
K. L. M.	*Konz. Lager Mauthausen*
K. Z.	*Konzentrations Lager*
N. N.	*Nacht und Nebel*
O. K. W.	*Oberkommando Wermacht*
P. A.	*Politische Abteilung*
R. S. H. A.	*Reichsicherheitshauptamt*
S. D.	*Sicherheitsdienst*
SIPO	*Sicherheitspolizei*
W. V. H. A.	*Wirtschafts — Verwaltungshauptamt*

***

A quelque 25 km. en aval de Linz, à 3 km. à l'est du village de Mauthausen, presque en face du confluent de l'Enns et du Danube, se trouve, ouverte au flanc d'une colline, une carrière de granit, la plus grande d'Autriche. Elle appartenait naguère à la ville de Vienne — d'où son nom, Wienergraben — et fournit une bonne partie des pavés de la capitale autrichienne. Après l'Anschluss, une loi en transféra la propriété à l'Administration centrale des *S. S. (S. S. Wirtschafts Verwaltungshauptamt)*.

Au début de 1938, le *K. L.* Dachau y envoyait un kommando de travail, composé presque uniquement de criminels de droit commun. A l'été de la même année, Himmler donnait l'ordre de créer, sur la colline dominant Wienergraben, un nouveau *K. Z.* : Mauthausen. C'est là qu'affluèrent bientôt des Autrichiens, des Tchèques, adversaires du nazisme ; à partir de l'automne 1939, des Polonais ; au début de 1941, des Espagnols républicains ; puis des citoyens soviétiques, civils ou prisonniers de guerre ; enfin, des opposants venant de tous les pays où s'étendait l'occupation allemande.

Le plan ci-joint (1) représente le *K. L. M.* tel qu'il était au printemps de 1945, après divers agrandissements dont mention sera faite ci-dessous.

Outre les baraques de bois, affectées au logement des détenus, il fallut construire une solide enceinte de pierre, des casernements et des bureaux pour la garnison *S. S.*, des ateliers et diverses installations pour l'entretien du tout.

Les baraquements des détenus *(Blocks)*, tous de même type, mesuraient environ 50 m. × 7 m. Chacun d'eux était partagé en deux ailes, A et B, situées de part et d'autre de l'entrée et comprenant un dortoir *(Schlafsaal)*, une pièce commune *(Dienstraum)*, une pièce d'eau munie d'une vasque circulaire au milieu de laquelle une sorte de champignon crachait de minces jets d'eau, et des w.-c.

Les baraquements affectés au logement des sous-officiers *S. S.* et aux bureaux étaient du même type que les nôtres, mais revêtus à l'intérieur d'isorel et pourvus du chauffage central.

Quant aux constructions de pierre (*Kommandantur*, *Bunker*, mur d'enceinte), il fallut, pour les mener à bien, monter de la carrière, à dos d'homme, par un escalier de 186 marches, des milliers de blocs de granit. Travail inhumain, qui, en 1944, était réservé au Kommando disciplinaire ; mais de 1940 à 1942, presque tous les détenus y furent employés. Les rescapés qui survivaient en 1944 avaient coutume de nous dire que chaque pierre représentait la vie d'un homme. La construction du *Bunker* (prison cellulaire, dans les caves duquel se trouvaient le four crématoire et les dispositifs d'exécution par balle, gaz ou pendaison) fut commencée

(1) P. 42-43.

le 8 octobre 1941 ; celle de la *Kommandantur*, le 5 février 1942. A la fin de 1942, les canalisations d'eau étant posées, le *K. L.* Mauthausen était, pour l'essentiel achevé. Il comprenait : 25 blocks pour détenus, disposés du nord au sud par rangées de 5, deux grands blocks à usage de blanchisserie et de cuisine (C et D du plan), le *Bunker*.

Cet ensemble que devait enclore une muraille portant 8 rangs de barbelés électrifiés, constituait le camp proprement dit *(Häftlingslager)*. A l'est et au nord, la muraille d'enceinte ne fut jamais terminée ; elle était remplacée par un réseau de barbelés électrifiés, haut de 3 m. environ. L'enceinte était flanquée, de place en place, de miradors, où veillaient des sentinelles armées de mitrailleuses ou de F. M., lorsque, le travail terminé, les détenus étaient tous rentrés dans ce camp intérieur. Autour de celui-ci se trouvaient les baraquements des *S. S.*, les ateliers d'entretien du camp, la carrière et, depuis 1943, le camp des malades. Cette seconde zone était elle-même entourée de barbelés avec des miradors, garnis de sentinelles aux heures de travail, où la quasi-totalité des détenus se trouvaient sortis du camp intérieur.

Ainsi constitué, le *K. L. M.* ne pouvait abriter, ni utiliser les foules de déportés qui, en dépit d'une très forte mortalité, vinrent, à partir de 1943, doubler, puis tripler et, en 1945, sextupler l'effectif de 1942 (1).

Il fallut alors agrandir le camp. En août 1944, on aménageait au delà des blocs 20 à 25, vers le sud, de nouveaux baraquements, beaucoup plus frustes que les anciens. En même temps, on montait entre la première et la seconde enceinte, un groupe de 16 grandes tentes.

D'autre part, la carrière et les ateliers d'entretien ne pouvant plus occuper une main-d'œuvre devenue très abondante, on créa très tôt des Kommandos extérieurs de travail, destinés à la production de matériel de guerre. La carte ci-jointe (p. 46-47) en montre la répartition à travers l'Autriche et jusqu'en Slovénie. Ces Kommandos, groupant parfois plus de 10.000 travailleurs, faisaient organiquement partie du *K. L. M.* : les détenus conservaient les numéros matricules qu'ils y avaient reçus ; leurs gardiens *S. S.* appartenaient à la garnison du *K. L. M.* ; les uns et les autres demeuraient sous les ordres de la *Kommandantur* de ce camp.

Point question de décrire ici l'organisation de chacun de ces Kommandos extérieurs, ni le régime, fort variable de l'un à l'autre, auquel y étaient soumis les détenus. Du moins le tableau ci-après en fera-t-il connaître la liste complète (p. 44).

***

Au début de 1941, le *Reichsführer S. S.* Himmler donnait son agrément à la classification des camps de concentration en diverses catégories, « compte tenu de la personnalité du *Häftling* et du degré de péril qu'il représente pour l'État ». Le 2 février 1941, le chef de la *Sicherheitspolizei*

(1) On trouvera ci-après un graphique montrant cette crue des effectifs (p. 69).

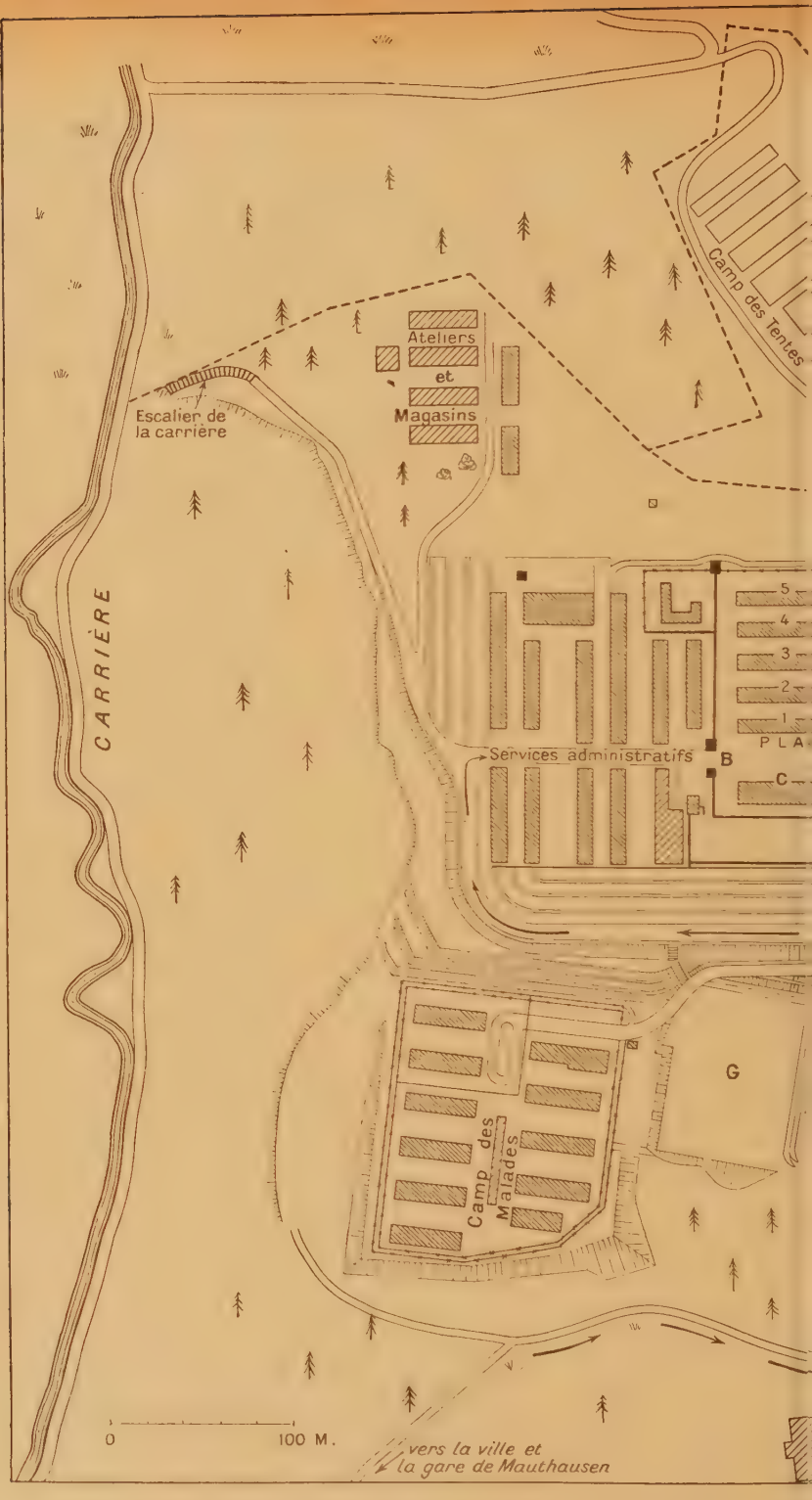
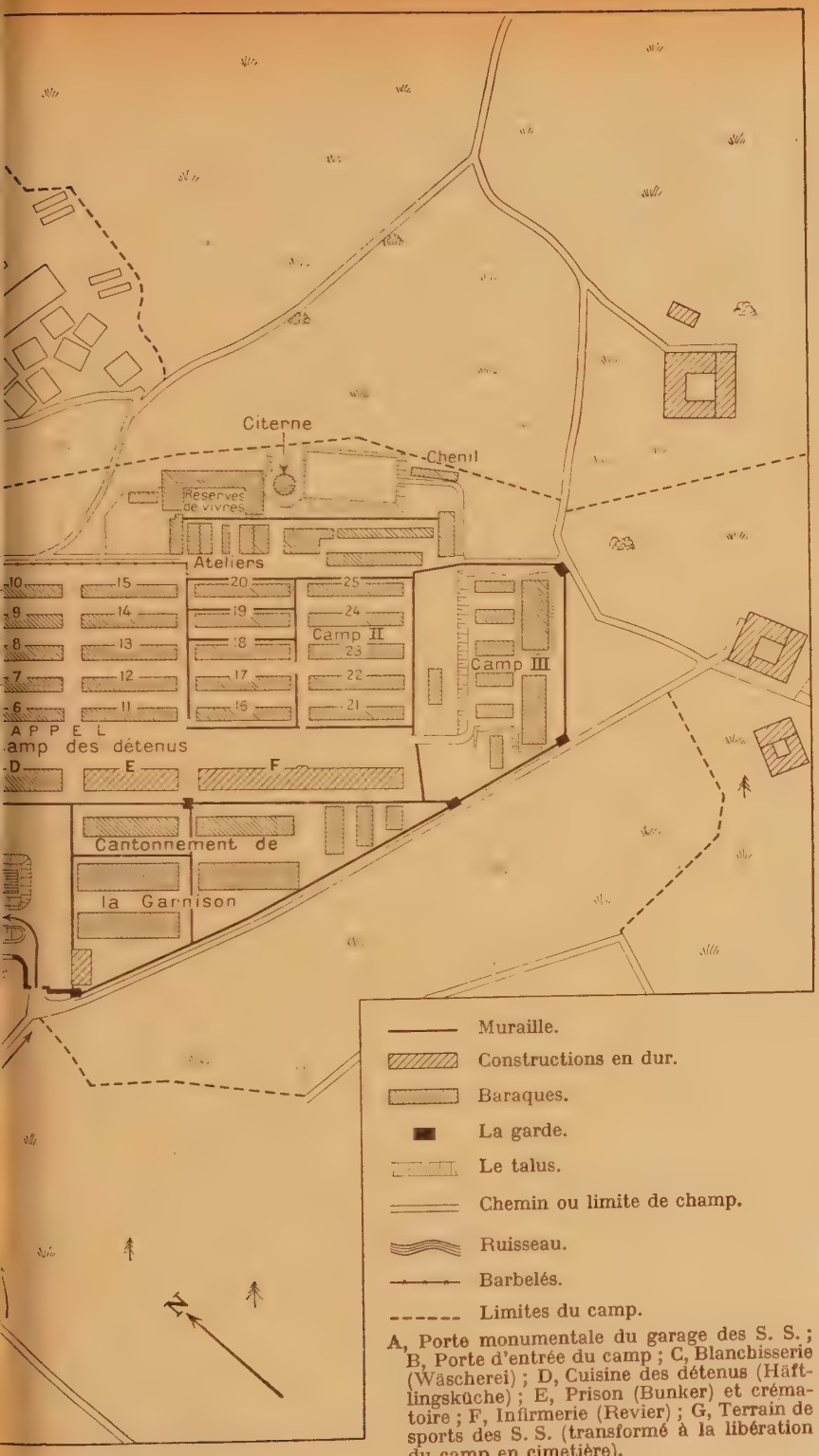


FIG. 1. — Plan du *K. L. M.* de Mauthausen, au print



Muraille.

Constructions en dur.

Baraques.

La garde.

Le talus.

Chemin ou limite de champ.

Ruisseau.

Barbelés.

Limites du camp.

A, Porte monumentale du garage des S. S.; B, Porte d'entrée du camp; C, Blanchisserie (Wäscherei); D, Cuisine des détenus (Häftlingsküche); E, Prison (Bunker) et crématoire; F, Infirmerie (Revier); G, Terrain de sports des S. S. (transformé à la libération du camp en cimetière).

Nom du Kommando	Kreis	Genre de travail	Date de création	Effectif	Sous-Kommandos
Amstetten	Amstetten.	Déblaiement.	début 1945.	2.540 le 27-3-45.	
Attnang-Puchheim	Voecklabruck.	Carrière.			
Brettstein	Judenburg.		1941.		
Ebensee	Gmunden.	Creust usine souterr.	1942.	10.692 le 27-3-45.	Lambach, Wels.
Enns	Distr. Linz.				
Graz	Distr. Graz.		1943.		
Grein	Perg.				
Grossraming	Steyr.	Métallurg.	14-1-43 ; fermé le 31-8-44.	env. 3.000 le 31-8-44.	Bachmanning, Weyr, Dippoldsau.
Gunskirchen	Wels.		1943 ; fermé le 28-12-44.	376 le 28-12-44.	
Gusen	Perg.	Divers.	1941.	env. 25.000 en 1945.	Gusen II (St. Georgen). Gusen III (Lungitz). St. Aegyd.
Hirtenberg	Baden.		Rattaché au K. L. M. le 26-10-44.	398 le 27-3-45.	(Kdo de femmes).
Hollenstein	Amstetten.				
Klagenfurt	Klagenfurt.			80 le 27-3-45.	
Lanzendorf	Faub. de Vienne.	Métall.			
Lenzing	Voecklabruck.	Textile.	Rattaché au K. L. M. le 16-10-44.	500 le 30-10-44.	(Kdo de femmes).
Linz I	Distr. Linz.	Métall.	1943.	5.000 en mai 44.	
Linz II	—	—	1944.	500 en oct. 44.	
Linz III	—	—	26-5-1944.	300 en déc. 44.	
Linz « 213 »	—				
Loibl-Pass	Klagenfurt.	Terrassement.	Mai 1943.	3.500 en juin 44.	Loibl-Pass sud.
Melk	Melk.	Creust usine souterr.	21-4-44.	env. 10.000 fin 44.	
Mistelbach	Mistelbach.			env. 1.000 fin 44.	
Moosbierbaum	Korneuburg.				
Passau I	Passau.	Trav. forestiers.	Passe de Dachau au K. L. M. le 20-11-42.	600 en août 44.	Passau III.
Passau II	—	Métall.	9-3-44.	150 en août 44.	
Peggau	Distr. Graz.		19-8-44.	877 le 27-3-45.	Eisenerz, Leibnitz.
Redl Zipf	Voecklabruck.	Fausse monnaie.		482 le 27-3-45.	
St. Lambrecht	Murau.	Trav. forest.	Passe de Dachau au K. L. M. le 20-11-42.	80 le 27-3-45.	
St. Valentin	Amstetten.	Métall.	23-8-44.	1.046 le 27-3-45.	
Schloss Lind	Murau.		Passe de Dachau au K. L. M. le 20-11-42.	18 le 27-3-45.	
Steyr	Steyr.	Métall.	1942.	1.262 le 27-3-45.	
Ternberg	Steyr.		1942 ; fermé le 20-9-44.		
Wien Hinter-Bruehl	Distr. Vienne.				Haidfeld.
Wien Schwechat	—	Métall.	30-8-43.	2.729 le 27-3-45.	Afawerke, Floridsdorf, Iedlsee.
Wien Saurerwerke	—	Métall.	23-8-44.	1.474 le 27-3-45.	
Wiener Neudorf	—	—	1943.	2.519 le 27-3-45.	
Wiener Neustadt	Wiener Neustadt.	—	31-7-43.	536 le 27-3-45.	Schoenbrunn,

et du S. D., Heydrich, faisait connaître, dans une circulaire secrète, la répartition des camps entre les 4 catégories établies.

« Catégorie I : pour tous les *Schutzhäftlinge* peu chargés ou très susceptibles de s'amender... ; camps de Dachau, Sachsenhausen et Auschwitz I.

« Catégorie I *a* : pour les *Schutzhäftlinge* âgés, peu aptes au travail, mais susceptibles d'être employés dans un jardin potager ; camp de Dachau.

« Catégorie II : pour les *Schutzhäftlinge* plus chargés, mais cependant encore susceptibles de redressement et d'amélioration ; les camps de Buchenwald, Flossenburg, Neuengamme, Auschwitz II.

« Catégorie III : pour les *Schutzhäftlinge* lourdement chargés ; en même temps, pour les condamnés criminels et asociaux, c'est-à-dire guère rééducables ; le camp de Mauthausen.

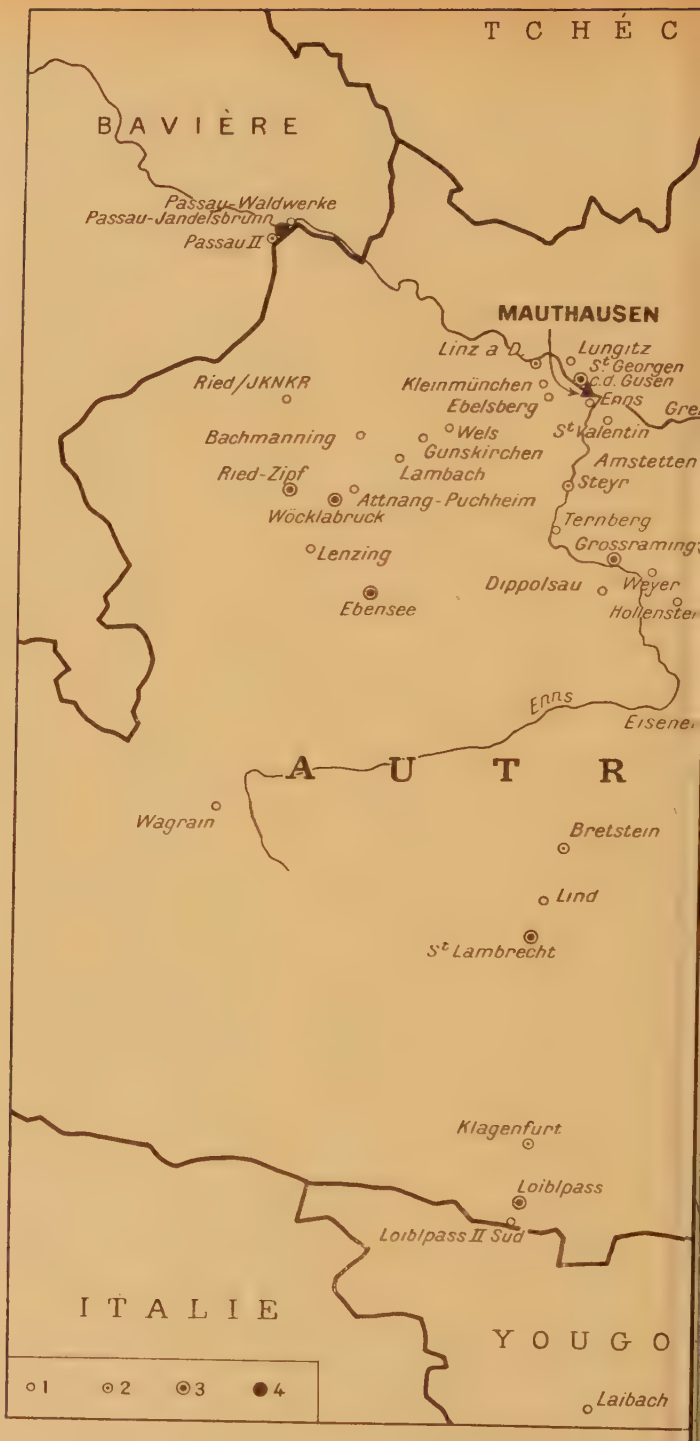
« ... La première chose à faire est de trier par catégories les *Schutzhäftlinge* dans chaque camp. Des mesures de transfert seront prises quand le reclassement sera terminé. »

Ainsi ce texte — dont la référence d'envoi *IV C2, Allg. nr.* 4865/40 *g* indique qu'il émanait de l'*Amt IV* du *R. S. H. A.*, c'est-à-dire de la Gestapo — aménageait-il la répartition des détenus entre les divers *K. Z.* et, partant, le caractère propre de chacun de ceux-ci, d'un point de vue strictement politique ou pénal.

Pareil reclassement ne put être systématiquement effectué. Bientôt s'affirmèrent les exigences de l'industrie de guerre. La fonction économique des camps — négligeable jusque-là - prévalut sur leur fonction politico-pénale.

Dès le 29 septembre 1941, l'inspecteur des *K. Z.* ordonne de créer dans chacun de ceux-ci, un service de l'*Arbeitseinsatz*, à la place de l'ancien service I/5, qui doit être dissous sans délai. Le 15 novembre 1941, Himmler décide même que les commissaires politiques de l'Armée Rouge, envoyés en *K. Z.* pour y être exécutés, pourront être employés aux travaux des carrières (1). Mais le texte ici capital, la « charte du travail » des *K. Z.*, est l'ordonnance du 30 avril 1942 (2), signée du *S. S. Obergruppenführer* Pohl, chef du *W. V. H. A.* « La guerre, lit-on dans l'exposé des motifs, a manifestement changé la structure des *K. Z.* et notre tâche en ce qui concerne l'organisation de la détention. La garde des détenus pour de seules raisons de sûreté, de redressement ou de prévention n'est plus au premier plan. Le centre de gravité s'est maintenant déplacé vers le côté économique... De cette constatation s'inspirent des mesures importantes qui exigent un passage progressif des *K. Z.* de leur ancienne forme purement politique à une organisation adaptée aux tâches économiques... » Premier indice, combien significatif, de ce changement : l'inspection des *K. Z.* passait du *R. S. H. A.* au *W. V. H. A.*

(1) Référ. d'expéd. Pol. /Az : 14 *f* 14 /L /Ot.
(2) Référ. d'expéd. 2192 /42 *g*.



CARTE DES KOMMANDO

1, Kommandos créés en 1940-4

8, Kommandos créés en 194

DU *K. L. M.*

2, Kommandos créés en 1942
4, Kommandos créés en 1944-45

Certes, le sort des détenus n'en doit pas être amélioré. L'ordonnance Pohl du 30-4-1942 définit ainsi le travail concentrationnaire :

ART. 4. — Le commandant (du *K. Z.*) seul est responsable de l'utilisation des travailleurs. Cette utilisation doit être épuisante *(erschöpfend)* au sens propre du terme, afin d'obtenir la plus haute mesure de production...

ART. 5. — La durée du travail ne comporte aucune limite... Elle sera établie par le commandant seul.

ART. 6. — Tout ce qui pourrait abréger la durée du travail (temps des repas, appels, etc.), doit être réduit au strict minimum. Les déplacements et les pauses de midi, de quelque durée, ayant pour seul but le repas, sont interdits.

Un commentaire particulièrement explicite du mot *erschöpfend* est donné, le 14 septembre 1942, par le ministre de la Justice Thierack qui, rendant compte d'une conférence qu'il vient d'avoir avec Gœbbels emploie, pour désigner le régime des *K. Z.*, les mots d' « extermination par le travail » *(Vernichtung durch Arbeit)* (1).

Les camps, réservoirs de main-d'œuvre, voient alors monter en flèche leurs effectifs. Le 14 décembre 1942, Himmler ordonne que, dans un délai de six semaines, 35.000 hommes au moins, aptes au travail, soient internés en *K. Z.* : travailleurs libres fugitifs, détenus des prisons, etc. 2).

On conçoit aisément qu'en ces conditions nouvelles, les prescriptions de l'ordonnance du 2 février 1941 aient souffert maintes entorses. Le besoin de bras dans tel ou tel camp commanda seul l'acheminement des nouveaux *Häftlinge*, et non plus le degré de gravité politique ou pénale de chaque cas.

Pourtant la hiérarchie pénale des camps ne fut pas totalement abolie. L'*Amt IV* du *R. S. H. A.* (Gestapo) ne cessa de la tenir pour valable, témoin la circulaire expédiée par ce service le 3 août 1944, où l'on peut lire : « Le *Reichsführer S. S.* a ordonné l'arrêt immédiat des libérations du camp de Mauthausen pour la durée de la guerre... Dans la mesure où des détenus des catégories I et II se trouvent à Mauthausen, ordre est donné de les transférer dans un autre camp. » Cette décision ne fut d'ailleurs pas strictement appliquée ; elle témoigne seulement de tendances divergentes au *R. S. H. A.* et au *W. V. H. A.*

En fait, le *K. L. M.* abrita, jusqu'en 1945, des détenus des catégories I et II ; mais ils y furent astreints au régime n° III qui, lui, ne subit aucune atténuation. Les déportés qui vinrent à Mauthausen après un pas-

(1) *Nuremberg*, G. J., n° 105. — La même expression est employée le 18-9-1942 par Himmler. *Ibid.*, n° 104. — Höss, ancien commandant d'Auschwitz, puis chef du service E1 du *W. V. H. A.*, a déclaré, le 15-4-1946, devant le tribunal de Nuremberg : « L'*Obergruppenführer* Pohl, lors des réunions des chefs des camps, leur disait que chaque détenu devait être utilisé jusqu'à l'extrême limite de ses forces pour l'industrie de l'armement. » *Procès des grands criminels de guerre...*, Nuremberg, 1947, in-8°, t. XI, p. 415.

(2) Communiqué par Heydrich à tous les services de police le 17-12-1942 (référ. d'expéd. IV-656/42 g). — L'objectif fixé par Himmler ne sera d'ailleurs pas atteint. Le 23-3-1943, Kaltenbrunner, qui a remplacé Heydrich à la direction du *R. S. H. A.*, exécuté par les patriotes tchèques, ordonne de poursuivre l'exécution de ce plan.

sage par Buchenwald ou Sachsenhausen purent s'en rendre compte.

Enfin, c'est à Mauthausen que furent envoyés, à partir de la fin de 1943, presque tous les déportés *N. N.* sortant du *Straflager* de Sarrebrück-Neüe Bremm. C'est aussi le *K. L. M.* qui fut choisi pour lieu d'extermination des détenus de la catégorie K.

***

Au *W. V. H. A.*, c'est l'*Amtsgruppe D* qui contrôlait les camps de concentration (1). Le chef n'en était autre que le *S. S. Brigadeführer* Glücks, ancien inspecteur des *K. Z.*

A Mauthausen, la garnison comprenait, d'une part, les gardiens, qui ne pouvaient pénétrer dans le camp proprement dit et se tenaient, aux heures de service, dans les miradors ; d'autre part, le personnel des services centraux qui, lui, circulait dans toute l'étendue du *K. L. M.*

L'effectif total de la garnison varia dans le même sens que celui des *Häftlinge*. Neuf cent dix-sept hommes à la fin de 1941 ; 1.282 en décembre 1942 ; 2.167 en décembre 1943 ; 5.812 en décembre 1944.

Les gardiens étaient, en principe, membres des *S. S.* ; à l'origine, ils appartenaient tous à la division *Totenkopf*. A partir de 1944 au moins, ils furent partiellement relevés par des soldats de la *Luftwaffe* ou même de la *Volkssturm*. L'*O. K. W.* donne, le 26 juin 1944, son assentiment à cette mesure ; dès l'été de 1944, 800 hommes venus de la *Wehrmacht* sont habillés en *S. S.* ; les protestations de certains d'entre eux sont d'ailleurs entendues par des détenus, sinon par les gradés *S. S.*

Le personnel *S. S.* des services centraux du *K. L. M.* s'élevait, fin 1944, à quelque 260 hommes, presque tous gradés. Un état des effectifs à la date du 30 septembre 1944, signé du commandant du camp, les répartit en 4 sections.

A) *La Kommandantur.* — A sa tête, la plus haute autorité du *K. L. M.*, le *Standartenführer* Franz Ziereis, *Lagerkommandant*. Puis l'*Adjutant* qui commande en chef les troupes de garnison : jusqu'au 30 juin 1942, le *Hauptsturmführer* Zoller ; ensuite l'*Obersturmführer* Adolf Zutter. Le *Gerichts-S. S.-Führer*, chef de la Justice, s'occupe des affaires contentieuses où sont impliqués des *S. S.* Fin 1944, c'était l'*Untersturmführer* Govers, dans le civil fonctionnaire des Postes à Hambourg. La *Kommandantur* comprenait encore 45 sous-officiers et 6 soldats : secrétaires et ordonnances, conducteurs de camions, radios, télégraphistes, téléphonistes, électriciens et menuisiers.

B) Le camp de détention *(Schulzhaftlager)*. - Il s'agit là des *S. S.* qui ont la responsabilité des détenus et sont en contact direct avec eux. En premier lieu, les 4 *Schulzhaftlagerführer* : dans l'ordre hiérarchique, les *Hauptsturmführer* Georg Bachmayer, Fritz Seidler, Jean Beck, et l'*Untersturmführer* Toni Streitwieser. Puis le *Rapportführer* et 8 secré-

(1) Voir le tableau, p. 50.

S.S. WIRTSCHAFTS-VERWALTUNGSHAUPTAMT

Chef : S.S. Gruppenführer und Generalleutnant der Waffen S.S. Pohl.

Vertreter : S.S. Brigadeführer und Generalmajor der Waffen S.S. Frank.

Amtsgruppe A
Truppenverwaltung
Chef :
Brigadeführer und Generalmajor der Waffen S. S. Frank

Amt A I :
Haushaltsamt.

Amt A II :
Kassen- und Besoldungswesen.

Amt A III :
Rechtsamt.

Amt A IV :
Prüfungsamt.

Amt A V :
Personalamt.

Amtsgruppe B
Truppenwirtschaft
Chef :
S. S. Brigadeführer Generalmajor der Waffen S. S. Lörner

Amt B I :
Verpflegungswirtschaft.

Amt B II :
Bekleidungswirtschaft.

Amt B III :
Unterkunftswirtschaft.

Amt B IV :
Rohstoffe und Beschaffungen.

Amtsgruppe C
Bauwesen
Chef :
S. S. Oberführer Dr Ing. Kammler

Amt C I :
Allgemeine Bauaufgaben.

Amt C II :
Sonderbauaufgaben.

Amt C III :
Technische Fachgebiete.

Amt C IV :
Kunstlerische Fachgebiete.

Amt C V :
Zentrale Bauinspektion.

Amt C VI :
Bauunterhaltung und Betriebswirtschaft.

Amtsgruppe D
Konzentrationslager
Chef :
S. S. Brigadeführer Generalmajor der Waffen S. S. Glücks

Amt D I :
Zentralamt (S. S. Obersturmbannführer Liebehenschel) :
- D I/1 : Häftlingsangelegenheiten.
- D I/2 : Nachrichtenwesen. — Lagerschutz und Wachhunde.
- D I/3 : Kraftfahrwesen.
- D I/4 : Waffen und Geräte.
- D I/5 : Schulung der Truppe.

Amt D II :
Arbeitseinsatz der Häftlinge (S. S. Sturmbannführer Maurer) :
- D II/1 : Häftlingseinsatz.
- D II/2 : Häftlingsausbildung.
- D II/3 : Statistik und Verrechnung.

Amt D III :
Sanitätswesen und Lagerhygiene (S. S. Obersturmbannführer Dr Lolling) :
- D III/1 : Arztliche und zahnärztliche Versorgung der S. S.
- D III/2 : Arztl. und zahnärztl. Vers. der Häftlinge.
- D III/3 : Hygienische und sanitäre Massnahmen in der K. L.

Amt D IV :
K. L. — Verwaltung (S. S. Obersturmbannführer Kaindl) :
- D IV/1 : Haushalt, Kassen- und Besoldungswesen.
- D IV/2 : Verpflegung.
- D IV/3 : Bekleidung.
- D IV/4 : Unterkunft.
- D IV/5 : Rechts-, Steuer- und Vertragsangelegenheiten.

Amtsgruppe W
Wirtschaftliche Unternehmungen
Chef .
S. S. Gruppenführer Pohl

Amt W 1 :
Steine und Erden (Reich).

Amt W 2 :
Steine und Erden (Ost).

Amt W 3 :
Ernährungsbetriebe.

Amt W 4 :
Holzbearbeitungsbetriebe.

Amt W 5 :
Land-, Forst-, Fischwirtschaft.

Amt W 6 :
Textil- und Lederverwertung.

Amt W 7 :
Buch und Bild.

Amt W 8 :
Sonderaufgaben.

taires ; le chef de l'*Arbeitseinsatz*, *Obersturmführer* Alfred Dittmann et 7 sous-officiers parmi lesquels l'*Arbeitsdienstführer* Andreas Trum ; un chef de la Poste et 12 censeurs, tous sous-officiers ; 12 chefs de groupes de blocks *(Zugblockführer)* dont 2 officiers ; 79 chefs de blocks ou de kommandos de travail *(Blockführer, Kommandoführer)*, sous-officiers placés sous le contrôle direct du *Rapportführer* ; les 4 sous-officiers préposés au *Bunker*, dont le sinistre *Untersharführer* Josef Niedermayer.

Le *Schutzhaftlager* avait enfin, à sa disposition, plusieurs dizaines de chiens dressés pour la chasse à l'homme (1).

C) La Section politique *(Politische Abteilung)*. — On y conservait le dossier politique ou pénal de chaque détenu ; c'est là qu'étaient menés, le cas échéant, les interrogatoires. Le chef de la *P. A.* du *K. L. M.* était l'*Obersturmführer* Karl Schulz, dans le civil fonctionnaire de la Police criminelle à Cologne ; 16 sous-officiers l'assistaient ainsi que plusieurs secrétaires et dactylos civiles. A la Section politique étaient rattachés le bureau de l'état civil *(Standesamt)*, le service du Crématoire et le service de l'Identité *(Erkennungsdienst)* ; ce dernier prenait, développait et tirait les photos demandées par les autres bureaux (2).

D) L'Administration *(Verwaltung)*. — Cette section comprenait tous les services économiques du camp, sous la direction du *Hauptsturmführer* Xaver Strauss : caisse et comptabilité, cuisines des *S. S.* et des détenus, chauffage, station de pompage, habillement, et la fameuse *Effektenkammer* où l'on gardait les objets personnels des détenus.

Les services centraux du camp et leur personnel *S. S.* étaient l'objet d'inspections effectuées, le plus souvent, par le *S. S. Brigadeführer* Glücks et l'*Obersturmbannführer* Kaindl, respectivement chefs de l'*Amtsgruppe D* et de l'*Amt D IV* au *W. V. H. A.* Mais d'autres personnages vinrent au *K. L. M.* et leur visite avait aussi, en quelque mesure, le sens d'une inspection. Kaltenbrunner, lorsqu'il était chef suprême des *S. S.* et de la Police à Vienne, se rendait souvent à Mauthausen ; il y revint encore après avoir, au début de 1943, pris la suite de Heydrich à la tête du *R. S. H. A.* Himmler lui-même visita le camp, de même que le ministre Speer. Quant au Gauleiter de l'*Oberdonau*, Eigrüber, ses visites étaient fréquentes ; il arrivait qu'il haranguât la garnison *S. S.*, assemblée tout exprès pour l'entendre. Le *K. L. M.* reçut même la visite d'officiers généraux de la *Wehrmacht* : le 25 mars 1942, 3 généraux en activité ; le 23 avril 1942, le général Schafer, inspecteur des camps de prisonniers de guerre (3).

(1) Un rapport d'inspection américain, en date du 7-6-1945, dit que « large man-killing dogs were kennelled at the Camp and had to be shot when the American Forces arrived », AROLSEN, O. C. C., 15/125/*f*.

(2) A la *Politische Abteilung* appartenait aussi sans doute un personnage mystérieux, l'*Obersturmführer* Reimer, qualifié dans un document secret d' « Abwehrbeauftragt ». Son nom ne figure pas sur l'état du personnel en date du 30-9-1944 dressé par Ziereis, *Arch. Comm. Hist. Déport.*, Mauthausen II.

(3) Rapport d'activité n° 2 du *Hauptsturmführer* Xaver Strauss pour la période du 1er-10-1942 à fin 1944.

***

Les officiers de la garnison habitaient — souvent avec leur famille — des villas construites à quelque distance du camp. Les sous-officiers, eux, logeaient dans les baraquements ci-dessus mentionnés. Les hommes de troupe couchaient en chambrée, dans d'autres baraquements.

Les officiers avaient un mess *(Führerheim)*, avec une cuisine spéciale ; il s'y trouvait, à leur intention, des stocks d'alcools et de cigarettes.

Pour les sous-officiers et les hommes, la cuisine était faite à la *S. S. Küche*. Le menu en était le même pour les uns et les autres, mais la préparation et la présentation plus soignées pour les sous-officiers, qui étaient servis à leur mess *(Unterführerheim)*. En voici un aperçu :

— le matin : soupe sucrée ou café ou thé, avec miel ou marmelade ;
— à midi : viande, pommes de terre et légumes verts, compote ou pudding ;
— le soir : soupe ou café ou thé, avec beurre et saucisson ou fromage. Si la portion de beurre était faible, celle de saucisson ou de fromage variait de 125 à 150 gr.

Les sous-officiers n'avaient pas droit quotidiennement à l'alcool ; leur mess en recevait pour Noël et à diverses occasions.

Bien entendu, les rations allèrent en diminuant vers la fin de la guerre. Le 1er juillet 1944, celle de pain passait de 700 à 650 gr. par jour ; celle de viande, de 680 à 640 gr. par semaine (1).

Le réveillon de Noël 1944 ne fut pas célébré, comme d'usage, à la Maison commune de la garnison. Les hommes et les gradés le fêtèrent dans leurs chambrées ou chambres, et touchèrent, pour tout supplément : 500 gr. de gâteaux, 60 gr. de sucreries, 1 cigare ou 3 cigarettes. A Noël 1943, ils avaient reçu : 1 bouteille de vin, 1/2 litre d'alcool, 50 cigarettes, 500 gr. de pâtisserie, 125 gr. de cake, 180 gr. de confiserie, 250 gr. de pommes (2).

***

Pour les détenus, l'entrée au *K. L. M.* se faisait selon des modes fort divers : petits groupes destinés à l'exécution, arrivant en général de nuit ; groupes de quelques dizaines d'hommes ; immenses colonnes de plusieurs milliers de *Häftlinge*. Presque tous arrivaient par chemin de fer, à la petite gare de Mauthausen ; de là, ils montaient à pied au Camp distant de quelque 4 km. Les plus valides soutenant les malades, la colonne encadrée de *S. S.* et de chiens avançait sous les cris et les coups. Ces hommes, bien souvent, avaient voyagé plusieurs jours, à 100 ou davantage par wagon à bestiaux, sans guère manger ni boire. Lorsqu'une partie du *K. L.* d'Auschwitz fut évacuée sur Mauthausen, en janvier 1945,

(1) *Ibid.*
(2) *Ibid.*

un « transport » nous arriva, qui avait roulé quatorze jours, par un froid de — 10 à — 20°, dans des bennes à charbon non couvertes ; à l'arrivée, la moitié des bennes étaient pleines de cadavres.

L'entrée au *K. L. M.* donnait lieu aux formalités que maint récit a déjà fait connaître ; dépouillement des vêtements et de tous les objets personnels, y compris les bagues ; on gardait seulement la ceinture tenant le pantalon. Pour les petits convois, les effets de chacun étaient parfois placés dans un sac individuel ; mais, le plus souvent, ils étaient confondus en un immense tas. Dès cet instant commencent, au sujet des montres, des bijoux, de viles opérations — bien connues elles aussi — où les *S. S.* apparaissent en cheville avec les condamnés de droit commun qui forment, nous le verrons, l'armature civile du *K. L. M.* Puis, c'est la douche, dans une vaste salle carrelée, aménagée sous la *Wäscherei* (blanchisserie) ; après quoi le corps est entièrement rasé au rasoir et enduit d'un liquide insecticide ; enfin, chaque nouveau reçoit une chemise et un caleçon à petites raies violettes et blanches, du type utilisé dans les prisons du Reich, et deux sandales à semelles de bois (qui font rarement la paire). C'est alors l'entrée en quarantaine (blocks 13 à 19 jusqu'à l'été de 1944 ; blocks 16 à 25 et camp III depuis lors), où l'on dort, serrés et tête-bêche comme sardines en boîte, sur des paillasses à même le plancher, où un trou rectangulaire ouvert dans la cour du block tient lieu de w.-c. (ceux-ci existent, mais l'accès en est interdit) ; où pleuvent, à longueur de journée, brimades et brutalités ; où l'on attend le départ pour un Kommando de travail.

Parfois, un ou plusieurs nouveaux arrivants *(Zugänge)* sont appelés à la *Politische Abteilung* : leur dossier particulièrement chargé leur vaut soit des menaces, soit des brutalités où excellent les sous-officiers Fassl, Klerner, Prellberg et Müller ; après quoi, l'on appellera, le cas échéant, deux ou trois détenus pour laver parquet et murs tachés de sang.

Le dossier individuel que conserve la *Politische Abteilung* contient en général un mandat d'arrêt *(Schutzhaftbefehl)* et une note du service qui adresse le détenu au *K. L. M.* ; éventuellement, un jugement. On y joindra la fiche de renseignements que chaque *Häftling* remplit à l'entrée du camp, puis toutes les pièces qui peuvent le concerner : lettres écrites par lui et non acheminées pour une raison quelconque, demandes de renseignements adressées à son sujet, etc. La chemise contenant le dossier mentionne, en outre, la catégorie à laquelle appartient l'intéressé.

On sait que, dans les *K. Z.*, chaque catégorie avait pour emblème un triangle de couleur particulière, cousu sur les vêtements et précédant le numéro matricule. Voici quelle était, au *K. L. M.*, la nomenclature :

A) *Schutzhäftlinge* ou prisonniers politiques. Ils portaient un triangle rouge, surchargé d'une lettre indiquant leur nationalité (F = Français, B = Belge...). Des condamnés de droit commun pouvaient se trouver classés par erreur, dans cette catégorie : ce fut le cas, au *K. L. M.*, pour 2 à 3 % des Français.

B) Prisonniers de guerre soviétiques ; ils portaient le triangle rouge et un matricule précédé des lettres S. U. Ils arrivèrent au camp dès l'automne de 1941 et furent systématiquement exterminés.

C) Les Espagnols émigrés en France, enrôlés en 1939 dans l'Armée française (Compagnies de Travailleurs) et faits prisonniers en 1940, avaient le triangle bleu.

D) Le triangle violet désignait les *Bibelforscher*, objecteurs de conscience, membres, pour la plupart, de l'Association des *Témoins de Jéhovah*. Dès 1937, la Gestapo avait ordonné leur internement, même dans le cas où les tribunaux les auraient acquittés ; en cas de condamnation, on les internait en *K. Z.* à l'expiration de leur séjour en prison (1). De temps en temps, à Mauthausen, la *Politische Abteilung* les convoquait et tentait de leur arracher, par la persuasion ou la brutalité, une rétractation. Aucun d'eux, à ma connaissance, n'a renié ses convictions.

E) Les Juifs portaient l'étoile jaune ; s'ils appartenaient en même temps à une autre catégorie, le triangle signalétique de celle-ci était combiné avec un triangle jaune pour donner une étoile bicolore. Avant 1944, au *K. L. M.*, plus de 75 % des internés juifs moururent assassinés ; quelques survivants furent expédiés à Auschwitz (2) ou, plus rarement, dans des Kommandos extérieurs, notamment à Ebensee. La liquidation des Juifs français s'acheva, le 13 décembre 1943, par l'assassinat des deux frères Schwarzenberg, qui moururent héroïquement. Au printemps de 1944 on revit à Mauthausen quelques Israélites ; ils étaient alors confinés dans une moitié du block 5. En janvier 1945, avec l'évacuation d'Auschwitz, un nombre considérable de Juifs, de toutes nationalités — parmi eux, beaucoup d'enfants — emplit la Quarantaine ; un peu plus tard encore, des milliers de Juifs hongrois furent parqués dans le camp de toile, dernière extension de la Quarantaine, en attendant leur envoi dans les Kommandos extérieurs.

F) Les gens arrêtés pour homosexualité devaient porter le triangle rose, qu'on ne distinguait point aisément d'un rouge lavé par la pluie.

G) Le triangle noir désignait les « asociaux » : réfractaires au travail, bookmakers, etc. En fait, à Mauthausen, il était surtout porté par des Tziganes.

H) Enfin les « verts », condamnés de droit commun. Triangle vert pointe en bas pour les récidivistes détenus préventivement (*Befristete Vorbeugungshäftlinge* ou B. V.), pointe en haut pour les criminels purgeant encore une peine (*Sicherungsverwahrte* ou S. V.). Au *K. L. M.*, ils détinrent, jusqu'au début de 1945, la quasi-totalité des postes de commande dévolus aux *Häftlinge*.

(1) Circulaire Gestapo n° 1286/37 s, du 5-8-1937.

(2) Le 5-11-1942, la Gestapo ordonnait de regrouper à Auschwitz et Lublin tous les Juifs détenus. Réf. d'exp. IV C2. Allg. nr. 42415.

*
* *

Certains internés arrivaient au Camp avec un indicatif qui les vouait à un régime particulier. Notamment les *N. N.* Tout n'a pas encore été dit sur la signification des mots *Nacht und Nebel* distinguant des détenus originaires des pays occupés de l'Europe occidentale. Ils étaient ainsi nommés par référence à une fameuse ordonnance du maréchal Keitel, chef de l'*O. K. W.*, en date du 7 décembre 1941 (1), visant les auteurs d'actes délictueux commis contre les Forces d'Occupation allemandes ; ils devaient être déportés en Allemagne, dans le plus grand secret, sans que leurs proches pussent avoir aucune nouvelle d'eux, vivants ou morts. En principe, tous les résistants tombaient sous le coup de cette Ordonnance. En fait, une très faible proportion d'entre eux furent classés *N. N.* : partisans soupçonnés ou convaincus d'action armée contre la *Wehrmacht* (*F. T. P. F.* pour la plupart), principaux responsables de réseaux de renseignements ; en somme, les cas les plus graves. Pour ceux-là, disait l'Ordonnance *N. N.* de Keitel, « il apparaît que des peines de prison ou même de travaux forcés à perpétuité sont considérés comme des signes de faiblesse ».

A Mauthausen, les *N. N.* étaient mêlés aux autres détenus. Seulement, ils n'avaient pas le droit d'écrire et ne pouvaient être affectés à certains Kommandos. Le 7 juin 1943, l'*Amt D*1 du *W. V. H. A.* ordonnait le transfert au camp de Natzweiler de tous les détenus *N. N.* d'origine allemande.

« Les commandants de *K. Z.* dans lesquels il y a déjà des prisonniers *N. N.* doivent ordonner une enquête immédiate sur leur origine raciale et faire transférer les prisonniers *N. N.* allemands au *K. Z.* de Natzweiler... Le commandant de celui-ci doit avoir soin de garder les prisonniers *N. N.* séparés des autres » (2).

Au *K. L. M.*, l'exécution de cet ordre n'intervint que vers le 20 juin 1944. La *Politische Abteilung* choisit alors 72 *N. N.*, parmi lesquels 5 Anglais, un Français d'origine suisse et beaucoup d'autres dont le nom, au moins, n'avait rien de germanique, et les dirigea sur Natzweiler. A la fin de 1944, nous étions moins de 400 *N. N.* à Mauthausen. Le *R. S. H. A.* se fit alors communiquer à Berlin les dossiers ; ils revinrent vers la fin de janvier 1945. Quelques jours plus tard, on apprenait que plus de 350 noms avaient été rayés de la liste et placés en catégorie III. J'ai calculé que nous n'étions alors, dans tout le Camp, même plus 10 *N. N.*

Moins énigmatique que la formule *Nacht und Nebel* était l'indicatif *Sonderbehandlung* (en abrégé S. B.) avec lequel arrivaient certains détenus. L'ordre de « traitement spécial » émanait du *R. S. H. A.* L'exécution intervenait en général assez vite. A Nuremberg, le 12 avril 1946, Kalten-

(1) Cotée PS 835 (U. S. A. 527) parmi les pièces du Procès de Nuremberg.
(2) *W. V. H. A.*, Geh. Tageb. n° 743/43. — *Arch. Comm. Hist. Déport.*

brunner a prétendu que cette expression désignait le régime de faveur dont bénéficièrent certains prisonniers de marque (« ils recevaient tous les jours une bouteille de champagne... ») (1). *Sonderbehandlung* semble, au contraire, avoir désigné, dans le vocabulaire du *R. S. H. A.*, les exécutions inavouables (2).

Plus explicite encore, la dénomination *Kugel* (K) n'était en usage qu'à Mauthausen. Elle se rapporte à une ordonnance de l'*O. K. W.*, que le chef de la *SIPO* et des *S. S.* diffuse par télégramme, le 4 mars 1944, à tous ses services, dans les termes suivants :

L'*O. K. W.* a ordonné ce qui suit :
1. Tout officier ou sous-officier prisonnier de guerre non travaillant — à l'exception des prisonniers de guerre anglais et américains — repris au cours d'une tentative de fuite (fuite au cours d'un transfert, en groupe ou isolée) doit être déféré après sa capture au chef de la *SIPO* et du *S. D.* avec l'indicatif *Stufe Roem 3* ;
2. Comme la livraison des P. G. à la *SIPO* et au S. D. ne doit, en aucune circonstance, être connue officiellement, les autres P. G. ne doivent pas être informés de la capture. Les fugitifs repris seront signalés au Service des Renseignements de la *Wehrmacht* comme « enfuis et non repris »... Aux demandes de la *Schutzmacht*, de la Croix-Rouge internationale et des autres sociétés de secours, on donnera la même réponse (3).

En conséquence de quoi, le chef de la *SIPO* et du *S. D.* ordonnait à son tour que les officiers évadés et repris soient conduits à Mauthausen dans le plus grand secret. Le transfert par chemin de fer était donc interdit. Le Commandant du *K. L. M.* devait être averti que « le transport se faisait dans le cadre de l'action *Kugel* ».

En fait, ce n'était pas une balle qui attendait, à Mauthausen, ces malheureux. Ils étaient enfermés au block 20, laissés là presque sans nourriture et mouraient en général au bout de quelques semaines. Le block 20 était isolé du camp par un mur élevé et flanqué de deux miradors dans lesquels deux mitrailleuses étaient pointées en permanence sur lui. L'effectif habituel du block était, semble-t-il, de 1.500 hommes environ (contre 500 dans un block de quarantaine, en temps normal) ; le nombre quotidien des morts y était rarement inférieur à 50.

Il semble qu'une seconde *Ordonnance K* ait été prise visant les récidives de fuite de la part des travailleurs étrangers (4).

(1) *Procès des grands criminels de guerre...*, Nuremberg, 1947, in-8°, t. XI, p. 438.

(2) Par exemple, le 15-6-1942, le chef de la *Sipo* et du *S. D. Ostland* à Riga demande, par télégramme, au *R. S. H. A.* un camion-chambre à gaz pour un transport hebdomadaire de Juifs destinés à *Sonderbehandlung*... — *Arch. Comm. Hist. Déport.*

(3) Coté au départ : B., n° 61 /44 GRS ; et, dans les dossiers de Nuremberg, PS 1650 (USA 246).

(4) Le sinistre *Obersharführer* Niedermayer, qui régnait sur le Bunker et le Block 20 — il avait, en 1944, 24 ans... — a déclaré, le 7-4-1946, devant le Tribunal de Dachau, avoir vu cette ordonnance signée de Kaltenbrunner (témoignage coté PS 3844 (USA 801) dans les dossiers de Nuremberg). — La chose est plausible. Les évasions de requis civils pour le travail en Allemagne inquiétaient depuis longtemps les autorités du Reich. Le

Le block 20 fut liquidé et désaffecté après la légendaire évasion du 2 février 1945, dont je parlerai plus loin.

***

A côté de ces catégories officielles, les groupes nationaux — les « collectifs » comme on disait — formaient, en général, des unités fort homogènes. Toutefois, les « verts » — presque tous allemands, autrichiens ou polonais — étaient tenus à l'écart par leurs compatriotes et formaient entre eux et avec les « noirs » une sorte de gang international dont j'évoquerai bientôt méfaits et crimes.

Les plus anciens détenus français du *K. L. M.*, originaires des départements du Nord, étaient arrivés en 1942, avec des Belges : ils relevaient, en effet, comme ceux-ci, des Autorités allemandes de Bruxelles. Au printemps de 1943, deux gros transports arrivèrent de Compiègne, puis deux autres au printemps de 1944 ; entre-temps, des groupes de moindre importance vinrent renforcer le « collectif » français. La condition des Français, fort misérable jusqu'au début de 1944, fut sensiblement améliorée, comme on le verra, lorsque s'organisa solidement la Résistance.

Les Tchèques avaient été l'objet de terribles représailles après l'exécution de Heydrich ; de 3.000 qu'ils étaient encore en 1942, il n'en restait, en 1944, guère plus de 300. Très unis et dignes, ils ne frayaient pas avec les « verts » qui les redoutaient beaucoup.

Des quelque 8.000 Espagnols arrivés au *K. L. M.* en 1941, il ne restait plus, à la fin de la guerre, que 1.600 à peine. Ils avaient payé, avec les Russes, le plus lourd tribut à la construction du camp. Leur courage, leur verve, la cohésion de leur groupe, leur avaient valu, après tant de souffrances, une considération, peut-être particulière, de la part des *S. S.* ; ils étaient tous groupés dans un block, le n° 12 ; ils y avaient une petite bibliothèque, faite de livres sauvés du feu où disparaissaient les menues dépouilles des *Zugänge* (bibliothèque ouverte, d'ailleurs, à tous).

Les « collectifs » allemand et autrichien étaient beaucoup moins homogènes que les autres : ils comptaient beaucoup de « verts » pour lesquels les politiques — à quelques exceptions près — n'avaient que mépris.

Que dire des Polonais et des Russes ? La plupart des Occidentaux eurent, à leur contact, des réactions hostiles. A qui s'efforçait d'aller plus avant dans l'analyse de cette antipathie, un difficile problème de psychologie se posait. Pour les Polonais, une sorte d'égoïsme sacré semble les avoir portés à s'isoler des autres ; très anciens dans le camp, ils eussent voulu en tenir tous les principaux postes. Leurs dirigeants, pour la plupart

R. S. H. A. tenait périodiquement des conférences sur cet objet. Les procès-verbaux de ces réunions (cotés II A 2 /115 /10) donnent des chiffres : en juin 1942, 13.000 fugitifs, dont 10.259 repris, sur 772.000 travailleurs étrangers ; en juillet 1942, 22.603 fugitifs, dont 18.924 repris, sur 979.000 ; en août 1943, 45.000 fugitifs, dont 38.500 repris.

officiers de réserve capturés par la *Wehrmacht* en 1939, gardaient cette altière suffisance qui leur avait pourtant coûté si cher ; beaucoup rivalisaient d'antisémitisme avec les *S. S.* J'ai vu l'un des leaders du « collectif » polonais, pharmacien à Poznan, et secrétaire du block 19, brutaliser sauvagement — et sans ordres — un ingénieur français en qui il venait de deviner un Israélite.

Quant aux Russes, aucun groupe, sans doute, n'était au *K. L. M.* si disparate que le leur. La masse des « Russki », parias du camp, était constituée de jeunes adolescents, amenés dans le Reich pour y travailler et enfermés en *K. Z.* soit sans motifs, soit après une faute quelconque. Ces garçons, en général sains et robustes de constitution, avaient été pervertis par des années de vie concentrationnaire ; on les trouvait chapardeurs et brutaux ; c'étaient souvent des risque-tout. Ils étaient capables de former, à 8 ou 10, un Kommando, de s'emparer d'un bouteillon de soupe allant de la cuisine à un block ; le butin, emporté dans un coin était rapidement partagé. Quand le coup échouait, ils s'en tiraient avec une sérieuse râclée administrée par les porteurs du bouteillon. Mais j'ai vu combien d'entre eux aller à l'exécution sans manifester la moindre émotion ; une fois, par exemple, un groupe d'une centaine attendaient d'entrer dans la chambre à gaz en mangeant posément leur morceau de pain. Très différent de ces jeunes malheureux, un groupe assez peu nombreux de citoyens soviétiques adultes représentait les rescapés d'une impitoyable extermination : parmi les prisonniers de guerre, 20 à 30 seulement survivaient sur 7.000. Mais le block 18 portait encore, en 1944, l'inscription dérisoire : *Kriegsgefangenen Arbeitslager.*

La majeure partie des Yougoslaves étaient des Partisans de l'Armée populaire. D'autres, notables de Belgrade, de Zagreb ou de Lubljana, avaient été arrêtés en raison de leurs sentiments anti-nazis. Il y eut même 4 ou 5 fidèles de Mihaïlovitch, adversaires de l'armée de Tito. Leur leader, un major, était régulièrement reçu par le Commandant du camp ; ils avaient un régime de faveur et recevaient la même nourriture que les *S. S.*

Les Italiens, enfin, furent au *K. L. M.*, parmi les derniers venus ; presque tous furent versés dans des Kommandos extérieurs.

***

On sait que, dans tous les *K. Z.*, les *S. S.* confiaient à des détenus certaines fonctions d'administration, se bornant à exercer une surveillance. Rien de particulier, sur ce point, à Mauthausen. Inutile donc de répéter ce que Kogon, par exemple, a décrit à Buchenwald (1). Mais, jusqu'en mars 1945, au *K. L. M.*, les doyens de camp *(Lagerältester)*, les doyens et secrétaires de blocks, les kapos des Kommandos de travail

(1) Eugen Kogon, *L'enfer organisé*, Paris, 1947, in-8°, pp. 57-63.

furent — à de rarissimes exceptions près — des « verts » et souvent les pires d'entre eux. Le *Lagerälteste* I, l'Allemand Schöps, portait indûment le triangle rouge ; brutal, servile vis-à-vis des *S. S.*, il fut plusieurs fois volontaire pour pendre de ses propres mains des camarades condamnés. Le *Lagerälteste* II, le Polonais Unek, était sans doute la plus sadique des brutes du camp ; ses victimes se comptent par centaines.

Longtemps, les « rouges » furent à la merci de ces bandits. Mais en 1943, ils réussirent à s'emparer de la *Schreibstube* (secrétariat général du camp), dont le titulaire, un « vert », Josef Leitzinger, fut liquidé par les *S. S.* En 1944, les 3 *Lagerschreiber* étaient 3 politiques : le Tchèque Kuneš Pany, l'Autrichien Hans Maršalek et l'Espagnol Juan Diego. Dès lors, la *Schreibstube* devint le centre de la résistance aux *S. S.* et aux « verts », qui, d'ailleurs, gardaient l'espoir de la reconquérir.

Les Kommandos d'entretien étaient, à Mauthausen, les mêmes, en gros, que dans les autres camps ; inutile, donc, de les énumérer. Ils étaient, en général, dotés d'un matériel très insuffisant : par exemple, aux charrettes transportant le linge mouillé, ou le pain, ou les ordures du camp — le même véhicule servait dans ces deux derniers cas — étaient attelés des détenus. Seule, sans doute, faisait exception la *Wäscherei* avec ses machines à laver et ses essoreuses qui, à l'été de 1944, traitaient jusqu'à 6.000 kg. de linge par jour ; deux équipes s'y relayaient, jour et nuit.

Outre ces services et ateliers assurant l'entretien du camp, il n'existait qu'un seul Kommando industriel : la petite usine Messerschmitt construite en 1943 dans la carrière. La fabrique de tresse (bretelles pour armes, bandes de mitrailleuses) avait surtout pour objet d'occuper à un travail léger quelques internés âgés ou impotents. Ils eussent aussi bien pu être exterminés comme « inutiles »... La vie concentrationnaire avait de ces incohérences !

Le plus gros Kommando de production, à Mauthausen même, était sans aucun doute la carrière. Le chef *S. S.* était le *Hauptscharführer* Hans Spatzenegger, dit Spatz, qui disputait à Bachmayer, Trum et Niedermayer le record des assassinats. Le *Kapo* Zaremba, *B. V.* allemand, le secondait dignement. La carrière était exploitée pour le compte de la Société *Deutsche Erd-und Steinwerke*, à Berlin, société uniquement constituée par des *S. S.*

On aimerait pouvoir chiffrer le rendement du travail fourni au *K. L. M.* par les *Häftlinge*. La seule indication que j'aie trouvée se rapporte à la période avril 1940-mars 1941 ; la production des détenus dans l'industrie d'État et les services *S. S.* est évaluée à 479.570 marks ; dans l'industrie privée, à 1.310 marks ; au total : 480.880 marks. Parmi les autres camps, un seul dépasse ce chiffre : Sachsenhausen, avec 554.489 marks. Buchenwald n'atteint que 247.071 marks.

La plupart des Kommandos sortaient ensemble, le matin à 7 heures, du camp intérieur. Avant de franchir la porte, chaque Kapo annonçait

à haute voix, à l'*Arbeitsdienstführer* Trum, debout devant un pupitre, le nom et l'effectif de son Kommando. De même, au retour du travail, soit à midi, soit le soir à 6 heures : si le lieu de travail n'était pas tout proche de l'enceinte intérieure, les détenus y recevaient la soupe à midi ; dans le cas contraire, ils revenaient la prendre à leur block.

L'appel général du soir terminait la journée de travail. Cet appel, dont la durée interminable faisait dans certains camps une épuisante épreuve, était à Mauthausen assez bref ; du moins à partir de 1944 ; il était rare qu'il se prolongeât au delà d'une demi-heure.

Après quoi l'on distribuait dans chaque block la ration du soir et les détenus pouvaient circuler dans le camp jusqu'au couvre-feu. Mais si les *Schutzhaftlagerführer* étaient de méchante humeur (incident au camp, mauvaises nouvelles du front, etc.) (1), à la sonnerie du couvre-feu était substitué, sans préavis, un lâcher de chiens ; c'était alors un sauve-qui-peut vers les blocks, au milieu des aboiements et des hurlements des traînards que les bêtes happaient.

Le dimanche, la plupart des Kommandos ne travaillaient pas. Ce jour-là, quand il n'y avait pas *dicke Luft*, le camp était méconnaissable. L'orchestre donnait parfois un concert : il était composé d'internés, dispensés des travaux lourds. Il y eut même quelques galas de boxe. Dans le camp se trouvaient, en effet, des boxeurs amateurs ou professionnels ; les *S. S.* leur attribuaient une nourriture suffisante et les affectaient à des postes où ils pussent, à la rigueur, s'entraîner. La victoire ou la défaite de l'un d'eux était, au premier chef, une affaire nationale. Les *S. S.* assistaient à ces combats livrés sur l'*Appelplatz* où l'on montait un vrai ring. Les victoires remportées par tel ou tel Français à l'été de 1944 contribuèrent, presque autant que l'entrée de nos F. F. I. dans la lutte ouverte en France, à rehausser notre prestige dans cet étrange monde fermé qu'était le *K. L. M.*

Étrange monde, car, même en ces après-midi de fête, nos geôliers étaient là, et nous entre leurs griffes ; à 200 m. du ring, le *Bunker*, un peu plus loin le block 20 et, dans le ciel du camp, la fumée du Crématoire, suffisaient à nous ramener sur terre, c'est-à-dire dans l'enfer concentrationnaire. Mais toute évasion, si brève fût-elle, tout répit dans l'anxiété retrempait les forces.

La célèbre tenue rayée n'était guère portée que par les hommes envoyés en Kommando extérieur, d'où une fuite était, à la rigueur, possible. A Mauthausen même, on portait des vêtements civils fournis par le magasin d'habillement *(Häftlings Bekleidungs Kammer)* (2) ; c'étaient les effets enlevés aux détenus lors de leur entrée au camp. Ils étaient

(1) On disait alors, en argot de camp : « Il y a *dicke Luft* », et ceux-même qui ne savaient pas un mot d'allemand comprenaient l'expression.

(2) On découpait un carré dans le dos du veston et dans la jambe droite du pantalon, qu'on remplaçait par un panneau d'égale grandeur de tissu rayé bleu et blanc ; c'était la « fenêtre ».

désinfectés au gaz *Zyklon B*, puis entassés au magasin. Le camp d'Auschwitz-Birkenau ravitaillait aussi le *K. L. M.* avec les dépouilles des Israélites qu'il exterminait à la cadence que l'on sait.

De même pour le linge de corps, chemises et caleçons rayés n'étaient guère portés qu'en Quarantaine. Le magasin d'habillement possédait des stocks de chemises civiles. En Quarantaine, ce linge n'était jamais changé, de même que dans certains Kommandos extérieurs. J'ai vu arriver à la *Wäscherei* des chemises littéralement pourries. Dans le camp des travailleurs, le linge de rechange était distribué à des dates irrégulières : toutes les trois à quatre semaines, en moyenne.

Le régime alimentaire du *K. L. M.* était sensiblement plus mauvais que celui des autres camps. Le matin, 1/4 de litre d'ersatz de thé non sucré. A midi, 3/4 de litre, environ, de soupe au rutabaga, au chou sûri, aux feuilles de betterave, aux légumes déshydratés. Les rapports de l'Intendance du camp font mention de stocks de pommes de terre à l'usage des détenus (1) ; or, d'avril 1944 à mai 1945, la soupe des prisonniers n'en a contenu que pendant quelques jours (fin de décembre 1944, début janvier 1945) : c'étaient des tubercules gelés ; les bouteillons contenant cette soupe empestaient à 20 m. Le soir, un morceau de pain avec une tranche de saucisson (30 gr. environ) ; le mercredi, un petit morceau de margarine en supplément ; le samedi, un étrange produit qu'on appelait « fromage » ; il arrivait en poudre blanche, à laquelle on ajoutait de l'eau ; chacun en recevait le contenu d'une cuiller à soupe. La ration de pain était encore, à l'été de 1944, de 400 gr. (certains jours, 600 gr.) ; elle ne cessa de diminuer depuis lors, pour tomber, en mars-avril 1945, à 200 puis 150 gr. Ce pain noir, de qualité sans cesse décroissante, avait été fourni, jusqu'en octobre 1943, par la Boulangerie militaire de Linz. Puis, le nombre des détenus montant en flèche, il fallut recourir à une firme de Steyr et à la maison Neuhauser et Obermayer, de Linz.

Durant le premier semestre de 1943, divers régimes alimentaires furent essayés sur des détenus qui, dès le retour du travail, étaient isolés au block 16 (2). Beaucoup de ces cobayes moururent ; les résultats de l'expérience furent communiqués au *W. V. H. A.*, puis on n'entendit plus parler de rien.

***

On sait qu' « organiser » signifie, en argot concentrationnaire, « voler ». Étrange pudeur qui empêchait les bandits « verts » de prononcer ce mot.

(1) Le 15-11-1943, le chef de l'Administration du *K. L. M.* décide que la ration de pommes de terre sera réduite de 1.000 à 500 gr. pour chaque détenu ; en compensation, on donnera des betteraves et de la farine de seigle. Comme, en réalité, la soupe des détenus ne contenait pas trace de pommes de terre, on peut imaginer l'importance du trafic auquel se livrait l'Administration S. S. — Rapport d'activité n° 2 du Haupsturmführer Strauss.

(2) Sur ces extravagantes expériences, lire Hans MARSALEK, *Mauthausen mahnt*, Vienne, 1952, p. 64.

Au *K. L. M.*, plus qu'ailleurs sans doute, l' « organisation » — c'est-à-dire le vol et le marché noir — dominait la vie du camp, parce que celui-ci était aux mains des « verts ». Dans cette foire d'empoigne, *S. S.* et condamnés de droit commun travaillaient ensemble. Le trafic portait sur tout : vivres détournés du magasin, ou des cuisines ; vêtements (à la *Häftl. Bekleid. Kammer*, il y en avait de très beaux, soigneusement rangés à part) ; bijoux confisqués aux arrivants et « conservés » à l'*Effekt-enkammer*. L'or dentaire faisait l'objet d'ignobles tractations. Prélevé sur les cadavres, il devait, en principe, être remis à l'Administration ; en fait, la majeure partie en était détournée. Qu'on en juge par les chiffres suivants :

De 1941 à 1945, le *K. L. M.* n'envoya à l'*Amt D* du *W. V. H. A.* que 24.499 gr. d'or dentaire, soit :

Du 1er-1-1941 au 31-12-1941	72,8	gr.
En 1942.....	5.278,1	–
– 1943.....	2.926	–
– 1944.....	8.585,3	–
Du 1er-1-1945 au 29-4-1945	7.636,9	– (1)

A un niveau plus médiocre, celui du block, l'organisation prélevait quotidiennement une part des rations destinées aux détenus.

Par l'intermédiaire des *S. S.*, des contacts pouvaient être pris avec l'extérieur. Ainsi les notables du gang — on les appelait, au *K. L. M.* comme ailleurs, *Prominente* — obtenaient-ils des œufs frais, de la viande, ou toute autre chose, en échange de pain, de sucre, etc. Certains d'entre eux, les plus puissants, se constituaient à l'extérieur un pécule en vue d'une éventuelle libération.

Mais ce trafic pouvait prendre des formes beaucoup plus humbles : échange d'une tranche de saucisson ou d'un peu de margarine contre du pain, ou de la soupe ; et, un peu au-dessus de ce troc, un petit commerce proprement dit où la monnaie d'échange était la cigarette ; pratiques si répandues dans le camp qu'il y avait, pour chaque denrée, un cours quotidien résultant de l'offre et de la demande.

Les cigarettes étaient souvent de provenance frauduleuse ; mais d'autre part, la cantine des détenus en délivrait en échange des *Prämiumscheine* que recevaient les travailleurs de certains Kommandos.

Il était formellement interdit de détenir de l'argent dans le camp ; il en circulait cependant beaucoup. Au Magasin d'habillement, à la Désinfection, ou à la *Wäscherei*, on trouvait quotidiennement des billets de banque — voire des pièces d'or — cachés dans la doublure des vêtements par des *Zugänge* qui espéraient rester en possession de leurs effets. D'autre part, de l'argent venait des *S. S.* ou de l'extérieur, en paiement de marchandises exportées du camp. Un jour, le bruit circula discrète-

(1) *Arch. Comm. Hist. Déport.*, Mauthausen, II, 15.

ment, entre *Prominente*, que la cantine, dirigée par le *B. V.* Autrichien Bagadur, acceptait des marks en paiement de cigarettes. En quelques heures, 41.000 marks y affluèrent. Le *Schutzhaftlagerführer* Bachmayer intervint alors et confisqua l'argent. Coup monté par lui, sans doute.

Dans cette foire d'empoigne, les règlements de comptes n'étaient pas rares. Les victimes en étaient des « verts », très rarement des *S. S.* Deux exemples suffiront :

En novembre 1941, l'*Oberscharführer* Nowak, *Kommandoführer* de l'*Effektenkammer*, fut relevé de ses fonctions pour malversations ; le 19 février 1942, il était condamné à dix ans de réclusion. Son successeur, Eisenhofer, n'était pas plus honnête, mais il se défendit mieux.

Un soir de l'été 1944, nous vîmes arriver au block 13 où logeait la Compagnie disciplinaire *(Strafkompanie)*, un *Prominent* très connu, gros et gras, le *B. V.* allemand Schmidt, doyen du camp des malades. Une intrigue bien menée l'avait « brûlé » ; une perquisition avait fait découvrir chez lui 20.000 cigarettes, plus de 10 kg. de margarine, du sucre, etc. En pareil cas, le coupable devait disparaître rapidement afin qu'il n'eût pas le temps de révéler des complicités parmi les *S. S.* Dès le lendemain matin, Schmidt était tué à la carrière.

***

La seule punition prévue par les règlements au *K. L. M.* était la bastonnade : 25, 50 ou 75 coups. Inutile de dire qu'on résistait rarement à plus de 50 coups. Beaucoup succombaient même avant. Une circulaire du *S. S. Obergruppenführer* Pohl, en date du 11 août 1942 (1), prescrivait que les coups fussent administrés par des détenus ; mais un interné allemand ne pouvait être frappé par un étranger.

En marge de ce règlement, la plupart des *S. S.* se permettaient n'importe quelles brutalités. Certains d'entre eux étaient manifestement des sadiques. Tel Müller, de la *Politische Abteilung* : au cours d'un interrogatoire, il bat jusqu'au sang un détenu, et lui annonce qu'il sera exécuté le lendemain. Puis, apprenant que l'homme est, de son métier, chanteur à Vienne, il le fait chanter pendant une heure, notamment *Mamalchi, schenk mir ein Pferdchen...* Ou Potscher, de la *Pol. Abteilung* également, qui un jour, n'ayant aucune victime à « interroger », se promène fébrilement, son nerf de bœuf à la main et finit par prier un détenu travaillant dans un bureau voisin, de se laisser battre, moyennant 5, puis 10 marks par coup.

Après l'évasion collective des détenus K que je raconterai plus loin, un fugitif est repris : c'est un Russe. Il est mis « à la tour », c'est-à-dire enchaîné au mur, près de la porte d'entrée. Au début de la nuit arrive le *Rapportführer* Riegeler, qui frappe le malheureux et le jette à terre ; puis il prend sa canne et lui crève les yeux, lui écrase les côtes à coups de

(1) Référ. d'expéd. : D I, 14 C3/L/Ot.

talon, lui transperce la gorge avec sa canne qui sort par la nuque ; le sang étouffe les cris de l'homme qui vit toujours. Alors Riegeler l'achève d'un coup de revolver. Le Kapo du Kommando *Nachtschneider* qui travaille à quelques mètres de là, le « rouge » allemand Berczinski, a vu la scène. Riegeler lui ordonne de porter le cadavre au Crématoire.

Les atrocités de ce genre étaient monnaie courante au *K. L. M.* La carrière en était souvent le théâtre. Les gens que l'on ne voulait pas exécuter officiellement y étaient envoyés, dans les rangs de la Compagnie disciplinaire. Là, ils succombaient sous le poids d'énormes blocs de granit et sous les coups du *Kapo* Pelzer et des *S. S.* (1) ; ou bien on les poussait, à coups de trique, vers les barbelés ; une sentinelle tirait alors d'un mirador et abattait le détenu « qui essayait de s'évader ». Pareille scène se renouvelait fréquemment ; les 6 et 7 septembre 1944, une quarantaine d'officiers alliés arrivés au camp le 5, furent ainsi assassinés. Bachmayer parla dans un rapport d'une tentative de révolte collective. Le bruit circula parmi nous, répandu par des témoins, qu'effectivement, l'un des officiers, se voyant perdu, avait essayé de jeter sur un *S. S.* le bloc de granit qu'il portait. En tout état de cause, ces hommes étaient envoyés à la carrière pour y être « tués au cours d'une tentative de fuite ».

Pareil cas donnait lieu à toute une mise en scène. Le *Gerichts-S. S.-Führer* du *K. L. M.* adressait un rapport à l'autorité supérieure, relatant les faits et certifiant que la sentinelle avait fait un usage légitime de son arme ; le médecin chef *S. S.* constatait le décès et décrivait les blessures portées par le cadavre (« aucune trace de coup à bout portant »...) ; enfin le Commandant du camp priait le *S. S.- und Polizeigericht VII* à Vienne d'autoriser le classement de l'affaire (2).

Parfois, on mettait sur le compte de la défaillance cardiaque ou du suicide par pendaison la disparition d'un détenu torturé à mort. Ainsi advint-il du politique allemand Bruno Jakobs, martyrisé par Bachmayer lui-même ; un sous-officier *S. S.* déclara qu'il l'avait trouvé pendu dans la salle de douches, un tabouret renversé près de ses pieds. Un croquis fut joint au rapport consacrant ce mensonge.

En certains cas, on ne prit même pas ces précautions. Dans la nuit du 17 au 18 février 1945, 400 malades arrivés la veille avec un gros convoi évacué de Sachsenhausen, furent laissés nus, par un froid de — 10° sur l'*Appelplatz*, puis aspergés d'eau froide ; la cadence des morts n'étant pas assez rapide, 3 *S. S.*, armés de gourdins, puis de haches, entreprirent

(1) Lors de la libération du *K. L. M.*, le lieut.-col. américain Seibel a constaté que l'escalier de 186 marches remontant de la carrière était tout maculé de sang. — Arolsen, O. C. C. 15/125 *ff.*

(2) Dans les *Totenbücher* du *K. L. M.*, où une colonne est réservée à la mention de la cause du décès, les mots : *Auf der Flucht erschossen* reviennent des milliers de fois. En réalité, les tentatives de fuite furent, à Mauthausen, rarissimes ; elles étaient d'ailleurs vouées à l'échec.

un massacre auquel échappèrent une trentaine d'hommes seulement. Les cadavres furent aussitôt apportés au Crématoire et les morts enregistrées comme naturelles (1).

***

Ainsi le total des morts violentes survenues au *K. L. M.* est-il de loin supérieur à celui des exécutions officiellement avouées par les *S. S.* A celles-ci, on procédait de trois façons : par pendaison, par balle, par les gaz.

Les ordres d'exécution émanaient du *R. S. H. A.* et portaient la signature de Kaltenbrunner ou, plus souvent, celle de Müller, chef de la Gestapo (2). Des instructions précises avaient été données aux *K. Z.* par les mêmes services, touchant les différents modes de mise à mort.

Pour les P. G. soviétiques condamnés à la peine capitale, ils devaient être pendus « dans le *K. Z.* le plus proche, par les soins de *Häftlinge* étrangers (Polonais !) » *(sic)* (3). Une circulaire de Himmler, en date du 6 janvier 1943 (4) prescrit de donner 3 cigarettes au détenu qui aura pendu un de ses camarades.

Les fusillades, jusqu'en 1943, eurent lieu hors du camp intérieur, à quelques mètres seulement de celui-ci ; on y voyait encore, en 1944, le pare-balles criblé de déchirures. A partir de 1944, elles se firent dans l'une des caves du *Bunker* ; les condamnés entraient un par un ; une seule détonation claquait pour chacun, ce qui semble indiquer qu'il y avait là un dispositif analogue à celui que Kogon décrit pour Buchenwald, permettant d'abattre l'homme par derrière, d'une balle dans la nuque *(Genickschuss Anlage)* (5).

La chambre à gaz du *K. L. M.* ne pouvait accueillir que 40 personnes à la fois. Les condamnés y étaient asphyxiés avec le fameux gaz *Zyklon B*, acide prussique cristallisé, qui avait fait ses preuves à Auschwitz depuis 1941.

***

L'organisation sanitaire de Mauthausen était, pour l'essentiel, analogue à celle des autres *K. Z.*

Dans le camp intérieur, une infirmerie était installée d'abord au block 5,

(1) D'après le témoignage du commissaire de police allemand Kanthak, qui travaillait comme détenu à la *Politische Abteilung*, le chef de ce service, *Obersturmführer* Schulz avait reçu, quelques jours plus tôt, de Berlin, par téléphone, l'annonce de l'arrivée prochaine d'un important groupe de malades venant de Sachsenhausen. Il avait répondu ne pouvoir les abriter au *K. L. M.* Il semble donc que le massacre du 17-2-1945 ait été froidement prémédité. Schulz vint d'ailleurs y assister. — *Arch. Comm. Hist. Dép.*, Mauthausen, III.

(2) Déposition faite à la prison de Linz le 2-8-1945 par Adolf Zutter, *Adjutant* du *K. L. M.* — Arch. cit., Mauthausen, II.

(3) Circulaire du 18-2-1942 signée Müller et se référant à un ordre de l'*O. K. W.* en date du 29-12-1941. — Référ. d'expéd. : IV A 1, n° 2279 B /42 g. — *Arch. Comm. Hist. Dép.*

(4) Référ. d'expéd. : S IV D 2 — 450 /42 *g*-81. — Arch. cit.

(5) Eugen Kogon, *L'enfer organisé*, p. 224.

puis dans un grand bâtiment de briques, inauguré à la fin de 1944. Là étaient soignés les *Prominente*. Les simples *Häftlinge* y passaient la visite, le soir, après le travail, lorsqu'ils demandaient à entrer au Camp des Malades *(Sanitätslager)*. Celui-ci, construit en 1942 (1) à mi-hauteur entre le camp intérieur et la carrière, sur une terrasse aménagée à flanc de colline, se composait de 8 blocks (baraques à chevaux, en bois, et mal aérées) et de dépendances (cuisine, etc.). Les malades s'y entassaient sur des châlits à trois étages : dans chaque couchette, large de 0 m. 80, on mit jusqu'à 4 et même 5 hommes. Tandis que le Pr Podlaha, chirurgien de Prague, dirigeait l'Infirmerie du Camp, le *Sanitätslager* avait pour médecin-chef le docteur polonais Czaplinski. L'un et l'autre étaient assistés de détenus médecins — ou se disant tels ; comment eût-on pu vérifier ? Un ingénieur chimiste réussit à se faire passer pour professeur à la Faculté de Médecine de Paris ; il se dévoua sans compter au service des malades et inventa même un médicament qui se révéla, semble-t-il, efficace contre la dysenterie. La mortalité, au *Sanitätslager*, était terrible, en dépit des efforts de nos camarades médecins à qui les remèdes faisaient presque totalement défaut. D'ailleurs, au-dessus d'eux, les médecins *S. S.* pouvaient toujours intervenir ; ils venaient parfois désigner eux-mêmes les « incurables » destinés à l'extermination par les gaz. On disait à ces malheureux qu'ils allaient dans une maison de convalescence ; un autocar aux vitres bleuies les emmenait ; on ne les revoyait jamais. Nous savons aujourd'hui qu'ils étaient gazés au château de Hartheim, à quelque 20 km. de Mauthausen.

Qui n'a pas séjourné au *Sanitätslager* du *K. L. M.*, ne peut imaginer quels abîmes y furent atteints dans la misère. J'ai vu, un soir de décembre 1944, arriver du camp annexe de Gusen, plusieurs centaines de malades; les *S. S.* les firent attendre, nus, les pieds dans la neige, par un froid de — 15°, pendant deux heures : le temps de les répartir entre les divers blocks. De l'intérieur de celui où je me trouvais, j'entendais les cris et les râles des moribonds ; beaucoup, en effet, moururent dehors pendant cette attente ; de ceux qui purent entrer, la plupart succombèrent quelques heures ou quelques jours plus tard.

Vers la mi-décembre 1944, les baraquements du *Sanitätslager* furent désinfectés au gaz *zyklon B* ; chacun d'eux fut évacué durant deux jours et son effectif entassé dans un autre block. L'opération finie, nous dûmes revenir, complètement nus, dans la neige, par une température voisine de — 10° ; avant de réintégrer notre baraque, on nous badigeonna le corps avec un insecticide très corrosif, puis nous passâmes sous un jet d'eau glacée ; il fallut alors, tels quels, sans pouvoir nous sécher, regagner nos paillasses. Inutile de dire que, cette fois encore, les victimes furent nombreuses.

(1) Auparavant, l'infirmerie du camp, qui occupa le block 20 avant de passer au 5, recevait seule tous les malades.

Mais qui dira l'horreur du block 8 du *Sanitätslager* ? Celui-là était divisé en trois salles ; dans la première, les galeux ; dans la seconde, les dysentériques ; dans la troisième, les érysipèles de la face, les diphtéries, scarlatines, etc. Les latrines étaient communes à tout le block : une rangée de baquets posés au-dessous et légèrement en arrière d'une planche servant de siège. Assis sur la planche, des moribonds, minés par le *Durchfall*, achèvent de se vider ; d'autres, venant de leur bat-flanc, ne peuvent se retenir et souillent, d'une traînée qui marque leur passage, le plancher du baraquement ; d'autres encore sont tombés au pied des baquets, incapables de se relever... Combien moururent en cet endroit !... Et, le grotesque se mêlant au tragique, des porteurs d'érysipèles, la tête disparaissant dans les bandelettes de papier qui servent de pansements, marchent à tâtons, butent dans les corps tombés à terre, urinent à l'aveuglette, n'importe où, sur leurs camarades qui n'ont même plus la force d'exhaler une protestation... Indicible amalgame de saleté, de puanteur et de détresse.

Quant à la pathologie concentrationnaire, elle a été trop bien étudiée pour que j'aie mieux à faire que de renvoyer à ces études (1).

Une charrette montait chaque matin au Crématoire les cadavres à incinérer. En même temps, le *Sanitätslager* communiquait au Secrétariat général les noms et matricules des morts, avec les causes du décès. Le Secrétariat faisait, à son tour, parvenir à la *Politische Ableilung* une *Todesmeldung* signée du *Rapportführer* ; les dossiers des défunts étaient alors placés dans la section « Morts », et le Bureau de l'état civil *(Standesamt II Mauthausen)* inscrivait les noms dans les registres de décès. Quand il s'agissait d'Allemands, la famille était prévenue en ces termes par le chef de la *Polit. Ableilung* :

« Votre (fils, père ou mari, etc.), s'étant trouvé malade, a été hospitalisé. Malgré les meilleurs traitements et des soins attentifs, le mal n'a pu être maîtrisé. Il est mort sans avoir énoncé de dernières volontés. Je vous exprime mes condoléances pour cette perte. Un acte de décès peut vous être délivré contre le versement d'une somme de 0,72 RM par le *Standesamt II* de Mauthausen ».

Signé : Schulz,
S. S. Obersturmführer.

On ne connaîtra jamais le nombre exact des victimes du *K. L. M.* Les listes tenues par l'administration du camp mentionnent quelque 120.000 morts, mais elles ne comprennent ni les prisonniers de guerre soviétiques, ni les internés de la catégorie K, ni ceux qui furent exécutés au *Bunker* dès leur arrivée, sans avoir été même immatriculés (2).

(1) Voir notamment : Gilbert Debrise-Dreyfus, *Cimetières sans tombeaux* ; Guy Lemordant, *Pathologie concentrationnaire* ; François Wetterwald, *Les morts inutiles* ; etc.

(2) Voir une statistique des morts par nationalités dans Hans Marsalek, *Mauthausen mahnt*, p. 5.

***

Devant souffrances et périls inéluctables qu'apportait chaque jour passé à Mauthausen, fort diverses furent les réactions des internés. Les uns se replièrent sur eux-mêmes, ou tout au plus cherchèrent un réconfort dans un très petit nombre d'amitiés. Ceux-là oscillaient souvent entre un pessimisme altier et un déraisonnable optimisme dont ils ne trouvaient d'ailleurs pas en eux-mêmes les motifs : les nouvelles militaires propagées par eux dépassaient toujours, et de loin, dans le sens de l'espoir, la réalité. Je les ai entendus, longtemps avant le 6 juin, annoncer le débarquement allié, tantôt à Cannes, tantôt à Saint-Malo, une fois même à Arcachon... Après une euphorie passagère que détruisait vite l'inévitable démenti, ils retombaient dans le pessimisme. Chez beaucoup d'entre eux, pareil état d'esprit ne s'alliait nullement à un manque de courage. Mais chez ces hommes, dont beaucoup avaient assumé d'importantes responsabilités dans la Résistance, qui avaient connu les joies et les dangers du combat clandestin, un ressort semblait brisé. En un mot, ils acceptaient *passivement* leur condition de *Häftlinge*, attendant le salut du dehors ; le combat était terminé, ils en prenaient leur parti (1).

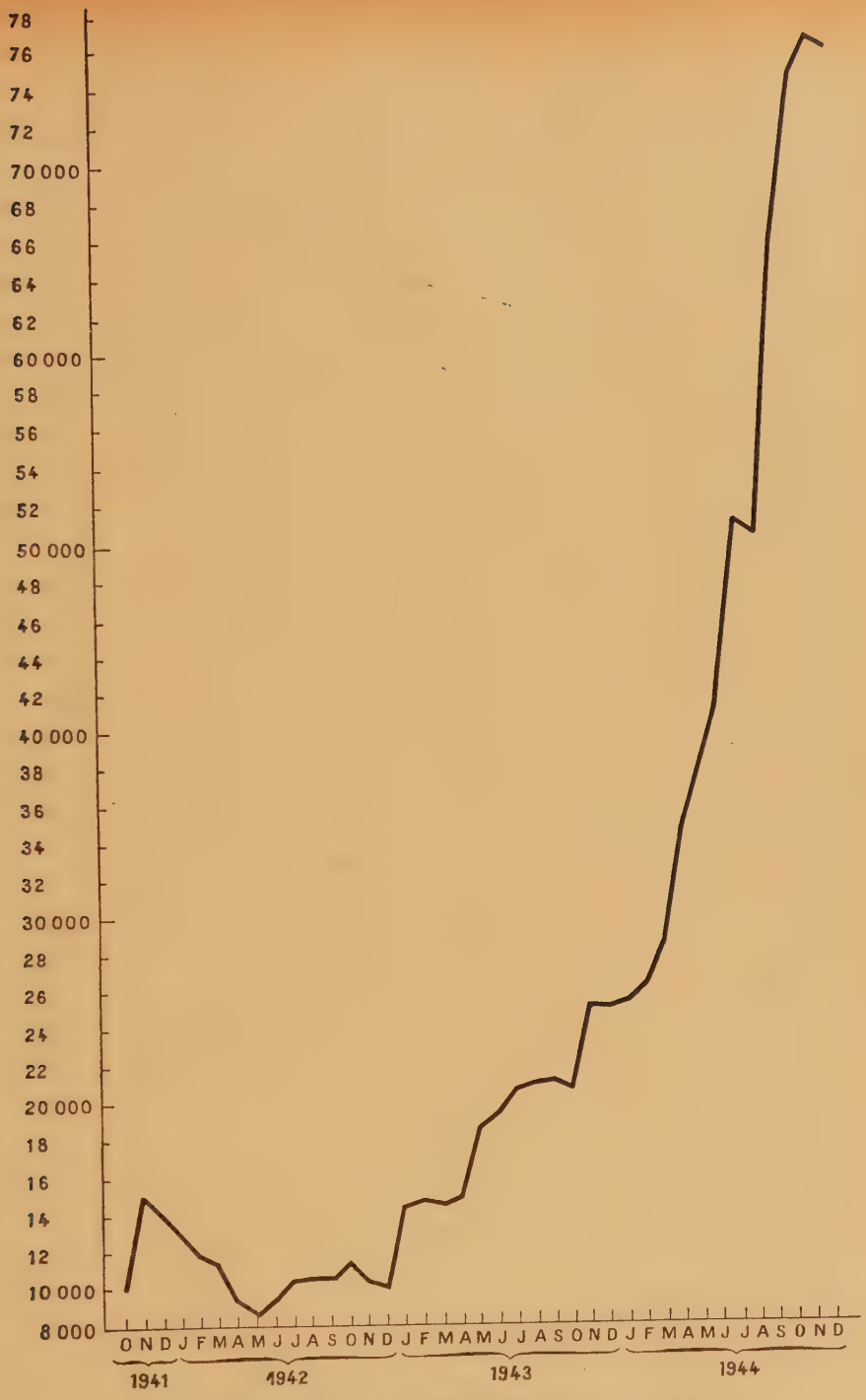
Je ne pense pas me tromper en voyant là une réaction de classe. Le fait est qu'à quelques brillantes exceptions près, telle fut l'attitude des hommes issus de la bourgeoisie d'affaires, des intellectuels, des militaires, etc.

Les communistes, au contraire, ouvriers pour la plupart, se tournaient d'instinct vers l'action collective. Jusqu'en 1943, ce mouvement communiste clandestin eut une vie rudimentaire et ne fut pas solidement charpenté. Son action se réduisit essentiellement à celle de quelques militants de haute valeur, tels les Autrichiens Josef Kohl, Leo Gabler, les Tchèques Luft et Hofman. Seul, à cette époque, le « collectif » espagnol avait le caractère d'une solide et ample organisation, où voisinaient d'ailleurs communistes, anarchistes et sans parti. L'énorme accroissement des effectifs du camp à partir de 1943, l'arrivée de nombreux communistes français, mais surtout la conquête de la *Schreibstube* par les « rouges » sur les « verts », donnèrent à la Résistance des *Häftlinge* l'impulsion décisive.

Au printemps de 1944, un Comité international fut mis en place (2).

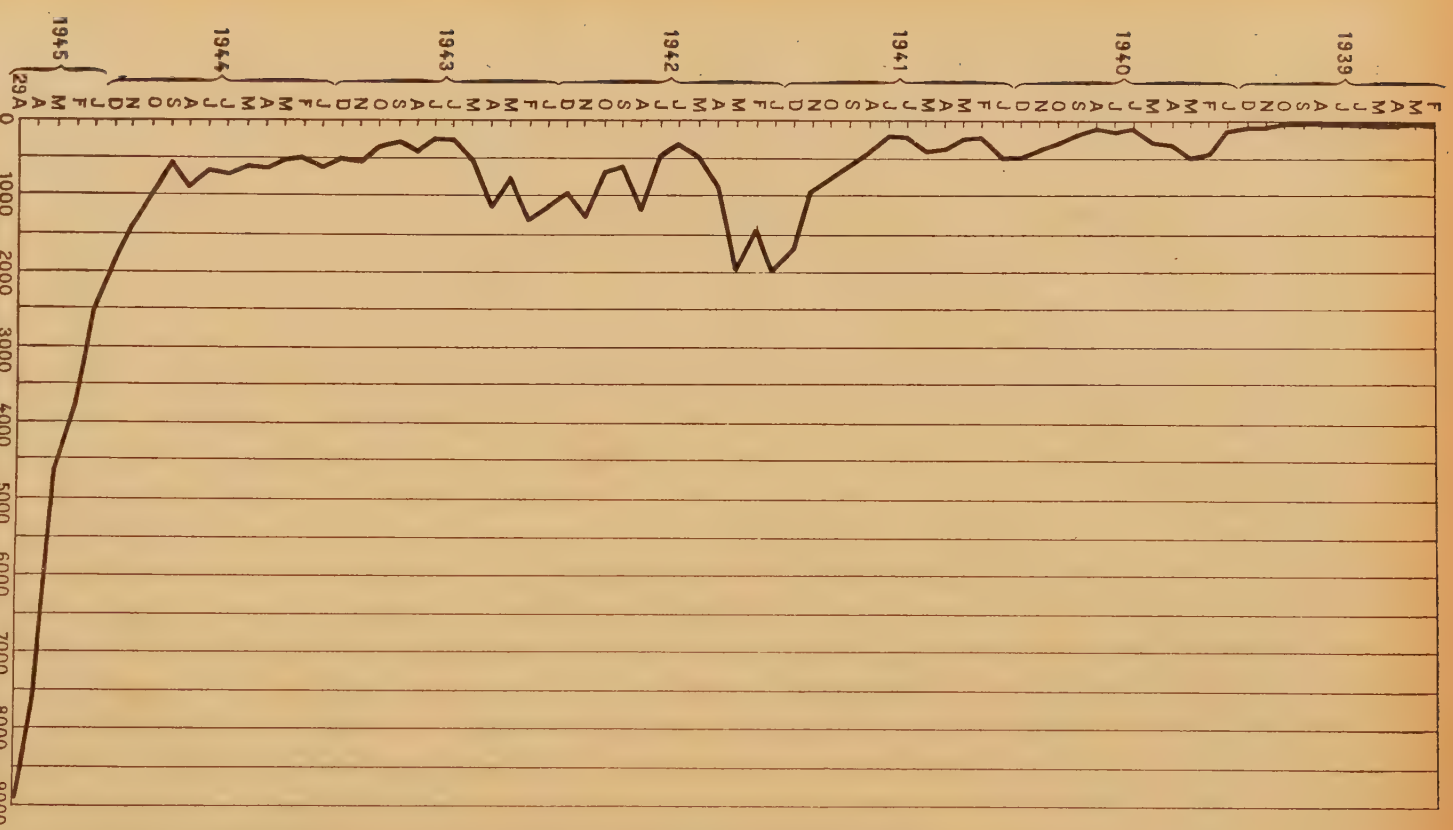
(1) Si l'on excepte le cas des Polonais, dont l'organisation clandestine au *K. L. M.* fut animée par d'anciens officiers de réserve, nettement antisémites et anti-communistes (sur l'un de leurs chefs, Lutz, voir ci-dessus, p. 58), aucun mouvement de résistance ne fut constitué à Mauthausen en dehors du courant communiste. Une tentative semble avoir été ébauchée, en mai-juin 1944, par un Français employé à l'*Arbeitseinsatz* ; il me pressentit discrètement vers la mi-juin. Mais rien n'en sortit. D'ailleurs, l'intéressé partit vers le 20 juin pour le *K. L.* Natzweiler.

(2) On consultera, sur tout ceci, le témoignage particulièrement autorisé de Hans Marsalek (*Mauthausen mahnt*, pp. 14 et suiv.), en y corrigeant quelques erreurs de date ou de fait : c'est en mars 1944 et non en 1943 qu'Arthur London arriva au *K. L. M.* ; c'est Georges Savourey et non Jean Laffitte qui prit la parole, le 14-7-1944, à l'usine Messerschmitt de la carrière ; Jean Laffite était alors à Ebensee.



ÉTAT MENSUEL DES EFFECTIFS DU K. L. M.

d'après le Rapport n° 2 du chef de l'*Unterkunftsverwaltung* :
(d'autres sources donnent, pour certaines dates, des chiffres différents)
Le rapport ci-dessus désigné s'arrête à la date du 31-XII-1944.
Pour les mois suivants le chiffre exact des détenus n'est pas connu.



STATISTIQUE MENSUELLE DES DÉCÈS AU K. L. M.
d'après les *Totenbücher*. (Ne sont pas compris les détenus de la catégorie K ni ceux qui furent exécutés sans avoir été immatriculés au camp)

Le graphique ci-dessus exigerait bien des commentaires qui ne peuvent être donnés ici.

On identifiera du moins, sans peine, les crues de la mortalité correspondant aux mois d'hiver ; l'hiver 1941-1942 qui vit l'extermination des prisonniers de guerre soviétiques est signalé par une très forte élévation de la courbe.

La relative stabilité du nombre des décès durant l'année 1944, en dépit de l'énorme accroissement des effectifs du camp, ne laisse pas de surprendre. C'est incontestablement durant cette période que les conditions générales de vie au camp et dans la plupart des kommandos extérieurs furent le moins meurtrières.

On notera enfin qu'à partir de l'automne 1944, la courbe des décès monte en flèche ; elle est alors en concordance parfaite avec la courbe des effectifs.

Non sans difficultés d'ailleurs, car certains communistes allemands — Franz Dahlem, par exemple — particulièrement instruits des dangers du camp, jugeaient téméraire pareille entreprise. La première équipe de direction ne comprit donc que les trois Autrichiens Kohl, Maršalek et Mayer, assistés du Tchèque (émigré et arrêté en France) Arthur London. Au mois d'août, le Comité fut élargi et comprit, outre les précédents (moins Mayer mis à mort par les *S. S.* et London, malade à l'infirmerie), le Français Octave Rabaté, l'Espagnol Manuel Rasola et le Tchèque Hofman. Enfin, en février 1945, il s'adjoignit Franz Dahlem, le major soviétique Pirogow, le socialiste polonais Cyrankiewicz, l'Autrichien Heinz Durmayer et l'Italien Giuliano Pajetta.

Le programme d'action élaboré par ce Comité ? Mener à bien l'organisation interne de chaque section nationale, avec une direction et un système de petits groupes ; parfaire l'éducation antifasciste des militants ; élaborer une action de solidarité internationale ; mettre sur pied de petites unités de combat ; diffuser les nouvelles données par les radios alliées ; préparer l'évasion des militants menacés d'exécution ; enfin, tenter, par l'intermédiaire des Kommandos extérieurs, de prendre contact avec la population.

Dès les premières semaines de l'été 1944, un gros effort fut tenté par les groupes communistes pour convaincre, dans chaque « collectif » national, les non communistes de s'organiser à leur tour. Les premiers, je crois, les Français répondirent à cet appel ; à la demande des trois dirigeants du groupe communiste français, je constituai un Comité de Direction élargi, comprenant Georges Savourey, le Dr Fichez, moi-même et Jean Guillon qui devait assurer la liaison avec l'Organisation communiste.

Les Autrichiens, les Tchèques formèrent, dans les mois qui suivirent, des Comités analogues. Chez les Autrichiens, les dirigeants en étaient, avec Hans Maršalek, le Dr Soswinsky et le colonel Codré.

Grâce à une active collaboration entre ces divers organismes, une efficace action de solidarité put être menée. Des vêtements furent sortis en cachette du magasin d'habillement, du linge de la *Wäscherei*, des vivres du *Lebensmittelmagazin*, des médicaments de l'Infirmerie des *S. S.* ; ainsi furent sauvées bien des vies et préservées des forces en vue de l'éventuel combat final. Le Mouvement de Résistance des *Häftlinge* réussit même à prendre contact avec deux détenus du *Bunker*, Hermann Kohler (Autrichien) et Kamerer (Tchèque), employés à l'entretien de ce local, en attendant leur exécution (1). Par eux, il put savoir ce qui se passait à l'intérieur de cette redoutable prison.

Mais le plus étonnant exploit fut sans doute celui-ci : un communiste autrichien, Josef Lauscher, convaincu d'activités illégales au camp

(1) Émigrés l'un et l'autre à l'étranger, ils s'étaient fait parachuter en Allemagne pour y organiser la Résistance. Ils furent exécutés, en mars 1945, par le commandant Ziereis lui-même.

de Dachau, fut envoyé, en juin 1944, à la Compagnie disciplinaire de Mauthausen. On réussit à le sauver puis, grâce à la *Schreibstube*, à l'envoyer au Kommando Saurerwerke, à Vienne, où tout était préparé pour son évasion. De fait, arrivé le 29 janvier 1945 à Saurerwerke, il réussissait à s'enfuir dès le surlendemain et à rejoindre le front de la Résistance autrichienne.

***

Dans les derniers mois de la guerre, les conditions d'existence au *K. L. M.* se trouvèrent sensiblement modifiées sous l'action de facteurs divers : raréfaction des vivres, afflux d'évacués venant d'autres camps (Auschwitz, Gross Rosen, Sachsenhausen, Ravensbrück), désarroi des *S. S.* qui, devant l'imminent effondrement, semblaient incapables de prendre un parti et de s'y tenir. Il ne peut s'agir ici que de rappeler en bref quelques-uns des faits qui marquèrent cette dernière et si complexe phase de la vie du camp.

La pénurie de vivres se fit progressivement sentir ; j'ai déjà dit que la ration quotidienne de pain s'amenuisa ; en avril 1945, on ne touchait, bien souvent, que 100 gr. d'un produit qui n'avait du pain que le nom — même pas l'apparence, encore moins le goût : bouillie grisâtre, sans consistance, à l'intérieur d'une croûte. Au camp des malades *(Sanitätslager)*, les distributions de vivres furent, à diverses reprises, réduites presque à zéro. J'y suis allé plusieurs fois, en mars-avril 1945, pour assurer des liaisons clandestines : un silence macabre régnait dans les blocks, pourtant surpeuplés, où les hommes épuisés évitaient jusqu'à l'effort de parler.

Le recul des armées allemandes à l'Est ? L'arrivée de détenus évacués des camps de Silésie ou d'Allemagne orientale nous en fournissait la meilleure preuve. D'abord ceux d'Auschwitz (janvier 1945), puis des Kommandos extérieurs de Sachsenhausen et de ce camp lui-même (février) ; en mars affluèrent de la région de Belgrade des gens qui avaient quelque raison de suivre les occupants allemands dans leur retraite ; ils furent hébergés quelques jours dans le camp des tentes.

Je crois que vers le même moment, le *K. L. M.* abrita aussi l'équipe de faux-monnayeurs qui fabriquaient, pour les besoins du III[e] Reich, des livres-sterling en grosses coupures, parfaitement imitées (1). Le block 20 fut, en effet, pourvu de lits et de draps ; des provisions de choix y furent acheminées. Au *Wäsche Lager* où je travaillais alors, des jeunes gens bien vêtus, non tondus, vinrent chercher du linge ; j'essayai en vain de leur parler : des *S. S.* montaient autour d'eux une garde très vigilante.

Mais l'arrivée qui fit au *K. L. M.* la plus forte sensation fut celle

(1) Voir notamment, à ce sujet, Major Georges Mac Nally, *Les faux-monnayeurs nazis*, dans *Sélection du Reader's Digest*, août 1952. Ces faussaires, qui venaient de Sachsenhausen, aboutirent, en fin de compte, au kommando extérieur établi par le *K. L. M.* à Schlier (Redl Zipf) ; qu'ils aient fait une escale à Mauthausen même, rien de plus plausible.

d'un important groupe de femmes, évacuées de Ravensbrück, qu'elles avaient quitté le 2 mars. Elles furent placées dans les blocks 16, 17 et 18, séparés du reste du camp par un haut mur (1). Nous pûmes cependant prendre contact avec elles. D'abord lors de leur arrivée. Les *Zugänge* étaient, à leur entrée, interrogés sur leur état civil, leurs antécédents, leurs aptitudes professionnelles ; une fiche était ainsi établie pour chacun d'eux. Un Kommando en était chargé *(Aufnahme Kdo)*, composé de détenus parlant l'allemand et, si possible, d'autres langues. Le *Kapo* en était un Tchèque d'origine italienne, membre de l'organisation de Résistance du camp. En cas d'afflux massif de *Zugänge*, ce Kommando s'adjoignait des auxiliaires ; nous eûmes soin de glisser parmi eux un ou deux Français : ils s'acquittaient de cette tâche la nuit, après avoir travaillé le jour dans leur Kommando habituel ; ainsi pouvions-nous connaître dès leur entrée, l'arrivée de nouveaux Français au *K. L. M.*

Par la suite, le contact put être maintenu avec les occupantes des blocks 16, 17, 18, grâce aux *Häftlinge* (des Espagnols en général), qui leur apportaient le ravitaillement. Au bout de quelques jours, les *S. S.* donnèrent des surveillantes à ces internées : ils dotèrent d'une tenue militaire analogue à celle des *Blitzmädchen* les pensionnaires du bordel (2) et les promurent aux fonctions de *Block-* et de *Kommandoführerinnen...* Puis les internées furent incorporées à certains Kommandos de travail ; nombre d'entre elles furent envoyées à Amstetten pour y déblayer la gare, détruite par un raid aérien des Alliés, et y essuyèrent un nouveau bombardement qui fit, parmi elles, des victimes. En avril, elles évacuèrent les blocks 16 à 18 et furent installées, dans la carrière du camp, sous des tentes, en des conditions misérables.

Dernier reflux, en avril, celui des troupes allemandes, *Wehrmacht* et *S. S.* Vienne perdue, le front le plus proche était à quelque 100 km. à l'est de Mauthausen ; plusieurs unités stationnaient dans les environs immédiats du *K. L. M.* Les baraquements des sous-officiers S. S durent héberger de nouveaux hôtes ; on y doubla le nombre des lits.

***

Vers la fin de mars, le Commandant avait reçu l'ordre de libérer plus d'une centaine de « verts » en vue de leur incorporation dans la *Wehrmacht*. Ils s'assemblèrent, un dimanche après-midi, sur l'*Appellplatz* ; puis, aux accents d'une marche militaire jouée par l'orchestre

(1) A leur entrée au *K. L. M.*, elles furent soumises au même régime que les hommes : douche, rasoir, insecticide..., le tout par les soins de « verts » et de *S. S.*

(2) Le *K. L. M.* avait, en effet, comme les autres camps, son bordel à l'usage des internés de nationalité allemande. Il était installé dans le block 1 et comptait une dizaine de pensionnaires, qui sortaient parfois dans l'allée située derrière ce block. Pour être admis dans cet établissement, les détenus allemands devaient présenter à l'avance une demande. Ils étaient convoqués le soir, au retour du travail, au cri assez étrange de : « *Bordellbesucher antreten* ! »...

du camp, et au commandement d'un sous-officier *S. S.*, leur colonne se mit en route et sortit par la grande porte. De ce fait, au bout de sept ans et à quelques semaines de la Libération, la proportion des « rouges » et des « verts » se trouvait renversée dans la « maîtrise » du camp ; car, bien entendu, les postes laissés vacants furent, dans presque tous les cas, occupés par des *Schutzhäftlinge.*

Ce n'était là pour nous qu'un indice, entre bien d'autres, de la situation désespérée où se trouvait le Reich.

Le commandant Ziereis avait, peu auparavant, donné l'ordre de traiter avec des égards spéciaux, les détenus israélites : au *Sanitätslager*, notamment, ils furent alors couchés dans des conditions plus confortables que les autres internés (1). Puis, dans les premiers jours de mars, la *Schreibstube* avait reçu l'ordre de désigner deux hommes de confiance français ; quelques colis de la Croix-Rouge furent alors distribués — ce que l'on n'avait jamais vu depuis l'origine du *K. L. M.* (2).

Au début d'avril, après la prise de Vienne par l'Armée Rouge, les Archives du camp furent brûlées au Crématoire ; des fragments de papier calciné tombèrent, pendant un jour entier, sur le camp (3).

Vers le même temps, on crut savoir que les quelques Norvégiens détenus à Mauthausen avaient été remis à la Croix-Rouge suédoise. Puis, le samedi 21 avril, dans l'après-midi, une nouvelle inouïe courait le camp : on avait vu, près du *Sanitätslager* une colonne de camions blancs, portant l'insigne de la Croix-Rouge. De fait, le soir même, les femmes françaises, belges, hollandaises, furent appelées et groupées en vue du départ ; 72 hommes des mêmes nationalités furent ensuite désignés pour occuper les places qui demeureraient encore disponibles dans les camions. Ils partirent le dimanche vers midi.

Dans la nuit du lundi 23 au mardi 24, un nouveau convoi emmenait tous les Français et Belges des blocks 1 à 15, à l'exception de ceux qui travaillaient dans un Kommando de nuit. Enfin, le samedi 28, les derniers Français, Belges et Hollandais du camp partaient avec un troisième transport. Restaient le *Sanitätslager* et les blocks de quarantaine où, entre-temps, avaient afflué nos compatriotes ramenés des Kommandos extérieurs ; les dernières routes vers la Suisse ayant été coupées fin avril, la Croix-Rouge ne put les rapatrier avant la fin des hostilités (4).

(1) D'après Kaltenbrunner (*Procès des grands criminels de guerre...* ; Nuremberg, 1947, t. XI, p. 286), Schellenberg, chef de l'*Amt VI* du *R. S. H. A.* aurait, d'ordre de Himmler, pris contact avec des Organisations juives en Suisse et aux U. S. A. dans le but de sauver personnellement la mise à Himmler et à lui-même.

(2) Débris de colis éventrés et pillés (20 colis environ) les 8, 13 et 14 mars ; 15 colis intacts le 10 mars ; 8 colis le 21 mars ; 9 colis le 22.

(3) L'ordre de destruction avait été communiqué par l'*Untersturmführer* Meinhardt, de l'*Amtsgruppe* D du W. V. H. A., à l'Obersturmführer Reimer, *Abwehrbeauftragt* au *K. L. M.* C'est la seule mention que j'ai trouvée de ce dernier et mystérieux personnage. — *Arch. Comm. Hist. Déport.*, Mauthausen II.

(4) La libération des détenus occidentaux du *K. L. M.* fut le fruit de tractations menées par quelques hauts personnages du III[e] Reich et certains agents alliés, en vue de

En regard de ces abandons consentis par les maîtres du système concentrationnaire, il convient de mentionner les actes de froide barbarie qui marquèrent les derniers jours du *K. L. M.* Ainsi, jusqu'au bout, prévalut l'incohérence.

Dans le temps même où Français, Belges, Luxembourgeois, Hollandais, étaient groupés en vue de leur rapatriement, près de 3.000 hommes, sortis du *Sanitätslager*, étaient abandonnés sans paillasses, sans nourriture, dans les blocks du camp III, puis acheminés par petits groupes vers la chambre à gaz. Plusieurs démarches furent alors faites auprès du *Schutzhaftlagerführer* Bachmayer pour que, du moins, les compatriotes de ceux que l'on libérait fussent épargnés ; ainsi purent être, *in extremis*, sauvés quelques hommes. Mais dans les derniers jours, la plupart des condamnés à mort, dont, pour diverses raisons, l'exécution avait été différée, furent liquidés.

***

Quant à l'Organisation internationale de Résistance du Camp, elle suivait avec soin les progrès de la débâcle allemande. S'il eût été insensé d'entreprendre une action de force contre les *S. S.* lorsque le front le plus proche du camp était encore distant de plusieurs centaines de kilomètres, la retraite de la Wehrmacht à l'est et à l'ouest nous offrit, dès février 1945, des perspectives toutes nouvelles.

Dès 1944, le principe et la préparation lointaine d'une action militaire avaient été envisagés ; mais c'est en février 1945 que prit corps l'organisation de combat des *Häftlinge*. A cette date, les comités nationaux et le Comité international avaient, très efficacement, préparé le terrain. Chacun d'eux fut alors doublé d'un groupe de commandement militaire. Les hommes les plus valides et les plus sûrs furent groupés en petites unités de combat et instruits de la tâche qui leur était dévolue.

Quelques pistolets et grenades à main avaient pu être soustraits au magasin d'armes des *S. S.* par des détenus espagnols, employés à ce Kommando, puis cachés dans le camp. D'autres Espagnols, travaillant au garage, avaient fabriqué la clef d'un meuble qu'ils savaient contenir des armes et des munitions.

Trois plans d'opérations furent élaborés, en vue des trois éventualités qui semblaient plus probables : essai d'empoisonnement massif des *Häftlinge* par un produit mélangé à la soupe ; parachutage de troupes alliées dans les alentours du camp ; évacuation des *Häftlinge*, à pied,

conclure une paix séparée avec les Puissances occidentales. Le Dr Wilhelm Höttl affirma, devant le Tribunal de Nuremberg, que Kaltenbrunner avait rencontré en Suisse, en mars 1945, des agents américains et des représentants de la Croix-rouge internationale (*Procès des grands criminels de guerre...*, Nuremberg, 1947, t. XI, pp. 266-267). Kaltenbrunner lui-même précisa que, le 12 mars 1945, il avait conclu avec le Dr Burckhardt, président de la *C. R. I.*, un accord sur la libération des ressortissants occidentaux internés dans les *K. Z.* Hitler lui aurait donné, le 19-4-1945 à 18 heures, pleins pouvoirs pour mettre à exécution cet accord (*Ibid.*, t. XI, pp. 309 et 311).

soit vers le réduit montagneux d'Autriche, soit vers Gusen où l'extermination par les gaz pourrait être tentée dans les galeries souterraines de St. Georgen.

Pour prévenir le premier danger, une surveillance attentive suffisait. En vue d'une insurrection à provoquer dans le camp lui-même, un plan d'attaque du magasin d'armes fut mis au point. Mais la troisième hypothèse était de loin la plus vraisemblable. Il fut décidé qu'en cas d'évacuation — et quelle que fût la destination — l'attaque serait déclenchée avant le premier soir — c'est-à-dire avant que les hommes fussent trop fatigués. Dans la colonne par cinq, à la hauteur des sentinelles, certains rangs devaient être constitués par des membres des groupes de choc. A un signal donné (dont la nature ne devait être divulguée qu'au moment du départ), ces hommes sautaient sur les sentinelles et les désarmaient.

Quant aux malades, les membres de l'Organisation de Résistance au *Sanitätslager* tenaient constamment à jour un état de ceux qui pouvaient marcher plus ou moins longtemps, de ceux qui étaient intransportables, etc.

Au début de février 1945 — dans la nuit du 2 au 3 — la révolte du block 20 nous avait prouvé qu'une action de force pouvait être efficace. Quelques jours plus tôt était arrivé dans cet enfer un groupe d'officiers soviétiques repris après une évasion. Ayant très vite compris qu'ils étaient voués à une mort très prochaine, ils décidèrent de tenter la gageure d'une évasion (1). En pleine nuit, à la date fixée, un commandement retentit : *Alles raus* ! Il arrivait souvent qu'un *S. S.* survînt et fît sortir tout le monde dans la cour du block pour une séance de brimades brutales. Nul ne s'étonna donc. En un clin d'œil, les conjurés étranglèrent le chef de block et ses acolytes. Deux groupes attaquaient alors les deux miradors, aveuglant les sentinelles avec le jet d'extincteurs à mousse, et s'emparaient des mitrailleuses. Pendant ce temps, d'autres jetaient des couvertures sur les barbelés électrifiés et, grâce à cet isolant, commençaient à franchir la redoutable clôture.

Immédiatement, les autres miradors avaient ouvert le feu ; nous fûmes éveillés par le crépitement des armes automatiques, le sifflement des balles qui rasaient le toit de nos blocks, et les cris des *S. S.* Quatorze seulement des insurgés, sur 400 environ, furent tués au cours de l'opération. Les autres se dispersèrent dans la campagne où, pour se procurer des armes, ils attaquèrent un poste de défense anti-aérienne.

Aussitôt commença la chasse à l'homme. Tous les *S. S.* furent lancés, et tous les chiens, à travers la région. Le lendemain, les Kommandos de travail ne purent sortir du camp intérieur, faute de sentinelles pour les accompagner. Pendant deux jours, nous vîmes ramener des cadavres défigurés ; souvent, ils étaient traînés au bout d'une corde attachée

(1) J'ai indiqué ci-dessus (p. 56) que le block 20 était très sévèrement enclos et surveillé.

aux pieds. Nous en comptâmes plus de 300. Mais il semble que quelques-uns des évadés aient pu gagner la montagne.

Les hommes demeurés au block 20 furent exterminés le lendemain matin et le block désaffecté. Cet extraordinaire exploit nous remplit d'espoir et consolida, chez les membres de l'Organisation clandestine, la résolution de lutter s'il le fallait. Lorsque nous eûmes connaissance des instructions envoyées par Himmler au Commandant du *K. L. M.* : « Aucun détenu ne doit tomber vivant aux mains de l'ennemi », nous vécûmes jour et nuit en état d'alerte. Les membres des groupes d'assaut reçurent plusieurs fois, le soir, l'ordre de dormir habillés.

L'arrivée des camions de la Croix-Rouge internationale, interprétée comme l'indice d'un revirement chez les dirigeants du Reich amena quelque détente. Mais les chefs de l'Organisation de Résistance demeuraient vigilants. Dans les derniers jours d'avril, le *Standartenführer* Ziereis passa le commandement du *K. L. M.* au capitaine Kern, de la *Schutzpolizei* de Vienne. Aussitôt, l'Organisation délégua vers celui-ci deux membres du Comité international, le Dr Durmeyer et Hans Maršalek ; ils obtinrent que, désormais, aucun garde ne pénétrât plus dans le camp intérieur.

Devant l'imminence de l'épisode final, le Comité international avait été renforcé ; Émile Valley y remplaçait les dirigeants français rapatriés entre le 22 et le 28 avril par la Croix-Rouge. Il s'en fallait que tout péril fût écarté après le départ des *S. S.* Ceux-ci, en effet, s'étaient groupés le long du Danube, entre le village de Mauthausen et le confluent de l'Enns. Un retour offensif était toujours à craindre de leur part. Le 5 mai, vers midi, une voiture blindée américaine arrivait devant la grande porte du camp ; les *Schupos* se dispersaient. Mais peu après, le half-track recevait l'ordre de quitter Mauthausen et de pousser plus loin sa reconnaissance.

Les *Häftlinge* se trouvèrent alors livrés à eux-mêmes. Le Comité international de Résistance, aussitôt, prit ouvertement en mains la direction du *K. L. M.* ; il tint dès le 5 mai sa première réunion non clandestine, sous la présidence provisoire — bientôt confirmée — du Dr Durmeyer.

Cependant les groupes de combat s'étaient armés ; sous le commandement du colonel autrichien Codré et du major soviétique Pirogow, ils battaient la campagne pour rechercher les *S. S.* en fuite. Le village de Mauthausen fut ainsi occupé ; le bourgmestre nazi remplacé par un anti-fasciste. Le 6, des reconnaissances étaient poussées vers Gusen, Naarn et jusqu'à Perg ; les bureaux télégraphiques étaient occupés et demeuraient en communication avec le télégraphe du *K. L. M.*

Il s'agissait avant tout de repérer les formations de *S. S.* demeurées dans la région et de prévenir leur retour offensif. L'unité *S. S.* qui défendait, près du village de Mauthausen, le pont de chemin de fer sur le Danube, fut attaquée par les *Häftlinge*. Ceux-ci subirent, au cours de l'opération, des pertes, parmi lesquelles celle de Badia, l'un des plus actifs des résistants espagnols.

C'est le 7 mai au matin que l'Armée américaine prit effectivement

possession du camp. Celui-ci n'avait pas été signalé à la 11e *Armoured Division* opérant dans le secteur. Le lieutenant-colonel Seibel, qui prit le commandement du *K. L. M.*, déclara « avoir découvert celui-ci au cours d'une action de combat » ; ainsi rien n'avait été prévu « pour améliorer le sort des détenus au moment de la Libération » (1). Jusqu'au 10 mai, le chiffre quotidien des morts dépassa 450. Plus de 700 cadavres, entassés dans les allées du camp, attendaient l'incinération.

Le lieutenant-colonel Seibel et ses hommes semblent ne pas avoir équitablement jugé — au premier abord, du moins — les hommes qu'ils prenaient en charge (2). Peu à peu, cependant, une utile collaboration s'établit entre le Comité international et le Commandant américain. Des civils allemands furent requis par celui-ci pour assurer l'entretien du *K. L. M.* ; mais d'anciens *S. S.* ayant été reconnus parmi eux, des incidents éclatèrent et ces gens furent alors remplacés par des prisonniers de guerre allemands.

Le 11 mai 1945, le camp comptait encore 15.211 hommes (dont 14.741 « rouges » et 470 « verts ») et 2.079 femmes. Le 7 juin, tous les Français, Belges, Luxembourgeois, Hollandais et Soviétiques ayant été rapatriés, il restait à Mauthausen 5.200 internés, dont 850 femmes ; sur ce nombre, 1.621 étaient en traitement médical (3).

Quant aux *S. S.* de la garnison, un petit nombre seulement avaient été capturés. Le Commandant du *K. L. M.*, *Standartenführer* Franz Ziereis, fut découvert, dans le village où il se cachait, le 23 mai à 18 heures. Comme il essayait de fuir, les soldats chargés de l'arrêter le blessèrent de deux coups de feu. Il survécut quarante heures, pendant lesquelles il fut longuement interrogé et put signer le procès-verbal de cet interrogatoire, qui avait été mené par l'un des chefs de la Résistance du camp, Hans Maršalek (4).

***

Au terme de cette monographie, réduite par nécessité aux dimensions d'un schéma et que j'ai voulu nourrir de faits et de chiffres plutôt que

(1) Arolsen, O. C. C. 15/125/*f*. — Cependant, le dimanche 15 avril 1945, au début de l'après-midi, des avions alliés de reconnaissance avaient survolé le camp à très basse altitude ; nous voyions fort bien les hommes dans la carlingue.

(2) On peut lire, dans un rapport américain du 7-6-1945 : « Lorsque le camp fut découvert, pour la première fois, les internés armés furent désarmés et, comme ils essayaient de piller, de voler, ne faisaient aucune attention aux règles d'hygiène et s'emparaient de tout ce qui leur tombait sous la main, précieux ou non, il fut nécessaire de recourir à une discipline plutôt énergique, qui fut progressivement relâchée quand les internés firent preuve de plus de responsabilité sociale. » Arolsen, O. C. C. 15/125/*f*.

(3) Arolsen, O. C. C., 15/125/*d* et *f*. — Restaient au *K. L. M.*, le 7-6-1945, environ 2.500 Polonais, 800 Italiens, 700 Allemands. — Au moment de la débâcle de la Wehrmacht, tous les kommandos extérieurs avaient été repliés sur Mauthausen ou sur les gros kommandos de Gusen et d'Ebensee ; ces derniers furent libérés, en des conditions analogues à celles qui sont brièvement évoquées ci-dessus, le 7 mai. Il y avait alors à Gusen 8.000 hommes, dont 1.000 gravement malades ; à Ebensee, 13.000, dont 2.500 malades graves.

(4) Publié dans Hans Marsalek, *Mauthausen mahnt*, pp. 75-84.

d'appréciations, comment ne pas prendre position en face de quelques-uns des problèmes que pose l'étude d'un *K. Z.* ?

Responsabilité des grands ou des petits *S. S.* dans le crime concentrationnaire ? Si les petits — j'entends : les officiers et sous-officiers *S. S.* du *K. L. M.* — furent habituellement brutaux et très souvent cruels, voire sanguinaires, si, en détournant systématiquement une partie des vivres destinés aux détenus, ils vouèrent ceux-ci aux plus meurtrières déchéances physiologiques, on ne saurait dire que seuls des exécutants subalternes dégradèrent un système intrinsèquement acceptable. Ce serait oublier que tels des éléments les plus barbares de celui-ci furent l'œuvre des plus hautes autorités du III[e] Reich. Les ordonnances *Nacht und Nebel* et *Kugel*, sont signées du maréchal Keitel ; le sens du mot *Sonderbehandlung* était assez clair pour que celui-ci fût couramment employé sans glose dans des documents officiels ; et l'on a vu que Gœbbels et le ministre de la Justice Thierack, s'accordaient à définir *Vernichtung durch Arbeit* le régime du travail dans les *K. Z.*

Quant aux détenus — je ne parle pas ici des « verts » — il reste beaucoup à dire en fait de psychologie et de sociologie concentrationnaires. Monde nouveau, bâti sur la table rase, a-t-on souvent écrit à propos des camps de concentration. Certes, à l'entrée au *K. Z.* — dans la salle de douches, par exemple — rien ne subsistait des prérogatives sociales. Mais si l'homme était ramené à zéro, ce n'était qu'au regard de ces prérogatives ; car il conservait ses qualités physiques et morales. Or, un écart apparut d'emblée, dans la plupart des cas, entre la valeur intrinsèque de la personne et son standing social. Ceux en qui se révéla cette disparité se trouvaient vite réduits au plus morne désespoir ; bien peu survécurent et les quelques rescapés d'entre eux furent, en quelque sorte, sauvés à leur corps défendant. D'autres, au contraire, beaucoup moins nombreux, se montrèrent, dans ce monde où nul système de valeurs sociales ne soutenait plus leur personnalité, égaux à eux-mêmes.

Ainsi, au *K. L. M.*, s'effondrèrent lamentablement de pseudo-élites. Les plus déguenillés, les plus sales — parias du camp, voués aux pires misères — furent souvent des hommes qui, leur situation sociale perdue, s'avéraient incapables de lutter pour reprendre pied.

Ce ne sont donc point les personnes que la vie concentrationnaire nivela d'emblée, mais seulement leurs étiquettes sociales. Alors — certains coulant à pic, d'autres montant en flèche — s'affirma vite une hiérarchie nouvelle, élément très caractéristique du monde concentrationnaire.

Autre trait distinctif : ces fortes personnalités, d'origines sociales aussi disparates que possible, inclinèrent d'instinct — à de rarissimes exceptions près — vers la vie communautaire et l'action organisée ; l'individualisme fut un des grands vaincus de l'épreuve.

Celle-ci, certes, fut particulièrement dure pour les hommes habitués au confort, ou plus particulièrement vulnérables en raison de leur raffi-

nement intellectuel ou affectif. Car les brimades, les humiliations, les injustices usaient autant — sinon davantage — la résistance du *Häftling* que les brutalités, la faim ou la maladie. De nombreux détenus s'efforçaient d'étouffer en eux toute affectivité et, par exemple, de ne pas penser à leur maison, à leur famille. Je crois qu'en définitive, ceux qui s'affirmèrent les plus forts et triomphèrent de l'épreuve n'eurent pas recours à ce dangereux artifice.

Sans doute, les mobiles de la résistance de l'homme à la barbarie, et les éléments dont s'alimentait cette résistance, furent-ils des plus divers. L'un de ceux-ci, pourtant, était indispensable à tous : la volonté de durer. Aussi la solidarité morale fut-elle, au *K. L. M.*, bienfaisante à l'égal de l'entr'aide alimentaire. Le cafard était presque fatalement mortel ; et aussi l'optimisme exagéré, forme hypocrite de la peur. La crue de la mortalité durant les quatre derniers mois de la guerre est, à coup sûr, imputable au froid, à la raréfaction des vivres ; mais il y a davantage. A la nouvelle du débarquement allié, en juin 1944, beaucoup crurent la guerre terminée ; et comme on avait besoin d'accrocher son espoir à une date suggestive, on pensa d'abord au 15 août : dans la première quinzaine d'août, le petit groupe de catholiques et de protestants français qui priaient en commun le dimanche après-midi fit une neuvaine. Puis cet espoir déçu, on devint prudent ; mais les plus sages eux-mêmes pensèrent à un Noël en famille. Noël apporta la nouvelle de la contre-offensive allemande des Ardennes. J'étais alors au *Sanitätslager*. Le coup fut meurtrier. J'ai vu, chez des centaines d'hommes, se briser le dernier ressort de vie ; ils s'abandonnèrent.

***

Puisse cet essai de monographie aider les rescapés du *K. L. M.* à préciser, voire à retrouver des souvenirs estompés ou disparus. A côté des documents administratifs, les témoignages des déportés sont des matériaux de premier ordre pour l'histoire du système concentrationnaire. Si tout chercheur peut, à la rigueur, connaître ce qu'était la structure d'un camp, un ancien déporté seul évoquera valablement ce qu'y fut la vie des *Häftlinge*. Encore faut-il renoncer à ce genre facile qu'est le récit anecdotique et affronter, avec l'aide d'une méthode adéquate, les problèmes de la psychologie et de la sociologie concentrationnaires. Quand auront disparu les survivants de la déportation, les archivistes de l'avenir tiendront peut-être en mains quelques papiers aujourd'hui cachés ; mais la principale source leur fera défaut : je veux dire la mémoire vivante des témoins. L'étude exhaustive du système concentrationnaire sera faite par notre génération, ou elle ne le sera jamais.

Michel de Bouard,

Professeur à l'Université de Caen
(ex-N. N. Schutzhäftling 63.584 K. L. M.).

LE ROLE DU TRAVAIL DES CONCENTRATIONNAIRES

DANS L'ÉCONOMIE DE GUERRE ALLEMANDE[1]

Le rôle du travail des déportés dans les camps de concentration et les usines de guerre allemandes au cours de la deuxième guerre mondiale pourrait apparaître à première vue comme une brimade supplémentaire, comme un moyen de hâter leur fin en combinant efforts physiques, sous-alimentation, travail excessif pour des inadaptés. Mais il serait inexact de l'envisager en fonction du seul aspect de l'extermination finale. Aspect primordial en ce qui concerne les Juifs, mais qui, même pour cette catégorie de déportés, n'est pas toujours resté essentiel, compte tenu de l'évolution de la guerre et des besoins accrus du Reich en main-d'œuvre.

Il ne nous est pas possible, dans le cadre de cette courte étude, d'examiner de façon exhaustive le problème de l'apport forcé du travail concentrationnaire à l'économie de guerre allemande. Il faudrait au préalable exposer dans sa totalité la structure de cette économie. Nous nous contenterons d'indiquer les grandes lignes du problème et les directions dans lesquelles peut s'orienter la recherche. Nous insisterons davantage sur les buts de l'organisation par les autorités allemandes du travail concentrationnaire, sur les divergences entre les responsables des différents secteurs de l'économie allemande que cette organisation traduit, sur les compétitions entre les ministères civils et les ministères militaires, entre la *Wehrmacht* et les *S. S.*, sur les rapports entre les firmes industrielles et les organismes chargés du plan et de la répartition du travail, que sur la façon dont les déportés ont effectué ces travaux dans le cadre de cette organisation et pour atteindre les buts qu'elle poursuivait. Si la contribution des déportés à l'économie de guerre du Reich apparaît moins spectaculaire que l'extermination de la grande majorité d'entre eux, elle n'en représente pas moins un fait historique d'une importance incontestable :

1° Si faible que soit la proportion des déportés revenus, des millions

(1) Nous avons utilisé pour cette étude :
1° Des photocopies de documents allemands originaux contenus soit dans les documents d'Arolsen soit dans le fonds du ministère des Anciens Combattants ;
2° Des témoignages et pièces diverses communiqués par les déportés ;
3° Le compte rendu du procès de Nuremberg et les pièces annexes ;
4° Le compte rendu du procès des industriels en particulier de I. G. Farben, de Krupp, etc. ;
5° Les ouvrages relatifs à ces procès.

d'hommes et de femmes de toutes nationalités et parmi eux plus de 100.000 Français politiques et raciaux (1) ont travaillé pour l'économie de guerre allemande au mépris de la convention de La Haye ;

2° Leur utilisation n'est pas accidentelle car elle est formulée en toutes lettres dans les projets d'organisation de l'économie de guerre allemande, dans les rapports et la correspondance échangés entre les responsables des différents secteurs de l'économie ayant établi le plan de quatre ans et devant participer à sa réalisation ;

3° C'est un des aspects les plus frappants du système concentrationnaire qu'aient été exterminés par le travail, dans les usines secrètes, des centaines de milliers de déportés de tous les pays obligés de prêter la main à la confection d'engins meurtriers destinés à anéantir les ressortissants de leurs divers pays d'origine.

4° L'aspect économique de la concentration éclaire singulièrement la vie interne du régime nazi et les buts purement mercantiles que déguisent le plus souvent les discours idéologiques de ses dirigeants (2).

I. — Genèse de l'intégration des camps de concentration dans l'économie de guerre allemande

Pendant la période d'établissement et d'affermissement du régime nazi, la « concentration » des opposants allemands au régime a pour but leur mise hors d'état de nuire, mais pas encore un aspect économique (sauf lorsqu'il s'agit de fructueuses spoliations de Juifs) tout au moins pas encore un aspect « productif ». Cependant même lorsqu'il s'agit de l'élément juif à exterminer, il ne faudrait pas minimiser l'aspect économique de l'opération, que les dirigeants nazis reconnaissent eux-mêmes. Göring écrivait : « J'ai reçu une lettre écrite sur l'ordre du Führer par Bormann exigeant que la question juive soit traitée avec coordination : puisque *le problème est principalement un problème économique, c'est sous l'angle économique qu'il faut l'attaquer* (2). » Comment en douter à la lumière d'une circulaire de Muller à Himmler le 16-12-1942 traitant de l'arrestation des Juifs polonais destinés à être déportés et disant que : « Sur un chiffre de 40.000... en procédant de façon « pratique », le filtrage des Juifs arrivant à Auschwitz doit donner au moins 10.000 à 15.000 personnes capables de travailler. »

La deuxième guerre mondiale et l'occupation de l'Europe par les troupes nazies vont accentuer le caractère économique du problème de la concentration. Pour les dirigeants nazis, leur comportement à l'égard des pays occupés et de toutes les catégories des populations qu'ils oppriment, va être déterminé par des impératifs militaires et la nécessité d'alimenter en hommes et en matériel cette armée dont les effectifs

(1) Après déduction des sélectionnés à l'arrivée d'Auschwitz, des malades, des vieillards, etc.

(2) *Procès de Nuremberg*, document P. S. 1816, t. IV, p. 57.

doivent croître avec la multiplication des champs d'opérations militaires.

Cette préoccupation s'exprime dans les discours officiels des dirigeants nazis qui traduisent, à l'usage de leurs égaux ou subordonnés, responsables des populations asservies, les impératifs et presque les modalités d'application du Plan de quatre ans. C'est en 1936 que Göring est devenu plénipotentiaire pour le Plan de quatre ans, c'est-à-dire directeur économique du Reich. Il avait été en 1934 le premier créateur des camps de concentration dont il avait transféré en 1936 la direction à Himmler. Lorsque, peu après la signature de l'accord de Munich, il annonce qu'il allait rendre la *Luftwaffe* 5 fois plus importante qu'elle n'était et accélérer l'armement en développant particulièrement les armes offensives, il le faisait donc en toutes connaissances des possibilités de production de l'Allemagne, et peut-être pensait-il déjà à ce potentiel de main-d'œuvre dont il avait en 1934 repassé la charge à Himmler et dans lequel il puisera en sa qualité de commandant en chef de la *Luftwaffe*; il demandera à Himmler de lui fournir un plus grand nombre de travailleurs forcés pour ses usines souterraines d'aviation : « Il est exact que j'ai demandé des internés des camps de concentration pour travailler à l'armement de la *Luftwaffe* et il faut considérer cela comme une chose naturelle (1). »

Dès le 12-2-1940, au cours d'un entretien avec Himmler et Frank, c'est Göring qui avait exprimé l'opinion que le renforcement du potentiel de guerre du Reich doit être le but principal de toutes les mesures à prendre vis-à-vis des populations de l'Est (2).

Le 29-9-1941, Himmler, général en chef de la *S. S.* depuis 1936, prononça un important discours sur les changements entraînés par la guerre dans la structure économique du Reich : toutes ses forces doivent être tendues en vue de la lutte. Cette déclaration éclaire le sens de toutes les stipulations antérieures ou ultérieures par lesquelles, en violation de l'article 52 de la Convention de La Haye, les Allemands ont employé pour leur machine de guerre : 1° d'abord sur place la population des pays occupés ; 2° puis les travailleurs soi-disant volontaires, transférés en Allemagne ; 3° puis les travailleurs forcés ; 4° puis les prisonniers de guerre ; 5° enfin les déportés politiques et raciaux. Pour ces derniers, le sort qui leur était réservé était déjà impliqué dans une déclaration faite par un des subordonnés de Rosenberg résumant la politique instaurée par Bormann dans les territoires de l'Est : « Les Slaves doivent travailler pour nous ; dans la mesure où ils ne nous servent à rien, ils peuvent mourir, c'est pourquoi la vaccination obligatoire et les services médicaux allemands sont superflus. Il n'est pas souhaitable que les Slaves se reproduisent. » Dans l'esprit des nazis, cette formule lapidaire s'appliquera plus exactement encore aux Juifs qu'aux Slaves.

La pétition de principe relative aux Slaves était confirmée par les

(1) *Procès de Nuremberg*, t. I, p. 298.
(2) *Procès de Nuremberg*, t. III, p. 583.

déclarations de Himmler en novembre 1941, expliquant en substance que le fait que 10.000 femmes russes aient été décimées par le creusement de fossés anti-chars n'avait pas d'intérêt en soi : le seul fait qui comptait, c'était que les fossés aient été creusés. Mais il changea d'avis plus tard : il déclarait à Posen le 4 octobre 1943, à propos des prisonniers de guerre russes capturés les premiers jours de la guerre : « A ce moment-là, cette masse humaine n'avait pas à nos yeux, comme matière première et comme main-d'œuvre, la valeur que nous lui accordons aujourd'hui *et le fait que des dizaines, des centaines et des milliers de prisonniers soient morts d'épuisement et de faim est à déplorer, non pas au point de vue racial, mais à cause de la perte de la main-d'œuvre subie* » (1).

Le regret rétrospectif exprimé par Himmler est très significatif de la politique qui va être suivie à partir de 1942 dans tout l'ensemble des territoires occupés et de l'Allemagne, en raison des nécessités du recrutement militaire et des fabrications de guerre. Himmler regrette l'extermination des P. G. russes parce qu'ils auraient pu travailler, de la même façon qu'il soustraira aux sélections d'Auschwitz quelques centaines de milliers de déportés à détruire, parce qu'ils peuvent travailler.

L'utilisation des déportés pour alimenter la machine de guerre allemande résulte donc immédiatement des nécessités du *Plan de quatre ans* mais aussi de celle du recrutement en troupes fraîches.

C'est au cours de l'hiver 1941-1942 que Keitel posa le problème des effectifs militaires. L'armée, en raison surtout du remplacement des soldats sur le front de l'Est, doit disposer annuellement de 2 millions ou 2 millions 500.000 hommes de réserve. Or, le recrutement normal, enrichi de la récupération de blessés et de malades guéris, donne seulement 1 million d'hommes annuellement. Il manque 1 million 500.000 hommes qui doivent être prélevés parmi les travailleurs de l'armement, pour lesquels il faut donc prévoir des remplaçants. A cette tâche s'emploieront conjointement Keitel — responsable du recrutement des réserves pour la *Wehrmacht*, l'aviation, l'armée, la marine, Sauckel, qui mit au point le travail forcé et Himmler à divers titres ; Keitel explique l'intervention constante de Himmler et de sa police par le désir d'augmenter son influence et d'avoir, en tant que chef de police, tout le service des prisonniers de guerre sous sa coupe, comme il a celui des concentrationnaires, comme il tentera d'avoir celui des ouvriers étrangers et requis. C'est pourquoi, le plus souvent, les prisonniers de guerre évadés et repris, les ouvriers en rupture de contrat incarcérés dans des camps de relèvement ou de concentration, ne reviennent pas à leurs camps : ils sont utilisés comme main-d'œuvre au profit de Himmler et de ses services, alors que la main-d'œuvre des prisonniers de guerre en particulier aurait dû être distribuée selon les directives du *Commissariat général à la Main-d'Œuvre*, d'après les demandes des offices de placement.

(1) Nuremberg, t. X.

L'ordonnance du 20 avril 1942, par laquelle Sauckel formulait la politique générale servant à la mobilisation des travailleurs forcés a plus de signification pratique, même en ce qui concerne la vie et la mort des concentrationnaires, que l'ordonnance de Heydrich établissant le 2 avril 1941 la répartition des camps de concentration en 4 catégories, suivant le *degré d'offense* (1). Cette gradation a toujours été toute théorique ; de plus en plus ce sont les exigences de l'armement qui ont déterminé l'envoi dans les camps de tel ou tel convoi, c'est l'existence d'une mine ou le projet de création d'une usine ou d'un aérodrome qui ont entraîné la création de nouveaux kommandos, compte non tenu de *l'offense* des déportés envoyés dans ces nouveaux kommandos.

L'intégration des camps de concentration dans le circuit de travail a commencé officiellement par l'ordonnance du 29 septembre 1941 dans laquelle Pohl, inspecteur des camps de concentration, ordonnait de créer dans chacun d'eux un service d'organisation du travail *(Arbeitseinsatz)*, mais c'est dans l'ordonnance de l'extermination par le travail que Pohl formulera le 3 mars 1942 les deux impératifs de la concentration : « L'exploitation de la main-d'œuvre doit être appliquée jusqu'à la limite du possible afin que le travail puisse atteindre le plus grand rendement. » C'est la phrase-clé de la nouvelle utilisation des concentrationnaires établie à la suite de l'évolution que nous venons brièvement d'indiquer :

Premier stade. — Utilisation des forces de main-d'œuvre pour le Reich et mobilisation sur place en Pologne, en Russie, où les habitants sont recensés et forcés de travailler sur place au bénéfice de l'économie de guerre allemande. La méthode de déportation des ouvriers est inaugurée en Pologne à la mi-avril 1940, lorsque les stocks de matières premières et la capacité de production industrielle deviennent, sur place, insuffisants pour satisfaire les demandes.

Deuxième stade. — La demande de travailleurs augmente en raison des nécessités formulées dans le plan de quatre ans et de l'accroissement des champs de bataille : une véritable compétition va s'établir pour le recrutement de la main-d'œuvre entre les autorités qui en sont chargées sur le plan économique et la Gestapo, jusqu'à ce que celle-ci entre à son tour dans le circuit du travail concentrationnaire.

La participation des concentrationnaires à l'économie de guerre est préparée par :

1° La déclaration de Himmler le 29-9-1941, sur le changement entraîné par la guerre dans l'économie générale ;

2° Le rapport de Pohl (inspecteur général des camps) du 3 mars 1942 (2) sur l'extermination par le travail, amene son rapport du 30 avril 1942 adressé à Himmler sur l'organisation du travail concentrationnaire, ou plutôt sur l'intégration des camps dans l'économie de guerre, avec cette

(1) Voir article de Michel DE BOUARD.

(2) Voir texte intégral de ce rapport dans l'exposé de Thomas J. DODD, avocat général américain, sur le travail obligatoire, *Procès Nuremberg*, t. III, p. 459.

précision : *Le fait de mettre les déportés à part par mesure de sécurité ou d'éducation ou de prudence seulement n'est plus au premier plan. L'intérêt s'est déplacé sur le plan économique.*

3° De cette donnée résulte la nécessité de prendre certaines mesures ayant pour but de transformer les camps de concentration en organismes mieux adaptés aux tâches économiques alors qu'ils ne présentaient auparavant qu'un intérêt purement politique (1). Toute l'organisation du travail d'après la circulaire du 30-4-1942, repose sur la responsabilité du commandant du camp. L'article essentiel en est le suivant : § 4 : « Le commandant seul est responsable de l'emploi de la main-d'œuvre, l'exploitation de cette dernière doit être appliquée jusqu'à la limite du possible afin que le travail puisse atteindre le plus grand rendement » (2), mais aussi parce qu'il ne faut pas perdre de vue que « l'anéantissement par le travail » est le meilleur, le plus « productif » comme le dira Gœbbels au ministre de la Justice Thierack. Le 14-9-1942 au cours d'un entretien au ministère de la Justice, Gœbbels considère que : « Les Juifs, les Bohémiens, les Polonais condamnés à la peine capitale ou à la détention perpétuelle ou par mesure de sécurité doivent être anéantis, mais « productivement », par le travail (3).

La liaison entre le programme de production d'armement et le programme d'extermination par le travail est spécifiée encore dans l'accord intervenu le 18 septembre 1942 entre Himmler, *Reichsführer S. S.*, et le ministre de la Justice Thierack (4) sur les modalités du transfert des éléments anti-sociaux des prisons au *Reichsführer S. S.* pour l'extermination par le travail (Juifs, Tziganes, Russes, Ukrainiens, etc.). Nous examinerons ultérieurement comment le ministre de l'Armement Speer réussit à faire entrer dans son administration cette nouvelle source de main-d'œuvre, qui lui sera cependant toujours disputée par les *S. S.* Ils veulent la gérer directement dans les camps ;

(1) Document XVIII d'Arolsen en date du 30-4-1941.

(2) « Le plus grand rendement » n'était pas calculé seulement en fonction des nécessités militaires du Reich mais aussi en fonction du désir de bénéfices propres à la *S. S.* L'on discerne toujours une sorte de double jeu dans la politique concentrationnaire des dirigeants *S. S.*, et les rapports entre le ministre de l'Armement Speer, et Pohl, chef du *W. V. H. A.* nous éclaireront là-dessus. En dehors de la nécessité pour eux de faire exécuter les ordonnances d'intégration des camps dans le circuit « économique » d'extermination par le travail, Himmler et ses subordonnés tenteront toujours de faire de l'organisme concentrationnaire une entreprise autonome de la *S. S.*, en gérant intégralement la vie, la mort, le travail des déportés, en s'attribuant une grande part des bénéfices produits par ce travail (voir *Cahier de Ravensbruck*, article de Germaine TILLION sur le travail). Encore ne nous occupons-nous pas ici des bénéfices *personnels* de Göring ou d'Himmler ou de Pohl, actionnaires de l'entreprise économique concentrationnaire ou parfois propriétaires du terrain sur lequel est établi le camp. Ces profits de même que les profits des *S. S.* de moindre envergure auxquels les industriels paient tant par tête de déporté qu'ils emploient, et qui trafiquent sur ces sommes, sur la nourriture, les vêtements non distribués, sont à examiner dans le cadre de la psychologie et du comportement *S. S.*, non de l'économie de guerre.

(3) Doc. Arolsen (XVI, Nuremberg).

(4) Doc. P. S. 854 (21 ST 216). *Nur.*

4° Ordonnance du 17-12-1942 sur l'incarcération dans les *K. L.* (1) de 35.000 nouveaux détenus aptes au travail.

Le document émanant du chef *S. I. P. O.* et *S. D.* du *R. S. H. A.* en date du 17-12-1942 (2) spécifie que c'est pour des raisons d'ordre militaire que la police allemande a donné l'ordre jusqu'à la fin de juin 1943, d'incarcérer dans les *K. Z.* 35.000 détenus capables de travailler.

Suivent les procédés à employer pour recruter ces 35.000 en incarcérant dans les *K. Z.*, les travailleurs de l'Est ou d'une autre origine en rupture de contrat, en enlevant aux camps d'éducation (3) pour les verser en *K. Z.* les détenus capables de travailler, même si une procédure criminelle contre eux est ou doit être engagée.

Nous sommes en possession de multiples notes émanant de divers organismes policiers, à la suite de cette ordonnance, et demandant par exemple (20-1-1943) l'organisation du transfert de 834 détenus provenant du ressort de la gestapo de Dusseldorf vers Buchenwald ou, le 18-1-1943, le transfert de détenus d'*A. E. L.* (4) vers les *K. L.*, etc.

Jouant sur les deux termes *A. E. L.* et *K. L.*, Kaltenbrunner a prétendu au cours de son audition du 11-4-1946 (5) qu'il n'y avait que 13 camps de concentration dans le Reich, et que la carte couverte de points rouges censés représenter les camps qui lui a été soumise, est fausse : « Tous les centres d'armement, usines, etc., où des internés des *C. C.* étaient utilisés comme main-d'œuvre ont dû être indiqués comme camp. »

Donc la *S. S.*, chargée depuis 1934 de la garde et de l'administration des camps va se voir attribuer des compétences relatives à l'économie de guerre et aux problèmes de rendement, augmentation de pouvoir rendue patente par le fait qu'à partir de 1942 les camps sont placés sous la direction économique et administrative de la *S. S.* (*W. V. H. A.*, direction Pohl) et non plus sous l'autorité du chef du bureau central de sûreté du Reich *(R. S. H. A.)* poste qui avait été occupé par Heydrich jusqu'à son assassinat en juin 1942, puis par Kaltenbrunner. Mais le chef du *R. S. H. A.* a son mot à dire aussi en ce qui concerne le travail concentrationnaire : le 30 juin 1944 Kaltenbrunner, décrivant l'embarquement de 12.000 Juifs pour Vienne, ordonnait que tous ceux qui étaient incapables de travailler soient tenus prêts pour une « action spéciale », à savoir leur extermination.

Ainsi l'aspect économique et l'aspect exterminatoire sont toujours conjoints, souvent sous l'autorité des mêmes responsables, et ne simplifient pas le problème de recherche des compétences et des responsabilités, d'autant plus que les principaux dignitaires nazis cumulent plusieurs fonctions.

(1) *Konzentration-Lager.*
(2) Document Arolsen.
(3) *Erholungslager :* camp de redressement.
(4) *ArbeitsErholungs Lager :* camp de redressement par le travail.
(5) *Nur.*, t. XI, p. 273.

II. — Circuit du travail concentrationnaire

Il n'est pas un des grands chefs militaires responsables d'une arme qui n'ait fait appel au réservoir de main-d'œuvre que mettaient à sa disposition les différentes ordonnances énumérées, compte tenu des avantages divers que présente cette main-d'œuvre.

Le télégramme de Göring (1) à Himmler demandait à ce dernier de mettre à sa disposition un nombre de détenus des camps aussi élevé que possible, car le développement de la guerre aérienne rendait nécessaire l'installation d'usines souterraines. A usines secrètes, main-d'œuvre secrète dont la disparition, puisqu'il s'agissait de déportés, laisserait peu de traces et serait aisément comblée, tel est le sens de la demande de Göring. Et il s'explique : « Étant donné que l'expérience faite jusqu'à présent a démontré que cette main-d'œuvre pouvait très bien être employée. » Citant cette lettre en date du 15-4-1944 dans l'acte d'accusation contre Göring, le procureur adjoint américain Albrecht y voit la preuve de la complicité de tous les dirigeants nazis, dans le crime d'une part, de l'autre la continuité de « l'œuvre » de Göring créateur des premiers camps de concentration en Prusse en 1933, créateur de la Gestapo, promoteur des premières mesures économiques contre les Juifs. Le 10 décembre 1938, Commissaire au plan de quatre ans, il prescrivait la manière selon laquelle devait être entreprise l'exploitation des biens juifs et avertissait que tous les profits résultant de l'élimination des Juifs et de la vie économique devaient aller au Reich. C'est en qualité de commissaire au plan de quatre ans qu'il signe toutes les mesures contre eux. De même c'est en qualité d'administrateur économique de la *S. S.* que Pohl rédigeait ses fameuses ordonnances sur l'extermination par le travail. Comment après cela minimiser le rôle des déportés dans l'économie de guerre (2) ?

Dans sa réponse à Göring, Himmler prévient celui-ci qu'une étude sur l'emploi des prisonniers concentrationnaires dans l'industrie d'aviation révélait que 36.000 d'entre eux étaient employés pour les besoins des forces aériennes et que l'on envisageait de porter ce chiffre à 90.000. L'amiral Dönitz commandant en chef de la marine allemande, depuis le 30-1-1943, au cours d'une réunion tenue le 11-12-1944 demandait que « 12.000 prisonniers des camps de concentration soient employés comme main-d'œuvre supplémentaire dans les chantiers navals » (3).

Comme Dönitz n'avait pas à cette époque le contrôle des constructions navales, il prétendit qu'il s'agissait là d'une simple suggestion pour inciter les fonctionnaires responsables à prendre des mesures pour cons-

(1) Doc. P. S. 584 (1) déposé sous nº 21 SA 221, *Nur.*

(2) Un document d'Arolsen daté du 9-6-1944, rend compte de la séance du Comité pour la production des avions de chasse (sans qu'on puisse déterminer s'il émane d'un service Göring ou d'un service Speer) où il est discuté du nombre de milliers de femmes déportées à intégrer dans l'industrie d'aviation — il est spécifié que le travail des Juives hongroises chez Siemens est remarquable.

(3) *Procès de Nuremberg*, t. XIII, p. 357-462.

truire les navires, mais il n'aurait rien fait, dit-il, pour obtenir ces ouvriers puisque cette question échappait à sa compétence. Il n'en reste pas moins que l'utilisation des déportés dans l'armement était un fait flagrant pour Dönitz comme pour Göring.

Pendant son interrogatoire, le général Milch attribue à Hitler l'initiative, à partir de 1943, de la construction des usines d'aviation protégées contre les attaques aériennes dans des installations souterraines et bétonnées. Au cours d'une entrevue à l'Obersalzberg au début d'avril 1944, Milch aurait fait observer à Hitler que la construction de 6 usines de 600.000 m² protégées par des ouvrages bétonnés entraînait de grosses difficultés de construction. Cette construction aurait exigé l'emploi (toujours d'après la discussion à l'Obersalzberg) de 100.000 Juifs hongrois.

Nous ne pouvons enumérer toutes les demandes de travailleurs concentrationnaires émanant des chefs des différentes armes pour les besoins en main-d'œuvre de ces armes, mais ces quelques exemples, leur participation à de multiples conférences les réunissant avec le ministre de l'armement et les chefs des différentes polices prouvent assez l'étroite imbrication de tous les organismes de répression et de production, l'aspect « productivité » primant, malgré les apparences, l'aspect exterminatoire. Baldur von Schirach n'avait-il pas visité le camp de Mauthausen à l'occasion d'une *réunion de conseillers économiques* de 6 Gau de l'Ostmark, et en compagnie de quelques-uns de ces conseillers (1) soucieux probablement de se rendre compte de l'organisation du camp de Mauthausen en vue d'une production économique ?

Nous examinerons maintenant l'établissement du circuit fermé du travail concentrationnaire depuis la « demande » émanant des hautes autorités militaires, et transmise au ministre de l'armement. Le 15 février 1942, après la mort de Todt, Speer est appelé à la tête de *l'organisation Todt* et nommé *ministre des Armements et Munitions du Reich* (« Armement et production de guerre » après le 2-9-1943). A ces fonctions s'ajoutent celles de plénipotentiaire général pour les armements (depuis mars et avril 1942) et de membre du *Comité central du Plan*, charges qui sont l'une et l'autre établies en fonction du plan de quatre ans.

Le ministère de Speer était organisé en raisons des nécessités de la guerre et sur des bases très différentes d'un ministère normal. C'est ainsi que les principaux postes étaient confiés à des industriels qui les occupaient tout en exerçant leur profession « civile ». Ainsi l'un est directeur des aciéries réunies, l'autre propriétaire d'une usine de textile, un autre directeur de la société minière et métallurgique de Haute-Silésie. Là encore joue l'ambivalence signalée à propos du rôle de la *S. S.* ; les répartiteurs de main-d'œuvre sont à la fois juges et parties. C'est à Speer qu'incombe en grande partie la responsabilité de l'emploi de la main-d'œuvre concentrationnaire « mise en ordre de marche » par les

(1) Témoignage de Aloïs Hollriegl, *Nur.*, t. IV, p. 402.

diverses circulaires *S. S.* que nous avons énumérées. Cette responsabilité ressort parfaitement de l'étude du procès-verbal d'une conférence tenue en septembre 1942 entre Hitler et Speer. Ce dernier persuade Hitler qu'on ne pourrait obtenir un rendement important qu'à la seule condition d'employer les prisonniers des camps de concentration dans les usines placées sous le contrôle de Speer et non sous le contrôle des camps. Au contraire, Himmler avait offert à Hitler et à Speer d'établir des usines dans les camps de concentration sous le contrôle des *S. S.* (Du reste avant même l'intégration officielle des camps dans l'économie, une circulaire du 14-10-1941 émanant de l'inspecteur des camps de concentration spécifiait que tout envoi de détenus dans des exploitations agricoles S. S., les manufactures, les entreprises d'armement *S. S.*, ou privées, ou sous l'obédience même des chefs supérieurs de la *Wehrmacht* ou de la police, devait être soumis à sa décision et s'effectuer sous son contrôle) (1).

Speer fait alors remarquer à Hitler qu'il n'existe aucune possibilité d'organiser la production des armements dans les camps en raison de l'absence de machines-outils. Il a donc proposé l'emploi des détenus des *C. C.* hors des camps, dans les usines d'armement, et il fit installer, à proximité des usines, des *C. C.* qui servaient uniquement à les alimenter en main-d'œuvre... ou à les construire (Dora-Ellrich, Melk, etc.), avant d'y faire travailler les déportés à des armes secrètes. Inversement, des usines (l'I. G. Farben) ont installé des filiales à proximité des camps de Pologne pour utiliser une source ininterrompue de main-d'œuvre.

Dès la réunion de septembre 1942 s'accuse la compétition entre le *ministère de l'Armement* et les *S. S.*, entre Speer et Himmler qui veut mettre la main sur la conduite de l'armement et sur la main-d'œuvre. A Nuremberg, Speer a nié qu'il ait fait augmenter le nombre des camps de concentration pour accroître la main-d'œuvre, tout en exposant que son devoir de ministre de l'Armement était d'utiliser le plus grand nombre possible des ouvriers dont il pouvait disposer — y compris ceux qu'Himmler dut bien consentir à mettre à sa disposition. Mais Himmler perd ainsi la possibilité, qu'il recherche, d'avoir dans les camps des fabrications d'armes incontrôlables. Aussi pour le dédommager Speer établit avec lui un accord : il concède à Himmler environ 5 % des fabrications d'armes faites par la main-d'œuvre des camps. Maigre compensation pour Himmler qui se proposait de créer dans les camps une industrie d'armement indépendante, afin d'avoir une source de ravitaillement en armes pour ses propres *S. S.* Sur une question du procureur Jackson, Speer prétendit du reste à Nuremberg s'être adressé au général Buhle, de l'état-major d'opération de la *Wehrmacht*, et avoir réglé la question de façon à ce que ce pourcentage ne fût jamais livré. Tractations et manœuvres qui éclairent d'un jour singulier les rapports entre les différents rouages nazis, dont il ne semble pas que tous les efforts aient été conditionnés par l'orien-

(1) Document d'Arolsen, K. L., II, 27.

tation nouvelle donnée à la guerre qu'exposait Pohl le 31 avril 1942. Ainsi Speer apparaît comme le répartiteur essentiel de la main-d'œuvre concentrationnaire entre les diverses usines et industries qui avaient besoin de travailleurs, ou pour les usines créées en fonction des travailleurs des *C. C.* utilisables (1). Le « réalisme » de Speer apparaît aussi dans le problème de l'utilisation des Juifs dans les usines d'armement. Contre l'avis du Parti il obtient qu'ils y restent pour ne pas entraver les tâches du réarmement par des préoccupations antisémites. Et les Juifs, sur ordre d'Hitler et malgré Speer, auront beau, en 1943 être exclus des entreprises d'armement, 100.000 Juifs hongrois seront déportés en Allemagne en 1944 pour travailler dans les usines souterraines.

C'est à Sauckel, nommé le 21 mars 1942 plénipotentiaire général pour l'utilisation de la main-d'œuvre, avec le pouvoir de coordonner « l'utilisation de toute la main-d'œuvre disponible, y compris l'utilisation des ouvriers recrutés à l'étranger et des *P. G.* », que Speer indique le programme le plus urgent d'armement ; Sauckel devint ainsi responsable à la main-d'œuvre concentrationnaire. C'est à ce titre qu'il a visité certaines manufactures et fabriques d'armement dans le camp de Dachau en 1943 (2), comme Speer (3) à plusieurs reprises à Mauthausen.

Lorsque, au cours d'une conférence qui réunit Hitler, Sauckel, Speer, Keitel, Milch et Himmler le 4 janvier 1944, Hitler exige de Sauckel qu'il fournisse au moins 4 millions de travailleurs pour la main-d'œuvre, c'est Himmler qui affirme que les effectifs mis à sa disposition (dans les camps) sont peu nombreux mais qu'il essayera d'aider Sauckel dans sa tâche, *en augmentant le nombre des concentrationnaires disponibles et en les faisant travailler plus durement.*

Donc, en pratique, Speer indiquait à Sauckel le nombre approximatif de travailleurs nécessaire et Sauckel, d'après les possibilités du moment, obtenait la main-d'œuvre (d'après le Service du Travail obligatoire, les P. G. ou les concentrationnaires) et la répartissait dans les différentes firmes selon les instructions de Speer. Dans les documents d'Arolsen figure par exemple un document émanant du ministre de l'Armement et de la Production de guerre (état major des chasseurs) en date du 15 juin 1944 relatant une séance au cours de laquelle il a été discuté de la qualité du matériel livré par certaines firmes et aussi du fait que, dans les semaines suivantes, 20.000 femmes de *K. Z.* et 20.000 Juives hongroises seraient mises à la disposition des usines d'aviation.

Nous voici maintenant parvenus au degré du circuit où s'établissent les rapports entre les firmes et l'organisation concentrationnaire, où se

(1) Voir dans les archives d'Arolsen, le document en date du 14-17-43 émanant de Steyr Daimler (l'usine automobile) portant création d'un kommando à Wiener Neudorf au service des usines de moteurs d'avions Ostmark. Une telle création est due à l'initiative du ministère de l'Armement et non de la firme qui demande, pour la réaliser, l'envoi de 2.000 détenus.

(2) Témoignage du Dr Blake, *Nur.*, t. V.

(3) Témoignage de Boix, *Nur.*, t. VII.

soudent aussi les maillons de la chaîne qui achemineront le déporté au crématoire à travers l'extermination par le travail, rentable cependant pour le Reich, si petit que soit l'appoint de chaque unité concentrationnaire, car elles étaient millions.

Nous n'avons pas à envisager ici la vie du travailleur concentrationnaire dans l'usine ou la succession d'usines aériennes ou souterraines, dans l'aérodrome ou la mine à laquelle il est affecté. Mais ce qui importe c'est que la multiplicité de ces firmes, la multiplication de leurs filiales et par là même, malgré les dénégations de Speer, la multiplication des camps eux-mêmes, montrent une imbrication étroite entre les différents aspects des nécessités de l'armement sur le plan civil (usines diverses), militaire (usines secrètes, aérodromes, etc.), policier (extermination des concentrationnaires par le travail et également de ceux qui ne peuvent plus travailler, rendus ainsi à leur condition d'indésirable, de Juif, de Tzigane, de terroriste, de partisan, de « politique », etc.) (1).

(1) A titre indicatif voici quelques-unes des firmes pour lesquelles travaillèrent une partie des déportés de Buchenwald et le nombre de concentrationnaires employés dans chacune d'elles. Il s'agit là d'une liste encore très incomplète. (Doc. Arolsen.)

Fabrications de guerre :

Fabrique de munitions Oberndorf	200 déportés
Gustloff Werk (Weimar)	2.252 —
Flugzenbau Erla (Leipzig)	948 —
Hasag und Taucha (Leipzig), fabrications de munitions	825 —
Junkerswerke in verschidene Stadte (différentes villes)	5.875 —
BMW Werke. Eisenach und Abteroda	619 —
Flugzeugmotorenwerke Siebel Halte	633 —
Bochumer Verein	1.627 —
Hasag in verschid. Stadten	3.609 —
Rheinmetall Borsig Dusseldorf	260 —
Bramkohlen Benzin A. G.	3.888 —
Erla Leipzig	1.465 —
Junkerswerke à Schönebeck	nombre non indiqué
Halberstadt, etc.	2.500 déportés
Brabag Tröglitz	2.211 —
Flössberger Metallwerke	1.163 —
Léopard Plomnitz	1.047 —
G. E. Reinhard Sonneberg	463 —
Waggonfabrik Dessau	338 —
Brum Apparatebau Gandersheim	519 —
Malachit Halberstadt	4.723 —
Bauleitung Wansleben	570 —
Schwalbe Berka	1.770 —
Annener Gusstahl	613 —
Laura	678 —
Reh Stassfurt	443 —
Gazelle Weferlingen	449 —
S. III Ohrdruf	10.989 —
	29.941 déportés

Dans cette liste de quelques kdos extérieurs de Buchenwald ne figure du reste pas l'ensemble des usines souterraines « Dora-Laura-Ellrich » construit à partir de 1943 pour la création des V 1 et des V 2 et dont la seule construction coûte en décembre 1943 et janvier 1944 la vie à des milliers de Français.

Ainsi s'explique que de multiples kommandos des camps de concentration soient désignés par le nom de la firme pour laquelle ils ont été créés : un des kommandos les plus importants d'Auschwitz est Buna, filiale de l'I. G. Farben.

Heinkel désigne un kommando d'Oranienburg et un autre de Mauthausen. Il n'est pas une firme importante : Messerschmitt, Alfa, Saurer Werke, Krupp, etc., qui n'ait été à l'origine de la création d'un kommando, d'une demande de main-d'œuvre, d'une occasion de transport. En effet ce sont les besoins en travailleurs des usines Siemens, des mines de Beendorf, de la fabrique de munitions de Barth, de l'aérodrome de Petit-Königsberg, etc., qui expliquent nombre de transports de déportées de Ravensbruck.

L'ambiguïté des rapports entre les divers services responsables de la mise au travail se retrouve à l'intérieur des usines où les déportés sont soumis, d'une part, à la discipline des *S. S.* du camp et de ceux auxquels ils délèguent leurs pouvoirs (les kapos par exemple), d'autre part, à la discipline et à la surveillance technique des ingénieurs et des contremaîtres civils. Quelles conceptions pouvaient se faire ces derniers des lamentables travailleurs qui leur étaient livrés ? Quels rapports économiques directs existaient entre ingénieurs, techniciens, contremaîtres, et les *S. S.* appartenant au système concentrationnaire et chargés de leur fournir la main-d'œuvre ? En raison du sujet traité nous n'entrons pas dans le détail de la « mise au travail des déportés », de la demande des entreprises transmise quotidiennement au bureau de l'*Arbeitstatistik* du camp, des kdos de travail établis en raison de cette demande par les Schreiber, soit kdos quotidiens partant tous les matins en musique à l'usine proche, soit transports de plus longue durée établis en fonction de l'usine à créer à longue distance, du manque de main-d'œuvre à combler par suite d'une épidémie, etc., transports quotidiens ou à longue distance étant toujours établis de la même façon par les Schreiber de l'Arbeitstatistik sur la demande des S. S. du camp (1). Nous n'entrons pas non plus dans le détail de la multiplicité des travaux accomplis par les déportés dans les usines de munitions, d'armes secrètes, d'aviation, dans les bases sous-marines, dans les mines. Nous indiquerons cependant, car cela pourrait représenter un apport à l'économie de guerre allemande, que les déportés n'ont pas été utilisés seulement comme manœuvres mais dans une certaine mesure comme techniciens (2).

(1) Voir article de Michel de Bouard.

(2) Voir dépositions Pierre P., documentation d'Arolsen, etc.

On remarquera la symétrie entre le système de la « mise au travail » et celui de la « mise à mort » : le médecin S. S. sélectionnant les victimes futures de la chambre à gaz ou du transport noir en fonction de la demande du commandant du camp et des audiences supérieures.

III. — Le rôle des firmes dans l'emploi de la main-d'œuvre concentrationnaire

Pour montrer le fonctionnement du cycle du travail concentrationnaire et la proportion de concentrationnaires employés dans l'industrie nous prendrons seulement deux exemples révélés par le procès Krupp et par le procès de l'I. G. Farben. Parmi les 190.000 ouvriers employés par Krupp plus de la moitié était constituée par des « esclaves étrangers ».

Soixante-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix-huit déportés civils de l'est, 23.076 P. G. et 4.978 détenus des camps de concentration (1). Voici la façon dont ces concentrationnaires étaient recrutés : Pister le commandant du camp de Buchenwald visite la firme Krupp à Essen les 4 et 5 juillet 1944. Krupp lui a demandé 2.000 détenus du camp. Pister consent à les lui accorder. Les employés de la firme viennent choisir et ne retiennent que 520 femmes sur les 2.000 qui leur étaient destinées. Le sort de ces femmes par le soin de l'administration de Krupp ne fut pas modifié par le travail en usine puisque c'est Krupp qui prit l'initiative de recruter parmi ses employées des « gardiennes » à styler au camp de Ravensbruck (2). Ainsi pendant que les camps de concentration deviennent des entreprises économiques, les entreprises économiques alimentées par la main-d'œuvre des camps, se modèlent sur les camps de concentration.

La compétition entre le ministère de l'Armement et les *S. S.*, mentionnée plus haut, nous la retrouvons sous une autre forme aux usines Krupp. On sait que les ouvriers étrangers, accusés de sabotage, devaient être déférés à la Gestapo et envoyés en camp de concentration. Mais en 1943 la direction de l'usine Krupp s'aperçoit que les travailleurs forcés déférés à la Gestapo ne sont pas rendus aux usines Krupp, leur peine purgée. La Gestapo récupère de la main-d'œuvre pour ses camps afin d'avoir la haute main sur sa redistribution. C'est pourquoi Krupp sera amené à créer dans le cadre de ses usines ses propres camps disciplinaires à Grusen Werke, Friedrich Alfred Huette et Essen (Dechenschule et Neerfeldschule). Pour la gestion de ces camps appartenant à la firme, les responsables de cette firme empruntent ses méthodes à la *S. S.* et leur organisation aux camps de concentration. Au lieu d'être frappés par les kapos les détenus le sont par des employés de la firme. Ces quelques détails indiquent avec éloquence que le prétendu secret dans lequel vivaient les concentrationnaires est un leurre en raison de l'espèce de symbiose qui s'opère entre les différents organismes économiques ou répressifs avec lesquels les concentrationnaires furent en contact.

(1) Chiffres donnés par le tribunal américain au procès Krupp (du 8-12-1947 au 31-7-1948) et communiqués par M. Léon Poliakoff, ainsi que toutes les indications sur l'utilisation des concentrationnaires par la firme Krupp.

(2) D'après un document émanant du ministère de l'Armement (état major de chasseurs) en date du 15 juin 1944, ces tractations entre Buchenwald et Krupp ont pour origine une réunion du ministère de l'Armement au cours de laquelle a été demandée la mise à la disposition de l'industrie de guerre de 40.000 femmes détenues.

De cette symbiose, de ces intercommunications entre le camp de concentration et l'usine, le procès de l'I. G. Farben a donné des preuves supplémentaires (1).

En 1943, l'I. G. Farben avait investi à Auschwitz un quart de milliard de dollars. Les murs du bureau du Comité technique de l'I. G. Farben à Francfort auraient été couverts de diagrammes analysant en détail le prix de revient par tête de déportés, le nombre de déportés à utiliser, etc. On sait que les kommandos d'Auschwitz, Buna, Leuna, Monowitz ont été créés par l'I. G. Farben qui avait commencé par installer des filiales devant être alimentées en main-d'œuvre par Auschwitz. Dès sa sortie du camp le concentrationnaire est pris en charge par Farben. Les statistiques des décès même sont parfaitement tenues. Un cachet de caoutchouc portant une swastika indique que le déporté est mort sur le lieu même du travail, précision qui, à notre connaissance, n'existe pas pour les déportés morts sur les lieux du travail dans les usines souterraines de Dora, les usines de Schacht Marie, etc. Si le cachet porte en outre le sceau « hôpital », c'est que le déporté est mort à l'hôpital de la firme, tandis que de multiples pages portent la mention « nach Birkenau » : le déporté devenu « improductif » est renvoyé au camp pour y mourir, l'I. G. Farben cesse pour lui ses subsides au camp, le cycle de l'extermination par le travail est achevé. Entre 1941 et 1943 plus de 2 millions de déportés seraient passés par Auschwitz I, dont des centaines de milliers à la demande de l'I. G. Farben qui en aurait en retour envoyé 100.000 mourir à la chambre à gaz.

Dans les bâtiments de Buna (2) (non compris Leuna), ont travaillé pour Farben plus de 300.000 esclaves dont 200.000 sont morts sur place ou ont été envoyés mourir au camp même. Au procès de l'I. G. Farben a du reste été acquise la certitude que Minskoff, un des principaux responsables de la firme à truqué les dossiers de Monowitz, et que l'I. G. Farben aurait commandé du méthanol pour brûler les cadavres sur place.

Comme dans l'usine Krupp, *S. S.* et autorités civiles entrent en compétition à propos de la main-d'œuvre concentrationnaire et des profits à en tirer. Le conflit est si aigu que vers le milieu de 1942, Buna est entouré de fils de fer barbelés et que l'accès en est interdit aux *S. S.*, sauf pour « affaires très spéciales ». De même après la construction de Monowitz, l'accès en sera interdit aux *S. S.* Cela n'empêchera pas les déportés d'y mourir de « changements d'air » (tués par coups de feu) ou « coups de soleil » (tués par coups) suivant les métaphores très spéciales qui camouflent la mort dans les camps et même dans les usines d'armement (3).

La volonté de l'I. G. Farben de s'affranchir de la tutelle des S. S. entraîne ceux-ci à protester par notes sur la dureté du traitement que

(1) Josiah E. Dubois Jr., *Generals ins grey suits*, Chiefprosecutor in the « I. G. Farben » The Bodley Head, London, 1953.

(2) Usine de caoutchouc et de divers produits chimiques.

(3) Voir *Generals in grey Suits*, op. cit.

la firme inflige aux déportés. Ils se plaignent de ne plus trouver à remplacer le matériel défaillant (au moment où les 5 crématoires de Birkenau anéantissent par milliers les sélectionnés du camp, ou les Hongrois, ou les Tziganes, etc.). Il faut déduire de ces « revendications humanitaires » que les S. S. considèrent comme insuffisants les bénéfices qu'ils tirent de la « traite » des déportés à l'I. G. Farben (1) depuis que la firme a obtenu du Gouvernement la fin du transfert quotidien des déportés au camp, en construisant un camp plus proche des usines (constructions chiffrées à 8 millions de dollars). Monowitz, construit pour contenir 5.000 détenus en aurait contenu à la fois 20.000 sur lesquels 15.000 auraient été hospitalisés en 1943 et plus de 10.000 « exterminés par le travail ».

Le camp de Monowitz n'aurait pas été considéré dans la région comme un kdo de Auschwitz mais *comme le camp de concentration de l'I. G. Farben* Le slogan « Pas capable de travailler pas capable de vivre » y avait le même sens sinistre que le *Arbeit macht frei* (2) inscrit au fronton d'Auschwitz. Lorsqu'un malade entrait en convalescence, il accomplissait des travaux légers dans l'enceinte de l'usine, mais l'I. G. Farben préférait le renvoyer vers le crématoire de Birkenau que de payer au-dessus de sa valeur productive. Signalons que les contremaîtres civils de l'I. G. Farben. n'ignoraient rien du sort réservé aux hommes renvoyés « nach Birkenau », ni de l'existence des chambres à gaz. Un contremaître formula pour un prisonnier de guerre anglais la règle même de l'utilisation des concentrationnaires, d'une part, en vue d'un programme de production, d'autre part, en vue d'un programme d'anéantissement : « Ceux qui ne peuvent plus être utilisés comme travailleurs doivent céder la place à d'autres travailleurs » (3).

CONCLUSION

Est-il possible de chiffrer l'apport de tous ces travailleurs simultanément décimés et renouvelés à l'économie de guerre allemande ?

On a retrouvé dans les archives d'Arolsen un document émanant de l'inspection des camps de concentration, daté du 19-4-1941, chiffrant le rendement du travail des détenus (en dehors du camp même) du 1er avril 1940 au 31 mars 1941, c'est-à-dire bien avant que soit mise en vigueur l'intégration systématique des camps dans l'économie de guerre. Aussi ces chiffres nous paraissent peu significatifs. Ils indiquent cependant qu'au cours de cette période la main-d'œuvre concentrationnaire a

(1) Les archives d'Arolsen nous ont donné d'autres exemples de contestations entre la S. S. et les firmes, par exemple, une lettre non datée émanant de Pister, de la kommandantur de Buchenwald. Il reproche véhémentement au directeur de la fabrique d'Allendorf, qui avait demandé la constitution d'un Arbeitskommando, de ne pas remplir ses obligations envers lui.

(2) *Le travail rend libre.*

(3) *Generals in grey suits*, op. cit.

travaillé : 1° Pour l'industrie privée ; 2° Pour l'industrie d'état et les firmes S. S., dans la proportion de 1 à 4 (le rendement fourni à l'industrie privée n'étant pas mentionné pour Auschwitz et Gross-Rosen).

Pour obtenir des statistiques valables pour les années ultérieures il nous faudrait des précisions :

a) Sur la proportion de travailleurs concentrationnaires dans l'industrie allemande, très difficile à obtenir pour l'ensemble de cette industrie en raison des destructions de multiples archives d'usines et de camp, des renseignements volontairement erronés fournis à Nuremberg et aux divers procès par les responsables militaires ou civils. Nous avons vu que pour Krupp cette proportion était de l'ordre de 1 à 39, proportion qui paraît énorme malgré les dénégations de Speer ou de Sauckel.

Il faudrait également connaître la durée réelle du travail des déportés, très difficile à estimer pour les raisons exposées ci-dessus et en raison aussi du camouflage de la mort et des falsifications des actes de décès.

b) Une étude complète de l'apport concentrationnaire exigerait un chiffrage de la production qu'il est impossible de fournir, en raison de la multiplicité infinie de cette production, du manque de renseignements sur les prix des matières premières, etc. Les seuls renseignements un peu précis portent sur le coût de la main-d'œuvre. Pas plus que nous n'avons pu entrer dans la série des fabrications accomplie par les déportés, nous n'avons fait longuement état de la valeur réelle, utilisable, de cette fabrication, ni de la portée réelle des sabotages accomplis, sabotage passif (ralentissement du travail, etc.), sabotage actif destiné à rendre inutilisables des séries entières (1). Sans parler même de sabotage il faut tenir compte aussi de l'inefficacité du travail de non-spécialistes. Il est assez rare que les déportés aient été employés dans leurs spécialités, les intellectuels étant de préférence affectés à des travaux manuels, les ouvriers se refusant, pour ne pas fournir un travail efficace, à travailler dans leur spécialité. Mais il est évident que beaucoup ont dû le faire. Un document d'Arolsen émanant de la *S. S. W. V. H. A.* (4-11-1942) établit la liste des spécialistes que le chef *Amts III* d'Oranienburg demande au chef du camp de Natzweiller. Il s'agit de techniciens, de comptables, de soudeurs autogènes, de mécaniciens, etc. (31 catégories de spécialistes).

Une statistique comme une étude complète de la question nous paraît donc impossible dans les conditions actuelles. Mais le problème de l'utilisation des déportés dans l'économie de guerre allemande ne peut être posé et résolu uniquement sur le plan de l'économie : le principe de l'extermination par le travail d'une part, de l'intégration des camps dans l'économie de guerre d'autre part, nous paraissent exposer de façon à la fois limpide et lapidaire les causes profondes de l'établissement du régime concentrationnaire : élimination de toutes les forces nuisibles au régime non sans avoir utilisé jusqu'à la limite ces forces pour solidifier le régime

(1) Séries de pièces d'avions, de grenades, de cartouches, etc.

avec le moins de pertes possible pour le régime (principes formulés aussi bien par Himmler que par Pohl, Sauckel ou Gœbbels).

L'étude du circuit du travail concentrationnaire depuis la « demande » émanant de Hitler ou ses généraux, jusqu'à l'impossibilité de satisfaire cette demande quand les corps sont exterminés, en passant par les chaînons Speer, Sauckel, Pohl, directeurs de firmes, commandants de camps, révèle entre ces différentes audiences des rivalités que n'apaise pas la nécessité de subordonner tout à l'économie de guerre. Une des plus aiguës nous semble celle de la *S. S.* et du ministère de l'Armement, mais celles même des firmes entre elles, des firmes et de la *S. S.*, des firmes et de la *Wehrmacht*, apparaissent significatives des véritables buts de guerre d'un régime qui réussit à « aligner » ses diverses catégories de production sur la pire des catégories de répression : la Gestapo.

Ainsi s'est instaurée une espèce de cycle infernal : les besoins accrus de la main-d'œuvre entraînent un accroissement de la population des camps, asservie à une multiplicité de travaux forcés qui entraînent un accroissement de mortalité, donc un accroissement de demandes de nouvelles victimes pour combler les vides. Et cette effroyable progression de mort, « naturelle » par le travail, provoquée pour ceux qui ne peuvent plus travailler, a été organisée volontairement par tous ceux qui ont compris le merveilleux profit à tirer de cette main-d'œuvre pratiquement renouvelable à l'infini, exterminable à volonté.

Enfin, si nous n'avons pas voulu au cours de cet article nous étendre sur les modalités de la mort des déportés au cours de l'extermination par le travail, cette extermination dans les usines secrètes ou aériennes, dans les fabriques, dans les aérodromes, dans les mines nous semble avoir eu trop de témoins pour qu'il ne s'en dégage pas l'idée d'une espèce d'effroyable consentement tacite de tout un peuple, en grande majorité sans doute impuissant, à l'extermination de millions d'êtres par le travail, en hardes ou costumes rayés, pour permettre à ce peuple de se faire exterminer en uniforme sur tous les champs ou mers de batailles de la deuxième guerre mondiale, dans l'espoir hypothétique d'un élargissement d'espace vital.

Olga Wormser,
Chargée de recherches
à la Commission d'Histoire de la Déportation.

LA DÉPORTATION AU PROCÈS INTERNATIONAL DE NUREMBERG

Le Tribunal militaire international de Nuremberg, qui a siégé du 20 novembre 1945 au 31 août 1946, a été institué par les Alliés pour punir les crimes dont s'étaient rendus coupables le Gouvernement du IIIe Reich, les chefs civils et militaires et les organisations nationales-socialistes (1) : crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité.

Ces crimes sont formulés avec précision dans *l'Acte d'accusation* (2).

1. — *Les crimes de guerre* constituent, dit-il, « des violations des conventions internationales... et des principes généraux du droit criminel de toutes les nations civilisées » ...

« A) *Meurtres et mauvais traitements* des civils originaires des pays occupés..., *emprisonnement de protection* (sans procédure légale), tortures de toutes sortes, expériences médicales sur des êtres humains vivants..., meurtres accomplis par des moyens variés, tels que fusillades, pendaisons, chambres à gaz, mort par inanition, promiscuité inhumaine, sous-alimentation systématique, imposition systématique de travaux dépassant les forces de ceux qui y étaient astreints, insuffisance des services médicaux et chirurgicaux » ... (Les accusés) « se livrèrent au génocide délibéré et systématique, c'est-à-dire à l'extermination de groupes raciaux et nationaux parmi la population civile des pays occupés afin de détruire des races..., ou des groupes nationaux ou religieux, particulièrement les Juifs, les Polonais, les Tziganes... Dans les camps de concentration, beaucoup de prisonniers furent classés *Nacht und Nebel*. Ils furent entièrement retranchés du monde et ne purent ni recevoir, ni envoyer de lettres. Ils disparurent sans laisser de traces ».

(1) Les accusés, rappelons-le, étaient : Göring, Hess, Ribbentrop, Ley, Keitel, Kaltenbrunner, Rosenberg, Frank, Frick, Streicher, Funk, Schacht, Krupp, Dönitz, Raeder, Schirach, Sauckel, Jodl, Bormann, Papen, Seyss-Inquart, Speer, Neurath, Frietzsche, le Cabinet du Reich, le corps des chefs politiques du parti nazi, les S. S. et le S. D., la Gestapo, les S. A., l'État-Major général et le Haut Commandement des armées allemandes.

Ley se suicida, Krupp, vieux et malade, ne fut pas jugé, Bormann, en fuite, fut jugé par défaut.

(2) *Tribunal de Nuremberg*, éd. française, II, 45 et suiv. Voir aussi : *Statut.*, I, 183 et suiv. et II, 53 et suiv. (lecture de l'Acte d'accusation).

« B) *Déportation* pour travail forcé, et dans d'autres buts, des civils originaires des pays occupés et y habitant » — déportation contraire « aux conventions internationales, et particulièrement à l'article 46 du Règlement de La Haye de 1907... »

« C) *Meurtres et mauvais traitements des prisonniers de guerre.* Le Gouvernement et le Haut Commandement allemands enfermèrent des prisonniers de guerre dans différents camps de concentration où ils furent tués ou soumis à des traitements inhumains. »

II. — *Les crimes contre l'humanité.* — Ils comprennent : A) Les meurtres, persécutions, déportation de « *tous ceux que l'on soupçonnait d'être hostiles au parti nazi* », et qui étaient « emprisonnés sans procédure judiciaire », placés « en internement de protection », dans des camps de concentration où les accusés « les soumirent à des persécutions et à des humiliations, les dépouillèrent, les asservirent, les torturèrent, les assassinèrent ». Dans ces camps « les civils étaient soumis à un régime d'esclavage, maltraités et assassinés par divers moyens... »

« B) *Persécutions pour raisons politiques, raciales ou religieuses.* Les Juifs furent systématiquement persécutés depuis 1933..., ils furent jetés dans les camps de concentration où ils furent maltraités et assassinés... Des millions de Juifs d'Allemagne et des régions occupées furent envoyés à l'Est pour y être exterminés... Quand les Allemands se retirèrent devant l'armée soviétique, ils exterminèrent les Juifs plutôt que de permettre leur libération. »

*
* *

Poursuivre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité obligeait donc le Tribunal de Nuremberg à apporter une grande attention aux camps de concentration, à déterminer leurs buts, leur origine, leur développement, leur organisation, leur discipline, à établir les responsabilités de ceux qui les avaient créés, de ceux qui les administraient, de ceux qui les utilisaient, à connaître leur nombre, le nombre des déportés qui y furent enfermés, le nombre de ceux qui y moururent, ainsi que la cause de leur mort, et, bien entendu, les raisons de leur internement.

Il pourrait donc sembler que le Tribunal ait eu à examiner tous les aspects des camps de concentration, et, pour ainsi dire, à faire leur histoire complète. Cependant, le Tribunal était réuni pour *juger* des criminels, pour établir leurs crimes et leurs *responsabilités* respectives. L'institution des camps de concentration était l'un de ces crimes, l'un des plus graves. Mais, pour établir la culpabilité, le Tribunal n'avait pas à étudier en détail *tous* les camps et *toutes* les atrocités dont ces camps avaient été le théâtre. Il lui suffisait d'exemples bien choisis, caractéristiques, probants. Le détail importait peu. La lecture des *Procès de Nuremberg* nous apportera donc des faits particuliers sur quelques camps seulement — faits qui suffirent au Tribunal pour se convaincre que le régime de ces camps

constituait bien un « crime contre l'humanité » (1). Le Tribunal accorda une attention toute spéciale aux crimes les plus effroyables, les plus spectaculaires, pourrait-on dire, comme les expériences soi-disant scientifiques sur des hommes vivants et les exterminations en masse dans les chambres à gaz. Il insista beaucoup sur la non-observance par les Allemands des règlements internationaux vis-à-vis des prisonniers de guerre, assassinés ou internés dans des camps de concentration et utilisés dans les industries d'armement.

Par ailleurs, le Tribunal devait — c'était son but — établir les *responsabilités* de ces crimes, déterminer lesquels des accusés — individuels ou collectifs — étaient responsables des camps de concentration, et dans quelle mesure. Aussi la question des responsabilités (dont dépendait la vie de plusieurs des accusés) occupa-t-elle de multiples séances et fut-elle établie avec beaucoup de soin. De l'étude du Procès on peut déduire que, parmi les accusés, rares furent ceux qui n'eurent aucune responsabilité dans l'institution des camps. De même, toutes les organisations nazies eurent, directement ou indirectement, une part plus ou moins grande dans leur création et leur utilisation (2). Il est donc fort peu de cas (Schacht, Papen) où la question des camps n'ait pas été évoquée (ou peu). C'est pourquoi les 37 volumes du Procès (24 pour le Procès lui-même, 13 pour les Documents) sont un document de premier ordre — quoique insuffisant à lui seul — pour l'étude des camps de concentration.

*
* *

Le Tribunal a dû, d'abord (et ceci est très précieux au point de vue historique) constituer une documentation. Il a accumulé un énorme dossier formé surtout de documents allemands : archives officielles (lois, décrets, rapports, procès-verbaux, etc.), archives de certains camps de concentration, discours, articles de journaux, lettres des accusés et de leurs subordonnés. Ces pièces furent rassemblées, numérotées, classées, photographiées par les soins des services spécialisés de l'armée américaine. Les documents se rapportant aux camps et ceux se rapportant aux Juifs formèrent des livres spéciaux (livres S. et I.). Tous les documents qui furent cités au cours du Procès sont reproduits (dans leur langue originale) dans l'édition officielle des débats du Tribunal (3).

En outre, le Tribunal disposait de milliers *d'affidavits*, déclarations

(1) Par exemple, le Président du Tribunal ne laissa pas le Dr Balachovsky donner des détails sur Dora parce que plusieurs témoins avaient déjà décrit d'autres camps (Auschwitz, Ravensbrück, Buchenwald) et qu'il lui semblait que les détails étaient les mêmes, VI, 316.

(2) Pour établir la responsabilité respective des divers corps nazis, le Tribunal dut étudier en détail l'organisation, la hiérarchie, les imbrications de tous les services des diverses Polices, des *S. S.*, des *S. A.* et les attributions exactes de leurs chefs.

(3) *Trib.*, t. XXV à XXXVII.

faites sous serment par des témoins qui ne parurent pas au procès et dont beaucoup étaient des Allemands, et même des nazis. Ceux qui ont été utilisés par les Procureurs alliés figurent dans les livres de documents (1). C'est grâce à ces documents que les Procureurs alliés qui représentaient l'Accusation établirent l'exposé des crimes des 6 organisations et des 22 chefs nazis qui étaient poursuivis. Ces exposés renferment, déjà, de très sérieux renseignements sur les conditions de vie dans les camps et sur les responsables de ces camps : les Procureurs donnent avec précision leurs sources, citent les documents, les lisent. — Une seconde source d'information est formée par les interrogatoires des 33 témoins à charge (et — quoique de façon moins intéressante — par ceux des 61 témoins à décharge) par les Procureurs alliés, suivis des contre-interrogatoires par les avocats de la défense. — Une troisième source d'information réside dans les interrogatoires des accusés eux-mêmes, faits, selon le système anglais, par leurs avocats, et par leurs contre-interrogatoires par les Procureurs alliés. — Enfin, les réquisitoires des Procureurs et les attendus du jugement rassemblent les faits et établissent les responsabilités de chacun des accusés — c'est-à-dire l'opinion que le Tribunal se faisait de ces responsabilités d'après les débats...

*
* *

Les interrogatoires des accusés et de leurs témoins à décharge n'apprennent que peu de choses sur les camps eux-mêmes. Tous adoptent le même système de défense : ils connaissaient l'existence des camps en tant que « camps de protection », destinés aux ennemis du régime, mais ils n'avaient jamais voulu qu'ils devinssent des camps d'extermination. Ils ignoraient qu'ils fussent si nombreux, que leur régime fût si cruel (le témoin Morgen — un magistrat allemand — osa dire que Dachau était considéré comme un « camp de repos » ...) (2). Peu avouent les avoir visités. Ceux qui l'avouent (Speer, Sauckel, Kaltenbrunner) louent l'ordre, la propreté, l'élégance même (il y avait, en effet, des fleurs, du gazon !), des camps. Ils n'y ont point vu de détenus (dans la journée, ceux-ci étaient au travail, hors des camps) et ne pouvaient rien savoir de leur état. Cependant, les déclarations de certains accusés (Sauckel, Speer, Kaltenbrunner) apportent des précisions très utiles, sur les raisons qui ont transformé les *camps de détention de protection* en des *camps de travaux forcés* et qui ont abouti à l'accumulation de millions de détenus derrière les barbelés : c'est la nécessité où se trouva le Reich, après 1941, d'utiliser la main-d'œuvre étrangère et la main-d'œuvre servile pour

(1) *Trib.*, t. XXV à XXXVII. Les affidavits étaient au nombre de 300.000 environ, I, 182.

(2) *Trib.*, XX, 549. Les accusés déclarèrent n'avoir entendu parler des atrocités qu'à Nuremberg. Cette attitude leur valut une réplique d'une cinglante ironie de Sir David Maxwell-Fife, XXII, 191 et suiv.

l'industrie de guerre. Sur cet aspect des camps de concentration — aspect qui fut extrêmement important — le Procès apporte des renseignements à la fois nombreux et précis. L'accusé Keitel, de son côté, essaya d'expliquer les raisons de la création de la catégorie *N. N.* (décret du 12 décembre 1941) et Kaltenbrunner nia (sans convaincre le Tribunal) sa responsabilité dans le décret *Kugel* (mars 1944) (exécution à la « balle » des prisonniers de guerre évadés) (1).

Par contre, les interrogatoires des témoins sont une précieuse source d'information. Les renseignements apportés à la barre sont différents selon qu'ils proviennent des déportés ou de leurs gardiens. Les premiers insistent sur leurs misérables conditions de vie, leurs souffrances, leurs travaux, les maladies, la mortalité, la cruauté des gardiens, les évacuations et les transports meurtriers. Les seconds, Allemands, généralement *S. S.*, parlent des ordres reçus, de leurs chefs, des responsables des camps, parfois du nombre des prisonniers et des exterminations. A cet égard, le témoignage de Höss, commandant *S. S.* du camp d'Auschwitz est capital (2).

Les renseignements sur les camps obtenus de ces diverses sources portent donc : sur la responsabilité directe ou indirecte des chefs et des corps nazis (*S. S.*, *S. A.*, Gestapo) dans la création, l'évolution des camps, la discipline et la « liquidation » des détenus ; sur les causes de la création des camps de concentration, — *causes politiques*, au début, — sur les causes — *causes économiques* — de leur développement démesuré, en relation avec les besoins de la « guerre totale » et, en particulier, avec les besoins d'armement sans cesse accrus du III[e] Reich, et qui les transformèrent en camps de travail à outrance ; sur la vie dans les camps (organisation, surveillance, appels, corvées, travaux, commandos, nourriture, maladies, soins médicaux, punitions, tortures, évacuations) ; sur les divers procédés utilisés pour l'extermination des détenus ; sur les expériences médicales sur des hommes vivants effectuées dans divers camps (Dachau, Buchenwald, Auschwitz) et les raisons pour lesquelles elles furent instituées ; sur la déportation des Juifs dans les camps polonais et leur extermination méthodique ; sur la déportation des prisonniers de guerre ; sur la fin des camps, les transports massifs de 1945 qui causèrent tant de morts et sur les responsables de ces évacuations, ainsi que sur les pourparlers de Kaltenbrunner avec la Croix-Rouge suisse à la même époque. On trouve

(1) *Trib.*, X, 583, XVIII, 41 ; XI, 278, 352.

(2) *Trib.*, XI, 408 et suiv. Parmi les témoignages les plus importants, citons ceux de Mme Vaillant-Couturier (Auschwitz et Ravensbrück), VI, 211 et suiv. ; du Dr Blaha (Dachau), V, 169 et suiv. ; des Drs Vic-Dupont et Balachovsky (Buchenwald), VI, 251 et 313 ; de Lampe, Boix, Veith et du gardien Höllriegl (Mauthausen), VI, 192, 274, 240 et IV, 302 ; du Norvégien Cappelen sur Gross-Rosen et Natzweiler, VI, 290 ; du Hollandais Vorrink, sur les camps des Pays-Bas, VI, 503 ; des Russes Rajzmann et Mme Smaglevskaya (Treblinka), VIII, 318, 324. Voir aussi les dépositions de Morgen, XX, 524, de Sievers (secrétaire général de l'Ahnenerbe), XX, 553 ; de Wisliceny, IV, 365, d'Ohlendorf, IV, 317, etc.

aussi de très nombreuses statistiques sur les convois, les transports, les exterminations. Enfin, quelques témoins font allusion à certaines scènes de cruauté particulièrement barbares (1).

*
* *

Il est évidemment impossible, dans un si bref article, d'exposer tout ce qu'apporte à l'Histoire une étude précise des Procès de Nuremberg. Je me bornerai à donner quelques indications sur certains points auxquels le Tribunal attribuait une importance particulière.

*
* *

Le Tribunal s'efforça, d'abord, de savoir à quoi correspondait la création de ces camps — uniques dans l'histoire par leur caractère et leur importance — quel était leur but, quels hommes en portaient la responsabilité. L'Avocat général américain Dodd (2) de même que le Procureur général, M. Justice Jackson, montrèrent qu'ils étaient une institution fondamentale du régime nazi, qu'ils correspondaient à un système de terreur et étaient destinés à affermir la toute-puissance de la dictature. Ils furent créés dès l'avènement de Hitler : un décret du 28 février 1933 décida ce qui fut appelé *Schutzhaft*, « internement de protection », sans jugement. Ce décret menaçait tous les ennemis du nazisme : la Gestapo fut chargée de les rechercher, de les arrêter et de les envoyer dans les camps qui furent édifiés alors (Buchenwald en 1933, Dachau en 1934). C'est aux *S. S.* que fut confiée la garde des camps. Une section spéciale fut créée à cet effet (les *S. S. Têtes de Mort*, ou *Totenkopf* (3) qui rejoignit les forces armées, la guerre venue, et fut remplacée dans les camps par les *Allgemeine S. S.* Toutes les polices et les *S. S.* passèrent en 1936 sous la direction de Himmler, devenu *Reichsführer S. S.* et qui prit comme adjoint au *R. S. H. A.* (Service de Sûreté du Reich, comprenant Police de Sûreté et Service de Renseignements) Heydrich et, après l'assassinat de celui-ci, Kaltenbrunner. En mars 1942, un service *S. S.* spécial, le *W. V. H. A.* (Service économique et administratif), fut chargé de l'administration des camps et eut pour chef le général *S. S.* Pohl. Les instructions les plus inhumaines avaient été données aux *S. S.* Dès les premières années, des excès s'y produisirent (4). Hitler méprisait les « stupides bavardages de l'humanitarisme » et semble bien avoir pensé, dès cette époque, à l'extermination de ses adversaires.

Cependant, le but politique — celui de l'élimination des ennemis du

(1) Témoignage Lampe, VI, 197 : scène d'horreur dont faillit être victime le colonel de Dionne. Celui-ci a bien voulu en faire à la Sous-Commission de la Déportation le récit précis : la sobriété des termes souligne le caractère hallucinant des faits. Cf. *La Tragédie de la Déportation*, Hachette, 1954. — Sur Kaltenbrunner voir XI, 279 et suiv.

(2) *Trib.*, III, 502 et suiv. ; II, 137, 148 et suiv.

(3) *Trib.*, IV, 180 et suiv., 203 et suiv. Voir aussi XXII, 186 (réquisitoire de Maxwell-Fife).

(4) *Trib.*, IV, 195 et suiv. ; I, 51 (décret secret de Himmler sur les punitions en 1941).

régime — cessa, après 1941, d'être l'unique but des camps de concentration. Il s'y joignit un but économique : « Les camps de concentration furent ouvertement affectés à la réalisation du programme de travail forcé. » Le Plan d'armement du Reich (1) — le « Plan de quatre ans » — nécessitait une énorme main-d'œuvre que ne pouvait fournir la seule nation allemande : en effet, la guerre contre l'U. R. S. S. exigeait des armées de plus en plus nombreuses et qui — la guerre étant grande mangeuse d'hommes — devaient être constamment renouvelées. Il fallut faire appel à la main-d'œuvre étrangère, à celle des pays occupés de l'Ouest et de l'Est (d'où le décret Sauckel du 22 août 1942). La propagande n'ayant pas réussi à recruter des volontaires, il fallut recourir à la force, à la violence, aux râfles, aux arrestations sous des prétextes divers. On utilisa les prisonniers de guerre, les Juifs, les « guerilleros » de l'Est et de l'Ouest. La Gestapo joua un grand rôle dans le « rabattage » de la main-d'œuvre suivant l'expression du Procureur américain. Sauckel, Commissaire général à la main-d'œuvre, reconnut que sur les 5 millions d'étrangers qui travaillaient dans le Reich, à peine 200.000 étaient volontaires. Speer, Ministre de l'Armement, avoua qu'il était nécessaire de recruter la main-d'œuvre « par tous les moyens ». Il réclama, spécialement pour les usines souterraines et les usines d'aviation, des Juifs ou des prisonniers évadés. Il aurait voulu avoir ces travailleurs sous son contrôle, mais Himmler tenait à les conserver, et Speer dut même accorder aux *S. S.* des avantages matériels : ils touchaient 5 % de la production d'armes (des armes fabriquées par les déportés naturellement). Himmler ordonna le transfert de tous les « éléments asociaux » des prisons dans les camps pour « l'extermination par le travail »... Désormais un flot régulier d'esclaves arriva dans les camps du Reich. Même les ouvriers « volontaires » finirent, tôt ou tard, par rejoindre les camps, soit qu'ils aient essayé de s'évader, soit qu'ils se soient rendus coupables de quelque peccadille (2). Une lettre de Pohl (chef du *W. V. H. A.*) à Himmler est significative : « L'internement pour les seules raisons de sécurité ou d'éducation... n'est plus la condition essentielle ; l'accent est à porter maintenant sur le côté économique..., la mobilisation de tous les prisonniers capables de travailler... (D'où) nécessité de prendre certaines mesures pour transformer les camps... en organisations mieux adaptées aux tâches économiques... L'emploi (de la main-d'œuvre) doit être total au sens propre du mot... Il n'y a pas de limites à la durée du travail... Toutes les circonstances qui pourraient

(1) *Trib.*, III, 411 à 524 (exposé du Procureur Dodd) ; IV, 205 et suiv., int. Sauckel, XIV, 633 ; XV, 12 et suiv. Speer, XVI, 460 et suiv. ; Keitel, X, 579 et suiv.

(2) Dans les régions industrielles (Rühr) furent créés des « camps de travail » qui semblent peu différents des camps de concentration proprement dits et dont le Tribunal s'est beaucoup préoccupé (camps Krupp, à Essen où furent internés des milliers d'ouvriers des deux sexes, III, 449 et suiv.). Tém. Jager, XV, 295 et suiv.

Le nombre des camps de concentration secondaires (appelés par les accusés « camps de travail ») étaient, en 1945 d'environ 900, dépendant administrativement d'une quinzaine de camps centraux.

entraîner un raccourcissement de la durée du travail (repas, appels) doivent être restreintes à un strict minimum... On n'autorisera les pauses à midi que pour la durée des repas. » Sauckel écrivait, de son côté, à Rosenberg : « (Les détenus) doivent être nourris, logés, traités de manière à les exploiter dans la plus large mesure possible, avec le minimum de dépenses (1). »

Avec de pareilles directives, les commandants des camps et leurs subordonnés pouvaient se permettre tous les excès, toutes les brutalités. Il n'est donc pas étonnant que les camps aient été des lieux de torture tels que leur nom seul effrayait les populations allemandes, au dire de plusieurs témoins et même de certains accusés (Speer) (2).

*
* *

La description des camps a été faite par les Procureurs alliés et par plusieurs témoins, anciens déportés (surtout de Buchenwald, Mauthausen, Dachau, Auschwitz, Ravensbrück) (3). Le Procureur américain lut des extraits du rapport envoyé au général Eisenhower après la libération de Buchenwald (4) : « (les détenus) étaient parqués dans des baraques de bois... (trop petites)... contraints de dormir sur des lits superposés, souvent sans couvertures... La nourriture consistait en une demi-livre de pain noir et une gamelle de soupe claire (par jour)... La vermine se multipliait, la maladie sévissait : ceux qui ne mouraient pas de la maladie et des suites de la torture commençaient la longue agonie de la famine... Ils étaient astreints à travailler dans une usine de guerre ou dans des commandos... Un criminel allemand était responsable de chacun des blocks. Le refus de travailler entraînait une punition par le fouet ou tout autre type de torture entraînant la mort. » « Tel était le cycle, conclut M. Dodd : travail, tortures, famine et mort. » Les déportés les plus malheureux étaient les *N. N. (Nuit et brouillard)*. Le Tribunal a durement reproché à Keitel son décret du 12 décembre 1941 qui frappait les résistants et les retirait du monde (ils ne recevaient ni lettre, ni colis et étaient destinés à la mort lente). Keitel expliqua que cette détention était moins dure qu'une condamnation à mort et qu'il ne pensait pas les exterminer ; mais il ne put nier qu'ils étaient remis à la Gestapo (5). Le Tribunal tint aussi à prouver aux accusés qu'ils connaissaient le régime des camps puisque plusieurs d'entre eux y avaient fait des visites et que des photographies et des témoignages pouvaient être opposés à leurs dénégations ; ils étaient donc, par suite, responsables des crimes qui s'y perpétraient (6).

(1) *Trib.*, III, 469 et II, 150.
(2) *Trib.*, XVI, 537.
(3) Les films qui furent projetés devant le Tribunal furent plus évocateurs que toutes les descriptions. *Trib.*, II, 138 et suiv. ; III, 476 et suiv., 519 et suiv. ; VI, 214 et suiv.
(4) *Trib.*, III, 476 et suiv.
(5) *Trib.*, X, 565. On reprocha aussi à Keitel, à l'*O. K. W.*, et à Kaltenbrunner la responsabilité du décret « Kugel » (exécution des prisonniers de guerre évadés), X, 576, et suiv. ; I, 310 et XIV, 278, et suiv. ; IX, 612, etc.
(6) *Trib.*, XI, 277 (Kaltenbrunner) ; XIV, 646 (Sauckel) ; XVI, 462 (Speer) ; XII, 340 (Streicher).

*
* *

Type même du crime « contre l'humanité », les *expériences médicales* ont été l'objet d'une attention spéciale du Tribunal. Plusieurs médecins déportés qui les avaient connues ont été interrogés ainsi que les nazis qui en avaient eu l'idée.

L'initiative de ces expériences semble venir du Dr Sigmund Rascher, médecin de la *Luftwaffe*, qui (sans doute en accord avec Göring) demanda à Himmler l'autorisation d'utiliser des « criminels » (c'est-à-dire des détenus des camps de concentration) pour des expériences « utiles » à l'aviation : il s'agissait d'étudier les effets des vols à haute altitude sur l'organisme humain. Rascher avertit Himmler que ces « essais » étaient « indispensables », mais que les « sujets d'expérience » avaient de grandes chances d'y trouver la mort (lettre du 15 mai 1941). Himmler fut « très heureux » d'accorder l'autorisation et les expériences se poursuivirent à Dachau jusqu'en mai 1942. A cette date, elles furent remplacées par des expériences sur les « périls de haute mer » : celles-ci consistaient à plonger dans l'eau glacée des hommes revêtus d'un vêtement complet d'aviateur (figurant les aviateurs tombés en mer) et d'attendre qu'ils succombent au froid (1).

Ces expériences, attestées par des lettres de Himmler et de ses subordonnés, ainsi que par les rapports du Dr Rascher lui-même, sont confirmées par le docteur tchèque Blaha qui a assisté aux expériences de Dachau où il fut détenu d'avril 1941 à avril 1945. Ayant refusé de participer aux expériences, il fut affecté au service des autopsies. Il affirme que 12.000 ont été faites sous sa direction, que 400 ou 500 déportés furent victimes des expériences de basses pressions et 300 de celles sur l'eau glacée. Il souligne que — contrairement à ce que prétendirent les Allemands — les hommes qui subirent ces expériences ne furent, en aucun cas, des volontaires, et que ceux qui, par hasard, n'en moururent point, devinrent fous, ou furent, par la suite, exécutés par les *S. S.* Le Dr Blaha fut au courant d'autres expériences : sur le paludisme auquel Himmler s'intéressait beaucoup ; sur le foie, l'estomac (ponctions très douloureuses et sans anesthésie : la plupart des 75 sujets d'expériences moururent) ; d'autres sur les phlegmons (800 personnes environ) et, enfin, sur le temps que mettent à mourir des naufragés réduits à se nourrir d'eau salée... Le Dr Blaha a aussi assisté à des opérations sur des individus en parfaite santé, pratiquées pour servir à l'instruction des étudiants et médecins *S. S.* Exécutées par des novices, elles se terminèrent par la mort de la plupart des patients...

(1) Le compte rendu signé par le Dr Rascher (15 août 1942) analyse en détail l'expérience : il indique les différents dispositifs adoptés et les résultats obtenus (lorsque la température du corps tombe à 28°, les « sujets d'expérience » meurent). On fit aussi des expériences de « réchauffement » : on abandonna le réchauffement par des corps de femmes et d'animaux, car il était trop lent (Himmler avait mis à la disposition de Rascher des prostituées pour ces expériences de réchauffement : lettre de Himmler à Pohl du 16 novembre 1942), IX, 139 ; XX, 554 et suiv. ; XXI, 323 et suiv. ; V, 170 et suiv. ; IV, 210 et suiv.

Le Dr Balachovsky, de l'Institut Pasteur, fut affecté au block 50 du camp de Buchenwald (mai 1944-avril 1945) — block qui fabriquait le vaccin contre le typhus exanthématique et qui était dirigé par le médecin-commandant S. S. Schuler (1). Celui-ci dirigeait aussi le block 46 où avaient lieu des expériences sur le typhus. Le secrétariat des deux blocks étant le même, le secrétaire (l'Autrichien Eugène Kogon) pouvait savoir ce qui se passait dans les deux blocks et en avertir le Dr Balachovsky. Il put, d'ailleurs, sauver les archives des deux blocks et les remettre au *Psychological service* américain. — Le block 46 avait été fondé en octobre 1941 par les services de recherches médicales des *Waffen S. S.* en liaison avec le service médical de la *Wehrmacht*. Tous les ordres relatifs aux expériences venaient de Berlin. Pas plus qu'à Dachau, les « sujets d'expérience » n'étaient volontaires. On choisissait non seulement des criminels, mais aussi des internés politiques, et surtout des Russes à cause de leur extrême résistance à la fatigue et à la douleur. Le block 46 était dirigé par le *kapo* Dietzsche (un criminel allemand) : toutes sortes d'armes y étaient entreposées (et même une camisole de force) pour mater toute révolte possible des « cobayes » humains. — Les expériences connues du Dr Balachovsky sont de diverses sortes : les plus importantes semblent être celles sur le typhus : on inoculait artificiellement le typhus à des hommes sains — soi-disant pour pouvoir prélever le sang nécessaire à la fabrication des vaccins (2). On expérimentait ensuite la valeur de vaccins divers sur les « sujets d'expérience », et on notait leur efficacité. La plupart mouraient. Les survivants étaient — sans exception — exterminés par des piqûres intracardiaques de phénol pur. On « soignait » aussi le typhus par des produits chimiques fournis par l'I. G. Farben. D'autres expériences furent faites sur les brûlures au phosphore, les hormones sexuelles, les œdèmes de carence, etc.

Bien d'autres camps connurent aussi des expériences médicales : Struthof, près Natzweiler (où Cappelen en vit quelques-unes), Ravensbrück, Auschwitz, Birkenau (rapportées par Mme Vaillant-Couturier et par Höss) (3) : castration, stérilisation des femmes (par piqûres, par rayons, par opérations — faites sans précautions et qui eurent les pires conséquences) ; expériences sur le typhus, la malaria, le cancer à la matrice (les victimes furent des femmes grecques de Salonique, des Tziganes, des Polonaises, des Belges). A la demande de l'industrie chimique allemande, on essaya diverses préparations nouvellement inventées. Des centaines et des centaines de femmes périrent au cours de ces expériences qui mettent en cause non seulement la responsabilité des *S. S.*, de

(1) *Trib.*, VI, 316. Les médecins allemands responsables étaient les Drs Haudloser et Mrugowsky (S. S.).

(2) Cruauté inutile : il y avait toujours des malades à qui il était possible de faire des prélèvements. Or, l'inoculation artificielle du typhus provoque toujours une maladie mortelle. Il y eut, de ce fait, 600 victimes.

(3) *Trib.*, VI, 295 ; VI, 220 et suiv. ; XI, 417 et suiv.

la *Wehrmacht*, de la *Luftwaffe*, mais aussi des industriels allemands.

Enfin, un autre genre d'expériences fut provoqué par *l'Ahnenerbe* (héritage des ancêtres, recherches sur la race), organisme en rapport avec les théories racistes, dont le secrétaire était Sievers (1). *L'Ahnenerbe* entreprit une série de recherches sur les types humains, et, en particulier, sur les Juifs et les Russes, surtout sur ceux que les nazis appelaient les « judéo-bolchevistes ». Pour étudier leur anatomie, on décida de constituer, à Strasbourg, une collection de crânes et de squelettes humains. On ordonna donc au commandant du camp d'Auschwitz — camp juif — de faire tuer des « commissaires judéo-bolchevistes », de séparer (avec précaution) les têtes des troncs, de les envoyer (bien emballées) à Strasbourg, après avoir soigneusement pris des photos, fait les mensurations utiles, etc. C'est au Pr Hirt, de l'Université, que furent envoyés crânes et squelettes. Le témoin Sievers parle aussi des expériences sur le typhus et sur le poison *Lost* (faites à Natzweiler par le Pr Haagen, de l'Université de Strasbourg). Il fut également au courant des expériences du Dr Rascher à Dachau. Il y a lui-même assisté, en compagnie de Himmler.

Presque tous les témoins qui ont connu les expériences médicales parlent aussi d'une manie — barbare — des Allemands : leur goût pour les peaux humaines tatouées. Beaucoup de détenus « verts » (droit commun), portaient de magnifiques tatouages. Les *S. S.* faisaient mettre ces peaux de côté ; ils les faisaient tanner et transformer en abat-jour ou autres objets. Ces tatouages ont été la cause d'un certain nombre d'assassinats... car les *S. S.* n'avaient pas la patience d'attendre la mort naturelle de ceux qui les portaient. Le Dr Blaha fait mention de crânes préparés (on choisissait alors des détenus ayant de belles dents). On reprocha aussi à Koch, commandant du camp de Buchenwald, d'avoir fait naturaliser une tête humaine (2).

Le procès établit nettement les responsabilités de ces criminelles expériences : responsabilité de Göring, président du *Conseil des Recherches du Reich*, responsabilité des services médicaux de l'armée, de l'aviation, des *S. S.*, de ces derniers surtout, et de Himmler. Puisque le « matériel humain » était pris dans les camps, il fallait l'accord de Himmler et de tous les services qui dépendaient de lui (3). Responsabilité, enfin, des dirigeants de l'I. G. Farben, très satisfaits de pouvoir expérimenter facilement, rapidement, et à bon compte, leurs nouveaux produits.

***

Les camps de concentration — surtout ceux de l'Est — furent le théâtre de la plus massive des exterminations : celle des israélites. Type caractérisé du *génocide*, l'extermination des juifs fut l'un des plus graves

(1) *Trib.*, XX, 555 et suiv. ; XXI, 324.
(2) *Trib.*, VI, 324 ; V, 175, 204.
(3) *Trib.*, IV, 210 et suiv. ; XXI, 321 (responsabilité de Göring qui nie maladroitement).

crimes reprochés aux nazis, l'un de ceux qui pouvaient le plus difficilement être niés. L'antisémitisme n'était-il pas l'une des théories fondamentales de l'hitlérisme ? Les nazis n'avaient-ils pas, ouvertement, par des livres, des articles de journaux, des discours retentissants, fait appel au pillage et au meurtre ? Tous les accusés étaient plus ou moins compromis dans la politique antisémite, depuis Göring et les théoriciens du régime (Rosenberg, Streicher) jusqu'aux propagandistes (Gœbbels était mort, mais son subordonné Fritzsche était là) et aux exécutants de tous ordres, ministres, gauleiters, généraux, amiraux, policiers, *S. S.*, *S. A.*, dont les représentants les plus qualifiés étaient à Nuremberg (sauf les morts : Himmler et Heydrich). De l'étude minutieuse faite par le Tribunal du problème juif, il ressort que les dirigeants du Reich semblent avoir hésité, d'abord, entre deux solutions pour se débarrasser des Juifs. Ils ont pensé à les grouper dans un coin du globe, bien séparé du reste du monde, la Sibérie par exemple, ou Madagascar. Ils ont pensé aussi — et c'est cette opinion qui l'emporta — à les exterminer purement et simplement : c'est ce qu'ils appelèrent dans leurs ordres et papiers secrets : « La solution finale (1) ». — Une fois l'extermination décidée, le soin d'exécuter le plan fut confié à un *S. S.*, Eichmann. C'est sur lui que tous les accusés de Nuremberg rejettent la responsabilité des pires horreurs. Il était sous les ordres de Müller, chef de la Gestapo, qui dépendait lui-même de Kaltenbrunner (sous la direction suprême de Himmler). S'il s'est conduit en brute, ce n'est pas lui qui a donné l'ordre de l'extermination : il n'était qu'un agent d'exécution (2).

Les procédés utilisés au début ont été assez peu méthodiques (pogroms, massacres, fusillades, comme celles, tristement fameuses, qui eurent lieu dans les fossés anti-chars). Ils sont devenus progressivement plus systématiques (villes et ghettos cernés et anéantis). Eichmann a, finalement, utilisé les camps de concentration de l'Est ; il en a créé de nouveaux ; il a, pratiquement, été le maître de tous les camps polonais (Auschwitz et ses annexes, Treblinka, Maidanek, Chelmno, Belzec, Wolzec, etc.). Il a pu y expérimenter les meilleurs systèmes d'extermination, accélérer le rythme des assassinats. Il a utilisé, d'abord, des fourgons à gaz, puis il a équipé les camps de chambres à gaz, alimentées par le « cyclon B » (acide prussique), le plus « efficace » des gaz de mort, qui pouvait anéantir des milliers de personnes tous les jours. L'un des témoignages les plus précis à cet égard est celui de Höss (commandant du camp d'Auschwitz de mai 1940 à décembre 1943). Himmler lui annonça, en 1941, que le Führer avait décidé la « solution finale du problème juif » et il ajouta : « C'est à nous,

(1) Exposé des procureurs Walsh, III, 538 ; Storey, IV, 23 ; Rudenko, VII, 185 ; Smirnov, VII, 443 ; Pokrovsky, 375 ; et aussi t. VIII, 241 (Treblinka), IV, 325 et suiv. ; ainsi que les interrogatoires de Frank, XII, 19 ; Seyss-Inquart, XVI, 7 ; Streicher, XII, 326 ; Rosenberg, X, 416 et les réquisitoires, t. XXII.

(2) Tém. Höss, XI, 410 ; Wisliceny, IV, 369 ; Ohlendorf, IV, 318 ; Int. Kaltenbrunner, XI, 266, 280.

S. S., que revient l'exécution de ses ordres. » Höss reçut donc l'ordre de laisser Eichmann opérer l'extermination sans intervenir, sans interroger, sans essayer de connaître le nombre des victimes, et en observant le plus profond secret sur ce qu'il voyait. Eichmann lui déclara, d'ailleurs, spontanément, que 2 millions de Juifs avaient été exécutés à Auschwitz. Höss évalue lui-même le nombre de ceux qui périrent dans les chambres à gaz à 2 millions 1/2, auxquels il faut ajouter un demi-million de détenus qui périrent de faim et de maladie — c'est-à-dire 70 à 80 % du nombre total des internés du camp (1). Les chambres à gaz d'Auschwitz pouvaient contenir 2.000 personnes à la fois, si bien qu'en juillet 1944 elles exterminèrent 12.000 juifs *par jour* (2). C'était un grand « progrès » sur les 10 chambres de Treblinka qui n'en contenaient que 200 (chacune), et, en six mois, ne tuèrent que 80.000 personnes (mais près de 800.000 en tout). Höss explique comment on procédait pour les exterminations, afin de laisser ignorer aux victimes le sort qui les attendait, comment on les triait, envoyant d'abord à la mort les invalides, les femmes et les enfants, qui ne pouvaient pas être utilisés, réservant les hommes solides et les femmes jeunes et robustes pour le travail dans les usines d'armement proches du camp. Il dit aussi comment se produisait la mort dans les chambres à gaz, au bout de quelques minutes... L'extermination par les gaz cessa en octobre 1944 à cause des besoins accrus de main-d'œuvre. Le Procureur américain, Walsh, estime (d'après les rapports d'Eichmann et d'Höttl, chef de groupe au *R. S. H. A.*) que 6 millions de Juifs périrent, 4 millions dans les différents camps, et 2 millions massacrés ailleurs (3).

Un autre « génocide » fut aussi reproché aux nazis : celui des Tziganes, dispersés dans de nombreux camps, et qui venaient de toutes les régions d'Europe centrale et orientale.

*
* *

L'extermination par les gaz ne fut pas la seule employée dans les camps. D'autres procédés — appliqués aussi aux non-Juifs — firent périr autant de détenus. On fusilla beaucoup, entre autres les officiers alliés évadés, envoyés dans les camps à la suite du fameux décret *Kugel* (ce qui veut dire « balle »), et, en particulier à Mauthausen. On accula, parfois, les détenus au suicide. On les obligea, traîtreusement, à se tuer les uns les autres. De véritables massacres furent aussi perpétrés, comme celui dont il a été parlé plus haut. Hypocritement, on poussait les prisonniers à s'évader : il était fatal qu'ils fussent vite repris... Les gardiens pouvaient alors « faire des exemples » et les pendre, spectaculairement, sur la place

(1) *Trib.*, XI, 408-432. Höss donne les chiffres suivants : 400.000 Juifs hongrois, 100.000 Juifs allemands, 20.000 prisonniers de guerre russes, et le reste : des Juifs de toutes nationalités ainsi que des non-Juifs.

(2) Le Procureur français, Dubost, lut un certain nombre de factures de gaz livré à Auschwitz et Oranienburg, VI, 376-79.

(3) III, 570.

d'appel, au son de musiques tziganes... L'évasion n'était pas le seul acte qui valût la pendaison. Mille menues fautes pouvaient entraîner cette « punition ». Des ordres féroces, signés d'Himmler, avaient été édictés pour réduire les prisonniers à l'obéissance par la terreur, et, à la longue, les exterminer (1). N'oublions pas la mort qui suivait les « expériences médicales » et la mort par piqûre intracardiaque pour ceux qui survivaient. Et, enfin, la mort lente, la mort terrible par inanition, par le froid, par les épidémies, par les maladies non soignées, par l'excès de travail et les brutalités des gardiens : c'est celle-là qui a tué le plus de déportés. Dans le cas d'une victoire allemande combien auraient survécu des 20 millions de déportés ? (2). — A la fin de la guerre, une extermination en masse d'un nouveau genre — non prévue à l'avance, sans doute, et conséquence de l'affolement devant les responsabilités encourues et la conscience du châtiment proche — fut instaurée : celle qui résulta des évacuations en masse, d'un camp à l'autre, de l'Est vers l'Ouest (devant l'avance de l'armée russe), puis de l'Ouest dans tous les sens devant l'arrivée des armées anglo-américaines. Ces « transports » sans nourriture, presque sans vêtements, sous la neige, dans des wagons non couverts, ou à pied, dans des conditions effroyables de cruauté (les traînards étaient exécutés) firent des centaines de milliers de victimes. Bien qu'il la rejette sur Himmler, Kaltenbrunner porte une partie de la responsabilité de ces crimes. Il ordonna, cependant, la « reddition » de Mauthausen aux Alliés et eut avec la Croix-Rouge suisse des pourparlers qui permirent à un petit nombre de déportés de gagner la Suisse à la fin de la guerre (3).

***

Tous ces faits ont été sérieusement étudiés par le Tribunal. Mais si l'on se bornait à eux, la connaissance que l'on aurait des camps serait incomplète. De certains camps, on sait juste le nom, ou un ou deux détails (par exemple : Bergen-Belsen, Dora, Neuengamme, Natzweiler, certains camps de l'Est, de Yougoslavie, de Norvège, etc.). Il n'est question des « commandos » que de façon très générale. Or, ces commandos étaient très différents les uns des autres et quelques-uns furent de véritables camps d'extermination (Erlich, Gusen par exemple).

Il est peu question des différences de traitement auxquels étaient soumis les détenus (sauf pour les N. N.) : les Scandinaves subissaient moins d'humiliations, ils recevaient des colis, de même que les Tchèques. Polonais et Russes (et Juifs, naturellement) étaient les plus mal traités. Les Allemands, qui étaient dans les camps avant la guerre, avaient pu se hisser à des postes de confiance et étaient moins malheureux.

(1) *Trib.*, II, 138 ; VI, 193 et suiv. (Tém. Lampe).
(2) *Trib.*, II, 148-149. Les fiches réunies à Arolsen sont au nombre de 20 millions environ.
(3) Int. Kaltenbrunner, XI, 234-419.

Il est à peine fait allusion à la démoralisation qu'apportait dans les camps la présence des prisonniers de droit commun qui obtinrent des *S. S.* — à qui ils servaient de « tueurs » — des postes de choix où ils purent déployer toute leur cruauté et rendre la vie impossible aux « politiques ». Cette présence fut l'une des inventions les plus machiavéliques des nazis. La vie quotidienne — misère, humiliations, tortures, promiscuité, difficultés de la vie en commun à cause des différences de langue et de mentalité — ne pouvait pas être exposée en détail au Procès. Cependant, son étude est indispensable pour comprendre l'ambiance d'un camp de concentration.

Un autre aspect, enfin, a échappé — ou presque — au Tribunal : l'aspect politique des camps. Une minorité de détenus, mais de haute valeur morale, étaient emprisonnés pour des raisons politiques (démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, communistes, pacifistes et résistants). Ils ont, dans certains camps (comme Buchenwald), constitué des organisations secrètes qui ont pu, parfois, adoucir le sort de leurs amis internés, et préparer, pour le moment de la Libération, des mesures destinées à éviter l'extermination générale que les déportés redoutaient à juste titre (1).

***

Le Tribunal n'avait pas été réuni pour faire œuvre historique, mais pour rendre la justice. Il n'avait donc pas à retenir tous les faits intéressant les camps, mais seulement ceux servant de preuves aux crimes reprochés aux accusés. Telle était l'ampleur de ceux qui furent commis dans les camps de concentration qu'ils figurent dans les attendus de la plupart des condamnations, soit parce que les accusés en avaient réclamé la création pour des raisons racistes ou politiques, soit parce qu'ils les avaient utilisés pour le travail forcé (armements pour l'armée, l'aviation, la marine), soit parce qu'ils les avaient administrés avec cruauté, soit parce qu'ils avaient toléré ces cruautés (2).

Le jugement prouve que le Tribunal avait senti le caractère infernal des camps de concentration et qu'il pensait, selon les paroles de M. Justice Jackson, « qu'il était peu de sujets sur lesquels (le Tribunal) ait eu des preuves aussi abondantes et aussi accablantes », et qu'ils étaient « l'entreprise d'esclavage la plus horrible et la plus vaste de l'Histoire ».

Marie GRANET,

Membre du Comité d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale.

(1) *Trib.*, VI, 325.

(2) Dans les attendus du jugement, la responsabilité des accusés dans les camps de concentration joue un grand rôle : XXII, 543-630 (condamnations des chefs du parti nazi, de la Gestapo, des S. S., de Göring, de Ribbentrop, de Keitel, de Kaltenbrunner, de Rosenberg, de Frank, de Streicher, de Funk, de Sauckel, de Speer, de Dönitz, de Schirach, de Seyss-Inquart, de Bormann).

DOCUMENTATION

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION D'HISTOIRE DE LA DÉPORTATION

Première en date des sous-commissions du *Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale* (1), selon une formule souple qui permet, sous la direction d'un des vice-présidents, d'orienter les travaux du Comité dans des directions déterminées selon l'urgence et les possibilités, la *Commission d'Histoire de la Déportation* a été constituée en juin 1951 (2), à la suite de démarches effectuées par le Réseau du Souvenir.

(1) *Président :* Lucien Febvre ; *vice-présidents :* P. Renouvin (Sous-Commission des Publications), G. Bourgin (Sous-Commission des Archives), Julien Cain (Sous-Commission de la Déportation), E. Labrousse. — (Une Sous-Commission des Prisonniers de Guerre vient d'être constituée. En outre, M. E. Labrousse a été chargé au cours de la dernière réunion plénière d'étudier la formation d'une Commission des Questions économiques et sociales) ; *Secrétaire général du Comité et des Sous-Commissions :* Henri Michel.

(2) *Composition de la Commission d'Histoire de la Déportation.* — Elle a été constituée à la suite de la réunion plénière du Comité, le 30 avril 1951, et comprend aujourd'hui, après divers remaniements, les membres suivants :

a) Membres désignés par le *Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale.* — M. M. Baudot, inspecteur général des Archives nationales ; M. G. Bourgin, directeur honoraire des Archives de France ; M. de Bouard, professeur à la Faculté des Lettres de Caen, déporté ; M. Brunschwig, déporté, inspecteur général au ministère de l'Intérieur ; J. Cain, déporté, membre de l'Institut ; M. le Pr R. Cassin, vice-président du Conseil d'État ; M. le colonel de Cosse-Brissac, chef du Service historique de l'Armée ; M. Fawtier, déporté, membre de l'Institut ; Mme Granet, professeur de Collège moderne ; M. E. Labrousse, professeur à la Sorbonne ; M. Mattei, directeur du Contentieux et de l'état civil au ministère des Anciens Combattants ; Mlle Tillion, déportée, chargée de recherches au C. N. R. S. ; M. Vaucher, professeur à la Sorbonne ; M. Vermeil, professeur honoraire à la Sorbonne ; M. H. Michel, agrégé d'histoire, inspecteur d'Académie, secrétaire général du *Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale.*

b) Membres désignés à titre personnel, avec voix consultative. — Me Paul Arrighi, déporté, avocat à la Cour ; Mme R. Ayle, déportée ; Me M. Azoulay, déporté, avocat à la Cour ; M. L. François, déporté, inspecteur général d'histoire et de géographie ; Mme Ingrand (Élisabeth Dussauze), déportée, docteur en droit ; Mme Christian Lazard, vice-présidente du *Réseau du Souvenir* ; R. P. M. Riquet, déporté ; Dr R. Waitz, déporté, professeur à la Faculté de Médecine de Strasbourg.

c) Bureau de la Commision. — *Président :* M. J. Cain ; *vice-présidents :* Mlle G. Tillion, M. R. Fawtier ; *secrétaire général :* M. H. Michel ; *chargée de recherches :* Mme Wormser ; *secrétaire :* Mlle Routis, licenciée d'histoire et de géographie, diplômée d'études supérieures.

N. B. — Le bureau du Comité fait partie de droit de toutes les Commisions et sous-Commissions ; la Commission peut s'adjoindre toute personne dont le concours lui paraît utile.

Elle a défini ses buts de travail — ils n'ont pas changé depuis — lors de sa première séance constitutive :

a) Dresser un état de la documentation existante pour en assurer la préservation, le rassemblement et, dans tous les cas possibles, l'inventaire et la communication ;

b) Interroger les anciens déportés pour pallier aux lacunes de la documentation écrite ;

c) Tout en reconnaissant l'impossibilité actuelle d'une étude exhaustive sur les problèmes de la déportation et du système concentrationnaire, ne pas s'interdire des études partielles, lorsque l'état de la documentation le permet. Le présent numéro spécial est sorti de cette décision. Au cours de la première réunion, M. Julien Cain avait déclaré : « Nous ne travaillons pas pour l'an 2000, mais pour nos contemporains, en utilisant les moyens dont nous disposons. »

LA RECHERCHE DE LA DOCUMENTATION

La Commission a commencé par dresser l'inventaire de la documentation existant en France. Elle a trouvé le meilleur accueil auprès du ministère des Anciens Combattants, qu'il s'agisse de la direction de l'état civil et de son directeur, M. Mattei, ou des délégations régionales et départementales ; des copies ont pu être prises de tous les documents intéressants ; ceux qui ne pouvaient pas être copiés ont été consultés (1).

De leur côté les Archives de France ont fait connaître l'essentiel de leurs richesses ramenées de Nuremberg avec le concours du *Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale* : il s'agit, en général, essentiellement des dépositions de déportés au procès, avec quelques documents allemands, et des rapports établis par les officiers alliés, lors de la libération des camps. En outre, les résultats obtenus par la *Commission de Recherches* et celle du *Livre Blanc*, qui ont fonctionné au ministère des Anciens Combattants de 1944 à 1948, et au ministère de la Justice — *Commission du Livre Noir* — sous la présidence de M. Cassin de 1947 à 1949, ont été retrouvés, de façon à assurer la bonne poursuite des travaux en évitant les doubles emplois, bien qu'un transfert un peu précipité aux Archives nationales de la documentation rassemblée ait provoqué quelque gêne. Enfin — pour en terminer avec la documentation française — la Justice militaire a autorisé l'accès aux dossiers des criminels de guerre, une fois l'affaire jugée et classée.

Si l'on ajoute la préservation des rapports de gendarmerie, obtenue antérieurement par le *Comité d'Histoire de la Guerre*, et le versement régulier des papiers des préfectures aux Archives départementales, on voit qu'en France même un ensemble très important de documents de toutes sortes sera consultable sous diverses conditions et dans des délais variables. Toutefois, une incertitude existe encore pour les archives de

(1) Le registre de Mauthausen, par exemple. Cf. article de M. DE BOUARD.

la Justice et de la Police (y compris celles très importantes des prisons) et il faut déplorer que les démarches entreprises n'aient pas donné de résultat auprès des œuvres d'assistance comme l'*Entr'aide française* et la *Croix-Rouge*.

*
* *

Mais les Français n'ont pas fourni le contingent le plus important à la déportation, pas plus qu'ils n'ont pris une part importante des prises de guerre en papiers. La Commission s'est donc préoccupée de connaître la documentation existant à l'étranger, et d'en recevoir la plus grande partie possible.

En Belgique, d'excellents résultats ont été obtenus, soit directement du *ministère de la Reconstruction*, soit par l'obligeant intermédiaire de Mlle de Dorlodot de la *Mission belge de Liaison* ; les résultats ont été moins heureux avec l'*Auditorial général* (Justice militaire). Ont été reçus de Belgique des lots importants de photocopies comportant des plans des divers camps (Bergen-Belsen, Stutthof, Natzweiller, Mauthausen, Théresienstadt, Breendonk, etc.), des témoignages sur Auschwitz, Buchenwald, Dora, Dachau, Ravensbruck, etc., les synthèses faites d'après les documents en sa possession par le *ministère de la Reconstruction*, des traductions de documents importants provenant du fonds d'Arolsen, etc.

En Angleterre, un voyage du secrétaire général de la Commission lui avait permis de trouver au *Foreign Office* des photocopies des papiers de Himmler. Ces papiers ont été dépouillés par M. Grunewald (1). Un choix a été fait et la Commission a reçu des documents provenant du ministère allemand de l'Intérieur, du chef de la *Haute Cour de Justice S. S.*, du major général des *Waffen S. S.*, de l'état-major personnel du Führer, du ministère de l'Armement, du secrétariat aux Affaires étrangères, et, pour une grande partie, de la correspondance personnelle de Himmler dans laquelle des sujets très divers sont abordés (demandes de main-d'œuvre, organisation du travail dans les mines de Pologne, construction de la voie ferrée Weimar-Buchenwald, instructions sur les fabrications d'armes, utilisation des biens volés aux Juifs, etc.).

Par contre, en dépit de multiples démarches, il a été impossible d'obtenir quoi que ce soit de la Justice militaire anglaise détentrice des dossiers des tortionnaires des camps de concentration jugés en zone britannique d'occupation en Allemagne (dont ceux de Bergen-Belsen).

En Allemagne, en se plaçant uniquement et sans passion à un point de vue de préservation de documents importants pour l'histoire contemporaine, la Commission s'est préoccupée du sort du fonds d'Arolsen rassemblé par le *Service international de Recherches* et devant être remis, en application des accords de Bonn, à la République fédérale allemande.

(1) M. Grunewald, agrégé d'histoire, appartient à l'équipe chargée de la publication des archives de la Wilhelmstrasse.

A la suite de deux missions (MM. Rovan et Baudot), grâce aussi à l'obligeance de la Délégation du ministère des Anciens Combattants à Arolsen et de son chef, M. Garban, de nombreux documents ont été récupérés. Ainsi ont été reçus une vingtaine de classeurs comportant des photocopies de documents, en plusieurs langues, concernant les camps d'Auschwitz, Buchenwald, Dachau, Dora, Flossenburg, Mauthausen, Ravensbruck, Sachsenhausen, les camps de Yougoslavie, les marches de la mort. Ce sont des dépositions de déportés, de bourreaux *S. S.* (Zireis, Bachmayer, commandant et commandant en second de Mauthausen, Kramer à Bergen, et d'autres), des rapports dressés par les officiers alliés à leur entrée dans les camps, etc. M. Rovan avait sélectionné toutes les ordonnances d'ordre général sur le régime du travail, les expériences scientifiques, le traitement des détenus *N. N.*, le fonctionnement des chambres à gaz roulantes, les règlements intérieurs des camps, les instructions sur la discipline chez les *S. S.*, l'utilisation des concentrationnaires dans les usines de guerre, un rapport sur l'état de la France occupée par un officier de l'état-major allemand de Paris, etc.

Toujours en Allemagne, existaient dans les archives du service de la Justice du Haut-Commissariat français les dossiers des prisonniers de première instance de Fribourg, de Cologne, de Reutlinger et ceux du tribunal supérieur de Radstadt. Ils sont aujourd'hui à Colmar, mais c'est un gros problème, non résolu, d'en effectuer le dépouillement.

C'est toutefois aux *États-Unis* que se trouvent le plus de documents allemands de tous genres. Les Allemands n'ont-ils pas récupéré la plupart des papiers retrouvés de la *Wehrmacht*, des *S. S.*, de Hitler ? N'ont-ils pas emporté du seul Struthof une camionnette chargée de documents ? La Commission a obtenu que les documents allemands lui soient remis et si, pour l'instant, rien ne lui est encore parvenu d'intéressant sur les camps de concentration, nul doute que cet état de chose ne soit amené à se modifier bientôt.

Malheureusement, ce qui se trouve en Europe orientale est à peu près inconnu ; une correspondance a bien été échangée avec la Pologne et, à un degré moindre, avec la Tchécoslovaquie ; des publications nous parviennent de Pologne seulement, mais des documents n'ont pas été envoyés (1). Il en est de même avec la Croix-Rouge internationale et aussi avec Israël (on sait pourtant que les organismes sionistes ont fait remplir des fiches à des millions de personnes déclassées, logées dans des camps provisoires à la libération).

*
* *

Préoccupée de savoir ainsi où effectuer d'ultérieures recherches, la Commission a cependant constitué son propre fonds d'archives par une patiente collecte auprès des organismes publics, des associations de

(1) Du moins depuis les microfilms réalisés en Pologne par les missions du *Ministère des Anciens Combattants* (1946-7).

déportés ou de diverses personnes possédant des bribes de documentation. Une énumération est impossible et serait fastidieuse ; voici quelques exemples.

Il s'agit tantôt de papiers ramenés des camps par les revenants : fiches de l'administration, plans successifs des camps, bulletins de décès, imprimés et insignes, certificats d'arrivée, journaux ou calendriers tenus au jour de la libération, agendas de docteurs où sont marquées les opérations effectuées au Revier, poèmes, recettes de cuisine, œuvres d'art sculptées dans des cuillers ou des gamelles, cartes-lettres, avis de décès, listes de commandos, de disparus, livres de Revier, etc. (M. l'abbé Jost a ainsi donné un document établi à Munich, en février 1934 par la *Bayerische Politische Polizei*, prévoyant d'après quel code, suivant un système phonétique, seraient appelés les déportés appartenant à des pays différents d'Europe, ainsi qu'une lettre d'un constructeur de fours d'Allach, exposant au *Reichsfuhrung* du *N. S. D. A. P.* à Munich, dans quelles conditions pourrait être construit un four brûlant n'importe quoi sans arrêt et sans dégagement excessif de fumée). Ce sont aussi des dessins ou des photographies (plusieurs centaines, dont l'album du commandant *S. S.* de Buchenwald), des rapports de gendarmerie ou de police sur les camps d'internement, des interrogatoires de criminels de guerre (procès d'Aurigny, de Ravensbruck, de Neuengamme), des dépositions de déportés faites au service de rapatriement à leur retour, etc. L'ensemble est riche et disparate.

Buchenwald, Dora, Dachau, Ravensbruck, Auschwitz, Mauthausen, Neuengamme, Natzweiller, Flossenburg, sont les noms qui reviennent le plus souvent. Les lacunes sont nombreuses ; sur aucun camp, la documentation rassemblée ne peut encore être considérée comme suffisante. Les renseignements sont nombreux surtout sur les commandos où ont séjourné les Français, et presque rien n'existe sur de grands camps à l'Est de l'Europe, comme Majdaneck, Lublin, Stutthof.

LA COLLECTE DES TÉMOIGNAGES

Cette documentation ne saurait être complète ; surtout, elle était impropre à retracer les souffrances de déportés. Seuls les revenants pouvaient le faire et beaucoup l'avaient fait dans de nombreux livres, d'intérêt et de valeur très variables. Il fallait donc les interroger. Des questionnaires furent envoyés puis, inlassablement, les enquêteurs commencèrent leurs visites (1). Il fallut vaincre bien des méfiances, triompher de répulsions instinctives et bien naturelles à évoquer des moments qu'on ne demandait qu'à oublier (2). Malgré les défaillances de mémoire, peu à peu est appa-

(1) Enquêteurs de la Commission : Mme Granet (qui avait déjà procédé à une enquête de cet ordre sur la Résistance), Mme Wormser (secrétaire générale adjointe de la première *Commission d'Internement et de la Déportation* au ministère des Anciens combattants), Mlle Routis et, pendant quelque temps, MM. Lacombe et Rovan (déportés).

(2) Cf. art. de Mlle TILLION.

rue la diversité, dans l'égalité de l'horreur, du sort fait aux déportés, selon les camps, l'époque où ils y avaient séjourné, leur situation dans la société concentrationnaire, leur nationalité, leur appartenance politique et bien d'autres facteurs encore.

Aujourd'hui, près de 500 témoignages ont été recueillis ; un certain nombre ont été reçus de Belgique ; 350, de témoins de toutes nationalités, recueillis par les Américains et par les Anglais, s'y sont ajoutés, en provenance du fonds d'Arolsen.

En principe, la Commission avait pris pour règle d'interroger des déportés de toutes natures, quelle que soit la raison de leur déportation, fussent-ils des *droit commun*. En fait, la plupart des témoins qui ont répondu à l'enquête sont, soit des « raciaux », soit des « politiques », soit encore des « résistants ».

L'enquête fut longtemps déterminée selon les occasions ; un déporté connu, convaincu, permettait d'en toucher d'autres. Le nombre suffisant des témoignages recueillis permet aujourd'hui de procéder de façon plus rationnelle. Il ne s'agissait pas, en effet, d'additionner des témoignages, mais de permettre une étude du système concentrationnaire, tant sociologique qu'historique. D'où la nécessité d'orienter l'enquête systématiquement vers les camps ou les catégories de détenus pour lesquels les documents étaient les plus rares, ou sur des activités présentant le plus d'intérêt, celle des médecins, par exemple.

La valeur de ces témoignages est très diverse, comme leur longueur. Certains sont exceptionnels, tel le récit d'une nuit d'extermination à Mauthausen, par le seul témoin qui ait échappé au massacre ; la plupart n'ont pas donné lieu à utilisation critique : il importait, pour commencer, d'en recueillir le plus grand nombre, dans les plus brefs délais, parce que malheureusement, le nombre de témoins diminuait. Dans un deuxième stade de travaux de la Commission, il va falloir les passer au crible de la critique, les confronter entre eux et avec les documents originaux.

Tout un fichier est tenu à jour sur l'enquête ; chaque fiche comporte :

	Cause de la déportation
M. (nom).....	Déporté
Adresse.....	Résistant
Profession	Politique
	Racial

Témoignage recueilli par ..... le (date) .....
Ou poème, ou récit, etc., transmis à ..... par.....
Camps ou prisons, où le témoin a séjourné .....
Dates de séjour et de libération.....

En outre, ont été dressés un glossaire et un fichier de criminels de guerre. Mais il a fallu renoncer — la tâche était démesurée — au des-

sein, un moment envisagé, de dresser un fichier de tous les déportés (1).

De toutes façons, les témoins ont été prévenus, avant d'être questionnés, que leurs réponses risquaient d'être utilisées, un jour, pour des études destinées à être publiées ; ils étaient toujours libres d'exiger le secret pour tout ou partie de leur déposition. Par contre, celles-ci ne sauraient être ni publiées telles quelles, ni communiquées à des tiers. Aucune ambiguïté ne peut donc exister sur ces points (2).

LES CORRESPONDANTS DE PROVINCE

La recherche des documents, la collecte des témoignages, devaient être effectuées dans toute la France ; il importait aussi d'étudier les prisons et les camps d'internement, qui ont été l'antichambre de la déportation. La Commission a donc recruté des correspondants en province, à raison d'un ou plusieurs par département. Elle en possède aujourd'hui 89 ; 6 départements seulement n'en ont pas.

Recrutés sur proposition de l'Inspecteur d'Académie, acceptés par le préfet, coopérant avec le délégué des Anciens Combattants, subventionnés souvent par le Conseil général, les correspondants ont été aidés dans leur tâche par les pouvoirs locaux à la suite d'instructions envoyées par les ministères de l'Éducation nationale, de l'Intérieur et des Anciens Combattants (3). Quelques-uns avaient travaillé déjà à l'enquête sur la Résistance, entreprise par la *Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France* ; on compte parmi eux des professeurs de Faculté ou de Lycée, des archivistes, des instituteurs, des érudits locaux ; beaucoup ont été déportés. De façon générale, ils travaillent seuls, la formation d'un Comité de Patronage ayant paru peu souhaitable. A Lyon toutefois existe une Commission présidée par M. le Recteur Allix, dont les recherches s'étendent d'ailleurs au delà du département du Rhône (4).

Leur tâche est difficile ; les divisions des déportés, l'âpreté des luttes politiques locales, les querelles de personnes, ne les facilitent guère ; les moyens matériels leur font aussi trop souvent défaut. Le correspondant départemental, pour obtenir des résultats, doit être honorablement connu sans être mêlé à des luttes de clans ou de partis ; il doit faire preuve de beaucoup de persévérance et compenser par son dévouement la précarité des moyens matériels mis à sa disposition.

De façon générale — sauf quelques exceptions, dont celle, remarquable, de la Charente-Maritime — il leur a été malaisé de rassembler des témoignages ; leur éloignement des témoins, le manque de temps pour

(1) Il a été dressé parfois dans les départements, cf. art. de M. Vivier.

(2) Le classement des documents et des témoignages est effectué par lieu d'internement, camp ou prison.

(3) Circulaire aux inspecteurs d'Académie du directeur général de l'Enseignement du 1er degré (19-11-1953) ; instructions aux préfets du Ministre de l'Intérieur (mars 1952) ; circulaire aux délégués départementaux du Ministre des Anciens Combattants (février 1952).

(4) Elles portent pour l'instant sur la résistance, l'occupation, plus que sur la déportation. Un Comité départemental travaille aussi dans le Haut-Rhin.

procéder aux interviews, le caractère fractionné des résultats obtenus, étaient autant d'obstacles.

Par contre, ils ont souvent fait preuve de la plus grande ingéniosité pour rassembler les bribes de documentation possédées par les déportés ou dénicher et recenser les lots de papiers, importants parfois, détenus par des administrations, de façon souvent inattendue ; ils ont fait passer des notes dans les bulletins des Associations de Déportés, procédé à des appels au cours de réunions et congrès, demandé le concours des maires par l'intermédiaire du Préfet et celui des instituteurs par l'intermédiaire des inspecteurs d'Académie ; ou bien encore, ils ont enquêté auprès des familles des disparus.

Quelques exemples seulement peuvent être donnés des résultats obtenus. Presque partout ont été retrouvés les coupures de la presse locale relatant le retour des déportés avec leurs déclarations ou les articles écrits par eux ultérieurement, ainsi que les brochures publiées à compte d'auteur par le soin d'imprimeurs locaux, ou encore les textes de conférences faites de ci de là. Les dossiers des personnes arrêtées, les fiches de police et de gendarmerie ont été retrouvés dans les papiers de la Préfecture où parfois des découvertes d'un intérêt général ont été faites : correspondance échangée avec les autorités d'occupation (Hautes-Pyrénées), législation des camps de séjour surveillé (Eure-et-Loir), dossiers d'un juge d'instruction (à Vesoul) fournissant les renseignements sur les arrestations et les fusillades ; on a interrogé les procureurs de la République en fonction sous l'occupation, les infirmiers des prisons, les chauffeurs de cars (un convoi automobile avait ainsi transporté des déportés de La Rochelle à Natzweiller) ; des enquêtes collectives ont été entreprises dans le Lot notamment, et dans le Cantal — dans les villes ou les cantons où la déportation avait particulièrement sévi, etc.

L'enquête a surtout porté — seules des personnes bien au courant du pays et résidant sur place pouvaient le faire — sur les prisons et les camps d'internement dans les départements ; on a ainsi retrouvé des registres d'écrou ou des registres « de mouvements d'entrées ou de sorties », ou encore des rapports de gendarmerie et de la Croix-Rouge, relatant des visites dans les camps ; une documentation plus ou moins vaste a été rassemblée pour les camps de Gurs (Basses-Pyrénées), la Lande (Indre-et-Loire), Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), Nexon et Saint-Paul-d'Eygaud (Haute-Vienne), Arc-en-Sonans (Doubs), Masseube (Gers), la forteresse de Montluc (Lyon), Doullens (Somme), etc., ainsi que sur les prisons d'Angers, de Fontevrault (Maine-et-Loire), Loos (Nord), etc.

Enfin, la tâche des correspondants a été surtout orientée vers l'établissement de statistiques de l'internement et de la déportation. En s'aidant des fichiers établis par le *C. O. S. O. R.* (1) et par la Délégation des

(1) *Comité des Œuvres sociales des Organisations de Résistance*, qui a aidé les familles de déportés.

Anciens Combattants, en effectuant des recherches sur les rapports de gendarmerie ou de police, en interrogeant les déportés, les rabbins, les services de la *S. N. C. F.*, en adressant aux secrétaires de mairies des questionnaires très complets, les correspondants arrivent ainsi, après un gros travail, qui les oblige souvent à dresser des listes des déportés, à connaître : le nombre, la date, le motif d'arrestation, les camps où sont allés les déportés, les convois qui les ont emmenés, la proportion des revenants ; ils procèdent à des classements, par sexe, âge, profession.

Des statistiques, plus ou moins complètes, ont été ainsi établies pour 39 départements. Certaines sont remarquables et s'accompagnent d'une critique sévère des fichiers et des sources d'information (1). Il sera difficile de les dresser partout : les difficultés augmentent avec le nombre de la population et, pour Paris, le travail apparaît à peu près impossible ; mais les sondages effectués çà et là sont d'un grand intérêt dans la mesure où ils permettent de dresser comme une carte de la déportation (2).

CONCLUSION

La Commission en est donc encore au premier stage de ses travaux : La recherche et le rassemblement d'une documentation. Le deuxième stade, l'inventaire des fonds importants, est à peine commencé. Il est évident que la troisième étape, celle des publications, ne pourra commencer avant que soit menée à bien la poursuite des deux premiers. Les moyens les plus divers ont été employés pour la constitution de cette documentation. Elle est encore incomplète ; elle risque de le demeurer toujours ; mais telle quelle, son importance n'est pas négligeable.

En même temps, le secrétariat de la Commission a procédé au rassemblement des ouvrages et des brochures sur le sujet. Près de 400 ouvrages ont été ainsi recensés ; ils sont, pour la plupart, en la possession de la Commission et constituent une utile bibliothèque (3). Peu à peu, ces ouvrages sont lus et donnent lieu à la rédaction de fiches critiques publiées soit dans la revue, soit dans le bulletin intérieur. En même temps, sont lus, par un spécialiste, les principaux ouvrages polonais.

Tous les renseignements sur les travaux de la Commission sont portés sur le bulletin intérieur qui paraît tous les mois (4). Cette publication témoigne ainsi régulièrement de l'ampleur d'une tâche, aux réalisations diverses, dont le caractère le plus original est peut-être d'avoir été accomplie par une équipe de chercheurs, œuvrant dans un remarquable esprit de cohésion.

Henri MICHEL,
Secrétaire général.

(1) Notamment, pour les départements de l'Ariège, du Maine-et-Loire, des Hautes-Pyrénées, du Tarn, du Vaucluse. Pour l'Indre-et-Loire, cf. art. de M. VIVIER.

(2) Le correspondant des Ardennes a associé à l'enquête les élèves de l'Ecole Normale d'instituteurs.

(3) Elle sera à la disposition de chercheurs lorsque le Comité d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale sera installé dans ses locaux, 22, rue d'Athènes, Paris (8e).

(4) Il en est à son 24e numéro.

ANNEXE

LISTE DES CORRESPONDANTS DE LA COMMISSION D'HISTOIRE DE LA DÉPORTATION

Ain	M. Morin, 2, rue des Bons-Enfants, à Bourg, déporté.
Aisne	Mlle Deschamps, professeur au Collège de jeunes filles, Laon, 27, rue des Chenizelles.
Allier	Mme Monceau, boulevard de Courtais, Moulins, internée.
Basses-Alpes	M. Joseph, instituteur, Saint-Auban (déporté).
Hautes-Alpes	M. Terrasson-Duvernon, Le Rochasson, Gap.
Alpes-Maritimes	M. Ehrmann, professeur au Lycée de garçons de Nice.
	M. l'abbé Daumas, 73, boulevard Carabacel, Nice.
Ardèche	M. Beaussier, instituteur honoraire, rue Georges-Couderc, Aubenas.
Ardennes	M. Manceau, professeur d'histoire à l'École normale de filles, Charleville.
Ariège	M. Saint-Alary, directeur d'école honoraire, 10, boulevard N.-Peyrevidal, Saint-Girons, déporté.
Aube	M. Lejeune, directeur d'école honoraire, à Montaulin.
Aveyron	M. Albouy, professeur, 4, rue A.-Balitrand, Millau.
Bouches-du-Rhône	M. Benoit, professeur au Lycée de garçons, 19, boulevard Clémence, Marseille.
Calvados	M. de Bouard, professeur à la Faculté des Lettres, Caen, déporté.
Cantal	M. Payrasse, Bureau des Déportés politiques, 4, avenue de la République, Aurillac, déporté.
Charente	M. Beillard, directeur d'école, Chazelles.
Charente-Maritime	Mme Bouchet, 18, rue Bouguereau, La Rochelle (veuve de déporté).
Cher	M. Wimbée, directeur d'école normale honoraire, 11, rue des Vertus, Bourges.
Corse	M. Livrelli, 1, rue Général-Campi, Ajaccio, déporté.
Côtes-du-Nord	M. Ancélin, professeur à l'École normale de garçons, Saint-Brieuc.
Creuse	M. Maldant, directeur d'école, Fresselines.
Deux-Sèvres	M. Pineau, inspecteur primaire à la retraite, Melles.
Doubs	Commandant Marlet, 13, rue du Palais-de-Justice, Besançon, déporté.
Drôme	M. Planel, professeur au Lycée, 223, rue Château-Vert, Valence.
Eure	M. Louis Maury, professeur d'histoire au Collège technique d'Évreux, déporté.
Eure-et-Loir	M. Carré, professeur agrégé au Lycée de Chartres.
Finistère	M. Waquet, archiviste honoraire, archives départementales, Quimper, interné.

Gard	M. Maruejols, professeur au Cours complémentaire Saint-Charles, Nîmes, déporté.
Haute-Garonne	M. Fontaneau, professeur agrégé, 14, rue Mathaly, Toulouse.
Gers	M. Bixel, instituteur à Mielan, déporté.
Gironde	M. Talbot, professeur agrégé, 36 *bis*, rue Rosa-Bonheur, Bordeaux.
Hérault	M. Coucy, instituteur, villa Loukiane, Cité Verdier, Montpellier.
Ille-et-Vilaine	M. Fréville, professeur à la Faculté des Lettres, Rennes, 57, avenue Aristide-Briand.
Indre-et-Loire	M. Vivier, inspecteur général de l'Instruction publique, 1, rue François-Arago, Tours.
Indre	M. Bellier, 9, rue Joseph-Bellier, Châteauroux, déporté.
Isère	M. le Dr Bataillh, 4, rue Pierre-Vicat, Grenoble.
Jura	M. Mermet, directeur départemental de la Jeunesse, cité administrative, Lons-le-Saunier.
Landes	M. Cantal, à Gabarret, président de l'U. N. D. I. F., déporté.
Loire	Mme Bocquin, professeur au Lycée La Roche, La Métare, Saint-Étienne, déportée.
Haute-Loire	M. Dubosclard, professeur à l'École normale d'instituteurs, Le Puy.
Loire-Inférieure	M. Gernoux, instituteur, 10, place de la Bourse, Nantes.
Loir-et-Cher	M. Cochard, professeur au Collège de Saint-Aignan, Bois-Prieur, avenue Albert-Ier, Blois.
Lot	M. Bousquet, professeur au Lycée de Cahors. M. Pezet, professeur au Collège de Figeac.
Lot-et-Garonne	Mme Toloze, institutrice retraitée, passage d'Agen.
Lozère	M. Pierrel, instituteur, Le Monastier, déporté.
Maine-et-Loire	M. Bazin, commissaire principal aux Renseignements généraux à Angers.
Manche	M. Colin, principal de collège honoraire, rue du Général-de-Gaulle, Saint-Pierre-Église (père de déporté).
Marne	M. Aubert, Collège moderne et technique, 28, rue Victor-Rogerlet, Reims, déporté. M. Goguel, inspecteur de l'Enseignement technique, Reims, déporté. M. Menu, secrétaire de l'Enseignement technique, Reims, déporté.
Haute-Marne	M. Henriot, professeur au Lycée, 24, avenue des États-Unis, Chaumont.
Mayenne	M. Bouhier, professeur à Soulgé-le-Bruant.
Meurthe-et-Moselle	M. Jacques François, professeur agrégé au Lycée Poincaré, Nancy, déporté.
Meuse	M. Colnat, archiviste départemental, Bar-le-Duc.
Morbihan	M. Tanguy, professeur à l'École normale d'instituteurs, Vannes.
Moselle	M. R. Weil, professeur au Lycée, 18, avenue de la Gare, Sarreguemines, déporté.

Nièvre	M. Courrault, directeur d'école honoraire, 6, place Jean-Desvaux, Nevers.
Nord	M. Ducroquet, directeur d'école, 26, rue Dupleix, Lille.
Oise	M. Galey, directeur de l'École Notre-Dame-du-Thil, Beauvais.
Orne	M. Viel, professeur honoraire, avenue des Gerbiers, La Ferté-Mace.
Puy-de-Dôme	M. Marcel Paul, instituteur à Doranges, déporté.
Basses-Pyrénées	M. Bayaud, archiviste en chef, Palais du Parlement, Pau.
Hautes-Pyrénées	M. Maumus, 20, rue Thiers, Tarbes.
Pyrénées-Orientales	Dr Estève, 13, avenue Grande-Bretagne, Perpignan.
	Durrieu de Madron, 10, rue Mailly, Perpignan.
Bas-Rhin	M. Sigmann, professeur agrégé, 2, rue du Lac, Strasbourg Montagne Verte.
Haut-Rhin	M. Bopp, professeur agrégé, 68, avenue de la République, Colmar.
Rhône	M. Ruby, professeur, 82, rue de la Buire, Lyon.
Saône-et-Loire	M. Vincent, directeur d'école à Varennes Saint-Sauveur.
Haute-Saône	M. Médard, professeur honoraire de Faculté, Le Lyaumont, par Aillevillers.
Sarthe	M. Paul Cordonnier, bibliothécaire, 54, boulevard Delagenière, Le Mans.
Savoie	M. le général Lestien, 10, rue Juiverie, Chambéry.
Seine-Inférieure	M. Piontek, professeur au Collège technique, 5, rue des Emmurées, Rouen, déporté.
Seine-et-Marne	Mlle Parre, directrice honoraire de Lycée, 35, rue Saint-Honoré, Fontainebleau.
Somme	Dr Vasselle, 9, rue Duthoit, Amiens.
Tarn	M. Saulière, instituteur, 58, rue Bellevue, Albi.
Tarn-et-Garonne	M. Ressigeac, professeur honoraire au Lycée de Montauban.
	Mlle Feral, institutrice, Montauban.
Var	M. Masson, instituteur à Vidauban.
Vaucluse	M. Autrand, chef de division, préfecture, 17, place du Palais, Avignon.
Vendée	Mme Jodet, directrice d'école honoraire, Les Essarts.
Vienne	M. François Villard, archiviste en chef, préfecture, Poitiers.
Haute-Vienne	Mme Mascomère, professeur au Lycée, 10, avenue de Saint-Éloi, Limoges.
Vosges	M. François, professeur agrégé au Lycée de Nancy, Épinal, déporté.
Yonne	M. Vauthier, professeur à Joigny, déporté.
Maroc	M. Truchet, 12, rue Delpit, Rabat.

LA DÉPORTATION EN INDRE-ET-LOIRE

(Étude statistique)

L'établissement d'une statistique des déportés apparaît difficile et délicate. Pour éviter les doubles emplois et les inexactitudes, chaque liste départementale ne doit comprendre que les personnes arrêtées dans le département, qu'elles y aient été ou non domiciliées de 1940 à 1944. Tout en nous inspirant de cette règle, nous avons malgré tout compris dans la statistique d'Indre-et-Loire, mais sous forme de tableau distinct, les Tourangeaux arrêtés hors département et déportés.

La constitution de listes de déportés s'est révélée d'autant plus difficile que, de 1940 à 1944, l'Indre-et-Loire fut un département où les mouvements de population ont été importants en raison de l'afflux de réfugiés provenant des régions envahies ou sinistrées. C'est ainsi que la Touraine accueillit successivement : des Alsaciens-Lorrains, des Français du Nord, en 1939-1940 ; des sinistrés de Lorient et du Morbihan, en 1942 ; des Normands du Calvados, en 1944. Aujourd'hui la plupart de ces réfugiés ont regagné leur pays d'origine. Ces familles ont pu avoir l'un des leurs arrêté en Touraine, mort en déportation ou rapatrié. Ce brassage de population n'a pas facilité nos recherches.

L'Indre-et-Loire était aussi un département séparé en deux par une ligne de démarcation, franchie journellement par des prisonniers de guerre évadés, des Juifs, des résistants, des suspects, qui fuyaient la zone nord occupée et cherchaient un refuge hypothétique dans la zone dite « libre » dont faisait partie la région lochoise au sud du département. Beaucoup d'arrestations furent opérées à la ligne de démarcation, en particulier des arrestations de Juifs. Ces derniers, tout au moins jusqu'en septembre 1942, rejoignirent au camp de La Lande, commune de Monts, des internés d'origines diverses. Ce camp avait été peuplé en décembre 1940 par plusieurs centaines d'israélites et de catholiques en grande majorité polonais, évacués en 1939 de Moselle en Gironde, leur premier département d'accueil et refoulés en Touraine par ordre des autorités allemandes. Israélites et étrangers, au nombre de 523, furent évacués sur Drancy en septembre 1942 et remplacés par des communistes, des condamnés de droit commun, des « marché noir », et des prostituées. Le camp de La Lande fut dissous en janvier 1944 et les internés dirigés sur le camp de Rouillé, dans la Vienne.

Signalons un autre camp de nomades, venus eux aussi de la région bordelaise en décembre 1940 et renforcés de communistes en 1941. Installé à La Morellerie (commune d'Avrillé-les-Ponceaux) ce camp fut transféré à Montreuil-Bellay et à Chateaubriant en décembre 1941.

Un grand nombre de ces internés ont été déportés. Si l'on a pu retrouver des traces de la plupart des rapatriés, nous n'avons par contre aucun renseignement sur beaucoup de morts et de disparus.

Notre travail de statistique a bénéficié d'une documentation abondante

et variée mais trop souvent fragmentaire, incomplète, voire même tissée de renseignements contradictoires. Entre le fichier du *COSOR*, établi au retour des déportés en 1945, et les listes dressées au *Service des Anciens Combattants*, on constate de notables différences (1).

Aussi fut-il nécessaire d'aller pas à pas dans un long et minutieux travail de criblage des listes du *COSOR* et des Anciens Combattants. L'élimination de tous les non-déportés permit d'abord de dresser une liste de personnes fusillées, tuées et massacrées en Indre-et-Loire (2).

Seuls furent maintenus en définitive ceux qui pouvaient prétendre à la qualification de « déporté », c'est-à-dire ayant séjourné dans un camp de concentration du fait de l'occupant. La documentation utilisée (3) a été contrôlée, soumise à la critique la plus rigoureuse. C'est en partant de la

(1) Le fichier du COSOR accuse un total de 1.376 déportés (708 rentrés et 668 non rentrés) tandis que la liste des Anciens Combattants en compte 1.117 (561 rentrés et 556 non rentrés).

(2) De cette liste sont exclues les victimes des bombardements, les prisonniers de guerre, les déportés du travail décédés en Allemagne. Elle comprend par contre : 124 massacrés — vieillards, femmes et enfants surtout — de Maillé, le 25-8-1944, par des Allemands aussi criminels que ceux d'Oradour-sur-Glane ; 334 fusillés, tués, massacrés, dont le plus grand nombre dans des opérations de maquis, dans la région lochoise, de juin à septembre 1944.

(3) *Documentation utilisée.* — a) *Fichier du COSOR.* — Déclarations en 1945 des déportés rapatriés, des familles pour les non rentrés. (Tourangeaux ou non Tourangeaux arrêtés en Touraine, et Tourangeaux arrêtés hors du département). Ce fichier comportait indistinctement des noms de déportés, tués, massacrés et internés ;

b) *Liste des Anciens Combattants.* — Elle comprend : les dossiers de pensions des victimes de guerre et d'occupation, même pour déportés et familles venues résider en Indre-et-Loire depuis la Libération. Mais elle ne compte pas les dossiers des déportés tourangeaux ou réfugiés partis de Touraine.

c) *Anciens Combattants.* — Dossiers individuels constitués pour l'obtention des cartes de déportés résistants et de déportés politiques ;

d) *Questionnaires envoyés aux communes d'Indre-et-Loire.* — Ce questionnaire devait comprendre les noms de toutes les victimes de guerre, non seulement pour les habitants des communes mais pour tous ceux non domiciliés dans la commune, arrêtés, massacrés ou fusillés sur le territoire de la commune ;

e) *Registres et fichiers des Associations de Déportés d'Indre-et-Loire.* — En dépit des scissions successives, nous avons pu consulter les fichiers et registres de toutes les associations sans exception.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

a) Liste d'arrestations allemandes : incomplète, établie au cabinet du préfet de 1940 à 1944 ;

b) Dossiers du camp de La Lande (listes de Juifs, de communistes et fichiers incomplets) ;

c) Dossiers du camp de La Morellerie à Avrillé-les-Ponceaux (nomades, communistes et « marché noir ») ;

d) Fichiers individuels du service des Étrangers à la préfecture ;

e) Dossiers d'internement 1944-1946 ;

f) Dossiers versés aux Archives départementales par les services préfectoraux et surtout par le cabinet du préfet (correspondances échangées entre le préfet et M. de Brinon, préfet et Feldkommandantur, rapports mensuels du préfet ; motifs d'arrestation). On y trouve aussi des listes partielles d'arrestation, des rapports de police, des procès-verbaux d'enquête et des procès-verbaux de gendarmerie (1940-1945) ;

g) Papiers de la Kommandantur abandonnés à l'École normale d'institutrices en août 1944. Interrogatoires par la Gestapo ;

h) Fichiers et rapports des renseignements généraux, dont beaucoup reproduisent des renseignements tirés des dossiers de la Gestapo ;

i) Registres de détenus en provenance de la Gestapo. Celui de 1942 comprend les

liste des Anciens Combattants (1) que nous avons établi notre statistique. Par suite de l'insuffisance de cette liste, une liste complémentaire (2) a été mise au point grâce aux questionnaires envoyés aux Communes et grâce au fichier du *COSOR*. Les résultats d'ensemble sont consignés dans le tableau statistique ci-dessous qui comprend : 1.417 déportés, dont 1.240 non raciaux et 177 raciaux.

STATISTIQUE DES DÉPORTÉS

TOTAL : 1.417

	Arrestations dans le département		Tourangeaux arrêtés hors département		Totaux
Rentrés	558		112		
Non rentrés	675		72		
	1.233		184		1.417
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Rentrés	448	110	104	8	
Non rentrés	533	142	50	22	
	981	252	154	30	
	1.233		184		1.417
Années					
1940	12		5		
1941	33		7		
1942	330		18		
1943	360		94		
1944	461		60		
1945	3 (en Allemagne)		0		
Sans date	34		0		
	1.233		184		1.417

noms de 318 détenus avec motifs et date d'arrestation. Celui de 1943 comporte 204 noms ;

j) Registres d'écrou de la prison de Tours, 1939-1945. Registres du quartier français, ceux du quartier allemand ont disparu. Quelques renseignements sur des prisonniers condamnés pour vol, marché noir, activité politique (communistes surtout), remis aux autorités allemandes ;

k) Documentation puisée aux archives de la subdivision militaire : Commission d'homologation F. F. I., 2e Bureau.

(1) La liste des Anciens Combattants a été réduite de 551 déportés non rentrés à 498 (5 double emploi, 58 éliminés — étrangers arrêtés hors département et habitant l'Indre-et-Loire depuis la Libération, Tourangeaux décédés en France au retour de déportation, fusillés, tués et massacrés en Touraine). Nous y avons compris les Tourangeaux prisonniers de guerre et déportés du travail devenus concentrationnaires. Si l'on enlève les 52 Tourangeaux arrêtés hors département, le nombre des déportés non rentrés est ramené à 446. En procédant de la même manière pour les déportés rentrés, leur nombre passe de 556 à 516, d'où il faut défalquer 77 Tourangeaux arrêtés hors département, ce qui donne en définitive 439 déportés rapatriés.

(2) Cette liste complémentaire nous donne les chiffres suivants : 229 déportés non rentrés arrêtés dans le département et 20 Tourangeaux hors département ; 119 déportés rapatriés arrêtés dans le département et 35 Tourangeaux hors département.

	Arrestations dans le département	Tourangeaux arrêtés hors département	Totaux
Professions			
Instituteurs	18	4	
Militaires	24	11	
Gendarmes	36	0	
Postiers	23	2	
Fonctionnaires divers	45	4	
S. N. C. F.	47	0	
Employés	104	11	
Manœuvres, journaliers	35	8	
Ouvriers de métier	188	45	
Ouvriers agricoles	13	2	
Ecclésiastiques	7	0	
Étudiants	38	19	
Avocats	2	1	
Médecins	9	1	
Profess. libérales div.	34	6	
Artisans	137	22	
Commerçants	100	15	
Industriels	40	4	
Cultivateurs	103	11	
Indéterminées	230	18	
	1.233	184	1.417
Motifs			
Appartenance à réseaux et mouvements	305	35	
Sabotage	17	5	
Maquis	15	14	
Espionnage	29	5	
Parachutage	59	4	
Aide, hébergement à P. G. évadés, maquis, S. T. O. réfractaires, parachutistes	93	2	
Transport armes	6	1	
Refus travail pour Allemands	4	1	
Postes émetteurs	15	0	
Détention, dépôts armes	55	5	
Impression, délivrances, ports, fausses cartes d'identité	12	2	
Détention, distribution tracts, journaux clandestins	42	2	
Ligne démarcation : passeurs	46	2	
Tentatives franchissement	13	2	
Réfractaires S. T. O.	78	15	
Résistance : sans précision	36	5	
Motifs politiques			
Communistes	112	7	
Gaullistes	61	6	
Otages	29	2	
Suspects	22	2	
P. G., S. T. O. transformés en concentrationnaires	24	3	
Droit commun, économique	14	1	

	Arrestations dans le département	Tourangeaux arrêtés hors département	Totaux
Divers			
Râfles	23	1	
Râfles de Loches	55	0	
Dénonciations	20	0	
Détention fusils de chasse	18	0	
Nomades	2	1	
Etrangers	14	2	
Raciaux	164	13	
Motifs inconnus	50	2	
Tentatives de passage frontière espagnole		45	
Passage en Angleterre		1	
Divers (1)	18	3	
Camps			
Buchenwald	363	73	
Neuengamme	188	13	
Auschwitz	201	11	
Flossenburg	90	13	
Oranienburg	137	20	
Mauthausen	155	26	
Ravensbruck	151	12	
Wilhelmshaven	41	3	
Sachsenhausen	63	10	
Dora	73	16	
Dachau	83	22	
Bergen-Belsen	40	3	
Natzweiller	41	4	
Gross-Rosen	2	1	
Lublin-Majdanek	4	4	
Hinzert	4	0	
Schirmeck	6	1	
Osen (prisonnier politique)	1		
Camps indéterminés	141	17	
Prisons de			
Siegburg	5		
Rheinbach	1		
Camp. Aurigny	8		

LES ARRESTATIONS

Sur les 1.417 déportés (1.135 hommes et 282 femmes), 67 seulement ont été arrêtés en 1940 et 1941. Ces années sont pour les Allemands une période d'attente où soldats et civils ont ordre d'avoir une attitude correcte vis-à-vis de la population française ; mais dès que l'Allemagne est engagée dans une lutte interminable avec la Russie (juin 1941) les autorités allemandes s'inquiètent de l'attitude de la population et surveillent l'activité communiste. Elles harcèlent les autorités tourangelles qui ont mission de freiner

(1) 1 Alsacien, 4 internés d'honneur, 1 détournement courrier, 1 Sarrois, 4 rixes, 1 lingot d'or.

l'activité du Parti communiste. Dès 1941, 25 communistes tourangeaux sont arrêtés et internés à La Haute-Barde, puis à La Morellerie. Ce contingent est d'ailleurs renforcé d'étrangers indésirables, de « marché noir » et d'individus jugés dangereux pour la sécurité publique. Dans son rapport du 17 juillet 1941, le préfet Chaigneau signale de vastes opérations de police à l'encontre des « extrémistes ». Elles se traduisent par 31 perquisitions et 18 arrestations de communistes.

En 1942, on passe de 67 à 330 arrestations. Cette progression s'explique par le renforcement de la surveillance allemande. A la suite d'un attentat commis contre une sentinelle allemande, au début de février 1942, de plusieurs actes de sabotage de voies ferrées, de lancement d'explosifs contre des locaux occupés par des Allemands, les occupants arrêtent une cinquantaine de personnes, surtout des Israélites et des communistes : 14 furent libérés, 36 maintenus en prison en qualité d'otages ; communistes et Israélites furent ensuite dirigés vers Compiègne, puis en Allemagne (préfet à de Brinon, 11-7-42). Le 1er mai 1942, un nouvel attentat se produit contre la station électrique des Épines-Fortes, à Saint-Pierre-des-Corps. De nouvelles arrestations de communistes s'ensuivent : parmi eux, 5 jeunes gens furent condamnés à mort et exécutés le 5 mai 1942, ce qui produisit, avoue le préfet dans son rapport mensuel, la plus déplorable impression dans toutes les fractions de la population, car ils font figure de martyrs.

Le réveil du Parti communiste n'est pas un leurre. Si l'on s'en réfère à un rapport de police du 12 février 1942, un certain Georges Delorme, en réalité René Froissard, ancien secrétaire départemental du Parti communiste de l'Yonne, évadé depuis le 13-10-1940, du camp d'internement de Châlons-sur-Marne et venu en Indre-et-Loire réorganiser le Parti communiste, fut arrêté avec des militants du département : Lepape, Lachiver, sans compter Mlle Renaud Germaine, institutrice de Brèches-Bel-Air, qui diffusait des tracts et le journal clandestin *La Lanterne*. De juin à septembre 1942, les arrestations de Juifs et de communistes se multiplient. Les Juifs internés à La Lande et ceux qui avaient été assignés à résidence surveillée à Monts, Joué et Tours, partent en septembre pour Drancy. En novembre 1942, 35 communistes sont emprisonnés à Tours.

Le nombre des arrestations atteint 360 en 1943. C'est la Gestapo qui désormais mène le jeu, renforce les mesures de sécurité, procède à des râfles à la sortie des cinémas, des cafés, à Tours et à Chinon, harcèle la police française qu'elle trouve trop tiède, trop hésitante dans la poursuite des S. T. O. défaillants et veille d'une façon particulière au passage de la ligne de démarcation.

Durant cette année 1943, les réseaux organisés commencent à parachuter des armes, à tenir des réunions où s'assemblent des résistants ; mais il y a trop de bavards, et malgré le cloisonnement des réseaux, et l'ignorance où doivent se tenir les différents agents les uns à l'égard des autres, la Gestapo arrive à pénétrer bien des secrets en utilisant des indicateurs français. Elle fait des coupes sombres dans la troupe des patriotes tourangeaux. En juillet 1943, une douzaine de jeunes gens du *Loches-Athlétic-Club* sont arrêtés. En septembre 1943, le mouvement *Libé-Nord* est décapité ; la plupart des membres du mouvement et les chefs sont pris par les Allemands.

Mais il faut attendre l'année 1944 pour la grande chasse à l'homme : on compte 461 arrestations. De janvier à mars 1944, les résistants de Langeais, Cinq-Mars, Huismes, Sainte-Maure, de la région de La Haye-Descartes (abbé Péan et Goupille) tombent successivement dans les griffes de la Gestapo. En février 1944, une fouille méthodique est faite en forêt d'Amboise par

2.000 Allemands pour rechercher des dépôts d'armes parachutées ; dès décembre 1943, des résistants du Réseau *Darius* ont été arrêtés à la suite de la découverte d'un dépôt d'armes dans le cimetière d'Amboise.

Dans un rapport du 6 mai 1944, le préfet Musso signale que la police allemande continue à procéder à des arrestations massives pour des motifs mal connus de la masse de la population. Ces mesures cabrent l'opinion publique et contribuent à créer un véritable climat de résistance contre ce que l'on considère comme une terreur. Naturellement la nervosité des Allemands s'accroît avec l'approche du débarquement : à la mi-mai, ils décident d'arrêter 150 personnes environ parmi lesquelles se trouvaient la plupart des autorités du département prévues pour la Libération, mais ces personnes furent prévenues par des policiers français et des résistants ; elles allèrent faire un petit tour dans les régions avoisinantes.

La Gestapo s'inquiète de la fréquence des sabotages, des parachutages d'armes ; elle intensifie son action répressive au lendemain du débarquement. Dans la région de Villedômer et de Nouzilly, un groupe important de résistants et d'étrangers, dont 10 Espagnols, sont emprisonnés à Tours. Fin juillet, début août, la Gestapo met la main sur un groupement de résistance dont le centre se trouve au château de Vaux, dans la commune d'Esvres. Les uns seront tués le 9 août à Saint-Symphorien d'une balle dans la nuque, les autres partiront de La Ville-aux-Dames, le 10 août 1944, par un dernier train de déportation formé d'ailleurs de deux trains de déportés en provenance d'Angers et de Rennes mitraillés par les avions alliés, le premier à Saint-Patrice, le second à Langeais. Désormais jusqu'à la Libération du département — fin août, début septembre 1944 — les Allemands traquent sans pitié les maquisards, et font des râfles de civils, de policiers et de gendarmes : une cinquantaine à Loches dès le 27 juillet 1944, car ils suspectent gendarmes et policiers d'opposer une certaine force d'inertie dans la recherche des maquisards et des réfractaires au S. T. O.

Le climat devient mauvais au fur et à mesure qu'éclatent comme une vérité soudaine aux yeux des Allemands les signes précurseurs de l'inévitable défaite : ainsi s'explique l'exaspération de la Gestapo, sa férocité accrue, son cynisme, sa bestialité et celle des indicateurs à sa solde de juin à juillet 1944. Si, en 1940 et 1941 et même en 1942, bon nombre de suspects s'en tirèrent avec une condamnation de prison, les personnes arrêtées en 1944 n'échappent pas à la déportation.

MOTIFS D'ARRESTATION ET DE DÉPORTATION

Le motif exact de l'arrestation permet de déterminer la qualité du déporté : résistant ou politique, pour ne prendre que deux catégories retenues par la législation afférente aux déportés. Cette classification est d'ailleurs insuffisante et il n'est pas toujours facile de faire le départ entre l'action politique et l'action résistante. Parmi les politiques appartenant à des mouvements comme *Libé-nord* ou le *Front national* certains ont été des résistants actifs et ont fait partie d'un réseau de renseignements ou d'action. Mais on relève des contradictions entre les déclarations de 1945 et celles faites aux Anciens Combattants (recensement, dossiers de pension ou de carte de déportés résistants ou politiques). En examinant ces dossiers et les rapports d'enquête, on constate que les intéressés ont fait des déclarations inexactes d'appartenance à un réseau. Certains, à tort ou à raison, sont inscrits à plusieurs réseaux. Les déclarations des familles des déportés non rentrés, généralement faites d'ailleurs de bonne foi, sont insuffisantes

ou inexactes pour beaucoup. Toutes ces raisons expliquent quelle marge d'erreurs ou d'inexactitudes peut subsister dans la détermination des motifs d'arrestation.

Les fiches du *COSOR* ou des Anciens Combattants comptaient de faux déportés : A..., né à Tours en 1920, est qualifié de terroriste sur la liste du *COSOR* sans qu'il soit possible de préciser ce qu'il est devenu depuis juin 1944. Mais le registre d'écrou de la prison de Tours nous apprend que le 27-12-41, il a été emprisonné pour filouterie d'aliments et mis en liberté au 30 décembre. Il réapparaît le 7 janvier 1942 pour vol, est condamné à un mois de prison et libéré le 3 février. Le 20 mars 1943 une agression nocturne lui vaut à nouveau trois mois de prison, jusqu'à sa libération le 30 juin. Le 1er février 1944 nous le retrouvons pour escroquerie au camp de Rouillé. Ce camp est ouvert en juin 1944, les internés se dispersent et personne n'a plus de nouvelles.

Des volontaires S. T. O. se qualifient de réfractaires au S. T. O. et de déportés. L'un d'eux Z..., volontaire S. T. O. en 1942, revient en permission, cherche à s'embaucher à l'usine *Liotard* de *Saint-Pierre-des-Corps* mais est réexpédié en Allemagne ; il revient en France en 1945 et touche la prime de 1.000 fr. en se qualifiant de déporté rapatrié. Des S. T. O. travaillant en Allemagne affirment avoir droit au titre de déportés en raison de sabotage ou de rébellion, mais ils n'ont été condamnés souvent qu'à une peine de prison qu'ils n'ont pas purgée dans un camp de concentration : ce ne sont que des internés. Des familles de S. T. O. disparus réclament pour leurs enfants le titre de « déporté » alors qu'ils ont été tués dans un bombardement (Brême, Kassel, Karlsruhe). Nous avons vu aussi sur des fichiers des noms de résistants devenus agents doubles et qualifiés de déportés : voici Y. W..., signalé comme faisant partie de *France-Libération* sous le nº 20005, arrêté aux environs de Cholet en mars 1944. Avant 1944, il était communiste convaincu ; nous le trouvons en 1943 secrétaire fédéral du *Parti populaire Français* pour l'Indre-et-Loire et les départements voisins. D'une moralité douteuse, il mène un grand train de vie, fréquente les souteneurs et les repris de justice. Après son arrestation, il devient agent de la Gestapo, dénonce des résistants. Ce traître a été condamné à mort par contumace le 31 mars 1945. Aucun document ne nous permet de dire qu'il a été déporté.

M. P..., est un autre indicateur car la Gestapo descendait dans son café chaque fois qu'elle venait procéder dans la région de H... à des arrestations. Il est arrêté à Sainte-R..., le 4-8-1944, dirigé le 10 août de Tours vers Belfort où il arrive le 18 pour repartir en Allemagne. Si la matérialité de la déportation ne peut être contestée, que peut-on penser d'une attestation qui le donne comme résistant ?

R. A..., et sa femme, dénoncés par une « mondaine » collaboratrice des Allemands, sont arrêtés et déportés en 1943. La femme revient et demande pour son mari et pour elle-même la carte de déporté-résistant, en invoquant qu'elle avait aidé des prisonniers de guerre évadés au passage de la ligne de démarcation. Bien qu'il n'y ait eu aucune relation de cause à effet entre l'hébergement des prisonniers de guerre évadés en 1940 et l'arrestation de novembre 1943, un liquidateur de réseau appuie cette demande. Il apparaît aussi délicat de déterminer si des déportés politiques dont certains ont été arrêtés pour activité communiste en 1941 ou 1942, ont fait acte réel de résistance. Il faut se méfier des déclarations contradictoires des intéressés eux-mêmes. L'un d'eux, O..., demande la carte de déporté-résistant pour actes de sabotage et freinage de production dans un atelier de réparations de wagons, puis, entendu par la police le 20 septembre 1951, il déclare ignorer les motifs de son arrestation. Le lendemain : volte-face, il se rétracte

et affirme avoir détérioré des tuyaux de caoutchouc sans apporter aucun témoignage. Tel autre déporté parle de sabotage au camp d'aviation de Parçay-Meslay ; il s'agit uniquement de retard dans des travaux d'installation de chauffage central. Par ailleurs des témoins appartenant au Parti communiste affirment que jamais ils n'ont eu connaissance d'actes de sabotage dans les ateliers de réparation de wagons à Saint-Pierre-des-Corps.

La prudence la plus élémentaire s'impose donc dans la recherche des motifs d'arrestation ou de déportation. Quoi qu'il en soit de ces inexactitudes et contradictions, bon nombre de déportés ont fait honneur à la vérité et ont donné le motif exact de leur arrestation.

Parfois l'incertitude subsiste dans l'interprétation du motif lui-même. Prenons l'expression « détention d'armes ». S'agit-il d'armes parachutées, ou de fusils de chasse ? Nous connaissons quelques bons braconniers qui ont camouflé leur fusil de chasse et ont eu l'audace de demander une carte de déporté-résistant.

L'appartenance aux réseaux et mouvements de résistance a besoin d'être précisée par l'indication de l'activité du résistant (renseignements, liaison, parachutage d'armes, sabotage). Nous en avons tenu compte chaque fois que les renseignements recueillis nous ont permis de le faire. Parfois, pour un même déporté, nous sommes en présence de plusieurs motifs d'arrestation, d'où nouvelles difficultés. Sur 1.233 déportés arrêtés dans le département, 305 soit 25 % appartiennent à des réseaux. Tandis que le nombre des raciaux atteint 177, celui des communistes et des gaullistes s'élève à 166. En ce qui concerne les étrangers déportés, il s'agit surtout d'Espagnols qui, en 1939, après avoir séjourné dans les camps d'internement français, ont été incorporés au début de la guerre dans une compagnie de travailleurs étrangers et utilisés à l'arrière des lignes.

RÉPARTITION PAR PROFESSIONS

La statistique traduit sous son aspect social l'action de la résistance. Tous les milieux sociaux se sont ressaisis pendant l'occupation et ont plus ou moins ouvertement résisté. Les victimes appartiennent à tous les éléments de la population. A côté de 90 fonctionnaires, trouvent place 71 militaires et gendarmes auxquels s'ajoutent 38 étudiants et 47 employés. Les déportés de condition modeste (artisans, employés, manœuvres, journaliers, ouvriers agricoles, ouvriers de métier), atteignent le chiffre de 543. Il pourrait automatiquement être augmenté d'une bonne partie d'employés de la S. N. C. F. et de fonctionnaires.

Le nombre des déportés de condition modeste s'élève ainsi à 50 % du total. Commerçants et industriels sont au nombre de 159 ; les cultivateurs, 114. Étudiants, réfractaires (93), cultivateurs ont été arrêtés surtout à partir de fin 1943 et en 1944 : c'est là une preuve de la réaction de plus en plus vive de l'occupant contre des résistants de plus en plus actifs, dispersés aussi bien dans la campagne que dans la ville. Il faut noter en effet que de nombreux réfractaires se camouflaient dans les fermes et les exploitations agricoles souvent avec la complicité de la gendarmerie.

RÉPARTITION PAR CAMPS

Nous avons délibérément négligé les Kommandos et les avons rattachés aux camps centraux dont ils dépendent. Une exception cependant a été faite pour Dora, kommando de Buchenwald, devenu autonome le 27-10-1944, ainsi que pour Wilhelmshaffen, kommando de Neuengamme. Mention à part a été réservée au camp de concentration de l'île d'Aurigny d'où les 8 déportés

d'Indre-et-Loire se sont évadés ou ont été libérés dans les premiers mois du débarquement de Normandie.

Ce tableau de répartition par camps est certainement incomplet et par là même inexact puisque pour les déportés non rentrés nous ne connaissons pas tous les camps où ils ont pu séjourner. De mars à mai 1945, dans les mois qui précèdent la capitulation allemande, la physionomie des camps se modifie quotidiennement en fonction de l'avance des Russes et des Alliés occidentaux. Au fur et à mesure que se resserre l'étreinte des deux mâchoires de l'Est et de l'Ouest les Allemands évacuent les camps menacés et les replient davantage à l'intérieur de l'Allemagne.

Il faut signaler qu'avant de devenir concentrationnaires, un certain nombre de déportés ont séjourné de longs mois dans les prisons de Tours, de Compiègne ou dans des camps comme La Lande (Indre-et-Loire) et Rouillé (Vienne).

RÉGIME DES CAMPS : RÉPARTITION PAR ÂGES ET MORTALITÉ

Les brèves notes que nous avons pu recueillir ainsi que quelques témoignages ne nous permettent pas de différencier suffisamment les régimes des divers camps mais les concentrationnaires sont unanimes à dire que partout ils subirent un régime de travail épuisant et inhumain et qu'ils furent maltraités et torturés par des gardiens sans pitié, pourvoyeurs des chambres à gaz et des fours crématoires.

Le tableau ci-dessous nous donne la répartition des déportés par âge :

	Déportés rapatriés	Déportés non rapatriés	Total
60 à 70 ans	20	55	75
50 à 60 –	72	98	170
40 à 50 –	141	176	317
30 à 40 –	148	196	344
25 à 30 –	116	49	165
18 à 25 –	150	130	280
Moins de 18 ans	8	27	35
Sans indication de date de naissance	15	16	31
	670	747	1.417

Sur un total de 1.417 déportés, on en compte 509 de 25 à 40 ans, 317 de 40 à 50 ans et 250 de 18 à 25 ans.

La mortalité a été plus forte chez les femmes que chez les hommes. Sur 282 femmes déportées, 164, soit 58 %, sont mortes dans les camps ; tandis que les hommes, avec 580 morts sur un total de 1.135, accusent un pourcentage de perte de 51,3 %.

Ce sont les hommes de 18 à 30 ans qui ont le mieux supporté le régime des camps. En ce qui concerne la proportion de la mortalité pour chaque camp, elle ne peut être établie à l'aide de la statistique de répartition de déportés par camp, puisque au cours de leur vie concentrationnaire les déportés ont passé par plusieurs camps. Il faut aussi tenir compte des déportés pour lesquels nous ignorons les camps de séjour. Néanmoins, peut-

être est-il possible d'arriver à une approximation si l'on compare le nombre des déportés décédés qui ont séjourné dans le camp avec le total des déportés du même camp.

	Total des déportés	Nombre de déportés décédés qui ont séjourné dans le camp
Buchenwald	436	214
Neuengamme et Wilhelmshafen	244	143
Auschwitz	212	156
Oranienburg	157	68
Mauthausen	181	99
Flossenburg	103	57
Sachsenhausen	73	29
Dora	89	47
Dachau	105	27
Bergen-Belsen	43	19
Ravensbruck	167	52

Sur 158 déportés sans indication de camp, 113 sont portés comme disparus sans date ni lieu de décès. La mortalité a touché très durement les Israélites : ce sont eux qui comptent en effet la plus grande proportion de victimes : sur 177 déportés, 150 sont décédés dans les camps, soit un pourcentage de 85 % qui n'est atteint dans aucune autre catégorie. Il est d'ailleurs impossible de certifier que ce chiffre représente la totalité des Israélites arrêtés en Touraine et déportés par la suite. Nous ne savons pas ce que sont devenus la plupart des Israélites du camp de La Lande évacués sur Drancy, au nombre de 523, en septembre 1942. Les seules indications que nous avons ont été données par des familles qui ont fait une déclaration soit au *Cosor*, soit aux Anciens Combattants. Un certain nombre qui se sont évadés du Camp de La Lande, ont franchi la ligne de démarcation, comme le Dr Sobel, et se sont fait arrêter en zone libre. Arrêté le 21 juin 1943, le Dr Sobel a été déporté à Dachau d'où il a été libéré le 2 mai 1945.

Si l'on examine l'origine des raciaux, on constate que la plus grande partie est d'origine étrangère (indication du lieu de naissance) : 69 Polonais, 6 Allemands, 3 Russes, 8 Roumains, 3 Turcs, 1 Hongrois, 2 Mexicains, 1 Autrichien, 1 Tchéco-Slovaque, 1 Hollandais, 1 Bulgare, 1 Suisse, 2 Grecs. Au total : 99.

Les Juifs français se répartissent ainsi : 18 Alsace-Lorraine, 18 région parisienne, 18 Touraine, 16 des autres régions françaises. Au total : 70. Si l'on y ajoute 8 apatrides nous arrivons au total des 177 Juifs déportés (150 décédés et 27 rapatriés).

Tels sont les résultats auxquels nous avons abouti en toute objectivité. Cette statistique est approximative comme toute statistique et nous ne nous dissimulons pas les erreurs qu'elle peut comporter. Si décevante que soit cette étude, elle nous a fait découvrir les habituels aspects de l'éternel comportement de l'homme tantôt mû par l'intérêt, tantôt par l'amour-propre mais souvent aussi par le désintéressement.

VIVIER,
Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION JUIVE CONTEMPORAINE

C'est en été 1942 que commencèrent les déportations systématiques des Juifs français, hommes, femmes et enfants, vers les camps d'extermination de l'Allemagne hitlérienne. Et c'est au début de 1943 qu'un groupe de résistants juifs, soucieux de préserver pour la postérité les matériaux et témoignages oculaires sur les crimes hitlériens, fondèrent à Grenoble, le *Centre de Documentation juive contemporaine.*

Un réflexe de cet ordre n'est pas unique en son espèce : à la même époque, lors de l'insurrection et de l'incendie du ghetto de Varsovie, d'autres historiographes juifs enfouissaient sous terre des chroniques qu'ils avaient tenues à jour jusqu'au dernier moment...

Les archives constituées à Grenoble ne furent qu'un noyau, et la majeure partie de la documentation concentrée par le *C. D. J. C.* fut réunie après la Libération, lorsque ses activités furent reprises au grand jour à Paris. La prospection porta d'abord sur la France : parallèlement à de nombreuses dépositions de témoins, les archives des diverses administrations allemandes en France, ainsi que celles de feu le *Commissariat général aux Questions juives* furent analysées, et les pièces principales, photocopiées. En même temps, contact était pris avec les différents services de criminels de guerre, ainsi qu'avec le Tribunal militaire international de Nuremberg : d'une part, la documentation dépouillée par le Centre fut largement utilisée par la délégation française au tribunal ; de l'autre, les chercheurs du Centre eurent toutes facilités pour continuer la prospection en Allemagne même. Par la suite, ces recherches s'étendirent sur d'autres pays. De la sorte, les archives du Centre ne se limitent pas à la France seule, mais embrassent l'histoire du « génocide » dans les différents pays européens — étant bien entendu que ce terme ne désigne pas la seule persécution des Juifs, mais l'ensemble des mesures d'oppression ou d'extermination prises par le Gouvernement du III[e] Reich à l'égard de toutes les races ou peuples dits « inférieurs ». La résistance à ces mesures, c'est-à-dire un aspect important de la Résistance tout court, rentre évidemment, elle aussi, dans le cadre des thèmes sur lesquels l'effort des chercheurs du Centre a porté.

A l'heure actuelle, et bien que la prospection proprement dite de la documentation continue encore, celle-ci est déjà, dans son domaine particulier, probablement la plus complète qu'on puisse trouver dans les institutions scientifiques de France ou de l'étranger. Son dépouillement se poursuit méthodiquement. Le Centre dispose également d'une bibliothèque de plusieurs milliers de volumes traitant des questions qui font l'objet de ses recherches.

L'accès aux archives du Centre est facilité par une cartothèque comprenant 3 catégories de fiches :

1) Le fichier inventaire, donnant la description des documents dans l'ordre technique de leur classement, par groupes et par dossiers ;

2) Le fichier personnel (par noms, dans l'ordre alphabétique) ;

3) Le fichier matières, qui reflète l'étude systématique des documents, et qui contient non seulement les mots vedettes des catégories, mais encore le résumé du document.

A l'heure actuelle, le nombre de fiches dépasse déjà 100.000.

Ces brèves indications permettent de se former une idée de l'excellent outil de travail que représentent les collections Centre pour un historien. Il s'agit, d'une part, de la documentation des procès de Nuremberg (procès verbaux et photocopies de documents) qui est accessible dans diverses autres institutions de France et de l'étranger, mais qui, en l'espèce, a été dépouillée et analysée avec une grande minutie, en sorte que le chercheur qui voudrait reconstituer l'histoire du camp de Dachau, par exemple, trouvera immédiatement dans le fichier, sous ce mot-clé, des références à tous les documents allemands dans lesquels il est question de ce camp. (Étant donné l'orientation générale des recherches du Centre, rien d'étonnant si les documents relatifs au lugubre camp d'Auschwitz sont tout particulièrement nombreux.) Il s'agit, d'autre part, de séries de documents de provenance diverse : archives des différentes polices anti-juives en France, une partie des archives des camps de Drancy et de Compiègne ainsi qu'une très curieuse série de documents provenant des archives du *Reichsleiter* Alfred Rosenberg, qui sont la possession exclusive du Centre, et qui, évidemment, ont été elles aussi dépouillées et classées suivant les mêmes principes.

En ce qui concerne le camp de Drancy, le Centre possède, en particulier, les listes complètes des déportations. Il s'agit de 75 dossiers (un dossier par convoi), dans lesquels sont indiqués, généralement dans l'ordre alphabétique, l'état civil, la profession, etc., de chacun des déportés.

Pour en revenir aux archives du Centre en leur ensemble, voici, à titre d'exemple, le nombre de fiches relatives à quelques-uns des principaux artisans du système concentrationnaire allemand (une fiche correspond, suivant le cas, soit à un document isolé, soit à un dossier ou à un groupe de documents) :

H. Himmler	228
R. Heydrich	64
R. Hoess, commandant du camp d'Auschwitz	34
Oswald Pohl, chef de l'office économique et administratif des S. S.	87
H. Gluecks, son adjoint	34

Ces derniers noms nous rappellent que les *KZ* n'étaient pas seulement un instrument de châtiment, de terreur et d'extermination, mais qu'ils remplissaient aussi, surtout au cours des dernières années de la guerre, un rôle économique bien défini au sein du III[e] Reich totalitaire (1).

De son côté, la bibliothèque réunit non seulement des ouvrages français, mais aussi des livres et des mémoires hollandais, allemands, polonais, yddich, etc., et constitue également une source de renseignements de première valeur. Le nombre total des volumes dépasse 3.000.

Les activités du Centre ne se limitent pas au dépouillement des documents : il a tenu lui-même à en porter l'essentiel à la connaissance de l'opinion publique, et a édité, de 1945 à 1949, une série d'ouvrages, dont voici les principaux :

Les Juifs sous l'occupation allemande, collection de textes législatifs français et allemands, par R. Sarraute et P. Tager.

(1) Cf. article de Mme Wormser.

La condition des Juifs en France sous l'occupation allemande (la législation raciale) par J. Lubetski.
La presse, la propagande et l'opinion publique sous l'occupation par J. Polonski.
Contribution à l'histoire des camps d'internement de l'anti-France, par le Dr Joseph Weill.
De Drancy à Auschwitz, par Georges Wellers.
L'histoire de la Résistance juive en France, par David Knout.
La condition des Juifs en France sous l'occupation italienne, par Léon Poliakov.
Juifs au combat, par Jacques Lazarus.
Le pillage des œuvres d'art et bibliothèques, par Jacques Sabile.
La persécution des Juifs en France et dans les autres pays d'Europe occidentale (collection de documents présentés par Henri Monneray).
La persécution des Juifs dans les pays d'Europe orientale (collection de documents présentés par Henri Monneray).
L'étoile jaune, par Léon Poliakov.
L'Allemagne et le génocide, par Joseph Billig.
La bataille du ghetto de Varsovie vue par les Allemands (collection de documents présentés par David Knout).

De nombreux autres ouvrages, basés en totalité ou en partie sur la documentation recueillie au Centre, ont été publiés par divers auteurs chez d'autres éditeurs. Rentrent dans cette catégorie, par exemple, *Le pitre ne rit pas*, de David Rousset, *La mort est mon métier*, de Robert Merle, *Le bréviaire de la haine* (1), de Léon Poliakov, *The final solution* (2) de Gerald Reutlinger, etc. Le Centre édite également une revue mensuelle, intitulée *Le monde juif*.

Pour conclure ce rapide exposé, signalons un autre aspect des activités du Centre — à savoir, le concours qu'il apporte à la défense des droits des anciens déportés. En voici un exemple. Il y a quelque temps, un ancien détenu d'Auschwitz, M. Norbert Wollheim, a intenté en Allemagne une action civile contre la *I. G. Farben*, demandant une indemnisation pour le travail forcé auquel il avait été astreint dans cette entreprise. Ce procès, qui n'est pas terminé encore, est un procès-témoin : en cas d'issue favorable, des milliers d'anciens détenus pourront quasi automatiquement demander des indemnisations par la même procédure. Afin de constituer le dossier de M. Wollheim, son avocat s'est adressé au Centre, et est ensuite venu à Paris afin d'en consulter longuement lui-même les archives.

Les archives du Centre sont ouvertes à tous les chercheurs qualifiés, et il se charge également, le cas échéant, de fournir des renseignements par correspondance (3).

L. Poliakov.

Ouvrages en préparation

Le commissariat général aux questions juives, par Joseph Billy.
La cité engloutie (souvenirs du ghetto de Varsovie), par Michel Mazor.
Les Juifs de Tunisie sous l'occupation hitlérienne, par Jacques Sabile.
Ceux qui sauvèrent l'honneur (Le livre d'or de la solidarité humaine), collection de documents.

(1) Cf. *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 7, juillet 1952.
(2) Cf. p. 150.
(3) Ses bureaux sont installés 27, rue Guénégaud, Paris (6e).

L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE ET LA BELGIQUE

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Comme dans tous les autres pays, l'univers concentrationnaire n'a pas manqué de susciter en Belgique, avec la réaction horrifiée de l'opinion, la naissance de livres où d'anciens déportés narraient leurs souvenirs et s'élevaient parfois jusqu'à un effort de synthèse constructive.

La Belgique a connu un camp de concentration : Breendonck, cet ancien fort désaffecté de la ceinture d'Anvers, siège du G. Q. G. de l'armée le 10 mai 1940 ; les officiers d'état-major étaient, à l'époque, bien loin de soupçonner quels hôtes sinistres allaient leur succéder, peu de semaines plus tard... En application des décisions de la *Conférence de Saint-James* (13 janvier 1942), un arrêté du Prince-Régent daté du 13 décembre 1944 avait créé une *Commission d'Enquête sur les violations du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre*, composée de MM. A. Delfosse, J. Basyn, P. Graux, F. Dehousse, L. Van der Essen et A. Wauters. Cette Commission a fait paraître, entre autres nombreuses brochures, une étude intitulée *Le camp de tortures de Breendonck* (Liège, 1948, photos hors-texte). Ce travail est complété par les souvenirs d'anciens détenus, parmi lesquels nous relevons Boris Solonevitch, *Breendonck, camp de tortures et de mort*, Bruxelles, 1944 ; Frans Fischer, *L'enfer de Breendonck. Souvenirs vécus*, Bruxelles, 1945 ; G..., *Trente-deux mois sous la matraque des S. S. (Breendonck, Oranienburg, Buchenwald)*, Bruxelles, 1945 et Paul Lévy, *Breendonck* (extrait de *Héros et Martyrs*), Bruxelles, 1946.

Sur un plan plus général, nous signalerons évidemment le *Livre d'Or de la Résistance belge*, gros in-4° publié à Bruxelles en 1948 par la *Commission de l'Historique de la Résistance* instituée par le ministère de la Défense nationale. La bibliographie en est assez complète, et les pages 346 à 368 traitent, superficiellement, des camps de concentration.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les ouvrages relatifs au sujet qui nous occupe. Voici les principaux. Bairmont (Lyle), *Bagnes de femmes* (Liége, 1945) ; Fonteyne, *Buchenwald. Choses vues* (Bruxelles, 1945) ; Froidure (E.), *Le calvaire des malades au bagne d'Esterwegen* (Liège, 1945) ; 140.443 B (F. Laude), *Vertelt over Buchenwald* (Courtrai, 1945) ; Liégeois (Constance), *Calvaire de femmes* (Ciney, 1945) ; Haulot (Arthur), *Dachau* (Bruxelles, 1945) ; Lapaille (H.), *Buchenwald* (Bruxelles, 1945) ; Linze (L. M.), *Retour de la nuit* (Liége, 1945). Il s'agit du camp de Wolfenbüttel) ; Ponsaint (Jane), *Je suis une condamnée à mort* (Bruxelles, 1945. Camps de Ravensbrück et de Manthausen) ; Aubreby (Carmen d'), *Frère François* (Bruxelles, 1946) ; Beer (Hélène), *Salle I* (Bruxelles, 1946) ; Désirotte (H.), *La tragédie de Lübeck* (Bruxelles, 1946) ; Fraipont (J.), *Deux ans à l'ombre des crématoires* et *Du Stalag à la Résistance. Du camp de concentration à l'évasion* (Huy, 1946) ; Mussche (A.), *Le chant d'une âme* (Gembloux, 1946) ; Rand (E.),

Témoignages sur Dachau (Bruxelles, 1946) ; Van de Casteele (E.), *Ellrich. Leven en dood in en concentratiekamp* (Anvers, 1946) ; Wilkens (J.), *L'enfer de Dora* (Liége, 1946) et *Les miraculés* (Liége, 1947) ; Lambrechts (R.), *Wir Muselmänner* (Courtrai, 1947) ; Habaru (O.), *Les triangles rouges* (Arlon, 1946) ; Peeters (F.), *Veertig maanden Oranienburg* (Gand, 1947) ; Désiron (F.), *Van Breendonck naar Weimar* (Louvain, s. d.) ; Potargent (P.), *Déportation* (Bruxelles, s. d.)...

Dans cette production, nous aurions tendance à retenir surtout les œuvres, si évocatrices et émouvantes, de Leloir (L.), *Poèmes du bagne* (Bruxelles, 1945) ; *Buchenwald* (Paris, 1945) et *Les paradoxes du retour* (Bruxelles, 1945) ; l'ouvrage remarquable du professeur à l'Université de Liége Halkin (Léon), *A l'ombre de la mort* (Tournai-Paris, s. d.) ; enfin l'étude, en langue flamande, de Cohen (E. A.), *Het duitsche concentratiekamp* (Anvers, 1952) (1).

Des démarches que nous avons faites auprès de M. Paul Hospel, il résulte que ce dévoué conservateur des Archives de la Guerre, à Bruxelles, ne possède pratiquement aucune source d'archives sur les camps. En revanche, il a classé une masse assez considérable de publications, journaux et périodiques belges, alliés et neutres de toutes tendances, dont le dépouillement pourra rendre aux chercheurs de grands services.

En fait, c'est au ministère de la Reconstruction, sous la direction de M. Erauw, qu'a été centralisée la documentation la plus importante. Mme Braem, MM. Nazé et Valentin nous ont réservé un accueil des plus sympathiques et nous ont autorisé à fouiller dans leurs archives. Originaux, copies, photocopies et même quelques études inédites : autant d'instruments de travail indispensables. Qu'il nous suffise d'en donner un rapide aperçu.

Dachau et Buchenwald sont représentés par des registres matricules alphabétiques (photocopies) et des *Veränderungsmeldungen* (mouvements journaliers). Registres matricules, également, de Flossenburg, Mittelbau, Latzweiler (incomplet). *Veränderungsmeldungen* de Dora et, partiellement, d'Auschwitz. De ce dernier camp, un registre intitulé *Entlassen*, ce que le dictionnaire traduit par « congédiés », mais qui signifie, par euphémisme, « exterminés ». Sur Mauthausen, nous relevons un *Totenbuch*, des listes de transferts (complets), et des relevés alphabétiques ; sur Gross-Rosen, des listes de malades, visites médicales et documents variés.

Le même dépôt conserve toute la documentation originale sur Huy ; nous le signalons en passant, bien que cette citadelle des bords de la Meuse, aménagée en prison pour otages, ne réponde pas exactement à la définition du camp de concentration.

En revanche, nous retrouvons un texte des plus précieux : le règlement sur l'*Organisation du camp de Breendonck*. Gestion, approvisionnements, gardes, emploi du temps, punitions, procédures diverses, autant de précisions qui permettent de se faire une idée exacte de ce camp, tel qu'il était « vu » du côté nazi.

La Commission centrale de Recherches des Crimes allemands en Pologne a transmis au ministère de la Reconstruction ses rapports sur les camps de Majdanek, Auschwitz, Chelmno, Belzec, Terblinka, Stutthof et Sobibor. Nombreux détails sur l'extermination des Juifs et des aliénés, ainsi que sur les expériences chirurgicales faites à Ravensbrück.

En ce qui concerne les Juifs, on se rappellera que les Nazis avaient

(1) Plusieurs de ces titres nous ont été signalés par MM. Hospel, conservateur des Archives de la Guerre, et van Peteghem, secrétaire-général de la *Confédération nationale des Prisonniers politiques*. Nous les en remercions vivement.

aménagé en camp de passage la caserne Dossain, à Malines ; le registre alphabétique complet de cette caserne est conservé dans ce même dépôt. Nous signalions plus haut les travaux inédits faits par les services du ministère de la reconstruction ; voici l'intéressant mémoire de Mme Goldstein intitulé *La déportation des Juifs*, 97 pages rédigées d'après des sources belges et françaises, et d'après les procès-verbaux d'interrogatoires d'Israélites rapatriés. Plusieurs chapitres étudient successivement les camps de passage en Belgique et en France, les convois et le régime des camps en Allemagne. Ce travail complète utilement la brochure intitulée *La persécution antisémitique en Belgique*, publiée à Liége en 1947 par la *Commission d'Enquête sur les Violations du droit des gens...*, etc., que nous signalions plus haut.

Il faudrait encore citer l'*Aperçu de la mise à exécution des peines prononcées contre les ressortissants belges par les tribunaux allemands*, autre étude, dactylographiée de 71 pages, faite par les services du ministère ; l'*Historique du camp de Sachsenhausen*, 190 pages, dactylographiées elles aussi, comprenant des rapports, des interrogatoires, des statistiques... ; des photocopies de la documentation d'Arolsen ; enfin, d'Arolsen encore, deux grosses liasses avec les règlements des camps, des informations d'ordre général, des procès-verbaux d'enquêtes, etc.

Tels sont les premiers éléments de sources documentaires accessibles en Belgique. Le chercheur désireux d'approfondir pourrait utilement s'adresser à M. Van Peteghem, secrétaire général de la *Confédération des Prisonniers politiques*, au Palais d'Egmont, à Bruxelles. Et signalons, pour terminer, que le camp de Breendonck a été transformé en musée avec autant de tact que de piété ; c'est une visite qui s'impose.

Jacques Willequet,
Bruxelles.

ÉTUDES ET RECHERCHES NÉERLANDAISES (1)

Parmi les institutions en Hollande, qui s'occupent de l'histoire, de la documentation et de l'historiographie du système concentrationnaire allemand pendant la deuxième guerre mondiale, il faut citer en premier lieu l'*Institut national de Documentation de Guerre* à Amsterdam, dirigé par le Dr L. de Jong. Cet institut dispose d'une collection de documents, de publications et de sources diverses qui est unique en Hollande.

L'Institut national de Documentation de Guerre prépare deux publications spéciales, à paraître dans la série de ses monographies, sur les camps de concentration allemands. Ce sont :

1) Mme A. Timmenga, *De Duitse concentratiekampen in Nederland (Les camps de concentration allemands en Hollande)*. Ce volume traitera des camps Schoorl, Ommen, Amersfoort et — surtout — du camp mal famé de Vught, près de Bois-le-Duc. L'auteur, Mme Timmenga, a consulté pour cette publication une grande quantité de divers documents allemands et néerlandais, de comptes rendus des procès d'après guerre, d'interrogatoires, de publications, etc.

2) Pr Dr J. Presser, *De lotgevallen der Nederlandse Joden tijdens de bezetting (Les tribulations des Juifs néerlandais pendant l'occupation)*. La publication du Pr Presser présentera toutes les vicissitudes des Juifs néerlandais, l'histoire du camp de Westerbork (qui était le lieu de rassemblement pour les Juifs néerlandais, avant leur départ pour les camps de destruction en Allemagne et en Pologne), et celle des Juifs néerlandais dans les camps de concentration du « Reich » en Allemagne, en Pologne, etc.

Troisièmement, il faut mentionner le chapitre sur les camps de concentration, qui devra paraître dans la grande publication de l'Institut sur *Les Pays-Bas dans la deuxième guerre mondiale* (2). Cette publication principale, en plusieurs volumes, sera rédigée par les Prs C. D. J. Brandt (Utrecht), I. J. Brugmans (Amsterdam), L. J. Rogier (Nimègue) et le Dr J. C. H. de Pater (La Haye).

Les *sources* dont dispose l'Institut pour ses recherches et ses travaux sur le système concentrationnaire allemand se divisent en trois groupes :

1) Les sources primaires, parmi lesquelles il faut relever surtout :

Une partie importante des archives de l'administration du camp de Vught, collection plus complète que celle qui se trouve en la possession du *Bureau de Documentation de la Croix-Rouge néerlandaise* ;

(1) Je tiens à remercier pour leurs renseignements précieux, sans lesquels cet article ne serait pas complet : MM. le commandant A. H. M. Van Banning, ancien représentant des Pays-Bas à Arolsen ; le Dr L. de Jong, Chef de l'*Institut national de Documentation de Guerre* à Amsterdam ; J. Van de Vosse, directeur du *Bureau de documentation de la Croix-Rouge néerlandaise* ; et Mme A. Timmenga, de l'*Institut national de Documentation de Guerre* à Amsterdam.

(2) Voir cette revue, nº 8, octobre 1952, p. 89.

Une partie des archives de l'administration du *Polizeiliches Durchgangslager Amersfoort (P. D. A.)*.

Une partie importante des archives du camp de Westerbork, collection plus complète que celle du *Bureau de Documentation de la Croix-Rouge néerlandaise.*

Un film allemand sur l'arrivée, la vie de camp et le départ en transport des Juifs néerlandais dans le camp de Westerbork. Ce film a été montré à l'occasion du Congrès international sur l'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Amsterdam, en 1950.

Une partie des archives de Dachau, où il faut surtout relever les archives du Revier.

Une partie des archives de Buchenwald, comme, par exemple, des listes de transport sur la période 1940-1945, une correspondance sur le sort des quelques biens des morts et d'autres pièces administratives.

Des listes de transport et d'autres documents de différents camps de concentration allemands.

Une collection importante (incomplète) de *Personalakten* et de dossiers de procès provenant de diverses prisons allemandes, surtout celles de Siegburg et Rheinbach.

Des dossiers de procès (incomplets) du *Landesgericht*, *Obergericht* et *General Staatsanwalt.*

Des journaux, parfois très importants, provenant de camps de concentration en Hollande et en Allemagne.

2) Les sources secondaires se composent surtout de :

Interviews et interrogatoires d'anciens prisonniers et de Néerlandais et Allemands qui avaient affaire aux camps de concentration pendant l'occupation.

Dossiers des procès tenus après la guerre contre des criminels de guerre et des autorités national-socialistes.

Coupures de journaux, revues, etc.

3) En dernier lieu, il faut signaler la bibliothèque très importante de l'*Institut national de Documentation de Guerre*, pourvue d'une cartothèque qui facilite les recherches bibliographiques dans la grande masse de publications déjà parues sur le système concentrationnaire.

*
* *

Le *Bureau de Documentation de la Croix-Rouge néerlandaise* (Bureau national de Recherches) s'occupe depuis la Libération et notamment depuis la centralisation générale — au 15 décembre 1946 — de tous les bureaux de renseignements néerlandais ayant la charge de rechercher, et d'étudier systématiquement les sort des Néerlandais, Juifs et non-Juifs, qui étaient déportés dans les camps de concentration allemands. C'étaient surtout les Bureaux E *(Anciens prisonniers politiques et camps de concentration)* et J *(Personnes juives)*, qui étaient chargés de poursuivre ces études, avec le Bureau C *(Documentation centrale)* (1).

Depuis 1946, le Bureau de renseignements a publié une série d'études bien documentées sur les camps de Sobibor, Auschwitz, Amersfoort, Vught (Bois-le-Duc) et sur les *S. S.-Baubrigaden*. Les auteurs de ces études parvinrent à quelques conclusions très importantes :

Le camp de Sobibor, situé à 80 km., à l'est de Lublin, était en 1943

(1) Cf. J. Van de Vosse, *Het Informatiebureau van het Nederlandsche Roode Kruis. Verslag over zijn werkzaamheden van 1939 tot en met* 1947, La Haye, *1947*. Compte rendu 1939-1947 du Bureau de Renseignements.

le principal camp d'extermination pour les Juifs néerlandais. Du 2 mars jusqu'au 20 juillet 1943, 19 trains partirent du camp néerlandais de Westerbork à Sobibor, avec au total 34.313 Juifs néerlandais déportés. De ces 34.313 personnes, 19 seulement revinrent après la Libération. Le 14 octobre 1943, une révolte organisée éclata contre les *S. S.* allemands, parce que les détenus croyaient qu'ils seraient tous fusillés au 16 octobre prochain. Pendant la révolte, 16 *S. S.* furent tués, mais la rébellion coûtait la vie à la population entière de Sobibor. Une trentaine de prisonniers s'échappa et trouva asile chez les partisans polonais et russes. Le camp de Sobibor fut liquidé aux environs du 8 novembre 1943.

Le camp de Vught (Bois-le-Duc), avec ses commandos extérieurs, fut mis en usage en janvier 1943 et compta en moyenne 3 à 5.000 prisonniers. Le plus grand déplacement de prisonniers de Vught en Allemagne eut lieu lors de l'évacuation du camp, les 5 et 6 septembre 1944. Trois mille cinq cents prisonniers, hommes et femmes, furent dirigés sur les camps de Ravensbrück et de Sachsenhausen. Sur un total de 8.250 prisonniers, déportés à Vught en Allemagne, le nombre de rapatriés s'élève à 40 %.

Le camp d'Amersfoort, fondé au 18 août 1941 comme camp de transit pour des « prisonniers politiques » a connu trois phases dans son existence : 1) 18-8-1941 jusqu'au 8-3-1943 ; 2) 9-3-1943 jusqu'au 20-6-1944 ; et 3) 21-6-1944 jusqu'au 5-5-1945. Pendant la première phase, il y eut 8.522 entrées à Amersfoort, dont 2.179 furent déportés en Allemagne et 2.850 transférés au camp de Vught (1). Pendant la deuxième phase, le nombre d'entrées s'éleva à 14.960, surtout des prisonniers non politiques, destinés au *Arbeitseinsatz Reich*. De ces 14.960 prisonniers, 6.893 furent déportés en Allemagne. Dans la dernière phase, il y eut 11.737 entrées — prisonniers non politiques (*Arbeitseinsatz*), et prisonniers politiques (destinés à Neuengamme) (2) — dont 10.003 furent déportés. Au total, il y eut donc 35.219 entrées au camp d'Amersfoort, dont 19.075 furent déportés en Allemagne, 15.565 décédés, mis en liberté, transférés ou évadés et 579 libérés au 5 mai 1945.

Des 98 trains, qui transportèrent les Juifs néerlandais en Allemagne, 67 s'arrêtèrent à Auschwitz, 19 à Sobibor, 6 à Theresiënstadt, 9 à Bergen-Belsen et 2 à Ravensbruck. Tous ces transports eurent lieu entre le 15 juillet 1942 et le 13 septembre 1944. Les 67 trains, destinés à Auschwitz, transportèrent 60.000 personnes, dont environ 500 sont revenues après la Libération.

Les sources principales dont dispose le *Bureau de Documentation de la Croix-Rouge néerlandaise*, sont les suivantes :

I. — *Sources primaires*

Une partie de l'administration du camp de Westerbork (camp de rassemblement pour les Juifs néerlandais). Treize livres d'enregistrement par ordre alphabétique.

Des documents de l'administration municipale *(Hulp-Secretarie)* de la municipalité de Westerbork : détails personnels, dates de déportation.

Livre du bureau statistique de Westerbork ; aperçu des transports, divisés en groupes : *Transporte nach dem Osten, Transporte nach Theresiën-*

(1) En décembre 1942 le *Befehlshaber der Sicherheitspolizei* ordonna la liquidation du camp et le transfert des prisonniers à Vught. En février 1943, le S. S. *Obergruppenführer* Rauter donna l'ordre que la liquidation n'ait pas lieu et que Amersfoort soit de nouveau occupé après le transfert à Vught des prisonniers présents.

(2) A partir du mois de septembre 1944, il y eut de nouveau des déportations de prisonniers politiques à Neuengamme.

stadt, Transporte nach Bergen-Belsen, Transporte nach Internierungslägern für Ausländer, Sondertransporte, Transporte nach Vught.

Une partie considérable de l'administration du camp de Amersfoort : listes de déportation, *Häftlings-Personal-Karten, Nummerkarten, Kleidungskarten, Dienstlagebücher,* 18/9/1941-5/9/1943 (entrées, sorties, mutations).

Un registre, incomplet, de noms de prisonniers du camp de Vught (dernière période), complété par les documents de Vught, qui se trouvent en la possession de l'*Institut national de Documentation de Guerre,* à Amsterdam.

Des fragments de l'administration des camps de concentration allemands Gross-Rosen, Natzweiler, Neuengamme, Mittelbau-Dora, Ravensbrück, etc.

Les archives administratives des camps de Buchenwald, Dachau, Mauthausen et Flossenbürg sont conservées intégralement ou presque. La plus grande partie de ces documents (originaux) se trouve sous la garde du Service international de Recherches, à Arolsen. Le Bureau de Renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise dispose de plusieurs milliers de photocopies et les chercheurs de ce Bureau ont étudié les copies originelles dans tous les cas où cette investigation semblait nécessaire.

Des parties de l'administration des prisons allemandes à Utrecht et à Schéveningue.

Documents sur Auschwitz et ses commandos (1) :

a) Photocopie des listes originelles des entrées *(Zugänge)* au camp du 17 avril 1942 jusqu'au 17 juillet 1942. Concerne 10.173 personnes. (Film n° 1.)

b) Photocopie de l'original du *Livre de matricules* de Auschwitz : matricules n^{os} 150001-200000, indiquant la destination aux divers commandos extérieurs et d'autres mutations. Concerne 50.000 personnes. (Film n° 2.)

c) Photocopie des *Fragebogen* originaux de Auschwitz. Matricules (femmes) entre 46041 et 47388, 202 personnes ; matricules (hommes) entre 52430 et 199882, 3.173 personnes. (Films 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.)

d) Photocopie de l'original du *Kommandobuch Auschwitz (Ausbildungs Kommando),* pendant la période du 3 octobre 1942 jusqu'au 1er juin 1943, 15.333 personnes. (Film n° 11.)

e) Photocopie d'une liste de prisonniers transférés de Auschwitz au *Arbeitslager Mülsen,* 15 personnes. Source : Administration du camp de concentration Flossenburg.

f) Photocopie de l'original du livre du *Häftling Krankenbau Auschwitz,* 5.470 personnes.

1. Liste de noms avec les numéros de matricules, nationalité et cause du décès ;
2. Liste nominative — sans indication de nationalité — avec les médicaments prescrits. Avril-septembre 1944 ;
3. Statistique des malades : juin-octobre 1944.

g) Le *Sterbebuch Auschwitz,* vol. 22, *Sterbeurkunden* (originaux) n^{os} 31501-33000, du 28 septembre jusqu'au 2 octobre 1942, 1.500 personnes. Source : *Standesamt Auschwitz.* L'original du *Sterbebuch Auschwitz* se trouve à l'*Institut national de Documentation de Guerre.*

(1) Je dois ces données très précises également à M. Van de Vosse, directeur du Bureau de Renseignements.

h) Photocopie de l'original du *Totenbuch* de Auschwitz, décès à Auschwitz, Birkenau, Buna et tous les Kommandos de Auschwitz, de la fin d'octobre 1942 jusqu'à la fin d'août 1943. (Film nº 7.)

i) Procès-verbal établi par l'officier d'arrondissement de Justice polonais Jan Sohn sur des documents trouvés à Auschwitz :

1. Liste numérique de *Fragebogen*. Numéros de matricules (hommes) entre 52430 et 199882 (entrées 25-7-1942 jusqu'au 28-10-1944), 3.173 personnes.
   Numéros de matricules (femmes) entre 46041 et 47388 (entrées 8-6-1943 jusqu'au 26-6-1943), 202 personnes.
2. Données sur le camp de concentration Auschwitz I / Stammlager Auschwitz.
   Blocs d'infirmerie 12, 13, 14, 22 et 24. Avec indication de noms, numéros de matricules et nationalité, 398 personnes.

j) Liste des Néerlandais libérés à Auschwitz, 103 personnes. Source : Croix-Rouge polonaise.

k) Photocopie de l'Administration de la Croix-Rouge polonaise sur les Néerlandais décédés à Auschwitz après la Libération, 578 personnes.

l) Photocopie de l'original de l'administration du *Krankenbau Monowitz* dans le période 7/7/1943-19/6/1944. Nos 8794-25500, 15.000 personnes. (Film nº 2.)

m) Original du *Kommandobuch Golleschau*. Golleschau était un des plusieurs *Arbeitskommandos* de Auschwitz. Le livre contient les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, les numéros de matricule et les numéros d'ordre administratifs des prisonniers, 2.348 numéros d'ordre.

II. — *Sources secondaires*

Les cartothèques du *Bureau de Renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise.*

La cartothèque de l'ancien Bureau (néerlandais) de Liquidation pour les Camps de concentration (*Afwikkelings Bureau Concentratiekampen).*

La cartothèque de l'ancien *Bureau (néerlandais) d'enregistrement des Juifs,* à Amsterdam.

Plusieurs milliers de déclarations et de rapports de déportés rapatriés.

Données documentaires fournies par le *International Tracing Service* et par d'autres organes étrangers.

Il est évident que le *Bureau de Documentation de la Croix-Rouge néerlandaise* s'engage surtout dans l'histoire des camps de concentration pour pouvoir déterminer le sort des personnes (néerlandaises et étrangères) déportées des Pays-Bas et le sort des Néerlandais déportés d'autres pays. Cette intention résulte, logiquement, de son caractère. L'historiographie des camps de concentration effectuée par le Bureau de Documentation se dirige en premier lieu sur le sort des catégories susmentionnées, tandis que les circonstances et les faits généraux ne sont relevés qu'en cas de nécessité.

C. T. DE JONG,
La Haye.

LA COMMISSION GÉNÉRALE D'ENQUÊTE SUR LES CRIMES ALLEMANDS EN POLOGNE

En vue d'enquêter sur les crimes commis en Pologne par les occupants hitlériens dans les années 1939 à 1945, une commission fut nommée en avril 1945. La *Commission générale d'Enquête sur les Crimes allemands en Pologne* (1) rattachée au début au *Conseil national*, la plus haute instance à ce moment dans la Pologne populaire, fut transformée par décret (10 novembre 1945) en un organisme particulier dépendant du ministère de la Justice, et présidé par le ministre de la Justice.

En application du décret cité, la Commission générale fut habilitée à enquêter et à instruire dans le cadre de l'enquête judiciaire et en application du Code criminel. Les activités de la Commission des Tribunaux avaient la même valeur officielle que celle des Tribunaux. Les membres de la Commission générale étaient nommés par le ministre de la Justice et choisis parmi les magistrats ayant qualité de juge ou de procureur.

Parmi les premières tâches qui s'imposaient à la Commission générale figurait l'enquête sur les camps que les Hitlériens avaient établis sur le territoire de la Pologne pendant l'occupation. La conduite de l'enquête présentait de sérieuses difficultés car les autorités d'occupation s'étaient évertuées lors de leur retraite à effacer toutes traces de leurs crimes. Les Hitlériens avaient emporté ou détruit sur place les documents concernant les camps, tels que les dossiers des détenus, la correspondance entre les administrations des camps et les autorités allemandes. Il arrivait fréquemment que les camps même fussent détruits ou plus exactement les installations à destinations particulières telles que les fours crématoires et les chambres à gaz. On enleva même les rangées des barbelés qui entouraient les camps.

Cette manière d'effacer tous vestiges ne pouvait être facilement appliquée que dans les camps de moyenne importance et cela d'autant plus qu'ils avaient été liquidés avant la défaite hitlérienne. C'était le cas de différents camps de répression et camps de travail obligatoire où le nombre des détenus ne dépassait point quelques milliers, sans parler de nombre de petits camps qui ne comptaient que quelques centaines de prisonniers.

Les camps de concentration les plus importants furent liquidés juste avant que ne fussent évacués les territoires occupés. C'est pourquoi ils ne furent pas détruits aussi systématiquement. Le camp de concentration de Majdanek près de Lublin demeura presque intact. C'est en Pologne le seul

(1) La *Commission générale d'Enquête sur les Crimes de Guerre en Pologne* a publié les résultats de ses travaux dans le *Bullelin polonais, de la Commission générale d'Enquête sur les Crimes allemands en Pologne* (7 volumes parus, dont les trois premiers traduits en français. Voir compte rendu dans *bullelin du Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 16, juillet 1952).

camp où soient restés les fours crématoires et les chambres à gaz. Toutefois, les documents administratifs avaient été envoyés en Allemagne ou détruits sur place. On n'a pu en retrouver que quelques maigres vestiges.

Dans ce vaste *combinat* de la mort qu'étaient les camps d'Auschwitz les fours crématoires ainsi que les chambres à gaz de Birkenau ont été dynamités. On a pu cependant retrouver un grand nombre de documents que l'administration n'a pas réussi à emporter ou à détruire. Encore qu'ils n'eussent constitué qu'une infime partie des archives administratives du camp et représenté qu'une documentation fragmentaire concernant certains problèmes, ils apportèrent des renseignements précieux pour les recherches menées par la Commission principale. Les deux autres camps situés sur le territoire polonais, c'est-à-dire Stutthof, près de Gdansk, et Gross-Rosen, en Basse-Silésie, ont été de même gravement endommagés. La documentation qu'on a pu y relever s'avéra particulièrement limitée.

Outre les camps (au sens propre du terme), des entreprises d'extermination massive et que les hitlériens appelaient « camps d'extermination » *(Vernichtungslager)* existaient sur le territoire de la Pologne occupée.

De telles entreprises existaient dans le *combinat* d'Auschwitz à Birkenau, au camp de Majdanek, à Chelmno (voievodie de Pomvuze), à Treblinka II (voievodie de Varsovie), ainsi qu'à Belzec et à Sobibocz (voievodie de Lublin). Les installations de ces « camps d'extermination », à l'exception de Majdanek, ont été détruites par l'occupant.

La Commission générale a mené son enquête sur les camps avec l'aide de 13 Commissions régionales qui étaient ses organismes régionaux et avec la coopération des tribunaux assumant les fonctions qui leur étaient confiées par la Commission. Les camps de concentration, d'extermination ainsi qu'un grand nombre des camps de répression et de travail obligatoire, ont été visités. Des experts, des techniciens, participaient à ces visites ; ils allaient reconstituer, d'après les vestiges, les plans des camps.

Près de 3.000 témoins, dont d'anciens détenus, ont été entendus. Les archives administratives retrouvées dans les camps ainsi que les documents retrouvés en Allemagne *(Mission militaire polonaise d'Enquête sur les Crimes de Guerre)* ont été examinés. Ont été examinées également les archives de chemin de fer concernant les transports de détenus vers les camps de concentration et les camps d'extermination, tout comme ont été entendus des témoins parmi le personnel ferroviaire. Et aussi plus de 1.000 témoins, pris dans la population civile ayant eu des contacts avec les camps (par exemple, des ouvriers employés à leur construction, des charretiers qui livraient des matériaux de construction, etc.), ou les habitants du voisinage. Enfin, plusieurs centaines de criminels de guerre, gardiens ou membres du personnel administratif des camps dont la Pologne avait demandé l'extradition, en particulier l'ancien commandant du camp d'Auschwitz, Rodolphe Hoesse. L'enquête menée par la Commission générale fut close en 1948.

L'instruction avait permis d'établir que 3 types de camps créés par l'occupant avaient existé sur le territoire de la Pologne, entre les années 1939 et 1945, c'étaient les camps de concentration, les camps de répression et les camps de travail obligatoire et l'on sait que ces camps, quelle que fût leur appellation officielle, avaient pour tâche d'amener les détenus à un état de misère physiologique complète qui ne pouvait qu'aboutir à la mort après une exploitation au maximum d'une main-d'œuvre réduite à l'esclavage (1).

(1) Ce double objectif atteint dans les camps de Pologne un raffinement dans l'horreur qui semble ne pouvoir être dépassé. Auschwitz évoque la perfection dans l'organisation massive et scientifique de l'extermination de millions d'êtres humains. *(N. D. L. R.)*

COMPTES RENDUS

Gérald Reitlinger, *The final solution*, London, Valentine Mitchell, 1953, 640 pages.

Ce que les Nazis qualifiaient de « solution finale » (de la question juive), et qui a été qualifié, après la guerre, de *génocide*, désigne une entreprise si insolite et si extravagante, si caractéristique de la soif de meurtre et de destruction qui fut l'un des principaux moteurs du dynamisme hitlérien, que l'on aurait pu s'attendre à ce que le macabre thème fit l'objet de nombreuses études tant historiques que psycho-sociologiques. L'initiative morbide des maîtres du III[e] Reich, consistant dans le massacre non seulement inutile, mais aussi techniquement fort complexe et onéreux, de groupes humains déterminés — des Juifs en particulier — ne fournit-elle pas le meilleur fil conducteur pour l'investigation du phénomène pathologique que fut le nazisme allemand ? Il se trouve cependant que si la littérature dite « concentrationnaire », c'est-à-dire les souvenirs et témoignages d'anciens détenus (d'un tour nécessairement très personnel) a été prolifique au possible tant dans les pays anciennement occupés qu'en Allemagne même, les synthèses d'ensemble consacrées à ce sujet peuvent être comptées sur les doigts de la main. Il serait intéressant de tenter d'approfondir les raisons d'un état de choses d'apparence si contradictoire : serait-ce que, contrairement aux survivants, aux témoins, qui étaient pressés de se « délivrer » de souvenirs qui les oppressaient, les hommes auxquels ces épreuves furent épargnées ressentent une répugnance instinctive à se pencher sur les problèmes de cette espèce ? D'autres facteurs peuvent jouer aussi : en effet, deux collectivités furent au premier chef impliquées dans ces atroces événements : celle des Juifs, à titre de victimes, et celle des Allemands — à titre de bourreaux. Or, il n'est pas besoin d'être un grand connaisseur de l'Allemagne contemporaine pour savoir que l'évocation de ces questions y est considérée comme excessivement inopportune à l'heure actuelle (en fait, quelques ouvrages consacrés au *génocide* ont vu le jour récemment outre-Rhin ; mais le terme semble y bénéficier d'une interprétation quelque peu élargie, puisqu'il est appliqué en l'espèce... au problème des Allemands expulsés de l'Est). Quant aux auteurs juifs, un certain nombre d'études ont vu le jour en Israël : ailleurs, et en particulier en Europe, les érudits d'origine juive font preuve d'un manque d'intérêt pour la grande tragédie de 1939-1944 dans lequel on croit reconnaître ce désir de ne pas « se singulariser » et cette fausse pudeur qui sont assez caractéristiques pour les Juifs dits « assimilés ».

Dans ces conditions, une importance de tout premier ordre revient à *The Final Solution* de M. Gerald Reitlinger, qui a eu le mérite de rédiger pour les lecteurs anglo-saxons une première synthèse de cette terrible page d'histoire.

L'ouvrage se divise en deux parties. Dans une Première Partie, *En quête de la solution finale*, l'auteur passe en revue les diverses phases de la

politique hitlérienne de 1933 à 1944 : la ségrégation progressive des Juifs allemands ; les tentatives désordonnées pour créer une « réserve » juive dans l'Est de la Pologne, dès la conquête de celle-ci ; le projet fantastique d'une déportation globale à Madagascar ; la mise en esclavage et la famine dans les ghettos ; la mise au point, enfin, des camps de la mort où, à partir de 1942, des millions d'êtres humains furent exterminés, dont le seul tort — suivant la forte expression d'Arthur Kœstler — était « d'être nés dans un lit et non dans un autre »...

L'analyse de M. Reitlinger est d'une très grande minutie : minutie excessive, serait-on parfois tenté de dire, car s'il est bon de soumettre à un public aussi mal averti que l'est le public anglais et surtout américain le plus de données possibles sur les crimes de guerre allemands, l'accumulation de détails atrocement stéréotypés finit par laisser une impression de monotonie et par déprécier, hélas, ce que chaque détail et chaque évocation a de tragique. Cependant, un dossier aussi puissamment étoffé permet de mieux fonder des jugements tels que, par exemple, les suivants, relatifs au rôle de la *Wehrmacht* dans les massacres :

« A la lumière de ces documents, l'affirmation prêtée au général Eisenhower, suivant laquelle « le soldat allemand n'a jamais perdu son « honneur » apparaît plus que jamais prématurée et irresponsable.

« Ces massacreurs, assis au bord du fossé d'exécution, la cigarette à la bouche et la mitraillette sur les genoux — ne se trouvent-ils pas parmi les prisonniers de guerre aux cheveux blonds et aux yeux doux, qui peuplaient les campagnes anglaises aux cours des années d'après-guerre ? »

D'autre part, l'ampleur même de la documentation réunie par M. Reitlinger fait mieux ressortir l'incertitude dans laquelle nous demeurons à propos de certains points cruciaux de l'œuvre exterminatrice. Celle-ci fut-elle préméditée par Hitler de longue date ? Fut-elle, au contraire, décidée à l'improviste, lorsque le Fuehrer s'aperçut que la guerre se prolongeait, que le monde se refusait de plier devant ses désirs ? L'auteur semble pencher pour la première hypothèse (c'est à la deuxième que nous nous sommes ralliés dans notre *Bréviaire de la haine*), mais il ne peut produire, et pour cause, aucun document à l'appui. C'est en vain qu'on les rechercherait : la sentence de mort des Juifs de l'Europe a été prononcée verbalement et n'a dû être connue à l'origine que de 4 ou 5 personnes (Himmler, Gœbbels, Bormann, Heydrich) : tel était le secret dont on l'entourait, même au sein des cénacles suprêmes du III[e] Reich. Probablement, les historiens en resteront-ils toujours réduits à des suppositions sur ce point.

La Deuxième Partie du livre *(La solution finale dans la pratique)* examine la manière, très variable suivant les pays et les régimes, dont les hommes du bureau *IV A 4 b* du *Reichsicherheitshauptamt* de Himmler recensaient, isolaient et en fin de compte arrêtaient et déportaient les Juifs à travers l'Europe occupée. En apparence, le bureau *IV A 4 b* n'était qu'un modeste service parmi plus d'une centaine de services policiers désignés par des initiales et des chiffres : son chef, Adolf Eichmann, l'homme qui mena à bien la plus sanglante extermination de l'histoire, n'avait que le rang d'un commandant S. S. : toujours, le souci du camouflage... Et, cependant, si l'entreprise était relativement simple dans les territoires directement contrôlés par Berlin, tels que la Pologne et la Russie occupées, elle exigeait, dans les États satellites, l'assentiment et le concours des autorités locales, ce qui impliquait la coopération des services diplomatiques allemands (dont la docilité marqua d'une tache indélébile la réputation des cadres traditionnels de l'administration allemande), aussi bien que celle des Gouvernements de collaboration des différents pays. Il s'agissait donc d'une vaste et

pesante machinerie, à l'échelle du continent, que celle dont le jeune commandant Eichmann était chargé de contrôler les rouages.

De ce point de vue, une place particulière revient à la politique adoptée par le Gouvernement de Vichy. Il est indiscutable, en effet, qu'exception faite pour quelques fanatiques de l'espèce de Darquier de Pellepoix, des hommes tels que Philippe Pétain, Pierre Laval ou Xavier Vallat s'opposaient à la déportation des Juifs français. Il est non moins indiscutable qu'ils ne marchandaient pas leur concours lorsqu'il s'agissait d'envoyer dans les camps de la mort les Juifs de nationalité étrangère, croyant ainsi, subsidiairement, pouvoir acheter à un moindre prix la vie des Juifs français. Cette tactique d'un cynisme élémentaire n'a du reste guère atteint son but : en fin de compte, la proportion des Juifs français déportés fut à peine inférieure à celle des Juifs étrangers. L'exposé détaillé et documenté que M. Reitlinger donne de ces tractations se ressent d'un tel souci d'une totale et impossible impartialité, qu'insensiblement il glisse vers un parti pris en sens contraire, et c'est cela sans doute qui le conduit à dépeindre les hommes de Vichy, un Laval, un Vallat, comme des philosémites, ou peu s'en faut. Mais peut-être, en cette matière excessivement complexe, faut-il tenir compte d'une certaine méconnaissance du climat politique et intellectuel français ; ainsi s'expliquerait que l'auteur considère que Colette était Juive, que Eugène Deloncle était un journaliste, et d'autres erreurs mineures : il est faux, par exemple, d'écrire que « la majorité des Juifs réfugiés vivaient de la charité juive ».

Le souci excessif d'objectivité, qui peut être très dangereux en pareille matière, car il s'agit d'un sujet pour lequel la notion d'impartialité finit par perdre tout sens, conduit M. Reitlinger à quelques autres prises de position discutables. S'agit-il du problème de la responsabilité collective allemande qui inévitablement se pose en l'espèce, l'auteur, tout en analysant non sans finesse la psychologie des fonctionnaires allemands complices des massacres (« pour la majeure partie, ils n'étaient probablement ni plus cruels ni plus brutaux que les autres Allemands, ou même que l'espèce humaine en général ; mais ils étaient terrorisés, et ils n'étaient pas très intelligents. La cruauté et la déraison se trouvaient à la base du système qui leur procurait du travail et de l'avancement, et ils étaient obligés d'y rendre hommage... ») se refuse d'aborder franchement le problème de ce nationalisme spécifiquement agressif, composante essentielle de l'âme collective allemande, dont l'Europe aujourd'hui supporte les conséquences. Surtout, le souci exagéré de *fairness* dont fait preuve M. Reitlinger, se reflète dans un curieux et important appendice sur lequel nous allons nous étendre un peu plus longuement.

Quel fut le chiffre total des victimes de la croisade anti-juive hitlérienne ? Le chiffre généralement reçu, qui est 6 millions, est basé sur le jugement du *Tribunal Militaire International* des grands criminels de guerre, qui s'y est arrêté après avoir entendu les dépositions des témoins Dieter Wisliceny et Willi Hœttl, amis et collègues d'Adolf Eichmann, ainsi que celle de R. Hœss, ancien commandant du camp d'Auschwitz. Par la suite les computations démographiques auxquels se sont livrés des statisticiens juifs (comparaisons entre la population juive des différents pays européens avant et après la guerre) ont conduit à ce même chiffre de 6 millions de pertes juives. M. Reitlinger y oppose une autre statistique, dont il ressort que le nombre total des victimes serait compris entre un minimum de 4.194.200 et un maximum de 4.581.200.

Comment expliquer cet important désaccord ? Abstraction faite des cas statistiquement peu importants comme celui de la France (M. Reitlinger qui additionne les convois de déportation, s'arrête à 65.000 ; dès 1947, les statis-

tiques du ministère des Déportés et Anciens Combattants, concluaient à plus de 100.000 déportés « raciaux »), la différence résulte surtout des chiffres relatifs à la Pologne et à l'U. R. S. S. : 3.050.000 à 3.350.000 au total pour les deux pays chez M. Reitlinger ; 4.300.000 chez les autres statisticiens ? M. Reitlinger pense en effet que la majeure partie des Juifs de la Pologne orientale et de l'U. R. S. S. proprement dite, ont eu le temps de se réfugier à l'intérieur de ce dernier pays au cours de l'été 1941, sans qu'on puisse savoir sur quels chiffres il s'appuie, puisque le Gouvernement Soviétique n'a jamais publié de statistiques à ce propos. C'est justement ce manque de données qui a conduit les autres statisticiens, dans leurs évaluations, à tenir compte des chiffres révélés devant le Tribunal de Nuremberg. (Ajoutons, sans entrer davantage dans ces détails, qu'une statistique partielle, commandée au début de l'année 1943 par Himmler aux statisticiens professionnels du III[e] Reich, permet de conclure aux mêmes résultats finaux, et que l'addition de la comptabilité des massacres tenue par les détachements d'extermination S. S. — M. Reitlinger rejette leurs chiffres comme « exagérés » — y conduit également.)

Dans ces conditions, il faut bien constater qu'on n'aura sans doute jamais des certitudes scientifiquement satisfaisantes à ce propos, et que jusqu'à nouvel ordre, les probabilités plaident pour le chiffre de 6 millions. Or, dans ces matières infiniment délicates, il est difficile que l'esprit d'investigation ne se laisse pas influencer par une prise de position éthique ou même politique ; et c'est pourquoi nous concluons que seul son généreux souci de *fairness* à tout prix, au détriment même de l'objectivité nécessaire à l'historien, a pu pousser M. Reitlinger à plaider une thèse aussi discutable.

Par contre, un deuxième appendice, qui se présente sous la simple forme d'une longue liste de noms, constitue dans sa sobriété un document d'une éloquence singulière. Il s'agit d'un index intitulé *Destin de quelques-uns des participants à la solution finale* ; la liste comprend 202 noms de criminels de guerre, choisis parmi ceux qui reviennent le plus souvent dans le corps de l'ouvrage. Trente-deux des personnages en question sont morts ou se sont suicidés, 66 ont été condamnés à mort par la justice alliée et ont été exécutés, 21 sont en prison en attendant encore de passer en jugement. D'autre part, 48 sont en liberté, soit qu'ils aient déjà été libérés, soit qu'ils n'aient jamais été poursuivis ; certains d'entre eux, tels que les diplomates Werner von Bergen, Otto Bene, Werner von Grundherr, ont déjà repris du service dans le corps diplomatique de la *Bundesrepublik* de Bonn. Enfin, 35 n'ont jamais été retrouvés, et parmi eux des hommes tels que Adolf Eichmann, le grand maître de *la solution finale*, ou ses acolytes Théo Dannecker et Heinz Rœthke, qui ont sévi en France. Faut-il ajouter que, si condamnations et exécutions ont le plus souvent eu lieu entre 1944 et 1948 tandis que acquittements et libérations se situent en général après cette dernière date — c'est en définitive le hasard seul qui a présidé à une échelle retributive d'une incohérence et d'une fantaisie extrêmes ? On le savait, mais il est bon qu'un chroniqueur minutieux, pièces en main, vienne nous le rappeler.

Ajoutons pour conclure que H. Reitlinger conduit son récit en un style vivant et limpide, ce qui atténue la monotonie de son exposé. Il sait, quand cela est possible, l'agrémenter d'une pointe d'humour. Ainsi, lorsqu'il décrit la misère dans laquelle croupissaient dès avant l'invasion allemande, les Juifs de l'Europe orientale : « Quant aux chômeurs, ils se consacraient à la mendicité, à l'étude, à la prière, au marché noir et à l'espoir. » Raccourci aussi saisissant que précis, pour décrire un monde que la sauvagerie nazie a supprimé à tout jamais de la carte.

L. Poliakov.

Bureau de Renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise, *Auschwitz*, 6 vol., La Haye, 1947-1953, 30, 52, 97, 70, 38 et 125 pages, Annexes, cartes, graphiques.

Avec le cinquième volume, intitulé *Les convois de déportation en 1944*, qui vient de paraître (décembre 1953), la série de publications sur Auschwitz du *Bureau de Renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise* est complète. Six volumes bien documentés nous présentent un tableau saisissant de l'histoire des Juifs néerlandais déportés à Auschwitz depuis 1942. Il existe maintenant suffisamment de sources allemandes et néerlandaises pour tracer assez exactement le sort des Juifs néerlandais déportés en Allemagne pendant la guerre (1). Ce sont principalement les déclarations des survivants, les livres et les listes de transport, la cartothèque de Westerbork, le *Sterbebuch* du *Standesamt Auschwitz* et les autres parties conservées de l'administration des camps de concentration, qui ont facilité les recherches du Bureau de Renseignements.

Le 22 août 1941 se trouvaient aux Pays-Bas 160.820 Juifs, dont 140.552 « pur sang » Juifs, soit donc 1,57 % de la population totale des Pays-Bas. A Amsterdam la population juive se montait à 9,9 % des habitants de la ville. A la fin de la guerre il y eut au maximum 30.000 Juifs néerlandais rapatriés. Ainsi il faut arriver à la conclusion qu'au moins 110.552 « pur sang » Juifs néerlandais furent tués dans les camps allemands pendant la guerre, surtout ceux d'un âge au-dessus de 50 ans et au-dessous de 16 ans.

Quatre-vingt-dix-huit trains de déportation quittèrent Westerbork, le camp néerlandais de rassemblement, pendant l'occupation, dont 67 arrivèrent au camp d'Auschwitz, amenant environ 60.000 personnes presque toutes d'origine juive. Cinq cents Juifs néerlandais survécurent à Auschwitz.

Le volume II de la série « Auschwitz » traite des transports entre le 15 juillet 1942 et le 24 août 1942 (2). Pendant cette période 13 transports, avec au total 11.172 personnes, eurent lieu. La plupart des déportés avaient prêté l'oreille à un appel du Conseil juif les invitant à se présenter pour le « Arbeitseinsatz » volontaire en Allemagne. Les conditions de travail annoncées étaient assez favorables, mais la vérité était cruelle. Après un voyage de quarante heures, une première « sélection » sévère commençait, qui renvoyait déjà une grande partie des groupes arrivés aux chambres de gaz (enfants au-dessous de 15 ans, mères avec des enfants, femmes au-dessus de 30 ans et hommes au-dessus de 50 ans). Le reste des déportés était d'ailleurs bientôt massacré, de toute façon dans les huit semaines après leur arrivée au « Terminus Auschwitz » (3), avec quelques rares exceptions. Les transports de juillet 1942 étaient surtout formés d'habitants d'Amsterdam, complétés par un groupe de 178 personnes sans nationalité et par quelques autres catégories. Les transports du 3, 7, 10 et 14 août comprenaient surtout des habitants de Rotterdam, tandis que dans ceux des 17, 21 et 24 août se trouvaient beaucoup d'habitants de La Haye.

Une période spéciale fut celle nommée « période de Cosel » (28 août jusqu'au 12 décembre 1942) à laquelle le tome III de *Auschwitz* est consacré. On qualifie cette période de ce nom, parce qu'un certain nombre de trains destinés à Auschwitz s'arrêtèrent dans ces mois à Cosel, à environ 80 km. à

(1) Je renvoie ici à mon étude sur ce sujet dans le numéro présent.

(2) Le t. I est consacré à une description du *Sterbebuch Standesamt Auschwitz*, 1942, Band 22 Nr. 31501-33000, dont l'original se trouve à Amsterdam.

(3) Le titre d'un ouvrage de M. E. DE WIND, *Eindstation... Auschwitz (Terminus... Auschwitz)*, Amsterdam, 1946.

l'ouest d'Auschwitz (1). A cette gare les Allemands sélectionnaient un nombre d'hommes pour travailler dans les camps de travail aux environs de Cosel. Les déportés restés dans le train, qui n'étaient pas jugés aptes au travail, continuaient leur voyage à Auschwitz. Il y avait aussi d'autres trains pendant cette période qui ne s'arrêtaient pas à Cosel et qui étaient dirigés à Auschwitz par voie directe (2).

On a pu constater que les hommes descendus à Cosel, 3.500 au total, étaient âgés de 15 à 50 ans. Ces hommes ont connu une odyssée qui les mena d'un camp de travail à l'autre, mais la plus grande partie arriva finalement dans le grand camp de concentration et de travail Blechhammer. On compte 126 survivants néerlandais de Blechhammer. Quelques autres déportés descendus à Cosel arrivèrent plus tard à Auschwitz I, Auschwitz II (Birkenau), Auschwitz III (Monowitz) ou Gross-Rosen. On a pu parvenir à ces conclusions grâce aux parties conservées de l'administration de Blechhammer, Gross-Rosen, Auschwitz et Gleiwitz, à la cartothèque de Buchenwald, mais surtout aux déclarations des rapatriés. Les conditions à Blechhammer étaient relativement favorables, surtout après la reprise du camp par les S. S. au 1er avril 1944.

Quant aux trains qui continuaient directement vers Auschwitz pendant la « période de Cosel », on dispose aussi de quelques sources importantes comme l'administration du *Krankenbau* de Birkenau, du *Sterbebuch* et *Totenbuch* d'Auschwitz, du *Kommandobuch Golleschau* et des *Fragebogen* (3). Ces transports comprenaient 11.132 personnes, dont toutes les femmes étaient exécutées immédiatement. Il y eut 26 hommes survivants.

Le dernier transport de la « période de Cosel » fut celui du 12 décembre 1942. Les Allemands recommençaient les déportations de Juifs néerlandais au 11 janvier 1943. Le tome IV d'*Auschwitz*, consacré aux transports de déportation en 1943, distingue deux périodes de déportations en 1943 : celle du 11 janvier jusqu'au 23 février 1943, avec 9 transports, et celle du 24 août jusqu'au 16 novembre, avec 9 transports. Les sources pour l'histoire des déportations en 1943 sont surtout une partie conservée du *Krankenbau* Monowitz (période 7-7-1943 au 19-6-1944 ; 15.000 hommes inscrits, dont 2.375 Néerlandais), de l'administration du *Ausbildungskommando* Auschwitz (période 3-10-1942 au 1-6-1943), et les « Matricules d'Auschwitz de 150.000 à 200.000 avec destination ». Les transports du printemps de 1943 étaient en premier lieu des transports de destruction, peut-être à cause d'un ordre secret émanant du chef du *Reichs Sicherheits* Hauptampt, ordonnant la déportation de 45.000 Juifs, dont 3.000 des Pays-Bas, entre les 11 et 31 janvier 1943. Il n'y eut que 33 survivants de ces transports du printemps 1943. Les transports dans l'automne de 1943, comprenant 8.127 personnes, comptent 237 survivants, dont un nombre assez élevé de femmes, 121, qui avaient été sélectionnées pour des expériences médicales. Il faut encore remarquer que les chances de survivre étaient relativement plus grandes pour les déportés « politiques » (originaires du camp de Vught, par exemple), à cause de l'existence d'un dossier de la Gestapo ou du S. D. contre eux. Les dirigeants des camps devaient toujours compter que Berlin demanderait des informations sur les dossiers et sur les prisonniers relevant de ces dossiers.

Le premier transport de 1944 partait de Westerbork le 25 janvier, le

(1) C'étaient les trains partis de Westerbork les 28 et 31 août, 4, 7, 11 et 14 septembre, 2, 5, 16, 23 et 31 octobre, 2, 6, 10, 16, 24 et 30 novembre et 8 décembre 1942.

(2) Les trains du 18, 21, 25, 28 septembre, 9, 12, 15 et 26 octobre, 20 novembre et 4 et 12 décembre 1942.

(3) Pour une description de ces sources, voir mon article dans ce numéro, p. 143.

dernier quitta le même camp le 3 septembre. Des 5.503 déportés dans ces transports il y eut 549 survivants, un nombre assez élevé. La chance de survivre augmentait à mesure que la guerre approchait de sa fin. Les chambres de gaz furent fermées au mois de novembre 1944. Le dernier tome (VI) de la série *Auschwitz* traite des transports de 1944-1945 entre Auschwitz et d'autres camps, ainsi que du sort des prisonniers se trouvant dans ces transports. Après juillet 1944, le « Arbeitseinsatz » eut pour résultat que des milliers de prisonniers, hommes et femmes, quittèrent Auschwitz pour travailler dans des kommandos, dans le cadre de l'industrie de guerre allemande (1). Le même tome donne une description des transports d'évacuation pendant les derniers mois de la guerre. Successivement l'auteur, M. J. Looijenga, traite du sort des prisonniers dans les camps suivants : Auschwitz, Bergen-Belsen, Buchenwald, Dachau, Flossenbürg, Gross-Rosen, Mauthausen, Mittelbau-Dora, Natzweiler, Neuengamme, Ravensbrück, Sachsenhausen, Stutthof, Theresienstadt et Warschau.

Les 6 tomes sur *Auschwitz* du *Bureau de Renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise* forment une documentation irréprochable et aussi exacte que possible du sort des Juifs néerlandais déportés dans ce camp pendant la guerre. Espérons que le Bureau aura encore l'occasion de faire paraître les publications prévues sur les déportations des Juifs des Pays-Bas vers d'autres camps qu'Auschwitz et Sobibor, et ensuite sur la déportation de Juifs néerlandais hors de la Belgique et de la France.

C. T. DE JONG.

Témoignages sur Auschwitz, Éditions de l'Amicale des Déportés d'Auschwitz, 1946, illustrations de François REISZ, in-8°, 202 pages, préface de Jean CASSOU.

Les *Témoignages sur Auschwitz* présentent le caractère d'authenticité et de vérité historique des œuvres collectives dont l'effort de chacun a été scrupuleusement contrôlé par tous.

Ces témoignages ne se contentent pas d'évoquer l'horreur d'Auschwitz : les termes chambres à gaz, sélections, expériences, se retrouvent dans toute la littérature concentrationnaire. Ils ne donnent pas d'Auschwitz une vision statique, figée, mais analysent les variations des aspects de la vie et de la mort en fonction de la structure interne du camp, en fonction aussi de l'évolution de la situation générale. Lorsque les armées russes approchent, les Allemands continuent à exterminer massivement des convois entiers de Hongrois ou de tziganes ; pas de survivants, pas de traces, mais pour ceux qui sont admis dans le camp ou qui ont survécu depuis 1942, l'horreur se tempère d'une modération relative. La mort est toujours imminente, mais moins inéluctable.

Chacun des articles de l'ouvrage est consacré à l'expérience vécue par le témoin, une expérience qui ne révèle pas seulement les réactions personnelles mais situe les atrocités dans le cadre des perspectives générales établies dans le premier chapitre : « La science au service du progrès », ou le rendement économique, rentable, des vivants et des morts à Auschwitz. Suivant que le grand Reich exige les bras, l'énergie vitale, ou au contraire la matière première fournie par les cadavres, les deux organismes rivaux, l'*O. B. R.* ou le *Dienstelle* ralentissent ou accélèrent le rythme de la mort dans les camps

(1) Sources principales : les documents conservés de l'administration des camps de concentration Auschwitz, Buchenwald, Dachau, Flossenburg, Mauthausen, Mittelbau-Dora et Theresienstadt ; Déclarations de survivants.

d'extermination. Rarement le planing de la production de mort dans les camps de concentration avait été mis en relief avec une telle évidence. Aussi les chapitres suivants, consacrés aux diverses formes de l'extermination, le typhus, les sélections, le travail sur fond de froid, de faim, de coups, apparaissent comme les termes d'une macabre addition dont le résultat se solde aux crématoires. Cependant il est impossible de considérer d'un seul point de vue « scientifique » ou économique le discours du chef de block allemand présentant comme une fatalité « scientifique » l'aboutissement au crématoire. Les chapitres consacrés au *Revier* de Birkenau ou d'Auschwitz, le récit du dimanche sanglant où tant de femmes furent assassinées en transportant le sable qui devait préparer de somptueux massifs de fleurs, ne donnent jamais l'impression d'une surenchère dans l'horreur. Car ces paroxysmes naissent au sein d'horreurs quotidiennes, où l'acte le plus banal de la vie quotidienne, se lever, recevoir sa soupe, se chausser, marcher, se rendre aux lavabos ou passer une visite médicale peut prendre le visage de la mort.

Quelques chiffres : 25.000 corps brûlés en vingt-quatre heures dans les crématoires et les fosses ; quelques images inoubliables : l'immense file des voitures d'enfants vides, la course affolée des malades pour échapper à la sélection, expriment le caractère particulier d'Auschwitz. Tous les camps de concentration étaient à plus ou moins brève échéance des camps d'extermination. Mais Auschwitz, établi dans un des lieux les plus malsains d'Europe, le mieux outillé, le plus perfectionné, le plus abondamment alimenté représentait vraiment pour le régime nazi le champ d'expérience type d'élimination massive des populations vaincues, des races déclarées maudites. En regard des millions d'êtres humains gazés sans être entrés dans le camp, les expériences médicales ou les assassinats individuels apparaissent comme les « délassements » de travailleurs à la chaîne, fatigués d'une destruction trop massivement monotone.

Dans ces conditions, la révolte du Sonderkommando (1), de ces 900 hommes qui se savaient voués à la mort et qui, à l'exception d'une centaine, la trouvèrent plus vite, pour s'être refusés à la donner, les tentatives de résistance de ceux qui voulurent jouer gagnant contre le crématoire et le nazisme, les vies sauvées par les efforts de solidarité de ces milliers d'êtres qui découvrirent la valeur d'une tranche de pain ou d'une paire de galoches, qui risquèrent leur vie en essayant d'effacer un nom sur la liste des sélectionnés, montrent une des failles de l'entreprise nazie d'extermination : dans la mesure où les nazis avaient besoin du travail des vivants avant d'utiliser les cadavres, le minimum d'énergie qu'ils devaient laisser à ces vivants n'était pas employé pour le travail, mais pour ne pas atteindre le stade du cadavre.

Olga Wormser.

Louise Alcan, *Sans armes et sans bagages*, Les Imprimeries d'Art, Limoges, 1945, in-16, 190 pages.

Sans la moindre grandiloquence, le livre de Louise Alcan, en forme de journal, est un de ceux qui rend le plus sensible la permanence de la personne humaine à travers tous les degrés d'une horreur savamment graduée : l'arrestation en zone sud, Drancy, le départ vers l'inconnu et Birkenau. Dans un style dépouillé, avec des mots très simples, et sans chercher à faire étalage d'atrocités, Louise Alcan sait évoquer le passage de l'espoir à la certitude de

(1) Sonderkommando : au sens propre Kommando spécial, Kommando du crématoire.

mort : quand les déportées apprennent que « l'autre camp » où sont parties les camarades de transport qu'elles n'ont plus retrouvées est le crématoire ; quand elles savent que la tentation du « repos » au Revier peut être mortelle ; quand la « sélection », menace hypothétique, devient réelle. Ce jour-là elle supprime des amies. Il est des témoignages en apparence plus accablants, des atrocités plus développées, des statistiques plus précises. Mais ce qui fait la valeur de ce livre, c'est que les atrocités accablent « de pauvres choses qu'on veut faire mourir » mais qui veulent se sentir encore des êtres humains, qui tentent de faire surgir une « vie quotidienne » au sein de la monotonie de l'horreur, de faire prévaloir contre cette horreur la chaleur humaine, la charité, l'amitié. C'est à ces vertus peu concentrationnaires, que Louise Alcan doit son entrée au Raisko, hâvre de vie moins menacé, toujours cerné par les crématoires, où cependant, les modalités de la vie réelle, décrites non sans humour, semblent reprendre leurs droits. Les Juives cessent de se sentir un troupeau à exterminer — jusqu'au jour où l'évacuation les jette sur les routes, dans l'entassement de Ravensbruck, dans la détresse de Malchow où renaît la psychose de la faim. Le pari entre la vie et la mort qui semble s'être joué dans les camps pour des millions d'êtres aux mains des *S. S.* se joue jusqu'au bout pour Louise Alcan et ses compagnes d'évasion, puisque le *S. S.* qui les reprend, choisit, on ne sait pourquoi, la fuite pour lui et la vie pour elles.

Ce livre constitue à la fois un acte d'accusation sans appel, bien que formulé en termes modérés, mais aussi un acte de foi puisqu'il démontre que l'imminence du four crématoire et de la mort multipliée n'a pu dégrader, malgré l'entreprise scientifique des bourreaux, « l'humanité » de nombreuses victimes.

O. Wormser.

Simon Laks et René Coudy, *Musique d'un autre monde*, Préface de Georges Duhamel, Paris, Mercure de France, 1948, in-12, 189 pages.

Musique d'un autre monde se présente comme une symphonie macabre, découpée en chapitres à titres musicaux : *alla tedesca*, *romance*, *sérénade*, etc. ; chacun d'eux illustre un des aspects peu connus de l'utilisation des compétences en régime concentrationnaire : l'utilisation des musiciens. Les Allemands, même nazis, aiment la musique. La création à Auschwitz d'un kommando de musiciens correspondait à un double but : nourrir le vague à l'âme et adoucir la monotonie de la vie des bourreaux, rythmer la vie et parfois la mort des victimes ; d'après le témoignage de Simon Laks (André dans le livre) la tâche essentielle des musiciens consiste à faciliter la comptabilité des hommes partant au travail, sur des rythmes de marches allègres. L'ambiguïté du rôle de la musique à Auschwitz est traduite avec un humour très spécial dans le chapitre intitulé *S. S. et Sainte-Cécile*. Le *Sonderkommando*, tout imprégné de la pestilentielle odeur de milliers de cadavres défile au moment où l'orchestre, à la demande impérative des S. S. du camp, joue une marche en vogue *Berliner Luft (L'air de Berlin)*. Il en résulte une correction sévère pour le chef de la musique, qui détient le titre en étant bien incapable d'assumer la fonction. Simon Laks (André) les exécute pour lui. Comme de pseudo-infirmiers ont terrorisé tout un Revier, de faux musiciens ont régné sur l'orchestre avec une outrecuidance plus grande encore puisque, pour eux, il ne s'agissait que de manier un bâton. Le kommando de musique ne fut exempté ni du travail, ni des sélections. L'horreur supplémentaire de jouer pendant que le crématoire brûle, que l'on pend des hommes, que tombent, exténués, ceux qui reviennent du

travail, de jouer pour les responsables de tous ces crimes, compensait amplement la nourriture meilleure, les vêtements plus normaux. Les instruments provenaient des optimistes arrivés au camp avec armes et bagages.

Cette horreur, le livre l'évoque sans la moindre grandiloquence : il suffit de rappeler le lieutenant *S. S.* qui aimait tant la musique juive (crime qu'il devait payer sur le front russe), le *S. S.* qui aimait tant les airs de jazz surtout après avoir expédié l'extermination des Tziganes, le commandant *S. S.* qui punissait les musiciens d'une dure séance de sport pour n'avoir pas exécuté à son approche « sa » musique, la seule musique : *Les chênes allemands*. Comment, pour une fois, ne pas souscrire à l'opinion de l'*Unterscharführer* Wolff grand mélomane lui aussi : il pense que s'il se trouve des « témoins capables de raconter au monde des choses dont Auschwitz aura été le théâtre, ils ne seront crus de personne. En cela réside le génie de notre Führer ». Les séances de musique chez les Tziganes avant leur évanouissement en fumée, chez les hommes du *Sonderkommando* quelques jours avant leur révolte, les efforts désespérés d'un chanteur pour faire rire Mengele surgi à l'improviste au cours d'une séance de musique (et il a ri), comment les non-initiés les pourraient-ils admettre ?

Cependant cette utilisation de la musique a des fins « récréatives » pour ceux qui tuent et ceux qui vont mourir, cette symbiose entre la musique, le sadisme et la mort, est un des aspects le plus perfectionné et le plus abject de l'entreprise nazie de la dégradation de la personne humaine, arme moins rapide mais tout aussi meurtrière que la chambre à gaz d'Auschwitz. Telle apparaît la conclusion de ces pages pathétiques et sans emphase, où la musique est si peu en cause.

O. Wormser.

Sofia Kossak, *Du fond de l'abîme, Seigneur...*, traduit du polonais, Albin Michel, in-12°, 299 pages, 1951.

Voici, par certains de ses chapitres, l'un des livres les plus poignants sur Auschwitz. Puissance d'évocation, sensibilité latente toujours en éveil, grandeur de l'idéal, conscience de l'épouvantable système auquel leur martyr fait participer les déportés ; l'état d'Auschwitz à l'arrivée des premières Polonaises, le court tableau des galeuses, l'attente angoissée des lettres et le désespoir des malchanceuses, les hurlements et les plaintes des mourantes du Revier sont inoubliables. Mais ce livre est écrit par une Polonaise, résistante, profondément patriote et chrétienne. Et cela nous explique d'autres chapitres qui nous choquent et nous irritent. Certaines appréciations sur les Juives (ne pas oublier qu'Auschwitz comptait à côté des sémites, une très importante population polonaise résistante... et autre, quoi qu'en dise Mme Kossak), une tendance à ne voir que la Pologne et la valeur de sa population. Il n'est peu ou pas question des Françaises et Mme Kossak devrait penser que si Duhamel a décrit les *Abattoirs de Chicago* il a aussi écrit la *Vie des Martyrs*. Quelques petites erreurs : les membres du *Sonderkommando* n'étaient pas tués systématiquement au bout de trois ou six mois, les Juifs de l'Occident savaient parfois ce qui les attendait ou du moins le soupçonnaient. Mais tel quel, malgré une certaine outrecuidance d'une Polonaise de bonne race, par l'intelligence de l'ampleur du drame, la profondeur de la foi religieuse et humaine de son auteur, c'est un témoignage d'une valeur incontestable.

O. Routis.

Olga Lengyel, *Souvenirs de l'au-delà*, traduction hongroise adaptée par L. Gara, Paris, « Le bateau ivre », 301 pages.

Le récit du séjour du Dr Olga Lengyel au camp d'Auschwitz présente les mêmes qualités que ceux de ses confrères français : simplicité, don de l'observation, intelligence de la chose vue. Ici, pas de sentimentalité ni de sensiblerie, comme dans d'autres témoignages pseudo-littéraires de déportés et pourtant... comme cela lui aurait été facile : en effet, après avoir raconté son voyage depuis Cluj en Transylvanie, où son mari était chirurgien, voyage dont elle dit elle-même qu'il a dû ressembler à ceux des convois venus « de tous les coins d'Europe, de France, d'Italie, de Belgique, de Hollande, de Pologne, d'Ukraine, des Pays-Bas et des Balkans vers la même destination », sur le quai d'Auschwitz, elle a cru préserver son fils de 12 ans en dissimulant son âge. Ce n'est que quelques jours plus tard que sa *blocova*, agacée de son ignorance, lui révèle la vérité : ses deux garçons, son père, sa mère, tous sont morts, passés par la chambre à gaz et par le four crématoire, dont l'odeur baigne le camp. Ce sentiment de culpabilité domine le début du récit, mais les problèmes de la vie du camp se posent vite à l'esprit lucide de Mme Lengyel : elle retrace les diverses étapes de l'initiation concentrationnaire : « douche, fouilles... », puis chaque aspect de cette vie, « la vie des blocks, repas, latrines..., la morgue, le *sonderkommando* » (ce terrible commando du crématoire chargé de vider les chambres à gaz et de fournir les fours)..., le *Canada*, ce coin du camp où s'entassent toutes les richesses volées par les Allemands dans tous les coins de l'Europe, l'*organisation* pour laquelle elle a cette définition simple : il s'agissait de « voler aux dépens des Allemands ; ainsi compris, le vol devenait une bonne action en soi et très souvent un bienfait pour les internés ». Puis elle rapporte son premier contact avec d'autres détenus qui, à leur place, luttent contre les sinistres gardiens : le médecin français qui la pousse à travailler, l'organisation de l'infirmerie où elle peut, avec d'autres confrères de tant de pays d'Europe, essayer de soulager la masse cosmopolite des prisonnières : des cas si pénibles se présentent, une telle misère les environne que le sens de l'homme se révolte chez tous ces médecins et que le temps, malgré leur épouvantable pénurie de remèdes, passe trop vite pour qu'ils arrivent à les soulager... Maladies du corps, perversions des sens, de l'esprit, toutes sortes de types humains défilent. Les problèmes moraux surgissent et Mme Lengyel essaie de saisir les responsabilités des uns et des autres dans les manifestations de disparition du sens moral, tant chez les détenus que chez les bourreaux ; elle n'hésite pas enfin à poser le problème de la réadaptation du déporté à une vie plus normalement civilisée.

On saisit la richesse de l'information, la lucidité du témoin, en même temps que la sensibilité de l'auteur qui, malgré ses profondes souffrances, plus peut-être morales que physiques, a pu préserver son idéal de médecin et son dévouement à des principes de justice et de vérité.

O. Routis.

Lars To (Laurent II), *Vi ventet (Nous attendions)*, récit illustré basé sur les notes d'un carnet et les croquis pris dans des camps de concentration allemands, chez l'auteur, Oslo, 1945, 311 pages. Nombreuses caricatures de l'auteur.

Nous regrettons d'attirer l'attention sur ce livre si longtemps après sa parution. Depuis sept ans nous en avons lu beaucoup d'autres sur le même sujet, c'est-à-dire sur la vie et la mort dans les prisons politiques et les camps

de concentration. Ceux qui n'ont pas directement éprouvé ces souffrances et ces humiliations ont maintenant tendance à occuper leur esprit d'autre chose ; la pitié et la révolte s'émoussent. Mais les historiens apprécient toujours les nouveaux témoignages qui leur sont apportés pour les confronter avec ceux qu'ils ont déjà recueillis, surtout s'ils ont été écrits immédiatement après le retour des camps, quand la mémoire était fraîche et d'après des notes conservées en dépit des vicissitudes des détentions ; ils les trouvent encore plus précieux quand ils émanent d'un homme d'un autre pays.

Lars To (Laurent II) est le pseudonyme d'un Norvégien. Non seulement l'auteur a évité de faire connaître son nom, mais il nous dit qu'à la demande des intéressés, les noms de personnes ont été déguisés, et parfois les noms de lieux. Peut-être n'a-t-il pas voulu que son livre fût l'occasion de nouvelles querelles politiques parmi ses compatriotes, à une heure où elles étaient encore très vives. Ses raisons sont sans doute des raisons d'apaisement. Il est d'ailleurs extrêmement sobre sur les divisions qui séparaient les Norvégiens en camps opposés.

Quand les Allemands eurent occupé la Norvège, L. T. qui était un jeune officier de réserve participa activement à l'achat de vivres et de matériel pour constituer des dépôts qui devaient servir aux forces militaires secrètes le jour où ces dernières, aidées par les Alliés, pourraient reprendre les opérations. En attendant, des sabotages étaient exécutés, tels que des coupures de routes de montagne suivies par les Allemands. Mais L. T. fut bientôt découvert par la Gestapo et arrêté ; sa chambre était pleine d'uniformes, des papiers compromettants furent saisis. Son interrogatoire par les Allemands assistés de plusieurs Norvégiens fut appuyé par une bastonnade qui le laissa évanoui. Après neuf heures de tortures il était tellement déprimé que pour ne pas être exposé à faire des révélations, s'il était de nouveau soumis à la question, il fut sur le point de se suicider. Mais il se reprit et ne fut plus interrogé. Il souffrit de la faim, de l'isolement en cellule, toutefois son régime s'adoucit un peu quand il fut transféré à la prison de Grini, malgré la brutalité de certains de ses gardiens, et malgré le spectacle, entrevu de sa fenêtre, de la bestialité qui présidait aux exercices de « pelote » infligés à des Juifs, ou du passage de condamnés à mort que l'on conduisait au poteau. C'est à cette époque que les détenus de Grini correspondant entre eux par des canalisations métalliques conductrices du son s'appelaient par des pseudonymes. Celui de Lars To s'explique ainsi.

A la fin de 1943 la moitié des détenus fut envoyée en Allemagne. La traversée se fit sur un bateau armé et ne fut pas pénible. Il n'en fut pas de même dans le train qui les conduisit de Stettin à Sachsenhausen, à raison de 73 hommes par wagon à bestiaux, empilés pendant vingt-huit heures dans une paille souillée et une atmosphère nauséabonde. La réception à coups de bottes et à coups de crosses, les longues attentes dans un froid glacial, à peine vêtus et les pieds dans des sabots qui blessaient, la crainte constante d'être atteints de flegmons, de dysenterie, de tuberculose et de finir au four crématoire, celle de recevoir un coup de fusil comme ce pauvre diable surpris par un *S. S.* à fouiller dans une poubelle pour en retirer quelques détritus, tous ces détails écrits simplement et sans souci de vains effets littéraires, ressemblent à ceux qu'on nous a bien souvent rapportés mais restent profondément émouvants.

Après avoir transporté des pierres dans une brouette, repeint maladroitement de vieilles autos, L. T. trouva enfin le « filon » qui devait adoucir sa captivité. Il fut employé comme dessinateur au bureau du chef de chantier chargé de la construction d'un bunker colossal. Cet Allemand était un homme bienveillant, malgré son uniforme et ses convictions nazis, et son comportement empreint d'humanité à l'égard des déportés repose de tant de brutalités.

Ici apparaît un Français, Maurice (D.) dont L. T. fera peu à peu le portrait avec humour et sympathie. Chargé de nettoyer les bureaux dont il se contentait de déplacer la poussière par nuages épais, Maurice se glissait chaque matin dans le bureau du chef occupé sur son chantier et à 9 h. 30 il amenait subrepticement l'aiguille sur l'émission de Londres. C'est ainsi que le camp connut le débarquement en Normandie et bien d'autres nouvelles intéressantes.

Après un court séjour à l'infirmerie répugnante de Bad Saarow, L. T. revint dans son camp. Le récit des derniers moments et de la pendaison d'un jeune Russe de 19 ans devant 1.000 déportés assemblés est infiniment poignant.

Puis arriva la période finale. De leur chantier les déportés purent voir sur l'autoroute conduisant de Berlin en Prusse orientale les flots de réfugiés et, les Russes approchant, le camp fut évacué sur celui de Neuengamme par les autocars blancs de la Croix-Rouge suédoise. Là sont rassemblés les déportés norvégiens et danois. Beaucoup de camarades de L. T. manquent à l'appel. Bientôt les camions scandinaves franchissent la frontière danoise et, *via* Malmo, c'est le retour au pays.

Si nous avons rendu compte de ce livre d'assez près c'est qu'il mérite d'être connu mais qu'il est assez improbable qu'on le traduise en français. Quelques dates et quelques noms de plus nous auraient donné plus de satisfaction, mais on aime le livre parce qu'il est simple, objectif, exempt de prétentions littéraires ou philosophiques, de discussions politiques, parce qu'il expose les misères et les horreurs des camps de concentration avec un réalisme saisissant, mais sans paroles de haine.

G. Renondeau.

Robert Franqueville, *Rien à signaler. Deux ans à Oranienburg*, Édition Victor Attinguer, 1946, in-16, 206 pages.

Rien à signaler (Turm A. Post nicht neues). C'est le cri du guetteur du mirador d'Oranienburg. De ce camp qui a inspiré moins de témoignages que Buchenwald ou Auschwitz, Robert Franqueville nous transmet une image féroce : une jungle où ne règnent que les impératifs de la faim et de la peur, où ceux qui sont résolus à survivre sont plus ou moins forcés d'adopter la loi de la jungle.

Nous retiendrons de ce livre quelques bons passages « documentaires » sur les ateliers de Speer, ou de Klinker, où les poussières de charbon, les acides, les lourdes charges, la brutalité des *kapos* de toutes nationalités, semble-t-il, écrasent les hommes employés à toutes les formes de récupération de matériel lourd. Pour Franqueville et ses camarades résolus à survivre, ils lutteront pied à pied dans la boue et la ferraille, les câbles de cuivre ou le parc à voitures pour la tranche de pain supplémentaire, la pomme de terre volée et cuite au feu clandestin.

Si les colis semblent parvenir assez fréquemment aux déportés d'Oranienburg, des scènes d'horreur n'en sont pas moins à l'ordre du jour : pendaisons-spectacles, schlagues à mort ou extermination en deux mois de 22.000 soldats russes à raison de 300 incinérations par jour, au départ de trains fantômes de cadavres et de mourants, à l'extermination de tous les suspects du block 59 le 1er février 1945.

Est-ce la proximité de Berlin ? Il ne nous semble pas que dans les autres camps, au moment de la déroute finale, les « verts », les « noirs » et même des « rouges » sélectionnés aient été mobilisés comme ce fut le cas à Oranienburg.

Signalons encore un détail curieux dans ce livre violent, où un homme

jeune et qui ne voulut pas mourir ne craint pas de proclamer sa haine contre ceux qui voulaient cette mort, les *S. S.* ou la « Cour » des détenus princes et courtisans. En termes mesurés, Francis Ambrières s'élève dans la préface du livre contre le principe de la peine du talion que Robert Franqueville, semble-t-il, aurait aimé faire prévaloir à sa libération. Pourtant quelques mois plus tard il ne cherche pas à savoir si la sentence de mort est exécutée contre le Français qui, avec l'aide de Vichy et de la Gestapo, usurpe son identité.

D'après Franqueville, la Gestapo aurait souvent fait des enquêtes dans les camps auprès de présumés libérables et qu'elle pensait voués à la mort, pour assurer une identité neuve à des collaborateurs « brûlés » en France. Nous n'avons pas eu jusqu'ici sur ce point d'autre témoignage que le sien.

O. Wormser.

Gilbert Debrise, *Cimetières sans tombeaux*, Paris, La Bibliothèque française, 1946, 189 pages, 12 × 19.

Gilbert Debrise, *Week-end à Dachau*, Paris, collection « Le souvenir », F. N., D. I. R. P., 1947, 115 pages, 12 × 19.

Le Pr Gilbert Dreyfus a signé de son nom de Résistant, Debrise, ces deux volumes de Souvenirs : au récit de sa vie de déporté, il joint de précieuses réflexions sur la psychologie des « concentrationnaires », victimes et bourreaux. *Le rendez-vous de Valence* d'Aragon sert de préface au premier de ces livres, *Cimetières sans tombeaux*, première entrevue de Gérard-Aragon-et du Dr Dreyfus devenu « Debrise, homme de lettres ». C'est sous ce nom qu'il est arrêté, puis déporté en avril 1944, et, après l'hallucinant voyage habituel, emmené d'abord à Mauthausen (où sévit un redoutable médecin polonais) puis à Ebensee. Là, dans un décor romantique de montagnes, de forêts et de lacs, des baraques, poétiquement peintes en vert, entourées de gazon et de fleurs, abritent les déportés faméliques et maltraités. Le *Revier*, par chance, est dirigé par un médecin allemand, certes sans pitié, mais qui garde un certain respect de son métier et de ceux qui le font bien. Debrise en profitera pour sauver le plus de malades possible. Il rend hommage au dévouement de son ami, le Dr Wetterwald : leur bonne entente servit beaucoup aux détenus et leur dignité en imposa aux Allemands eux-mêmes. Le Dr Gilbert Dreyfus dessine les sinistres silhouettes des médecins *S. S.*, des chefs de camp et de leurs protégés. Il rapporte aussi (surtout dans *Week-end à Dachau*) les expériences médicales des nazis, ainsi que les épisodes les plus tragiques de la vie du camp (en particulier, les arrivées massives des Juifs hongrois, qui furent exterminés — fin de l'hiver 1945).

Le Dr Dreyfus ne s'est pas contenté de souffrir et de guérir, il a réfléchi sur les problèmes psychologiques que posaient le régime nazi et les camps de concentration. Il y a réfléchi quand il était au *Revier*, il y a réfléchi, depuis, après avoir revu Dachau, Mauthausen, Ebensee, lorsqu'il dut aller témoigner aux procès des criminels de guerre. Là, mis en présence des ex-*capos*, des ex-officiers *S. S.*, des ex-médecins nazis, il fut frappé de leur hypocrisie, de leur inconscience, de leur faculté d'oubli. Cette mentalité est la conséquence de l'éducation nazie : on a inculqué aux Allemands l'idée qu'ils sont les « Seigneurs », l'habitude de l'obéissance passive, le mépris de la dignité humaine. Aussi exterminent-ils, en toute tranquillité d'âme, les millions d' « esclaves » qui s'entassent dans les camps de concentration. Le peuple des « maîtres » s'oppose à celui des « esclaves ». Par toutes sortes de procédés, les maîtres s'efforcent de tuer les esclaves, et aussi de les avilir, de les « déshumaniser », de les réduire à l'état de « choses ». Rares sont ceux qui survivent

et, parmi ceux-ci, rares ceux qui échappent à l'anéantissement moral. Cette atroce expérience permet de vérifier l'importance de la vie de l'esprit : seuls résistent ceux qui ont une vie intellectuelle, un idéal, une foi politique, sociale, esthétique ou religieuse. On rapprochera avec fruit ces remarques de celles de Me Paul Arrighi (1) qui était aussi à Ebensee. Elles sont la condamnation des régimes autoritaires qui visent à détruire chez l'homme l'intelligence, le raisonnement, et le gardent — selon l'expression du Dr Dreyfus — dans un état d'*arriération*, d'*infantilisme* mental, permettant seulement aux instincts élémentaires et brutaux de s'épanouir et ravalant l'homme au rang de l'animal.

Marie GRANET.

Dr François WETTERWALD, *Les morts inutiles*, Paris, éd. de Minuit, 1946, 195 pages, 12 × 19.

Membre actif du réseau *Vengeance* dont il a raconté l'histoire (2), le Dr Wetterwald fut trahi, pris et déporté à Mauthausen et à Ebensée. Dans cet ouvrage, écrit peu de temps après son retour en France, il note, de façon poignante, ses impressions de prisonnier d'abord, de déporté ensuite. Plus qu'il ne compte les faits eux-mêmes, il analyse ses impressions et ses sentiments : bizarre sensation de « soulagement » éprouvée par le clandestin obligé à l'épuisant « jeu de cache-cache » avec la Gestapo, atmosphère pénible des cellules où le patriote cohabite avec des braves gens qu'il n'est pas long à estimer, mais aussi avec des « moutons » méprisables, horrible promiscuité de plusieurs jours au cours de l'infernal convoi qui traverse l'Allemagne, émotion du premier contact avec les squelettes habillés de guenilles qu'il aperçoit à son arrivée à Mauthausen... Le Dr Wetterwald nous fait vivre ensuite la vie du camp. Il esquisse les silhouettes des bourreaux, des *capos* assassins, des officiers *S. S.* élégants et dédaigneux, des « mignons » profiteurs et lâches, des médecins de toutes nationalités et de valeu si diffé ente, depuis les Français compétents, courageux et dignes (le Dr Wetterwald a été le compagnon du Dr Quenouille, mort plus tard à Neuengamme et du Pr Gilbert Dreyfus) ju qu'aux Polonais et Hongrois ignorants et obséquieux, et à cet étrange médecin *S. S.* qui alternait, dans sa conduite, la férocité et le respect de la médecine. Il note le contraste entre la mort toujours présente, le crématoire proche, les brutalités et les pendaisons, la misère physique et morale et le soin que mettaient les Allemands à entretenir fleurs et gazon, leur goût ostentatoire de la musique et des chants... Les derniers jours furent hallucinants, la mortalité terrible, la peur angoissante... Enfin, c'est l'émotion de la Libération, l'arrivée des chars américains, le défilé des Français derrière leur pauvre petit drapeau tricolore, *La Marseillaise*... « Ce fut, dit-il, très beau et très grand. »

Le Dr Wetterwald insiste surtout sur les conséquences morales de la déportation : les Allemands — les maîtres — voulaient non seulement tuer les corps, mais avilir l'esprit de leurs « esclaves », réduire l'homme à l'état de brute. Seuls, les êtres d'exception résistaient. Le Dr Wetterwald constate combien est mince et fragile le vernis de la civilisation et de la culture, combien il craque vite sous les épreuves accumulées de la faim, du froid, de la torture, de la peur, combien rapidement l'homme retrouve sa nature sauvage. *Homo homini lupus*, conclut avec tristesse le Dr Wetterwald.

M. GRANET.

(1) N° 8 de la *Revue de la deuxième guerre mondiale*.

(2) F. WETTERWALD, *Vengeance*, Histoire d'un corps franc, Paris, éd. du mouvement Vengeance, 1946.

Christopher BURNEY, *The Dungeon Democracy*, New York, Duell, Sloanand Pearce, 1946, 164 pages.

M. Christopher Burney expose, dans son livre, les réflexions de caractère philosophique, psychologique ou politique que lui inspire le séjour qu'il a fait à Buchenwald, plutôt qu'il ne raconte sa propre vie au camp. Il nous dit, en passant, qu'il a fait partie d'un convoi de 2.000 Français, mais il n'en donne pas la date. C'est incidemment aussi que nous apprenons qu'il a été protégé par les Allemands non communistes de la direction des camps, par des Tchèques qui l'ont fait nommer interprète, et qu'il n'a jamais été hospitalisé au Revier. Par contre, après avoir fait l'historique de Buchenwald et expliqué comment les « rouges » ont enlevé la direction du camp aux « verts », il étudie le comportement des principales « nationalités » rassemblées à l'intérieur des barbelés : Allemands anti-nazis, Tchèques, Russes, Polonais, Français, Juifs, etc. M. Burney admire les Tchèques et les Polonais, estime les Russes, déteste les Français. Les raisons de ses appréciations, souvent surprenantes, ne sont pas toujours faciles à déceler. On a assez nettement l'impression que son affection pour les Tchèques vient de sa reconnaissance personnelle à leur égard : ils l'ont nourri et, en le faisant nommer interprète, lui ont permis d'échapper aux plus durs travaux et, par suite, à la mort. Les Russes, pour lui, sont des Alliés, de bons soldats et, en militaire, il honore leur courage, bien qu'il critique leur régime politique. L'opinion qu'il a des Polonais est radicalement différente de celle qu'ont rapportée la plupart des Français de tous les camps de concentration : il dit qu'ils sont « fiers » et « indépendants » alors que l'impression générale est que (à part les officiers et les universitaires), ils étaient obséquieux, brutaux, menteurs et voleurs ! Or, ces défauts, M. Burney les attribue aux Juifs polonais alors que tous les déportés français ont observé que, dans l'ensemble, les Juifs polonais ou russes ou hongrois étaient beaucoup mieux que les populations au milieu desquelles ils vivaient. Mais c'est aux Français que M. Burney réserve ses pires critiques. A ces jugements péjoratifs, on ne peut guère trouver qu'une explication.

M. Burney ne sait pas — ou a oublié — que les Français de Buchenwald ne comprenaient qu'une partie de résistants et un grand nombre de criminels, assassins, souteneurs (des tenanciers du quartier du Vieux-Port à Marseille), trafiquants de marché noir. Il aurait été paradoxal que ces « asociaux », plongés dans l'enfer de Buchenwald, fussent devenus subitement des saints ! Il est normal que les rares Anglais du camp aient été des modèles de vertu, car les Allemands n'avaient pu vider les prisons londoniennes ! Les Espagnols étaient tous, également, des déportés politiques. Il n'en était pas de même des déportés des pays occupés et, volontairement, avec un machiavélisme bien calculé, les Allemands avaient mêlé criminels et honnêtes gens. Il est donc injuste de juger un pays d'après les déportés des camps de concentration. Quand un Français objectif parle avec mépris des Ukrainiens et des Polonais de son camp, il sait bien qu'il juge surtout des éléments souvent abjects de la population, entièrement semblables aux « verts » allemands, bien qu'ils aient souvent, indûment, porté l'insigne rouge des politiques. M. Burney, cependant, n'hésite pas à se contredire quand il dit que les Allemands avaient à l'égard des Français un complexe d'infériorité et, qu'à cause de cela, ils les envoyaient dans les commandos les plus durs, comme Dora. Quoi d'étonnant alors à ce que la mortalité ait été effroyable chez les Français ? M. Burney préfère croire que cette mortalité était due à leur manque de résistance morale. Tantôt, il leur reproche leur « paresse » comme si le devoir d'un patriote n'avait pas été de travailler aussi peu que possible à la machine de guerre allemande. Tantôt il affirme que si

les Français travaillaient bien, c'était pour améliorer leur sort, tandis que les Tchèques le faisaient parce qu'ils étaient incapables de mal travailler (1). N'y a-t-il pas là un véritable parti-pris ? Ce parti-pris et ce manque de perspicacité se retrouvent tout au long du livre : l'auteur reproche les accords de Munich à la France, oubliant qu'elle y fut poussée par le premier ministre anglais, Chamberlain, et que les Tchèques se sont soumis à leur sort au lieu de lutter, seuls, et de sauver au moins leur honneur... Il considère les Tchèques comme le « boulevard de l'Occident » et il a dû être bien déçu, en 1948, quand il a pu voir le peu de résistance apportée par eux à la mainmise soviétique ! Il a des communistes une idée assez curieuse : pour lui, un communiste qui a des sentiments humains n'est pas un vrai communiste !. Il pense que ne peuvent être communistes que les mécontents et il ignore qu'il y a des communistes sincères, animés d'un véritable amour de la justice et qui croient — à tort ou à raison, là n'est pas la question — que les doctrines de Karl Marx d'abord, la politique soviétique ensuite, conduiront le monde à plus de bonheur. M. Burney, lui, déclare que les communistes ne sont que « des nazis peints en rouge » ! Il convient donc de se méfier des jugements de M. Burney qui ne sont ni impartiaux, ni perspicaces.

Marie GRANET.

Robert ANTELME, *L'espèce humaine*, Robert Marin, collection « La cité universelle », 1947, in-8°, 434 pages.

Robert Antelme a retracé dans cet important volume les visages de la vie et de la mort dans un kommando de Buchenwald, Gandersheim, où les « verts » étaient tout puissants. « A Gandersheim, nos responsables étaient nos ennemis. » Aussi l'horreur de Gandersheim n'est pas celle de la mort permanente, de la chambre à gaz et du crématoire. Elle est celle que ressentent des hommes perdus dans le temps, l'espace, seuls dans le troupeau et qui luttent de toutes leurs forces, qui s'épuisent pour rester jusqu'au bout des hommes. Lutte héroïque, quand le regard du dieu *S. S.* peut signifier la mort. Pour moi ou pour le voisin ? Soulagement atroce, c'est pour le voisin. Lutte héroïque quand le morceau de pain volé représente pour l'affamé une douleur que rien ne peut consoler, quand le morceau de miroir volé donne au déporté qui contemple son visage inconnu le sentiment de la lente décomposition de son être : il ne se reconnaît plus, il n'est plus lui. Mais le livre de Robert Antelme où passe le souvenir de tous ceux qui connurent d'autres Gandersheim, le souvenir de toutes les femmes « mortes, squelettes, rasées », de tous les enfants devenus tonnes de cendres, de tous les camarades qui ne connurent pas le retour, n'est pas un livre de désespoir, d'abdication de l'homme. Parfois s'y élève un voix fraternelle. Un aveugle vous donne un morceau de pain. Des hommes se réunissent et chantent, et récitent Du Bellay : « quand reverrai-je, hélas, de mon petit village fumer la cheminée ? ». Robert Antelme, dans la dernière partie, retrace jour par jour une évacuation par route et par train, où tombèrent sous les balles, l'Évangéliste, l'Espagnol, les camarades, où moururent dans l'horreur d'un wagon souillé ceux qui ne savaient pas que la Libération était là, que bientôt Robert Antelme pourrait échanger avec un jeune Russe ses premiers mots de revenant : « Wir sind frei » (nous sommes libres) : lui qui pendant ses durs mois de bagnard avait découvert qu'il était possible que des hommes soient amenés à exprimer « comme seule et dernière revendication, un sentiment ultime d'appartenance à l'espèce ».

O. WORMSER.

(1) On lira avec utilité, à ce sujet, l'opinion du docteur tchèque BLAHA au *Procès de Nuremberg*, t. V, pp. 170 et sqq.

Dr Jean Rousset, *Chez les Barbares*, Imprimeries réunies, Lyon, 113 pages, in-8°, sans date.

Le livre du Dr Jean Rousset présente le témoignage d'un homme qui reste médecin spécialiste dans les pires conditions d'exercice de sa profession, mais qui se constitue aussi témoin et juge de toutes les aberrations, de toutes les atrocités, de tous les manquements aux règles d'humanité les plus sommaires, ou à la simple raison, dont la vie et la mort dans les camps présentent le monstrueux catalogue.

L'originalité de l'ouvrage du Dr Jean Rousset, consacré à son expérience de Buchenwald, consiste en premier lieu dans son plan. Médecin, il n'aborde pas d'abord l'exposé de la pathologie concentrationnaire, du caractère spécifique au camp de maladies étiquetées bénignes dans la vie courante, de l'échantillonnage impressionnant de ces maladies que présentaient pour les vrais médecins les dizaines de milliers de cas traités. Car les vrais médecins n'étaient pas toujours en mesure d'examiner ces cas : la Première Partie du livre du Dr Rousset est consacrée à l'organisation « médicale » du camp de Buchenwald. Il souligne combien elle est fonction du but poursuivi par l'organisation même du système concentrationnaire, dont il ne faut jamais oublier qu'il s'agit avant tout d'un système économique et d'un système d'extermination. Seuls doivent être récupérés ceux qui peuvent être source de travail et de profits effectifs. Les autres sont voués au crématoire à plus ou moins brève échéance, suivant l'encombrement du camp, du Revier, suivant le bon vouloir des responsables, car l'organisation de la société concentrationnaire se retrouve au Revier comme dans le camp tout entier. En haut, plane le médecin chef *S. S.* Schiedlausky, praticien fort ordinaire, mais pénétré des données plus « métaphysiques » que rationnelles de la science *S. S.* Les médecins *S. S.* qui lui sont subordonnés ont moins d'efficience que la catégorie des détenus affranchis auxquels les *S. S.* ont délégué leurs pouvoirs, qui sont les vrais maîtres de l'admission au *Revier* et souvent de l'issue favorable ou mortelle de la maladie. En raison du goût particulier des humains pour la médecine, quelle tentation, pour des êtres déjà dégradés par des années de pouvoirs durement exercés au camp, d'exercer ce pouvoir sur les corps mêmes, d'humilier les vrais médecins dans des tâches subalternes, de se décréter spécialistes et d'opérer eux-mêmes sur des cadavres en sursis, dont on ne leur demandera compte ni des souffrances, ni de la mort.

Si ces détenus privilégiés ont gardé un certain sens humain, ils mettront au service de la vie leur pouvoir, ils donneront leur chance aux vrais médecins — et aux malades — ils aideront les médecins à truquer au bénéfice de la survie les statistiques, les effectifs du *Revier*, comme le Dr Brau truquait les radios, comme le Dr Rousset et des collègues truquaient les résultats d'examens divers pour épargner un transport à un malade, pour garder un convalescent à l'abri. Aussi, les rapports sociaux au *Revier* étaient-ils aussi délicats, aussi périlleux que les possibilités d'exercice véritable de la profession médicale étaient médiocres. Les pages les plus saisissantes du Dr Rousset, dans ses premiers chapitres, sont celles qui portent sur la « diplomatie concentrationnaire », surtout quand le kapo privilégié conjugue ses efforts avec ceux des médecins et des malades pour duper le *S. S.* Mais Jean Rousset met aussi en lumière avec un sombre humour la conjugaison de l'outrecuidance et de la bêtise dont le *Revier* de Buchenwald (et les médecins des autres camps ne le contrediraient pas) offraient d'éblouissants spécimens.

En ce qui concerne le caractère spécifique de la pathologie concentrationnaire, Jean Rousset en brosse un tableau précis en se référant aussi aux ouvrages de ses confrères, aux thèses médicales éclairant l'évolution de telle

ou telle maladie. Si parfois, la terminologie employée par le médecin spécialiste échappe à l'entendement du lecteur non spécialisé, l'humour glacé du témoin et du juge explique de façon remarquable l'évolution des maladies courantes sur des organismes pour lesquels le mot « débilité » est bien faible.

Jean Rousset étudie aussi le caractère économique des expériences médicales les plus sauvages et les plus absurdes, parfois entreprises à la demande de l'I. G. Farben (pour constituer pour la *Wehrmacht* des réserves de sang frais prélevé sur les invalides). On n'oubliera pas aisément le chapitre des enfants, exterminés ou en sursis, le chapitre des femmes de la maison close, en dégradant sursis d'extermination. Dans ce livre passionné, Jean Rousset ne mâche ni son admiration pour les héros, ni son mépris pour les hommes et les organismes officiels qui, médecins internés ou Croix-Rouge, s'associèrent plus ou moins passivement à l'entreprise des « barbares ». Le rationalisme du clinicien qui étudie les maladies concentrationnaires et les courbes de mortalité qu'elles dessinent, s'efface devant la véhémence de l'être humain qui sans la moindre sensiblerie accable les bourreaux sous le poids des millions de victimes.

Olga Wormser.

Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, Audin, 1947.

Le titre du volume de J.-P. Garin est sympathique dès l'abord ; pas de recherche littéraire, pas de formule pour frapper l'esprit ou l'imagination du lecteur, mais trois mots nets, qui sonnent sèchement et traduisent la réalité de la vie concentrationnaire avec cette mesure qui est l'une des caractéristiques de ces souvenirs. L'ouvrage s'ouvre sur une longue préface du Dr Jean Rousset qui exalte la valeur de la jeunesse française et celle des médecins français, hommage chaleureux d'un « ancien », à ses jeunes confrères. Puis le récit lui-même : ton simple, mesuré, indice d'un équilibre intérieur déjà profond chez un jeune homme, sensibilité frémissante mais, comme les autres aspects du caractère, discipliné grâce à une vie morale et religieuse enrichie par les circonstances exceptionnelles. Le séjour à Laura n'est pas lui-même différent de ceux d'autres kommandos plus connus : inconfort, mauvaise nourriture, coups, blessures, travail, vie sociale pénible, mais la bonne humeur naturelle, la personnalité dynamique de J.-P. Garin lui ont permis de rester un être humain pensant et agissant, soutien de ses amis. Son séjour à Cologne Deutz a mis ensuite en valeur ses qualités médicales, et lui a permis de mesurer l'ampleur de la défaite allemande et ses répercussions sur le moral du peuple. Un des livres dans lesquels on sent que l'Esprit a *réellement* dominé constamment et vaincu la misère.

O. Routis.

ALLEMAGNE

Edmond Vermeil, *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique, culturelle (1890-1950)* : t. I : *Le règne de Guillaume II (1890-1918)*, 384 pages ; t. II : *La République de Weimar et le IIIe Reich (1918-1950)*, 443 pages, Éditions Aubier (1952-1953), Collection historique.

Les deux gros volumes de M. Vermeil constituent une véritable « somme » portant sur les soixante dernières années de l'histoire allemande. Celle-ci est traitée sous tous ses aspects : non seulement politique et diplomatique, mais encore et surtout économique, social et intellectuel. Chaque volume se termine par une partie documentaire du plus haut intérêt comprenant des textes, des tableaux chronologiques comparatifs, des cartes, des graphiques, enfin une abondante bibliographie.

Pour le premier volume, plusieurs textes sont empruntés à l'excellente collection de textes publiée par MM. Préclin et Renouvin dans « Clio » ; plusieurs citations du dernier ouvrage du doyen des historiens allemands, F. Meinecke : *La catastrophe allemande*, ouvrage d'ailleurs traduit par M. Vermeil, nous paraissent particulièrement bien choisies.

Le tome II nous donne dans sa partie documentaire un tableau complet des élections au *Reichstag*, des divers chanceliers, des directeurs de la *Reichsbank*, des chefs de la *Reichswehr* et de la marine, des textes d'Hitler et de Rosenberg.

Cette monumentale synthèse est précédée d'un avant-propos intitulé *Sociologie et Prophétie* qui analyse, à partir des théories de Max Weber, le devenir allemand — et d'une introduction historique qui retrace entre autres les origines lointaines du national-socialisme.

Pour l'utilisation pratique de l'ouvrage, nous n'avons qu'un seul regret à formuler : l'absence d'un index alphabétique.

Le tome I se divise en deux parties, intitulée l'une : *Les phénomènes sociaux* et l'autre : *La crise politique*. Celle-ci montre les difficultés de la politique intérieure allemande et analyse la nature de l'impérialisme wilhelminien pour aboutir à un tableau des origines de la guerre puis de l'Allemagne en guerre.

Quant à la partie économique, elle suit d'assez près les analyses serrées de M. Renouvin, mais s'en sépare par son appréciation d'ensemble de l'économie allemande, appréciation extrêmement pessimiste. Selon M. Vermeil, toute la période wilhelminienne est marquée par une « crise permanente » (p. 58), des « crises constantes... de 1890 à 1914 » (p. 86). S'il y a effectivement eu des crises économiques entre 1890 et 1914, furent-elles véritablement « constantes » et, dans l'ensemble, les années de prospérité ne l'emportèrent-elles pas sur les années de crise ? L'essor économique fut particulièrement vigoureux pendant les périodes suivantes : de 1891 à 1900, de 1903 à 1905, de 1906 à 1913. Notons en passant que le « krach des années 1871-1875 » (p. 86) est une formule inexacte : c'est en 1873 seulement que commence une crise. Remarques de détail : dire que la production industrielle « substituait impitoyablement la quantité à la qualité » (p. 86) est excessif car nombre de produits industriels allemands devaient... et doivent encore leur succès à leur qualité. Il nous semble par ailleurs que M. Vermeil a sous-estimé les capacités diplomatiques de Bismarck lorsqu'il écrit (p. 51) : « Bismarck ne mérite nullement, sur le plan diplomatique, les éloges que tant d'historiens d'outre-Rhin lui ont prodigués ». Peut-être ? Mais comme l'auteur poursuit : « Il n'est pas un Talleyrand », nous nous

permettons de dire que Talleyrand, à coup sûr, ne mérite pas les éloges dithyrambiques dont nombre d'historiens français l'ont accablé.

Le tome II, consacré à la République de Weimar et au IIIe Reich, est neuf, personnel, et sûr dans ses interprétations. Il nous conduit du mois de novembre 1918 jusqu'en 1952. Nous recommandons spécialement la lecture des pages magistrales consacrées à l'analyse des deux grandes crises économiques qu'a subies la République de Weimar : celle de 1922-23 qui, par l'inflation, détruisit les classes moyennes mais profita aux magnats de la Ruhr, celle de 1929-32 qui provoqua un monstrueux chômage dont profita l'hitlérisme.

Non moins remarquable est le chapitre consacré à la formation de la doctrine hitlérienne : M. Vermeil reste bien le meilleur spécialiste de l'histoire des idées en Allemagne et si la grande synthèse qu'il vient de nous donner est digne de sa connaissance « totale » de l'Allemagne, notre préférence secrète de spécialiste ira toujours à ses « Doctrinaires de la Révolution allemande ».

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Kleist (Peter), *Auch du warst dabei ! Ein Buch des Aergernisses und der Hoffnung*, Heidelberg, Kurt Vowinckel Verlag, 1952, in-8°, 416 pages.

Dans ce gros ouvrage de plus de 400 pages, l'auteur a eu, selon l'éditeur, la prétention d'écrire une histoire « véridique » de l'Allemagne de 1933 à nos jours. Mais il suffira à tout lecteur tant soit peu informé des grands problèmes de la politique internationale récente, de feuilleter quelques pages pour constater qu'il s'agit de tout autre chose. Peter Kleist, ancien collaborateur de Rosenberg et de Ribbentrop, reprend à son compte des procédés qui s'avérèrent efficaces de 1918 à 1933, mais que l'on aurait pu croire, après la « catastrophe allemande » de 1945, définitivement discrédités. Il s'efforce de redonner bonne conscience aux Allemands en affirmant que les autres peuples ont commis les fautes qui leur sont imputées : approuvant la politique du IIIe Reich non seulement à l'égard de l'Autriche mais aussi de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, il retourne contre les adversaires de l'Allemagne, la France en particulier, les reproches d'agressivité ; une belle carte dont on retrouverait de nombreux modèles dans les écrits de la propagande nationale-socialiste et qui montre d'une manière saisissante les « conquêtes » françaises de 925 (!) à 1919 illustre la thèse. Certes, cette façon d'argumenter provoque davantage la commisération que l'indignation... En revanche, lorsque l'on apprend qu'à la suite de l'armistice de juin 1940, la France a obtenu de son généreux vainqueur le privilège de continuer à vivre, sans annexions ni pillages, que les crimes hitlériens en France n'ont frappé que 752 personnes, alors que la Libération s'est accompagnée de 105.000 exécutions sommaires de « patriotes » (entendez : collaborateurs), on est tenté de refermer avec dégoût un ouvrage qui ne peut apparaître que comme l'œuvre d'un polémiste néo-nazi (1). Sans doute,

(1) Il est attristant de constater que P. Kleist, en affirmant que le nombre de Français qui ont succombé du fait de leurs compatriotes est supérieur à celui dont la mort est imputable aux occupants, ne fait pas preuve d'une particulière originalité. Un hebdomadaire aussi répandu que *Die Zeit* de Hambourg a, dans son numéro du 26 mars 1953, soutenu la même opinion. Le haut-commissariat français en Allemagne a adressé, le 30 avril dernier, à cette feuille une mise au point accompagnée de chiffres puisés aux sources officielles : 10.440 exécutions pour fait de collaboration ; 181.500 déportés disparus (cf. L. Seror, *Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, bulletin n° 16, juillet 1953, p. 6).

Peter Kleist affirme-t-il, noir sur blanc, qu'il n'est pas national-socialiste ! Sans doute a-t-il l'habileté de ne pas condamner les protagonistes du 20 juillet 1944 ! Mais lorsqu'il lui faut parler de la législation antisémitique de Nuremberg, des camps de concentration, ses efforts tendent toujours à minimiser la portée de mesures qui, jusqu'ici, n'ont pas encore trouvé de défenseurs avoués.

Le fond de la pensée de l'auteur apparaît sous une lumière crue quand il examine les raisons de la défaite allemande ; trois hommes en sont responsables : Roosevelt et Churchill, qui auraient dû comprendre que l'intérêt bien compris de l'Occident eût été, en 1943-44, de s'allier au IIIe Reich pour abattre la Russie soviétique, et Hitler, enfin, trop Allemand et pas assez « Européen ». Peter Kleist, en effet, estime que Hitler n'a pas su utiliser les bonnes volontés, celle d'un Vlassow ou d'un Degrelle par exemple, désireux de mener avec l'Allemagne, au service de l'Europe, la « guerre de libération » contre le bolchevisme.

Telles sont les conclusions de ce singulier ouvrage « historique » appuyé sur des « citations » dont les sources ne sont pas indiquées mais qui semblent avoir été puisées à pleines mains dans la presse et dans des publications de second ordre.

On voudrait espérer qu'il se trouvera, en Allemagne, des historiens pour stigmatiser un pamphlet dont la nocivité ne doit pas être sousestimée, car il flatte des passions qui, pour être assoupies, n'en sont pas moins encore vivantes.

Jean Sigmann,
Faculté des Lettres, Strasbourg.

John W. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power, The German army in Politics (1918-1945)*, London, Macmillan, 1953, 829 pages, 36 photos.

La Némésis du Pouvoir : ce titre dramatique du dernier livre de M. J. W. Wheeler-Bennett, professeur à Oxford et auteur d'un ouvrage sur la Conférence de Munich, est complété par un sous-titre qui en indique le sujet : *L'armée allemande dans la politique de 1918 à 1945.* Plus précisément encore il s'agit du rôle joué par la *Generalität*, c'est-à-dire par les généraux dans l'histoire politique allemande du début de la première à la fin de la seconde guerre mondiale. Par là, le livre rejoint le sujet déjà remarquablement traité par le général américain Telford Taylor dans *Sword and Swastika*, paru en 1952, trois mois après que M. Wheeler-Bennett eût terminé son manuscrit.

Mais l'ouvrage du savant professeur anglais ne s'arrêta pas comme celui du général américain, en 1939 ; il nous mène jusqu'en 1945 et même jusqu'à l'actualité la plus brûlante, puisqu'il se termine par un bref plaidoyer pour l'admission de la République fédérale allemande dans *l'Alliance occidentale.*

Il rassemble une somme prodigieuse de connaissances et constitue un excellent instrument de travail pourvu d'une bibliographie complète ainsi que d'un index et d'un appendice de 50 pages chacun. La bibliographie comprend plus de 250 ouvrages, dont une vingtaine en français parmi lesquels les travaux de MM. Benoist-Méchin — qualifiés de « classiques » — Baumont, Castellan, François-Poncet, Mourin, etc.

L'auteur connaît admirablement son sujet et cite les derniers articles parus dans les revues allemandes. D'innombrables notes biographiques nous renseignent sur des personnages dont nous avions parfois perdu la trace et qui sont morts entre 1945 et 1953, tels Noske, von Mackensen, von Blomberg, Nadolny, Schellenberg, etc.

L'auteur a lui-même recueilli les témoignages d'hommes politiques

comme Brüning et d'officiers allemands — dont l'un des plus étranges concerne une réhabilitation posthume, et presque clandestine, de von Schleicher, de la bouche d'Hitler (p. 337).

Une seule restriction dans ces éloges : parlant du 7 mars 1936, M. Wheeler-Bennett souligne la carence du Gouvernement français « malgré les offres d'appui de la Grande-Bretagne et de la Pologne » (p. 352). Nous sommes au courant des offres polonaises, d'ailleurs sans lendemain, mais nous ignorons tout des offres d'appui de l'Angleterre qui, en 1936, ne songeait nullement à une action contre Hitler.

L'ouvrage comporte trois parties de longueur inégale : la première, intitulée *L'armée et le Reich*, englobe la période allant de 1918 à 1926 ; la seconde, *L'armée et Hitler*, va jusqu'en 1933 ; la troisième, *Hitler et l'armée*, nous mène de 1933 à 1945, à travers 7 longs chapitres dont les coupures chronologiques sont la mort d'Hindenburg, l'affaire Fritsch, la guerre de Pologne, la défaite française, le débarquement de Normandie et l'attentat du 20 juillet 1944.

Sous la République de Weimar, l'auteur distingue deux périodes dans l'histoire de l'armée allemande : la période dominée par von Seeckt jusqu'en 1926, et la période dominée par von Schleicher de 1926 à 1952. En von Seeckt, à la fois « artiste et guerrier », il salue une personnalité « géniale » qui a su tourner les clauses militaires du traité de Versailles, en particulier grâce à d'étroits contacts avec l'armée russe. Von Seeckt est le « sorcier » créateur d'une *Reichswehr* qu'il a su maintenir à l'écart de la politique tandis que von Schleicher, « politicien opportuniste » qui mêle l'armée à ses propres intrigues, connaîtra le sort tragique de « l'apprenti sorcier ». Les intrigues rivales de von Papen et les siennes permettent l'avènement d'Hitler auquel l'armée se rallie surtout après la journée de Potsdam où Hitler joue la comédie de la déférence à l'égard de Hindenburg.

La mort du vieux maréchal le 1er août 1934 permet à Hitler d'exiger de la *Reichswehr* un serment d'obéissance à l'égard de sa propre personne. Mais déjà l'armée avait laissé passer sans protester publiquement l'assassinat des généraux von Schleicher et von Bredow lors de la « purge de Rœhm », le 30 juin 1934 et son silence fut l'une des premières de la longue série des défaillances morales et intellectuelles de la *Generalität* que l'auteur stigmatise impitoyablement.

Le rétablissement du service militaire obligatoire en 1935 marque l'invasion des nazis dans l'armée, invasion couronnée, à la suite de l'affaire Fritsch, par l'épuration du haut commandement le 4 février 1938 que l'auteur appelle « la date de mort de la *Generalität* ».

Le seul général qui se rende alors compte de la gravité de la situation est le chef de l'état-major, Beck, qui essaie vainement de pousser ses collègues à la résistance lorsque Hitler prépare son action contre la Tchécoslovaquie. Sa démission, en 1938, ne change rien au cours des événements mais fait de lui le leader moral de l'embryon d'opposition militaire qui commence à se dessiner à partir de cette date.

Cependant, lorsque le 22 août 1939, Hitler expose ses plans de guerre à ses généraux, aucun ne proteste et, au lendemain de la victoire sur la France, tous considèrent réellement Hitler comme un « génie militaire ». Cette appréciation optimiste est entamée, chez quelques-uns, au cours de la campagne de Russie, ce qui amène M. Wheeler-Bennett à décrire toute l'histoire de la « résistance » allemande, avec ses ramifications civiles et militaires, ses hésitations, ses occasions manquées, ses malchances (« la main du diable protégeait le Führer », écrit-il) jusqu'à l'échec final de l'attentat du 20 juillet 1944 « qui prouva au monde qu'il y avait encore des Allemands capables de risquer leur vie dans une tentative désespérée pour délivrer leur pays d'un

régime maudit ». Une liste des principales victimes de la répression qui s'ensuivit nous révèle, à côté des officiers supérieurs et des hommes politiques, un grand nombre d'intellectuels, fils de noms illustres, tels Delbrück, Harnack, Planck, etc.

Le livre se termine par une condamnation dure, mais justifiée, de la conduite de l'immense majorité du corps des officiers dont la contribution a été d'importance « majeure » dans l'avènement d'Hitler et dont la servilité a permis l'implantation et le maintien du régime nazi. Mais en raison de la « gravité des événements », l'auteur accepte un réarmement partiel de l'Allemagne comme « une partie intégrante de la défense de l'Europe occidentale », avec toutefois une pointe de prudence car « notre anxiété à assurer l'avenir ne doit pas nous faire oublier les leçons du passé ».

A. Meyer.

Jean Sigmann, *Qu'est-ce qu'un nazi ?*. Imprimé à Fribourg, s. d. en fait en 1948, Études de la division de l'Éducation publique, 60 pages.

M. Sigmann — que les lecteurs de la *Revue* connaissent bien — agrégé d'histoire, auteur d'une thèse sur la Révolution de 1848 en Bade, a été, dès le printemps 1945, administrateur du Gouvernement militaire de Bade et chargé de la dénazification du corps enseignant de ce « pays ». Aussi, sa brochure pourrait-elle porter en sous-titre : *Manuel de l'enquêteur*. Elle n'est pas l'œuvre d'un théoricien travaillant dans l'abstrait, mais le résultat d'innombrables contacts avec les Allemands mêmes et notre propre expérience, pour faible qu'elle soit, s'accorde trop bien avec les observations de M. Sigmann pour que nous ne soulignions pas cette concordance. Comme lui, nous avons connu un temps où aucun Allemand n'avouait avoir lu *Mein Kampf*.

Dans un chapitre préliminaire qui porte sur l'esprit et la méthode de son enquête, l'auteur recherche les critères qui permettent de dépister l'authentique nazi, car — et tout l'esprit de sa brochure peut être résumé dans cette phrase — il y a nazi et nazi... En règle générale, le nazi authentique se reconnaît à trois traits principaux : il a adhéré aux organisations les plus typiquement national-socialistes ; il y a adhéré très tôt ; il y a occupé des positions importantes.

Le deuxième chapitre, le plus important, est consacré au Parti et aux organisations spécifiquement nazies. Soulignant l'importance primordiale de la date d'adhésion, l'auteur distingue trois sortes de membres du parti :

1° Les *alte Kampfer*, c'est-à-dire les anciens combattants du parti, qui y sont entrés avant le 30 janvier 1933 et qui doivent être considérés comme des nazis convaincus ;

2° Les inscrits des « grandes promotions » : celle du 1er mai 1933, celle de 1935, celle de 1937, celle de 1940 — promotions par fournées massives où les nazis convaincus et les opportunistes figurent en proportions variables ;

3° Les inscrits dans l'intervalle des « grandes promotions », en fait les plus dangereux, car pour forcer les portes du parti dans les « années creuses », il fallait « présenter des garanties d'orthodoxie politique dûment établies ».

Comme, en droit, l'adhésion au Parti n'a jamais été obligatoire, le nombre d'adhérents, parmi les fonctionnaires, dépendait de la pression exercée par les supérieurs hiérarchiques, pression en général plus forte à la ville qu'à la campagne, ce qui explique la différence de pourcentage des inscrits au parti dans les districts urbains et ruraux.

Parmi les dirigeants politiques *(politische Leiter)* on peut discuter de l'orthodoxie nazie des échelons inférieurs non rétribués mais souvent grisés

par le pouvoir (*Blockleiter*, *Zellenleiter*, et plus rarement *Ortsgruppenleiter*) ; par contre, les *Kreisleiter*, *Gauleiter* et leur entourage ne comprenaient que d'authentiques nazis.

L'organisation féminine du Parti, la *N. S. Frauenschaft* ne pose pas de complexes problèmes de sincérité car, comme aucune pression n'était faite pour le recrutement, l'affiliation à la *N. S. Frauenschaft* est une preuve certaine de convictions nazies.

Les *S. A.* et les *S. S.* sont suffisamment connus pour qu'on n'insiste pas. Notons cependant que certains anciens *S. S.* expliquent leur entrée dans la formation d'Himmler par la facilité qu'elle leur offrait de pratiquer l'équitation.

Le chapitre III traite des organisations non spécifiquement nazies. L'appartenance à ces organisations était obligatoire quand il s'agissait d'organisations professionnelles ou d'organisations de jeunesse (à partir de 10 ans pour les garçons et les jeunes filles). Dans le cas des organisations de bienfaisance, elle constituait un « alibi » pour ceux qui refusaient d'adhérer au parti. D'autres organisations étaient plus suspectes, tel le *Volksbund für das Deutschtum im Ausland* qui s'intéressait aux « minorités allemandes » à l'étranger, et dont l'esprit n'a pas disparu avec le nazisme.

Le chapitre IV montre comment la religion, en particulier le catholicisme avec le cardinal Faulhaber, a constitué une force de résistance, malgré la propagande officielle en faveur d'un vague déisme germanique placé sous le signe du Wotan.

Le meilleur éloge de la brochure de M. Sigmann où la rigueur du raisonnement s'allie à un sens très fin des nuances, se trouve dans une phrase de la préface rédigée par M. Schmittlein, inspecteur général de l'enseignement français à l'étranger. « Si l'étude livrée aujourd'hui au public avait été connue des administrations alliées en 1915, de nombreuses erreurs eussent sans doute été épargnées. »

Du moins les publicistes qui traitent du nazisme et des nazis seraient-ils désormais sans excuse de ne pas tenir compte des précisions et des distinctions que leur apporte M. Sigmann.

A. Meyer.

Sir Lewis Namier, *In the Nazi era*, London, Mac Millan, 204 pages, in-8°.

On sait la maîtrise apportée par Namier à l'étude des institutions britanniques du XVIII^e siècle. Délaissant un moment ce champ favori de ses études, il rassemble dans ce volume une série d'articles parus en diverses revues (1) et qui témoignent de la même acuité d'analyse et de la même liberté d'esprit appliquée à une histoire toute récente.

Deux groupes d'essais. Le premier nous présente les serviteurs de Hitler : le général Halder ; Weizsacker à la *Wilhelmstrasse*, Dirksen à l'ambassade de Londres, Erich et Théo Kordt près de Ribbentrop, l'interprète Paul Schmidt, qui se prétendent tous victimes d'un conflit cornélien entre leur conscience et leur patriotisme. Le second s'attache à marquer les « occasions perdues ». Et beaucoup de remarques sont à retenir. Ainsi le rejet de l'explication traditionnelle de Munich par l'insuffisance de l'armement anglais et le défaut d'accord avec les Dominions. Et surtout la persistance d'une opposition à Hitler parmi les généraux de la *Wehrmacht*, dont le centre était Beck qui s'est efforcé de persuader Brautchitsch ; la tentative d'Erwald

(1) *The Times Litteraly Supplement*, *History To Day*, *The Listener*, *Manchester Guardian*, *National Review*.

von Kleist, à Londres, en août 1938, pour appuyer l'action antihitlérienne des généraux avec l'aide britannique, est méprisée de Chamberlain qui, dans une note pour Halifax (19 août) évoquera les complots jacobites de Saint-Germain. Il apparaît que la pusillanimité et l'aveuglement des Gouvernements anglais et français ont laissé la voie libre à Hitler et à la guerre. Le lecteur français retiendra particulièrement l'hommage rendu au réalisme de l'ambassadeur Coulondre, et, en appendice, l'exécution de Georges Bonnet en tant qu'homme d'État et historien.

Henri Calvet,
Docteur ès Lettres.

Pr Wolfgang Foerster, *Generaloberst Ludwig Beck, Sein Kampf gegen den Krieg (Sa lutte contre la guerre)*, d'après les papiers laissés par le chef d'état-major général, Isar Verlag, Munich, 1953, 171 pages.

Le Pr Fœrster qui fut président de l'Institut de Recherches d'Histoire militaire *(Kriegsgeschichtliche Forschungsanstalt des Heeres)* a hérité des papiers laissés par son ami le général Beck et il a basé son étude presque entièrement sur cette documentation. C'est pourquoi ce livre expose, d'après des sources abondantes et de première main, la carrière militaire de Beck, la part qu'il a prise à la reconstruction de l'armée allemande et surtout sa lutte, qu'il éclaire d'une vive lumière, contre les plans de guerre d'Hitler, tandis qu'il laisse dans l'ombre son rôle dans l'attentat du 30 juin 1944. Pour ajouter ce dernier chapitre à son étude l'auteur aurait dû, dit-il, faire appel à des documents relativement peu nombreux, parfois douteux et contradictoires. Il a craint le déséquilibre entre la valeur historique des deux parties inégales qui auraient constitué son ouvrage.

Beck eut la carrière brillante d'un officier allemand ardent, travailleur, très doué, entré directement au grand état-major à sa sortie de la *Kriegsakademie*. En 1932, le général von Hammerstein, chef de la *Heeresleitung*, le prit comme chef de ce qu'on appelait le *Truppenamt*, poste qui devint le 10 juillet 1935 celui du chef d'état-major général. Ces fonctions, l'auteur le souligne, ne donnaient plus droit à la situation prééminente de jadis. Tandis que Moltke, Schlieffen, Hindenburg, étaient directement subordonnés au commandant suprême, Beck dépendait du commandant en chef de l'armée de terre (alors von Fritsch) qui lui-même obéissait au commandant de la *Wehrmacht* (d'abord von Blomberg). Il était, vis-à-vis du premier, chef de l'un de ses services, sur le même pied que celui du personnel, celui de l'armement, etc.

Plus tard, quand Hitler eut assumé personnellement le rôle de commandant suprême, la situation de Beck ne fut pas changée. Il fut subordonné au commandant en chef de l'armée de terre (von Brauchitsch) au-dessus duquel se trouvait Hitler avec son état-major de la *Wehrmacht* dirigé par Keitel et où Jodl était chef des opérations. Il résulte de cette position du chef d'état-major général que, chargé de tâches d'une importance capitale : la mise sur pied de l'armée allemande, la préparation des plans d'opérations, il n'eut qu'exceptionnellement l'occasion d'exposer ses idées au Führer. En cinq ans, à part cinq minutes pendant lesquelles Hitler lui parla de l'Autriche, il ne put jamais lui faire part de ses vues et il ne fut jamais invité à le faire. Beck fit en 1937 un voyage à Paris. Il vint à titre privé, mais des rencontres avec le général Gamelin, avec le président Daladier furent organisées. A son retour à Berlin, Hitler ne manifesta pas le désir de l'entendre raconter ses impressions.

Les qualités maîtresses du général Beck, qui était un homme de belle prestance, modeste, à la fois aimable et réservé, furent au dire du maréchal

von Manstein un vaste savoir, une habitude de réfléchir à fond, une pensée très claire, de la hardiesse dans ses décisions. Beck lui-même a écrit ceci : « Le coup d'œil que l'on appréciait jadis avec raison, c'est-à-dire la faculté de saisir avec la rapidité de l'éclair la situation du moment présent, peut être encore d'une grande importance dans maintes situations de la guerre terrestre et pourra l'être encore dans l'avenir, mais il est généralement, au moins pour les échelons supérieurs du commandement, d'une valeur inférieure à la connaissance des exigences de la situation acquise par le travail d'une pensée qui a tout pesé, clarifié, qui a examiné toutes les possibilités jusqu'à la dernière. » Aux officiers élèves de la *Kriegsakademie* il répétait le mot de Moltke : « Le génie, c'est le travail. » Le caractère de Beck s'opposait à celui d'un Rommel ou d'un Guderian. M. Forster n'a pas parlé du premier, mais il ne pouvait pas ne pas parler du second, car ceux qui ont lu les *Souvenirs d'un soldat* de Guderian n'ont pas oublié les accusations sévères portées par le plus célèbre des protagonistes de l'emploi des masses blindées. Il a reproché à Beck de n'avoir rien compris à cette tactique et d'avoir fait obstacle au développement de l'arme blindée. Les défenseurs de Beck, et avec eux M. Forster, disent : Guderian ne voyait qu'une chose, l'organisation de grosses unités de chars ; Beck avait un but beaucoup plus vaste : la mise sur pied d'une armée de 12 corps et de 36 divisions. Il y avait en outre, entre les deux hommes, une différence absolue de tempérament. Beck appartenait à la race des prudents, qui ne risquent rien tant qu'ils n'ont pas en main une arme puissante. Guderian se range, comme Hitler, parmi les impulsifs et les risque-tout. Le maréchal von Manstein, en qui les Allemands et les étrangers reconnaissent un des grands hommes militaires de notre époque, a dit : « Ils étaient tous les deux de natures totalement différentes, Guderian entièrement plein de feu, poursuivait son but aveuglément, Beck réfléchi, et je ne le nierai pas, souvent hésitant. ». Beck, continue-t-il, n'était en aucune manière l'ennemi de l'armée blindée ; il appréhendait seulement de mettre tout sur cette carte.

Beck était opposé à tout risque de guerre aussi longtemps que la puissance militaire de l'Allemagne ne serait pas en mesure de faire face à une coalition européenne et peut-être mondiale. Déjà en 1934, il avait protesté contre un projet de constituer pour le 1er octobre de cette même année une force de 300.000 hommes. Ce projet, qui était parti de l'*Allgemeines Heeresamt*, exposait l'Allemagne à un danger de guerre, d'après Beck, car on ne pouvait en cacher la réalisation et l'Allemagne n'était pas encore en état de le mener à bien. « L'armée de 300.000 hommes organisée hâtivement est une naissance avant terme avec tout ce qu'elle comporte de faiblesses et de déficiences. » « J'aime mieux m'appuyer sur 10 hommes sûrs que sur 50 qui ne le sont pas. » Tout Beck est là, dans son horreur du risque créé par le bluff.

Esprit cultivé, il cherchait toujours à élargir le champ de ses connaissances. Il n'était pas un officier politicien, mais il se tenait au courant de la situation politique internationale. Des sous-secrétaires d'État aux Affaires étrangères, von Bülow, puis von Weizsäcker, le renseignaient. Les notes qu'il a laissées montrent qu'il se rendait un compte exact des dispositions des puissances étrangères à l'égard de l'Allemagne. Ses déductions lui montraient toujours, en cas de conflit, une majorité opposée à son pays et comme l'armée allemande n'était pas encore reconstituée, il prêchait la prudence. Le 11 avril 1935, et à cette époque l'infériorité de l'Allemagne au point de vue militaire justifiait pleinement ses conseils, il disait : « Il faut éviter tous les conflits possibles, toutes provocations surtout en Autriche et dans la zone démilitarisée, chercher à améliorer les relations avec l'Italie, prévenir par-

dessus tout l'encerclement, même au prix de sacrifices. » Le 20 mai 1937 : « Le groupement des puissances européennes est aujourd'hui tel qu'on ne peut penser à une guerre entre deux d'entre elles seulement. » Il comptait alors comme ennemis n° 1, la France et la Tchécoslovaquie, comme ennemis n° 2, l'Angleterre, la Belgique, la Russie, etc. » Et s'il reconnaissait que « la France ne ferait pas la guerre seule » il déclarait que : « L'Allemagne n'était pas en situation, en ce qui touche son armée, de provoquer un risque de guerre en Europe centrale. »

Son opposition aux projets de Hitler fut plus absolue que jamais après le discours que le Führer tint le 5 novembre 1937 aux grands chefs de la *Wehrmacht* et à von Neurath. Beck n'était pas présent, mais il eut tout de suite connaissance des idées exposées dans ce long monologue où Hitler justifiait ses projets de conquête par le besoin de résoudre pour l'Allemagne le problème de l'espace vital. Le Führer étudia les deux questions : Quand ? et où ? l'Allemagne devrait attaquer. Ses conclusions furent 1943-45 quant à la date, l'Autriche et la Tchécoslovaquie quant à la direction. Le Führer répéta ces propos le 28 mai 1938 devant une réunion, très nombreuse celle-là, de chefs politiques et militaires. Beck lui opposa une argumentation qui fit l'objet de 4 mémoires (5 mai, 29 mai, 3 juin, 16 juillet 1938), adressés à son supérieur hiérarchique, le commandant en chef de l'armée. Ce dernier, le général von Brauchitsch, était malgré les apparences, de caractère assez irrésolu. Il approuvait Beck mais n'osait pas défendre ses vues devant le Führer. Dans ces 4 documents dont l'auteur nous donne le texte, le chef d'état-major général juge la situation internationale avec justesse. Il voit la France et l'Angleterre unies comme en 1914, l'Amérique leur fournissant du matériel de guerre ; il range la Russie parmi les ennemis de l'Allemagne. Il prévoit que les actions de force de l'Allemagne déclencheront inévitablement contre cette dernière une guerre de coalition dans laquelle elle succombera. Les événements ont prouvé que Beck s'était trompé sur les réactions des puissances après les coups de force de Hitler contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, mais il avait prévu clairement que l'Europe et les États-Unis finiraient par abattre l'Allemagne.

Il est curieux que Beck ait surestimé la puissance militaire de la France. Il est très certain que l'armée française surclassait de loin l'armée allemande à l'époque où il prit la charge de chef à l'état-major général, mais cela était devenu au moins très discutable en juillet-août 1938 lorsqu'il écrivait : « La France est actuellement la puissance militaire la plus forte de l'Europe, cela ne fait de doute pour personne... L'armée française est bien instruite, bien armée... » Toutefois il pensait que nous hésiterions à faire la guerre. Hitler n'avait pas pour notre puissance militaire autant d'estime (1). Lors de sa réunion du 28 mai 1938, le Führer avait déjà dit que « l'armement de l'Angleterre ne se ferait pas sentir avant 1941-42, que celui de la France durerait encore des années ».

La prudence du général Beck a été interprétée comme de la pusillanimité par certains, comme Guderian, qui l'ont qualifié d'irrésolu, de temporisateur. Il n'a cependant pas hésité à se mettre en travers des plans du Führer, et pour cela il fallait du courage. Il a appliqué jusqu'au bout, c'est-à-dire, jusqu'à la mort, le principe qu'il inculquait aux futurs officiers d'état-major : « Avoir le caractère et les nerfs assez forts pour faire ce que dicte la raison. »

G. Renondeau.

(1) Interrogeant son attaché militaire à Paris, il aurait répondu péremptoirement à celui ci qui lui représentait l'armée française comme ayant une grande valeur, qu'il était mieux renseigné que lui et que ses informations particulières le conduisaient à des conclusions contraires.

Hans Frank, Ex-gouverneur du Generalgouvernement en Pologne. *Im Angesicht des Galgens* (En face de ma potence) (1) (livre posthume), Fr. A. Beck Verlag, München-Gräfelring, 1953, 479 pages.

Ces quelques mots résument en fait tout le caractère incertain, voire inquiétant d'un plaidoyer d'outre-tombe. Édité en 1953, il se présente à nous avec un titre qui ne serait que romantiquement lugubre s'il n'y avait, dans toutes les mémoires, les photos des pendus du procès de Nuremberg, s'il n'y avait aussi les milliers d'autres pendus, gazés, électrocutés...

La présentation est certes suggestive : une couverture en noir et blanc, un fragment de carte de la Pologne de Oświecim/Auschwitz jusqu'à Tarnow, une reliure pleine toile avec la signature de Frank, une impression splendide de netteté, un avis d'éditeur mystérieux à souhait : *Dieses Buch hat eine seltsame, dunkle, erschütternde Geschichte.* Mais à quoi rime-t-il ? Que voulait Frank en l'écrivant, que veulent les Allemands en l'éditant ?

Est-ce un *Bildungsroman*, retraçant les étapes d'un disciple qui a cru trop aveuglément ? Est-ce un ouvrage historique destiné à jeter quelque lumière sur les ténèbres enveloppant la politique allemande en Pologne ? Est-ce un plaidoyer destiné à émouvoir et à faire pardonner ? Est-ce une confession dans laquelle le catholique Frank, retrouvant Dieu dans sa prison, ferait acte de contrition ?

Psychologie d'un prolétaire intellectuel qui a suivi Adolf Hitler au lendemain de 1919 ? A peine... Arguties de juriste du *Reichsminister* ? Plutôt.

Nous sommes gênés par ce livre. Mais cette gêne n'est nullement une gêne morale, une mauvaise conscience. Il s'agit de la confession (est-elle totale ? tant de choses nous forcent à en douter) d'un condamné à mort ; « Frères humains... » Mais Frank n'est pas Villon : confession certes, mais surtout plaidoyer *pro domo* ; et si Frank, retrouvant sa foi, est sincère, elle s'adresse au juge. Frank veut-il mettre en garde les jeunes Allemands contre les fascinations politiques ? Il n'y paraît guère. Désire-t-il « réhabiliter » sa veuve ? Il n'a guère semblé s'en soucier tant qu'elle n'était que sa femme...

Quelques pages se détachent de l'ensemble plutôt pitoyable. La psychologie du jeune nazi (mais Frank resta en fait longtemps un sympathisant) fasciné par le Führer ; les hésitations des autorités allemandes quant à la conduite à tenir en Pologne. Quelques pages d'histoire dans un fatras de souvenirs (quelle admirable mémoire que celle de Frank qui lui permet de reconstruire des dialogues entiers...), dans un plaidoyer incohérent dont le désordre, les redites, la confusion s'expliquent peut-être chez un condamné à mort mais non chez un juriste qui devrait savoir mieux convaincre ses juges. Digressions pseudo-historiques, dans le style de la *Historische Zeitschrift*. Vue cosmique de la guerre.

Pour l'histoire du nazisme, nous avons d'autres livres ; Gœbbels écrit un meilleur allemand ; Hitler est plus convaincant. Bien d'autres ouvrages sont assurément plus intéressants. Un coup pour rien. La mémoire de Frank n'en sort guère blanchie. Peut-être la conscience allemande s'est-elle sentie soulagée ? Nous ne trouvons surtout aucun véritable et sincère essai d'explication historique.

Jean Neveux,
Alger.

(1) Le titre est accompagné de ce « programme » : *Deutung Hitlers und seiner Zeit auf Grund eigener Erlebnisse und Erkenntnisse...*

OCCUPATION — RÉSISTANCE

Vice-amiral FERNET, *Aux côtés du maréchal Pétain. Souvenirs (1940-1944)*, Paris, 1953, Librairie Plon, 1 vol. in-8°, 310 pages avec 5 illustr. hors-texte et 2 fac-similés dans le texte, 660 fr.

L'amiral Fernet, avant d'apporter son témoignage sur la période de Vichy, a cru bon d'attendre que ceux qui avaient rempli de 1940 à 1944 des fonctions ministérielles, eussent parlé avant lui. Il a le sens de la hiérarchie comme le goût des cortèges officiels disciplinés. « Je n'ai été qu'un secrétaire, un témoin et un confident », déclare-t-il. Mais, pour un temps de gouvernement personnel, il est précieux de recueillir — quitte à les soumettre à la critique objective — les dépositions de ceux qui se flattent d'avoir eu « le privilège de vivre dans l'intimité » des dirigeants d'alors.

Ce « privilège », l'amiral Fernet l'aura goûté au cours des sept premiers mois de Vichy — du 12 juillet 1940 au 10 février 1941 (lui-même en compte huit), tant qu'il remplit les fonctions de secrétaire général à la présidence du Conseil. Le 10 février 1941, à la suite des remaniements gouvernementaux opérés par l'amiral Darlan — l'insatiable Darlan — notre marin perdait son emploi. Il « écopait » d'après le mot de Pétain et la nouvelle charge qu'il reçut au secrétariat général d'un Conseil national jamais convoqué dans sa forme intégrale, ne lui ouvrit plus aussi régulièrement les portes du chef de l'État, même s'il restait « honoré de sa confiance et de son amitié ».

Les souvenirs de l'amiral Fernet auraient donc la chance d'être de quelque utilité pour les débuts du régime vichyssois mais, pour avoir cédé le pas à d'autres témoignages, ceux d'Yves Boutillier par exemple, ils comportent peu d'inédit. Le plus souvent ils confirment, ils renforcent ce qui avait déjà été annoncé. Quant à espérer d'y trouver la connaissance des ressorts secrets qui animaient la pensée et l'action du maréchal ? « Je n'ai pas tardé, aux côtés du maréchal, écrit-il lui-même (p. 110) à me convaincre qu'il était inutile de chercher à connaître sa pensée intime, qu'il entendait la garder pour lui. » Nous voilà bien avancés d'autant mieux qu'on ne compte pas nous dédommager par le tableau pittoresque de la vie quotidienne à Vichy : Henri du Moulin de Labarthète l'a suffisamment brossé dans son *Temps des illusions* et l'on nous y renvoie.

L'apport le plus original de l'amiral Fernet a trait à Montoire. Non qu'il ait été du voyage, mais cinq à six semaines auparavant, dès la mi-septembre, devenu exceptionnellement l'agent secret de la politique personnelle de Pétain, il mettait en route, d'après une formule convenue, l'aviateur Fonck chargé de négocier une entrevue directe avec Hitler. Lorsque cette entrevue eut lieu, non seulement l'initiative était passée du côté allemand, mais Laval, en dehors duquel le *Verdun diplomatique* avait été conçu, s'imposait aux yeux de Berlin comme l'indispensable garant d'une politique de collaboration. On le fit bien voir à Vichy lorsqu'après le 13 décembre, Vichy sans Laval fut mis en « quarantaine ». Aux yeux de l'amiral Fernet, le maréchal, « un peu froissé » — peut-être de n'avoir pas eu son entrevue telle qu'il l'eût souhaitée — n'en avait pas moins dominé la situation et c'est pourquoi il s'insurge contre du Moulin de Labarthète, un témoin direct de Montoire pourtant, qui ne l'a pas soupçonné un instant. Si seulement, au départ de Vichy, il avait su voir sur les lèvres du maréchal « cette ébauche d'un sourire de finesse rusée » qui eût suffi à déceler quel était, d'ores et déjà, le « meneur du jeu ». Déjà Pétain aurait fait échec aux projets d'Hitler de porter la guerre à Gibraltar et en Afrique du Nord ; déjà il avait engagé avec Londres la négociation Rougier : en se prêtant ostensiblement à l'accord avec le

vainqueur de juin 1940, il se flattait d'assurer le transfert vers l'est des divisions allemandes, « un pareil instrument de guerre, » marmonnait-il devant l'amiral Fernet.

Tels sont sans doute les plus importants parmi les faits et les précisions que celui-ci a eu dessein d'offrir « aux historiens de l'avenir ». Ce qu'il dit par la suite des projets de constitution ou de réorganisation administrative auxquels il fut mêlé, dans le cadre de la *Potinière* en 1941, présente moins d'intérêt. Lui-même souligne que tout était alors subordonné à la tournure des opérations militaires.

Modèle de fidélité, l'amiral Fernet n'est pas loin de prendre pour infaillible le guide qu'il suivit. Ayant pris le parti de l'amiral Darlan, il est conduit à discuter avec ceux des Vichyssois comme du Moulin de Labarthète qui ont dénoncé la malfaisance de sa « dictature » et c'est pour aboutir à l'argument final qu' « à trop dire que le maréchal a commis une lourde faute en accordant sa confiance à François Darlan, on en viendrait à énoncer que, par faiblesse ou sénilité il a manqué de clairvoyance, ce qui — on voudra bien le reconnaître — était loin d'être le cas ».

« On voudra bien le reconnaître » ne s'adresse sans doute qu'aux anciens hommes-liges de Vichy. Sur ce point comme sur les autres, il est permis de réserver sa liberté d'appréciation.

F. GADRAT,
Inspecteur général d'histoire.

Les conditions de la classe ouvrière en France au début de la deuxième guerre mondiale.

Dans l'excellente revue *Il movimento di Liberazione in Italia*, M. G. Vaccarino a publié, aux numéros de juillet et de septembre 1952 (nos 19 et 20), une importante et excellente étude sur le *Mouvement ouvrier à Turin dans les premiers mois de la crise italienne*, et l'on peut souhaiter que l'*Institut d'histoire du Mouvement la Libération* qui vient d'être fondé à Turin inscrive à son programme l'examen des conditions économiques, morales et politiques des divers secteurs de la classe ouvrière italienne pendant toute la période de 1940 à 1944 — décadence du régime mussolinien, monarchie restaurée, république de Salo, prodromes de la République italienne.

Nous pouvons souhaiter qu'en France on puisse aborder le problème analogue et parallèle à la classe ouvrière pendant la même période. On sent tout de suite à quelles difficultés on se heurtera dont la plus évidente se trouve dans la fragmentation de la représentation syndicale.

Un point de départ peut, toutefois, être mis au point sans difficulté : l'état de la législation sociale de guerre. C'est cette législation précisément qu'examine P. *Chauvet* au terme d'une « question complémentaire » pour le doctorat d'Université récemment présentée à la Faculté des Lettres de Paris.

La mobilisation générale déclenchée par la déclaration de la guerre impliquait l'appel immédiat de tous les affectés spéciaux, ainsi que la réquisition de tous les établissements travaillant pour la défense nationale. Vint ensuite le décret du 2 septembre 1939, suspendant le repos hebdomadaire dans les entreprises réquisitionnées, et quelques jours après, c'était le décret du 6 septembre sur le régime du travail en temps de guerre : la semaine de travail était portée à 60 heures minimum, avec un plafond de 72 heures pour les adultes ; les 45 premières heures devaient être payées pour 40 heures seulement, et, au delà, les heures de travail étaient payées à

75 % du taux horaire ; une taxe à 15 % était instituée sur les salaires nets des mobilisables affectés aux industries travaillant pour la défense nationale : ainsi cherchait-on à équilibrer les aléas de la vie militaire avec les avantages de la mobilisation industrielle. Le 11 septembre, on porta à 60 heures la durée minimum du travail dans les mines, dont le régime fut aligné sur les dispositions du décret du 6 septembre.

Un mois après, le 4 octobre, la rétribution des heures supplémentaires au delà de la 41e heure était ramenée aux deux tiers du taux horaire normal. A la fin du même mois, le 30 octobre, fut promulgué le statut des requis affectant la presque totalité des entreprises industrielles et commerciales ; le régime des amendes était rétabli. Les chefs d'entreprise avaient le droit d'établir comme ils l'entendaient une échelle de sanctions. Des adjonctions et corrections parurent le 16 novembre : pour les salaires payés au mois, la semaine de travail fut fixée théoriquement à 43 heures ; pour ceux payés à l'heure, la semaine le fut à 40, les heures supplémentaires étant payées au delà de ces limites selon un taux dégressif ; les conventions collectives étaient théoriquement maintenues, modifiables toutefois avec le seul agrément du ministre du travail ; le taux des salaires dans une industrie ou une région donnée pouvait être révisé par la même voie. L'éligibilité des délégués était supprimée, les congés payés suspendus, moyennant une indemnité à servir aux bénéficiaires des congés.

Ajoutons qu'à la fin d'avril 1940 intervint un décret ramenant le maximum hebdomadaire de travail à 50 heures pour les femmes et les non-adultes à partir du 1er mai et pour la seule région parisienne, dans le dessein de remédier à la multiplication des absences pour maladie, elles-mêmes liées à l'abus des heures supplémentaires dans l'industrie.

Ainsi toute une partie de la législation sociale de 1936 était éliminée, suspendue, paralysée par l'état de guerre.

M. P. Chauvet, strictement appliqué à un exposé législatif et juridique, n'a pu aborder la résonance des faits politiques dans la classe ouvrière française — particulièrement de l'accord germano-soviétique (1). Mais, sur le plan proprement envisagé, l'auteur a bien noté le rétrécissement des avantages ouvriers auparavant obtenus et le renforcement de l'autorité patronale et ministérielle en ce qui touche le travail.

Georges Bourgin.

Carcopino (Jérôme), *Souvenirs de sept ans (1937-1944)*, P. Flammarion, 1953, 702 pages, in-8°.

« L'histoire d'une époque enfin rétablie par un historien » dit la bande publicitaire du livre. Que J. C. soit un historien et l'un des meilleurs de sa génération, nul ne le contestera. Mais qu'il ait réussi ou même tenté d'écrire l'histoire de ces sept années, non. Son livre est un plaidoyer *pro domo*, d'abord, puis s'élargit, entreprend d'excuser la politique de Darlan et de Pétain. Plaidoyer abondant, un peu trop parfois, et toujours d'un style un tantinet solennel et fleuri, tel qu'on le goûte encore dans les cérémonies universitaires ou à l'Institut. On savait que l'auteur a plus fréquenté Cicéron que Voltaire. Plaidoyer nourri de nombreux faits, d'inégale importance, de textes, souvent reproduits, parfois en *fac similé* ; tous ces derniers ne sont pas favorables à J. C. ; ainsi la lettre de Stéphane Piobetta (pp. 645-46). Il y a dans cette

(1) Cf. Rossi, *Deux ans d'alliance germano-soviétique.*

documentation une richesse et une minutie qui peuvent faire impression, mais aussi une subtilité d'exégèse qui n'emporte pas toujours la conviction.

La période « romaine » (1937-1940) durant laquelle J. C. dirigea l'École de Rome est pour l'historien des faits contemporains la moins intéressante. Carcopino se défend d'avoir été un admirateur du fascisme et de Mussolini, bien qu'il reconnaisse (p. 22) avoir signé en 1936, la fameuse pétition contre les sanctions. Il insiste sur l'esprit de fronde qui régnait, à l'égard du régime, dans les milieux universitaires italiens, et sur les bons sentiments gardés à la France par des savants et même des gouvernants, tout en soulignant l'antipathie personnelle du roi pour notre pays. N'y a-t-il pas là quelques illusions nourries par des souvenirs d'études et de jeunesse et par la mondanité romaine ? Deux faits à noter : une conversation de l'auteur avec Ciano lui fait déceler que ce dernier vient d'acheter Doriot et le journal *La Liberté*, ce qui sera confirmé plus tard ; enfin la fameuse incartade de Montecitorio (30 novembre 1938), quand on vit les députés italiens scander, devant notre ambassadeur : *Nizza, Savoia, Corsica, Tunisi*, devait être liée au déclenchement d'une grève générale en France ; et l'échec de celle-ci amène la revendication italienne à faire long feu.

Surviennent la guerre et la défaite. Et se pose le problème des rapports de Carcopino avec Pétain. Ils se sont rencontrés au « déjeuner Hervieu » de 1934. Carcopino insiste sur l'admiration gardée au chef de 1916-1918, invoque le témoignage de Clemenceau (sans paraître se douter que le Tigre a formulé sur Pétain des appréciations assez diverses) ; mais rappelle aussi, par une anecdote, la rancune gardée par Pétain à Poincaré (p. 161). En tout cas, dès juillet 1940, Carcopino adresse ses félicitations au nouveau ministre de l'Éducation nationale, Mireaux, en le priant de transmettre au maréchal l'hommage de son dévouement et sa pleine adhésion au nouvel ordre. Un mois plus tard, il sera directeur de l'École normale, et le 12 novembre 1940, recteur de l'Université de Paris, en attendant d'être ministre (23 février 1941) jusqu'au retour de Laval au pouvoir (18 avril 1942), qui l'amène à revenir rue d'Ulm jusqu'à la Libération.

C'est ici surtout que l'histoire devient plaidoyer. Carcopino insiste sur les difficultés rencontrées dans ses trois fonctions successives, sur les délicates négociations qu'il a dû mener pour régler certains incidents d'une gravité particulière, comme les manifestations d'étudiants du 11 novembre 1940 qui avaient entraîné la fermeture des Facultés par les Allemands. Il dresse, non sans une certaine amertume, la longue liste de tous ceux qu'il a aidés ou sauvés, s'attache à démontrer qu'il a bataillé pour le respect des traditions universitaires et pour une application modérée des lois contre les Juifs et les francs-maçons. A ceux qui pourraient lui rappeler certains mots du recteur de Paris (1), il répond qu'il faut les porter au compte d'une voix trop sonore, d'un ton trop naturellement ferme et direct (p. 219). Peut-être faudrait-il ajouter à ces défauts un goût prononcé de l'autorité et une vanité un peu candide (2) qui a voilé à ses yeux d'historien ce que le régime de Vichy devait comporter d'éphémère. En tout cas, il est excessif et injuste de le représenter, ainsi qu'on l'a fait jadis, comme un valet de l'occupant. Au surplus, il a eu la chance (a-t-il dit lui-même, je crois) d'avoir un prédécesseur et un successeur qui suffisent à sa défense.

On attendait un témoignage direct sur la vie intérieure du gouvernement

(1) Ainsi le *Pecunia tua* lancé aux professeurs du Lycée Henri IV et qui fit à l'époque une si fâcheuse impression sur les universitaires parisiens.

(2) L'arrestation d'un certain nombre de membres de l'Institut, en avril 1942, serait en réalité une manœuvre dirigée contre lui-même par les Allemands (pp. 563-64).

de Vichy. Rien de tel, à part quelques portraits assez bien venus (en particulier d'Alibert) et quelques épisodes. Il s'en explique « Je ne disposais que d'une autorité aussi intermittente que mon information et j'assumais une responsabilité d'autant plus périlleuse qu'elle était à éclipses » (p. 534). Il a ignoré les négociations de Darlan avec les Allemands, les demandes formulées par Hitler sur Bizerte, les concessions faites aux Japonais en Indochine. Sans doute l'atmosphère byzantine de Vichy, avec ses clans, ses critiques, ses flagorneries pour le maréchal, est-elle évoquée à maintes reprises, mais le plus souvent nombre de faits ne sont cités que par référence à Dumoulin de la Barthète.

Pourtant Carcopino apporte un renseignement de première importance sur la politique de Vichy à l'égard de l'Université. Il se flatte d'avoir arrêté la procédure déjà entamée par les militaires contre l'Université pour responsabilité dans la défaite (un inspecteur général avait déjà reçu un questionnaire précis). Et surtout il se présente comme un défenseur du neutralisme scolaire et d'une laïcité modérée, ce qui lui permet de rappeler les menaces dont ces principes ont fait l'objet en 1941. C'est ainsi qu'il s'oppose aux mesures prises par son prédécesseur Jacques Chevalier : introduction des prêtres dans les écoles publiques pour les cours d'instruction religieuse, inscription des devoirs envers Dieu dans les programmes de morale. Mais une offensive en faveur d'une attribution budgétaire aux écoles libres est menée par plusieurs prélats (le cardinal-évêque de Lille, Mgr Liénart, le cardinal-archevêque de Lyon, Mgr Gerlier) et quelques représentants de la grande bourgeoisie (un industriel de Roubaix, Toulemonde, un avocat parisien, Blateau). Et leur influence est grande sur le maréchal. Carcopino se flatte d'y avoir paré en obtenant du cardinal Suhard, archevêque de Paris, une attitude plus modérée et plus conciliante, mais celle-ci ne semble pas avoir emporté l'adhésion pleine et sûre du haut clergé français (p. 328). Il y a là plusieurs chapitres d'une importance capitale et un témoignage de très grande valeur pour l'étude des rapports entre l'Église et le gouvernement de Vichy.

Dans la dernière partie de son livre, Carcopino plaide, non pas seulement pour lui, mais pour Darlan et Pétain. Il ne garde pas rancœur au premier des plaisanteries et de l'ironie un peu lourde (M. le Grand Maître) dont il usait à son égard ; malgré quelques doutes à propos de l'affaire de Syrie, il le défend, en déplorant « l'équivoque dont ils (Darlan et son entourage) dégradaient en la forme une politique au fond irréprochable » (p. 554). En ce qui concerne le maréchal, Carcopino reconnaît « qu'il n'est que trop vrai qu'il n'a pas tenu ses engagements envers lui-même ». Il l'approuve entièrement jusqu'en novembre 1942 et le grand argument est l'invocation du double jeu, les accords franco-anglais de 1940, non pas tant celui conclu par Rougier, qui marquait une simple reprise de contact, que l'accord Chevalier-Halifax. Ce sont ces mêmes accords qui lui permettent l'explication, un peu spécieuse, du refus de Pétain de quitter la France en 1942 pour gagner l'Afrique du Nord. Son départ aurait révélé les accords franco-anglais soupçonnés par Laval. Si bien que ce que l'on peut appeler l'esprit de ces accords aurait été violé pour que leur secret soit gardé. Une telle ingéniosité est un peu désarmante.

Henri Calvet.

R. Havard de La Montagne, *Histoire de l'Action française*, 253 pages, in-8°, Paris, Amiot-Dumont, 1950.

Cet ouvrage de la collection « Archives d'Histoire contemporaine » n'est pas une œuvre indifférente mais ce n'est pas non plus une *Histoire de l'Action française*. Témoignage d'un partisan convaincu, il devient par moment le récit véhément d'un spectateur, parfois d'un acteur, qui passe ensuite la parole à un procureur agressif. Les adversaires directs ou indirects de l'Action française, des francs-maçons à certains prélats sans oublier les démocrates populaires et l'équipe de *L'Aube*, sont malmenés avec la fougue d'un lecteur assidu de Léon Daudet. L'auteur prend un plaisir évident à rappeler des incidents d'avant-guerre, à justifier la publication de *L'Action française* pendant l'occupation au nom des principes qui justifièrent la parution de *La Croix*. Mais les 18 chapitres de l'ouvrage, s'ils résument avec verve des polémiques anciennes ou plus récentes comme celles des odes de Paul Claudel, n'apportent pas les éclaircissements désirables sur tous les épisodes retracés. Les rapports de *L'Action française* et des autres ligues au moment du 6 février, son attitude dans l'affaire d'Éthiopie ou dans la guerre d'Espagne sont peu approfondis. Quant aux derniers chapitres, ils sont moins une histoire de *L'Action française* qu'une défense de Charles Maurras que l'auteur lave de tout soupçon de germanophilie au nom du contexte de ses articles : « 1° Ce que la censure a enlevé, notamment les contreparties anti-allemandes ; 2° Ce que l'existence même de la censure empêchait de mettre noir sur blanc et ce que *L'Action française* a plus ou moins réussi à mettre entre les lignes ». Il n'y a par contre aucune allusion aux rumeurs relatives à une éventuelle restauration pendant les années 1940-1943, en France ou en Afrique du Nord et il semble peu probable que *L'Action française* les ait ignorées, même si elle n'y prit aucune part officiellement. L'ouvrage présente donc plus d'intérêt et apporte plus d'informations pour l'histoire intérieure de la France avant 1939 que pour l'histoire proprement dite de la seconde guerre mondiale.

Jean Vidalenc,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Eugène Schaeffer, *L'Alsace et la Lorraine (1940-1945), leur occupation en droit et en fait*, Paris, 1953, 1 vol. in-8° de 158 pages.

La petite plaquette que M. Eugène Schaeffer vient de consacrer à l'Alsace et la Lorraine a été écrite au lendemain du procès des criminels de guerre d'Oradour. Dans son « Avant-Propos », l'auteur se défend de traiter spécialement du cas des incorporés de force. Il fait remarquer à leur sujet que la société n'a pas le « droit d'imposer l'héroïsme à chacun de ses membres », notamment quand, à leur égard, « la société a montré si peu d'héroïsme ». Il en vient ainsi « au facteur essentiel..., au drame sentimental, passionnel, à la source de toute incompréhension : l'abandon ».

On pourrait dès lors s'attendre à un nouvel exposé des faits déjà connus (1) : comment la machine allemande à germaniser ces provinces

(1) Notamment par le livre de M. Marie-Joseph Bopp, *L'Alsace sous l'occupation allemande (1940-1945)*, Le Puy, 1945. Cf. aussi les pages que j'ai consacrées ici même à *L'annexion de fait de l'Alsace et de la Lorraine (juin 1940-septembre 1942)*, dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 2e année, n° 5, Paris, P. U. F., janvier 1952, pp. 37-52.

avait pu fonctionner, sans qu'aucune réaction française, officielle et publique ne se manifestât.

Or, pas du tout ; M. Schaeffer est un juriste, et c'est comme tel qu'il a rédigé cette plaquette. Après un rappel fort opportun de l'histoire de l'Alsace et de la Lorraine depuis 1870 (germanisation de 1870 à 1918 et propagande insidieuse de cette date jusqu'en 1939), M. Schaeffer oppose aux conceptions occidentales du droit international de la guerre, et spécialement en matière d'occupation et de nationalité, les idées que les nationaux-socialistes allemands avaient développées sur les mêmes sujets.

Il ressort de son étude que le droit international est une construction encore bien fragile. On a parfois l'impression étrange d'une justification des nazis, car M. Schaeffer nous les montre obéissant simplement à leurs conceptions du droit. Mais, il faut s'empresser d'ajouter que l'auteur n'analyse longuement ces dernières que pour mieux les réfuter.

Enfin, revenant au thème de « l'abandon » annoncé dans son avant-propos, M. Schaeffer montre qu'à aucun moment une voix autorisée ne s'est élevée en faveur de l'Alsace et de la Lorraine : aux atteintes graves aux pouvoirs spirituels de l'Église catholique, le Vatican n'opposa que le silence. A l'éviction des autorités françaises, à l'incorporation de fait de ces deux provinces à l'Allemagne, le Gouvernement de Vichy n'opposa que des protestations de principes, par le canal de la Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice.

Après une bibliographie sommaire, quelques documents viennent illustrer ce petit ouvrage, parmi lesquels il faut citer le texte de la « Lettre des parlementaires alsaciens et lorrains à M. le Maréchal », datée de Clermont-Ferrand, le 27 octobre 1942, dans laquelle on peut lire cette phrase : « Lorsqu'il s'agissait d'exécuter un traité signé par elle, l'Allemagne, quel que fût le Gouvernement au pouvoir, n'a laissé passer *sans protestation publique* aucun incident qu'elle considérait comme un manquement au traité ».

On revient ainsi toujours au nœud du problème, et c'est la même pensée qu'exprimait lors du procès Laval le premier président : « Sans publicité, qu'était-ce qu'une protestation dont personne n'avait connaissance ? » Ainsi, c'est à juste titre que M. Schaeffer conclut : « Et l'Alsace-Lorraine, jusqu'à la Libération, abandonnée, oubliée..., se débattait..., avec l'âpre amertume de voir son droit sacrifié à la politique par ceux-là mêmes qui devaient le sauvegarder. »

P. Cézard,
Archiviste aux Archives nationales.

Claude Bellanger-Roger Debouzy, *La presse des Barbelés*, préface de Georges Duhamel, Éd. internationales du Document, Rabat, 1951, 207 pages.

Au cours de la première guerre mondiale, des journaux avaient paru dans certains camps de prisonniers, mais de 1940 à 1945 la « presse des barbelés » a connu un développement considérable dû aux circonstances particulières de captivité. Dans les camps, dans les kommandos surtout, l'arrivée d'un journal écrit par les Français, pour des Français, avait une répercussion parfois profonde sur la psychologie et l'attitude des hommes. D'autre part, l'acceptation ou le refus par cette presse de collaborer, directement ou non, à la propagande allemande, invite à en faire l'étude.

Or, il est difficile d'atteindre les exemplaires conservés. Les collections qui subsistent dans les bibliothèques publiques ou privées, dans les archives

de certaines associations, sont souvent incomplètes et toujours dispersées. C'est ce qui rend particulièrement précieux l'ouvrage de MM. Claude Bellanger et Roger Debouzy. Présenté luxueusement, illustré d'abondantes reproductions, il se présente comme une anthologie dont le plan a été conçu de façon suffisamment large pour ne laisser échapper aucun élément essentiel et dont les chapitres sont liés par un commentaire discret et cependant précis des auteurs : conditions de vie matérielle et morale, attitudes individuelles ou collectives, souvenirs et projets, résistance enfin, il y a dans ce recueil une riche matière qui montre à la fois la diversité des situations, des sujets de réflexion et une volonté de plus en plus affirmée de ne se point abandonner au désespoir. Si l'on retrouve dans ces journaux, les uns modestement ronéotypés, les autres imprimés avec soin, des thèmes identiques, c'est que, d'un bout à l'autre de l'Allemagne, des préoccupations semblables se sont imposées aux prisonniers, l'isolement, l'inquiétude, la misère physiologique, l'attente impatiente de la libération et que les réactions de défense prenaient spontanément des caractères voisins, humour, solidarité nationale, camaraderie des petits groupes, évasion littéraire.

Il faut alors se demander si l'étude de ces textes peut nous apporter sur la captivité des indications valables. La *Presse des barbelés* est essentiellement l'œuvre d'une minorité. Les auteurs sont peu nombreux. Ils appartiennent souvent à cette catégorie particulière des « fonctionnaires » des camps, les seuls qui ont pu disposer d'un peu de loisirs, mais qui vivaient en vase clos, isolés du reste de leurs camarades. Les responsables des journaux de camp ont parfois lancé en vain des appels à une collaboration plus large. Les petits *kommandos* souvent mal reliés au *stalag* ont rarement participé à la rédaction. La mauvaise volonté des autorités allemandes a, si nous pouvons ici utiliser notre expérience personnelle, augmenté encore les difficultés. On peut donc légitimement s'inquiéter de savoir si ces témoignages traduisent plus qu'un comportement individuel et si l'on doit généraliser les observations.

Il ne semble cependant pas qu'une comparaison faite avec d'autres sources de renseignements : carnets de notes, souvenirs, mémoires, puisse apporter une image profondément différente de la captivité. Il est évident que certains sujets étaient impossibles à traiter. Une lecture attentive montre toutefois que de discrètes allusions permettaient de prendre en défaut les censeurs.

On devra donc considérer ce livre comme une base de départ solide pour d'autres études sur la captivité et, dans la bibliographie que l'on peut actuellement réunir, il se détache par sa valeur documentaire et l'exactitude de ses observations.

François Boudot,
Chargé de recherches
à la Commission d'histoire des Prisonniers de guerre.

NOTES ET NOUVELLES

FRANCE

Toute une série d'affaires judiciaires ouvertes ou réouvertes dans les derniers mois apportent des contributions multiples à l'histoire de la Résistance ; nous signalons particulièrement le procès Korf, l'affaire Joinovici, le drame de Carcassonne (affaire Paillé) et les poursuites contre l'ancien instituteur Guingoin, chef des maquis du Limousin qui eut peut-être l'idée d'installer une république soviétique au centre de la France. Voir, à ce sujet, l'enquête de M. Mégerette, dans *Match*, n° 250, 9-16 janvier 1954.

G. Bourgin.

Sous le titre. *La leçon d'Oradour*, la revue allemande *Nation-Europa* de mars 1953 publie un article qui mérite d'être signalé. L'auteur rejette sans doute sur l'Angleterre et les Bolcheviks la responsabilité du dérèglement de la guerre, devenue cruellement inhumaine « par les méthodes d'assassinat, de pillage et de sabotage employées comme moyens stratégiques », mais il reconnaît enfin qu'à Oradour l'armée allemande a commis un crime inexpiable. « Nous affirmons avec douleur que les officiers et soldats allemands ont violé à Oradour les droits de la guerre et les commandements de l'humanité » — « le cas Oradour pèse lourdement sur nous ».

Mais, selon l'auteur, reconnaître ce fait ne servirait à rien, si du souvenir d'Oradour on ne tirait une leçon utile au bien. Or, si l'on remonte à la cause première de cette cruelle injustice, on la trouve dans la conception inadmissible des sanctions et des représailles collectives contre des foules désarmées et innocentes. Méthode de violence arbitraire qui dispense de punir les vrais coupables par impuissance à les trouver, qui aurait été désapprouvée par certains généraux allemands et jugée par Keitel comme « un expédient de l'incapacité militaire ».

La conclusion s'impose donc : « Renoncer aux sanctions collectives et ne punir que des coupables seuls dans les cadres du droit de la guerre. »

L. Séror.

A l'occasion de la réunion plénière du Comité d'*Histoire de la 2e Guerre mondiale*, j'ai pu utiliser en vue d'un exposé sur les tâches de la *Commission des Archives*, une liste du fonds d'archives concernant l'objet de la Commission précitée versé aux Archives nationales depuis 1949 à 1953. M. P. Cézard nous a par ailleurs fait tenir un exposé chronologique des versements opérés.

Rappelons que les fonds concernant l'histoire de la 2e guerre mondiale sont groupés à la sous-section contemporaine que dirige Mlle Mady. Nous aurions aimé que nous fût communiqué l'état des inventaires correspondant à ces fonds. J'ai déjà rendu compte ici même de quelques-uns de ces inventaires en vue des travaux de la Commission supérieure des Archives. C'est pour celle-ci qu'ont été préparés les comptes rendus suivants :

Mlle E. Dunan, *Inventaire des archives du procès Röchling*. Procès jugé devant le tribunal de la zone française, 16 février-30 juin, 15 novembre, 20 décembre 1948, déposé par M. Gorthoffer, commissaire du Gouvernement — 307 articles, comportant une riche documentation sur l'histoire économique de la période (production des mines de fer de Moselle et de Meurthe-et-Moselle).

M. D. Ozanam, *Inventaire des archives* de *D. G. L. O.*, c'est-à-dire la *délégation générale du Gouvernement français dans les territoires occupés*. On sait qu'à ce poste se succédèrent M. Léon Noël, le général de La Laurencie et

surtout Fernand de Brinon ; ce sont les débris des archives d'une mince importance de l'administration de Vichy. L'introduction de M. Ozanam indique que le fonds sera complété par les pièces confiées au ministère des Anciens Combattants et celles des dossiers de Brinon à la Haute Cour.

G. Br.

Le film à l'aide de l'histoire. Le cinéaste Billy Wilder, ancien P. G., utilisant l'expérience d'une quinzaine de camarades du *stalag 17*, a mis au point, dans une chronique tantôt typique, tantôt burlesque, une représentation de la vie quotidienne d'un camp. Voir à ce sujet le n° 245 de *Match*, 28 novembre-5 décembre 1953. G. Br.

ITALIE

La revue italienne *Occidente* a publié, dans le n° 5, septembre-octobre 1953, une importante étude de M. Carlo-Ludovico Ragghianti sur *Il Comitato de liberazione nazionale toscano come governo provisorio*. A l'histoire de la Toscane et de l'Italie depuis l'automne de l'année 1943 jusqu'aux débuts de la reconstruction, cet article fournit des dates, des textes et des commentaires utiles, et il n'est pas jusqu'au problème du méthane susceptible de remplacer le gaz comme moyen de chauffage que le comité toscan n'ait été amené à envisager. G. Br.

F. Jaconiani, *Occidente*, *Italia et Albania.*

Bref historique du rôle de l'Albanie dans la politique italienne, rôle dicté par la fatalité des positions géographiques. M. F. Jaconiani, ex-ministre d'Italie à Tirana, éclaire d'un jour nouveau les origines du coup de force du 7 avril 1939 par lequel Mussolini fit proclamer Victor-Emmanuel III, roi d'Albanie. A la suite de la réalisation de l'Anschluss, la propagande allemande se serait intensifiée en Albanie où la révolte grondait contre l'autorité du roi, on parlait ouvertement d'un voyage de Cœring à Tirana. Cette éventualité aurait amené le Duce à procéder à un « réajustement « des rapports entre les deux peuples ; la délégation albanaise, venue à Rome le 16 avril 1939, aurait désiré comme souverain, non pas le roi d'Italie, mais un prince de la maison de Savoie, M. Jaconiani aurait préconisé la candidature du comte Calvi di Bergolo ; mais Victor-Emmanuel III écarta ces suggestions, préférant l'union personnelle des deux couronnes.

Durant la seconde guerre mondiale, les rapports italo-albanais évoluèrent dans une atmosphère réciproque de suspicion et de défiance au cours des opérations militaires qui mirent aux prises l'armée grecque avec les troupes du Duce. A Rome, contrairement aux avertissements de l'auteur, devenu lieutenant du roi en Albanie, on écarta la conception fédérale qui aurait dû être la base juridique des rapports italo-albanais, en dépit même de l'intérêt que le roi d'Italie portait à la conservation des coutumes et des traditions locales, d'où des ressentiments et des antipathies qui éclatèrent en 1943.

C. Vidal.

A. Giannini, *Profili di nomini politici A. Salandra.*

Cet article situe assez bien la personnalité d'A. Salandra dans le cadre général de la politique italienne avant et pendant la première guerre mondiale. Il rappelle que l'auteur du pacte de Londres, qui rangea l'Italie aux côtés des Alliés, fut un des plus grands juristes du royaume et qu'il occupa une place éminente dans l'Histoire du renouvellement du Droit public italien. Salandra, ministre, professeur et écrivain, fut l'homme qui, dignement, *plures personas sustinet.*

C. Vidal.

M. Riviero, *Il tribunale delle grande* Unità C. A. R. S. *(Sull'amministrazione della giustizia militaire nella repubblica di Salo)* (Extrait du *Movimento di Liberazione in Italia*, nº 25, juillet 1953).

Cet article rassemble une quantité de faits sur les mesures répressives ordonnées par la République néo-fasciste de Salo à la suite d'un attentat commis à Turin, le 29 août 1944, par des maquisards. La plupart des procès intentés contre les « terroristes à la solde des alliés » se terminèrent par des condamnations à la peine capitale et les recours en grâce furent rejetés par Mussolini. L'auteur examine le fonctionnement des tribunaux militaires de guerre exceptionnels institués par le Duce, le 18 avril 1944, auprès des « Corps de contre-guerilla », s'attachant particulièrement à celui de Turin, présidé par le général Berti, ennemi juré des partisans. Rappelons que, le 30 décembre 1947, la Seconde section spéciale de la Cour d'Assises de Rome prononça une sentence d'acquittement en faveur de Berti et de ses complices, la loi d'amnistie ayant mis fin à l'action publique en matière de collaboration.

C. Vidal.

E. et D. Susmel. *Opera omnia di Benito Mussolini* (Dalla direzione dell *Avanti* alla vigilia della fondazione di « Utopia »), Florence, 1953.

Cet ouvrage fait partie d'une collection de 35 volumes consacrés à la vie politique de Mussolini. C'est une contribution méthodique et complète au réquisitoire, publié en 1933, par Adolf Saager contre le fondateur du fascisme : *Mussolini du rebelle au despote* (traduction française de M. Tanin).

Les auteurs, en présentant les articles donnés par le futur Duce au journal socialiste *Avanti*, suivent les développements de la pensée du théoricien révolutionnaire que fut, en 1912-13, B. Mussolini.

La lecture de cette collection de textes permet de reconstituer l'état d'esprit des socialistes révolutionnaires italiens avant la première guerre mondiale : occupation de la Libye, guerres balkaniques, dernier renouvellement de la Triple Alliance, course aux armements. Mussolini, alors marxiste intransigeant, se révèle adversaire absolu de la monarchie libérale de Victor-Emmanuel III et Giolitti, des institutions parlementaires et de la Triple Alliance. Avec une étrange prévision de l'avenir, le futur fondateur de l'Axe se demandait avec anxiété, en 1912, où l'alliance avec l'Allemagne risquait-elle de conduire l'Italie ? (p. 17). Avec non moins d'anxiété, il s'inquiétait des procédés quelque peu dictatoriaux de Giolitti en politique intérieure et surtout de la politique d'expansion en Afrique, réservant toute son éloquence à stigmatiser la conquête de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. *Via dalla Libia* (hors de la Libye) était alors la conclusion de ses harangues et de ses virulents articles. Avec non moins d'ardeur, Mussolini condamnait les armements navals de l'Italie en Méditerranée et la littérature patriotique née de la guerre italo-turque, recommandant à ses disciples de désintoxiquer le peuple italien de la double épopée des « Garibaldiens de la Mer » et des « héros des Dardanelles ». La fin du volume est consacrée à l'échec de la candidature révolutionnaire de Mussolini à Forli, lors des élections générales du 26 octobre 1913, et à des considérations dithyrambiques sur les résultats obtenus par les « Socialistes officiels », lors de cette consultation populaire, la première où l'on fit appel au suffrage universel.

En conclusion, les formules que Mussolini devait contredire dix ans plus tard, sont des lieux communs assez modestes, le plus souvent cueillis dans les articles de G. Hervé, Almeyreda et Merle à la *Guerre sociale*.

C. Vidal.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Thomson (David). — *World History from 1914 to 1950*, London, Oxford Univ. Press, 1954, in-8°, 256 p.

*Kroninger (Horst). — *Die britische Russlandpolitik seit 1917*, Göttingen, Arbeitsgemeinschaft f. Osteuropaforschung.

*Birke (Ernst). — *Grundzüge der französischen Ostpolitik 1914-1951*, Göttingen, Arbeitsgemeinschaft f. Osteuropaforschung, 1953, in-8°, III-117 p.

*Marjanovic (Milan). — **Borba za Jadran 1914-1946 Iredentizam i imperializam.* [*La lutte pour l'Adriatique 1914-1946. Irrédentisme et impérialisme*], Split, Redakcija listova J. R. M., 1953, in-8°, 128 p., ill., cartes, couv. ill. (Mala Biblioteka Redakcija listova J. R. M. sv. 5)

La lutte des peuples yougoslaves contre les prétentions impérialistes de l'Italie sur l'Adriatique.

*Hilger (Gustav), Meyer (Alfred G.). — *The Incompatible allies. A memoir-history of German-Soviet relations, 1818-1941*, New York, Macmillan, 1953, in-8°, XVI-360 p.

*Ogilvie (Vivian). — *Our times. A social history 1912-1952*, London, Batsford, 1953, in-8°, 223 p.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

*Dimic (Natalija). — *Bibliografija na statii i knigi za N. O. B. vo Makedonija...* [*Bibliographie des articles et ouvrages sur la guerre de libération nationale en Macédoine*], Skopje, Institut za nacionalna istorija, 1953, in-8°, 157 p.

*Hubatsch (Walther). — *Deutsche Memoiren 1945-1953*, Schloss Laupheim, Württ., U. Steiner (1953), in-8°, 34 p. (Geschichte u. Politik. Heft 8).

Bibliographie critique.

*Kuczinski (Jürgen). — *Die Geschichte unseres Vaterlandes von 1900 bis zur Gegenwart. Für unsere Jugend*, Berlin, Dietz Verl, 1953, in-8°, 180 p., portr. frontisp., ill. h.-t.

Pp. 56-79. Le III[e] Reich. — La deuxième guerre mondiale. L'histoire telle qu'on l'enseigne dans la République démocratique allemande.

Alatri (Paolo). — Interventismo, fascismo, resistenza nella recente storiografia, *Belfagor*, 21 janv. 1954, pp. 61-86.

Analyse critique des principaux ouvrages et articles de revues sur le régime fasciste de son avènement à sa chute.

Tesi sulla Resistenza italiana e tedesca nei libri di testo italiani e tedeschi, *Mov. de liberaz. in Italia*, nov. 1953, pp. 62-63.

Texte élaboré par une commission mixte de professeurs italiens et allemands.

Trefousse (H. L.). — German historians' verdict on Hitler : Review of recently published books on Second World war, *Commentary*, sept. 1953, pp. 264-270.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Bernardino (Anselmo). — *Vita di Luigi Einaudi*, Padova, CEDAM, 1954, in-8°, XIV-246 p.

(1) N. B. — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine sous le contrôle de F. Debyser.

*Bleton (Pierre). — *Le temps du purgatoire*, Paris, Téqui, 1954, in-16, 320 p.

Souvenirs d'un déporté.

**The Bormann letters. The private correspondence between Martin Bormann and his wife from January 1943 to April 1945.* Edited with an introduction and notes by H. R. Trevor-Roper, London, Weidenfeld and Nicolson, 1954, in-8°, xxiii-200 p., facsim., pl. h.-t.

*Bredel (Willi). — *Die Enkel*, Berlin, Aufbau Verl., 1953, in-8°, 682 p. (Verwandte u. Bekannte III).

La vie d'un Allemand démocrate de 1933 à la fondation de la République démocratique allemande. Lutte dans la Résistance, séjours à Prague, à Paris et en U. R. S. S. pendant la guerre.

*Campini (Dino). — *Re della nostra Italia. Vittorio Emanuele III. Pref.* A. Cremisni, Milano, Studio edit. P. G., 1953, in-8°, 331 p.

*Churchill (Winston S.). — *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale. VI, 2. Le rideau de fer (4 février-26 juillet 1945)*, Paris, Plon, 1954, in-8°, 464 p., 12 cartes.

*Coote (Colin). — *Sir Winston Churchill. A self portrait*, London, Eyre and Spottiswoode, 1954.

*Epting (Karl). — *Generation der Mitte*, Bonn, Bönner Universitäts-Buchdruck. Gebr. Scheur (1953), in-8°, 247 p.

Mémoires de l'ancien directeur de l'Institut allemand à Paris. La politique de « collaboration », pp. 139-243.

*Faur (Faber du). — *Macht und Ohnmacht. Erinnerungen eines alten Offiziers*, Stuttgart, Günther Verl., 1953, in-8°, 296 p.

Mémoires d'un officier supérieur allemand qui a combattu pendant les deux guerres. Réflexions critiques sur les chefs de l'armée allemande.

*Freidel (Frank). — *Franklin D. Roosevelt : the ordeal*, Boston, Little, Brown and Co, 1954, in-8°, 320 p. ill.

(Second volume d'une biographie en 12 vol. de F. D. R.). Roosevelt de 1919 à mars 1933.

*Hutchinson (Bruce). — *Mackenzie King, the incredible Canadian*, London, Longmans, 1953, in-8°, 456 p., ill. h.-t.

*Kallay (Nicholas). — *Hungarian Premier. A personnal account of a Nation's struggle in the second World War*, Introd. by C. A. Macartney, New York, Columbia Univ. Pr., 1954, in-8°, 448 p.

Koeltz (Louis), Gén. — Le maréchal Kesselring. D'après son ouvrage « *Soldat jusqu'au dernier jour* », *R. de Paris*, mars 1954, pp. 46-57.

Suivi d'un extrait des mémoires de Kesselring : La bataille d'Angleterre, *ibid.*, pp. 58-68.

Kuby (Erich). — Wer war Hitler ? Bemerkungen zu versuchen, eines Gespenstes habhaft zu werden, *Frankf. H.*, mars 1954, pp. 171-177.

Laffargue (André). — *Servitude et grandeur militaires : le général Deniz (Paris 1940, Syrie 1941)*, Préf. du gén. Weygand, Paris, Plon, 1954, in-8°, 224 p.

Luthy (Herbert). — Hitler devant ses biographes, *Preuves*, févr. 54, pp. 15-27. (D'après Görlitz und Quint et A. Bullock).

Voir aussi : *Documents*, janv. 54, pp. 29 50.

Le texte original a paru dans : *Der Monat*, nov. 53, pp. 149-161, sous le titre : *Der Führer personlich.*

*Mao-Tse-Dun. — *Izbrannye proizvedenija.* T. II [III, IV] *Perevod s kitajskogo...* [*Œuvres choisies*, vol. II-IV. *Période de la guerre contre les agresseurs japonais 1937-1945*], Moskva, Izd-vo inostr. literatury, 1953, 3 vol. in-8°.

*Monelli (Paolo). — *Mussolini : an intimate life.* Transl. from the Italian... New York, Vanguard, 1954, in-8°, 304 p.

Traduct. de *Mussolini piccolo borghese.*

*Nadich (Judah). — *Eisenhower and the Jews*, New York, Twayne publ., 1953, in-8°, 271 p., front.

L'auteur était conseiller d'Eisenhower concernant les questions juives sur le théâtre d'opérations occidental. Son action en faveur des personnes déplacées et des victimes des camps de concentration.

*Owen (Frank), Editor. — *The Faramus story. Being the experiences of Anthony Charles Faramus with a foreword by Eddie Chapman*, London, Allan Wingate, 1954, in-8°, 178 p.

Souvenirs de déportation à Buchenwald d'un habitant de Jersey.

Paulus (Generalfeldmarschall von). — Erklärung von Generalfeldmarschall Paulus an die Sowjetregierung, *Dokumentat. D. Zeit*, 1er déc. 1953, pp. 3578-3581.

*Peniakoff (Vladimir). — *Mon armée privée*, trad. de l'anglais par Suzanne Desternes et Aline Chalufour, Avant-Propos de Jean Caneri, Paris, Gallimard, 1953, in-8° (Collection « L'Air du Temps »).

Lieutenant-colonel de « l'Armée privée Popsky ».

*Pini (Giorgio), Susmel (Duilio). — *Mussolini : l'uomo e l'opera*, vol. I, Firenze, La Fenice, 1953, in-8°, IV-488 p., pl. h.-t.

De 1883 à 1919, date de la fondation des premiers faisceaux de combat.

Ristelhueber (René). — Mackenzie King et la France. Souvenirs d'une mission diplomatique au Canada, *R. Deux Mondes*, 1er-15 mars et 1er avril 1954, pp. 116-135, 287-305 et 459-473.

L'auteur fut ministre de France à Ottawa du 30 mai 1940 à novembre 1942.

*Schacht (Hjalmar). — *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler u. Schiermeyer Verl., 1953, in-8°, 689 p., ill.

*Schramm (Wilhelm von). — *Der 20 Juli in Paris*, Bad Wörishofen, Kinler u. Schiermeyer (1953), in-8°, 412 p., portr. frontisp.

Le putsch de la Wehrmacht contre les S. S. à Paris, d'après des documents inédits. L'auteur a connu personnellement les acteurs du drame. Bibl., pp. 409-412.

Simbad. — Forrestal, premier ministre de la Défense des États-Unis, *Écrits de Paris*, févr. 54, pp. 33-41.

A l'occasion de la publication de son *Journal*.

Standley (adm. William H.), Ageton (rear adm. Arthur A.). — Winston Churchill and the second front, *U. S. Naval Institute proceed.*, nov. 1953, pp. 1219-1232.

Comment à Moscou, en août 1942, Churchill apprit à Staline que le débarquement en Europe serait remis à une date ultérieure. Témoignage de l'ex-ambassadeur des États-Unis en U. R. S. S.

Stratt n (Samuel S.), lieut.-com. — Tiger of Malaya, *U. S. Naval Inst. proceed.*, fév. 1954, pp. 134-143, phot.

Le général Yamashita, conquérant de Singapour et de la Malaisie, exécuté comme criminel de guerre.

*Talarico (Achille). — *Scoglio e marosi. Ricordi di un chirurgo soldato e marinaio d'Italia (1915-1945)*, Milano, Ediz, le Settimane d'Italia, 1953, in-8°, 719 p.

Wiss-Verdier (A.). — Le retour du maréchal Paulus, *Documents* (Offenburg), déc. 1953, pp. 1220-1229.

Responsabilités du maréchal dans la préparation de l'invasion allemande en U. R. S. S. et dans la défaite de Stalingrad.

*Wurm (D. Theophil. Bischof). — *Erinnerungen aus meinem Leben*, Stuttgart, Quell. Verl., 1953, in-8°, 220 p.

Contribution à l'histoire de la Résistance protestante en Allemagne.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

**Akten zur deutschen Politik 1918-1945.* Serie D. Bd. 5 : *Polen, Südosteuropa, Lateinamerika, Klein- u. Mittelstaaten. Juni 1937-März 1939*, Baden-Baden, Impr. nationale, 1953, in-4°, LXXXV-831 p.

Anderson (Albin T.). — Origins of the Winter War. A study of Russo-Finnish diplomacy, *World politics*, janv. 1954, pp. 169-189.

Les relations finno-soviétiques de 1938 à l'agression contre la Finlande (hiver 1939-40).

*Barbagallo (Corrado). — *Storia universale. Evo contemporaneo. Dalla fine della prima guerra mondiale allo scoppio della seconda (1919-1939)*, Note bibliografiche a cura di Gino Luzzatto, Torino, UTET, 1954, in-8°, VIII-369 p.

*Bussmann (Walter). — *Ein deutsch-französischer Verständigungsversuch vom 6 Dezember 1938*, Göttingen, Vandenhoeck u. Ruprecht, 1953, in-8°, pp. 47-77.

(Nachrichten d. Akad. d. Wiss. in Göttingen).

Dautry (J.). — La vérité sur 1939, *Pensée*, févr. 1954, pp. 97-102.

A propos du livre de Bouvier et Gacon. (Cf. ci-dessous : Rossi.)

**I Documenti diplomatici italiani.* Settima serie : *1922-1935* ; Vol. I : *31 ottobre 1922-26 aprile 1923*, Roma, libreria dello Stato, 1953, in-8°, LVII-582 p.

(Ministero degli Affari Esteri. Commissione per la publicazione dei documenti diplomatici). L'avènement du fascisme ; les réactions étrangères.

*Hofer (Walter). — *Die Entfesselung des zweiten Weltkrieges. Eine Studie über die internationalen Beziehungen im Som-*

mer 1939, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1954, in-8°, 224 p.

(Veröffentlichung des Instituts für Zeitgeschichte, München).

D'après les documents officiels britanniques, allemands et italiens.

*Prasolov (S. I.). — *Cekhoslovakija v period ugrozy fasizma i gitlerovskoj agressii (1933-1937 gg.)* [*La Tchécoslovaquie sous la menace du fascisme et de l'agression hitlérienne (1933-1937)*], Moskva, Ucenye zapiski Instituta slavjanovedenija, t. VII (1953), pp. 5-143, tableaux.

Situation politique et économique.

*Rossi (A.) [Angelo Tasca]. — *Le pacte germano-soviétique. L'histoire et le mythe*, Paris, coll. de la revue « Preuves », 1954, in-16, 114 p.

(« Essais et témoignages ».) Critique du livre de Bouvier et Gacon.

Sevost'janov (G.). — Iz istorii podgotovki i razvjazyvanija voiny na Tikhom Okeane. [Contribution à l'histoire des origines de la guerre dans le Pacifique (1931-1941)], *Vopr. ist.*, n° 11, nov. 1953, pp. 48-68.

Wolski (Aleksander). — Pakt polsko-niemiecki z 1934. [Le pacte polono-allemand de 1934], *Sprawy miedzynar.*, nov.-déc. 53, n. 6, pp. 64-77.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Andrieu d'Albas (capitaine de vaisseau). — *Les flottes du Mikado dans la seconde guerre mondiale*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8° (Bibliothèque de la Mer).

Baumbach (Werner). — Les armements aériens de l'Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale, *Forces aériennes fr.*, mars et avr. 1954, pp. 384-401 et 526-545.

Blumentritt (Günther, Gen. d. Inf.). — Die Überwindung der Krise vor Moskau im Winter 1941-42, dargestellt an der 4. Armee, *Wehr-Wissenschaft. Rundsch.*, mars 1954, pp. 105-116, carte.

*Carter (Worral Reed, Rear-admiral). — *Beans, bullets and black oil...* with foreword by Dan A. Kimball and introduction by Raymond A. Spruance, Washington, Gov. Print. Off., 1953, in-8°, xix-483 p., ill., cartes. (Story of fleet logistics afloat in the Pacific during World War II.)

Barker (Edward L.). — War without aircraft carriers, *U. S. naval Inst. proceed.*, mars 1954, pp. 281-289.

Le manque de porte-avions allemands et italiens a gravement affecté la conduite de la guerre par les puissances de l'Axe.

Doerr (Hans, Général major). — Truppenführung und Feldherr. Beobachtungen aus dem zweiten Weltkrieg, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, mars 1953, pp. 97-105.

Hepp (Leo, Oberst). — Funktäuschung. Ein Hilfsmittel der operativen Führung, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, mars 1954, pp. 116-124, c. h.-t.

Exemples tirés de la deuxième guerre mondiale.

*Lewis (Nolan), Egle (Bernice), editors. — *International psychiatry during world war II*, New York, Oxford University Press, 1954.

*Senger (F. V.), u. Etterlin. — *Taschenbuch der Panzer 1943-1954. Typenbuch der Panzerfahrzeuge aller Staaten und der früheren deutschen Panzertruppe*, München, J. F. Lehmann, 1954, in-8°, 160 p., ill.

Stratton (Roy O.). — German naval support techniques in World War II, *U. S. naval Inst. proceed.*, mars 1954, pp. 257-263.

*Windisch (général major A. D.). — *Die deutsche Nachschubtruppe im Zweiten Weltkrieg*, Rosenhain, Oberbayerisches Volksblatt, 1953, in-8°, 48 p.

OPÉRATIONS

Assmann (Kurt, vice-am.). — La stratégie allemande en Méditerranée, *R. mar.*, mars 54, pp. 281-302, cartes, ill.

(Extrait de *Deutschland Schicksalstunden*).

*Barilli (Manlio). — *Alpini in Russia sul Don*, Milano, ed. Ciarocca, 1954, in-8°, 230 p.

Belot (amiral R. de). — Le drame de Leyte, *Hommes et mondes*, févr. 1954, pp. 354-369, carte.

*Brunovic (Milan). — *Kalnik v borbi. Historijat partizanskog odreda.* [*Le territoire de Kalnik en lutte. Historique du détachement de partisans de Kalnik*], Zagreb, « 27 Srpanj », 1953, in-8°, 328 p., ill. h.-t., portr. front., carte dépl. 1941-1945. La lutte en Croatie nord-ouest contre les Oustachis.

*Cody (J. F.). — *21 Battalion...*, Wellington, War History Branch Dep. of internat. Affairs, 1953, in-8°, xv-471 p., pl. et cartes h.-t. (Official History of New Zeeland in the Second World War).

Camp. de Grèce, Crète, Libye, Syrie, Égypte, Tunisie et d'Italie : du Sangro à l'offensive finale.

Dittmar (Kurt, Gén.). — Die Schlacht um Salla. 1-8 Juli 1941. *Allg. schweiz. mil. Zt.*, févr. 54, pp. 110-120, carte.

Première ville russe après la frontière finno-soviétique, sur la ligne Rovaniemi-Kandalashka.

*Dixon (Brig. C. Aubrey), and Heilbrunn (Dr Otto). — *Communist guerilla warfare*, London, Allen and Unwin, 1954, in-8°, 229 p., pl. et cartes h.-t.

L'action des partisans russes à l'arrière des lignes allemandes et la contre-guerilla.

Doerr (Hans). — Der Ausgang der Schlacht um Charkow im Frühjahr 1942, *Wehr Wissenschaftl. Rundsch.*, janv. 1954, pp. 9-19, c.

Dominici (M.). — Operazione « Avalanche », *Riv. militare*, janv. 1954, pp. 5-25.

Premières phases du débarquement allié à Salerne, les risques de l'entreprise, l'absence d'unité de commandement.

Dunlop (Dr J. K.). — The capitulation of Hamburg 3rd May 1945, *J. of United Serv. Inst.*, févr. 1954, pp. 80-89.

Article rédigé en grande partie d'après l'ouvrage de Detlev Möller, *Das letzte Kapitel.*

*Durnford-Slater (J.). — *Commando*, Paris, Denoël, 1954, in-8°.

De Dieppe en Sicile, avec les Britanniques.

Fagalde (Général). — Odyssée d'une division française. (La 21e division dans les Flandres en mai-juin 1940), *R. milit. suisse*, mars 1954, pp. 114-131.

Fischer (F. Oberstlt. a. D.). — Die Entwicklung der Luftabwehreinheiten des Heeres, *Militärpolit. Forum*, janv. 1954, pp. 28-35.

*Gaiser (Gerd). — *Die sterbende Jagd*, München, C. Hanser Verl., 1954, in-8°, 293 p.

L'aviation de chasse allemande dans la deuxième guerre mondiale.

*Galland (Adolf). — *Die Ersten und die Letzten. Die Jagdflieger im 2. Weltkrieg*, Darmstadt, Schneckluth, 1953, in-8°, 392 p. ill.

H. G. W. — Nächtlicher Uberfall bei Rugosero. Bericht eines Einzelkämpfers von der karelischen Front, *Frontsoldat*, 2, 1954, pp. 40-41 C.

Carelie, au nord du lac Pjaw, janv. 1944.

Harten (Alexander V., Hptm). — Witebsk, ein inhaltsschwerer Begriff 208. ostpreussische Infanterie — Division verhinderte sowjetischen Durchbruch am « Tor zum Baltikum », *Frontsoldat*, avr. 1954, pp. 101-103, c., ill.

**The History of the tenth Foot (1919-1950)*, edited by Major-General J. A. A. Griffin, compiled by Major L. C. Gates, Regimental History Committee of the Royal Lincolnshire Regiment, 1953, in-8°, 355 p.

*Jervois (Brig. W. J.). — *The History of the Northamptonshire Rt., 1934-1948*, The Regimental History Committee, 1953, in-8°, 448 p.

K. W. (Général de brigade), J. Ch. (Commandant). — Bitwa 2. korpusu polskiego o Ancone i nauki z niej plynace [Le combat du 2e corps polonais à Ancône et les enseignements qui en découlent], *Bellona* (Londres), déc. 53, n. 4, pp. 13-26, cartes.

Kauffman (Com. D. L.). — German naval strategy in World War II, *U. S. Naval Inst. Proceedings*, janv. 1954, pp. 1-12, phot.

Klee (Karl). — Die Luftnachrichtentruppe im Feldzug gegen Polen 1939, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, févr. 1954, pp. 71-91, c., graph., tableaux.

Koch (H. A. Oberleut). — Vom Werden u. Kampf der deutschen Flackwaffe. Die schnellen Kanonen, *Deutsche Soldatenztg.*, 18, 25 févr., 4 et 11 mars 1954, p. 6.

Korduba (F.). — Als Polens Stunde schlug... Wie ein Augenzeuge den sowjetischen Einfall in Polen 1939 miterlebte, *Deutsche Soldatenztg*, 18 mars 1954, pp. 4-6.

Liddell Hart (B. H.). — The Path to Dunkirk : an official history, *Manchester Guardian Weekly*, 28 janv. 1954, p. 11, col. 1-5.

Critique de l'Historique officiel *The War in France and Flanders* par le major L. F. Ellis.

Lowry (Vice Admiral F. J.). — The Naval side of the Anzio invasion, *U. S. Naval Inst. Proceedings*, janv. 1954, pp. 23-31.

*Lucke (Christian von). — *Panzer-Regiment 2*, Gut Wöhrden bei Stade, Chr. von Lucke, 1953, in-8°, 123 p.

*Mars (Alastor). — *Mon sous-marin l'Unbroken*, trad. de l'anglais par Henri Daussy, Paris, éditions Corrêa, 1954, in-16, 288 p., 4 pl. h.-t.

« L'histoire du *Casabianca* anglais racontée par son commandant ».

*Morton (Louis). — *The Fall of the Philippines*, Washington, Gov. Print. Off. Supt. of Doc., 1952, in-8°, 643 p., ill., cartes, h.-t.

(U. S. Army in World War II. The War in the Pacific, vol. IV.) Les six premiers mois de la guerre dans le Pacifique. La défense de Bataan ; la chute de Corregidor.

Naszkowski (Marian). — W dziesiata rocznice powstania Zwiazku Patriotow Polskich. [Pour le 10e anniversaire de la création de l'Union des Patriotes polonais], *Nowe Drogi*, juin 53, n. 6, pp. 80-91.

La 1re division Kosciuszko et le Krajowa Rada Narodowa en U. R. S. S. en 1943.

*Nu (Thakin). — *Burma under the Japanese*, edited by J. S. Furnivall, London, Macmillan, 1954.

La guerre et l'occupation en Birmanie.

Oehmichen (Hermann). — Die Krise der Panzerabwehr in der Verteidigung, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, janv. et févr. 1954, pp. 19-28, 57-70.

*Ordioni (Pierre). — *Quand la diane sonnera*, Paris, Table Ronde, 1954, in-8°.

« Un cavalier, aujourd'hui diplomate au Quai d'Orsay retrace les étapes de la défaite de 1940. »

*Pabst (Helmut). — *Der Ruf der äussersten Grenze. Tagebuch eines Front-soldaten*, Tübingen, F. Schlichtenmayer, 1953, in-8°, 263 p.

Mémoires d'un combattant du front germano-soviétique (22 juin 1941-19 sept. 1943.)

Pallotta (Ten. Col. Pietro). — Motorizzati contro corazzati. Serafimowitsch (30 luglio-8 agosto 1942), *Riv. militare*, déc. 1953, pp. 1202-1206.

Combat livré sur le Don par la 3e Division « celere » italienne.

Petitjean (commandant). — Le réarmement des troupes françaises en Afrique du Nord, 1943-1944, *R. Hist. Armée*, déc. 1953, pp. 111-125.

Philibert (J.). — Les forces françaises d'Afrique du Nord (sept. 1939-juin 1940), *R. Hist. Armée*, déc. 1953, pp. 105-111.

Pissin (Werner, Major). — Die Fallschirmtruppe in Vergangenheit und Gegenwart, *Deutsche Soldatenztg*, 25 mars 1954, p. 6 *(à suivre)*.

Pendant la deuxième guerre mondiale.

*Playfair (Maj.-Gén. I. S. O.), with commander Stitt (G. M. S.), Brig. Molony (C. J. C.) and Air vice-marshall Toomer. — *The Mediterranean and the Middle East*, vol. I, London, H. M. S. O., 1954, in-8°, 500 p., cartes et pl. h.-t.

(History of the Second World War. United Kingdom military histories.) Premier d'une série de 6 volumes. Le théâtre méditerranéen, opérations militaires, navales et aériennes, jusqu'en mars 1941. L'affaire de Mers-el-Kébir.

Prügel (Heinrich). — Nachtaufklärung für die Infanterie, *Frontsoldat*, 1954, pp. 52-54, c.

Monténégro, Albanie du Nord, juillet 1944.

Raus (Generaloberst). — Winterkämpfe an der Bistraja und Kalitwa. 25-12-1942 *bis* 13-1-1943, *Allg. schweiz mil. Zt.*, févr. 54, pp. 103-110.

Région du Don inférieur. Conséquence des opérations de Stalingrad.

Raw (vice admiral S. M.). — The Fleet train, *J. of United Service Instit.*, févr. 54, pp. 16-35.

Le ravitaillement de la *Navy* en mer : problèmes de logistique.

**The Regimental history of the 3rd Queen Alexandra's own Gurkha Rifles*, vol. II *(1927-47)*, edited by Brigadier C. N. Barclay..., London, Clowes, 1954.

*Roscoe (Theodore). — *United States destroyer operations in World War II.* Technical Research by Radm. Thomas L. Wattles..., Annapolis (Md.), U. S. Naval Institute, 1953, in-8°, 581 p., pl. h.-t.

*Ruppenthal (Roland G.). — *Logistical support of the armies*, Vol. I : *May 1941-september 1944*, Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8°, 634 p., ill., cartes, diagr. h.-t. et dans le texte.

(U. S. Army in World War II. European theater of operations.)

Schaaf (Kurt). — Die Festung Demjansk. *Wiking-Ruf*, févr. 1954, pp. 6-10.

Smith (Lieut.-Gén. Julian C.). — Tarawa, *U. S. Naval Inst. proceedings*, nov. 1953, pp. 1163-1175 et phot. pp. 1236-1245.

Conquête de Tarawa, atoll de l'archipel des Gilbert, par la 2e division de Marines. Son importance stratégique.

*Soltikow (Comte Michael). — *Remagen, le pont de la décision*, trad. de l'allemand par M. Muller Strauss et précédé d'un avertissement et de *Les alliés sur le Rhin*, par J. Mordal, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8°.

(Archives d'Histoire contemporaine.)

*Stern (Mario Rigoni). — *Il sergente nella neve. Ricordi della ritirata in Russia*, Torino, Einaudi, 1953.

Les alpins italiens sur le front russe.

*Stjernfelt (Bertil). — *Alarm i Atlantvallen*, Stockholm, Hörsta Verl, 1953, in-8°, 464 p., ill., c.

Considérations sur le Mur de l'Atlantique, et la bataille de Normandie d'après des documents inédits, mémoires et témoignages.

*Thompson (H. L., Wing Commander). — *New Zealanders with the Royal Air Force*. Vol. I : *European theatre, september 1939-december 1942*, Wellington, War Hist. Branch, Dep. of internal Affairs, 1953, in-8°, xxiv-408 p., pl. et cartes h.-t.

(Official History of New-Zealand in the Second World War 1939-45.)

Truscott (Lieut.-Gen. L. K.). — *Command mission. A personnal story*, New York, Dutton and Co, 1954, in-8°, 570 p. ill., cartes, diagr.

De Dieppe à Anzio et de la vallée du Pô à la vallée du Rhône.

*Vaculik (Serge). — *Air commando*, London, Jarrolds, 1954. .

Souvenirs d'un parachutiste d'origine tchèque engagé dans la R. A. F.

*Valin (Martial, général), Sommer (François). — *Les Sans-Culottes de l'air*, Paris, Sequana, 1954, in-16, 256 p.

Les exploits du groupe Lorraine.

Watkins (Major H. B. C.). — Night fighting, *Army Quart.*, oct. 1953, pp. 52-67, carte h.-t.

D'après les expériences d'une unité de chars britanniques en Libye et en Normandie.

Weidt (Fritz). — Im Kampf gegen Schlanorn. Versorgung durch den « Schlauch » in die Festung Demjansk, *Frontsoldat*, févr. 1954, pp. 38-39, c.

Westphal (Siegfried) General d. Kav. — Uber Grosstäuschung im zweiten Weltkrieg, *Wehrkunde*, janv. 1954, pp. 11-13.

Weygand. — Anniversaire de la campagne d'Italie, *R. Deux Mondes*, 15 janv. 1954, pp. 220-230.

White (H. A. B.). — The Torpedoing of the troopship « *Windsor Castle* », *Army Quart.*, oct. 1953, pp. 108-113.

Torpillé en Méditerranée, le 23 mars 1943.

Wilkinson (Burke, commander). — Cockles and muscles : Operation Frankton, *U. S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1954, pp. 156-161.

Destruction de navires marchands dans le port de Bordeaux en décembre 1942, par un commando britannique monté sur canoés.

Zantke (Siegfried). — Wir halfen Kowel durchhalten. Erfahrungsbericht über Versorgungseinsätze vom 31-3 *bis* 7-4-1944, *Frontsoldat*, 2, 1954, pp. 54-55.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

*Stern (H. Peter). — *The Struggle for Poland... [1941-1947]*, Washington, Public Affairs Press (1953), in-8°, 79 p., carte front.

**Die Sowjetregierung und der österreichische Staatsvertrag. Bericht und Dokumente (1943-1953)*, Göttingen, Köln, Böhlau, 1953. In-8°, 128 p.

(Arbeitsgemeinschaft für Osteuropafroschung. H. 17.) De la Déclaration de Moscou, le 1er nov. 1943, à la note des Puissances occidentales à l'Union soviétique du 29 janvier 1953. Documents sur le problème du Traité de Paix avec l'Autriche précédés d'un exposé chronologique.

*Wagner (Wolfgang). — *Die Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges. Auf Grund der bisher zugänglichen Wuellen dargestellt*, Stuttgart, Brentano-Verl., 1953, in-8°, 168 p., c.

(Die deutschen Ostgebiete, vol. 2.). Les relations russo-polonaises de 1939 à 1945 : les conférences de Téhéran, Yalta, Potsdam.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Eisenbach (Arthur). — *Hitlerowska polityka eksterminacji Zydow w latach 1939-1945, jako jeden z przejawow imperializmu niemieckiego* [*La politique hitlérienne d'extermination des Juifs, manifestation de l'impérialisme allemand*], Warszawa, Zydowski Instytut Historyczny, 1953, in-8°, 432 p., fac.-sim., errata.

*Fishman (Jack). — *The Seven men of Spandau*, London, Allen, 1954, in-8°, 224 p.

Ce que sont devenus Hess, von Schirach, von Neurath, Raeder, Funk, Dœnitz, Speer.

Ko je kriv za Kragujevac [Les responsables de Kragujevac], *Iskra* (Munich), nº 64, 1er nov. 1953.

Rapport sur le massacre par les Allemands, le 20 octobre 1941, de 2.300 Serbes à Kragujevac (Serbie).

*Siggert (Karl). — *Reppressalie, Requisition und höherer Befehl. Ein Beitrag zur Rechtfertigung der Kriegsverurteilten*, Göttingen, Göttinger Verlagsanst, 1953, in-8°, 52 p.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Rémy. — Espionnage et renseignement, *R. de Paris*, janv. 54, pp. 37-44.

*Gauche (Général). — *Le deuxième bureau au travail (1935-1940)*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8°.

*James (M. E. Clifton). — *I was Monty's double*, London, Rider, 1954.

Histoire d'un sosie de Montgomery utilisé par l'Intelligence Service pour tromper les services de renseignements allemands au cours de l'année 1944.

*Lambermont (P.-M.). — *Videz vos poches*, Paris, La Table Ronde, 1954, in-8°.

Les exploits du Groupe Lorraine.

*Mashbir (Sidney Forrester). — *I was an American Spy*, New York, Vantage Pr., 1953, in-8°, 384 p.

Autobiographie d'un ex-officier de l'*Army intelligence* opérant au Japon et en Extrême-Orient.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALBANIE

*Bonasera (Francesco). — *Albania (1943-1944)*, Ancona, Tip. artigiana A. Spoltore, 1953, in-8°, 17 p.

Sous l'occupation allemande, 8 sept. 1943-18 nov. 1944.

ALLEMAGNE

*Braubach (Max). — *Der Weg zum 20 Juli 1944. Ein Forschungsbericht*, Köln, Westdeutscher Verl., 1953, in-8°, 48 p.

Arbeitsgemeinschaft für Forschung des Landes Nordrhein-Westfalen. Heft 13. Bibliographie critique, chronologie et vue d'ensemble sur le complot du 20 juillet.

*David (Claude). — *L'Allemagne de Hitler*, Paris, P. U. F., 1954, in-16, 128 p. (« Que sais-je ? », nº 624).

**Die Deutsche Handelsflotte und ihr Schicksal 1939. Bearb. : K. H. Schwadtke*, Hamburg, Verl. Eckardt u. Messtorff, 1953, in-8°, 72 p., ill.

La flotte de commerce allemande de 1939 à 1945.

*Graml (Hermann). — « *Die Reichskristallnacht* ». *Beilage zur Wochenzeitung « Das Parlament »*, Bonn, Bundeszentrale für Heimatdienst, 1953, in-8°, 20 p.

Le pogrome de la nuit du 9-10 nov. 1938, à la suite de l'attentat contre le conseiller d'ambassade von Rath à Paris, d'après des documents officiels.

*Grimm (Friedrich). — *Politische Justiz, die Krankheit unserer Zeit — 40 Jahre Dienst am Recht*, Bonn, Bonner Universitäts-Druck., 1953, in-8°, 184 p.

Dénis de justice sous le national-socialisme et après.

*Herzfeld (Hans). — *Das Problem des deutschen Heeres 1919-1945*, Schloss Laupheim (Wttbg), U. Steiner, s. d., in-8°, 24 p.

(Geschichte u. Politik. Eine wissenschaftl. Schriftenreihe H. G.).

*Hohlfeld (Klaus). — *Deutschland im Zweiten Weltkrieg, 1939-1945*, Berlin, München, Giersch, 1953, in-8°, xx-565 p.

(Dokumente der Dt. Politik u. Geschichte von 1848 bis zur Gegenwart. Bd. V.).

*Hohlfeld (Klaus). — *Die Zeit der nationalsozialistischen Diktatur 1933-45. Aufbau U. Entwicklung 1933-1938*, Berlin, München, Giersch, 1953, in-8°, xviii-508 p.

(Dokumente der Dt. Politik u. Geschichte von 1848 bis zur Gegenwart. Bd. 4.)

*Klass (Gest von). — *Die drei Ringe. Lebensgeschichte eines Industrieunternehmens*, Tübingen, Stuttgart, Rainer Wunderlich Verl. (1953), in-8°, 488 p., ill. h.-t.

La maison Krupp et la deuxième guerre mondiale, pp. 416-488.

*Kraus (Herbert). — *Die im braunschweiger Remerprozess erstatteten moral-theologischen und historischen Gutachten*

nebst Urteil, Hamburg, Girardet u. Co, 1953, in-8°, 150 p.

Le rôle du colonel Remer dans la répression du complot du 20 juillet.

*Mau (Hermann). — *Die « Zweite Revolution », Der 30 Juni 1934. Beilage zu Das « Parlament » vom 1-4-1953*, Bonn, Bundeszentrale für Heimatdienst, 1953, in-8°, 16 p.

L'affaire Röhm.

*Niekisch (Ernst). — *Das Reich der niederen Dämonen*, Hamburg, Rowohlt, (1953, in-8°, 316 p.)

Tableau du III[e] Reich par un résistant condamné en 1937 à la prison perpétuelle, actuellement membre du S. E. D.

*Osas (Veit). — *Walküre. Die Wahrheit über den 20 Juli 1944. Mit Dokumenten*, Hamburg, Altona, Deutschland Verl., 1953, in-8°, 102 p.

*Rathe (Johannes). — *Die Welt des freien Protestantismus. Ein Beitrag zur deutsch-evangelischen Geistesgeschichte, dargestellt an Leben und Werk von Martin Rade*, Stuttgart, E. Klotz (1952), in-8°, 540 p., portr. frontisp.

Le protestantisme libéral aux prises avec le national-socialisme, pp. 426-540.

*Reinecker (Herbert). — *Kinder, Mütter und ein General*, Darmstadt, C. W. Leske, 1953, in-8°, 326 p.

L'enthousiasme patriotique de la jeunesse allemande pendant la deuxième guerre mondiale.

**The Third Reich*, London, Weidenfeld, 1954, in-8°, 900 p.

Série d'essais sur le nazisme.

*Treue (Wilhelm). — *Wirtschaft und Politik 1933 bis 1945*, Hannover, Hannoversche Druck-u. Verlagsges., 1952, in-8°, 64 p.

(Beiträge zur Geschichte der jüngsten Vergangenheit. Heft 4.)

**Die Vertreibung der Deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neisse...* Bearb. von Theodor Schieder. Bans 1/1. *Die Flucht vor der Roten Armee, hrg. vom Bundesministerium für Vertriebene*, Wolfenbüttel, Grenzland-Druck. Roch u. Co, s. d. in-8°, 160, 494 p.

(Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa.) Documents et textes explicatifs.

**20. Juli 1944. Geänderte u. vervollst. Bearbeitung der Sonderausgabe der Wochenzeitung, « Das Parlament »*, bearb. von H. Royce, Bonn, Köllen Verl., 1953, in-8°, 216 p.

Nouveaux témoignages sur le complot du 20 juillet.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*Cattin (Étienne). — *Trains en détresse*, Paris, Julliard, 1954. Témoignage sur la « bataille du rail » dans l'est de la France.

*Cassou (Jean). — *La mémoire courte*, Paris, éditions de Minuit, 1954, in-16, 130 p.

Prix de la Résistance, 1954.

**Prises maritimes. Jurisprudence française de la guerre 1939-1945. Décisions du Conseil des prises ; décrets en Conseil d'État*, t. II *(1947-1951)*, Paris, Pédone, 1953, in-8°, 281 p.

*Marchand (Jean, général), Rollet (Louis). — *L'Indochine en guerre*, Paris, Les Presses Modernes, 1954, in-8°, 300 p., 300 ill.

De 1939 à 1953.

[Michel (Henri), Mirkine-Guetzévitch (Boris)]. — *Les idées politiques et sociales de la Résistance (Documents clandestins 1940-1944). Textes choisis et introductions...* Préface de Georges Bidault, avant-propos de Lucien Febvre, Paris, Presses Universitaires de France, 1954, in-8°.

*Rémy. — *L'opération Jericho*, Paris, Éditions France-Empire, 1954.

Le bombardement de la prison d'Amiens par la R. A. F.

Revol (J., général). — Le Maquis du Vercors, *R. Milit. suisse*, févr. 1954 pp. 77-87.

Wasilewski (Tadeusz, colonel). — Polski ruch podziemny we Francji. [Le Mouvement polonais de résistance en France], *Bellona* (Londres), déc. 53, n. 4, pp. 3-13. *(A suivre.)*

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Jackson (H. C.). — *The Fighting Sudanese*, London, Macmillan, 1954.

Le loyalisme des Soudanais pendant la guerre.

GRÈCE

*Sweet-Escott (Bickham). — *Greece. A political and economic survey, 1939-1953*, London, Royal Institute of Internat. Aff., 1954.

ITALIE

*[Autori vari]. — *Italia eroica.* Premessa di C. Curcio, Roma, Tip. G. Donnini, 1953, in-8°, 205 p., phot.

(A cura dell'Associazione Nazionale degli grandi invalidi di guerra.) De 1870 à la fin de la deuxième guerre mondiale.

*De Micheli (Mario). — *Uomini sui monti*, Roma, ediz. Rinascita, 1953, in-16, 174 p.

Le mouvement partisan dans les régions de Côme, de Lecca et de la Valteline de sept. 1943 à avril 1945.

**Donne piemontesi nella lotta di Liberazione.* Pref. di A. Marchesini Gobetti. A cura della Commissione femminile dell'A. N. P. I. Provinciale di Torino, Torino, Stab. Graf. Impronta, 1953, in-8°, 103 p., phot.

Azzari (Anita). — Un anno di Resistenza nell'Ossola (Settembre 1943-sett. 1944) (suite et fin), *Mov. di Liber. in Italia*, nov. 1953, pp. 27-55.

Cadorna (Raffaele). — La Difesa di Roma dell'8 settembre 1943, *Rass. d'Italia*, janv. 1954, pp. 9-16.

Calamandrei (Piero). — X anniversario della Resistenza. La eroica e umana vita dei compagni fratelli Cervi, *Rinascita*, janv. 1954, pp. 28-31.

Résistants victimes du fascisme dans la région de Reggio Emilia.

[Ceva (Bianca)]. — Documenti relativi all'attività politica et militare del rappresentante del Partito d'Azione nei suoi rapporti con gli Alleati, *Mov. di Liber. in Italia*, nov. 1953, pp. 3-27.

Ferraro (Pietro). — La Resistenza veneta in difesa delle opere d'arte, *Il Ponte*, janv. 1954, pp. 127-131.

D'après un rapport du Pr Forlati.

Pescatore (Martino). — Venti mesi di alleanza nazi-fascista nella Venezia Giulia, *Il Ponte*, janv. 1954, pp. 14-28.

**La Ricostruzione dei porti marittimi nazionali. A cura della Presidenza e della Segretaria Generale del Congresso e del Servizio Marittimo Centrale del Consiglio Superiore dei Lavori Publici*, Roma, Tip. Gastaldi, 1953, in-4, 649 p.

Contient une description et une évaluation des destructions causées par la guerre.

**Trenta anni di vita et di lotte del P. C. I.* [*a cura di Palmiro Togliatti*], Roma, quarderni di Rinascita, 1953, in-8°, 260 p.

La résistance communiste au fascisme avant et pendant la guerre.

POLOGNE

Iranek-Osmecki (Kazimierz). — Przyczynki do powstania Warszawskiego [Contribution à l'histoire du soulèvement de Varsovie], *Kultura* (Paris), 1953, n. 11, pp. 99-105.

Iraner-Osmecki (Kazimierz). — The Role of Polish underground in the Allied invasion of Europe [abridged version], *Polish American Journal* (Scranton), 24 oct. 1953, p. 6.

La version complète a paru dans *True*, août 1953, sous le titre : The underground vs. the Buzz bomb.

*Seraphim (Peter Heinz). — *Osdeutschland und das heutige Polen...*, Braunschweig, G. Westermann, 1953, in-8°, 55 p., c. h.-t.

Les changements territoriaux de la Pologne 1939-1945.

ROUMANIE

Cretzianu (Alexandre). — Rumunia a Wrzesien 1939 [Attitude de la Roumanie en septembre 1939], *Kultura* (Paris), mars 54, n. 3, pp. 106-114.

Ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Roumanie, l'auteur indique les dessous politiques de l'internement du gouvernement polonais en Roumanie en 1939.

SCANDINAVIE

Duhamel (M.). — Les communistes scandinaves au temps du pacte germano-soviétique, *R. socialiste*, janv. 54, pp. 50-64.

TCHÉCOSLOVAQUIE

*Picard (René). — *L'ennemi retrouvé*, Conflans-Sainte-Honorine, chez l'auteur, 7, avenue Foch, 1953.

Le maquis franco-slovaque.

U. R. S. S.

*Alekseev (V.). — *Rossija soldatskaja*, New York, Izd-vo im. Cekhova, 1954, in-8°, 343 p. (La page de titre porte au verso : *The Soldiers Russia by Vasily Alexeyev*).

La déclaration de guerre à Moscou et l'attente de la chute du régime. L'effet produit par le discours de Staline. Le défaitisme de l'armée. Au front : l'offensive allemande contre Moscou et la contre-offensive soviétique.

YOUGOSLAVIE

**Ljudi i dogadaji koji se nezaboravljaju. Uredila Slava Ogrizovic. Suradnici : Josip Broz, Tito, Ivan Sibl, Milos Dragisic.* [*Hommes et événements qu'on n'oublie pas*]. Zagreb, Novinarska Izdavacko Poduzice, 1953, in-16, 248 p., portr. front. couv. ill.

La lutte illégale de Tito en Yougoslavie et à l'étranger (Moscou, Paris) pour la réorganisation du parti communiste dans la période de 1936 à 1940. Souvenirs sur la lutte des partisans pour la libération de la Yougoslavie.

ROJE (J.). — La « Mission humanitaire » de l'armée italienne en Yougoslavie, *R. Politique mond.* (Belgrade), n° 19, 1953, pp. 14-15.

Pendant l'occupation de 1941 à 1943. Quelques faits tirés des documents italiens.

VASPETIC (Lado). — Ob desetletnici prvega zbora slovenskih pravnikov na ovsobojenem ozemlju v dneh 10 in 11 oktobra 1943. [10e anniversaire de la première réunion des juristes slovènes tenue dans le territoire libéré, les 10 et 11 octobre 1943], *Pravnik* (Ljubljana), nos 10-12, 1953, 309-313 p.

YAKCHITCH (Pavle), général. — L'armée yougoslave dans la guerre pour la libération de l'Europe, *Questions actuelles du socialisme* (Paris), n° 21, 1953, p. 63-68 p.

10 avril 1954.

Le gérant : Henri MICHEL.

1954. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 23.617 Dépôt légal : 3-1954 IMP. N° 13.599

Borbe u Sloveniji 1942 godine [Les combats en Slovénie durant l'année 1942], Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne Armije, 1953, in-8°, 507 p., errata, facsim., carte, h. t.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslavenskih naroda. Tom. VI, kn. 2.)

Les partisans slovènes contre l'occupant italien et allemand.

Hotic (Mesud), colonel. — Borbe oko Bugojna 1942 godine [Les combats autour de Bugojno (Bosnie) en 1942], *Vojnoistorijski Glasnik* (Belgrade), n° 1, 1953, pp. 51-64.

*Kladarin (Duro). — *Slom cetvrte i pete okupatorsko-kvislinske ofanzive* [L'échec des quatrième et cinquième offensives de l'occupant et de ses Kissling], Zagreb, Kultura, 1954, in-8°, 379 p., facsim., cartes dans le t. et h. t.

Partisans de Tito contre Allemands et Italiens.

Narodnooslobodilacki rat [La guerre de libération nationale], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 5, oct. 1953, 83 p.

Nemacke snage na teritoriji Jugoslavije u toku N. O. R. (1943) [Les forces armées allemandes en Yougoslavie pendant la guerre de libération nationale, 1943], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 6, 1952, pp. 80-93, n° 1 ; 1953, pp. 72-94.

Perezanovic (Teodosije). — Borbe prve proletarske brigade u petoj ofanzivi (od 21 maja do 14 juna 1943 god.) [Combats de la 1re brigade prolétarienne, lors de la cinquième offensive du 21 mai au 14 juin 1943], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 3, 1954, pp. 34-59.

Pregled brigade Narodnooslobodilacke vojske Jugoslavije [Les brigades de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 2, avr. 1954, pp. 92-126, tableaux.

Rogé (Henri). — Le coup d'État de 1941 en Yougoslavie, *Hommes et mondes*, avr. 1954, pp. 80-97.

Stambolic (Slobodan). — Okupacija Srbije 1941 godine [L'occupation de la Serbie en 1941], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 4, 1954, pp. 49-67.

Stambolic (Slobodan). — Operacije I armije za oslobodenje Slavonskog Broda [Les opérations de la Ire armée lors de la libération de Slavonski Brod.], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 2, avr. 1954, pp. 25-57.

Trgo (Fabijan), Marusic (M.). — Borbe 26 divizije za oslobodjenje Stona i unistenje dijelova 369 diviziju kod Vukova Klanca [Combats livrés par la 2e division pour la libération de Ston et l'anéantissement des éléments de la 369e division à Vukov Klanac], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 2, avr. 1954, pp. 58-87.

*Trucco (Giovanni). — *Nell'ombra di Tito*, Milano, Ceschina, 1954, in-8°, 181 p., XXIX tabl.

Souvenirs d'un officier d'alpins sur l'occupation italienne en Yougoslavie de 1942 à 1944.

Tsvetkovitch (D.). — Le coup d'État yougoslave de 1941, *Hommes et mondes*, juill. 1954, pp. 572-575.

Réponse de l'ex-ancien président du Conseil yougoslave à l'article de Henri Rogé, publié dans la même Revue (numéro d'avril).

Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslovenskih naroda. Tom. III, IV, VII [Recueil de documents sur la guerre de libération des peuples yougoslaves], *Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske narodne armiji* (Beograd), 1953, 1954.

III. Les combats au Monténégro, fasc. 4.

IV. Les combats en Bosnie-Herzégovine, fasc. 7-8.

VII. Les combats en Macédoine, fasc. 3.

Septembre 1954.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1954

ARTICLES.

	N°s
Boüard (M. de) : *Mauthausen*	15-16
Cain (Julien) : *Avant-Propos sur le système concentrationnaire allemand*	15-16
Catoire (M.) : *La direction des services de l'armistice à Vichy* (I)	14
Collenot (R.) : *Les communistes chinois et le conflit mondial*	13
Funck (A.) : *L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis*	13
Hoop (J. M. d') : *La politique française du réarmement allemand, 1933-1939*	14
Jeannin (P.) : *La Suède pendant la guerre*	13
Medlicott (W. N.) : *De Munich à Prague*	13
Tillion (Germaine) : *Réflexions sur l'étude de la Déportation*	15-16
Vidalenc (J.) : *Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest*	14
Wormser (Olga) : *Le travail concentrationnaire dans l'économie de guerre allemande*	15-16

DOCUMENTATION.

Granet (Marie) : *La déportation au Procès international de Nuremberg*	15-16
Jong (C.-T. de) : *Études et recherches sur la Déportation en Hollande*	15-16
Michel (H.) : *Les travaux de la Commission d'histoire de la Déportation*	15-16
Poliakov (L.) : *Le Centre de documentation juive contemporaine*	15-16
Vivier (R.) : *La déportation en Indre-et-Loire* (Statistique)	15-16
Willequet (J.) : *L'Univers concentrationnaire et la Belgique*	15-16
X... : *Les travaux de la Commission générale d'enquête sur les crimes allemands en Pologne*	15-16

COMPTES RENDUS.

Allemagne :

Bayle (Dr F.) : *Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants S. S.* (J. Sigmann)	14

Nos

Blucher (W. von) : *Deutschland Weg nach Rapallo* (J. Grunewald) 13

Bullock (A.) : *Hitler, a Study in tyranny* (H. Monteagle). 14

Foerster (W.) : *Generaloberst Ludwig Beck. Sein Kampf gegen den Frieg* (G. Renondeau) 15-16

Frank (H.) : *Im Angesicht des Galgens* (J. Neveux) 15-16

Gorlitz (W.) : *Der Zweite Weltkrieg, 1939-1945* (F. L'Huillier) 14

Gorlitz (W.) und Quint (H.) : *Adolf Hitler, Eine Biographie* (F. L'Huillier) 13

Kleist (P.) : *Auch du warst dabei ! Ein Buch des Aergernisses und der Hoffnung* (J. Sigmann) 15-16

Langoth (F.) : *Kampf im Oesterreich* (J. Sigmann) 14

Nanier sir Lewis : *In the Nazi era* (H. Calvet) 15-16

Owen (W. von) : *Mit Goebbels bis zum Ende* (A. Meyer) . . 13

Papen (Fr. von) : *Der Wahrheit eine Gasse* (F. L'Huillier). 13

Rahn (Rudolf) : *Ruheloses Leben* (A. Scherer) 13

Remer (E.) : *20 Juillet 1944* (G. Pauline) 13

Sigmann (J.) : *Qu'est-ce qu'un Nazi* (A. Meyer) 15-16

Taylor (T.) : *Sword and Swastika. Generals and Nazis in the 3th Reich* (A. Meyer) 14

Thorwald (J.) : *Wen sie verderben wollen* (R. Collenot) . . 13

Vermeil (E.) : *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique, culturelle, 1890-1950.* Tome II : *La République de Weimar et le IIIe Reich* (A. Meyer) 15-16

Wheeler-Bennet (J. W.) : *The Nemesis of Power. The German army in Politics, 1918-1945* (A. Meyer) 15-16

Wickert (E.) : *Dramatische Tage in Hitlers Reich* (J. Neveux) 14

Benelux :

Barbey (F.) : *La Belgique d'Albert Ier et Léopold III* (J. Willequet) 14

Miller (J. K.) : *Belgian Policy between two Wars* (J. Willequet) 14

Tempel van den (Dr) : *Nederland in London* (C.-T. de Jong). 14

Déportation :

Alcan (L.) : *Sans armes et sans bagages* (O. Wormser) . . . 15-16

Antelme (R.) : *L'espèce humaine* (O. Wormser) 15-16

Bureau de renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise : *Auschwitz* (C.-T. de Jong) 15-16

Burney (C. H.) : *The Dungeon Democracy* (M. Granet) . . . 15-16

Nos

DEBRISE (G.) : *Cimetière sans tombeaux* (M. GRANET). . . . 15-16
DEBRISE (G.) : *Week end à Dachau* (M. GRANET). 15-16
FRANQUEVILLE (R.) : *Rien à signaler, deux ans à Oranienbourg* (O. WORMSER) 15-16
GARIN (J.-P.) : *La vie dure* (O. ROUTIS). 15-16
KOSSAK (S.) : *Du fond de l'abîme, Seigneur* (O. ROUTIS). . . 15-16
LAKS (S.) et COUDY (R.) : *Musique d'un autre monde* (O. WORMSER). 15-16
LARS TO : *Vi ventet* (G. RENONDEAU). 15-16
LENGYEL (O.) : *Souvenirs de l'au-delà* (O. ROUTIS). 15-16
REITLINGER (G.) : *The final solution* (L. POLIAKOV). 15-16
ROUSSET (Dr J.) : *Chez les barbares* (O. WORMSER). 15-16
Témoignages sur Auschwitz (O. WORMSER). 15-16

États-Unis :

CHAMBERLIN (W. H.) : *America's second Crusade* (J. VIDALENC). 13
DEANE (J. R.), HAZARD, etc. : *Negotiating with the Russians* (R. PORTAL). 13
KENNY (G. C.) : *The Mac Arthur I knew* (G. RENONDEAU). . 13
MAC CANN (K.) : *Un général sans képi* (M. GRANET). 13
MARSHALL (K.) : *Mon mari, le général Marshall* (R. COLLENOT) 13
SMITH (L.) : *American Democraty and military Power* (H. MONTEAGLE). 13
The Forrestal diaries (Général LESTIEN). 13

Grande-Bretagne :

Lessons of the British war economy (F. CROUZET). 13
WINDSOR (Duc DE) : *Histoire d'un Roi* (H. CALVET). . . . 13
WINSTON CHURCHILL (Sir) : *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale.* Tome V (H. CALVET). 13

La guerre sur mer :

ALEXANDRIS (Contre-Amiral) : *To naftikonn mas kata linn polemikinn periodonn, 1941-1945* (Alc. MARGARITIS). . . 13
LEPOTIER (C.-A.) : *Raids sur mer* (A. DE BELOT). 13
LOCKHART (Bruce) : *The marines were there* (R. JOUAN) . . . 13
SCHAEFFER (Heins) : *U. 977. L'odyssée d'un sous-marin allemand* (R. JOUAN). 13
STANDORF (C. F. A.) : *Force Mulberry* (R. JOUAN). 13

N°s

Italie :

ALEXANDER : *The Italian Campaign* (R. VILLATE). 14

DELZELL (G.) : *Il fuoruscitismo italiano dal 1922 al 1943* (C. VIDAL). 14

LINKLATER (E.) : *The campaign in Italy* (R. VILLATE). . . . 14

SALVEMINI (G.) : *Mussolini diplomatico* (C. VIDAL) 14

SETTIMELLI (E.) : *Edda contro Benito* (G. BOURGIN). 14

TOSCANO (M.) : *Una mancata intesa italo-sovietica del 1940-1941* (G. BOURGIN) 14

Moyen Orient :

CAVALIERE (Silla) : *La politica egiziana dal 1936 al 1951* (M. GRANET) 14

Great Britain and Egypt, 1914-1951 (G. RENONDEAU). . . . 14

PESENTI (G.) : *Fronte Kenya* (C. VIDAL). 14

PUAUX (G.) : *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban* (M. GRANET). 14

ROMMEL (M.) : *La guerre sans haine* (G. RENONDEAU). . . . 14

Opérations militaires :

CLARKE (B. C.) : *The Eleventh at War* (Général LESTIEN). . . 14

LUDOVICI (D.) : *La conquête de la Crète par les airs* (G. RENONDEAU). 14

MENU (C.) : *Lumière sur les ruines* (R. VILLATE). 14

MORDAL (J.) : *La bataille de Casablanca* (R. JOUAN) 14

The Army Air Forces in World War II. Torch to Point Blank (R. VILLATE). 14

Résistance :

CARBONNIÈRES (Alix DE) et COSTE (A.) : *L'assaut de Brest (août-septembre 1944)* (H. WAQUET). 13

DANSETTE (A.) : *Leclerc* (M. GRANET). 13

FEDOROV (A.) : *L'obkom clandestin au travail* (A. FOURNIER). 13

JUBELIN : *Marin de métier, pilote de fortune* (H. MICHEL). . . 13

MARSHALL (Bruce) : *The white Rabbit* (M. GRANET). 13

MAYRAN (C.) : *Larmes et lumière à Oradour* (G. BOURGIN). . 13

MORDANT (Général) : *Au service de la France en Indochine* (Général LESTIEN). 13

SCHREIEDER (J.) : *Das war das Englandspiel* (F. BOUDOT). . 13

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. DEBYSER et de la Bibliothèque internationale contemporaine.

De juillet à octobre 1953 13

N°s

D'octobre 1953 à janvier 1954 14
De janvier à avril 1954 15-16

NOTES ET NOUVELLES.

Allemagne 14
Belgique 13
France . . . . . 13-14 / 15-16
Italie 13-15-16
Yougoslavie 13

Le gérant : Henri MICHEL.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 2937 - 2-1955
ÉDIT. n° 23.922 Dépôt légal, 1er trimestre 1955 IMP. n° 606

N° 13 QUATRIÈME ANNÉE JANVIER 1954

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SOMMAIRE

	Pages
W. N. Medlicott : De Munich à Prague	3
P. Jeannin : La Suède pendant la guerre	17
A. Funck : L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis	32
R. Collenot : Les communistes chinois et le conflit mondial	43

COMPTES RENDUS

F. L'Huillier, A. Meyer, G. Pauline, A. Scherer, J. Grunewald, R. Collenot, R. Portal, Gal Lestien, Monteagle, J. Vidalenc, G. Renondeau, F. Crouzet, M. Granet, A. Margaritis, R. Jouan, H. Calvet, H. Waquet, A. Fournier, G. Bourgin, H. Michel, F. Boudot

NOTES ET NOUVELLES

BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT
P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :
24, boulevard Saint-Michel, PARIS-VI^e^ (DANton 60-95)

Suite du Sommaire. Comptes rendus :

ALLEMAGNE. — Walter GORLITZ und Herbert QUINT : *Adolf Hitler, Eine Biographie ;* Fr. VON PAPEN : *Der Wahrheit eine Gasse ;* Wilfred VON OWEN : *Mit Goebbels bis zum Ende ;* Ernst REMER : *20 juillet 1944 ;* Rudolf RAHN : *Ruheloses Leben ;* Wipert VON BLUCHER : *Deutschland Weg nach Rapallo ;* Jurgen THORWALD : *Wen sie verderben wollen.*

ÉTATS-UNIS. — J. R. DEANE, J. N. HAZARD, S. S. ALDERMAN, R. F. MIKESELL, G. H. BLAKSLEE, E. F. PENROSE, M. ETHRIDGE, C. E. BLACK, F. OSBORN, E. J. SIMMONS, P. E. MOSELLY : *Negotiating with the Russians ; The Forrestal diaries ;* L. SMITH : *American Democraty and military Power ;* K. MARSHALL : *Mon mari, le général Marshall ;* W. H. CHAMBERLIN : *America's second Crusade ;* Général G. C. KENNY : *The Mac Arthur I know ;* Kerwin MAC CANN : *Un général sans képi.*

LA GUERRE SUR MER. — Contre-amiral ALEXANDRIS : *To naftikonn mas kata linn polemikinn periodonn 1941-45 ;* Bruce LOCKHART : *The Marines were there ;* C. F. A. STANDORD : *Force Mulberry ;* Heins SCHAEFFER : *U. 977. L'odyssée d'un sous-marin allemand.*

GRANDE-BRETAGNE. — Sir Winston CHURCHILL : *Mémoires ;* Duc DE WINDSOR : *Histoire d'un roi ; Lessons of British War Economy.*

RÉSISTANCE. — Adrien DANSETTE : *Leclerc ;* Alix DE CARBONNIÈRES et Antoine COSTE : *L'assaut de Brest (août-septembre 1944) ;* A. FEDOROV : *L'Obkom clandestin au travail ;* Bruce MARSHALL : *The white Rabbit ;* Camille MAYRAN : *Larmes et lumière à Oradour ;* Commandant JUBELIN : *Marin de métier, pilote de fortune ;* Joseph SCHREIEDER : *Das war das Englandspiel ;* Général MORDANT : *Au service de la France en Indochine.*

Table analytique des articles et comptes rendus parus en 1953.

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1954) : France, Union française : **1.000** francs
Étranger : **1.200** francs. — Prix du numéro : **300** francs
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de trente francs.

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX, recteur de l'Académie de Lyon. — P. ARNOULT, inspecteur général des Finances. — Raymond ARON. — P. AUBÉ, secrétaire général de la Commission consultative des Dommages et Réparations. — F. BLOCH-LAINÉ, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations. — J. DE BOURBON-BUSSET, directeur des Relations culturelles. — C. BRAIBANT, directeur des Archives de France. — F. BRAUDEL, professeur au Collège de France. — H. CALVET, professeur agrégé de l'Université. — R. CASSIN, vice-président du Conseil d'État. — F. CHARLES-ROUX, membre de l'Institut. — Général COCHET. — F. CLOSON, directeur général de la Statistique et de la Conjoncture. — Colonel DE COSSÉ-BRISSAC, chef du Service historique de l'Armée. — R. COULONDRE, ambassadeur de France. — M. CROUZET, inspecteur général de l'Instruction publique. — R. FAWTIER, membre de l'Institut. — A. FRANÇOIS-PONCET, de l'Académie française. — G. JAMATI, directeur adjoint du Centre national de la Recherche scientifique. — Gérard JAQUET, député. — L. JOXE, ambassadeur de France. — A. LATREILLE, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon. — G. LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de Paris. — G. LEFEBVRE, professeur honoraire à la Sorbonne. — Général LESTIEN. — Louis MARIN, membre de l'Institut. — G. MONOD, directeur général honoraire de l'Enseignement du 2e degré. — M. E. NÆGELEN, député, ancien ministre. — L. NOËL, membre de l'Institut. — G. PERNOT, sénateur, ancien ministre. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER, membre de l'Académie de Marine. — Colonel DE SAINTE-PÉREUSE, chef du Service historique de l'Armée de l'air. — J. SARRAILH, recteur de l'Académie de Paris. — A. SAUVY, directeur de l'Institut national d'Études démographiques. — A. SEGALAT, secrétaire général du Gouvernement. — L. SENGHOR, député. — A. SIEGFRIED, de l'Académie française. — Colonel VILLATE. — E. WEILL-RAYNAL, docteur ès Lettres.

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

Publications du COMITÉ D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 (février 1950)

ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE

Prix..... **150 fr.**

N° 4 (mai 1950)

ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION

Prix..... **200 fr.**

EN VENTE A L'IMPRIMERIE NATIONALE :

39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées

(Chèques postaux : PARIS 9060-06)

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

PARUS :

N° 1, novembre 1950. — **Aspects de la Résistance française.**

N° 2, mars 1951. — **Le Japon dans la guerre.**

N° 3, juin 1951. — **Autour de l'Armistice de juin 1940.**

N° 4, octobre 1951. — **Sur l'Allemagne en guerre.**

N° 5, janvier 1952. — **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.**

N° 6, avril 1952. — **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre. La Roumanie et la deuxième guerre mondiale.**

N° 7, juillet 1952. — **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.**

Nos 8, octobre 1952. — **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). Notes sur le système concentrationnaire. La marine américaine au combat.**

N° 9, janvier 1953. — **Gouvernement et commandement français** (suite). **La guerre de Finlande. Le procès Graziani.**

N° 10-11, juin 1953. — **La campagne de France** (numéro spécial : **600 fr.**).

N° 12. — **La mobilisation économique aux États-Unis. Origines de Munich : le rôle du « Times ». L'alerte du 10 janvier 1940.**

A PARAITRE EN 1954 :

Un numéro spécial sur : **Le système concentrationnaire allemand.**

HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

COMPLÈTE EN SEPT VOLUMES

Publiée sous la direction de Maurice CROUZET

Inspecteur général de l'Instruction publique

VIENT DE PARAITRE

1.

L'ORIENT ET LA GRÈCE ANTIQUE

par

ANDRÉ AYMARD
Professeur à la Sorbonne

JEANNINE AUBOYER
Conservateur au Musée Guimet

In-4° couronne (18,5×23,5) 716 pages, broché **2.400** fr. Relié toile **2.880** fr.

Avec 48 planches en héliogravure

2.

ROME ET SON EMPIRE

par ANDRÉ AYMARD
et JEANNINE AUBOYER

3.

LE MOYEN AGE

Expansion de l'Orient
et naissance
de la civilisation occidentale

par ÉDOUARD PERROT
Professeur à la Sorbonne

***4.** (paru)*

LES XVI^e^ ET XVII^e^ SIÈCLES

Progrès de l'Europe
et déclin de l'Orient

par ROLAND MOUSNIER
Professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg

***5.** (paru)*

LE XVIII^e^ SIÈCLE

par R. MOUSNIER
et E. LABROUSSE
Professeur à la Sorbonne

In-4° couronne, broché : **1.920** fr.
Relié toile : **2.400** fr.

Avec 48 planches en héliogravure

6.

LE XIX^e^ SIÈCLE

L'Europe à la conquête du monde

par ROBERT SCHNERB
Docteur ès Lettres, professeur agrégé d'Histoire

7.

L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

L'Aurore d'une civilisation nouvelle

par MAURICE CROUZET

PLAN DE LA PUBLICATION

1954 : Volumes 2 et 6 — 1955 : Volumes 3 et 7

Prospectus détaillé sur demande

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

1954. — Imp. des Presses Universitaires de France, Vendôme (France)

UNIVERSITY OF LONDON
3 MAR 1954

B 19 OCT 1956

1979-1